

UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE
École doctorale : Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent

THÈSE
pour l'obtention du grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE

Spécialité : Géographie humaine, économique et régionale

présentée et soutenue publiquement par

Dalal BENBABAALI

le 9 janvier 2013

Caste dominante et territoire en Inde du Sud :
Migration et ascension sociale des Kamma d'Andhra côtier

Directeur de thèse :

Frédéric LANDY

Membres du jury :

Guy DI MÉO, Professeur émérite de géographie, Université Bordeaux 3 (rapporteur)

Lorraine KENNEDY, socioéconomiste, Directrice de recherche au CNRS (présidente)

Gilles TARABOUT, Professeur d'anthropologie, Université Paris Ouest Nanterre

Isabelle GUÉRIN, socioéconomiste, Directrice de recherche à l'IRD (rapporteure)

Frédéric LANDY, Professeur de géographie, Université Paris Ouest Nanterre

Résumé

Cette thèse s'efforce de redéfinir le concept de caste dominante qui fut d'abord étudié à l'échelle villageoise, dans le contexte de l'Inde rurale des années 1950, afin de le rendre pertinent en l'adaptant aux évolutions contemporaines d'un pays de plus en plus urbanisé, où les mobilités socio-spatiales se sont intensifiées. Pour ce faire, cette recherche s'appuie sur le cas des Kamma, caste dominante originaire d'Andhra côtier où elle continue de posséder l'essentiel des terres, même si ses membres ont migré en grand nombre vers l'intérieur et le sud de la péninsule indienne, dans les nouvelles zones irriguées et les villes. Ils occupent désormais des positions-clés dans la vie politique et économique de l'Andhra Pradesh, et dans une moindre mesure du Tamil Nadu et du Karnataka. La prise en compte du territoire, tel que ce concept a été élaboré par la géographie sociale, est essentielle pour comprendre ce changement d'échelle et de nature de la dominance de caste et pour étudier ses variations régionales. Dans les années 1980, avec l'arrivée au pouvoir en Andhra Pradesh d'un parti contrôlé par les Kamma, le *Telugu Desam*, la prise en main de l'appareil d'Etat leur a permis de renforcer leur influence. Ils dominent aussi les médias et le cinéma télougous, ce qui leur confère une prééminence socioculturelle. Ces nouveaux attributs de dominance, idéels voire idéologiques, et non plus seulement matériels, permettent de parler d'hégémonie. Celle-ci est toutefois remise en cause par la résistance des Dalit à l'oppression de caste et de classe, tandis que la domination culturelle des Kamma est contestée dans la région du Telangana par les partisans d'un Etat séparé de l'Andhra.

Mots-clés : Kamma, Inde du Sud, caste dominante, territoire, migration, mobilité sociale, contrôle, pouvoir, hégémonie, résistance

Dominant caste and territory in South India: Migration and upward social mobility of Kammas from Coastal Andhra

Abstract: This thesis aims at redefining the concept of dominant caste which was first studied at the village level, in the context of 1950s rural India, to make it relevant by adapting it to the contemporary evolutions of a rapidly urbanising country, where social and spatial mobility is increasing. With this objective in mind, this research explores the case of Kammas, a dominant caste from Coastal Andhra where they continue to control most of the land, even though they have migrated in large numbers towards the interior and southern regions of the Indian peninsula, both to newly irrigated areas and to the cities. They now occupy key positions in politics and in the economy of Andhra Pradesh, and to a lesser extent of Tamil Nadu and Karnataka. Taking territory into account, a concept which was developed in Social Geography, is essential to understand this change in the scale and nature of caste dominance and to study its regional variations. In the 1980s, when the Kamma-dominated Telugu Desam Party won the elections in Andhra Pradesh, their control over State power helped them consolidate their influence. They also dominate the Telugu media and cinema, which confers upon them sociocultural preeminence. These new attributes of dominance, which are ideological and not only material, have a hegemonic character. However, this hegemony is threatened by the growing resistance of Dalits to caste and class oppression, while Kamma cultural domination is contested in the Telangana region by those supporting the creation of a State separated from Andhra.

Keywords: Kamma, South India, dominant caste, territory, migration, social mobility, control, power, hegemony, resistance

A la mémoire de K. Balagopal (1952 -2009)

*Mathématicien, écrivain, secrétaire général de l'Andhra Pradesh Civil Liberties Committee
puis fondateur du Human Rights Forum, défenseur des victimes de la répression d'Etat,
militant pour la justice et contre toutes les formes de domination.*

*Un homme aux qualités humaines et intellectuelles exceptionnelles, rencontré à Hyderabad
pour un entretien un an avant sa disparition.*

Remerciements

Cette thèse est le fruit d'un travail de recherche qui fut aussi un long cheminement, une tranche de vie ponctuée de rencontres et d'échanges ayant contribué non seulement à l'élaboration de l'objet d'étude et à son aboutissement, mais à mon évolution personnelle et intellectuelle.

Après avoir passé un an en Inde du Nord comme tutrice de français, j'ignorais encore tout de l'Andhra Pradesh lorsque Frédéric Landy me proposa d'y effectuer une première recherche en 2005, dans le cadre du DEA. Je ne le remercierai jamais assez de m'avoir orientée vers ce terrain aujourd'hui familier, tout en me laissant une entière liberté dans la construction de mon sujet et l'organisation de mon travail. Cette confiance qu'il m'a accordée, sa disponibilité, sa gentillesse et ses commentaires toujours pertinents en firent un directeur de thèse immensément apprécié.

Mes professeurs de télougou à l'INALCO, Olivier et Deena Bossé, puis Daniel Negers, me fournirent quant à eux les clés linguistiques et culturelles de la compréhension de l'Andhra Pradesh. Je leur en sais infiniment gré. Mes pensées et mon amitié vont également à David Picherit qui m'a beaucoup appris de ses expériences de terrain lorsque nous partagions à Hyderabad l'appartement d'Olivier et Deena qu'ils prêtaient généreusement à leurs étudiants.

La rencontre de K. Srinivasulu, professeur de sciences politiques à l'Université Osmania, fut tout à fait déterminante car elle m'amena à redéfinir mon projet de recherche en choisissant les Kamma comme étude de cas, une caste dont il fut le premier à me parler. Je lui suis aussi redevable de m'avoir mise en contact avec l'avocate et militante dalit Lila Kumari qui m'a gentiment hébergée chez elle à Guntur et accompagnée lors de certaines enquêtes dans les villages alentour.

J'ai également bénéficié des conseils de chercheurs d'origines et de disciplines diverses, avec qui j'ai eu la chance de pouvoir discuter lors de colloques internationaux organisés en Inde. Je pense notamment à Jan Breman, Carolyn Elliott, Jos Mooij et Carol Upadhyia. Les trois années que j'ai passées au Centre de Sciences Humaines de New Delhi comme boursière puis étudiante affiliée m'ont par ailleurs permis d'avoir des échanges approfondis et fructueux

avec les responsables d'équipe, Lorraine Kennedy et Roland Lardinois : je tiens à leur adresser mes chaleureux remerciements pour leur écoute, leurs remarques judicieuses et le vif intérêt qu'ils ont porté à mon travail.

J'ai eu l'occasion de rencontrer aussi Gilles Tarabout dans la capitale indienne et Isabelle Guérin à l'Institut Français de Pondichéry puis lors d'un séminaire à l'Université de Toulouse. Je les remercie d'avoir bien voulu lire et évaluer ce travail comme membres de mon jury de thèse. Je suis heureuse également que Guy Di Méo ait accepté d'en faire partie car ses travaux ont éveillé mon intérêt pour la géographie sociale et ont influencé mes recherches par la suite. Je lui en suis profondément reconnaissante.

Enfin, mon affection et ma gratitude vont à mes amis indianistes avec qui j'ai tant partagé ces dernières années, Nicolas Jaoul, Virginie Dutoya, Rémi de Bercegol, Julien Bouissou, ainsi qu'à ma famille qui m'a encouragée dans mes recherches et a su patiemment accepter la distance qui nous séparait lorsque j'habitais en Inde. J'ai une pensée particulière pour ma mère qui a toujours accordé beaucoup d'importance à mes études, à condition que celles-ci soient pour moi une source d'épanouissement. Ma reconnaissance et ma tendresse vont aussi à Vijay pour son soutien moral et affectif qui m'a énormément aidée dans mon travail durant nos périodes de vie commune à Hyderabad, Delhi et Shillong.

Pour finir, je voudrais remercier, sans pouvoir les citer individuellement, toutes celles et ceux, en France et en Inde, qui m'ont permis de vivre ces années de thèse non comme une longue et douloureuse épreuve, mais comme une formidable aventure humaine.

SOMMAIRE

Première partie - La dominance de caste : objet d'étude géographique ?.....	23
<u>Chapitre 1. Le territoire, un impensé des études en sciences sociales sur la caste ?.....</u>	27
I. Le village ou la caste : termes de la controverse sur l'unité d'étude pertinente.....	28
II. Etudes de village : le territoire comme prétexte à l'analyse des relations de caste.....	34
III. Etudes de caste : une prise en compte inégale de la dimension territoriale.....	53
<u>Chapitre 2. Territorialité de la caste dominante : les apports de la géographie sociale.....</u>	76
I. La caste dominante se définit par rapport au territoire.....	77
II. Mobilité socio-spatiale des élites : des formes spécifiques.....	94
III. Les concepts géographiques de territoire et de territorialité appliqués à une société de castes.....	110
Deuxième partie - Emergence des Kamma comme caste dominante et contrôle territorial.....	126
<u>Chapitre 3. Une caste mobile de paysans-soldats à l'époque médiévale.....</u>	128
I. Le territoire traditionnel des Kamma.....	129
II. Migrations militaires sous l'empire de Vijayanagar.....	141
III. Mouvements de colonisation agricole vers le plateau du Deccan.....	150
<u>Chapitre 4. Une caste agraire bénéficiaire du développement de l'Andhra côtier durant la période coloniale.....</u>	157
I. Mise en valeur agraire et développement régional en Andhra.....	159
II. Ascension sociale des Kamma, entre différences de classe et unité de caste.....	175
<u>Chapitre 5. Expansion territoriale et montée en puissance des Kamma depuis l'Indépendance.....</u>	200
I. Recompositions territoriales et migrations kamma.....	201
II. Diversification économique et prise du pouvoir politique par les Kamma.....	222
Troisième partie - Variations régionales dans l'expression territoriale de la dominance de caste.....	255
<u>Chapitre 6. Territorialités kamma : degrés de dominance rurale et urbaine dans trois Etats de l'Inde du Sud.....</u>	261
I. Kamma des villes, Kamma des champs.....	262
II. La dominance des Kamma en milieu urbain.....	292
III. La dominance des Kamma en zone de colonisation agricole.....	319
<u>Chapitre 7. Mobilisation des basses castes et mouvement régionaliste télanganais : vers le déclin de la dominance des Kamma ?.....</u>	335
I. Le mouvement dalit en Andhra côtier, né en réaction à l'oppression kamma.....	339
II. Les Kamma, cibles privilégiées du naxalisme et du régionalisme au Telangana ?.....	355

INTRODUCTION

Prologue

A l'occasion du premier anniversaire de sa fille en mars 2006, Devineni Uma, député du *Telugu Desam Party* (TDP), voulut faire les choses en grand. Il organisa la célébration dans sa ferme de cinq hectares en banlieue de Hyderabad et il y convia d'éminentes personnalités de la haute société hyderabadie : magnats de la presse, patrons de la finance, producteurs de films, propriétaires d'hôpitaux et d'institutions éducatives privés, promoteurs immobiliers, hommes et femmes politiques. Les invités étaient accueillis par un détecteur de métaux et deux jeeps de police postées à l'entrée du domaine. A croire que Chandrababu Naidu, invité de marque en tant que chef du TDP, ne s'était toujours pas remis de l'attentat naxalite¹ organisé contre lui en 2003, lorsqu'il était *Chief Minister*² de l'Andhra Pradesh. Ses partisans ne s'étaient apparemment pas remis non plus de sa défaite aux élections de 2004 car il me fut présenté comme s'il était toujours au pouvoir : « *He is our Chief Minister* ». A moins qu'il faille comprendre le « notre » comme signifiant « le *Chief Minister* de notre caste » et non « de notre Etat ». Dans ce cas effectivement, Naidu reste dans le cœur des Kamma « leur » *Chief Minister*. Et aussi étonnant que cela puisse paraître, non seulement l'hôte mais tous les convives étaient kamma, à une dizaine d'exceptions près, sur plus de 300 personnes.

Parmi ces rares exceptions, ma voisine de table, Vasundhara Kamineni, était brahmane. Bien que mariée à un Kamma, elle n'en finissait pas de critiquer la caste à laquelle elle s'était liée par amour d'un camarade à la faculté de médecine, aujourd'hui propriétaire de la chaîne d'hôpitaux spécialisés Kamineni Hospitals à Hyderabad. Selon elle, la richesse affichée lors de cette soirée, surtout parmi les femmes qui rivalisaient en parures d'or et de diamants, n'était rien d'autre qu'un « luxe tapageur de parvenus », voire le signe d'un sentiment d'insécurité. « Nous, Brahmanes, nous n'avons rien à prouver puisque nous avons toujours

¹ Le naxalisme est un mouvement révolutionnaire d'inspiration maoïste né en 1967 à Naxalbari, au Bengale occidental, ayant notamment pour objectif l'occupation et la redistribution des terres au moyen de la guérilla armée.

² Chef du gouvernement d'un Etat fédéré, l'Union Indienne en comptant 28.

fait partie de l'élite. Les Kamma, eux, ont soif de reconnaissance car ce ne sont après tout que des paysans ». Difficile pourtant d'imaginer, en regardant ces femmes drapées dans leurs saris de soie de Kanchipuram qui me parlaient dans un parfait anglais de leurs enfants installés aux Etats-Unis, que tout ce beau monde, jusqu'à il y a à peine une génération, faisait partie de la paysannerie – aisée, certes – de l'Andhra côtier.

Justification et définition des termes du sujet

Il y a là de quoi s'étonner et donc s'interroger. Qui sont au juste ces Kamma, estimés à seulement 5 % de la population de l'Andhra Pradesh³, mais surreprésentés dans tous les domaines-clés de la vie sociale, économique, politique et culturelle de l'Etat ? Des paysans ou des hommes d'affaires ? Des villageois ou des citadins ? Des individus d'origine modeste ou déjà privilégiée ? Il y a sans doute de tout cela, et parfois même n'y a-t-il pas contradiction à être l'un et l'autre. Mais alors, cela a-t-il un sens de dire « *les Kamma* » comme s'il existait une essence kamma ? Pour ne pas tomber dans le piège essentialiste, il convient de toujours garder à l'esprit qu'aucune caste en Inde ne représente une catégorie homogène et que les différenciations internes à chaque *jati*⁴ peuvent être autant des oppositions de classe que des distinctions, hiérarchiques ou non, entre sous-castes endogames.

Dans le cas des Kamma, la principale subdivision en deux sous-castes, Pedda Kamma et Chinna Kamma, exprime une hiérarchie et correspond à l'origine à une différence de classe. En télougou⁵, *pedda* signifie « grand » et désigne en l'occurrence les grands propriétaires

³ La population de l'Andhra Pradesh atteint aujourd'hui 80 millions d'habitants. S'il n'existe pas de statistiques officielles récentes par caste, les associations kamma estiment la population de leur caste à 12 millions : 4 millions en Andhra Pradesh, 4 millions au Tamil Nadu, 2 millions au Karnataka, un million dans le reste de l'Inde, et près d'un million à l'étranger (dont 200 000 aux Etats-Unis).

⁴ Sauf pour les Brahmanes, dont je parle comme d'une caste alors qu'il s'agit d'un *varna*, mon usage du mot caste renvoie au terme de *jati* qui signifie « naissance » et désigne un groupe d'appartenance et de statut concret, à pertinence locale ou régionale. En revanche, j'utiliserai sans le traduire le mot *varna* qui signifie « couleur » et désigne dans la littérature sanscrite les quatre grands ordres du modèle théorique de la société hindoue que l'on retrouve dans la majeure partie de l'Inde. Chaque *varna* est composé d'une multitude de *jati*, elles-mêmes subdivisées en sous-castes endogames.

⁵ Langue parlée en Andhra Pradesh.

fonciers, tandis que *chinna* signifie « petit » et fait référence à la petite paysannerie. Une des significations du nom *kamma* (qui viendrait du pali *karma*, « action, travail ») est le travail de la terre. Les Kamma sont une caste agraire appartenant au *varna* des Shudra⁶, le dernier sur l'échelle de pureté rituelle de l'ordre social hindou tel qu'il a été codifié dans certains textes religieux normatifs, mais situé au-dessus des castes dites intouchables⁷. L'opposition entre Pedda et Chinna Kamma est devenue obsolète puisque les deux groupes se marient désormais entre eux et c'est seulement au niveau de la *jati* que le caractère endogame de la caste continue d'être pertinent. Cette fusion de sous-castes, courante en Inde, peut s'interpréter comme un effort plus ou moins conscient d'unification interne afin de consolider l'identité de caste.

Etre kamma a donc bien un sens, non seulement pour les membres de cette caste qui s'identifient comme tel, mais aussi pour les autres castes avec qui ils cohabitent. Ces dernières contribuent à véhiculer des stéréotypes de caste, souvent critiques – « les Kamma sont des entrepreneurs agressifs qui ne pensent qu'à l'argent et qui cherchent à dominer les autres » – mais généralement acceptés, voire repris à leur compte par les Kamma avec une coloration positive : « agressifs » chez eux veut dire « dynamiques », « penser à l'argent » c'est « créer des richesses » et « dominer » signifie « l'emporter sur les autres », « être le meilleur ». L'observateur extérieur ne peut ignorer ces stéréotypes, aussi réducteurs soient-ils, puisqu'ils correspondent à la perception des intéressés eux-mêmes et du reste de la société dans laquelle ils vivent. Il est toujours utile d'étudier les représentations en tant que telles mais aussi pour la part de vérité qu'elles contiennent.

Par ailleurs, le chercheur a besoin de catégories englobantes, même si elles tendent à gommer les différences, car la montée en généralisation permet de théoriser des concepts, comme celui de caste dominante. Celui-ci a été défini la première fois par l'anthropologue indien M.N. Srinivas au milieu des années 1950, dans le contexte d'un village du Mysore situé dans l'actuel Karnataka. L'observation empirique qui lui sert de point de départ à l'élaboration de

⁶ Les Shudra regroupent essentiellement des castes d'agriculteurs mais aussi des castes de service travaillant pour les trois premiers *varna*. Au sommet de la hiérarchie des *varna* se trouvent les Brahmanes, dont l'occupation traditionnelle est celle de prêtres, suivis des Kshatriya, définis par leurs fonctions militaire et politique, puis des Vaishya ou commerçants, et enfin des Shudra.

⁷ Les Intouchables ne constituent pas un *varna*, d'où leur appellation, qui prête à confusion, de « hors castes » (*avarna*), même s'ils appartiennent bien à des *jati*.

ce concept, appliqué ensuite à beaucoup d'autres castes en Inde, s'appuie sur l'étude des Vokkaliga. Cette caste paysanne, désignée par Srinivas sous le terme générique « *the Peasants* », possède un certain nombre de propriétés que l'auteur identifie comme autant de critères de dominance⁸.

On peut dire d'une caste qu'elle est « dominante » lorsqu'elle dépasse en nombre les autres castes et qu'elle détient un pouvoir économique et politique prépondérant. Une caste numériquement importante et puissante a plus de chance d'être dominante si sa position dans la hiérarchie locale des castes n'est pas trop basse (Srinivas, 1955 : 18).

Le critère du nombre n'est pertinent qu'à l'échelle locale ou régionale car à l'échelle des Etats les castes dominantes sont souvent minoritaires. Dans le contexte villageois, le pouvoir économique se mesure par la propriété de la terre, un critère qui deviendra essentiel dans les autres définitions proposées par Srinivas. Le critère du statut rituel, moins décisif, reste volontairement flou : une position « pas trop basse » signifie que les Intouchables peuvent difficilement aspirer à la dominance mais qu'il n'est pas nécessaire d'être brahmane ni « deux-fois né »⁹ pour être dominant. En d'autres termes, les castes paysannes shudra peuvent prétendre à des positions de dominance si elles répondent aux autres critères mentionnés précédemment.

Cette définition, qui a suscité de nombreuses critiques, est sans doute insatisfaisante même si Srinivas s'est attaché à la reformuler par la suite. Il s'agira au cours de cette étude de la compléter et de l'enrichir de nouveaux éléments afin de la rendre pertinente dans le contexte actuel, où les castes dominantes ne vivent plus seulement en milieu rural mais de plus en plus dans les villes. Elle a le mérite de pouvoir s'appliquer à un grand nombre de castes, aussi bien au nord qu'au sud de l'Inde. Dans presque chaque Etat, il est possible d'identifier deux ou trois castes dominantes qui s'opposent aux basses castes, essentiellement intouchables.

⁸ Je conserverai en français le terme dominance qui fait référence à un statut, à une position, et se distingue donc de la domination qui renvoie à un acte et à une relation.

⁹ Les castes « deux-fois nées » ou *dvija* sont celles qui appartiennent aux trois premiers *varna* et sont sanctifiées par un rite d'initiation assimilé à une seconde naissance.

Carte 1 : Principales castes dominantes et intouchables dans les Etats de l'Inde

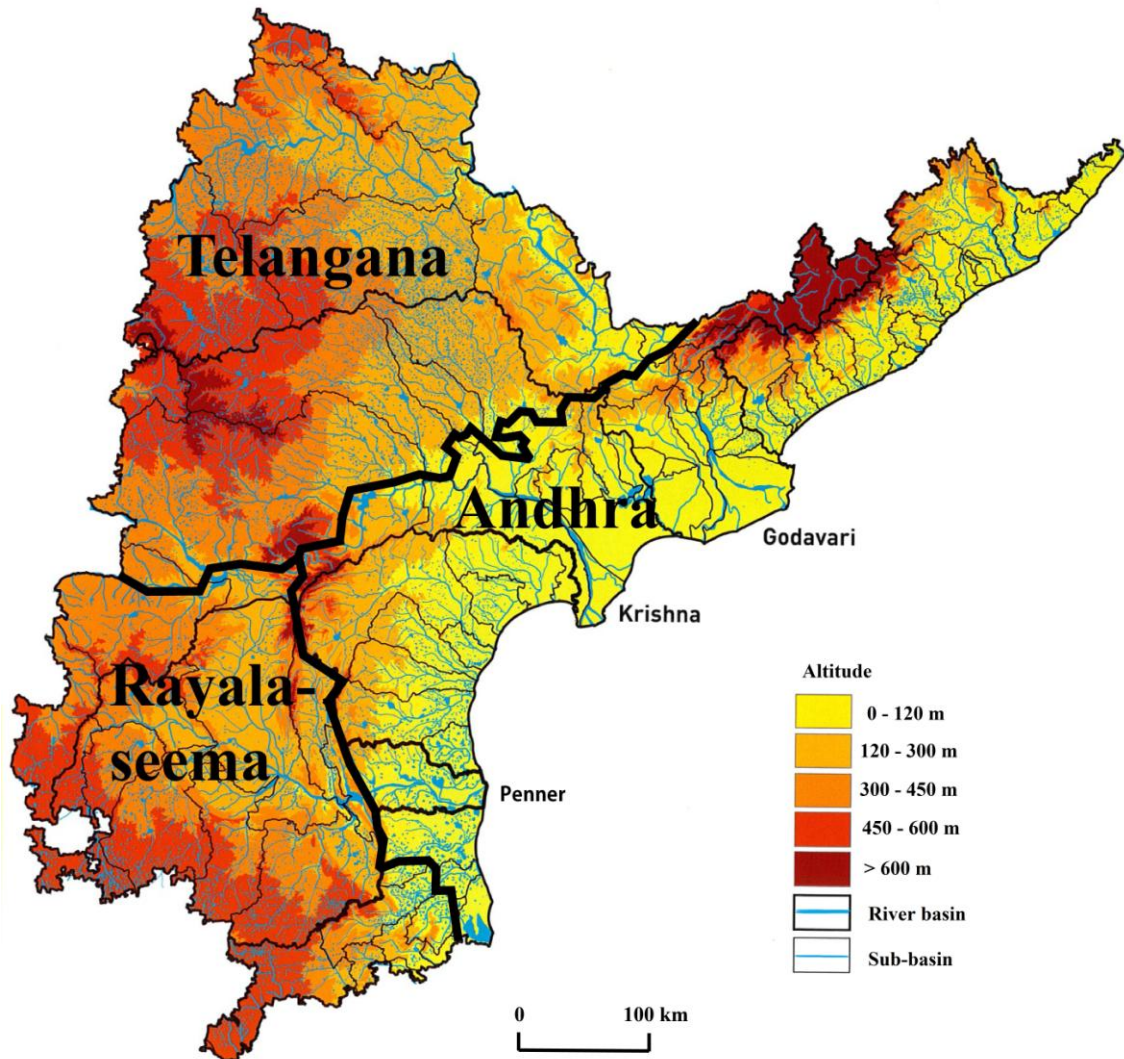


Source : Assayag (1995 : 34)

Les castes en Inde sont territorialement ancrées dans les différents Etats fédérés, dont les frontières correspondent souvent à des limites linguistiques, à l'exception de la vaste « ceinture hindiphone » (*hindi belt*) du nord de l'Inde. A l'intérieur de chaque Etat, les castes se répartissent régionalement en fonction de divers facteurs liés à l'histoire du peuplement. En Andhra Pradesh, les Kamma sont traditionnellement concentrés dans les plaines côtières, plus exactement dans les deltas de la Krishna et de la Godavari, fleuves qui se jettent dans le

Golfe du Bengale. Les Reddy, quant à eux, sont dominants dans les régions intérieures du Telangana et du Rayalaseema, situées sur le plateau du Deccan.

Carte 2 : Reliefs, hydrographie et régions d'Andhra Pradesh



Source : Gupta et al. (2011 : 28)

Lorsqu'on parle d'Andhra côtier, on fait généralement référence aux plaines littorales de la côte du Coromandel situées au centre et au sud de l'Andhra car le nord de la région est en partie couvert par les Ghats orientaux, montagnes dont l'altitude peut dépasser 1000 m. Le cœur de l'Andhra côtier se situe dans les deux deltas coalescents de la Krishna-Godavari et correspond administrativement aux districts de Guntur, Krishna et West Godavari, où les Kammas sont particulièrement nombreux, formant entre 10 et 25 % de la population totale.

Les Kamma se disent d'Andhra côtier car c'est dans cette région qu'ils situent leurs racines. Qu'ils soient venus d'ailleurs n'a pas vraiment d'importance puisque c'est la « représentation de leur histoire » qui fonde ce sentiment d'ancrage territorial, pour reprendre la définition de Guy Di Méo :

Le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique (sociale donc) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité (Di Méo, 1998b : 107).

Le concept de territoire, articulé à celui de caste dominante, est au centre de cette thèse. Le territoire des Kamma est non seulement celui qu'ils perçoivent comme tel mais, concrètement, l'espace qu'ils contrôlent grâce à la propriété de la terre, notamment dans les deltas de la Krishna-Godavari, une « appropriation économique » qui est à la base des autres types d'appropriation, idéologique et politique. Le territoire renvoie donc à un sentiment d'appartenance au sens double de faire partie et de posséder.

L'aire d'influence des Kamma ne se limite toutefois pas à l'Andhra côtier. Dès l'époque médiévale, certains membres de la caste s'enrôlèrent comme militaires au service des empereurs de Vijayanagar pour participer à la conquête du sud de la péninsule indienne. En temps de paix, les descendants de soldats implantés dans le pays tamoul pratiquaient l'agriculture sur les territoires conquis. A la suite de ces premières vagues migratoires, les mouvements de colonisation agricole s'amplifièrent et permirent aux Kamma d'acquérir des terres hors d'Andhra, dans les régions intérieures de la péninsule, jusqu'au Karnataka et au Tamil Nadu actuels. Au milieu du XIX^e siècle, l'introduction par les Britanniques de l'irrigation en Andhra côtier, avec la construction de barrages sur la Krishna et la Godavari, valorisa les terres des paysans kamma qui, en vendant une acre¹⁰ dans les deltas, pouvaient en acheter dix dans les zones non irriguées du plateau du Deccan sous contrôle des Nizam de Hyderabad, princes musulmans bénéficiant d'une certaine autonomie à l'époque coloniale. Plus récemment, c'est vers les villes que se concentrent les migrations de Kamma. Dès la première moitié du XX^e siècle, ils commencèrent à s'installer dans les villes petites et moyennes d'Andhra, mais depuis la formation en 1956 de l'Etat d'Andhra Pradesh avec Hyderabad pour capitale, celle-ci est devenue leur destination privilégiée.

¹⁰ Une acre équivaut à un peu moins d'un demi hectare (1 acre = 0,4 ha).

Une des particularités du processus migratoire observé chez les Kamma est qu'il s'agit rarement d'un réel départ de leur région d'origine où ils conservent des terres et autres biens immobiliers. Un ou plusieurs membres de la famille continuent généralement à vivre dans la maison villageoise pour superviser le travail des champs, tandis que les autres viennent leur rendre visite plusieurs fois par an, à l'occasion notamment des fêtes religieuses ou des cérémonies tels que les mariages. Pour décrire ce type de mouvements, Christophe Guilmoto et Frédéric Sandron parlent de « régime circulatoire, souvent fondé sur la pluri-résidence » (Guilmoto et Sandron, 2003 : 46). La notion de migration implique quant à elle un changement de résidence définitif ou de longue durée. Toutefois, selon ces mêmes auteurs, « outre la migration proprement dite, c'est-à-dire le changement de résidence durable, la mobilité comprend également des mouvements circulaires ou cycliques » (idem : 39).

La notion de mobilité, relative non seulement aux personnes mais aux biens, s'applique dans une large mesure aux trajectoires spatiales et aux stratégies économiques développées par les Kamma. Si les surplus agricoles dégagés dans les zones prospères de l'Andhra côtier leur ont permis de diversifier leurs activités et d'investir dans des entreprises commerciales et industrielles en milieu urbain, ou simplement de financer l'éducation de leurs enfants en ville, ce transfert de capitaux ne s'est pas fait à sens unique. L'achat de terres agricoles constitue aujourd'hui un placement privilégié pour ces néo-citadins, voire pour ceux qui résident à l'étranger (*Non-Resident Indians* ou NRI), moins par intérêt pour l'agriculture que pour la valorisation rapide du foncier dans les zones deltaïques, ce qui rend ce type d'investissement immobilier particulièrement rentable.

La mobilité spatiale des Kamma s'est accompagnée d'une remarquable ascension sociale sur plusieurs générations. La mobilité sociale fait référence au changement de statut d'un individu ou d'un groupe d'individus dans une société stratifiée. En Inde, la stratification selon la caste a pu donner l'image d'un système hiérarchique figé et cloisonné où la naissance déterminait non seulement le statut rituel de l'individu sur une échelle de pureté, mais également sa position socio-économique. La spécialisation professionnelle, le caractère héréditaire et endogame de la caste sont autant d'éléments de reproduction sociale qui semblent laisser peu de place à des mouvements ascendants ou descendants, individuels ou collectifs, d'une position sociale vers une autre. En réalité, l'hindouisme a toujours toléré certaines formes de mobilité, notamment parmi les castes intermédiaires dont le rang mutuel

est ambigu. Selon Srinivas, pour être reconnue socialement, la mobilité individuelle ou familiale doit se traduire en mobilité collective de caste. Il rappelle que les possibilités d'ascension sociale sont anciennes, comme la colonisation agricole à une époque de faible peuplement où certains lignages sont devenus dominants sur les territoires conquis, ou encore la « fluidité » du système politique précolonial, grâce auquel les chefs des castes dominantes ont parfois pu s'emparer du pouvoir au sein de principautés (Srinivas, 1968).

Les associations de caste qui ont vu le jour sous l'empire britannique témoignent également de cette volonté de promotion sociale, un de leurs principaux objectifs étant d'améliorer la position socio-économique de leurs membres. La première association de caste kamma, fondée en 1910, a cherché à atteindre ce but par la construction d'internats en ville et l'attribution de bourses pour favoriser l'accès des jeunes à l'éducation. Outre les capitaux accumulés par leurs parents grâce à leurs activités agricoles en zone fertile et irriguée, les enfants de paysans kamma ont donc pu bénéficier assez tôt du degré d'instruction nécessaire à la diversification de leurs activités économiques. La mobilité professionnelle a d'abord pu agir seule comme facteur d'ascension sociale, mais très vite les possibilités d'investissements et d'emplois sur place se sont trouvées limitées, la mobilité spatiale s'avérant alors indispensable à la poursuite de cette ascension.

Avant l'Indépendance, obtenue en 1947, seule une élite parmi les Kamma avait réussi à accéder à l'enseignement supérieur, qui fut longtemps l'apanage des Brahmanes, mais les enfants des agriculteurs capitalistes de la Révolution verte furent nombreux à aller étudier dans les universités de Hyderabad ou des autres métropoles indiennes, les facultés de médecine et les écoles d'ingénieurs étant les plus prisées. Les premières vagues de migrants très qualifiés parmi les Kamma sont celles de médecins qui, dès les années 1960, ont commencé à s'établir en Grande-Bretagne. A partir des années 1980, ce sont surtout des ingénieurs, dont beaucoup d'informaticiens, qui ont migré vers les Etats-Unis. Les migrations internationales concernent cependant une proportion relativement faible de la population kamma qui continue de vivre aujourd'hui pour son immense majorité en Andhra Pradesh ainsi que dans certaines régions du Tamil Nadu et du Karnataka, surtout dans les campagnes, mais de plus en plus dans les villes.

Problématique

L'objectif de cette recherche est de comprendre comment la mobilité socio-spatiale des Kamma a influé sur leur statut de caste dominante. Si la dominance de caste se définit en relation à un territoire, se transforme-t-elle lorsque celui-ci n'est plus circonscrit à un village, à un groupe de villages, à une région, ni même à un Etat ? Si elle se définit par rapport à la propriété de la terre, que devient-elle lorsque les membres de la caste en question ne sont plus seulement agriculteurs, mais hommes d'affaires, industriels, médecins, ingénieurs ? Ce changement d'échelle territoriale et cette diversification économique ont certainement modifié la dominance traditionnelle des Kamma, mais dans quel sens ? La migration hors d'Andhra a-t-elle conduit à une perte de contrôle dans leur région d'origine ou leur a-t-elle au contraire permis d'étendre leur influence sur un territoire plus vaste ?

La concentration des Kamma sur un territoire restreint a longtemps constitué pour eux un avantage, non seulement en termes de poids démographique, et donc de contrôle exclusif sur des villages entiers, mais en termes d'unité de la caste, du fait de la proximité spatiale de ses membres. Leur dispersion peut à première vue représenter une menace à cette unité, et donc à leur identité de caste, mais aussi à l'exclusivité de leur contrôle villageois, en supposant qu'une partie de leurs terres change de mains lorsqu'ils migrent. Toutefois, la propriété foncière ne suffit plus à évaluer le pouvoir sociopolitique de la caste car la migration vers les villes compense la perte éventuelle du patrimoine villageois en favorisant l'acquisition de nouveaux attributs de dominance liés à l'accès à des positions-clés dans l'éducation, la culture, les médias, ou encore les hautes technologies. Parallèlement à la modification des limites territoriales où elle s'exerce, on assiste donc aussi à un changement de nature de la dominance.

Cette nouvelle forme de dominance présente un caractère hégémonique, dans la mesure où il ne s'agit plus uniquement d'une suprématie de type matériel, mais d'une prééminence socioculturelle, voire idéologique. Le concept d'hégémonie fut utilisé par Antonio Gramsci pour décrire les classes dirigeantes qui non seulement dominent les forces matérielles de production mais cherchent à répliquer cette domination au niveau des idées (Femia, 1975). Dans le contexte des castes, le terme d'hégémonie a longtemps été réservé aux Brahmanes qui détenaient le quasi monopole du savoir traditionnel védique et pouvaient par conséquent contrôler idéologiquement la société par le biais de la religion. Occupant le sommet de la

hiérarchie rituelle, ils ont pu acquérir des biens matériels, notamment des terres sous forme de dons, et exercer le pouvoir politique au niveau villageois, même s'ils représentent à peine 3 % de la population en Inde du Sud. Leur migration précoce vers les villes pour accéder à l'éducation occidentale de langue anglaise a laissé la place aux castes intermédiaires qui l'ont progressivement occupée en rachetant leurs terres, en consolidant leurs tenures grâce aux réformes agraires mises en place après l'Indépendance, et en prenant localement le pouvoir au sein des institutions du *panchayati raj*¹¹.

Peut-on faire l'hypothèse que ce processus de renouvellement des élites rurales par substitution va se poursuivre en faveur des basses castes cette fois, puisqu'à leur tour les membres des castes paysannes dominantes sont de plus en plus nombreux à migrer vers les villes ? La fragilité de cette hypothèse réside dans le fait que contrairement aux Brahmanes, les membres des castes agraires tels que les Kamma ont un très fort attachement à la terre et sont rarement prêts à se défaire de leurs biens fonciers, même en cas de migration. Dans la mesure où ils ne jouissent pas d'un statut rituel élevé, la terre représente pour eux une importante source de prestige et d'influence. Lorsqu'ils quittent leurs villages, ils la louent généralement à des métayers et ne la vendent qu'en cas d'extrême nécessité. Ils continuent à y employer majoritairement des ouvriers agricoles de castes intouchables dont les chances d'accéder à la propriété restent faibles et pour qui la principale voie d'ascension sociale est l'accès à l'éducation et aux emplois publics, facilité par une politique volontariste de discrimination positive. Les membres des castes dominantes qui, comme les Kamma, n'en bénéficient pas, sont généralement opposés à ce système de quotas qui leur fait perdre une main-d'œuvre bon marché et la rend de moins en moins soumise.

Cette insoumission croissante signe-t-elle le déclin de la dominance des propriétaires fonciers ou suscite-t-elle au contraire chez ces derniers une volonté de renforcer leur contrôle et leur autorité ? On peut en effet envisager l'hypothèse inverse de celle émise plus haut, à savoir que la mobilité socio-spatiale des Kamma leur a permis de devenir encore plus influents et de durcir ainsi leur position face aux tentatives d'affirmation des basses castes.

Le pouvoir politique ajouté au pouvoir économique a fait naître chez les Kamma une certaine arrogance qui les a conduit à ne plus tolérer aucune forme de résistance de la part des basses castes, notamment des travailleurs dalit (Srinivasulu, 2002 : 35).

¹¹ Le *panchayati raj* post-Indépendance fait référence aux conseils élus aux échelles locales du village, du *taluk* (subdivision administrative du district regroupant plusieurs villages) et du district (subdivision administrative de l'Etat regroupant plusieurs *taluk*).

Le terme Dalit, qui signifie littéralement « brisé, opprimé », est le nom que se sont donné les militants issus des castes intouchables à la suite de leur leader Ambedkar, père de la Constitution indienne, qui l'employa dès les années 1930¹². Selon K. Srinivasulu, ce terme exprime une relation plus qu'une catégorie prise de manière isolée : il fait référence à la dialectique sociale de domination et de subordination inhérente au système des castes¹³. Pour comprendre les mécanismes de pouvoir et d'oppression qui régissent la société indienne, il faut donc s'intéresser non seulement aux Dalit qui en sont les principales victimes, mais aux castes dominantes qui les mettent en œuvre. Or, sans doute en raison du succès des *subaltern studies* dans les années 1980, l'attention des chercheurs s'est détournée des dominants pour se porter préférentiellement vers les « subalternes », concept gramscien qui fut beaucoup utilisé dans le contexte de l'Inde coloniale. Le résultat de ce choix épistémologique est l'absence d'études approfondies sur les castes dominantes, notamment en Andhra Pradesh.

Les travaux d'histoire sociale qui existent sur l'Andhra moderne n'expliquent pas suffisamment la manière dont la dominance de caste s'est constituée puis maintenue. Quel est le fondement social/institutionnel de cette dominance ? Quelle est la relation entre contrôle foncier, production matérielle et structures de caste ? (Satyanarayana, 2005 : xv).

Cette thèse se propose de combler ce vide relatif en mobilisant les concepts, approches et méthodes de la géographie sociale, même si elle s'inscrit aussi dans une perspective transdisciplinaire, faisant appel à l'histoire, à l'économie politique et à l'anthropologie sociale.

Méthodologie

Si une attention particulière est portée à la dimension territoriale de la dominance de caste, aspect géographique largement négligé dans l'étude des castes en Inde, la méthodologie

¹² Le terme s'est réellement popularisé après la publication du manifeste des *Dalit Panthers* en 1973. A l'origine très militant car impliquant une posture de lutte, il s'agit aujourd'hui du terme politiquement correct pour désigner les castes parfois appelées « ex-intouchables », en référence à l'abolition de l'intouchabilité par la Constitution de 1950, même si, de fait, ces pratiques discriminatoires et stigmatisantes existent toujours.

¹³ “The concept of Dalit does not refer to any single caste or group of castes; it is a relational category. Its reference point is the caste specific relationship of dominance and subordination in Indian society. Thus the concept of dalit may be defined as a community of oppressed castes with specific experience of being treated as untouchables and being humiliated through the conscious denial of self-respect and honour by caste Hindus” (Srinivasulu, 2002 : 30).

utilisée pour mener à bien cette recherche est commune à plusieurs sciences sociales : il s'est agi essentiellement de croiser approches quantitative et qualitative en alliant les techniques d'enquête par questionnaire avec les observations de terrain complétées par des entretiens semi-directifs. L'analyse diachronique de la manière dont les Kamma ont historiquement émergé comme caste dominante tout en élargissant leur aire d'influence nécessitait par ailleurs de s'appuyer sur les recensements coloniaux permettant d'élaborer une cartographie de leur répartition spatiale en Inde du Sud, ainsi que sur la littérature secondaire.

S'il existe très peu d'études sur les Kamma, les ouvrages portant sur les castes en Inde sont abondants. Leur lecture et leur recension critique réalisée dans le premier chapitre de la thèse a requis un important travail bibliographique qui fut mené en partie sur le terrain, dans les bibliothèques de l'Université Osmania et du *Centre for Economic and Social Studies* à Hyderabad, mais aussi en France, au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud à Paris, et dans les instituts français de recherche en Inde : l'Ecole Française d'Extrême-Orient, l'Institut Français de Pondichéry et le Centre de Sciences Humaines de Delhi, où mon affiliation m'a par ailleurs permis d'accéder à toutes les ressources documentaires de la capitale indienne, notamment celles de *Jawaharlal Nehru University*, où je fus également affiliée un an, et de la très riche *Teen Murti Library*. Enfin, un séjour d'un mois à Shimla m'a donné la possibilité de travailler à la bibliothèque de l'*Indian Institute of Advanced Study*.

Cette thèse repose toutefois en grande partie sur une démarche empirique fondée sur des enquêtes de terrain réalisées entre 2005 et 2009 en Andhra Pradesh, au Tamil Nadu et au Karnataka, à la fois en milieu rural et urbain. La durée des séjours sur place fut de deux ans et demi en tout¹⁴. Les premiers mois furent passés en immersion chez des familles kamma, mais aussi d'autres castes, dans plusieurs villes et villages du delta de la Krishna ainsi qu'à Hyderabad, à simplement vivre avec les gens, à pratiquer leur langue, à partager leurs repas, à célébrer leurs festivals, à assister à leurs cérémonies, à regarder le journal télévisé sur les chaînes locales, ou à aller voir avec eux les derniers films à succès du cinéma télougou. Cette forme d'observation participante fut riche d'enseignements et très utile non seulement pour mon apprentissage de la langue mais pour ma compréhension de la société et de la culture télougoues dans leur ensemble.

¹⁴ Six mois de février à juillet 2005 dans le cadre du DEA puis, dans le cadre de la thèse, six mois de février à juillet 2006, un an de mars 2007 à février 2008, quatre mois de juillet à octobre 2008, un mois en août puis un mois en décembre 2009.

Ce n'est qu'après avoir amélioré mes connaissances linguistiques et gagné la confiance des habitants de Godavarru, le village finalement sélectionné dans le district de Krishna, que j'ai commencé l'enquête proprement dite au moyen d'un questionnaire auprès de 100 ménages kamma. J'ai pris soin dans un premier temps de ne pas habiter dans le village lui-même afin de ne pas être associée trop étroitement aux Kamma et d'avoir ainsi accès aux autres castes avec qui je tenais à avoir des discussions informelles parallèlement à l'enquête quantitative. En effet, il est parfois difficile de parler aux Dalit tout en habitant chez des Kamma, non seulement parce que cette proximité avec les dominants suscite la méfiance des basses castes, mais parce que les dominants eux-mêmes tentent de limiter la mobilité du chercheur¹⁵.

J'ai donc d'abord habité à Punadipadu, petit bourg situé à 4 km du village, jusqu'à ce que la canicule du mois de mai (avec des températures excédant 45°C) ait raison de mes efforts pour parcourir quotidiennement cette distance à bicyclette. J'ai alors accepté l'invitation d'un instituteur retraité à loger sur place chez lui et sa femme, ce qui s'est finalement avéré plus fructueux que de simples visites quotidiennes pour comprendre les dynamiques de caste internes au village. Bien que kamma, cet instituteur était apprécié des Dalit dont il avait eu les enfants en classe à l'école publique du village, tandis que les enfants kamma étudiaient préférentiellement en ville dans les écoles privées. En revanche, les grands propriétaires kamma ne lui accordaient aucune importance dans les prises de décision villageoises car il ne possédait pas de terre.

Le même questionnaire (annexe 2) fut utilisé auprès d'un échantillon de 100 ménages kamma dans le quartier de Kukatpally à Hyderabad. Alors qu'à Godavarru je devais généralement traduire oralement en télougou mes questions rédigées en anglais, la quasi totalité des Kamma interviewés à Hyderabad pouvait comprendre le questionnaire sans traduction. Le mode de sélection des lieux d'enquête et de constitution des échantillons seront exposés en détail au moment de la présentation des résultats et de la comparaison du profil des Kamma ruraux et urbains (chapitre 6). Les informations collectées auprès de ces 200 ménages

¹⁵ L'observation de Jan Breman, qui a étudié la caste dominante des Patidar dans le sud du Gujarat, sur la manière dont le chercheur est « happé » par les dominants villageois s'est avérée vraie pour les Kamma également, et il était donc important de prendre de la distance vis-à-vis de mes informateurs : *“Jan Breman notes that members of the dominant caste - ever keen to maintain control - exert a gravitational pull on outsiders, particularly unknown quantities like researchers. They approach them, invite them, query them, monopolize their time, try to plumb their purpose, attempt to fix their social coordinates, and if the outsider shows undue interest in village affairs, endeavor to influence him to their points of view and limit his mobility within the village”* (Gidwani, 2008 : 240).

concernent l'ensemble des membres de chaque famille, que ceux-ci habitent toujours sous le même toit ou non. Au total, j'ai donc recueilli des renseignements sur l'origine géographique, le lieu de résidence, le type de mariage, l'éducation, la profession, les revenus, les biens immobiliers, la participation sociale et politique de plus d'un millier de Kamma.

L'enquête qualitative a par ailleurs consisté à identifier puis interviewer les membres éminents de la caste, influents dans divers domaines de la vie politique, économique et socioculturelle de leur Etat, essentiellement en Andhra Pradesh, mais également au Tamil Nadu et au Karnataka¹⁶. J'ai ainsi pu rencontrer 75 personnalités kamma, actives en politique, dans les médias, le cinéma, l'industrie, l'immobilier, la finance, les technologies de l'information, la santé, la haute fonction publique, l'éducation et la littérature (la liste nominale des interviewés classée par secteur d'activité se trouve dans l'annexe 1). Les entretiens, qui pouvaient durer de 20 minutes à 2 heures en fonction de la disponibilité des personnes et de l'intérêt qu'elles montraient pour cette recherche, portaient à la fois sur leurs parcours individuels et sur leur analyse personnelle des dynamiques sociales dans leur Etat. J'ai également voulu recueillir des opinions extérieures à la caste des Kamma en menant une trentaine d'autres entretiens avec des hommes et femmes politiques, des intellectuels, des chercheurs, journalistes, militants et artistes issus de différentes castes, des Dalit aux Brahmanes en incluant les catégories intermédiaires OBC (*Other Backward Classes*) et les castes dominantes rivales (Reddy notamment), afin de diversifier les sources d'information et les points de vue. Au total, j'ai donc réalisé une centaine d'entretiens, dont les trois-quarts avec des Kamma, complétés par de nombreuses discussions informelles avec des personnes très diverses rencontrées tout au long de mes séjours en Inde du Sud.

Plan

L'exposition des résultats de cette recherche suit un plan en trois parties, composées chacune de deux ou trois chapitres. La première partie s'attache à mettre en perspective l'apport scientifique de la thèse dans le champ thématique, en comparaison avec ce qui a pu être fait dans d'autres disciplines. Cet éclairage théorique se fait en deux étapes. La première consiste

¹⁶ J'ai réalisé ce qu'on peut appeler des « terrains mineurs » (par rapport au temps passé en Andhra Pradesh) de deux mois au Tamil Nadu en juillet-août 2008 et d'un mois au Karnataka en septembre 2008.

en une recension critique des principales études en sciences sociales menées sur la caste, visant à démontrer que la dimension territoriale a été négligée, voire ignorée, dans la plupart d'entre elles. Le second chapitre met en avant, d'un point de vue disciplinaire, ce que peut apporter une recherche en géographie sociale à la compréhension de la dominance de caste.

La deuxième partie, historique, suit un plan chronologique en trois temps couvrant les périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale, afin de retracer la trajectoire socio-spatiale des Kamma. Il s'agit essentiellement de montrer comment ils ont progressivement accédé au statut de caste dominante et accru leur contrôle territorial par la migration.

Enfin, la troisième partie analyse les variations de degré et de nature de la dominance en fonction des territoires considérés. Le chapitre 6 expose le matériau empirique de manière comparative afin d'établir une typologie de la dominance des Kamma, tandis que le dernier chapitre soulève la question du maintien ou du déclin de cette dominance face aux nombreux conflits et résistances qu'elle génère.

PREMIÈRE PARTIE

LA DOMINANCE DE CASTE : OBJET D'ÉTUDE GÉOGRAPHIQUE ?

La géographie (...), cette discipline dominée et portée à se contenter « modestement » de ce qu'on lui accorde, à se cantonner dans la région que les disciplines plus « ambitieuses », sociologie et économie, lui impartissent, c'est-à-dire le petit, le particulier, le concret, le réel, le visible, la minutie, le détail, la monographie, la description (par opposition au grand, au général, à l'abstrait, à la théorie, etc.) (Bourdieu, 1980a : 64).

Qu'est-ce que le géographe peut bien avoir à dire sur les castes et sur les mécanismes de domination mis en œuvre par les plus puissantes d'entre elles ? N'y a-t-il pas une certaine ironie à ce qu'une « science dominée » comme la géographie, non seulement puisse parler des dominants, mais cherche à le faire en montrant une dimension – la territorialité – souvent ignorée par les « sciences dominantes » telles que l'histoire, l'économie ou la sociologie ? Cette étude, qui peut apparaître comme une « monographie » puisqu'elle se concentre sur une caste en particulier (mais s'intéresse en réalité à son rapport au territoire, aux autres castes avec qui elle cohabite, et à la société dans son ensemble), n'entend cependant pas donner raison à Bourdieu en se limitant à la « description ». L'objet de cette première partie est non seulement de clarifier le positionnement scientifique de la thèse dans le champ thématique, mais de dresser le cadre théorique de l'étude.

Ce mouvement de réflexivité, de retour sur soi et sur son activité, effectué par le chercheur, permet de savoir qui parle, et d'où. Pour poursuivre en termes bourdieusiens, on peut se demander comment se positionne l'intellectuel, appartenant à la « fraction dominée de la classe dominante », lorsqu'il étudie les milieux d'affaires et autres « fractions dominantes » de cette même classe (Bourdieu, 1979a : 196, n.8). Cette question se pose surtout lorsque le chercheur et son objet d'étude font partie de la même société¹⁷. Inversement, les chercheurs

¹⁷ Le fait d'être étrangère me conférait un statut particulier et me permettait d'être bien accueillie même par la grande bourgeoisie kamma. Celle-ci, généralement méfiante, ne me soupçonnait pas d'avoir une sympathie ou une antipathie particulière pour telle caste ou classe de la société indienne. Ce traitement de faveur réservé aux Occidentaux est peut-être un héritage de la période coloniale, où les « maîtres blancs » étaient respectés autant que craints. Plus essentiellement, c'est le fait de venir

travaillant en milieu villageois, qu'ils soient étrangers ou non, courent moins le risque d'être méprisés que tenus à distance par des interlocuteurs intimidés. La manière dont ils sont perçus peut cependant varier selon « le lieu où ils choisissent de vivre pendant leur travail de terrain au village, les liens amicaux qu'ils tissent pour obtenir des informations régulières, la classe sociale dont ils sont eux-mêmes issus, leur sexe et le statut de caste qui leur est attribué par le village », autant de facteurs qui « jouent tous un rôle important dans le genre de données auxquelles ils peuvent accéder » (Jodhka, 1998 : 325). Même s'il arrive que les chercheurs étrangers soient associés à telle ou telle caste (généralement haute), ils sont supposés être plus neutres dans leur appréhension d'un système dont ils ne sont pas partie prenante.

En Inde, les sciences sociales, et les domaines du savoir en général, ont longtemps été dominés par les Brahmanes. Parmi les douze fondateurs de la sociologie et de l'anthropologie indiennes recensés dans un volume publié récemment, à l'exception de deux non-Indiens, tous sont Brahmanes ou issus des hautes castes lettrées¹⁸ (Uberoi et al., 2007). Parmi d'autres, Kancha Ilaiah, l'un des premiers sociologues indiens de basse caste, accuse les études indianistes d'avoir historiquement délaissé le point de vue des milieux plébéiens qu'il appelle *dalit-bahujan* (« majorité opprimée »), et de s'être conformées aux conceptions brahmaniques (Ilaiah, 1996). Il s'attaque entre autres à l'anthropologue Srinivas, à qui l'on doit notamment le concept de sanscritisation, critiqué pour son « brahmano-centrisme »¹⁹. Ce reproche lui est également adressé par des auteurs occidentaux comme Edmund Leach.

d'un pays riche comme la France qui suscitait les égards de mes interlocuteurs, dont j'ai parfois pu observer le changement d'attitude lorsqu'il m'arrivait d'évoquer mes origines algériennes (certains fanatiques hindous parce qu'ils supposaient alors que j'étais musulmane, les autres parce que l'Algérie est un pays du Tiers-Monde).

¹⁸ Plus que les auteurs de l'ouvrage eux-mêmes, Surinder Jodhka s'en émeut dans sa recension : *“How come we did not have a Muslim or Christian sociologist or social anthropologist, nor a dalit or a tribal ? (...) While the editors and most of the contributors are aware of these problems and questions, they perhaps needed to engage with them a little more seriously than has been attempted in the volume”* (Jodhka, 2009 : 37).

¹⁹ *“M.N. Srinivas' Sanskritization thesis essentially feeds into the theory of purity and pollution. Apparently modern, it basically aims at maintaining the hegemonic notions of Brahminism. The reactionary character of the Sanskritization theory lies in the fact that it presents brahminical exploitative values as superior and shows that even educated Dalit-Bahujans, living in a hierarchized caste system, endeavour to move into the brahmanical fold”* (Ilaiah, 2004 : 95).

L'une des contributions les plus notables du Professeur Srinivas à la sociologie indienne a été son élaboration du concept de « sanscritisation », dont l'idée principale est que les castes qui sont basses dans la hiérarchie sociale ont à long terme tendance à imiter le style de vie des hautes castes brahmanes, introduisant ainsi une certaine fluidité dans la hiérarchie des castes. Qu'une telle fluidité existe a été clairement démontré, mais qu'on voie nécessairement son origine dans l'émulation des Brahmanes me semble étrange – un point de vue spécifiquement « brahmano-centrique » ! Si le Professeur Srinivas avait été d'origine shudra, cela aurait-il coloré son interprétation ? (Leach, 1963 : 378).

Srinivas fut également critiqué pour ses positions parfois ambiguës sur la question de l'intouchabilité ou de la discrimination positive (Heuzé, 1991 ; Assayag, 2000 ; Panini, 2000). Celui-ci est conscient de ce biais²⁰, qu'il analyse dans un essai réflexif intitulé « *Some thoughts on the study of one's own society* » (Srinivas, 1967). Inversement, on a accusé les écrits d'Ilaiah d'être motivés par une « haine des Brahmanes et de l'hindouisme »²¹.

Le problème de l'objectivité des études portant sur la caste ne se pose pas uniquement pour les chercheurs indiens, puisqu'il existe des biais idéologiques qui transcendent les appartenances culturelles. Ainsi, on a pu voir dans l'analyse de Louis Dumont une justification du système des castes, même si celui-ci s'en défend dans la préface de *Homo hierarchicus* (Dumont, 1979 : xiv). Pour certains anthropologues marxistes, les études dumontiennes, « empreintes d'une idéologie idéaliste et conservatrice, désireuse de découvrir dans le système indien l'expression d'une harmonie universelle, ne font que transposer sur un plan d'apparence scientifique l'apologétique des idéologues brahmanes » (Meillassoux, 1973 : 6). Gerald Berreman reproche lui aussi à l'ouvrage de Dumont de véhiculer « le point de vue brahmanique sur la caste ». Dans un article ainsi intitulé, l'auteur conclut par une anecdote ironique qui illustre bien son propos : après avoir exposé les idées de Dumont à des informateurs de basse caste, ceux-ci s'en amusèrent et répliquèrent : « Tu as dû parler à des Brahmanes » (Berreman, 1971 : 23).

²⁰ “My being a Brahmin did, however, influence in several other ways my observation and understanding of the Coorgs” (Srinivas, 1967 : 150).

“The principle of caste quotas for appointment to posts in the administration and for admissions to scientific and technological courses, produced much bitterness among Mysore Brahmins. Some of these were my friends and relatives and I could not help being sensitive to their distress as well as to the steady deterioration in efficiency and the fouling of interpersonal relations in academic circles and the administration – both results of a policy of caste quotas” (ibid.: 152).

²¹ Ce reproche lui a été adressé notamment par M.V.R Sastry (lui-même Brahmane), éditeur du journal télougou *Andhra Bhoomi*.

Dans un ouvrage récent, Roland Lardinois montre que le problème est plus complexe et que l'œuvre de Dumont pose en réalité une question épistémologique plus large, celle de savoir si la connaissance « savante » doit se distinguer de la connaissance « indigène ». Il pointe du doigt un paradoxe que les critiques de Dumont semblent avoir ignoré : « Comment un point de vue de type brahmanique peut-il se substituer au point de vue savant dans la compréhension du système des castes alors même que Dumont se réclame, pour une part avec raison, de la sociologie durkheimienne qui opère précisément la distinction entre point de vue indigène et compréhension sociologique ? » (Lardinois, 2007 : 289). En réalité, Dumont opère un travail de retraduction des catégories savantes indigènes, qui se trouvent être celles des Brahmanes. Ce faisant, il universalise les théories dominantes sur la société indienne, au prix d'une dénegation du principe même de domination qui fonde le système des castes. « Il est vrai que d'un point de vue brahmanique, les relations qui divisent et opposent les castes ne peuvent faire sens comme rapports de domination. En effet, les principes relevant du *dharma* opèrent une représentation unitaire et consensuelle de l'ordre des castes » (idem : 284-5).

Ce n'est pas là le seul paradoxe que l'on peut relever dans l'œuvre de Dumont. Celui qui fera l'objet d'une attention particulière dans le premier chapitre de cette partie concerne la place accordée au territoire pour la compréhension de la caste. Contrairement à d'autres auteurs, Dumont pense véritablement le territoire, mais refuse de lui attribuer une valeur heuristique dans l'étude de la caste. Il est également à l'origine d'une controverse ayant opposé les partisans des études de village à ceux des études de caste. En réalité, quelle que soit l'unité d'étude privilégiée, le territoire passe souvent à l'arrière-plan, tel un simple cadre d'analyse. La question territoriale, rarement abordée de manière frontale, est en quelque sorte renvoyée dans le domaine de l'impensé. Or, en prenant en compte les apports de la géographie sociale, il est possible de donner au territoire une définition riche qui permette de mieux appréhender la manière dont la caste s'approprie et construit son espace, dans le but d'affirmer ou d'améliorer son statut : ce sera l'objet du second chapitre.

Chapitre 1

Le territoire, un impensé des études en sciences sociales sur la caste ?

Lors de son intervention au séminaire de l'Association Jeunes Etudes Indiennes à Calcutta en 2003, sur le thème « Identités et territoires en Inde », l'anthropologue Gilles Tarabout a proposé une mise en perspective intéressante de ce qu'il appelle une « erreur », consistant à minimiser l'importance du territoire dans l'étude des faits sociaux en Inde.

Cette « erreur » n'était pas isolée à l'époque : il faut donc restituer un contexte intellectuel. En effet, en dehors des géographes, qui accordent assez logiquement au territoire une grande attention, plusieurs branches des sciences sociales ont occasionnellement souffert d'une myopie similaire : non seulement des anthropologues, des sanskritistes, mais aussi des historiens ou des politologues (...). La position de Dumont [selon laquelle le facteur territorial était d'importance secondaire] a longtemps été influente. Elle n'est cependant pas la seule à avoir poussé les anthropologues à négliger, voire ignorer, la dimension territoriale en Inde (...). La plupart des auteurs ayant jugé que la notion de territoire n'était pas pertinente l'ont fait en recourant à une définition extrêmement réductrice (Tarabout, 2003 : 49-51).

C'est pour pallier cette lacune que Tarabout a récemment coédité un ouvrage consacré au territoire dans son rapport aux sociétés de l'Asie du Sud (Berti et Tarabout, 2009). L'introduction tente d'expliquer et de remettre en cause une idée reçue, celle qui consiste à dire que « le territoire a peu de valeur comme catégorie cognitive » dans le contexte des études indianistes. Les arguments qui en sont à l'origine peuvent être classés en trois grands groupes. Le premier consiste à réduire le territoire à un simple fait « empirique », par opposition à l'« idéologie » qui serait le principe premier d'explication de la civilisation indienne. Cette ligne de pensée est l'héritière directe des travaux de Dumont qui a affirmé avec force le primat de la caste et de la parenté dans l'organisation sociale indienne, au détriment du territoire. La seconde catégorie d'arguments tend à dévaluer le lien des hommes à la terre et au sol, puisqu'en Asie du Sud ceux qui enterrent leurs morts sont minoritaires, la crémation étant une pratique beaucoup plus répandue dans l'hindouisme. Enfin, la dernière catégorie regroupe des arguments de nature politique, mettant en avant la relation qu'avaient les souverains de l'Inde ancienne avec leurs sujets, plus qu'avec leurs territoires. L'objectif

des contributions de l'ouvrage est de démonter un à un l'ensemble de ces arguments afin de réhabiliter la notion de territoire dans les études portant sur l'Asie du Sud.

Ce chapitre s'appuie en partie sur cette réflexion critique. Il la développe tout en limitant sa portée à l'étude de la caste, et non de la société indienne en général. Après avoir exposé les termes de la controverse née dans les années 1950 sur l'unité d'analyse pertinente – caste ou village – une recension des deux types d'études devrait permettre de montrer que les monographies de village ne sont pas forcément celles qui ont fait le plus justice à la notion de territoire. On trouve paradoxalement dans les monographies de caste des développements intéressants sur la manière dont le groupe étudié appréhende son espace, même si la dimension territoriale de la caste fait figure d'impensé chez la plupart des auteurs.

I. Le village ou la caste : termes de la controverse sur l'unité d'étude pertinente

1. La position dumontienne sur le territoire et sa critique

Dans leur manifeste intitulé « *For a sociology of India* », paru en 1957 dans le premier numéro de la revue *Contributions to Indian Sociology* qu'ils ont eux-mêmes fondée, Louis Dumont et David Pocock critiquent le principe des études de village parce qu'elles favorisent le facteur territorial aux dépens des « deux facteurs fondamentaux » de l'organisation sociale indienne que sont selon eux la parenté et la caste²². Dans l'essai qui suit, « *Village studies* », ces mêmes auteurs remettent en cause la « réalité sociologique » du village indien qui n'existe pas en soi mais devrait plutôt être étudié selon une perspective structurale en termes de relations²³. Leur principal argument est que la « solidarité villageoise » est en grande partie une création artificielle dont le peu de réalité dérive du rapport entre castes dominantes

²² “*The territorial factor, the relation to the soil is not, in India as a whole, one of the primary factors in social organisation. It is a secondary factor in relation to the two fundamental factors of kinship and caste*” (Dumont et Pocock, 1957a : 18).

²³ “*A field-worker takes a village as a convenient centre for his investigations and all too easily comes to confer upon that village a kind of sociological reality which in fact it does not possess. The architectural and demographic fact which the village is lures us away from a structural perspective, where things exist only in the relations which are the proper objects of study, to an atomistic or elemental point of view where things exist in themselves*” (Dumont et Pocock, 1957b: 26).

et castes subordonnées. Au-delà de cette solidarité de type vertical, qui n'est qu'une forme de dépendance, il existe une solidarité horizontale au sein de chaque caste fondée sur la parenté, et qui dépasse le noyau villageois. C'est surtout le cas des castes dominantes, généralement constituées de différents lignages ayant historiquement fait « sécession » pour fonder de nouveaux villages²⁴.

L'étude d'une caste dominante devrait donc permettre de comprendre les relations qui existent entre différents villages au sein d'une région donnée. Mais ce n'est pas ce qui intéresse Dumont qui, dans son étude des Pramalai Kallar, relègue encore une fois le territoire au second plan pour mettre en avant la parenté comme facteur fondamental de l'organisation interne de la caste. Lorsqu'il évoque le territoire, c'est seulement comme « contenant », ou comme « médiation ».

La lignée, qui est d'un côté le groupement le plus étendu de parenté, est de l'autre le sujet individuel de l'organisation politique, mais ce sujet n'est tel qu'associé à d'autres dans un contenant territorial (...). La parenté reste donc le principe fondamental d'organisation, et elle devient facteur d'organisation politique une fois qualifiée, médiatisée en quelque sorte, par le principe territorial (Dumont, 1957 : 165).

Lorsque l'on passe des analyses de Dumont ethnographe à celles de Dumont théoricien, c'est l'idéologie du pur et de l'impur qui devient le facteur principal d'explication des relations entre castes. Dans *Homo hierarchicus*, le territoire n'est plus qu'un simple fait « empirique ». Il s'agit d'un facteur « résiduel », c'est-à-dire « non idéologique », au même titre que les « rapports de force, [les] phénomènes économiques et politiques, [le] pouvoir, (...), [la] propriété, etc. » (Dumont, 1979 : 57). Dumont répond indirectement à la critique de F.G. Bailey qui lui avait reproché de nier les « intérêts politiques et économiques » pour privilégier ce qui relève du culturel ou du civilisationnel (Bailey, 1959) : « Si les aspects dits politico-économiques sont ainsi mis au second plan par rapport à l'idéologie de la caste, cela est l'effet non pas d'un préjugé quelconque, mais seulement de la nécessité de donner une image fidèle du système tel qu'il nous apparaît » (Dumont, 1979 : 59).

Si cette explication n'est pas très convaincante puisque l'auteur se contente de démentir le fait d'avoir des préjugés, la réponse de Dumont à l'objection soulevée par Bétéille (1964) est en revanche intéressante puisqu'elle admet la différenciation territoriale à l'intérieur des

²⁴ “The pattern, which still in part survives, was based upon a process of lineage secession by which groups of kin founded new villages” (ibid. : 29).

castes en réintroduisant le principe hiérarchique au sein du territoire : « On serait fort étonné d'apprendre, là où deux subdivisions territoriales d'une caste brahmanique sont en présence à l'heure actuelle dans la même localité, que l'une ne soit pas considérée comme supérieure à l'autre » (Dumont, 1979 : 67). Ou encore : « J'ai fait la part trop belle à M. Bêteille en supposant avec lui que les territoires, et les points cardinaux eux-mêmes, n'ont pas de statut relatif. De nos jours comme dans la littérature classique, le pur et l'impur hiérarchisent les éléments de l'espace » (idem : 67, n.24f). La *vastu vidya*, ou science de l'architecture, établit en effet un code spatial selon lequel certaines orientations sont plus auspicieuses que d'autres. Aujourd'hui encore, l'espace des villages indiens est souvent ordonné selon ce code, les castes les plus hautes habitant les quartiers situés aux points cardinaux les plus « purs ». Le critère de pureté et les tabous qui lui sont associés sont donc traduits en distances, offrant un modèle spatial de ségrégation et de cloisonnement.

Tout en dévaluant le territoire comme principe d'organisation des castes, Dumont lui accorde de longs développements analytiques. Comme le remarquent Berti et Tarabout (2009 : 16), il est paradoxal que l'un des rares anthropologues à avoir étudié le territoire de manière fouillée ne l'ait fait que pour démontrer qu'il était d'importance secondaire. Chez Dumont, il ne s'agit donc pas d'un impensé, mais d'un choix épistémologique mettant délibérément l'idéologie au premier plan. Un chapitre entier d'*Homo hierarchicus* est consacré à l'articulation entre pouvoir et territoire.

Dès le début, nous avons été obligés de faire référence au fait que les systèmes de castes concrets, par opposition au modèle théorique, étaient organisés sur une étendue territoriale déterminée, étaient contenus, en quelque sorte, dans un cadre spatial (...). Territoire, pouvoir, dominance villageoise issue de la possession du sol, voilà donc ce qui s'est déjà imposé à nous (Dumont, 1979 : 194-5).

Dans ces lignes, Dumont semble devoir traiter du territoire malgré lui. Tout en reconnaissant la nécessité de le prendre en compte, il le réduit d'entrée de jeu à un simple « cadre spatial ». Le concept qui est réalité au cœur de ce chapitre est celui de caste dominante qu'il reprend de Srinivas. Pour Dumont, il existe une disjonction fondamentale entre le pouvoir temporel de la caste dominante, qui s'exprime par un « droit supérieur sur les terres », et le statut rituel du Brahmane, qui repose sur l'idéologie de la pureté. En raison du primat de l'idéologie, le statut l'emporte sur le pouvoir, et le Brahmane est supérieur au roi. Si ce dernier était généralement kshatriya, la caste dominante, quelque soit son *varna*, « reproduit la fonction royale au niveau

du village » (idem : 207). Son pouvoir « est à peu près le *ksatra* védique, principe du varna des Kshatriyas », et peut se définir comme « la force légitimée par sa subordination hiérarchique au *brahman* et aux Brahmanes »²⁵ (ibid. : 196).

Cette opposition entre statut et pouvoir a fait l'objet de nombreuses critiques²⁶, mais rares sont celles qui visent à réhabiliter le facteur territorial. Dans sa recension d'*Homo hierarchicus*, McKim Marriott prévient les lecteurs qu'ils risquent de trouver étrange la dissociation entre idéologie et phénomènes politico-économiques comme s'ils étaient antithétiques, alors que « le pouvoir, c'est-à-dire la force, la richesse » peut très bien participer de l'idéologie²⁷ (Marriott, 1969 : 1169). Il est révélateur que Marriott ne cite pas le territoire parmi les facteurs « résiduels ». Très peu d'anthropologues en effet lui accordent une dimension idéologique et la plupart y voit, comme Dumont, un simple cadre ou « contenant ». Ce qui est le plus gênant pour le géographe, ce n'est pas que Dumont réduise le territoire à un simple épiphénomène, mais qu'il le vide de son contenu symbolique et idéologique, même si dans sa réponse à Bétéille citée plus haut il réintroduit le principe hiérarchique au sein du territoire et semble finalement reconnaître qu'on ne peut dissocier ce dernier de l'idéologie.

2. *L'absence de territoire en Inde : archéologie d'une idée reçue*

Quoique souvent décriées, les positions de Dumont ont longtemps été influentes dans le milieu indianiste, ce qui explique peut-être qu'à sa suite de nombreux anthropologues aient été amenés à négliger la dimension territoriale en Inde. Un tel désintérêt pour le territoire ne se retrouve pas chez les anthropologues africanistes par exemple (Deluz, 1965). Il existe donc

²⁵ Le *brahman* est un pouvoir spirituel et renvoie au principe de la prêtrise, tandis que le *ksatra* est un pouvoir temporel de commande ou *imperium*.

²⁶ “This argument can be refuted on both empirical and conceptual grounds. Empirically it can be easily shown that power (sometimes royal power) has often been wielded by people belonging to the Brahmin caste. Conceptually, one can argue that the office of king should really not be compared with the social category of Brahmin. Dumont slips time and again from a consideration of king to that of the Kshatriyas” (Bétéille, 1969 : 21-2).

²⁷ “[Readers] may feel most acutely the awkwardness of distinguishing the concept ‘ideology’ from its ‘residues’ (principally ‘power’, i.e., force, wealth), as antithetically defined by Dumont. Is it not more productive to seek the ideas implicit in all actions?”

des raisons spécifiques au contexte culturel de l'Inde, que Berti et Tarabout classent en deux catégories, outre les arguments développés par Dumont lui-même. La première consiste à nier les liens existant entre les populations et leur espace de vie, sous prétexte qu'en Inde les ancêtres ne sont pas enterrés²⁸. Un autre argument, lié au courant d'indigénisation des sciences sociales, ou « ethnosociologie », théorisée par Marriott (1989), est que le flux d'interactions qui lient les hommes entre eux a peu à voir avec le territoire, même s'il intègre également des échanges de « substances »²⁹ avec le sol. Valentine Daniel (1984) s'appuie sur la croyance selon laquelle « une personne absorbe la nature du sol en se nourrissant de ce qui pousse dans les champs du village et en buvant l'eau qui jaillit du sol vers les puits du village » (Daniel, 1984 : 84), afin de montrer que ce qui compte en Inde, ce n'est pas la notion de village comme territoire bien délimité (*kiramam*), mais celle de village en tant que sol natal et espace vécu (*ur*).

L'autre catégorie d'arguments consiste à dire, selon des idées développées notamment par Madeleine Biarreau, que « la tradition politique indienne (...) ne réserve qu'une place ambiguë et subordonnée au territoire : le roi règne sur un *janapada*, c'est-à-dire sur un 'pays' au sens de 'population-et-territoire' (Jaffrelot, 1996 : 75). Cette absence de différenciation entre la terre et les hommes dévalue l'idée de territoire, dont « la taille importe moins que sa signification religieuse ». La figure idéale du roi est celle du souverain universel censé régner sur le cosmos et non sur un territoire défini. En réalité, cette argumentation confond la représentation que les rois se faisaient de leur pouvoir et la nature réelle de ce pouvoir. L'historien du droit Robert Lingat, quant à lui, distingue clairement les notions de *dharma* et de *ksatra*.

Dharma est une règle universelle, en ce sens que tout roi y est soumis et en subit les sanctions, quels que soient l'étendue et l'emplacement de son royaume (...). Ksatra, au contraire, est un pouvoir de caractère territorial, non seulement parce qu'il s'exerce à l'intérieur d'un territoire et s'arrête aux frontières du royaume, mais parce qu'il est conçu, non comme une souveraineté au sens moderne de ce mot, mais comme un droit réel sur le territoire, de même nature que la propriété, donnant un pouvoir direct sur le sol (Lingat, 1967 : 237).

²⁸ “Sanskritist Charles Malamoud suggested once that there is nowadays a ‘weak territoriality of the Indian village’, to be paralleled with the fact that ‘ancestors in India have no earthly abode’.” (Berti, Tarabout, 2009 : 16).

²⁹ “Natural matter, actions, words and thoughts are all substances and all are imbued with relational properties: by Hindu definitions there are no insignificant material facts, no nonmaterial ideas” (Marriott, 1989 : 2).

Par ailleurs, l'absence de frontières au sens de celles qui délimitent les Etats-nations modernes a poussé certains auteurs à nier l'existence du territoire dans l'Inde précoloniale.

Une telle définition du « territoire » aboutit forcément à la négation *a priori* de toute logique territoriale dans les sociétés qui précèdent l'apparition de l'Etat-nation moderne ; et même dans les Etats-nations actuels, l'analyse ne s'appliquerait qu'à un niveau, celui de la nation, et non aux multiples échelles d'observation en son sein (Berti et Tarabout, 2009 : 20).

Conscients de la fécondité de la démarche géographique consistant à varier les échelles d'analyse pour mieux cerner le territoire, Berti et Tarabout adoptent cependant sur ce dernier un point de vue trop strictement juridique qui ne fait pas justice à la richesse des définitions élaborées par la géographie sociale, dont ils citent pourtant les travaux. En affirmant que « le territoire ne se réfère pas primordialement à la culture ou à l'identité, mais aux droits » (idem : 13), ils restreignent d'entrée de jeu l'apport des diverses contributions de l'ouvrage lui-même, dont beaucoup traitent en réalité de faits culturels et religieux, même si elles privilégient effectivement l'approche « juridictionnelle », notamment par l'étude des aires de juridiction des divinités locales (Toffin, 2009 ; Berti, 2009). Il semble également arbitraire de rejeter, sans réelle justification, la définition du territoire comme « projection d'une identité sur l'espace », pourtant adoptée par de nombreux géographes (Dupont et Landy, 2010). Cette identité, généralement collective, est celle d'un groupe cherchant à marquer son emprise sur l'espace qu'il habite par la mobilisation de ressources de toute nature, économique, politique, symbolique, qui dépassent largement les simples « droits ».

L'étude d'un groupe social, en l'occurrence la caste, peut s'avérer plus fructueuse que l'étude d'une région ou d'une localité pour comprendre le territoire. En effet, l'espace ne devient territoire qu'une fois approprié par des hommes pour qui il est objet de discours, de pratiques, de représentations, de conflits. Pour revenir à la controverse opposant les études de village aux études de caste, c'est paradoxalement dans les secondes que l'on trouve les analyses du territoire les plus intéressantes. Dans les études de village, le centre d'intérêt n'est finalement pas tant le territoire villageois que le village comme unité sociologique permettant d'appréhender les relations entre castes. Inversement, les études de caste sont parfois amenées à accorder une grande importance au territoire, au sens d'espace approprié ou dominé par tel ou tel groupe. Pour démontrer la validité de ce constat, il convient de passer en revue les principales études effectuées en Inde selon l'une et l'autre approche.

II. Etudes de village : le territoire comme prétexte à l'analyse des relations de caste

1. *Le village comme communauté : une vision idéalisée*

Le mot *grama*, traduit d'ordinaire par « village », désigne une concentration d'hommes, un réseau d'institutions, bien plutôt qu'un territoire fixe : à la différence du *pagus* latin qui évoque l'enracinement territorial, le *grama* védique est surtout, à en croire l'étymologie, une troupe, à l'origine, peut-être, une troupe mobile (...). La stabilité du *grama* tient à la cohésion du groupe qui le forme plutôt qu'à l'espace qu'il occupe (Malamoud, 1976 : 4-5).

Sans remonter à la période védique qu'étudie le sanscritiste Charles Malamoud, ce qu'on entend par village en Inde depuis au moins le début du XIX^e siècle, c'est en réalité la « communauté de village ». Dire qu'il s'agit d'une simple synecdoque serait réduire encore une fois le territoire à un contenant, auquel on se référerait par commodité de langage pour désigner son contenu. Cette identification relève plutôt du postulat déjà évoqué, à savoir que ce qui fait l'unité d'un village, c'est la solidarité de ses habitants. Comme le rappelle Dumont, l'expression « communauté de village » a pris successivement trois significations, d'abord celle de « société politique », ensuite celle de « collectivité de copropriétaires du sol », et enfin celle de « système économique et politique traditionnel » (Dumont, 1964 : 111-2). La première est née sous la plume romantique et paternaliste de certains administrateurs anglais tels que Charles Metcalfe :

Les communautés de village sont de petites républiques, disposant en leur sein d'à peu près tout ce dont elles ont besoin, et presque indépendantes du monde extérieur. Elles semblent durer là où rien ne dure. Les dynasties s'effondrent les unes après les autres ; les révolutions succèdent aux révolutions (...) mais les communautés de village restent les mêmes (Metcalfe, cité dans Dewey, 1972 : 296-7).

Cette description est à l'origine de plusieurs idées reçues qui auront la vie longue : celle de l'autosuffisance du village indien, celle de son indépendance, et celle de sa permanence. Ces trois caractéristiques supposées permettront de justifier les études de villages comme unités facilement isolables, formant en quelque sorte des microcosmes qui reflèteraient l'ensemble du système social indien (Dasgupta, 1978). L'autonomie politique des villages a également pu être utilisée comme argument idéologique en faveur de l'impérialisme britannique. Selon Inden (1990), la présentation de l'Inde comme une « terre de villages », c'est-à-dire une juxtaposition de petites unités villageoises autarciques dotées de structures de pouvoir

autonomes, est une construction fortement teintée d'orientalisme, mettant en avant la fragmentation territoriale du pays pour légitimer l'œuvre unificatrice et modernisatrice de la colonisation, notamment contre les prétentions des *raja* et princes régionaux³⁰.

La « communauté de village » a ensuite pris le sens, tout aussi erroné, de collectivité exerçant des droits indivis sur le territoire villageois. Cette idée vient du juriste britannique Henry Maine (1871) qui, dans une démarche relevant du droit comparé, pense pouvoir trouver en Inde les vestiges du communisme terrien d'un passé reculé indo-européen³¹. Contemporain de Maine, Karl Marx est lui aussi influencé par le climat intellectuel de l'époque, marqué par la découverte du lien entre sanscrit et langues indo-aryennes. Il cherche donc lui aussi en Inde des survivances du communisme primitif européen, dont la communauté de village indienne constituerait une forme fossilisée.

Dans *le Capital*, Marx exprime très clairement que ces communautés étaient basées sur « la possession en commun du sol ». La structure des villages, écrit-il, varie dans les différentes parties de l'Inde, mais « sous sa forme la plus simple, la communauté cultive le sol en commun et partage les produits entre ses membres » (Thorner, 1969b : 360).

Daniel Thorner rappelle cependant que « toute la connaissance acquise dans ce domaine un siècle après les écrits de Marx sur l'Inde tendrait plutôt à démontrer que la 'forme la plus simple' à laquelle il s'est intéressé n'a peut-être été qu'une forme tout à fait exceptionnelle » (idem : 361). A l'époque déjà, Baden-Powell (1899) avait reproché à Maine de décrire un stéréotype de communauté villageoise alors qu'il en existait une grande variété³².

La « communauté de village » a enfin pris un troisième sens chez les nationalistes indiens en lutte pour l'indépendance, celui d'institution « laïque » (*secular*) et démocratique que seule la domination anglaise aurait ruinée. Il est intéressant de constater que la vision idéalisée du village indien était non seulement celle des administrateurs britanniques, mais des plus

³⁰ “*The constitution of India as a land of villages was also due to the efforts of the British to deconstitute the Indian state (...). The essence of the modern was the unification of societies consisting of outwardly turned, competitive individuals*” (Inden, 1990 : 132).

³¹ “*The village community of India has the same double aspect [as the Teutonic village] of a group of families united by the assumption of common kinship, and of a company of persons exercising joint ownership over land*” (Maine, 1871 : 12).

³² “*The village is conceived in the abstract (...). It is the extreme generality of his view, expressed, as it is, in lucid phrases, that caused it to be so easily and so widely read and remembered*” (Baden-Powell, 1899 : 2).

grands critiques du colonialisme, de Marx à Gandhi. Toutefois, contrairement à Gandhi, Marx voyait dans « la destruction de ce système » quelque chose de « nécessaire » qui avait été apporté par les Britanniques³³. L'historienne Dharma Kumar (1992) critique cette thèse, reprise par les intellectuels marxistes indiens, selon laquelle les changements ayant affecté les structures sociales traditionnelles furent provoqués uniquement par la colonisation. Par ailleurs, alors que Marx dénonce « les distinctions de caste »³⁴, même s'il en parle peu, Gandhi voit dans le système des castes le fondement de l'harmonie villageoise. S'il a combattu l'intouchabilité, le Mahatma a justifié le modèle social des *varna* comme intégrateur et source d'unité.

Du moment où l'intouchabilité disparaîtra, le système des castes lui-même sera purifié, c'est-à-dire, comme c'est mon rêve, qu'il se résoudra dans le vrai *varnadharma*, les quatre divisions de la société, chacune complétant l'autre et aucune inférieure ou supérieure à l'autre, chacune aussi nécessaire que l'autre au corps tout entier de l'hindouisme (Gandhi, 1947 : 250).

Par ailleurs, la complémentarité des *varna* est supposée assurer l'autosuffisance du village du fait de la spécialisation professionnelle des différentes castes qui le constituent. Gandhi reprend ainsi à son compte l'image des « petites républiques » indépendantes les unes des autres, du moins pour ce qui est de leurs besoins vitaux³⁵. Par opposition aux villes modernes créées par les Britanniques, le village représentait à ses yeux « le site de l'authenticité, l'Inde réelle/pure », un lieu qui, du moins dans sa conception, n'avait pas encore été corrompu par l'influence occidentale » (Jodhka, 2002 : 3346).

Cette vision idyllique a été vivement critiquée par le leader intouchable Ambedkar au moment de la rédaction de la Constitution indienne, dont il est le père fondateur. Dans un discours virulent à l'Assemblée Constituante, il lance une phrase devenue célèbre : « Qu'est-ce que le village sinon le cloaque du localisme, le repaire de l'ignorance, de l'étroitesse

³³ “*This is the picture of the self-sufficient village first drawn by Metcalfe and Maine, and then taken over by Marx, who went on to show that the destruction of this system – a destruction he regarded as necessary – had been brought by British imperialism*” (Kumar, 1992 : 186).

³⁴ « Nous ne devons pas oublier que ces petites communautés étaient contaminées par les distinctions de caste et par l'esclavage » (Marx, cité dans Thorner, 1969b : 345).

³⁵ “*My idea of village Swaraj is that it is a complete republic, independent of its neighbours for its own vital wants and yet interdependent for many others in which dependence is necessary*” (Gandhi, 1947: 96).

d'esprit et du communautarisme ? » (Ambedkar, cité dans Moon, 1994 : 62). Ailleurs, il remet également en cause le mythe des « républiques de village ».

Telle est la république de village dont les hindous sont si fiers. Quelle est la position des Intouchables dans cette République ? Ils ne sont pas seulement les derniers mais également les moindres (...). Dans cette République il n'y pas de place pour la démocratie. Il n'y pas de place pour l'égalité. Il n'y a pas de place pour la liberté et il n'y a pas de place pour la fraternité. Le village indien est la négation même de la République (Ambedkar, cité dans Jodhka, 2002 : 3351).

Cette critique dénonce non seulement le village indien comme « site de l'oppression », mais met à mal l'idée même d'une communauté villageoise. L'unité de celle-ci est en effet lourdement compromise par les inégalités de caste. A cela s'ajoutent, même si Ambedkar y fait moins explicitement référence, les inégalités de classe. Loin du mythe de la propriété collective, les villages indiens sont socialement stratifiés et la ligne de partage principale se situe entre ceux qui possèdent la terre et ceux qui n'y ont pas accès. Lorsqu'il y a congruence entre divisions de classe et oppositions de caste, ce qui est souvent le cas, les premières en sortent que renforcées : « Un grand propriétaire terrien était bien plus qu'un simple propriétaire lorsqu'il était aussi d'une caste supérieure ; inversement, les sans-terres étaient doublement dépossédés lorsqu'ils étaient aussi intouchables » (Bétéille, 1980 : 116). C'est cette hiérarchie sociale qui a poussé Dumont à nier la « réalité sociologique » du village. Srinivas réfute cet argument car selon lui l'égalité n'est pas nécessaire à la formation d'une communauté, ni d'un sentiment d'unité fondé sur des intérêts communs.

Pour Dumont, les villages indiens ne sont pas des communautés à cause des inégalités de caste. Il ne considère pas du tout la question de savoir si des groupes inégaux vivant face-à-face en petites communautés peuvent avoir des intérêts communs qui les unissent. La supposition implicite est que l'égalitarisme est indispensable à la formation d'une communauté (Srinivas, 2002 : 68).

Srinivas ajoute ensuite qu'au sein d'une caste, c'est l'appartenance territoriale à un même village qui constitue le facteur principal de ralliement et d'identification. Il tente ainsi de retourner l'argument de Dumont pour qui l'existence de réseaux de caste s'étendant sur de vastes régions est justement la preuve que le village n'est pas une unité sociologique pertinente. Gould (1990) et d'autres auteurs critiques des études de village rejoignent Dumont sur cette double argumentation, mettant en avant les différenciations internes aux villages, mais aussi les liens que les villages ont avec l'extérieur et qui empêchent de les considérer comme des unités isolées. Opler (1956) passe ainsi en revue les différentes « extensions » du

village indien : la parenté (exogamie villageoise), la caste, les migrations de travail, les pèlerinages religieux, les mouvements politiques, l'impôt (lien vertical avec un pouvoir extérieur), les marchés urbains et l'éducation. L'auteur précise qu'il ne s'agit pas de phénomènes récents et que, par conséquent, le village indien n'a jamais été isolé du reste du monde. L'intégration sociale, économique, politique et culturelle du village au sein d'une région plus vaste dément les images stéréotypées du village autonome et autarcique. L'auteur conclut cependant que les facteurs de mobilité et d'intégration régionale n'ont pas remis en cause l'identité propre et la cohésion de la communauté villageoise³⁶.

2. Le système *jajmani* : mythe et réalité

L'idée de cohésion villageoise est sans doute celle qui a été le plus utilisée pour justifier le choix du village comme unité sociologique. Une abondante littérature a été consacrée à l'examen, plus ou moins critique, du système d'échanges traditionnel qui serait à l'origine de cette cohésion à la fois sociale et économique. On doit au missionnaire William Wiser l'expression de « système *jajmani* » pour désigner le « système socio-économique de services et d'interrelations entre les membres d'une communauté villageoise hindoue », comme l'explique le sous-titre de son ouvrage (Wiser, 1988). Dans son étude d'un village de la plaine gangétique, Karimpur, datant des années 1930, Wiser identifie et systématise pour la première fois les droits et obligations, prestations et contre-prestations qui lient entre elles différentes castes de manière héréditaire. Le système *jajmani* tire son nom du mot *jajman* qui signifie « patron »³⁷. Les castes possédant le statut de *jajman* sont celles qui cultivent la terre et peuvent payer en nature les services des castes spécialisées dans diverses activités économiques. S'il existe une certaine réciprocité des échanges entre castes de service, le rapport entre patrons et spécialistes est foncièrement inégalitaire, un aspect sur lequel Wiser

³⁶ « *The involvement of Senapur villagers with organizations, places, and events outside the village is considerable and it seems that this has been the case for a very long time. Yet it has not interfered with the separate identity and cohesiveness of the community* » (Opler, 1956 : 10).

³⁷ Comme le précise l'administrateur britannique E.A.H. Blunt avant même Wiser, « littéralement le mot *jajman* signifie celui qui offre un sacrifice, c'est-à-dire la personne qui emploie un prêtre pour célébrer un sacrifice pour lui-même » (Blunt, cité dans Gaborieau, 1977 : 7). Mais dès le milieu du XIX^e siècle, H.H. Wilson note que le terme *jajman* « a passé des relations religieuses à d'autres relations très diverses ; les barbiers, les blanchisseurs et les balayeurs revendiquent, dans certaines parties de l'Hindoustan, un droit prescriptible et héréditaire à être employés et payés par certains individus qu'ils appellent leur *jajman* » (idem : 26).

insiste peu. Dans le dernier chapitre consacré à l'évaluation du système, l'auteur admet d'ailleurs que ce n'est pas l'« asymétrie » qui le gêne, mais son caractère figé, n'autorisant aucune forme de mobilité (idem : 122). Il admire en revanche l'« esprit de coopération » fondé sur l'interdépendance des différentes castes constituant la communauté villageoise où règnent de ce fait la « paix » et le « contentement » (ibid. : 126).

Le plus vif critique de Wiser a sans doute été Thomas Beidelman (1959), pour qui le système décrit repose avant tout sur l'« exploitation » des castes les plus basses. S'il y a unité villageoise, celle-ci est le résultat d'une « intégration coercitive » reposant sur la dépendance des castes sans terre vis-à-vis des propriétaires *jajman*³⁸. Cette dichotomie entre deux classes fondées sur le contrôle de la terre est trop simplificatrice selon Kathleen Gough qui rappelle que les prestations rendues au *jajman* sont de différents types et qu'il existe une grande variété de relations entre castes de service : « Il y a plusieurs gradations de pouvoir et degrés de pénibilité dans la servitude parmi les castes, et non simplement une situation [où s'opposeraient] deux classes de 'propriétaires' et de 'serviteurs', comme il [Beidelman] a tendance à le suggérer parfois » (Gough, 1960a : 86). David Pocock (1962) confirme qu'il est important de distinguer plusieurs types de services en opposant notamment les castes dont la spécialisation est liée à des exigences religieuses (barbiers ou blanchisseurs, chargés d'ôter l'impureté) à celles dont la spécialisation est purement économique (artisans). Il isole également une troisième catégorie constituée par les travailleurs agricoles sans terre. Selon lui, seules les relations engageant des prestations du premier type devraient être qualifiées de *jajmani*, un terme dont il souligne ainsi l'aspect rituel plus qu'économique.

Henry Orenstein (1962) insiste également sur le caractère rituel du système en montrant que les patrons dépendent fortement de certains services, dans la mesure où ils ne peuvent accomplir eux-mêmes les tâches « polluantes ». Cette dépendance est selon lui un facteur important de cohésion sociale. Orenstein défend donc la thèse « fonctionnaliste » contre celle de l'« exploitation ». Ce positionnement théorique l'amène à intégrer la dimension territoriale dans l'analyse de la cohésion villageoise.

³⁸ “Although castes are separated, dependence upon land unites castes about jajmans by means of this coerced dependence” (Beidelman, 1959 : 75).

“It is this relationship to the land which assigns roles and power within this system (...). This power position of the jajman (...) enables him to coerce local integration of caste roles which stabilizes his position despite the tensions within such relationships” (ibid. : 78).

Le point de vue fonctionnel implique que l'organisation territoriale - le village - est presque aussi importante que la caste, tandis que l'hypothèse de l'exploitation, parce qu'elle conçoit le lien villageois comme presque uniquement politique (c'est-à-dire comme des relations de pouvoir), continue de voir la caste et autres groupes de parenté plus restreints comme les phénomènes sociaux dominants de l'Inde (Orenstein, 1962 : 302-3).

Qu'Orenstein soit l'un des rares auteurs à prendre en compte le facteur territorial est sans doute dû au fait qu'il a mené ses travaux au Maharashtra, une région où prévaut le système *baluta*. En effet, contrairement au système *jajmani*, les castes de service appelées *balutedar* ne sont pas attachées à des patrons, mais au village tout entier³⁹. Les limites villageoises jouent un rôle important dans la mesure où elles garantissent aux *balutedar* des « droits de monopole » sur les services rendus.

Peu d'auteurs se posent la question de l'unité territoriale appropriée pour l'étude du système *jajmani*, puisque pour eux il est évident que c'est le village.

Dans la littérature sur le sujet, il est une question qui n'a guère été posée, sinon de façon implicite : celle de l'unité où se coordonnent les relations dites « *jajmani* ». En fait, une réponse avait été donnée à l'avance. Les administrateurs britanniques, qui avaient observé qu'on trouvait un nombre de services rémunérés en nature dans toute agglomération, ont contribué à répandre et à justifier l'idée que le village indien était (ou avait été à l'origine) une entité quasiment autonome et se suffisant à elle-même (Reiniche, 1977 : 78-9).

Marie-Louise Reiniche remet en cause cette réponse toute faite à travers l'exemple du Tirunelveli, région située au sud du Tamil Nadu. Elle montre que ce qui compte, c'est l'étendue territoriale contrôlée par les dominants locaux, puisque ce sont eux qui redistribuent les fruits de la terre aux castes de service. Les relations *jajmani* s'organisent donc autour de « la production agricole de base d'un territoire donné et leur coordinateur est principalement le groupe des dominants, ceux qui ont l'autorité et les droits localement supérieurs sur ce territoire. Ce lieu où se nouent les échanges ne peut être qu'une unité pas trop étendue » (idem : 79), même s'il comprend plusieurs villages.

Une petite région, comme les montagnes Nilgiri où différents groupes tribaux s'échangent des biens (Gould, 1967), peut s'avérer aussi être une unité d'étude pertinente. Harold Gould a également travaillé à l'échelle infra-villageoise, celle du hameau, pour montrer que, « eu

³⁹ Selon Peter Mayer (1993), cela était vrai aussi pour le système *jajmani* jusqu'à ce que les grands domaines *zamindari* de la plaine gangétique soient démantelés et que les castes de service se retrouvent attachées, non plus à l'ensemble du village, mais aux cultivateurs contrôlant de petites propriétés individuelles.

égard au système *jajmani*, le village intégré est relativement peu important. A la place, l'unité pertinente est un réseau de relations économiques dont les dimensions spatiales sont définies non par les limites de l'ensemble mais par la localisation des maisonnées de spécialistes et de leurs clientèles » (Gould, 1964 : 26). Il est en effet courant que *jajman* et castes de service habitent des quartiers différents, au sein desquels on peut trouver des rues de barbiers comme des rues de Brahmanes. Rien n'interdit par ailleurs aux castes spécialisées d'étendre leur clientèle au-delà de leur village, surtout si les villages voisins manquent de certains services⁴⁰.

Scarlett Epstein (1970) cherche à concilier les thèses de l'intégration et de l'exploitation en montrant que le paiement en nature reçu par les castes de service est fixé au niveau minimum qui leur permet de subsister. Les années où la récolte est bonne, cette rémunération peut sembler injuste puisque seuls les propriétaires terriens bénéficient des surplus. Inversement, lorsque la récolte est mauvaise, leur subsistance est tout de même garantie et les propriétaires ne reçoivent guère plus : « Le système était ainsi maintenu par la probabilité de bonnes comme de mauvaises récoltes. Son essence résidait dans les chances de profit pour le Paysan et l'assurance de la sécurité pour l'Intouchable » (Epstein, 1970 : 246-7). C'est également en termes économiques que Chris Fuller (1989) analyse le système *jajmani*, mais pour le disqualifier. Il s'agit pour lui d'une « fiction anthropologique » qui a conduit de nombreux auteurs à opposer de manière trop catégorique économie naturelle, fondée sur l'échange en nature en quasi autarcie, et économie de marché : « On a probablement eu tendance à sous-estimer le degré d'intégration des villages de l'Inde précoloniale à l'économie extérieure et le degré de pénétration des mécanismes de marché médiatisés par l'échange monétaire [dans ces mêmes villages] » (Fuller, 1989 : 47).

Edward Harper (1959) montre d'ailleurs que dans la région de Malnad qu'il étudie, le système d'échange est différent du *jajmani*. La culture de plantes commerciales y a favorisé la circulation de la monnaie, utilisée par les agriculteurs comme mode de paiement pour les services qu'ils reçoivent. Anthony Good (1982) critique quant à lui l'utilisation du terme *jajmani* comme concept sociologique appliqué aux régions où ce mot n'est pas employé dans la langue locale, notamment en Inde du Sud. Il s'appuie sur l'exemple du Tamil Nadu pour

⁴⁰ «Not every village has a full complement of specialists (...). The supply and demand factor suggests that there must be some mobility, despite the localizing function of the *jajmani* system» (Lewis, 1958 : 58-9).

montrer qu'il existe d'autres variantes du système et contester ainsi son caractère panindien. Pour Dirk Bronger (1975), le caractère fixe et héréditaire des relations patrons-clients est tout simplement inexistant dans les villages d'Andhra Pradesh qu'il a étudiés. C'est cette extrême diversité qui conduit Fuller à remettre en cause l'idée même de système : « Toutes ces relations et modes de paiement ne peuvent être subsumés au sein d'une seule catégorie analytique et ne peuvent, même pris ensemble, définir ou constituer un *système* intégré » (Fuller, 1989 : 41). Les spécificités de chaque région étudiée rendent en effet difficile toute tentative de généralisation.

3. *La caste au cœur des monographies villageoises*

Le problème de la généralisation se pose aussi pour les monographies villageoises, dans la mesure où il s'agit d'exemples locaux non nécessairement représentatifs de l'ensemble de l'Inde.

Le problème le plus significatif qui a attiré l'attention d'un grand nombre de chercheurs en sciences sociales est celui de la représentativité du village. Est-ce qu'un village peut représenter la nation tout entière ? (...) Chaque village a sa propre « personnalité ». Il a sa propre structure, ses propres réseaux de parenté, composition de caste, dominance et leadership (Atal, 1969 : 800).

Selon Srinivas (1962), le seul moyen d'éviter cet écueil est d'accumuler des connaissances sur un grand nombre de villages à travers l'Inde afin de rendre possible la comparaison, ainsi que d'éventuelles généralisations⁴¹. Il est d'ailleurs l'un des premiers à proposer un recueil d'études de village, qui avaient été publiées séparément au début des années 1950. Ce recueil, intitulé *India's villages* (Srinivas, 1960) contient sa propre étude de Rampura, un village du Mysore. Le choix de la monographie s'impose naturellement à Srinivas, très influencé par le fonctionnalisme de Radcliffe-Brown (Deshpande, 2007). La monographie est en effet un genre « étroitement associé au développement des courants fonctionnaliste et structuraliste, postulant des analyses totalisantes, faisant ressortir les interactions entre les éléments constitutifs » (Bromberger, cité dans Chiva et al. 1992 : 36). C'est également dans les années 1960 que des géographes et sociologues africanistes se lancent dans des études monographiques de terroirs, le terroir étant défini comme « la portion de territoire appropriée,

⁴¹ "No anthropologist would dare to speak of Indian villages as a whole until a sufficient number of villages in the different cultural areas had been studied" (Srinivas, 1962 : 120-1).

aménagée et utilisée par le groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence » (Sautter, Pélissier, 1964 : 57). Ce terme permet d'éviter de parler de « village », une notion floue dans le contexte africain. Il permet également de mettre l'accent sur « l'espace proprement agraire d'une communauté, comportant avant tout juridiction sur le sol cultivable », tandis que le territoire « n'en est que la projection politique ou rituelle » (Sautter, Pélissier, 1970 : 24).

La dimension territoriale du village n'occupe qu'une place marginale dans l'analyse de Srinivas. Il décrit le village indien comme étant presque partout (à l'exception de certaines régions à l'habitat dispersé) « un groupe de maisons et de huttes entouré de champs » (Srinivas, 1960 : 23). Autrefois, les villages étaient parfois dotés d'une enceinte formée de murs en terre, comme le suggère le titre d'un ouvrage précurseur dans le domaine des monographies villageoises, *Behind mud walls*, édité pour la première fois en 1930 (Wiser et Wiser, 2000). Srinivas rappelle que les limites villageoises ont une importance rituelle, puisqu'elles marquent également l'aire de juridiction des divinités locales qui protègent notamment le village des épidémies⁴². Le village est avant tout une unité physique, dans la mesure où ses habitants sont frappés de la même manière par les calamités naturelles et les épidémies⁴³. Par ailleurs, les villages indiens ont longtemps constitué des « isolats » à cause du manque de communications et d'infrastructures de transport. La solidarité des villageois a donc d'abord un fondement territorial. Mais Srinivas ne s'y attarde pas et insiste beaucoup plus sur les fondements socio-économiques de la solidarité qui unit les différentes castes vivant dans un même village. Celles-ci sont liées par diverses relations de type vertical : maître-serviteur, propriétaire-tenancier, créancier-débiteur, patron-client. Grâce au contrôle de la terre, les membres de la caste dominante se trouvent en position de supériorité dans tous ces types de relation. Mais cette profonde inégalité, aux yeux de Srinivas, ne remet pas en cause l'unité du village : « Au sein de la communauté villageoise, certains sont des citoyens de première classe, d'autres des citoyens de seconde classe, mais tous en font partie » (Srinivas, 1955 : 36).

⁴² Voir aussi l'étude du village de Senapur par R.D. Singh : "Every village in the region of Senapur has a local deity which presides over the vital life of its residents (...). In eastern Uttar Pradesh he can be easily identified by his generic name *ḍīh* (...). A fruitful method of identifying a village as a social and territorial unit is to ask the people to tell about their *ḍīh* and the extent of his jurisdiction" (Singh, 1956 : 11).

⁴³ "If the monsoon fails, it fails for everyone. Formerly, when there was an attack of cholera or plague or small-pox, the entire village acted as one, and moved away to a different place" (Srinivas, 1960 : 25).

Même s'il justifie théoriquement le choix du village comme unité d'étude par l'existence d'une solidarité « verticale » entre villageois, Srinivas est avant tout un empiriste pour qui le village est un lieu propice au travail de terrain. C'est en adepte de la méthode de l'« observation participante », telle qu'elle a été définie par Malinowski, qu'il s'installe à Rampura pour une durée de 12 mois, en 1948. Il complète ce travail de terrain intensif au début des années 1950 mais ne publie sa monographie, *The remembered village*⁴⁴, que 25 ans plus tard (Srinivas, 1976). Il apparaît clairement à la lecture de ce livre que le village n'est en réalité qu'un cadre de recherche et que l'objet d'étude est finalement moins le village que la caste. Parmi les différentes castes du village, il s'intéresse plus particulièrement à celle des « Paysans » ou Vokkaliga. L'importance numérique de cette caste est d'ailleurs l'un des critères justifiant la sélection du village de Rampura qui s'avère ainsi représentatif de toute une région dominée par cette caste, dans le sud de l'actuel Karnataka⁴⁵. Les principaux informateurs de Srinivas appartiennent à cette caste, à commencer par le chef du village qui l'héberge dans l'une de ses maisons. L'auteur avoue même qu'il a hésité à se rendre dans le quartier intouchable de peur de froisser son hôte (idem : 24). Le résultat en est, selon ses propres termes, « un point de vue de haute caste sur la société villageoise »⁴⁶. Cela lui est reproché à plusieurs reprises dans le numéro de *Contributions to Indian sociology* consacré à la recension de l'ouvrage (Parvathamma, 1978).

L'intérêt accordé à la caste dominante conduit cependant Srinivas à ne pas totalement négliger l'aspect territorial. Il montre bien en effet comment le pouvoir sur les hommes passe par le contrôle de la terre⁴⁷. Il analyse également le rôle joué par la caste dominante dans l'intégration ville/campagne, puisque ce sont les Paysans aisés qui tendent à investir les surplus agricoles dans des lignes de bus, des logements ou des salles de cinéma en ville⁴⁸. En

⁴⁴ Le titre de cet ouvrage renvoie au fait que Srinivas a dû l'écrire en grande partie de mémoire après la perte de ses notes de terrain dans un incendie.

⁴⁵ “It was also necessary that a sizeable proportion of the village population be Okkaligas who constituted the dominant, landowning and cultivating caste of this region (hereafter referred to as Peasants)” (Srinivas, 1976 : 6).

⁴⁶ “Mine was a high caste view of village society” (ibid. : 197).

⁴⁷ “Landownership meant not only wealth and status but power over people” (ibid. : 110).

⁴⁸ “Landowners whose pockets were bursting with money from the wartime sale of rice and jaggery, and who wielded political influence in post-independent India, were seeking new avenues for

ce sens, le reproche fait par Pocock à Srinivas de traiter le village comme un isolat et d'« ignorer presque totalement la présence sociologique de la ville » n'est pas tout à fait fondé (Pocock, 1978 : 62). Dans le chapitre du livre consacré au changement, Srinivas prédit même que Rampura ne tarderait pas à devenir un « dortoir » de la ville de Mysore⁴⁹.

L'étude qui accorde le plus d'importance au territoire au sein du recueil édité par Srinivas est celle d'Eric Miller qui analyse pourtant des villages du Kerala à l'habitat dispersé. Cela prouve que la notion de territoire n'est pas forcément liée à celle de frontière car en l'occurrence, les villages étudiés n'ont pas de limites précises et sont difficiles à distinguer les uns des autres du fait de la continuité du bâti⁵⁰, ce qui n'empêche pas un fort sentiment d'appartenance territorial chez les habitants de chacun d'entre eux : « La loyauté territoriale qui unit la communauté villageoise est bien plus puissante que la loyauté conflictuelle moderne à sa propre caste sur un territoire plus vaste » (Miller, 1960 : 50). Miller montre en effet que la solidarité de caste et les conflits que cela engendre au sein d'un même village est un phénomène moderne lié à la présence britannique. Durant la période précoloniale, au contraire, « les principaux clivages structurels se situaient entre unités territoriales – villages, chefferies, royaumes – pas entre castes » (idem : 46). La colonisation a à la fois renforcé les liens horizontaux entre unités territoriales grâce au développement des communications et des transports, et affaibli les liens verticaux entre castes par la destruction des structures sociales traditionnelles de droits et d'obligations, d'autorité et de subordination.

En dépit des liens socio-économiques et rituels unissant les castes d'une même localité, celles-ci ont toujours été physiquement ségréguées sur le territoire villageois. C'est sur cet aspect qu'insiste Kathleen Gough dans le même recueil. Elle s'intéresse en effet à l'échelle infra-villageoise de la rue pour montrer à quel point l'espace résidentiel est segmenté en fonction de la caste. Cette fragmentation territoriale au sein du village de Tanjore qu'elle étudie correspond à une division tripartite que l'on retrouve dans tout le Tamil Nadu entre

investment. They found buses, lorries, rice mills and urban housing. Only a very few educated villagers thought of more sophisticated avenues of investment such as cinema theatres in the growing towns and small scale industries, etc." (ibid. : 226).

⁴⁹ "The richer men in Rampura were finding it necessary to visit Mysore frequently. It looked as though the day was not far off when Rampura would be a dormitory of Mysore" (ibid. : 233).

⁵⁰ "Settlement of this kind may be continuous for miles in one direction or another, with no obvious territorial boundaries to individual villages" (Miller, 1960 : 43).

Brahmanes, non-Brahmanes, et Adi-Dravida (ou « Dravidiens originels », autre nom donné aux Intouchables dans cette région de l'Inde). Au nord-est du village on trouve une rue entièrement habitée par des Brahmanes, plus au sud deux rues peuplées de Konar, une caste non brahmane vivant dans le village depuis longtemps, tandis que les autres non-Brahmanes, habitant deux rues à l'est du village, sont des nouveaux-venus. Enfin, tout au sud, à l'extérieur du noyau villageois proprement dit, et séparés par des terres agricoles, vivent les Adi-Dravida. On a donc là un modèle spatial centre/périphérie. Pendant longtemps, la correspondance observée entre la rue, la caste et la classe était totale :

Le plus frappant dans un village de Tanjore, c'est l'unité du groupe de caste individuel. Souvent, cette unité était aussi, jusqu'à récemment, celle d'une même rue. Les membres d'une caste au sein de chaque village étaient d'abord unis par la similarité de leur profession, de leurs droits sur la terre, de leurs revenus, de leurs croyances rituelles et de leurs pratiques. Auparavant, tous les Brahmanes étaient propriétaires terriens, tous les Konar tenanciers, et tous les Adi-Dravida travailleurs sans terre (Gough, 1960b : 94).

Gough montre que ce qui permettait de maintenir l'unité du village dans son ensemble était l'autorité absolue des Brahmanes mais qu'avec la perte de leur pouvoir économique, ils ne parviennent plus à contrôler les autres castes ni à s'assurer leur loyauté. La coopération a laissé place à la rivalité et le village n'est guère plus qu'une simple unité de voisinage (Gough, 1955).

Dans un autre recueil d'études villageoises intitulé *Village India* (Marriott, 1955), Marriott se demande si le village peut être appréhendé comme un tout se suffisant à lui-même et en quoi l'étude d'un tel village permet la compréhension de l'ensemble culturel dont il fait partie. En s'appuyant sur l'exemple de Kishan Garhi en Uttar Pradesh, il montre qu'il faut aller au-delà du village et l'étudier en le replaçant dans le contexte civilisationnel de l'Inde dans son ensemble. Qu'il s'agisse des castes ou des pratiques religieuses, celles-ci ne peuvent se comprendre qu'en effectuant un va-et-vient analytique entre la « petite communauté » de village et la « grande tradition » de l'Inde⁵¹. K. Ishwaran (1970), dans son introduction à un troisième grand recueil d'études de village, appelle lui aussi à mettre en rapport les échelles

⁵¹ “Great and little traditions may remain in equilibrium within the little community, neither tending to exclude the other: elements of the great tradition undergo parochial transformation as they spread, while the great tradition itself, where it originates as a universalization of indigenous materials, lacks authority to replace elements of the little tradition” (Marriott, 1955 : 224).

« micro » et « macro » afin d'éclairer la notion de changement social⁵². L'un des aspects essentiels de ce changement est justement l'« expansion territoriale » de la participation, sociale et symbolique, des différentes communautés locales.

La participation des divers groupes territoriaux, de caste ou de parenté, à la vaste communauté culturelle, « nationale », tend à devenir de plus en plus directe, de moins en moins médiatisée par des liens traditionnels, idéologiques et structurels, et basée sur un nouveau type d'organisation (...) [dont] l'expansion territoriale est bien plus large (Eisenstadt, 1970 : 31).

La contribution d'Orenstein au volume illustre bien ce phénomène. Il montre comment l'introduction de l'irrigation et de coopératives sucrières regroupant plusieurs villages a ouvert de nouveaux horizons aux agriculteurs du Maharashtra, désormais en contact direct avec les agences gouvernementales. Les liens verticaux entre les castes d'un même village cèdent peu à peu la place à des liens horizontaux sur des territoires plus vastes, notamment au sein de la caste dominante des Marathes qui contrôlent en grande partie la culture de la canne et les raffineries sucrières de la région (Orenstein, 1970). Les autres contributions du recueil se concentrent elles aussi sur le thème du changement, mais en accordant relativement peu d'attention aux transformations territoriales.

Lorsque S.C. Dube écrit *Indian village* (1955), Srinivas n'a pas encore publié sa monographie sur Rampura, et l'auteur s'appuie donc sur des études réalisées dans d'autres régions du monde, notamment celle d'un village mexicain par Robert Redfield dès 1930. C'est Dube qui, le premier en Inde, établit le genre de la monographie villageoise comme inventaire systématique des divers aspects de la vie rurale, une formule dont le succès sera grandissant pendant au moins deux décennies. L'évolution de ses thèmes de recherche illustre d'ailleurs le changement de paradigme représenté par les études de village au sein de l'anthropologie, dont l'objet par excellence était jusqu'alors les populations dites primitives ou tribales. Dube a lui aussi commencé sa carrière d'anthropologue par l'étude des Kamar, une tribu vivant dans les zones forestières du Chhattisgarh. Il décide ensuite de s'intéresser à un village du Telangana, Shamirpet. Typiquement dans ce genre d'études, le premier chapitre aborde l'aspect physique du village. La géographie sert souvent de simple introduction aux autres sciences sociales pour planter le décor de leur objet d'étude, en se limitant généralement à la

⁵² “[We] need to correlate micro-anthropological studies with macro-sociological analysis. On the one hand, we need intensive field studies of village life, but, on the other hand, we also need to link up such studies in order to map the morphology and content of social change in wider terms” (Ishwaran, 1970 : 2).

description du milieu naturel, sans aborder la question du territoire au sens d'espace approprié. Ici, cette question est traitée indirectement dans le chapitre économique qui analyse les structures agraires du village en soulignant les fortes inégalités. La famille du chef du village, membre de la caste dominante des Reddy, possède à elle seule un quart de la terre cultivable. Dube précise que cette appropriation n'a pas simplement une visée économique, même si la terre est bien sûr un capital extrêmement important dans une économie dominée par l'agriculture, mais c'est aussi une source de prestige et un symbole de puissance politique et sociale (Dube, 1955).

L'étude d'un village de la région de Delhi par Oscar Lewis (1958) adopte quasiment le même plan et souffre des mêmes lacunes en ce qui concerne le traitement de la question territoriale. L'originalité de cet ouvrage est qu'il se clôt par un chapitre comparatif qui permet à l'auteur d'opérer une mise en perspective de la condition villageoise indienne par rapport à celle qu'il avait observée auparavant au Mexique. Cette comparaison éclaire le rôle de la « civilisation » dans l'organisation interne du village qui ne doit donc pas être considéré comme une unité territoriale coupée de son environnement socioculturel. Comme l'étude de Dube, celle de Lewis s'inscrit dans un programme de recherche appliquée, destiné à évaluer les politiques publiques en milieu rural, notamment le « *community development project* ». L'auteur note que la « communauté » villageoise ciblée par le projet manque de cohésion à cause des divisions internes de caste et de faction et que cela nuit à la mise en œuvre des programmes gouvernementaux⁵³. Dans une grande partie du Punjab, la caste dominante des Jat tend en effet à s'approprier une grande partie des bénéfices du développement (Lewis, 1958).

Si Bailey commence lui aussi son étude d'un village de l'Orissa par la présentation du cadre naturel, il ne s'agit pas pour lui d'une simple entrée en matière consistant à planter le décor. Le fait que Bisipara soit localisé dans les Kondmal, un plateau forestier longtemps coupé du monde, est au cœur de la problématique de l'ouvrage, qui s'intéresse à la notion de « frontière », au sens anglo-saxon de front mouvant. Avant l'arrivée de l'administration britannique dans cette région, il s'agissait d'un territoire isolé, à forte population tribale. C'est

⁵³ “Our findings in Rampur suggest that the community in the sense of a cohesive and united village community (...) hardly exists. Caste and kinship still form the core of village social organization and this splits the village into separate communities which have their close affiliations across village lines (...). If those sponsoring community development work desire to encourage the breakdown of factions and the development of village-wide and nation-wide loyalties, the first step must be to become aware of the existing factions” (Lewis, 1958 : 149-51).

seulement à partir du milieu du XIX^e siècle que le commerce commence à pénétrer dans cette zone, et « depuis 1855, il y a eu une extension continue du front économique » (Bailey, 1957 : 8). L'objectif de l'ouvrage est d'analyser les changements survenus dans un village de plus en plus intégré au reste du pays à la suite de cette expansion du front commercial et politique. L'auteur observe une modification considérable de la structure interne du village sur le plan de l'organisation des castes. Les « guerriers » ont progressivement perdu leurs attributs de caste dominante, notamment par la vente de leurs terres aux nouveaux-venus ayant prospéré grâce au commerce.

L'arrivée de l'administration [britannique] et l'extension progressive des frontières du commerce ont procuré des sources de revenus distinctes de la richesse dérivée de l'agriculture et de la terre villageoise et qui ne sont pas, comme la terre, le monopole de la caste des guerriers. Cette nouvelle richesse, depuis un siècle, a modifié la structure des castes à l'intérieur du village et continue de le faire (Bailey, 1957 : 9).

Si on ne peut reprocher à Bailey de négliger la question territoriale, on constate que celle-ci n'est qu'un point de départ, un prétexte en quelque sorte, pour parler de la caste. Il semble encore une fois que l'objet des études de village soit moins l'organisation territoriale que l'organisation des castes.

Le même constat s'impose pour l'ouvrage d'Adrian Mayer sur un village de l'Inde centrale (Mayer, 1960). Dès les premières lignes de l'introduction, l'auteur justifie l'accent mis sur la caste dans son étude de Ramkheri et de sa région. Selon lui, le principe de la caste englobe tous les autres aspects de la vie villageoise : la parenté, la politique, l'économie, le territoire. Pour comprendre le fonctionnement des castes, l'unité spatiale pertinente est non seulement le village mais sa région, c'est-à-dire le groupe de villages sur lesquels s'étendent les liens matrimoniaux au sein d'une sous-caste endogame. En ce sens, « les limites du village sont plus que de simples limites territoriales » (Mayer, 1960 : 9), puisqu'elles marquent pour une même caste la différence qu'il y a entre liens consanguins (au sein du village) et parenté par alliance (au sein de la région). L'auteur n'étudie pas une caste en particulier, même s'il consacre de longs développements à la caste dominante des Rajput dans son chapitre sur le « leadership ». Il montre notamment que leur force tient à ce que la structure de parenté des clans Rajput s'étend sur de vastes territoires. L'objet du livre est en réalité la distinction empirique entre caste et sous-caste qui, dans la pratique, s'exprime avant tout sur le plan territorial.

Il y a deux niveaux de définition pour la caste comme pour la sous-caste. Le premier porte sur leur population totale, c'est celui de la définition formelle dans la littérature sur la caste en général. Le second est celui du groupe de caste effectif et du groupe de sous-caste effectif ; on descend ainsi à des relations purement locales (...). Le groupe de caste effectif est la population de la caste dans un seul village, et le groupe de sous-caste effectif comprend la population d'une région formée de plusieurs villages (Mayer, 1960 : 151).

Autrement dit, les relations intérieures au village sont des relations entre castes différentes, tandis que les relations intérieures à la caste (matrimoniales notamment) sont en réalité intérieures à la sous-caste et unissent les populations de plusieurs villages. Après avoir montré l'importance du facteur territorial, qui semble ainsi se combiner avec la théorie de la caste au niveau des relations effectives, Mayer conclut cependant son ouvrage en mettant en avant la parenté comme facteur principal d'organisation de la sous-caste. Le territoire de chacune d'elle est en effet fonction du réseau de liens de parenté qui la constituent à un moment donné.

La région de la sous-caste est un espace fondé sur des liens de parenté. Ceux-ci changent constamment, et varient d'une personne à l'autre, ce qui rend impossible de cartographier des régions définies pour chaque groupe de sous-caste (...). Ceci fait de la région un concept structurel fluide et plutôt insatisfaisant (...). Le « territoire » d'un groupe de sous-caste de Ramkheri est un territoire de parenté variable (Mayer, 1960 : 271-2).

On a donc là encore un anthropologue qui, à l'image de Dumont, consacre d'importants développements analytiques au concept de territoire, pour finalement le disqualifier au profit des concepts de caste et de parenté.

La caste est également au cœur de l'étude du village himalayen de Sirkanda, réalisée par Berreman (1993). Celui-ci justifie le choix du village comme échelle d'analyse par son caractère « gérable » pour un ethnologue seul. A cet aspect pratique s'ajoute une justification théorique : en dépit des divisions de caste, le village constitue une unité intégrée à laquelle s'identifient fortement ses habitants. Il ne s'agit pas toutefois d'une unité isolée, et l'auteur prend soin de replacer Sirkanda dans son « aire culturelle », celle des Pahari (littéralement « montagnards »), habitants de l'Himalaya central ayant une même origine ethnique et une langue commune. Malgré la proximité géographique de Dehradun, Sirkanda est plus proche culturellement des autres villages pahari, aussi éloignés soient-ils, que de cette ville de plaine. L'organisation des castes à Sirkanda est commune à un ensemble culturel montagnard et se distingue de celle observée dans la plaine Indo-Gangétique. Elle se caractérise par une division majeure en deux groupes : d'une part les hautes castes dominantes, Brahmanes et

Rajput, d'autre part les Intouchables. Les pratiques religieuses des hautes castes pahari sont traditionnellement moins orthodoxes que celles de la plaine (consommation de viande et d'alcool, remariage des veuves), mais tendent à se conformer à ces dernières dans un but de mobilité sociale, que l'auteur appelle « *plainsward mobility* ». La plaine constitue donc à la fois un monde à part, et un modèle à imiter pour être reconnu socialement. Comme l'étude de Mayer, celle de Berreman a le mérite de ne pas se limiter à une simple monographie villageoise mais de prendre en compte un ensemble territorial plus vaste qui seul permet de comprendre ce qui se passe à l'intérieur du village.

Scarlett Epstein (1962) choisit quant à elle de comparer deux villages du sud du Karnataka, l'un irrigué, l'autre pas, afin d'évaluer l'impact des changements économiques sur l'organisation sociale villageoise. Elle observe que le village bénéficiant de l'irrigation tend à se replier sur lui-même à mesure que son agriculture devient florissante, alors que l'autre, n'ayant pas accès à l'eau du canal, est obligé de se diversifier économiquement et de « s'extravertir ». Les conséquences de cette évolution sont, d'une part, un renforcement des inégalités dans le village irrigué, d'autre part, un assouplissement des rapports sociaux dans le village non-irrigué. La méthode comparative permet de faire la part des différents facteurs responsables de l'évolution observée, parmi lesquels figure le facteur territorial. L'approche d'Epstein est également novatrice car elle cherche à démontrer une thèse et ne se contente pas d'une description, aussi totalisante soit-elle, de la société villageoise.

C'est également ce que fait André Beteille (1965) dans son étude d'un village de Tanjore, dont le titre, *Caste, class and power*, est révélateur du problème posé. Il s'agit en effet d'analyser le rapport existant entre ces trois formes de stratification qui, selon l'auteur, tendent à se dissocier de plus en plus. Pendant longtemps, la corrélation entre les trois était très forte, puisqu'au sommet de la pyramide sociale se trouvait la caste des Brahmanes qui étaient également propriétaires fonciers et monopolisaient le pouvoir à l'échelle villageoise, tandis qu'à l'autre extrême se situaient les Adi-Dravida (Intouchables) qui formaient une classe de travailleurs agricoles sans terre et n'avaient pas accès au pouvoir. Entre les deux, les castes non brahmanes avaient généralement le statut de tenanciers mais restaient en grande partie écartées du pouvoir. Ce sont ces dernières qui ont par la suite bénéficié du déclin des Brahmanes, à la fois sur le plan socio-économique et politique. Parmi les facteurs évoqués pour expliquer ce changement figurent la migration des Brahmanes vers les villes, l'accès

généralisé à l'éducation, le transfert de la terre et le suffrage universel. Si les non-Brahmanes ont en quelque sorte pris la relève dans le village de Sripuram étudié par Bêteille, notamment la caste dominante des Vellala, les Adi-Dravida sont encore loin de bénéficier pleinement des changements apportés par l'indépendance du pays.

Terminons ce tour de l'Inde par quelques monographies réalisées dans des villages d'Andhra Pradesh. Après celle de Dube évoquée plus haut, la première du genre, Paul Hiebert (1971) choisit également un village du Telangana, Konduru, pour mener ses recherches. Encore une fois, celles-ci s'intéressent peu, ou indirectement, au territoire. Hiebert suggère cependant en conclusion que la caste devrait être étudiée davantage en relation à un référent territorial et que celui-ci a tout intérêt à être le plus local possible⁵⁴. Les villages d'Andhra Pradesh ont également été étudiés par des géographes français dans le cadre d'un accord de coopération signé à la fin des années 1960. Gallais et de Golbéry (1972) ont ainsi publié une étude cartographique détaillée portant sur l'habitat, les aménagements agraires, les types de cultures, la propriété et les exploitations par caste. Les géographes n'ayant pas le monopole de la cartographie comme outil d'analyse, on notera aussi un atlas original d'un village du Madhya Pradesh réalisé par l'anthropologue Jean-Luc Chambard (1980). Toutefois, la réalisation de cartes ne signifie pas pour autant un raisonnement en termes de territoire, un concept dont la portée et la signification dépasse la simple représentation graphique de l'espace.

Dans les années 1970, la vogue des monographies villageoises tend à s'essouffler au profit d'études réalisées à une échelle plus « macro » (Saberwal, 1972), même si on a assisté récemment à un renouveau de ce genre, soit sous forme comparative comme l'avait fait Epstein (Landy, 1994), soit sous forme « revisitée » (*resurvey*) des mêmes villages afin d'analyser les transformations socio-économiques sur le temps long (Mencher et Guhan, 1983 ; Harriss et al., 2010). Avant ce renouveau, les études de caste avaient en quelque sorte supplanté les études de village, comme le souhaitaient Dumont et Pocock dans leur manifeste de 1957.

⁵⁴ “*To the anthropologist, the most meaningful definition of caste begins with the delineation of the local caste groups and then works up through the various linkages between these to the villagers' mental image of their total society, rather than starting with a broad definition of caste within the Indian society and then working down to its application at the level of the village*” (Hiebert, 1971 : 169).

III. Etudes de caste : une prise en compte inégale de la dimension territoriale

1. Système panindien des varna contre système territorialisé des jati

La réelle unité du système des castes n'est pas l'un des cinq *varna*, mais la *jati*, qui est un très petit groupe endogame pratiquant une activité traditionnelle et bénéficiant d'une certaine autonomie culturelle, rituelle et juridique (...). L'importance du système des *varna* réside dans le fait qu'il fournit un cadre panindien dans lequel on peut classer la myriade de *jati* de chaque aire linguistique. Il systématise le chaos des *jati* et permet aux sous-castes d'une région d'être identifiées par les gens d'une autre région en référence à une échelle commune. De plus, le système des *varna* représente une échelle de valeurs, et les *jati* occupant les rangs les plus bas ont toujours essayé d'élever leur statut en adoptant les coutumes et rituels des *jati* supérieures (Srinivas, 1952, 24-5).

Avant que la *jati* donne lieu à des monographies de castes dans leur contexte régional, voire local, elle a fait l'objet de nombreuses études théoriques, en référence au système abstrait des *varna* qui est en quelque sorte déterritorialisé. La caste est sans aucun doute l'un des traits majeurs ayant frappé les étrangers venus en Inde (Deleury, 1991). Du portugais *casta* (espèce « non mélangée »), le mot prête à confusion car il peut renvoyer à l'une ou l'autre unité, même s'il désigne généralement la *jati* (groupe de « naissance »). Le *varna*, qui signifie « couleur », a été utilisé par certains théoriciens pour établir une classification ethnique de la caste. Si Morton Klass (1998) a relancé récemment le débat des origines, la caste a depuis longtemps fait l'objet de diverses interprétations. Les administrateurs britanniques ont d'abord été déroutés par cette institution sociale apparemment unique à l'Inde, même si les théories raciales considéraient que la caste n'était qu'un produit dérivé de la race. Parmi les tenants de cette thèse, Herbert Risley justifie l'usage de l'anthropométrie par le faible mélange des groupes ethniques qui peuplent l'Inde⁵⁵. La comparaison de l'index nasal, par exemple, lui fait conclure que « le statut social d'un homme varie en fonction inverse de la largeur de son nez » (Risley, 1891 : xxxiv). La caste a selon lui permis aux envahisseurs aryens de maintenir la pureté de leur race en évitant tout contact avec les populations conquises, d'origine dravidienne. Risley parle en effet de « l'antipathie de la race supérieure pour l'inférieure, de l'Aryen à la peau claire pour le sombre Dravidien » (Dirks, 1996 : 265).

⁵⁵ « Nowhere else in the world do we find the population of a large continent broken up into an infinite number of mutually exclusive aggregates, the members of which are forbidden by an inexorable social law to marry outside the group to which they belong » (Risley, 1999 : 25).

Si G.S. Ghurye réfute les analyses anthropométriques de Risley⁵⁶, il maintient cependant l'idée d'une catégorisation raciale de la population indienne (Ghurye, 1969). Il s'appuie pour cela sur le système des *varna* et cite l'un des plus anciens textes sacrés hindous, le *Rigveda*, qui contient le fameux hymne du Purusha, l'homme originel sacrifié dont le corps démembré aurait donné naissance aux quatre grands ordres : le Brahmane (prêtre) serait né de sa bouche, le Kshatriya (guerrier) de ses bras, le Vaishya (commerçant) de ses cuisses et le Shudra (serviteur) de ses pieds (idem : 44). Cette cosmogonie permet non seulement d'énoncer métaphoriquement la fonction de chacun des ordres mais d'établir entre eux une gradation, une hiérarchie de valeurs. Un fossé sépare en effet les trois premiers *varna*, appelés *dvija* ou « deux-fois nés » car sanctifiés par une cérémonie d'initiation symbolisant une renaissance, et les Shudra qui n'ont pas ce privilège (ibid. : 55). Ce dernier ordre est lui-même nettement distinct des *avarna* (« hors *varna* »), c'est-à-dire les Intouchables, appelés Chandala et qualifiés de « derniers parmi les hommes » dans un ancien traité juridique dit *Lois de Manou* (X, 12).

En revanche, Ghurye déplore l'usage contemporain des *varna* et la manière dont les différentes *jati* se sont cristallisées autour de leur identité de caste en revendiquant tel ou tel statut sur l'échelle des *varna*. C'est sous la direction de Risley que le recensement de 1901 a réalisé pour la première fois un classement hiérarchique des *jati* au sein des *varna*, rendant ainsi rigide un système jusqu'alors relativement souple. Le successeur de Risley, chargé du recensement de 1921, constate : « La passion du gouvernement pour les étiquettes et les cases a provoqué une cristallisation du système des castes qui, sauf parmi les castes aristocratiques, était vraiment très fluide sous le règne indigène » (Middleton, cité dans Ghurye, 1969 : 281). Ainsi, le colonialisme aurait en quelque sorte « inventé » la caste, ou du moins lui aurait donné sa forme moderne (Dirks, 2001).

Le sanscritiste Emile Senart, quant à lui, renvoie dos à dos la thèse de l'origine raciale de la caste soutenue par Risley, et celle de l'origine professionnelle soutenue par Nesfield et Ibbetson. Pour ces derniers, le système des castes serait un reflet de la division du travail, chaque caste se caractérisant par sa spécialisation professionnelle, transmise de père en fils, à la manière d'une guilde. Il est vrai que de nombreuses castes portent des noms de métier,

⁵⁶ “*The physical type of the population is mixed, and does not conform in its gradation to the scale of social precedence of the various castes*” (Ghurye, 1969 : 124).

qu'elles exercent traditionnellement (Potiers, Barbiers, Blanchisseurs, etc.). Mais Senart montre non seulement que certaines professions, comme le commerce, peuvent être exercées sans restriction de caste, mais que les membres d'une même caste peuvent être amenés à exercer différentes professions, comme c'est le cas des Brahmanes (Senart, 1896 : 175, 198). A Risley, il reproche son insistance sur le cadre théorique des *varna*, alors que dans les faits, ce sont les *jati* qui comptent véritablement. Celles-ci sont, selon Senart, le développement, dans un environnement particulier, d'éléments du patrimoine commun à tous les peuples indo-européens qu'est le système de parenté fondé sur la famille ou la *gens* : « La caste prend son origine dans une évolution normale de la plus ancienne constitution de la famille, évolution organique, mais spéciale à l'Inde, déterminée par les conditions ethniques et économiques, géographiques et psychologiques qui lui sont propres » (idem : 160).

Si Célestin Bouglé admet la thèse de Senart, il la trouve trop restrictive : « Nous ne devons donc accepter la thèse qu'en l'élargissant : s'il est vrai que la caste dérive de la famille, rien ne prouve qu'elle n'ait pu dériver que de la famille aryenne » (Bouglé, 1935 : 53). De manière générale, Bouglé considère les théories de ses prédécesseurs réductrices : la caste n'est ni une race, ni une guilde, ni une grande famille. Max Weber tente lui aussi de définir la caste d'abord négativement par ce qu'elle n'est pas, en la distinguant de la tribu, groupe extraterritorial à l'espace villageois, et de la guilde, pour finalement la caractériser comme un « groupe de statut fermé » (Weber, 1970b : 405). La définition positive de la caste proposée par Bouglé repose sur une combinaison unique à l'Inde de trois critères essentiels : la hiérarchie, la spécialisation héréditaire et la répulsion mutuelle, qui s'articulent autour de l'opposition fondamentale du pur et de l'impur : « Ce sont les degrés de pureté qui marquent le plus clairement ceux de la hiérarchie sociale » (Bouglé, 1935 : 149), et « les préséances sociales sont déterminées moins par l'utilité ou la difficulté des métiers exercés, que par leur pureté ou leur impureté relatives » (idem : 43). Cette dichotomie est de nature religieuse, une thèse qui permet à Bouglé de concilier les principes restrictifs de commensalité et de connubialité, au fondement du caractère exclusif de la caste.

Cette idée de pureté rituelle, plaçant le Brahmane au sommet de la hiérarchie des castes, a été reprise par Dumont dans *Homo hierarchicus* où, on l'a vu, il opère une disjonction entre statut et pouvoir (Dumont, 1979 : 196). Arthur Hocart, qui accorde le primat au Kshatriya et valorise le rôle du roi comme sacrificateur, par rapport au prêtre, simple exécutant (Hocart,

1950 : 37), insiste également sur l'aspect rituel de la caste, tandis que James Hutton propose une définition incluant de nombreux autres critères (Hutton, 1963 : 176), au point qu'il est impossible, selon Edmund Leach, de retrouver partout l'ensemble de ces caractéristiques⁵⁷. Le recueil de Leach contient en effet des essais traitant de la caste dans différentes régions de l'Asie du Sud, en Inde, à Ceylan et au Pakistan (Leach, 1962). Il est essentiel de tenir compte de cette diversité régionale pour comprendre la réalité concrète, vécue, de la caste comme *jati*, par opposition au système idéal et abstrait des *varna*⁵⁸. Si l'analyse en termes de *varna* présente l'avantage d'offrir un système de référence et de reconnaissance panindien, elle ignore largement les variations territoriales et les aires de caste spécifiques que l'on observe au niveau des *jati*.

2. La place du territoire dans les monographies de caste

La caste continue d'être la « chose » la plus importante en Inde du point de vue du sociologue théoricien. Mais l'institution est en train de changer, et en dépit des 6000 publications qu'on dit exister à son sujet, nous savons très peu sur la manière dont elle affecte les relations au jour le jour entre personnes (...). Il est plus qu'urgent d'entreprendre des études de caste intensives dans les différentes aires culturelles de l'Inde en vue de réaliser à la fin une typologie de la caste (Srinivas, 1953 : 15).

Srinivas préconise des études de caste dans leur territoire propre, sous forme de monographies. C'est d'ailleurs l'objet de sa thèse de doctorat, réalisée avant son étude villageoise de Rampura. Il effectue en effet son premier travail de terrain parmi les Coorg, caste éponyme d'une région montagneuse de l'actuel Karnataka (Srinivas, 1952). Les Coorg sont une caste agraire de tradition martiale revendiquant le statut de Kshatriya, dominants dans leur région, le Coorg, qui constitue le *desh*, division territoriale englobant le *nad* (groupe de villages) et l'*ur* (le village). Ces unités territoriales correspondent également à des unités de culte, dans la mesure où les rites varient en effet en fonction de l'étendue sur laquelle ils

⁵⁷ “Each of Hutton’s minimal criteria is missing from one or other of these variant systems” (Leach, 1962 : 5).

⁵⁸ “In the words of the anthropologist R. S. Khare, the concept of *jati* refers to the experience of caste in the ‘concrete and factual’ domain of everyday social life, as opposed to the ‘ideal and symbolic (...) archetypes’ which are embodied in the concept of *varna*” (Bayly, 1999 : 9).

s'exercent. En effet, l'« extension »⁵⁹ de l'hindouisme change sa nature : l'hindouisme local est par exemple beaucoup moins « sanscritisé » que l'hindouisme panindien. Dans l'analyse de Srinivas, l'accent n'est pas mis sur le territoire en tant que tel mais sur les pratiques religieuses des Coorg à différentes échelles. L'unité de culte la plus petite, à laquelle sont consacrés les plus longs développements, n'est d'ailleurs pas de nature territoriale mais liée à la parenté : il s'agit de l'*okka* ou lignage.

Le système de parenté peut toutefois se trouver étroitement associé au territoire, comme le montre l'étude de Dumont sur les Pramalai Kallar, une sous-caste de la région de Madurai, au sud du pays tamoul (Dumont, 1957). A chaque échelon territorial correspond un type de groupement, depuis la lignée jusqu'à la sous-caste. Un quartier est peuplé d'une lignée. Celle-ci « occupe dans l'agglomération un territoire continu qui renferme le temple propre à la lignée » (idem : 41). Un ensemble de quartiers forme un hameau, que Dumont désigne sous le terme d'« agglomération résidentielle » ou « localité », par opposition au village dans son ensemble qui constitue selon lui la réelle « unité territoriale » (ibid. : 25). En effet, le village de Kokkulam « associe d'une part un territoire et d'autre part la totalité de la descendance d'un ancêtre commun sous la forme de sept lignées de frères » (ibid. : 50). Les villages kallar sont généralement monocastes, mis à part quelques castes de service, ce qui fait dire à Dumont que les Pramalai Kallar ont un peuplement de type « tribal ». Le *Kallar nadu*, que l'on peut traduire par « pays » ou « province » des Kallar, est constitué de plusieurs villages formant le territoire de la sous-caste dans son ensemble. Mais pour Dumont, la notion même de « territoire » s'avère problématique dans le contexte indien.

Pour le Kallar (...) il y a bien naturellement une « province Kallar » mais, si on lui demande de la définir, il donnera non pas un tracé de frontières, mais une liste d'unités territoriales. Autrement dit, son habitat se définit pour lui par sa constitution interne. Non seulement cette liste laissera de côté les localités non-Kallar à l'intérieur de l'aire, mais chacune des unités territoriales combinerait un certain territoire et une certaine structure de parenté, et c'est à peine forcer les choses que de dire qu'il n'y a pas de définition du pays Kallar en lui-même parce qu'il n'y a pas de structure de parenté qui y corresponde. (...) La première tentative de définir un groupe selon nos idées de « territoire », même lorsqu'elles paraissent trouver leur équivalent dans le langage des intéressés, montre immédiatement que ces idées sont inapplicables. Nous avons rencontré ainsi ce que je crois être un fait indien d'une grande portée ; à y bien regarder, le territoire n'est pas ici une catégorie objective qui s'impose identiquement à des castes

⁵⁹ “The concept of ‘spread’ has been used throughout this book: Hinduism has been split up, for purposes of analysis, into ‘All-India Hinduism’, ‘Peninsular Hinduism’, ‘Regional Hinduism’, and finally purely ‘Local Hinduism’.” (Srinivas, 1952 : 214).

différentes. Il n'existe quelque peu objectivement que pour l'étranger, pour l'habitant lui-même il est subordonné du dehors à la caste, et à la parenté du dedans (ibid. : 13).

Contrairement à ce que laisse entendre Dumont, l'absence de frontières précises ne remet pas en cause l'existence d'un territoire propre à la caste. Le fait que les Kallar coexistent avec d'autres castes sur un même espace n'est pas non plus un argument contre l'idée qu'ils puissent avoir un territoire. D'ailleurs, Dumont souligne lui-même que « ce pays est leur, non pas parce qu'il est entièrement occupé par eux, mais plutôt en ce sens qu'ils y dominent » (ibid : 12). Cette idée est extrêmement importante car elle montre qu'il existe un rapport intrinsèque entre caste dominante et territoire. Il est donc d'autant plus gênant que Dumont cherche ensuite à dévaluer la notion de territoire sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'une « catégorie objective ». Certes, le sentiment d'appartenance relève des représentations, mais la prise en compte de celles-ci permettrait justement de définir le territoire de manière plus juste que comme un espace délimité par des frontières, correspondant nécessairement à une structure objective de parenté.

Dans son étude ethnohistorique du petit royaume tamoul de Pudukkottai, dominé par une autre sous-caste kallar, Nicholas Dirks (1987) reproche à Dumont d'avoir sous-évalué l'importance du territoire⁶⁰. Il cherche donc à réhabiliter le facteur territorial afin de mieux comprendre l'organisation de la caste.

Ma construction ethnographique des Kallar de Pudukkottai m'amène à remettre en cause la théorie de Dumont sur un nombre de points importants. Le territoire, par exemple, joue un rôle majeur à chaque niveau de définition sociale. Il est tellement ancré dans les formes sociales et politiques qu'on ne peut pas dire qu'il médiatise simplement les domaines du politique et du social comme le suggère Dumont (...). L'influence du territoire ne se restreint pas au niveau macro-politique, mais intervient à chaque échelon de l'organisation sociale (Dirks, 1987 : 258-9).

Pour Dirks, c'est toujours dans un territoire que s'expriment le « pouvoir » et la « dominance », deux notions au cœur de son analyse de la caste. En effet, « la manière dont le territoire figure dans l'organisation sociale d'un groupe est fortement liée à la nature et à l'étendue de la dominance politique exercée par le groupe en question » (idem : 264). C'est pourquoi les groupes « non-dominants » n'ont pas de structures territoriales propres, mais

⁶⁰ *“Territory itself has exercised a strong influence on the social organization of Kallars (...). Dumont has perhaps underemphasized the importance of territory”* (Dirks, 1987: 215).

tendent à s'inscrire dans celles des castes dominantes locales⁶¹. Pour comprendre ces différents rapports au territoire, il est préférable de regrouper les études recensées en fonction du type de caste considéré.

a. Castes intouchables : modèle d'unité contre modèle de séparation

Les études d'Intouchables semblent avoir prêté peu d'attention au territoire, ce qui laisse penser qu'il ne s'agit pas d'un facteur essentiel d'organisation pour ces castes. La problématique des *dalit studies*, comme on les appelle désormais, est souvent très différente, se rattachant de près ou de loin au débat qui oppose les tenants du modèle d'unité à ceux du modèle de séparation, tandis que Robert Deliège prône en quelque sorte une troisième voie en montrant que « les Intouchables sont à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système », économiquement indispensables mais socialement exclus (Deliège, 1988).

Parmi les partisans du modèle d'unité, Michael Moffatt soutient que « les Intouchables ne possèdent pas nécessairement des formes sociales et culturelles distinctes du fait de leur position dans le système » (Moffatt, 1979a : 3). Il tente de le prouver en s'appuyant sur l'exemple des Paraiyar. Cette caste intouchable du Tamil Nadu, qui a donné le mot « paria », tire son nom de *parai* (tambour), instrument dont jouent traditionnellement ses membres, « pollués » de fait par ce contact avec le cuir. Pour éviter ce nom particulièrement stigmatisant, les Paraiyar préfèrent se faire appeler Harijan (« enfants de Dieu »), euphémisme utilisé par Gandhi pour désigner les Intouchables. Dans le village d'Endavur étudié par Moffatt, la caste dominante est celle des Reddiyar, d'origine télougoue (appelée Reddy en Andhra Pradesh). Avant l'abolition du système *zamindari* dans les années 1950, deux familles Reddiyar possédaient l'ensemble des terres du village. Depuis, certains Paraiyar ont acquis de petites parcelles, et cet accès à la propriété les a rendus à leur tour « dominants », non seulement au sein de leur caste, mais des autres castes intouchables du village. Selon les termes de Moffatt, la dominance des Reddiyar est « répliquée » par les Harijan⁶². Les Paraiyar se considèrent notamment supérieurs aux Chakkiliyar, une caste de tanneurs d'origine télougoue. En Andhra Pradesh, cette caste, appelée Madiga, occupe

⁶¹ “*Nondominant castes commonly take on the territorial divisions of the local dominant castes*” (ibid. : 263).

⁶² “*One landowning Harijan, for example, replicates dominance within his own caste by hiring his landless co-caste members as kuli wage labourers, to cultivate his fields while he does a more prestigious, nonagricultural job*” (Moffatt, 1979a : 78).

également la position la plus basse et est méprisée par les Mala qui sont pourtant eux aussi intouchables (Rathnaiah, 1991). Dans la constitution même des Madiga on trouve plusieurs castes « satellites » de statut inférieur exerçant diverses fonctions à leur service (Singh, 1969).

La notion de hiérarchie, idéologie « englobante » selon Dumont⁶³, semble donc imprégner l'ensemble du système des castes, jusqu'à influencer sur l'organisation interne de celles-ci. Jonathan Parry illustre cette thèse structuraliste avec l'exemple des Rajput de Kangra, en montrant que « la caste est agencée à l'intérieur selon les mêmes principes qui gouvernent les relations entre castes » (Parry, 1979 : 6). C'est en « dumontien » que Moffatt parle du modèle hiérarchique comme d'un modèle consensuel. Ce consensus s'exprime aussi dans le domaine religieux, dans la mesure où il n'y a pas de différences fondamentales entre les divinités vénérées par les Harijan et par les hautes castes (Moffatt, 1979b). Il y a bien une séparation dans l'espace, puisque les Intouchables n'ont pas accès au temple de l'*ur* (partie du village réservée aux hautes castes), mais ceux-ci reproduisent le même culte dans leur quartier. L'orthodoxie dont ils font preuve contredit, selon Moffatt, les partisans du modèle de séparation, dont beaucoup insistent justement sur les différences de culte.

Parmi ces derniers, Bernard Cohn montre que les Chamar, principale caste intouchable du nord de l'Inde, dont l'occupation traditionnelle est la tannerie, « semblent ignorer beaucoup des valeurs et des concepts associés à l'hindouisme de la Grande Tradition (...). Ils ne cherchent pas à rationaliser l'infériorité de leur statut en termes de *karma* et de *dharma* » (Cohn, 1975 : 207). Comme le précise Joan Mencher, « les notions de *dharma* et de *karma* (c'est-à-dire de devoir et de destin) sont plus utiles comme rationalisations du système du point de vue des hautes castes » (Mencher, 1974 : 476), un point de vue dont cette anthropologue marxiste souhaite prendre le contre-pied en montrant que ceux qui se situent en bas de l'échelle ont une vision du système beaucoup plus matérialiste : « Ils offrent des explications du type : '*Ils [membres des hautes castes] possèdent toute la terre*' » (idem).

La pensée d'Ambedkar sur l'intouchabilité se rapproche par moments du modèle d'unité, notamment sa fameuse thèse de l'« inégalité graduée » qui montre à quel point le système

⁶³ « Les relations externes et les relations internes ne sont pas par nature différentes (...), en d'autres termes, la 'civilisation' à laquelle la caste participe est présente aussi en son intérieur » (Dumont, 1957 : iii).

hiérarchique est intériorisé par tous, chacun y trouvant un avantage puisque situé au-dessus d'un autre, et ayant donc intérêt à son maintien⁶⁴. Toutefois, si l'inégalité graduée rend difficile toute remise en cause radicale de la caste, Ambedkar n'est pas pour autant partisan de la thèse du consensus : « Dégageant ce type unique d'inégalité, c'est l'unité intériorisée du système qu'il pose et reconnaît, mais immédiatement il en refuse l'illusion du consensus (...) pour en souligner la tension permanente, la conscience de la différence nécessaire et la fissiparité 'congénitale' du système » (Herrenschmidt, 1996 : 16). La conversion au bouddhisme d'un grand nombre de Mahar à la suite d'Ambedkar témoigne d'une volonté de s'extraire du système existant pour en fonder un autre.

L'historienne Eleanor Zelliot (1992) est une des rares à mentionner l'importance du territoire pour les Intouchables qui, loin de simplement s'inscrire dans les structures territoriales des dominants comme le soutenait Dirks, se considèrent comme les premiers habitants des terres où ils vivent.

Au Maharashtra, l'idée que le Mahar est l'occupant originel est l'une des images les plus persistantes auprès des Mahar, des Dalit et des bouddhistes. Le Mahar était appelé *dharnice put* ou *bhumiputra*, termes marathi et marathi sanscritisé pour 'fils du sol'. Beaucoup de Mahar instruits savent que des chercheurs comme John Wilson (...) et R.E. Enthoven (...) pensaient que le terme même de Maharashtra était dérivé de « pays des Mahar », bien que la plupart des chercheurs indiens l'aient vigoureusement réfuté. Iravati Karve souligna l'identification des Mahar avec toutes les régions du Maharashtra, rapportant qu'à l'extrémité orientale du Vidarbha (...) un Mahar lui dit fièrement : « Partout où vous trouverez des Mahar, là est le Maharashtra » (Zelliot, 1992 : 322).

La territorialité des Intouchables et celle des hautes castes se distinguent par leur degré de segmentation. Comme le montre Eric Miller (1954) dans son étude au Kerala, plus une caste est élevée, plus elle est mobile (surtout à une époque où l'accès aux moyens de communication était réservé à une élite), plus ses réseaux sont étendus, et donc moins son territoire est segmenté⁶⁵. Au sommet de l'échelle, les Brahmanes non seulement transcendent les divisions territoriales, mais ont parfois permis de les unifier en jouant le rôle de messagers

⁶⁴ "In the system of graded inequality (...) even the low is a privileged class as compared with the lower. Each class being privileged, every class is interested in maintaining the social system" (Ambedkar, cité dans Herrenschmidt, 1996 : 15).

⁶⁵ "A system of territorial segmentation (...) supports the hierarchical order of castes by permitting greater mobility and a greater spatial range of intracaste relations for those at the top of the scale than for those at the bottom. The larger and more inclusive the territorial unit in which members of a caste can move, the higher the rank of that caste" (Miller, 1954 : 410).

entre princes. Ces derniers étaient relativement moins mobiles et devaient rester cantonnés à leur chefferie. Quant aux Intouchables, leur territoire était si segmenté qu'on pouvait noter par exemple des différences entre les ornements portés par leurs femmes d'un village à l'autre (Miller, 1954 : 416). L'administration britannique et le développement des communications ont rendu les anciennes frontières poreuses, ce qui a permis aux castes de s'organiser sur des territoires plus vastes et de gagner ainsi en unité et en uniformité.

b. Brahmanes et autres castes lettrées : mobilité du capital symbolique

Si les Brahmanes sont les premiers à avoir profité des nouvelles conditions offertes par la colonisation britannique, leur organisation de caste sur de vastes territoires est antérieure à celle-ci. Dans le cas des Brahmanes Saraswat étudiés par Frank Conlon (1977), l'allégeance spirituelle à un *guru* dépassait largement les frontières du royaume. Sous l'Empire britannique, leur migration vers les villes pour accéder à l'éducation de langue anglaise et aux emplois administratifs a été facilitée par les liens forts qui unissaient déjà la caste⁶⁶. Toutefois, un fossé s'est creusé entre les membres de la caste vivant en ville et ceux restés dans les villages du fait de leur dispersion géographique croissante : « Les limites territoriales [de la caste] s'étiraient jusqu'à atteindre ce qui semblait être un point de rupture » (idem : 167). En réalité, les associations de caste, notamment à Bombay, ont permis aux Saraswat pauvres de tenter également leur chance en ville grâce à un système d'entraide. Le lien spirituel continuait également d'être fort, et c'est là l'une des spécificités des Brahmanes qui, même immigrants, conservent leur statut de caste supérieure⁶⁷.

Différents groupes de caste possèdent différents types de capital, se prêtant plus ou moins bien à la mobilité. Le capital symbolique des Brahmanes se déplace bien et ne semble pas avoir été affecté par la migration. De même, les Kayasth, caste lettrée de scribes, ont pu grâce à leur capital intellectuel migrer depuis le nord de l'Inde vers des villes comme Hyderabad, où leur maîtrise de l'ourdou et du persan a facilité leur intégration dans les services administratifs du Nizam (Leonard, 1994). Pour les castes agraires, en revanche, leur capital foncier devait être converti, du moins en partie, en un autre type de capital en cas de

⁶⁶ “*The urban migrant members of the caste had relied upon their caste ties for finding employment, housing and fellowship in the cities*” (Conlon, 1977 : 11).

⁶⁷ “*It was a spiritual link which served to confirm the caste's brahmanical status – an important consideration for an immigrant community*” (ibid. : 214).

migration vers les villes. Le capital financier des castes marchandes a quant à lui tendance à fructifier à mesure que celles-ci étendent leur territoire.

c. Castes marchandes : organisation en réseaux

David Rudner (1995) refuse de réserver aux Brahmanes le terme de capital symbolique qu'il définit, d'après Bourdieu, comme ce qui permet à différentes castes d'accomplir diverses fins en investissant socialement dans des stratégies matrimoniales, des pratiques religieuses, ou encore dans l'action politique⁶⁸. Selon cette définition, c'est l'appartenance même à une caste, quelle qu'elle soit, qui constitue un capital symbolique, même si l'auteur s'attache à montrer la spécificité des « investissements sociaux » réalisés par la caste marchande qu'il étudie, celle des Nattukottai Chettiar⁶⁹. Principalement banquiers à l'époque coloniale, les Chettiar ne se sont pas contentés d'investir dans la finance pour se hisser au rang qu'ils ont atteint : « Leur capital symbolique consistait non seulement dans leurs instruments financiers mais dans les relations et les institutions sociales qu'ils symbolisaient » (Rudner, 1995 : 235). Ils ont en effet investi dans des œuvres philanthropiques en faisant de larges dons à des temples et à des écoles de leur région. Ces investissements sociaux étaient toujours réalisés dans leur territoire d'origine, en pays tamoul, dans la région qui porte leur nom, le Chettinad, alors même qu'un grand nombre d'entre eux avait migré vers l'Asie du Sud-Est pour mener à bien leurs affaires. Ces transferts financiers ont permis aux Chettiar de maintenir leur dominance sur leur territoire ancestral, et, contrairement aux castes dominantes traditionnelles, d'exercer un contrôle fondé sur des ressources détachées de la production agricole et de la puissance militaire.

Rudner prend non seulement en compte la territorialité propre de la caste marchande qu'il étudie, mais la compare à celle d'autres castes en mettant en parallèle l'organisation spatiale,

⁶⁸ “The notion that people invest in caste identities of different sorts in order to accomplish different ends can be usefully employed for understanding various caste formations, ranging from dominant agrarian castes mobilized for non-Western forms of political organization such as the Pudukottai Kallar, to castes specialized around artisanal production and marketing such as the Kaikkolar, to castes organized around both banking and territorial dominance such as the Nakarattar. Caste, in short, represents a differentiated form of ‘symbolic capital’ (Bourdieu 1977), available for different uses by members of different castes” (Rudner, 1995 : 213).

⁶⁹ “I argue that all these ‘social investments’ contrast in interesting ways with social investments by nonmercantile castes” (ibid. : 213).

sociale et religieuse de la caste agraire des Gounder, étudiée par Brenda Beck, et celle des Kallar de tradition martiale, étudiée par Dirks.

Tableau 1 : Organisation spatiale, sociale et religieuse des Gounder (d'après Beck, 1972)

Spatiale	Sociale	Religieuse
<i>Natu</i> (région politique)		
<i>Natu</i> (unité administrative/cérémonielle)	<i>Jati</i>	
<i>Gramam</i> (village)	Sous- <i>jati</i>	Temple de sous-caste
<i>Ur</i> (hameau)	Clan	Temple de clan
<i>Ur</i> (quartier)	Lignée	Temple de lignée
Voisinage	Groupe local participant aux cérémonies funéraires quelle que soit la parenté ou la caste	<i>Nattukkal</i>
<i>Teru</i> (rue)	Groupe local participant aux cérémonies de mariage quelle que soit la parenté ou la caste	<i>Torunam</i>
Foyer	<i>Kutumpam</i>	Autel domestique

Source : Rudner (1995 : 222)

Tableau 2 : Organisation spatiale, sociale et religieuse des Kallar (d'après Dirks, 1983)

Spatiale	Sociale	Religieuse
« Petit royaume »	<i>Jati</i>	
<i>Natu</i> (unité territoriale) comprenant un nombre variable de villages	Sous- <i>jati</i>	<i>Nattu teyvam</i>
Sous- <i>natu</i> (un plus petit groupe de villages indexés sur les lignées)	<i>Kuppam</i> (un ensemble de lignées délimitées territorialement au sein desquelles le mariage est permis)	
	OU	
	<i>Teru</i> (une forme de <i>kuppam</i> contenant ou liée collatéralement à la lignée royale, et affichant un système d'interdictions de mariage)	
<i>Gramam</i> (village)	Lignée <i>pattappeyar</i> , <i>karai</i>	<i>Kula teyvam</i> , <i>grama teyvam</i>

Source : Rudner (1995 : 225)

Sans entrer dans le détail des termes tamouls, on peut constater une correspondance entre différents niveaux de territorialité, de parenté et de culte parmi les Gounder et les Kallar. Cette correspondance, que Rudner qualifie d' « isomorphisme », ne se retrouve pas chez les Chettiar : « Le territoire du Chettinad n'était pas divisé en microrégions sur lesquelles

différents clans exerçaient un contrôle » (idem : 220). En effet, chaque Chettiar était à la fois membre du culte de son clan et du culte de son village d'origine. Ce croisement a permis à la caste de transcender les divisions territoriales de ce que Burton Stein a appelé « l'Etat segmentaire », dans le contexte de l'Inde du Sud à l'époque médiévale (Stein, 1980).

La caste de tisserands tamouls appelée Kaikkoolar a également réussi à s'organiser au niveau supra-local afin de favoriser la commercialisation de sa production à l'échelle régionale. Mattison Mines oppose cette caste d'artisans-commerçants (« de main gauche⁷⁰ ») aux castes d'agriculteurs (« de main droite »), solidement ancrées dans des micro-territoires et encadrées par des liens serrés de culte et de parenté (Mines, 1984). Les tisserands quant à eux forment une population mobile, ayant même eu recours à des armées à l'époque médiévale pour protéger entrepôts et marchands itinérants. L'organisation politico-administrative des Kaikkoolar a permis d'insuffler un sentiment d'unité à des membres spatialement dispersés, d'abord grâce à une confédération de conseils territoriaux (le « système des 72 *nadu* »), dont l'origine remonte au X^e siècle, puis à l'association de caste créée sous l'administration britannique, et enfin grâce à des coopératives de tisserands regroupant plusieurs castes, mais dominées par les Kaikkoolar.

L'organisation territoriale des castes marchandes est donc ancienne, même si elle a pris par la suite des formes plus modernes. Il semble exister un lien spécifique entre le territoire et les communautés d'affaires (*business communities*). Dans le contexte des milieux marchands indiens (aussi appelés Vaishya ou Bania), le terme de communauté est souvent préféré à celui de caste car d'autres critères entrent en compte dans leur définition, comme la classe ou encore l'appartenance régionale⁷¹. Les Marwari regroupent par exemple différentes castes telles que les Aggarwal, les Maheshwari, les Oswal, les Khandelwal et les Porwal (Timberg, 1978). Ce qui unit ces castes est leur origine géographique commune, dont la communauté tire son nom (la région du Marwar au Rajasthan), et leur statut de classe d'entrepreneurs et industriels. Elles ont aussi en commun la pratique du jaïnisme pour une grande partie d'entre

⁷⁰ L'opposition des castes dites « de main gauche » (*idangai*) et celles dites « de main droite » (*valangai*) est propre au pays tamoul et n'existe guère plus aujourd'hui. Mattison Mines réfute la thèse selon laquelle les castes de main droite relèveraient d'un modèle kshatriya et celles de main gauche d'un modèle brahmane. A la suite de Brenda Beck et de Burton Stein, il montre que cette opposition est également basée sur un substrat socio-économique (Mines, 1984).

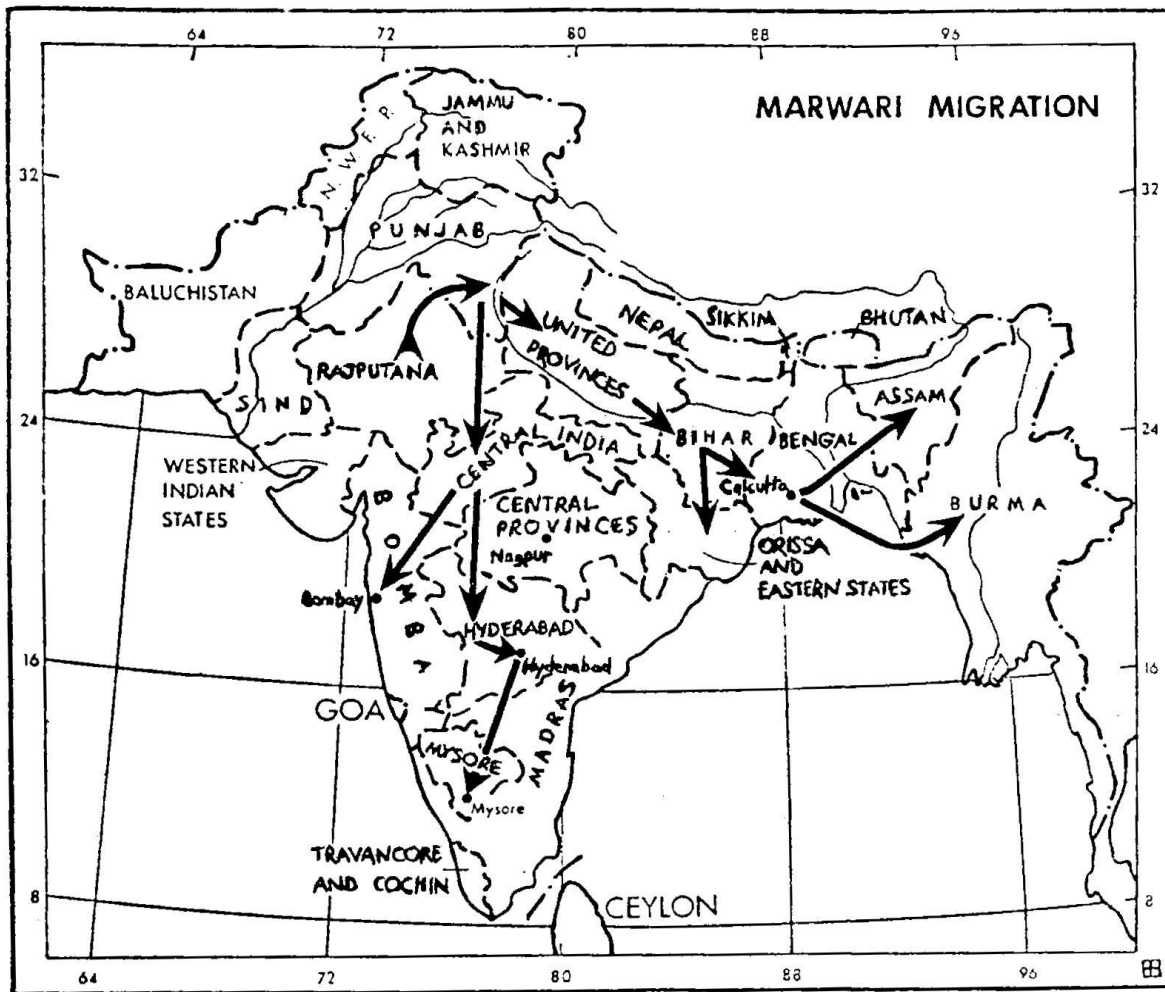
⁷¹ De manière générale, le terme de communauté est souvent utilisé en Inde comme euphémisme pour la caste.

elles. Le concept de communauté prend donc en compte non seulement la caste, mais l'appartenance religieuse, territoriale et de classe.

Dans son étude théorique des communautés d'affaires indiennes, N.R. Sheth propose de reprendre une définition classique de la communauté comme « système social territorialement délimité, ou ensemble de sous-systèmes interconnectés et intégrés (économiques, politiques, psychologiques, religieux, éthiques, éducatifs, juridiques), servant la population qui en fait partie, ainsi que la culture matérielle ou le cadre physique à travers lesquels les sous-systèmes opèrent »⁷². Si l'origine géographique d'une communauté est « territorialement délimitée », rien n'empêche que ses membres se dispersent par la suite tout en conservant leur appartenance communautaire. C'est le cas notamment des Marwari qui, bien loin de se cantonner à leur région d'origine au Rajasthan, forment une véritable « diaspora » à travers toute l'Inde. Dès la période coloniale, leurs trajectoires migratoires couvraient déjà la majeure partie du territoire national.

⁷² Sills D. (éd.), 1968, *International Encyclopaedia of Social Sciences*.

Carte 3 : Migrations marwari à l'époque coloniale



Source : Timberg (1978 : 86)

L'origine de cette migration remonte à la période moghole, lorsque le Marwar se situait à la croisée des principales routes du commerce caravanier. La colonisation britannique a ensuite déplacé le centre de gravité de l'activité commerciale vers les grandes villes portuaires telles que Calcutta et Bombay, poussant ainsi les entrepreneurs marwari à s'y établir. De simples marchands et spéculateurs sur l'opium et le coton, les Marwari se sont progressivement érigés en classe d'industriels capitalistes, investissant notamment dans l'industrie du jute et du textile. Ce passage du commerce à l'industrie leur a permis de s'émanciper peu à peu de la tutelle coloniale, ce qui allait de pair avec leur engagement croissant dans le mouvement nationaliste, financé notamment par de grandes familles comme les Birla. De « compradors », les Marwari sont donc devenus les représentants d'une bourgeoisie nationale indépendante (Markovits, 1977 ; Timberg, 1978).

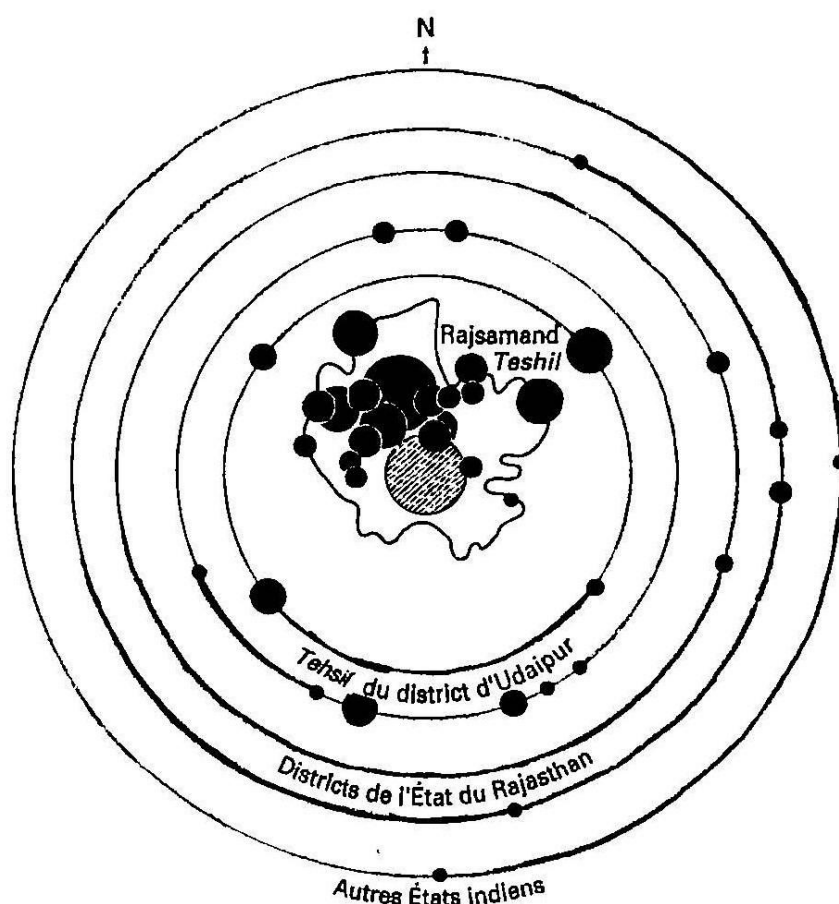
Au sein de cette communauté, les Maheshwari aiment à affirmer qu'ils forment une « caste panindienne », et expriment ainsi leur « fierté d'évoluer dans un espace étendu et de gérer des relations à grande distance, faisant ainsi preuve d'une aptitude qui a favorisé leur prospérité économique » (Pache Hubert, 2002 : 50). Dans leur cas, le lien entre expansion spatiale et expansion économique est très net, notamment grâce à leur capacité à s'organiser en réseaux. Si la dispersion géographique prouve le dynamisme commercial des Maheshwari, elle représente également un risque d'affaiblissement de leurs liens communautaires. C'est pourquoi les membres de la caste ont développé un tissu associatif calqué sur les structures administratives indiennes et qui existe au niveau des villes, des districts, des Etats et du pays tout entier. Véronique Pache Hubert insiste sur leur maîtrise de l'espace et sur leur ancrage dans leur lieu d'origine comme dans leur lieu de résidence (idem).

Philippe Cadène prend également note de ce double ancrage à propos des commerçants jaïns de Rajsamand, une petite ville du Rajasthan, alors qu'un grand nombre d'entre eux a émigré à Bombay.

[Cette] communauté [est] inscrite dans deux systèmes territoriaux différents. Le premier système est celui de l'espace vécu (Frémont, 1976). C'est le territoire de la vie matérielle, organisé par les réseaux migratoires (...). Rajsamand y apparaît directement lié aux grandes cités du Gujarat et de Bombay où les jaïns de cette localité sont nombreux à s'établir. Le second système territorial est celui de l'espace des représentations (Paul-Lévy et Segaud, 1983). Il est le territoire de l'identité des membres de la communauté jaïn de Rajsamand, quel que soit le lieu où se déroule leur existence (Cadène, 1993 : 460-1).

Même émigrés, les membres de cette communauté continuent à se définir par rapport à leur région d'origine, dont ils parlent toujours le dialecte, dont ils vénèrent les divinités, et où ils retournent pour se marier et marier leurs enfants.

Schéma 1 : Lieux d'origine des belles-filles des chefs de famille jain



Source : Cadène (1993 : 457)

Cadène insiste sur l'importance du territoire, parallèlement aux réseaux de parenté et de crédit, pour comprendre le fonctionnement des communautés d'affaires (Cadène et Vidal, 1997). Les migrations marchandes constituent une catégorie à part, qui nécessite la prise en compte d'un ensemble de facteurs et de modalités propres, et invite à s'interroger sur le devenir des milieux d'origine tout autant que des milieux d'accueil. Par exemple, le départ des marchands jains a conduit à la disparition des bazars villageois dans de nombreuses localités du Rajasthan, celles-ci se trouvant désormais intégrées dans un système territorial plus vaste où la ville la plus proche devient le centre d'une nouvelle identité régionale à laquelle se réfèrent les membres émigrés de la communauté (Sharma, 1997).

Ce n'est sans doute pas un hasard si les communautés marchandes étudiées sont souvent originaires du Rajasthan et de religion jain. Selon les modèles migratoires classiques, les zones de départ offrent moins d'opportunités que les zones d'arrivée, et en cela les flux

observés à partir du Rajasthan ne dérogent pas à la règle. Il s'agit en effet d'une région relativement pauvre, où l'aridité du climat n'a pas permis de réel développement agricole. Même si l'agriculture y était prospère, les jaïns ne pratiquent pas cette activité pour des raisons religieuses : il leur est interdit de porter atteinte à toute forme de vie, y compris celle des insectes vivant dans la terre. Pour Weber, les jaïns sont une exception dans le paysage social hindou qu'il considère comme peu favorable au développement du capitalisme. Il parle du jaïnisme comme d'une « confession entretenant une relation positive avec le rationalisme économique, un phénomène manifestement tout à fait étranger par ailleurs à l'hindouisme » (Weber, 2003a : 329). Il trace un parallèle entre le jaïnisme et le protestantisme qui, en Occident, a favorisé l'apparition de l'« esprit du capitalisme » (Weber, 2003b). On trouve en effet dans les deux confessions des formes d'ascèse intramondaine favorables à l'épargne et à l'investissement : « La 'contrainte ascétique d'épargne' que l'on connaît dans l'histoire économique du puritanisme s'exerçait également chez eux [les jaïns] : ils valorisaient la fortune accumulée comme un capital d'investissement, et non comme un capital d'usage ou comme une source de rentes » (Weber, 2003a : 340-1).

La thèse de Weber selon laquelle les préoccupations « extramondaines » de l'hindouisme et le traditionalisme « irrationnel » du système des castes ont constitué des obstacles au développement du capitalisme en Inde a suscité de nombreuses critiques (Singer, 1961 ; Munshi, 1988). Il a été démontré au contraire que des institutions aussi traditionnelles que la caste et la famille étendue ont parfois pu aider des entrepreneurs à se hisser au rang d'industriels modernes (Gillion, 1968). En outre, la fameuse « exception » jaïn n'en est pas vraiment une puisqu'on note des comportements économiques similaires parmi des communautés d'hommes d'affaires indiens de confessions différentes (Timberg, 1978). Toutefois, d'après David Gellner, ces critiques sont souvent dues à des « erreurs d'interprétation » de la thèse de Weber (Gellner, 1982). Comme le soulignent par ailleurs Isabelle Kalinowski et Roland Lardinois dans leur introduction à l'ouvrage de Weber *Hindouisme et bouddhisme*, il est paradoxal de voir des auteurs critiques du colonialisme attachés à démontrer la présence en Inde d'un capitalisme endogène et par là même « revendiquer la reconnaissance du rôle actif des anciens pays colonisés dans l'invention du système économique que la colonisation avait pour fonction de servir ». Cette démarche est qualifiée d'« absurde » dans la mesure où « le capitalisme, tel que Weber le décrit, est avant tout un formidable système d'exploitation ; le problème est d'en saisir les mécanismes, en

retraçant la mise en place de l'engrenage qui l'a porté à une emprise toujours plus étendue, et non d'entreprendre à son sujet une action en recherche de paternité » (Kalinowski, Lardinois, 2003 : 7).

En Inde, le commerce n'est pas le monopole des Vaishya, même s'il s'agit de leur activité traditionnelle. Des castes non marchandes ont également réussi à prospérer en se lançant dans le commerce, alors qu'elles exerçaient auparavant de tout autres activités. C'est le cas notamment des Nadar, une caste de malafoutiers (*toddy-tappers*) dont l'activité traditionnelle est la récolte du suc de palme pour en faire de la liqueur. Il s'agissait d'une des plus basses castes du Tamil Nadu, située juste au-dessus des Intouchables, jusqu'à ce que ses membres réussissent à s'imposer, pour un grand nombre d'entre eux, comme des hommes d'affaires dynamiques. Plusieurs facteurs expliquent cette mobilité sociale, depuis les missionnaires chrétiens ayant favorisé leur accès à l'éducation, jusqu'à leur solide organisation en associations de caste. Dans l'étude que Robert Hardgrave leur consacre, le facteur territorial n'est pas oublié. Les Nadar possèdent en effet une ressource rare parmi les basses castes : un territoire propre. Même s'il s'agit de « terres désolées »⁷³ à l'extrême sud du Tamil Nadu, où seuls poussent les palmiers, les Nadar n'ont pas eu à y subir l'oppression des hautes castes, absentes de ces lieux. La « *pax britannica* », en assurant la sécurité des routes, a ensuite encouragé les membres entrepreneurs de la communauté à se lancer dans le commerce et à migrer vers les villes. Les Nadar restés au village ont profité de ces liens « horizontaux », étendus sur un vaste territoire, pour s'élever socialement à leur tour (Hardgrave, 2006).

d. Castes agraires dominantes : appropriation du territoire

Les castes agraires dominantes ont elles aussi largement investi leurs surplus agricoles non seulement dans le commerce mais dans l'industrie, notamment agro-alimentaire. Les raffineries sucrières représentent par exemple un secteur d'investissement privilégié pour les producteurs de canne. Le Maharashtra est connu pour avoir favorisé l'émergence de véritables « barons du sucre », appartenant à la caste dominante des Marathes pour leur grande majorité, et organisés en puissantes coopératives (Chithelen, 1981 et 1985 ; Jadhav, 2011). Le contrôle de celles-ci a permis aux Marathes de s'imposer comme les « maîtres » du territoire de la

⁷³ « *The desolate land of the teris seems more probable as their place of origin as well as the region of their greatest concentration. Here among the palmyras with which the community has been traditionally associated are the family temples, sites of the ancestral villages of the Nadars* » (Hardgrave, 2006 : 21).

canne, dans les zones irriguées de l'ouest du Maharashtra, grâce à leur position d'employeurs et à leur pouvoir de patronage⁷⁴. Leur ascension politique ne s'est pas limitée à l'échelle du district, mais s'est étendue à l'Etat tout entier. De nombreux ministres du Maharashtra ont utilisé les coopératives sucrières comme des fiefs personnels pour asseoir une « dominance à trois volets, fondée sur la caste (Marathes), la classe (paysannerie riche), et le parti (Congrès) » (Kamat, 1980 : 1673). Les Marathes rassemblent tous les critères de la caste dominante : le nombre (ils constituent près d'un tiers de la population du Maharashtra), le pouvoir économique et politique, le statut rituel élevé et « l'image de soi comme chef » (Mandelbaum, cité par Dahiwalé, 1995 : 336). Ces deux derniers critères sont largement assumés par les Marathes, dans la mesure où ils prétendent au statut de Kshatriya et s'enorgueillissent d'appartenir à la même caste que le prince-guerrier Shivaji qui fonda un royaume marathe indépendant au XVII^e siècle (Gordon, 1993 ; Deshpande, 2007).

Les Patidar du Gujarat ont eux aussi bénéficié de l'essor de la canne à sucre dans leur région à partir des années 1960. Selon Jan Breman, la culture de la canne a non seulement renforcé leur situation matérielle, mais les a libérés du travail manuel, puisque la coupe est réalisée exclusivement par des travailleurs saisonniers. Ils ont alors pu se concentrer sur le contrôle des coopératives sucrières, « gérées par eux et pour eux » (Breman, 1978 : 1323). Comme les Marathes à l'ouest du Maharashtra, les Patidar ont tendance à considérer la plaine de Surat, où ils sont dominants, « comme leur domaine privé » (idem : 1358). Breman accorde une importance particulière au territoire, dans la mesure où il s'intéresse à la « dominance régionale » des Patidar : « Lorsque le district de Surat fut créé, les aspirations des membres de la caste agraire la plus nombreuse ne furent pas difficiles à comprendre ; ils parvenaient enfin à donner un contenu territorial à leur influence sociale et à leur contrôle croissants » (Breman, 1985 : 79). Il est intéressant de noter que le territoire est ici traité comme un « contenu » en soi, et non, à la manière de Dumont, comme un simple « contenant ». Même s'ils ne représentent que 12 % de la population, les Patidar sont physiquement présents et s'affichent délibérément dans tous les lieux-clés de leur territoire.

On les rencontre avec une fréquence remarquable le long de la route, aux arrêts de bus, dans les magasins et les administrations des principales villes du *taluk*. Les membres de cette minorité

⁷⁴ « *Apart from control over large finances, their ability to grant employment, to provide development opportunities to peasants in the neighbourhood, then again their power of patronage are all factors that have enabled these rich peasants to become virtual masters of the countryside where they operate* » (Chithelen, 1981 : 59).

ont l'habitude de bien faire remarquer leur présence et d'exprimer leur « plus-value » par des mots et des gestes emphatiques, mais ils gouvernent aussi formellement la vie publique dans toute la région. Les commerces et les coopératives agricoles portent leur nom de caste ; les postes officiels au sein des divers partis politiques sont entre leurs mains, et ils prennent les décisions dans les écoles ainsi que dans les associations socioculturelles. Le cœur du district de Surat est à tous points de vue la terre des Patidar (Bremar, 1985 : 82).

Bremar explique ensuite comment les Patidar se sont approprié ce territoire, autrefois peuplé de tribaux. Il s'agit selon lui d'une véritable entreprise de colonisation agricole ayant dépossédé de leurs terres les populations indigènes⁷⁵. L'auteur voit dans cette appropriation territoriale une caractéristique propre aux castes agraires dominantes, indépendamment du modèle dont elles se réclament (brahmanique, kshatriya, ou vaishya).

Toute caste dominante est caractérisée par un certain nombre de traits en-dehors de ceux appartenant au modèle de caste spécifique auquel ses membres adhèrent. Parmi ceux-ci je considère avant tout comme fondamental un principe territorial, c'est-à-dire la tendance à appréhender son espace de vie comme un domaine personnel, et à ignorer les prétentions d'autrui sur ce territoire, même si celles-ci ne peuvent être réfutées. L'insistance sur l'autonomie qui découle de cela s'exprime aussi socialement par le refus de se soumettre aux autres et, inversement, par le désir de réduire les autres à la soumission (idem : 108).

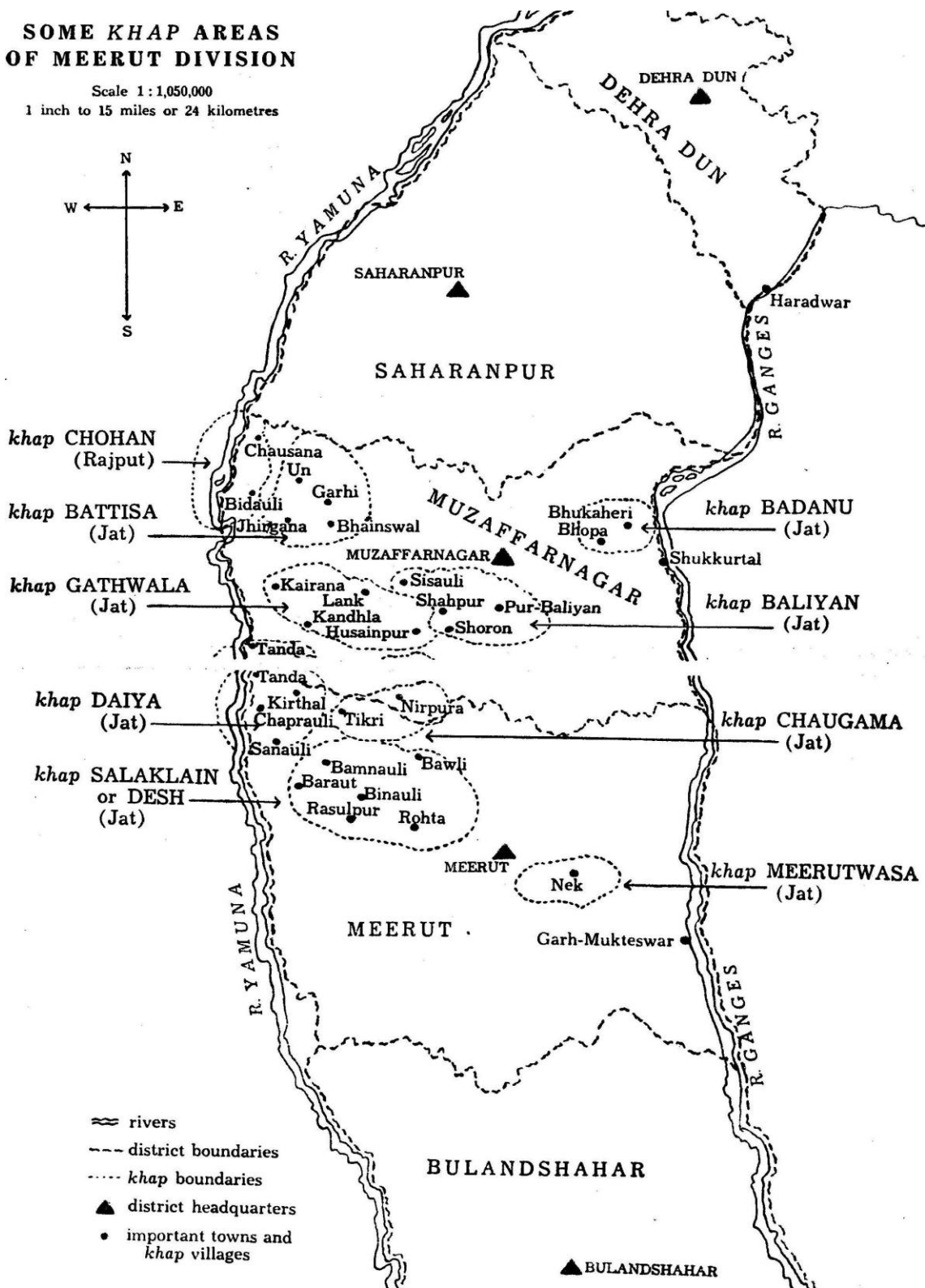
Il en est de même des Jat, caste dominante du Punjab mais dont l'expansion territoriale couvre une grande partie de l'Uttar Pradesh, où « les villages conquis ou colonisés par eux furent organisés en conseils de clan, dont l'aire de juridiction était appelée *khap* » (Pradhan, 1966 : 96).

⁷⁵ “*This formulation creates the erroneous impression that a more or less empty territory was opened up by the colonists. What in fact happened was that the tribals living here lost increasingly more land, beginning with the best of it, to the invading members of the higher castes. In this way the process of colonization that was still forging ahead around the turn of the century took shape*” (Bremar, 1985 : 86-7).

Carte 4 : Aires de juridiction des conseils de clan jat dans la division de Meerut

**SOME KHAP AREAS
OF MEERUT DIVISION**

Scale 1 : 1,050,000
1 inch to 15 miles or 24 kilometres



Source : Pradhan (1966)

Chaque *khap*, ou territoire d'un clan Jat, comprend plusieurs villages contigus. Le chef du clan n'a aucun droit de propriété individuel sur ce territoire : « Le pouvoir politique est entre les mains du conseil de clan, dont il n'est que le président » (idem : 5). L'immense majorité des terres étant possédée par les membres du clan, celui-ci donne son nom au *khap*. Cela ne veut pas dire que le *khap* soit peuplé exclusivement de Jat, mais les autres castes étaient traditionnellement sous la juridiction du clan jat dominant, à qui elles devaient s'adresser pour régler leurs différends. Là encore, l'appropriation d'un territoire par une caste dominante semble passer par la soumission des autres castes, bien qu'antérieures à elle sur ce territoire.

Une étude plus récente des Jat, celle réalisée par le géographe Craig Jeffrey dans le district de Meerut en Uttar Pradesh, tente d'analyser ces relations de contrôle et de subordination d'un point de vue territorial, en mettant au jour les mécanismes de domination fondés sur des « réseaux de pouvoir qui relient le monde rural au monde urbain » (Jeffrey, 2001 : 228).

Les organisations de caste formelles offrent aux Jat un moyen d'étendre et de consolider leur contrôle sur l'espace (...). Ce pouvoir s'exprime et se renforce grâce aux « bonnes relations » qu'ils cultivent avec des contacts-clés dans les grandes villes et cités voisines. Je fais référence ici aux traits essentiels de ces réseaux sociaux comme moyen de comprendre le rôle de la caste dans la structuration de l'accès aux administrations du gouvernement local, et dans le but de souligner la connexion qui existe entre capital social, pratique spatiale et subordination des ruraux pauvres (idem).

Tandis que Jeffrey déplore que la géographie ne se soit pas assez intéressée à la caste⁷⁶, on pourrait déplorer à l'inverse que les études sur la caste ne se soient pas assez intéressées à la géographie, même si la recension effectuée montre que plusieurs auteurs ont intégré de manière fructueuse la dimension territoriale de leurs travaux. Celle-ci est en réalité mieux prise en compte dans les études de caste que dans les études de village, ces dernières se limitant à l'échelle locale et réduisant souvent le territoire à un simple cadre spatial. Le fait d'avoir classifié les monographies en fonction du type de caste étudiée permet de constater qu'il existe un lien intrinsèque entre caste dominante et territoire, fondé sur l'appropriation. L'emprise socio-spatiale de la caste dominante sur un territoire donné et la manière dont ce phénomène peut être appréhendé par la géographie sociale est l'objet du second chapitre.

⁷⁶ “Although recent geography has shown an interest in forms of social difference and how they are practised, there has been very limited discussion of caste” (Jeffrey, 2001: 218).

Chapitre 2

Territorialité de la caste dominante : les apports de la géographie sociale

Il est apparu dans le chapitre précédent que la question territoriale, rarement abordée de front dans les études portant sur la caste, est considérée en quelque sorte comme une évidence qui ne mérite pas d'être examinée, encore moins conceptualisée. Si la géographie est parfois perçue, de manière réductrice, comme une science qui s'applique à spatialiser les phénomènes qu'elle étudie, il est facile de lui opposer le fait que tout est spatial et que la prise en compte de l'espace ne saurait constituer l'apport spécifique d'une discipline. On ne peut en dire de même du territoire qui est « une forme objectivée et consciente de l'espace » (Brunet, 1990 : 35), et non un donné immédiat.

Même parmi les géographes, l'élaboration du concept ne date que des années 1980, à la suite notamment de la thèse de Jean-Paul Ferrier, *La géographie, ça sert d'abord à parler du territoire*, où le territoire est « pensé comme système de signes révélateurs de l'articulation nature/culture inséparable de notre existence concrète » (Ferrier, 1984 : 21). Auparavant, le mot était surtout utilisé dans son sens politico-administratif pour évoquer l'idée de domination et de gestion d'un espace par une puissance, souvent étatique, cherchant à asseoir son autorité et à établir la légitimité de ce contrôle. Une filiation issue de l'éthologie animale a pu également assimiler le territoire à l'aire d'extension d'un groupe ou d'un clan. De là, on glisse facilement vers la définition du territoire comme espace approprié, la plus courante en géographie, même si elle a aussi fait l'objet de critiques (Lévy, 2003).

Parler de la spatialité des castes se réduit souvent à évoquer leur répartition régionale (Schwartzberg, 2007). Etudier leur territorialité, en revanche, exige de se pencher sur la relation qu'elles entretiennent avec un ou des territoires comme supports d'identités collectives. Avec l'idée d'appropriation, la notion d'identité est celle que l'on retrouve le plus souvent dans les définitions du territoire et de la territorialité élaborées par les géographes. Celle de Guy Di Méo, reprise en introduction de cette thèse, allie particulièrement bien ces deux dimensions. Le sentiment d'appartenance contient en lui-même cette double signification de possession et d'identification, le territoire étant perçu comme un espace qui

nous appartient et auquel on appartient. L'objet de ce chapitre est d'analyser le rapport existant entre dominance et territoire du point de vue de la géographie sociale, en montrant que la territorialité de la caste dominante est intimement liée aux notions de contrôle et de pouvoir.

I. La caste dominante se définit par rapport au territoire

1. *Une filiation africaine*

J'ai utilisé le terme « caste dominante » pour la première fois dans mon essai « Système social d'un village du Mysore », et il est probable que j'aie été influencé inconsciemment par les références au clan dominant et au lignage dominant dans la littérature anthropologique contemporaine sur l'Afrique (Srinivas, 1967 : 159).

Dumont note également cette filiation et reconnaît sa dette vis-à-vis de Srinivas qui est le premier en Inde à avoir introduit le concept, « emprunté à l'anthropologie de l'Afrique ('lignée dominante' dans un groupe territorial) » (Dumont, 1979 : 205). Dans le contexte africain, il y a souvent un lien très fort entre le lignage dominant et la terre puisque non seulement les dominants sont les descendants de l'ancêtre fondateur du village, mais ils en sont également les « propriétaires » (Kuyu, 2005 : 138). Dans son ouvrage sur les Nuer, Evans-Pritchard rappelle le « principe territorial » à l'origine des conflits tribaux, même si ceux-ci prennent la forme d'oppositions entre lignages :

Ces affaires entre sections tribales et les conflits qui en résultent se fondent sans doute sur un principe territorial, mais on les représente souvent en fonction des lignages, puisqu'il existe une relation étroite entre les segments territoriaux et les segments lignagers : les Nuer ont l'habitude d'exprimer leurs obligations sociales dans l'idiome de la parenté (Evans-Pritchard, 1994 : 169).

Dans sa préface à cet ouvrage, Dumont explique que chez les Nuer, « le système politique, étant système de groupes territoriaux, est encore en rapport étroit avec le milieu, tandis que le système des lignées n'a plus avec lui qu'un rapport indirect » (idem : v). Selon Evans-Pritchard, « un territoire commun et distinct » est un attribut essentiel pour définir une tribu, à l'intérieur de laquelle on trouve généralement un clan dominant, sachant que le « rapport entre la structure lignagère de ce clan et le système territorial de la tribu est d'une grande importance structurale » (ibid. : 147). Une tribu ou une ethnie, terme préféré aujourd'hui car

moins connoté⁷⁷, est composée de plusieurs lignages reconnaissant un « ancêtre mythique commun ». Chaque lignage quant à lui désigne le « groupe descendant du même ancêtre connu ». Le terme de « clan »⁷⁸ est parfois utilisé comme synonyme (Coquery-Vidrovitch, 1981 : 437-8).

Si Evans-Pritchard accorde une grande importance au « système territorial »⁷⁹, on retrouve toutefois chez certains africanistes l'idée dumontienne selon laquelle la parenté prime sur le territoire. Selon Marc Augé, « c'est le système de la parenté qui apparaît comme le principe, le modèle et le langage de la plupart des relations de dépendance » (Augé, 1969 : 462). Pour d'autres, le territoire est un concept flou à cause du manque de fixité de ses frontières :

Fondées sur la famille, les relations lignagères reposent sur les hommes, non sur la terre. L'élasticité du territoire est fonction des dimensions lignagères, les limites en sont floues et changeantes, variant au gré des déplacements ou des fluctuations démographiques (...). Si les colonisateurs ont cherché à figer sur le terrain un échiquier de « cantons » et de « tribus » (...), il en résulte d'inextricables contradictions encore aujourd'hui suscitées sur le terrain entre la volonté territoriale et la réalité lignagère (Coquery-Vidrovitch, 1981 : 438-9).

La notion même de « village » a, selon l'auteure, un « caractère approximatif » en Afrique précoloniale, et elle lui préfère l'expression « unité rurale de production » (idem : 434). Elle trace d'ailleurs un parallèle intéressant entre la manière dont les colons européens ont mythifié la communauté villageoise en Afrique et en Inde.

D'aucuns poussent le parallèle encore plus loin en comparant le comportement de certains lignages endogames africains à celui des castes, du fait de leur « étanchéité »⁸⁰. C'est le cas

⁷⁷ « L'ensemble des lignages constitue l'ethnie, dont l'identité culturelle est affirmée par la reconnaissance d'un ancêtre mythique commun, et se traduit par une forte communauté linguistique. Le terme synonyme tribu a pris une connotation péjorative en Afrique noire, en raison de son utilisation abusive à l'époque coloniale qui le fait rejeter par la plupart des chercheurs contemporains » (Coquery-Vidrovitch, 1981 : 438).

⁷⁸ Un clan est un lignage maximal, c'est-à-dire « le plus étendu des groupes d'agnats ». Autrement dit, « un clan est un système de lignages, et un lignage est un segment généalogique d'un clan » (Evans-Pritchard, 1994 : 221).

⁷⁹ « A mon avis, le système territorial est toujours la variable dominante dans son rapport avec les autres systèmes sociaux » (Evans-Pritchard, 1994 : 299).

⁸⁰ « Les groupes sociaux : Foula libres, artisans, serviteurs, autochtones conquis, méritent le nom de castes à cause de leur étanchéité, qui n'exclut pas néanmoins un réseau complexe de relations et d'échange de services. C'est en effet sa filiation héréditaire et le statut politico-religieux acquis par

notamment des Peul du Fouta-Djallon dont les lignages sont non seulement endogames mais inégaux : « Ceux qui détiennent le commandement, leurs ancêtres ayant conquis les terres et dominé le pays, constituent les lignages dominants, autour desquels se sont rassemblés les autres groupes familiaux, plus faibles ou plus récemment arrivés sur les lieux » (Cantrelle et Dupire, 1964 : 537). A l'image de l'espace villageois indien, fragmenté en fonction de la caste, l'inégalité des lignages se retrouve dans la structure résidentielle qui « présente aussi un aspect segmentaire et hiérarchique » (idem : 539).

L'aspect territorial est essentiel pour comprendre la notion de lignage dominant. Quelle que soit l'échelle considérée, ce dernier est au centre d'une aire de pouvoir et rassemble autour de lui des lignages dépendants. Ce n'est pas pour rien qu'au Mali les principaux lignages « propriétaires » sont localement nommés « nombrils du village », alors que les lignages dépendants sont, selon l'expression peule, « accrochés » (Fay, 2000 : 133). Les chefferies lignagères sont « organisées autour de maîtrises-propriétés à la fois politiques et rituelles de territoires (agaires, pastoraux, halieutiques) » (idem : 128). Le concept de dominance ne contient pas seulement l'idée de centralité mais de contrôle des hommes et de la terre : « Les lignages 'propriétaires' traditionnels des territoires se mobilisent à la fois pour contrôler les allochtones et pour tirer profit de leur présence en les soumettant au versement de véritables 'rentes de situation' qu'ils s'approprient de façon de plus en plus privée » (ibid. : 130).

2. Un concept progressivement enrichi par Srinivas

Dans le contexte indien, le contrôle des hommes passe également par celui de la terre et la propriété foncière constitue le critère principal permettant de définir la caste dominante, même si la première définition proposée par Srinivas, citée en introduction, n'y fait pas explicitement allusion.

On peut dire d'une caste qu'elle est « dominante » lorsqu'elle dépasse en nombre les autres castes et qu'elle détient un pouvoir économique et politique prépondérant. Une caste numériquement importante et puissante a plus de chance d'être dominante si sa position dans la hiérarchie locale des castes n'est pas trop basse (Srinivas, 1955 : 18).

Le critère du nombre arrive ici en première position, alors qu'il s'agit sans doute de l'élément

son lignage qui détermine le rôle social de l'individu dans un système de clientèle où le principe de dépendance s'applique à tous les degrés de l'échelle sociale » (Cantrelle et Dupire, 1964 : 540).

le plus contestable, comme l'ont fait remarquer les critiques de Srinivas, dont les arguments seront passés en revue dans la suite du propos. Contentons-nous pour l'instant de rappeler que la pertinence de ce critère se limite à l'échelle locale. C'est d'abord dans le contexte villageois que Srinivas identifie la caste dominante. Le concept de dominance ne peut se comprendre sans référence à un territoire, celui-ci représentant à la fois un cadre d'analyse et un enjeu. Le contrôle territorial constitue en effet un attribut essentiel de la dominance et s'obtient grâce au « pouvoir économique et politique » de la caste qui l'exerce. D'après Srinivas, ce pouvoir dépasse rarement le cadre du village, c'est-à-dire qu'il est limité non seulement au milieu rural, mais à l'échelle locale. En ce sens, le « pouvoir économique » de la caste dominante fait référence avant tout à la possession de terres agricoles. Quant au « pouvoir politique », il s'agit du pouvoir de patronage et de représentation exercé au niveau des institutions du *panchayat* ou conseils de villages et de district. Le statut rituel de la caste dominante, énoncé en dernier car moins déterminant, se mesure lui aussi par rapport à une hiérarchie « locale ». C'est pourquoi les castes agraires appartenant à la catégorie shudra, selon le système panindien des *varna*, peuvent se retrouver en situation de dominance dans certains villages. Une position « pas trop basse » signifie que les Intouchables peuvent difficilement aspirer à la dominance mais qu'il n'est pas nécessaire d'être Brahmane ni « deux-fois né » pour être dominant⁸¹.

Juste avant d'énoncer cette définition, Srinivas fait allusion à l'ubiquité des castes dominantes, du moins en milieu rural, une affirmation qu'il module par la suite en précisant que si on ne les trouve pas partout, elles existent en tout cas « dans la plupart des régions de l'Inde »⁸². Il admet par ailleurs que le poids démographique d'une caste n'a pris de l'importance que depuis l'introduction du suffrage universel à l'Indépendance, puisque « traditionnellement, des castes numériquement faibles possédant des terres en milieu rural, ou détenant le pouvoir politique, ou héritières d'une tradition lettrée, pouvaient dominer la scène rurale » (Srinivas, 1962 : 90). Alors que dans la première définition l'ensemble des critères énumérés était nécessaire pour pouvoir parler de caste dominante (conjonction « et »),

⁸¹ “It need not be the highest caste in terms of traditional and conventional ranking of castes (...). Any caste may be the dominant caste in an area though I have not come across the Untouchables being dominant anywhere” (Srinivas, 1960 : 7).

⁸² “The concept of the dominant caste is important for understanding intercaste relations in any local area” (Srinivas, 1955 : 18).

“The concept of the dominant caste is crucial to the understanding of rural social life in most parts of India” (Srinivas, 1959 : 1).

il suffit ici que l'une ou l'autre condition soit vraie (disjonction « ou »). Cette contradiction n'est qu'apparente car la possession d'un attribut de la dominance aboutit fréquemment à l'acquisition des autres attributs : « Lorsqu'une caste avait le pouvoir politique, elle accumulait des richesses, surtout sous forme de propriété foncière, et inversement, quand elle avait la richesse, elle pouvait acquérir le pouvoir politique » (Srinivas, 1987 : 9). Même sur l'échelle rituelle, une certaine mobilité était permise, dans la mesure où « une caste numériquement importante et riche pourra s'élever dans la hiérarchie rituelle si elle sanscritise ses pratiques et son mode de vie » (Srinivas, 1959 : 3).

Toutefois, il ne suffit pas d'avoir une « tradition lettrée », comme les Brahmanes par exemple, pour être dominant : en milieu rural, la propriété foncière s'avère indispensable. De même, un statut rituel élevé ne saurait constituer l'unique attribut de la dominance, contrairement à ce que laisse entendre Srinivas⁸³, et que lui reproche Dumont comme on le verra plus loin. Pour illustrer ce point, M.S.A. Rao (1989) donne l'exemple des Brahmanes vivant dans les villages du Punjab et de l'Haryana, qui, à cause de leur position de tenanciers ou de petits propriétaires, doivent s'incliner politiquement devant les dominants jat ou rajput, alors que dans les villages du Tanjore au Tamil Nadu, leur statut de grands propriétaires fonciers leur confère une dominance politique⁸⁴. Inversement, « s'il est vrai que les Paysans n'occupent pas une position rituellement élevée, ils imposent le respect à tous les villageois, y compris les castes sacerdotales de Brahmanes et Lingayat » (Srinivas, 1959 : 2).

Dans l'essai consacré à « La caste dominante à Rampura », Srinivas (1959) introduit la notion de « dominance décisive » qui renvoie à la concentration de tous les attributs de la dominance entre les mains d'une seule et même caste⁸⁵. S'il manque aux Vokkaliga le statut rituel élevé, ils cumulent néanmoins « plus d'un élément de dominance » : le nombre, la propriété foncière, le pouvoir politique, et même l'éducation. Ce dernier critère, ainsi que les professions modernes auxquelles l'éducation occidentale donne accès, n'apparaissent pas

⁸³ “*The Brahmins and Lingayats in Rampura provide an instance of ritual dominance existing by itself, unaccompanied by the other forms of dominance*” (Srinivas, 1959 : 3).

⁸⁴ “*In Punjab and Haryana villages, the brahmins, although ritually superior to other castes, were small owner-cultivators or tenant cultivators. They were politically subservient to the jat, ahir or rajput castes. However, in Tanjore villages, where brahmins were mirasidars, they were politically dominant over the other castes in the village or region*” (Rao, 1989 : 31).

⁸⁵ “*When a caste enjoys all the elements of dominance, it may be said to be dominant in a decisive way*” (Srinivas, 1959 : 2).

dans la première définition de la caste dominante, mais constituent cependant des attributs que Srinivas considère « de plus en plus importants »⁸⁶. Très tôt conscients des nouvelles opportunités économiques offertes par l'instruction, les Brahmanes se sont défaits peu à peu de leurs terres pour migrer vers les villes. Dans les villages, « la pyramide rituelle fut par conséquent coupée à son sommet, laissant la hiérarchie sociale soutenue par les castes terriennes dominantes » (Frankel, 1989 : 9). Ces dernières ont accru leur dominance en rachetant les terres des Brahmanes. Pour elles, l'accès à l'éducation est allé de pair avec le maintien, voire l'agrandissement de leur patrimoine foncier, le départ vers les villes étant dans leur cas rarement définitif. On observe plutôt un « continuum entre forces rurales et urbaines », fondé sur les liens qui existent entre « patrons » de la caste dominante et hommes politiques pour qui, en échange de faveurs, les leaders ruraux constituent des viviers électoraux ou « banques de voix »⁸⁷.

Si le pouvoir de patronage de la caste dominante s'exprime traditionnellement par le règlement des conflits au village⁸⁸, cette fonction de justiciers fait souvent place à la force brute. A sa première définition, Srinivas ajoute comme facteurs de dominance « la promptitude à utiliser la violence pour promouvoir les objectifs du groupe » (Srinivas, 1992 : 64), ou encore « la capacité de rassembler un grand nombre d'hommes forts pour se battre, et une réputation d'agressivité », ce qui peut conduire les membres des castes non-dominantes à être « insultés, frappés, honteusement sous-payés, et leurs femmes exploitées sexuellement » (Srinivas, 1959 : 15). Ce sont surtout les Dalit qui subissent les exactions des dominants du fait de leur dépendance économique. Majoritairement sans terre, ils travaillent comme ouvriers pour les fermiers de la caste dominante, celle-ci étant le plus souvent « de tradition agricole » (Srinivas, 1992 : 64). C'est pourquoi la propriété foncière s'avère être un facteur fondamental que Srinivas place en première position lorsqu'il reformule sa définition : « Pour

⁸⁶ *“The above definition omits an element of dominance which is becoming increasingly important in rural India, namely, the number of educated persons in a caste and the occupations they pursue”* (idem : 1).

⁸⁷ *“The rural patrons are ‘vote banks’ for the politicians, and during elections they are approached for votes. In return, patrons expect favours – licences for buses and rice mills, and seats in medical and technological colleges for their kinsfolk. The existence of such links between patrons and politicians establishes a continuum between rural and urban forces”* (Srinivas, 1959 : 5-6).

⁸⁸ *“The leaders of the dominant caste not only settle disputes between members of different castes but are also frequently approached by non-dominant castes for the settlement of their internal, even domestic, disputes”* (idem : 15).

qu'une caste soit dominante, elle doit posséder une part substantielle de la terre arable disponible localement, être numériquement importante, et occuper une position élevée dans la hiérarchie locale » (Srinivas, 1967 : 10). Les autres attributs découlent de la possession de la terre car celle-ci confère non seulement un pouvoir économique, mais aussi politique, et constitue par ailleurs une source de prestige considérable. Elle dispense même la caste dominante de la force du nombre, puisqu'en cas de conflits violents les dominants peuvent recourir à des hommes de main, et lors des élections ils sont généralement en mesure de s'assurer les votes des basses castes qu'ils emploient dans leurs champs. Le contrôle des hommes passe donc bien par le contrôle de la terre, au sens restreint du terme, et du territoire au sens large.

L'échelle du territoire contrôlé par la caste dominante est variable. Srinivas reconnaît que « le concept de caste dominante, qui est né d'un travail de terrain intensif dans une petite communauté, semble important pour l'analyse de problèmes plus vastes et à un niveau plus élevé » (Srinivas, 1962 : 141). En effet, une caste peut dominer non seulement un village mais un groupe de villages, une région, un Etat, voire plusieurs Etats. Ce dernier cas est rare et se trouve surtout en Inde du Nord, avec notamment la dominance des Jat qui s'étend du Rajasthan à l'Uttar Pradesh, en passant par le Punjab. Il est peu commun également qu'une seule caste parvienne à dominer un Etat entier, mais « à partir du moment où la dominance s'étend au-delà d'un groupe de villages à une région, elle influence la politique de l'Etat » (Srinivas, 1962 : 90). C'est ainsi qu'on voit souvent deux castes rivales, dominantes dans leur région respective, s'affronter lors des élections législatives pour le contrôle du pouvoir à l'échelle de l'Etat (Vokkaliga et Lingayat au Karnataka, ou encore Reddy et Kamma en Andhra Pradesh). Avec le développement des communications et la migration vers les villes, il semble de plus en plus difficile de parler de dominance uniquement à l'échelle locale⁸⁹. Toutefois, le village reste une échelle d'analyse pertinente pour étudier la caste dominante, même lorsque celle-ci a désormais une influence régionale et qu'une grande partie de ses membres a migré. En effet, « une caste qui n'a plus qu'une famille ou deux dans un village mais qui jouit d'une dominance décisive dans la région comptera toujours localement du fait du réseau de connexions qui la rattache aux dominants avec qui elle a des liens de parenté » (Srinivas, 1967 : 11). Patrons ruraux et leaders régionaux de la caste ont souvent besoin les uns des autres. Loin d'être exclusives, dominances locale et régionale d'une même caste se

⁸⁹ « *No longer is dominance a purely local matter in rural India* » (Srinivas, 1967 : 11).

renforcent mutuellement.

Le passage de l'une à l'autre mérite cependant d'être examiné. Adrian Mayer se demande s'il est possible de simplement « prendre le concept de caste dominante villageoise et de l'appliquer tel quel à un ensemble régional plus vaste » (Mayer, 1958 : 416). Dans le village de Ramkheri qu'il étudie, les Rajput constituent sans aucun doute la « caste localement dominante », mais il n'est pas sûr pour autant qu'ils puissent être qualifiés de « caste régionalement dominante », puisqu'ils ne sont pas présents dans tous les villages de l'ancien Etat princier de Dewas Senior, aujourd'hui au Madhya Pradesh. En revanche, si l'on prend en compte les « castes alliées » des Rajput, c'est-à-dire le cluster de castes de statut équivalent, « on peut se demander s'ils [les Rajput] ne dominent pas la vie politique de quasiment tous les villages, soit directement, soit à travers leurs alliés » (idem : 418). Mayer conclut qu'il est difficile de trouver une caste dominante unique pour toute une région, même si cela peut exister dans d'autres parties de l'Inde. Il remet également en cause la valeur analytique du concept de dominance qui, pour lui, reste essentiellement descriptif. En réalité, si Mayer échoue à relier le pouvoir villageois à l'organisation politique de l'Etat, c'est justement à cause de sa définition limitée de la dominance comme pouvoir de fait (Stern, 1973 : 53). Enfin, il se demande dans quelle mesure la dominance d'individus particulièrement riches et puissants permet de qualifier l'ensemble du groupe auquel ils appartiennent de caste dominante⁹⁰. Ces critiques seront reprises par d'autres auteurs, les amenant parfois à douter de la valeur heuristique du concept.

3. Les critiques du concept

Si la notion de dominance telle qu'elle a été définie par Srinivas a trouvé un accueil largement favorable du fait de sa vaste portée et de son caractère applicable à de nombreuses castes de l'Inde, elle a également fait l'objet de critiques aux fondements variés. Dumont commence par reconnaître que « la notion de dominance, de caste dominante, représente l'acquisition la plus solide et utile des études d'anthropologie sociale dans l'Inde » (Dumont, 1979 : 202). Il

⁹⁰ *“The concept of dominant caste is a descriptive one: it groups together under one term the various fields in which a caste group is powerful in a village. It is a necessary concept, though it may be unsatisfactory from the point of view of analysis (for one cannot analyze ‘dominance’ as a whole but must deal with each sphere of power in turn). (...) Further, a concept is needed which covers the dominance of an entire caste group, not only of its key individuals”* (Mayer, 1958 : 425).

se réapproprie le concept pour l'appliquer à sa théorie de la hiérarchie fondée sur les *varna*. Pour lui, il est indispensable de maintenir une distinction entre les notions de statut et de dominance car la première relève du religieux et devrait être réservée aux Brahmanes, tandis que la seconde relève du profane et fait référence aux castes de type kshatriya qui exercent le pouvoir.

Il y a un point où on ne suivra plus cet auteur [Srinivas], car il paraît bien non seulement s'y contredire, mais jeter par-dessus bord tout ce qui faisait la valeur de ce concept. C'est lorsqu'il parle de « dominance rituelle » à propos des Brahmanes qui ne sont ni nombreux ni riches en terre. On pense naturellement aux usages symétriques du mot « statut » par les auteurs qui, non contents de parler du statut qu'ils appellent rituel ajoutent le « statut séculier » pour désigner en fait la dominance, le pouvoir, etc. (Dumont, 1979 : 206-7).

Dumont identifie plusieurs caractéristiques communes à la caste dominante et à la caste royale traditionnelle : un « droit éminent sur la terre », le « pouvoir d'accorder des terres et d'employer des membres d'autres castes (...), de constituer une clientèle nombreuse », le « pouvoir de justice », le « monopole du commandement ». Il existe cependant une différence d'échelle, puisque la « caste dominante reproduit la fonction royale au niveau du village », alors que cette dernière s'exerce généralement « au niveau d'un plus vaste territoire » (idem : 207).

A partir du moment où l'influence de la caste dominante s'étend au-delà du village, les critères énoncés par Srinivas s'avèrent insuffisants, voire, comme celui du nombre, inadéquats.

Ces castes peuvent être numériquement importantes au niveau du village mais, à l'exception des Marathes, elles ne dépassent 30% dans aucune circonscription parlementaire. C'est ce qui fait que le village est une arène trop petite pour se rendre compte des interactions de caste dans la politique contemporaine. Une fois que la zone est élargie, comme elle doit l'être, la dominance n'est plus simplement une question de nombre ou de contrôle de la terre à l'échelle du village (Gupta, 2004 : xiv).

En outre, le critère numérique n'a de valeur que si la caste dominante reste unie⁹¹. Or cette unité peut être remise en cause par plusieurs facteurs. D'abord, par les différenciations socio-économiques à l'intérieur de la caste. En effet, « quand il y a de fortes inégalités de richesse, de prestige et de pouvoir entre les différents individus d'une caste dite dominante, et là où les individus dominants exploitent les éléments les plus faibles de leur propre caste autant que des

⁹¹ “Only if the numerical strength of a caste generally remains united in the interests of the caste as a unit, can we think of such strength as contributing to the dominance of the caste” (Dube, 1968 : 59).

autres castes, il est peut-être inapproprié de penser en termes de caste dominante » (Dube, 1968 : 59). Ensuite, le factionnalisme, c'est-à-dire la solidarité verticale entre des dominants et leurs clientèles au sein des castes dominées, peut transcender la solidarité horizontale de caste et affecter ainsi l'exercice commun de la dominance : « L'existence d'un haut degré de factionnalisme dans les villages indiens est bien connue et, très souvent, ce sont les castes détenant la supériorité du nombre et/ou la puissance économique (c'est-à-dire qui disposent des ressources nécessaires pour être dominantes) qui sont le plus divisées en groupes de pouvoir antagonistes » (Oommen, 76-7). A ces critiques, Srinivas répond qu'il n'y a d'individus dominants et de factions dominantes que parce qu'il existe des castes dominantes, et que celles-ci leur confèrent le pouvoir et l'influence nécessaires pour s'affirmer comme tels⁹². Autrement dit, ce n'est pas parce qu'une caste possède un grand nombre de leaders riches et influents qu'elle devient dominante, mais parce qu'elle est dominante qu'on trouve en son sein de tels individus qui, à leur tour, peuvent renforcer la dominance de leur caste par leurs actions et positions, en dépit de fréquentes rivalités.

Loin de nier l'existence du factionnalisme, Srinivas déplore au contraire que son importance ait longtemps été sous-estimée⁹³. Mais pour lui, ce phénomène ne remet pas en cause l'exercice de la dominance, car « si les factions affaiblissent les castes dominantes, elles rendent aussi plus faibles les castes dépendantes » (Srinivas, 1987 : 8). On peut même envisager que le factionnalisme puisse renforcer les castes dominantes grâce à une stratégie du « diviser pour régner ». Selon Daniel Negers, « la mobilisation des factions doit permettre aux dominants d'enrayer une dynamique d'union des castes dominées » (Negers, 1981 : 46). Il parle ailleurs d'une « syntaxe de la dominance qui organise la division et l'opposition systématique des dépendants » (idem : 55). Selon lui, les chefs factieux appartenant à une même caste dominante ne s'opposent que ponctuellement, pour des conflits particuliers à caractère restreint, et présentent un front uni à la moindre menace provenant des groupes subalternes.

La solidarité de la caste dominante s'exprime habituellement face à une alliance antagoniste des

⁹² *"It is our basic contention that both 'dominant individuals' and 'dominant factions' owe their dominance to the fact that they are a part of the dominant caste"* (Srinivas, 1987 : 12).

⁹³ *"Factionalism seems to be as much a part of the social structure as caste, though there is an odd reluctance on the part of the social scientists to recognize it as such. Instead, factionalism is looked upon as a kind of disease, and a curable one"* (idem : 11).

autres castes, ou dans des situations de confrontation avec celles-ci. Ce réflexe unitaire semble prouver que les factions qui la divisent ont bien une valeur spécifique dans le mode d'organisation du pouvoir. Elles visent à diviser l'ensemble le plus vaste possible des autres castes dans la logique de division des lignages dominants. Lorsque d'autres groupes attaquent ou contrarient le pouvoir de la caste localement reconnue dominante, ses lignages factionnels s'unissent pour faire face à la menace (ibid.).

Le phénomène factionnel ne constitue donc pas une objection valable pour discréditer le concept de caste dominante. Mais T.K. Oommen ne se contente pas de cette objection et oppose d'autres arguments à Srinivas. Il lui reproche notamment d'opérer une confusion entre la fin et les moyens en mettant sur le même plan tous les critères de la dominance. Selon lui, le pouvoir politique n'est pas un élément de dominance parmi d'autres, mais l'objectif en vue duquel tous les autres éléments (importance numérique, puissance économique) constituent des ressources. Celles-ci ne sont pas toujours mobilisées et dans ce cas la caste qui les possède n'est que « potentiellement dominante »⁹⁴. A cela on peut répondre que si Srinivas fait du pouvoir politique un critère de dominance à part entière, c'est justement qu'il ne suffit pas pour une caste d'être en position de dominance pour être qualifiée de dominante : elle doit également exercer sa dominance et pour cela accéder au pouvoir politique. Celui-ci ne constitue d'ailleurs pas forcément une fin en soi. Il permet souvent aux dominants de renforcer leur puissance économique et la position de l'ensemble des membres de leur caste sur l'échelle sociale. On s'attachera à montrer au cours de cette thèse qu'Oommen fait une erreur de pronostic lorsqu'il conclut qu'« avec le passage de la société rurale indienne d'un système 'fermé' à un système relativement 'ouvert', la notion de caste dominante sera de moins en moins pertinente pour expliquer les dynamiques du pouvoir » (Oommen, 1970 : 81). Le système « ouvert » auquel il est fait référence est celui des classes, réputé permettre une plus grande mobilité sociale et donc susceptible de remettre en cause le système « fermé » des castes.

D'autres auteurs partagent cet avis, anticipant la « substitution de la dominance d'une caste par la dominance d'une nouvelle classe » (Joshi, 1978 : 83). Celle-ci recruterait ses membres dans diverses castes et serait donc en mesure d'« affaiblir la caste dominante » qui souffrirait par ailleurs de divisions internes selon des clivages de classe.

⁹⁴ “The concept of dominant caste implicitly assumes that the possession of certain resources will necessarily result in the use of these resources. This may not be always so. Apart from this, the notion of dominant caste rules out the possibility of alienation of a caste group from the political arena, even though it may possess the potentialities to dominate” (Oommen, 1970 : 76).

Les nouvelles opportunités, en plus d'élargir les possibilités d'ascension sociale, ont aussi creusé les disparités économiques entre membres de la caste dominante. Dans ce contexte, les nouveaux riches, appartenant à la fois au monde rural et urbain, sont apparus comme une nouvelle classe, perdant ainsi les attributs de la caste dominante. Même s'ils s'identifient ou sont identifiés par les autres villageois comme caste dominante, ce concept risque de perdre de sa signification (idem : 84).

Si le débat portant sur le rapport entre caste et classe est légitime, il n'est pas fondé d'opposer ces deux catégories comme si elles étaient antithétiques. Il existe certes des divisions de classe au sein d'une même caste et des divisions de caste au sein d'une même classe, mais ce qui est intéressant, c'est de voir en quoi les deux systèmes se renforcent mutuellement. C'est ce que fait Srinivas lorsqu'il observe que les néo-urbains issus de la caste dominante du village qu'il étudie, après s'être hissés au rang d'entrepreneurs, maintiennent des liens forts avec les membres de leur caste en leur offrant par exemple du travail en ville (Srinivas, 1976). Il réfute l'objection de Joshi en lui opposant le fait que même pour l'accès à l'emploi, à l'éducation et au pouvoir, c'est « le langage de la caste » qui continue d'être utilisé⁹⁵. En Inde, la conscience de classe ne semble pas avoir supplanté la solidarité de caste.

Pour sortir de la controverse caste et/ou classe, certains auteurs suggèrent de parler de « groupe dominant » plutôt que de « caste dominante », ce qui permet par ailleurs d'élargir le concept à des régions de l'Inde peuplées de tribaux, ou à d'autres pays, où la caste n'existe pas⁹⁶. En réalité, l'adjectif « dominant », on l'a vu, était déjà utilisé par les africanistes pour qualifier un clan ou un lignage. L'apport de Srinivas a justement été de l'appliquer à la caste, dans le contexte de l'Inde rurale. Une solution peut être de conceptualiser la notion de « dominance » de manière abstraite et de la qualifier ensuite en fonction de l'objet étudié : dominance de caste, dominance de classe, dominance d'un individu, dominance d'un groupe. Peter Gardner propose de distinguer quatre niveaux hiérarchiques de dominance : celle du souverain, de la caste dominante régionale, de la caste dominante locale, et du « patron »

⁹⁵ “Joshi ought to see that while caste as a traditional force might be changing in certain respects, the idiom of caste is there and used for getting access to power, jobs, education, etc.” (Srinivas, 1978 : 150).

⁹⁶ “The term dominant caste is a misnomer and unnecessarily tends to limit its applicability to one narrow cultural context, because it is naive to equate rural India with Hindu caste villages. (...) One comes across villages in North-East India which are multi-tribe (...). Further, outside India we come across villages which may be constituted by several racial and ethnic groupings. To free the concept from this cultural restriction and to make it applicable cross-culturally, the concept of dominant caste must be replaced by that of ‘dominant group’” (Chauhan 1975 : 72).

terrien au niveau villageois (Gardner, 1968 : 83). L'intérêt de cette distinction est non seulement de séparer dominances collective et individuelle, mais de souligner la dimension territoriale de la dominance, dont la nature varie en fonction de l'échelle à laquelle elle s'exerce.

Si le village a longtemps représenté le cadre privilégié pour étudier la dominance de caste, il n'est peut-être plus vraiment pertinent comme unité d'analyse. Selon Oliver Mendelsohn (1993), la dominance locale a progressivement perdu de son importance à mesure que le pays s'urbanisait et se modernisait. Il considère même que Srinivas identifie ce phénomène au moment où il était en train de disparaître⁹⁷. Pour le prouver, il prend l'exemple d'un village du Rajasthan où les Ahir, bien que possédant de nombreux attributs de la dominance, ne peuvent plus être considérés comme la caste dominante locale.

Les Ahir montrent de moins en moins d'intérêt pour les affaires du village, puisque leurs ambitions sont maintenant orientées vers le progrès dans le secteur urbain moderne et vers la représentation politique à des niveaux plus élevés que les conseils de village. De l'autre côté, leurs subordonnés ont échappé à certaines rigueurs de l'ordre ancien en profitant des nouvelles opportunités économiques à l'extérieur du village. Si la dominance au niveau villageois a manifestement décliné en Inde, les castes dirigeantes n'ont pas aussi clairement perdu leur pouvoir à l'échelle régionale et même nationale (Mendelsohn, 1993 : 832-3).

Selon lui, la perte de la dominance villageoise n'est cependant pas compensée par des positions de pouvoir au niveau de l'Etat⁹⁸. Il illustre ce point avec l'évolution des Thakur et des Brahmanes d'Uttar Pradesh qui, ayant perdu la plupart de leurs terres après l'abolition du système *zamindari*, ont maintenu un certain temps leur dominance dans le parti du Congrès au pouvoir, avant de céder politiquement face à la concurrence électorale de castes moins élevées mais plus importantes numériquement.

Dans le même Etat d'Uttar Pradesh, Craig Jeffrey donne l'exemple des Jat pour contester la thèse de Mendelsohn. Dans les villages du district de Meerut, non seulement la dominance locale des Jat n'a pas diminué, mais elle leur a servi de tremplin pour accéder au pouvoir à des niveaux plus élevés, ce qui leur a permis en retour de maintenir, voire de renforcer leur

⁹⁷ *"The suggestion is not that Srinivas was wrong when he articulated the idea of the dominant caste in 1955, but rather that he was identifying something at the very historical moment when it was disappearing or at least becoming less significant"* (Mendelsohn, 1993 : 807).

⁹⁸ *"Once caste dominance has been lost at the village level, it cannot functionally be replaced at a higher political level"* (ibid. : 834).

dominance villageoise : « Contrairement à Mendelsohn, je montre que les Jat, et particulièrement les Jat riches, ont bien réussi à reproduire leurs privilèges économiques et politiques après l'Indépendance à différents niveaux politiques » (Jeffrey, 2001 : 219). Pour cela, ils se sont appuyés sur des réseaux liant mondes rural et urbain, fondés sur la solidarité de caste. Là encore, Jeffrey s'oppose à Mendelsohn qui parlait d'« atomisation » de la caste et d'« individualisme » croissant⁹⁹. Avant de l'infirmier, Jeffrey reformule en termes bourdieusiens l'hypothèse de Mendelsohn comme « un déclin des relations de caste institutionnalisées de reconnaissance mutuelle (capital social) et l'érosion de la caste comme structure exprimée dans l'habitus des individus » (idem : 223). L'originalité de Jeffrey est qu'il se sert de Bourdieu pour reformuler le concept de dominance de caste et, ce faisant, réhabilite ce dernier. Il accorde également un traitement particulier à l'aspect territorial grâce à une analyse résolument ancrée dans le champ de la géographie sociale.

4. Reformulation et réhabilitation du concept

Il est évident qu'on ne peut utiliser aujourd'hui un concept datant des années 1950 sans prendre en compte les transformations ayant affecté la société indienne et sans l'adapter à ces nouvelles réalités. L'intégration croissante ville/campagne ne permet plus par exemple de penser uniquement en termes de caste dominante villageoise. Jeffrey insiste à juste titre sur les liens de plus en plus nombreux entre milieux rural et urbain, grâce auxquels certaines castes de tradition agraire ont pu étendre leur influence sur des territoires et des secteurs d'activité jusque là hors de leur portée. Cette extension de la dominance de caste renforce à son tour les relations villes/campagnes déjà existantes. Srinivas lui-même a voulu réactualiser son concept, on l'a vu, en ajoutant l'éducation et les professions modernes comme nouveaux critères de dominance. Il a très vite compris que les membres de la caste dominante, en investissant dans l'éducation de leurs enfants, « convertissent leur richesse, selon les termes de Bourdieu, en formes de capital culturel ou de 'créance' » (Jeffrey, 2001 : 221).

L'appareil conceptuel bourdieusien s'avère fécond pour analyser les différentes formes de la

⁹⁹ “Success has brought with it the atomization that now affects all the high caste communities of Behror and indeed India in general. On an everyday level there now seems very little point to caste solidarity. Factionalism was once believed to be the principal impediment to achievement of one-caste village dominance, but it now seems that a pragmatic individualism or at least family-centredness may be a still more fundamental barrier” (Mendelsohn, 1993 : 824-5).

dominance de caste car il permet de les croiser et d'expliquer ainsi comment la relation dominants/dominés se reproduit, en dépit de l'évolution de la société¹⁰⁰. L'étude de la caste dominante peut être renouvelée de manière fructueuse si on y intègre la dimension de capital social, un attribut de dominance qui n'est pas nouveau dans sa réalité, mais dans sa conceptualisation.

Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles. Ces liaisons sont irréductibles aux relations objectives de proximité dans l'espace physique (géographique) ou même dans l'espace économique et social parce qu'elles sont fondées sur des échanges inséparablement matériels et symboliques dont l'instauration et la perpétuation supposent la re-connaissance de cette proximité. Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié (...). Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles (Bourdieu, 1980b : 2).

Cette définition ne précise ni la taille ni la nature du « groupe » en question. Il est intéressant de noter que le capital social compense la dispersion spatiale du groupe, comme on le verra dans le cas des associations de caste. L'idée de « réseau » fait ici clairement référence à des groupes plus étendus que la famille, même si certains auteurs ont vu dans le capital social une source importante de capital humain, et l'ont ainsi appliqué à l'environnement social immédiat (Coleman, 1988). Pour ce qui est du soutien parental au développement de l'enfant, Bourdieu préfère utiliser le terme de capital culturel, dont la famille constitue le lieu de transmission par excellence (Bourdieu, 1979b). En réalité, ce que Bourdieu analyse à travers la notion de capital social, c'est le processus de formation et de reproduction des distinctions de classe. C'est pourquoi on peut parler de « barrière analytique »¹⁰¹ entre Bourdieu et les auteurs qui, par la suite, ont utilisé cette notion pour l'appliquer à des régions ou à des nations entières, comme Robert Putnam pour les régions italiennes (1993) et les Etats-Unis (2000).

¹⁰⁰ “The strength of Bourdieu's work lies in its capacity to explain how social inequality is reproduced through the intersection of different dimensions of dominance: economic, social, cultural and political” (Jeffrey, 2001 : 221).

¹⁰¹ “There is a major difference, even an analytical barrier, between Bourdieu and most of the subsequent literature” (Fine, 1999 : 6).

On ne s'intéressera pas ici à ces usages par extension, devenus galvaudés, notamment dans le domaine du développement où ils furent popularisés par la Banque Mondiale (Woolcock, 1998 ; Portes, 1998).

Trop élargi¹⁰², le concept de capital social perd de sa valeur heuristique car à l'échelle de sociétés entières, il apparaît presque toujours comme positif (Bebbington, 1997 ; Morris, 1997). Or, dans la conception de Bourdieu, le capital social est une source de pouvoir et de domination utilisée par certains groupes au détriment des autres. Les « profits » générés par la « solidarité » de classe – et qui la renforcent – sont par définition exclusifs. Pour reprendre le vocabulaire de Putnam, cette exclusivité renvoie au « *bonding social capital* » qui lie entre eux les membres d'un groupe homogène, tandis que le « *bridging social capital* », tourné vers l'extérieur, crée un pont entre communautés sociologiquement diverses (Putnam, 2000 : 22). On a pu parler aussi de « *linking social capital* » pour désigner l'accès à des contacts hauts placés (Nederveen Pieterse, 2003 : 31). Cette dernière forme de capital social permet notamment d'accéder à des emplois recherchés, non pas grâce à « ce que nous connaissons, mais qui nous connaissons » (Putnam, 2000 : 20). Si Putnam accepte la distinction théorique entre les aspects « *bonding* » et « *bridging* » du capital social, dans la partie empirique il fait comme si l'un menait à l'autre, et cette confusion, assumée¹⁰³, le conduit à généraliser à l'ensemble de la société américaine ce qui se passe à l'intérieur des groupes et associations qu'il étudie. C'est l'une des critiques que lui adresse John Harriss, qui a sans doute en tête le cas des castes en Inde lorsqu'il écrit :

Il est tout à fait possible de concevoir des circonstances – et de les trouver historiquement – où, dans une société, il y a des groupes ou des associations au sein desquels il existe un haut niveau de confiance, et en ce sens, de capital social, mais où ces groupes sont en réalité très hostiles les uns vis-à-vis des autres. Peut-on dès lors dire que cette société a un haut niveau de capital social ? (Harriss, 2001a : 4).

Sans qu'il y ait nécessairement « hostilité » entre les groupes, il est clair que l'application de la notion de capital social à un ensemble trop vaste tend à ignorer les dimensions de conflit et d'inégalité inhérentes à toute société. Comme le rappellent les auteurs d'un ouvrage collectif

¹⁰² “*Social capital refers to connections among individuals – social networks and the norms of reciprocity and trustworthiness that arise from them*” (Putnam, 2000 : 19).

¹⁰³ “*I have found no reliable, comprehensive, nationwide measures of social capital that neatly distinguish ‘bridgingness’ and ‘bondingness’.* In our empirical account of recent social trends in this book, therefore, this distinction will be less prominent than I would prefer” (idem : 23-4).

consacré à l'étude de ce concept dans le contexte indien, « l'utilisation du capital social peut très bien faire partie de la stratégie hégémonique des puissants » (Bhattacharyya et al., 2004 : 26). Harriss reproche également aux défenseurs du libéralisme économique de vouloir « dépolitiser le développement » en faisant du capital social une panacée qui dispenserait de prendre en compte les relations de classe et de pouvoir, notamment dans les pays émergents (Harriss, 2002).

L'intérêt de la conception bourdieusienne est qu'elle met à nu le processus de différenciation des classes sociales du fait de leur accès inégal aux ressources et au pouvoir, justement parce qu'elles ne sont pas toutes dotées de la même quantité de capital social. Cette application fine du concept permet d'étudier la formation et la reproduction des élites ou des classes dominantes. Dans le contexte de l'Inde, il n'est pas illégitime d'opérer un glissement des classes vers les castes dominantes, même si les deux ne se recouvrent pas exactement et mobilisent des formes de capital social différentes. La forme « communautaire » (*bonding*) s'applique particulièrement bien à la caste, dont les membres sont généralement unis par des liens d'identité et de solidarité plus forts que ceux existant entre les membres d'une même classe. En revanche, la forme « passerelle » (*bridging*) est par exemple celle mobilisée par la classe dominante d'un Etat, formée de plusieurs castes de statut équivalent, ayant tendance à s'allier pour accéder au pouvoir, parfois dans le cadre de fédérations de castes¹⁰⁴. Enfin, la forme « relationnelle » (*linking*) renvoie typiquement aux connexions qui existent entre différentes classes au sein d'une même caste, dont les élites (surtout politiques et bureaucratiques) sont souvent sollicitées par les membres moins influents.

Les castes dominantes sont les plus à même de mobiliser cette dernière forme de capital social car, bien qu'encore majoritairement agricoles et rurales, elles ont généralement diversifié leurs activités et migré en partie vers les villes, ce qui leur permet d'étendre leurs réseaux à la fois horizontalement (dans l'espace) et verticalement (contacts hauts placés). Jeffrey montre par exemple comment les Jat ruraux, grâce à leur capital financier, usent de la corruption pour placer certains de leurs membres parmi les forces de police de la ville la plus proche, afin de s'assurer protection et faveurs (Jeffrey, 2000). Contrairement à ce que dit Patrick Heller dans

¹⁰⁴ "The concept of caste federation refers to a grouping together of a number of distinct endogamous groups into a single organisation for common objectives, the realisation of which calls for a pooling together of resources or members, or both. By and large, the objectives pursued are secular and associational, although the employment of traditional symbols for evoking a sense of solidarity and loyalty towards the new form is not uncommon" (Kothari et Maru, 1991 : 72).

un article sur le Kerala, à savoir que « le capital financier est mobile, le capital social non » (Heller, 1996 : 1067), c'est justement en cas de mobilité que le capital social s'avère le plus utile. Lorsqu'un agriculteur envoie son enfant étudier à l'extérieur du village, il demandera à des parents ou amis déjà installés en ville de prendre soin de lui, ou aura recours aux associations de caste qui proposent des bourses et des chambres d'internat. De même, pour un entrepreneur arrivant dans un lieu nouveau, le premier réflexe sera de contacter les membres de sa caste déjà sur place, et exerçant éventuellement dans la même branche d'activité. A l'échelle transnationale, ce genre de regroupements a donné naissance à ce qu'on a appelé les « économies ethniques » (Nederveen Pieterse, 2003). De manière générale, il existe un lien fort entre capital social et chaînes migratoires : « Dès qu'un individu entre en migration, il contribue alors à enrichir le capital social de son groupe car il pourra lui-même faire bénéficier d'autres migrants de nouvelles ressources : informations, hébergement, embauche, etc. » (Guilmoto et Sandron, 2003 : 36). Le capital social est donc un élément essentiel permettant d'expliquer la forte mobilité socio-spatiale des castes dominantes. La spécificité des formes de mobilité observées parmi les élites justifie de s'intéresser à celles-ci en tant que telles, même si la littérature existante a tendance à insister sur le lien entre migration et pauvreté, comme le montrera une revue critique dans les pages qui suivent.

II. Mobilité socio-spatiale des élites : des formes spécifiques

1. Etude des élites contre subaltern studies

Il semble presque nécessaire aujourd'hui de justifier la pertinence d'une étude sur les élites, dans un contexte de recherche indianiste longtemps marqué par les *subaltern studies*. Les auteurs ayant participé à ce projet collectif, né en Inde au début des années 1980, voulaient mettre fin à la vision élitiste de l'histoire de l'Asie du Sud jusqu'alors prédominante, au profit d'une histoire « par le bas ». Il s'agissait d'étudier la conscience et l'action des « subalternes », par opposition aux élites, en opérant une double critique de l'historiographie « colonialiste » d'une part, « nationaliste bourgeoise » d'autre part¹⁰⁵. Ce qui définit les

¹⁰⁵ “*The historiography of Indian nationalism has for a long time been dominated by elitism – colonialist elitism and bourgeois-nationalist elitism*” (Guha, 1982 : 1).

subalternes, notion empruntée à Gramsci, c'est la relation de subordination dans laquelle les élites les tiennent. Dans ce qui fait office de manifeste des *subaltern studies*, placé en ouverture du recueil inaugural, Ranajit Guha définit l'élite, dans le contexte de l'Inde coloniale, comme les « groupes dominants, qu'ils soient étrangers ou indigènes » (Guha, 1982 : 8). Parmi les élites non indiennes, il cite les officiels britanniques, les industriels, marchands, financiers, planteurs, propriétaires terriens et missionnaires. Pour ce qui est des élites « indigènes », il distingue deux niveaux. A l'échelle panindienne, il s'agit des membres de l'aristocratie féodale, de la bourgeoisie industrielle et marchande, et des plus hauts échelons de la bureaucratie. Aux échelles locale et régionale, l'élite est un ensemble hétérogène correspondant plus ou moins à la paysannerie riche et moyenne. Toutefois, ce dernier groupe peut se retrouver en position de dominé face aux groupes plus puissants cités précédemment. Les « classes subalternes », quant à elles, sont « tout ce qui n'est pas l'élite »¹⁰⁶.

Cette définition renvoie à une vision dichotomique de la société, divisée en dominants d'une part, dominés d'autre part. C'est l'une des critiques adressées par David Ludden aux *subaltern studies* qui, selon lui, dressent « une barrière théorique rigide entre 'élites' et 'subalternes', pareille à une dalle de béton séparant les niveaux supérieur et inférieur d'un bâtiment à deux étages » (Ludden, 2001 : 16). Rosalind O'Hanlon (1988) justifie pourtant cette dichotomie, dont le rôle est de mettre l'accent sur la domination, un trait fondamental des relations sociales en Asie du Sud¹⁰⁷. Pour Jacques Pouchepadass également, cette « représentation dichotomique parfaitement simpliste du social (...) fait toutefois sens politiquement, en tant qu'elle exprime le rapport de pouvoir qui constitue historiquement le subalterne comme tel, c'est-à-dire la situation qui oppose, dans un contexte donné, l'élite et l'ensemble des dominés » (Pouchepadass, 2000 : 168). Selon lui, ce qui pose surtout problème, c'est la catégorie de subalterne, « qui englobe de fait les classes populaires dans leur ensemble, [et qui] est tellement vaste et recouvre tant de nuances, de clivages, de relations de pouvoir internes au monde des dominés qu'elle est inutilisable comme outil

¹⁰⁶ “The ‘subaltern classes’ (...) represent the demographic difference between the total Indian population and all those whom we have described as the ‘elite’.” (idem : 8).

¹⁰⁷ “What is fundamental to relationships in South Asian society is not negotiation, consensus or common contribution, but domination: exercised over the weak, where possible, without overt conflict, through modes of hegemonic appropriation and legitimation; and where necessary, through actual violence and coercion” (O'Hanlon, 1988 : 199).

d'analyse » (idem : 168). De même, les élites ne constituent pas une entité homogène, surtout dans l'Inde coloniale, où les élites « indigènes » pouvaient être considérées comme subalternes par rapport aux élites européennes. Toutefois, selon les « subalternistes », le fossé le plus profond se situe bien entre l'élite dans son ensemble et les franges dominées de la population, même si l'historiographie nationaliste a tenté de présenter le mouvement de libération comme ayant fait l'objet d'une unanimité au sein du peuple colonisé, sous-estimant ainsi le caractère de classe de la lutte pour l'indépendance (Pouchepadass, 2004 : 68).

S'il est important de souligner l'antagonisme existant entre élites et subalternes, il est artificiel de les séparer de manière trop catégorique, comme le fait Guha lorsqu'il parle du « domaine autonome » de la conscience et de l'action subalternes (Guha, 1982 : 4). Pour antithétiques que soient ces deux catégories, elles ne se comprennent qu'en relation l'une avec l'autre.

La focalisation sur la conscience subalterne (...) débouchait sur une impasse s'il s'agissait de reconstruire le subalterne en tant que sujet indépendant du discours de l'élite. Il fallait donc privilégier l'autre terme de l'alternative, et reconnaître enfin définitivement que la subalternité, souvent prise par erreur pour une catégorie sociologique, n'est pas une substance mais une relation, et n'a d'existence qu'en tant qu'elle est constituée par le discours de l'élite (coloniale et nationaliste) comme force de résistance à l'hégémonie de celle-ci (Pouchepadass, 2000 : 174).

Autrement dit, il est difficile de comprendre la subalternité sans étudier les mécanismes de domination mis en œuvre par l'élite. C'est en gardant à l'esprit cette dialectique sociale entre dominants et dominés qu'il s'avère pertinent de s'intéresser à nouveau aux élites, cette fois dans le contexte de l'Inde postcoloniale, où la question du pouvoir prend des formes différentes : « Dénoncer les hiérarchies ne nous conduit nulle part (...). A la place, nous devrions essayer de comprendre les pouvoirs et les forces hégémoniques contemporaines, leurs mécanismes de contrôle idéologiques et autres » (Bahl, 1997 : 1342). L'élitisme de l'historiographie coloniale, puis nationaliste, résidait dans la confusion entretenue entre le point de vue d'une minorité et celui de la population dans son ensemble. Les études décriées par les subalternistes prétendaient analyser l'ensemble du corps social en ayant accès à une information qui ne concernait en réalité qu'une élite restreinte, celle qui avait les moyens intellectuels et matériels d'écrire sa propre histoire. Tout en reconnaissant que « le point de vue des riches et des puissants a reçu bien plus d'attention que celui des pauvres et des opprimés », il est utile aujourd'hui, après plus de deux décennies de *subaltern studies* au succès retentissant, d'opérer un retour conscient et critique sur les élites qui garde en vue la relation essentielle qu'elles entretiennent avec les subalternes, afin de « comprendre comment

les puissants se maintiennent au pouvoir et comment ils voient le monde » (Srinivas, 1992 : 146).

La seconde grande critique que l'on peut opposer aux *subaltern studies* est de sous-estimer l'importance de la caste, à laquelle il n'est pas fait un sort clair. Certes, Partha Chatterjee admet que « la conscience subalterne, dans le contexte culturel spécifique de l'Inde, ne peut que contenir la caste comme élément central de sa constitution » (Chatterjee, 1989 : 169), mais il faut attendre le 9^e volume de la série pour trouver un auteur comme Ilaiah qui adopte clairement le point de vue *dalit-bahujan* des basses castes et reproche aux subalternistes de l'avoir négligé¹⁰⁸. Certains intellectuels tamouls vont même jusqu'à accuser les *subaltern studies* d'être un projet « néo-brahmanique », entièrement dominé par des Brahmanes du Bengale (Pandian, 1997 : 398). Non seulement la composition de caste de la catégorie subalterne est rarement évoquée, mais la définition de l'élite par Guha, exposée plus haut, ne la mentionne pas non plus. Si, de plus en plus, une élite voit le jour au sein des basses castes, il est établi que les élites indiennes sont traditionnellement composées de membres issus des hautes castes (Leach et Mukherjee, 1970). C'est pourquoi il faudrait affiner la distinction de Guha entre élites panindiennes et élites régionales, en précisant que les premières sont constituées en grande partie de Brahmanes, tandis que les secondes de castes agraires dominantes.

Il est vrai que dans la définition classique d'Alfred Pareto (1968) l'élite désigne tous ceux qui exercent une influence dans quelque secteur de la société que ce soit, indépendamment de leur origine sociale. Chez les analystes de l'élite politique, on trouve toutefois une distinction entre « classe dirigeante » (Mosca, 1939) et « élite au pouvoir » (Wright Mills, 1956), la première constituant le vivier social dont est tirée la deuxième, plus restreinte (Bottomore, 1993). Dans le contexte indien, « l'influence politique peut dériver de plusieurs sources différentes, depuis l'éducation et le talent mercantile jusqu'au statut de caste ou encore la propriété foncière » (Leach et Mukherjee, 1970 : ix). C'est ce que cherchent à montrer collectivement les auteurs de ce dernier ouvrage, consacré aux élites en Asie du Sud, dont diverses contributions tendent à mettre en avant l'appartenance de caste comme facteur incontournable pour l'accès au statut d'élite. Même l'essai sur les Chitpavan ne parvient pas à démontrer que seule l'éducation est à l'origine de leur ascension sociale, puisque c'est leur statut de Brahmanes qui leur a permis

¹⁰⁸ « *Mainstream historiography has done nothing to incorporate the Dalitbahujan perspective in the writing of Indian history: Subaltern Studies is no exception to this* » (Ilaiah, 1996 : 165).

initialement d'accéder à l'enseignement de langue anglaise (Johnson, 1970). Pour ce qui est du « talent mercantile », le chapitre final consacré à l'émergence d'un entreprenariat indien ne manque pas de mentionner qu'il se compose essentiellement de castes élevées dont l'activité traditionnelle est le commerce (Bagchi, 1970). Quant à la « propriété foncière », elle est elle aussi rarement l'apanage des basses castes, mais plutôt des castes agraires dominantes.

Ces dernières constituent l'élite rurale de l'Inde, tandis que les castes marchandes et brahmanes font majoritairement partie de l'élite urbaine. Il n'en a pas toujours été ainsi, du moins pour les Brahmanes, qui ont longtemps dominé les campagnes en tant que propriétaires fonciers. En quittant leurs villages, ils ont cédé une grande partie de leurs terres aux castes agraires qui se sont progressivement hissées au rang d'élite. Le processus de circulation des élites, au sens de mobilité et de renouvellement, se poursuit aujourd'hui avec la migration croissante des castes agraires vers les villes. Ce phénomène mérite toute notre attention, puisque non seulement il modifie le statut des castes dominantes, d'élite rurale à urbaine, mais ses conséquences sur la position des basses castes restées dans les campagnes sont peu étudiées. En effet, les *migration studies* réalisées en Inde, et plus généralement dans les pays du Sud, sont largement consacrées aux trajectoires des groupes les plus défavorisés de la population, insistant ainsi sur le lien entre migration et pauvreté, et ignorant d'autres formes de mobilité, notamment celle des élites.

2. Prévalence du thème de la pauvreté dans les études migratoires

Les *migration studies* se sont multipliées ces dernières décennies, à mesure que le phénomène migratoire prenait de l'ampleur, ou plutôt qu'on commençait à réaliser son importance. En effet, la circulation des personnes, en Asie du Sud comme dans le reste du monde, n'a en soi rien de nouveau¹⁰⁹. Ce qui a éveillé l'attention des pouvoirs publics, c'est la migration vue comme une conséquence de la pauvreté et des inégalités de développement régional, les zones émettrices étant considérées comme répulsives. Cette vision est héritée des modèles économiques néoclassiques, analysant les flux migratoires comme des mécanismes de régulation et d'ajustement en réponse aux déséquilibres spatiaux. La théorie de Michael Todaro (1976) sur la migration interne dans les pays en développement met en relation la

¹⁰⁹ "In spite of all the accumulating evidence pointing to the existence of widespread forms of circulation in precolonial India, colonialism was still widely credited with having brought in some movement into a rigid structure" (Markovits et al., 2003 : 5-6).

mobilité des travailleurs et le différentiel de revenus entre zones rurales et urbaines. Il tente par ailleurs d'expliquer l'apparent paradoxe de l'accélération des migrations vers les villes en dépit de leur fort taux de chômage, en introduisant le concept de gains escomptés qui prend aussi en considération la probabilité de trouver un emploi dans le secteur urbain (Todaro, 1969 ; Harris et Todaro, 1970).

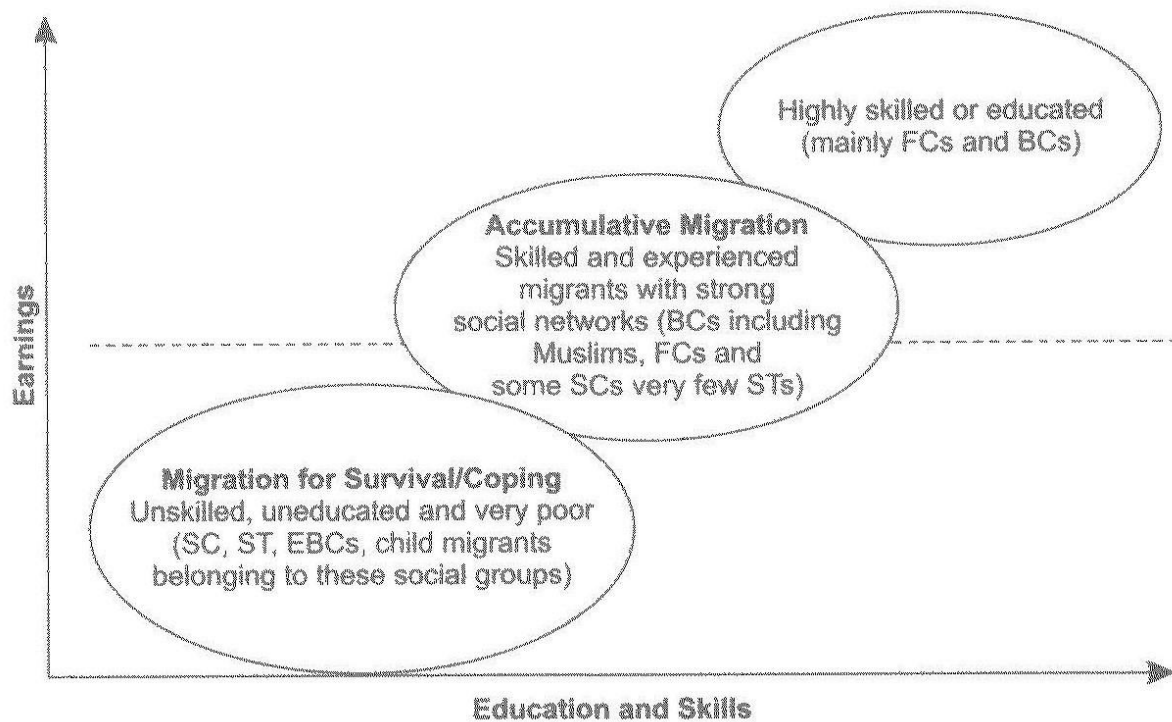
Un tel modèle suppose que les individus se comportent en agents économiques purement rationnels, calculant les coûts et bénéfices impliqués par leur décision de migrer. Les limites de cette théorie, comme des autres modèles économicistes, sont d'abord qu'elle ne prend pas en compte les facteurs non économiques de la migration, et de ce fait ne parvient pas à expliquer pourquoi, dans les mêmes conditions matérielles, certains décident de migrer et d'autres pas (Racine, 1994). L'Inde présente cette particularité d'associer à une croissance urbaine indéniable un fort enracinement villageois, les deux-tiers de la population continuant à vivre dans les campagnes en raison de nombreux facteurs de rétention rurale (Landy et Racine, 1997). On ne peut ignorer par exemple l'importance de la famille indivise (*joint family*), qui représente un niveau de décision plus pertinent que le niveau individuel¹¹⁰. Par opposition aux analyses classiques impliquant une « atomisation » des mécanismes décisionnels, « une avancée notoire pour la compréhension des comportements migratoires dans les pays en développement est la prise en compte de leur dimension collective » (Dupont et Guilmoto, 1993 : 284). Dans le contexte de l'Inde, les stratégies de diversification économique visant à la survie ou à l'ascension du groupe se réalisent très souvent au niveau de la caste.

Une autre critique que l'on peut adresser aux modèles néoclassiques dominants est qu'ils ne considèrent que les migrations de personnes pauvres, dont la mobilité s'inscrirait dans une logique de maximisation des revenus, alors qu'il s'agit souvent d'une simple minimisation des risques (Dupont et Lelièvre, 1993 ; Guilmoto et Sandron, 2000). Peu d'attention est portée aux migrations de personnes déjà relativement aisées et instruites, dont l'objectif est de se saisir de nouvelles opportunités économiques ou éducatives. Dans un ouvrage récent consacré aux migrations circulaires dans l'Inde rurale, Priya Deshingkar et John Farrington (2009) prennent soin de distinguer entre migrations de « survie » (*coping*) et migrations

¹¹⁰ “Even though the entities that engage in migration are often individual agents, there is more to labor migration than an individualistic optimizing behavior. Migration by one person can be due to, fully consistent with, or undertaken by a group of persons, such as the family” (Stark, 1991: 3).

« accumulatives ».

Schéma 2 : Typologie des migrations en Inde



Source : Deshingkar et Farrington (2009 : 20)

Dans l'Inde rurale, les migrants « de survie » sont à la fois pauvres, dépourvus d'instruction et qualifications, et appartiennent le plus souvent aux *Scheduled Castes* (SC), *Scheduled Tribes* (ST) et *Extremely Backward Castes* (EBC). Quant aux migrants dont les stratégies s'inscrivent dans une logique d'accumulation, ils sont à la fois qualifiés, relativement aisés, et bénéficient par ailleurs d'importants réseaux. Il s'agit de *Backward Castes* (BC) mais surtout de *Forward Castes* (FC) pour les très qualifiés.

Cette distinction entre deux types très différents de mobilité est déjà présente dans l'étude de Michael Lipton analysant l'impact des migrations vers les villes sur les inégalités rurales (Lipton, 1980). Cette étude développe la thèse selon laquelle la migration ne fait que renforcer les inégalités préexistantes entre ménages ruraux, inégalités qui sont justement à l'origine de leur départ vers les villes. Tandis que la pauvreté de certains villageois agit comme facteur de « répulsion » (*push factor*), d'autres sont au contraire « attirés » (*pulled*) par la ville dans la perspective de faire fructifier leur capital de départ. Lipton reprend ainsi le modèle « *push and pull* » développé par Everett Lee (1966), et invite les pouvoirs publics à investir davantage

dans l'agriculture et dans le secteur rural en général, afin de retenir la population dans les campagnes. Alors que sa théorie du « parti-pris urbain » (*urban bias*), fondée sur le cas indien (Lipton, 1977), fut critiquée à cause de sa présentation du monde rural comme un bloc homogène défavorisé par rapport à un monde urbain tout aussi indifférencié (Rao, 1978), Lipton évite ici cet écueil en mettant l'accent sur les disparités internes aux sociétés villageoises.

Les *migration studies* ont tendance à associer migration et pauvreté en s'intéressant surtout aux « *push factors* ». Christopher McDowell et Arjan de Haan (1997) vont jusqu'à remettre en cause l'intérêt des typologies de la migration, puisque selon eux les mouvements de population sont toujours des réponses aux mêmes problèmes¹¹¹. Ils reprennent à leur compte la thèse de Heinz Wittmann (1975), selon laquelle les facteurs d'attraction ne sont que l'envers des facteurs de répulsion, et que par conséquent le modèle « *push and pull* » a une valeur heuristique limitée. Les auteurs effectuent cependant une distinction intéressante entre pauvreté et inégalité comme causes de la migration. Ils citent une étude réalisée en Inde dans les années 1970, montrant que ce ne sont pas les villages les plus pauvres, mais les plus inégalitaires, notamment en termes de structures agraires, qui connaissent le taux d'émigration le plus fort (McDowell et de Haan, 1997 : 17). Si la pauvreté comme facteur de migration doit être prise en compte, c'est donc en termes relatifs et non absolus. La définition de la pauvreté par Amartya Sen comme déficit de « capacité », c'est-à-dire de « liberté de choisir entre diverses combinaisons possibles de fonctionnements », est celle qui permet le mieux d'intégrer les inégalités existant entre individus, même à revenus équivalents (Sen, 2000).

Rares sont cependant les études migratoires qui tiennent compte de cette distinction entre niveau de revenus et capacité à convertir ses revenus en liberté réelle de choisir son mode de vie. Cette liberté semble faire l'objet d'un postulat de départ, comme le soulignent des expressions récurrentes dans les *migration studies*, à connotations positives, telles que « *livelihood options* », « *livelihood preferences* », « *livelihood strategy* », « *diversification*

¹¹¹ “Typologies seem more often than not misleading in their generality and obscure the fact that population movements, whatever their distance or sense of urgency, are responses to the same things: poverty, insecurity, landlessness, denial or lack of opportunity, and culture-making” (McDowell et de Haan, 1997 : 10).

strategy », « *adaptation strategy* », « *empowerment* », « *sustainable livelihoods* »¹¹². En effet, après avoir suscité l'inquiétude, les migrations ont tendance à être présentées aujourd'hui comme une solution choisie pour sortir de la pauvreté¹¹³. Ce vocabulaire stéréotypé s'est généralisé après avoir été abondamment utilisé dans une série d'études menées au sein de divers instituts de développement britanniques¹¹⁴ (Scoones, 1998 ; Kothari, 2002 ; de Haan et Rogaly, 2002 ; Srivastava et Sasikumar, 2003 ; Deshingkar et Start, 2003 ; Deshingkar et Grimm, 2004 ; Wilson, 2004). Ces études ont presque toutes été financées par la Banque Mondiale ou le DFID (*Department For International Development*), organe de la coopération britannique, et il n'est donc pas étonnant que le choix même du lexique reflète une idéologie d'inspiration néolibérale, présentant l'individu comme un être purement rationnel et entièrement libre de ses décisions.

Or ceux à qui se présente réellement le choix de migrer, ou de ne pas le faire, ne sont en général pas les plus pauvres. Migrer requiert en effet de disposer d'un minimum de capital, à la fois financier et social, ainsi que d'un accès à l'information (Skeldon, 1997). La pauvreté extrême exclut *de facto* ceux qui en souffrent des opportunités migratoires, et s'ils migrent malgré tout, cela ne s'effectue pas toujours de manière libre. Sans même parler des migrations forcées de populations déplacées, des réfugiés ou demandeurs d'asile, les migrations dites « volontaires » relèvent elles aussi, dans certains cas, de la contrainte. Tandis que le modèle libéral présente les migrants comme des agents libres, le modèle marxiste insiste sur le poids des facteurs structurels, opposant ainsi structure et capacité d'initiative (*agency*). En Inde, les chercheurs d'inspiration marxiste ont par exemple montré comment les relations d'endettement enchaînent les ouvriers agricoles à des intermédiaires qui organisent leurs déplacements par des contrats perpétuant indéfiniment leur exploitation (Bremen, 1996 ; Olsen, 1998). Le travail « captif » (*bonded labour*), bien que d'origine précapitaliste et

¹¹² "A livelihood comprises the capabilities, assets (including both material and social resources) and activities required for a means of living. A livelihood is sustainable when it can cope with and recover from stresses and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets, while not undermining the natural resource base" (Scoones, 1998 : 5).

¹¹³ "Formerly seen as evidence of chronic social and economic breakdown, internal migration is now seen as a major mechanism for the redistribution of resources from richer to poorer localities and a vital means of raising the incomes of the poor" (Harris, 2005 : 4591).

¹¹⁴ Overseas Development Institute (ODI), Institute of Development Studies (IDS), International Institute for Environment and Development (IIED), Institute for Development Policy and Management (IDPM).

s'inscrivant dans un système quasi féodal, se retrouve aujourd'hui encore dans des structures d'exploitation capitalistes (Bremner et al., 2009).

Le cas des travailleurs migrants du district de Mahbubnagar en Andhra Pradesh est à ce titre exemplaire. David Picherit montre comment, aux modes d'oppression traditionnels comme la caste et le patriarcat, s'ajoutent des formes modernes d'asservissement pour dettes, de patronage et de clientélisme, orchestrées notamment par des intermédiaires appelés « *maistries* » (Picherit, 2009). Il remet en question la scission théorique entre travail libre et non libre, ainsi que les typologies de la migration fondées sur les notions de choix et de contrainte.

Dans le cadre de ma recherche, je postule l'indissociable lien entre choix et contraintes, toute migration résultant de la combinaison des deux. Je relate la multiplicité et le foisonnement des stratégies d'action des travailleurs manuels, pleines de contradictions et de retournements de situations inscrites dans des contextes et des cadres mouvants. En cela, la migration est bien un rapport au pouvoir. Elle est un phénomène multidimensionnel dépassant de simples considérations économiques (idem : 52, n.56).

Les modèles économicistes ont en effet tendance à masquer les relations de pouvoir inhérentes aux processus migratoires¹¹⁵. Même parmi les populations tribales les plus démunies de l'Inde, comme les Bhil, le terme de « réfugiés écologiques » (Gadgil et Guha, 1995) s'avère réducteur, dans la mesure où il met l'accent sur la déforestation, la détérioration de la productivité agricole, la pression démographique, plus que sur les relations de dépendance¹¹⁶. Les Africanistes ont eux aussi été amenés à remettre en cause les modèles migratoires exclusivement orientés vers la pauvreté et le « sous-développement » en introduisant d'autres facteurs explicatifs, comme les relations sociales et identitaires (ethniques, générationnelles et de genre)¹¹⁷. Considérer la migration comme un processus

¹¹⁵ “*The reasons behind migration, as well as the opportunities for and restrictions on it, are socially embedded and reflect power imbalances and roles related to gender, age, ethnicity and caste*” (Barbora et al., 2008 : 64).

¹¹⁶ “*For some, labour migration is indeed a forced livelihood response, although it arises from a complex set of social relations (including relations of debts and dependency) rather than simply ecological crisis and subsistence failure*” (Mosse et al., 2002 : 60).

¹¹⁷ “*The ‘under-development school’ view of the 1970s has been extremely pervasive in the literature of migration, linking it directly and synergistically with rural poverty (...). This paper challenges the simple, often static, economic analysis of temporary rural to urban migration in West Africa (...). The primacy of a purely economic model of migration is challenged through an exploration of issues of*

social, plutôt qu'économique, permet de couvrir un large éventail de situations, et d'expliquer à la fois les migrations de « pauvres » et de « riches »¹¹⁸. Ces dernières sont relativement peu étudiées, les *migration studies* s'intéressant rarement aux trajectoires socio-spatiales des minorités possédantes dans les pays du Sud. La mobilité des élites présente pourtant des formes spécifiques qui, là encore, méritent d'être analysées hors du cadre restrictif des théories économiques.

3. Quand migration et prospérité vont de pair : mobilité socioprofessionnelle des élites rurales

Si, comme le suggèrent fréquemment les *migration studies*, la pauvreté pousse au départ, comment expliquer qu'un propriétaire terrien décide de quitter son village ? Les sans-terres ne sont pas les seuls à migrer, loin de là : des études de village réalisées en Inde dans les années 1970 concluent même à une relation positive entre propriété foncière et migration¹¹⁹. Les tenants du modèle « *push and pull* » y verront une simple volonté d'enrichissement et de valorisation du capital foncier initial. La perspective de nouvelles opportunités économiques en-dehors du milieu d'origine est sans doute attractive, mais les zones émettrices, paradoxalement, ne sont pas forcément celles qui en manquent le plus. Contrairement à une idée reçue, les régions développées de l'Inde sont tout autant émettrices de flux migratoires que les régions pauvres¹²⁰. Le cas du Punjab est à ce titre significatif, puisque la Révolution verte s'y est accompagnée d'un fort exode des élites rurales. La mécanisation de l'agriculture

identity and social networks, not easily incorporated into such a model, but potentially very important in explaining who migrates and why" (Hampshire, 2002 : 16).

Sur les relations de dépendance personnelle en Afrique, voir aussi Balandier (1969).

¹¹⁸ "Economic deprivation is not the most critical factor for migration decisions, even for seasonal migrants. People migrate out of both poor and rich households (...). This questions the proposition that push factors have been the major determinants of mobility or that poverty holds the key to explaining migration in the 1990s" (Kundu et Sarangi, 2007 : 299, 306).

¹¹⁹ "The Village Studies project in India (...) showed, with many others, that the landless are least likely to migrate (...). Migrant households in India are socio-economically and educationally better placed than others, and there is a positive relationship between landholding and migration" (de Haan, 1999 : 18).

¹²⁰ "The hypothesis that outmigration from rural areas results from a lack of development and that rural development will therefore induce people to remain in place is not supported by evidence from India" (Weiner, 2003 : 276).

a en effet libéré une main-d'œuvre paysanne dont l'enrichissement a par ailleurs conduit à un plus grand investissement dans l'éducation. Les commerçants ont également profité de la prospérité agricole, mais les élites marchandes hindoues ont dû fuir les villages du Punjab pendant le mouvement du Khalistan pour la création d'un Etat sikh (Bal, 2005). Elles ont été remplacées par les Jat sikhs de tradition paysanne qui ont su diversifier leurs activités *in situ* en se lançant dans l'entrepreneuriat, avant d'émigrer à leur tour vers les villes ou à l'étranger. A l'échelle internationale également, il n'est pas sûr que le développement des pays émetteurs représente réellement un frein à la migration. Au contraire, les progrès de l'éducation, l'accès à l'information, le rôle des médias dans la création d'un imaginaire migratoire autour des « lumières de la ville » ou de la société de consommation dans les pays riches, sont autant de facteurs qui rendent le départ à la fois plus désirable et plus réalisable (de Haas, 2006).

Les stratégies migratoires des élites rurales s'inscrivent non seulement dans une logique économique d'accumulation, mais dans une logique sociale d'amélioration du statut. Au village, même les familles riches se sentent comme des « grenouilles au fond d'un puits » (« *frogs in the well* »), expression que l'on entend souvent dans la bouche des élites anglophones indiennes. Les gains escomptés en milieu urbain ou à l'étranger sont souvent immatériels, comme l'accès à l'éducation supérieure, très valorisée socialement. En témoigne l'envoi à l'université de jeunes filles qui ne visent pas forcément des débouchés professionnels, le diplôme étant à lui seul un gage de respectabilité destiné à leur assurer un bon mariage. Tout faire pour donner une bonne éducation à ses enfants est déjà le signe d'un certain confort matériel et exprime davantage une volonté d'ascension sociale que d'enrichissement. Cette ambition, liée à des considérations de statut plus que de revenus, motive la recherche d'emplois non-agricoles, que ce soit au village ou à l'extérieur. Si la diversification économique dans les campagnes constitue une première étape dans la trajectoire sociale des élites paysannes, elle se complète généralement par l'envoi en ville d'un ou plusieurs membres de la famille. Pour les entrepreneurs issus du milieu agricole, les possibilités d'investissements sur place sont limitées, et la mobilité spatiale s'avère indispensable à la poursuite de leur mobilité sociale.

Dans son ouvrage sur les élites rurales en Inde, S.S. Sharma (1979) distingue deux catégories : celle qui réside au village et celle qui n'y réside pas. Il montre toutefois que même l'élite « résidente » est en contact permanent avec le monde extra-villageois, et c'est précisément ce

qui fait d'elle une élite au village. La « mobilité géographique » et le « cosmopolitisme » apparaissent donc comme deux aspects fondamentaux de la définition des élites rurales. Leurs réseaux de relations, qui s'étendent bien au-delà du monde villageois, se constituent notamment grâce à la mobilité d'une partie d'entre elles. Il suffit que quelques membres d'une communauté locale migrent pour qu'un pont se crée entre eux et le reste du village. Ces individus mobiles servent de courroies de transmission entre les élites urbaines et le monde paysan, auprès de qui ils communiquent des messages de nature politique¹²¹, et introduisent des changements d'ordre culturel, social et technologique (Gardner et Osella, 2003). La transmission se fait grâce à un va-et-vient constant entre villes et campagnes de personnes que l'on peut qualifier de « migrants circulaires » ou de « cosmopolitains ruraux »¹²². Ces derniers se distinguent des travailleurs saisonniers qui eux aussi circulent, mais sans être vecteurs d'une culture cosmopolite, dans la mesure où ils sortent rarement du monde rural. A l'intérieur des campagnes, les mouvements de main-d'œuvre suivent le cycle agricole et lors des pointes de travail, les zones irriguées voient affluer les travailleurs venus d'autres régions. La notion de « circulation du travail » a remis en cause le modèle linéaire du phénomène migratoire ainsi que les théories de l'expansion urbaine (Bremner, 1985).

La circulation des élites rurales présente des formes particulières car elle est largement polarisée par les villes et s'accompagne d'une forte mobilité socioprofessionnelle. Sharma définit les élites de manière trop statique, comme des « groupes fonctionnels, essentiellement professionnels, ayant un haut statut dans une société » (Sharma, 1980 : 159), alors que leur profession et leur statut sont susceptibles d'évoluer. Conscientes de l'importance de l'éducation comme clé de l'ascension sociale, les élites traditionnelles indiennes se sont progressivement « modernisées » en cherchant à accéder ou à faire profiter leurs enfants de l'enseignement occidental de langue anglaise, délivré essentiellement dans les villes. Au terme de « modernisation », qui semble comporter un jugement de valeur, Srinivas préfère celui d'« occidentalisation », plus neutre selon lui, qui désigne simplement « les changements introduits dans la société et la culture indiennes du fait de plus de 150 ans de règne britannique (...), que cela soit au niveau de la technologie, des institutions, de l'idéologie ou

¹²¹ *“Messages originating from the power elite at the national and state levels [are] communicated by the traditional elite to the peasants in village communities”* (Sharma, 1980 : 159).

¹²² *“Rural cosmopolitans are those who originate in rural areas and who, having become bearers of cultural versatility, turn this to some advantage in either their rural source areas and/or their non-rural destinations”* (Gidwani et Sivaramakrishnan, 2003 : 345).

des valeurs » (Srinivas, 1967 : 47). Il distingue par ailleurs l'occidentalisation de l'industrialisation et de l'urbanisation, même si ce sont des processus concomitants. En effet, les élites « occidentalisées » ont davantage été attirées par l'administration et les professions libérales que par l'industrie, et si on les trouve généralement dans les villes, certaines d'entre elles continuent de vivre dans les campagnes, tout en adoptant des modes de vie occidentaux.

Tandis que l'occidentalisation a constitué pour les castes brahmanes un levier de mobilité socioprofessionnelle, souvent accompagnée d'une mobilité spatiale vers les villes, les castes moins élevées ont d'abord cherché à se « sanscritiser » pour pouvoir prétendre ensuite à une ascension sociale et la légitimer au moyen d'une « justification symbolique » (Barber, 1957).

La sanscritisation est le processus par lequel une 'basse' caste hindoue, un groupe tribal ou autre, change ses coutumes, rituels, idéologie et mode de vie dans le sens de ceux d'une haute caste, souvent « deux-fois née ». De ces changements s'ensuit généralement le fait de prétendre à un statut plus élevé dans la hiérarchie des castes que celui traditionnellement concédé par la communauté locale (Srinivas, 1967 : 6).

Inventeur du concept, Srinivas précise que ce processus prend plusieurs générations, le temps de faire oublier les origines sociales du groupe aspirant à la mobilité. Cependant, la migration permet d'accélérer le processus car hors de la communauté locale, il est plus difficile de connaître l'identité de caste d'un individu. Dans le premier cas, à travers le temps, il s'agit d'une mobilité sociale collective, alors que dans le second, à travers l'espace, elle est individuelle. La mobilité individuelle, courante dans les sociétés de classes, s'avère cependant moins aisée dans un système de castes où, pour être reconnue socialement, elle doit généralement s'accompagner de l'ascension du groupe tout entier (Srinivas, 1956). Tandis que la sanscritisation se limite à des changements de position relative au sein d'un système dont les paramètres ne sont pas remis en cause, l'occidentalisation introduit de nouveaux critères d'évaluation du statut social, comme le niveau d'éducation, la profession et les revenus, et conduit donc à un changement structurel qui se traduit par un autre type de stratification, plus ouvert, fondé non plus sur la caste mais sur la classe. En Inde, les deux systèmes coexistent et sont fortement corrélés.

Le concept de sanscritisation a été critiqué car dans sa première définition l'accent était mis exclusivement sur le modèle brahmanique¹²³. Trop restrictive, cette définition a été ensuite

¹²³ "A low caste was able, in a generation or two, to rise to a higher position in the hierarchy by adopting vegetarianism and teetotalism, and by Sanskritizing its ritual and pantheon. In short, it took

modifiée par Srinivas lui-même, qui distingue justement « sanscritisation » et « brahmanisation », dans la mesure où les castes « deux-fois nées » peuvent également servir de modèles aux basses castes et tribus¹²⁴. Il insiste également sur le rôle central de la caste dominante locale comme intermédiaire entre hautes et basses castes.

Bien que sur le long terme les rites et coutumes brahmaniques se sont diffusés parmi les basses castes, à court terme c'était la caste dominante locale qui était imitée par les autres (...). On pourrait dire que les coutumes brahmanes atteignaient les nombreuses castes occupant les rangs inférieurs selon une réaction en chaîne, chaque groupe empruntant à celui situé au-dessus et transmettant à son tour à celui situé en-dessous (Srinivas, 1956 : 483).

Marriott reproche au concept de sanscritisation d'épouser la théorie « attributionnelle » du classement des castes, selon laquelle le rang d'une caste est déterminé par un certain nombre d'attributs ou de comportements (Stevenson, 1954), mais il reconnaît que le concept de dominance permet à Srinivas d'intégrer également la théorie « interactionnelle », fondée sur les relations d'échanges entre castes (Marriott, 1959). En acceptant les « dons » (*dan*) de la caste dominante, les autres groupes la placent d'emblée en position centrale dans le contexte villageois. Gloria Raheja (1988) développe cette théorie pour remettre en cause l'importance accordée aux valeurs brahmaniques dans la pensée et la société hindoues, à la suite de Dumont notamment. A l'idée dumontienne de hiérarchie qui place les Brahmanes au sommet d'une échelle de pureté, elle oppose la centralité de la caste dominante, dont les diverses prestations, rituelles et économiques, fixent les normes sociales adoptées par les autres villageois. En s'appuyant sur l'exemple des agriculteurs gujar dans un village d'Uttar Pradesh, elle montre comment s'articule autour de leur position dominante, fondée essentiellement sur leur capacité à distribuer les récoltes aux castes de service, une configuration sociale de type centre-périphérie¹²⁵. La dominance des Gujar à Pahansu est « absolue » car elle ne se réduit pas aux aspects temporels ou « mondains » (*secular*) de subsistance économique, mais s'étend

over, as far as possible, the customs, rites, and beliefs of the Brahmins, and the adoption of the Brahminic way of life by a low caste seems to have been frequent, though theoretically forbidden" (Srinivas, 1952 : 30).

¹²⁴ "I emphasized unduly the Brahminical model of Sanskritization and ignored the other models – Kshatriya, Vaishya, and Shudra. (...) D.F. Pocock has pointed to the existence of a Kshatriya model in addition to a Brahminical model" (Srinivas, 1967 : 7).

¹²⁵ "Not only do many of the service castes derive most of their livelihood from these distributions at the harvests and at other times of the year, but Gujar, as well as people from other castes, understand and construe their relatively central or peripheral positions in the local configuration of castes as being constituted in and through these arrangements and prestations" (Raheja, 1988 : 13).

également à la sphère religieuse, leurs dons rituels aux Brahmanes et aux basses castes permettant d'assurer le caractère auspiceux du village tout entier. C'est pourquoi les Gujar « se perçoivent et sont perçus par tous les autres comme étant au centre de la vie villageoise » (Raheja, 1988 : 21).

Cette affirmation présente la centralité de la caste dominante comme faisant l'objet d'un consensus parmi les villageois. Or rien ne permet de dire que les Intouchables adhèrent réellement au modèle *kshatriya* incarné par les Gujar, pas plus qu'ils n'imitent le modèle brahmane en se sanscritisant. De même que Berreman avait reproché à Dumont d'adopter un point de vue brahmanique sur les castes, Raheja a été critiquée pour son parti-pris *kshatriya* (Derné, 1990). Par ailleurs, elle assimile trop étroitement caste dominante et modèle *kshatriya*, alors qu'il existe différents types de pouvoir « royal » en fonction de l'échelle à laquelle il s'exerce (Lerche, 1993). Il est également utile de distinguer entre Inde du Nord, où prévalait le système *zamindari*, et Inde du Sud, où le système *ryotwari* de taxation directe était plus répandu. Les *zamindar*, en tant qu'intermédiaires fiscaux, représentaient une incarnation du pouvoir royal à la tête des grands domaines qu'ils contrôlaient, et quelle que soit leur caste, ils ont eux aussi servi de modèles aux villageois sous leur influence. C'est pourquoi Lucy Carroll considère que le terme de sanscritisation prête à confusion, et qu'il est préférable de le spécifier en le remplaçant par celui de « brahmanisation », sachant qu'il existe d'autres formes d'émulation des élites (Carroll, 1977). En outre, le concept de sanscritisation tend à présenter le système des castes comme harmonieux et intégrateur, alors qu'il existe des modèles alternatifs de mobilité sociale comme celui d'« ethnicisation », offrant de nouvelles identités fondées sur des valeurs égalitaires et ayant conduit à l'émancipation des basses castes dans le sud et l'ouest de l'Inde (Jaffrelot, 2000).

Contrairement au processus de sanscritisation, celui d'occidentalisation semble remettre en cause la stratification traditionnelle de la société indienne, mais là encore, ce sont les élites rurales qui ont su en tirer profit pour renforcer leur dominance. En migrant vers les villes, elles se sont certes détournées de l'agriculture pour accéder aux professions modernes, mais elles n'ont pas abandonné leurs terres pour autant. Ce phénomène de maintien du patrimoine villageois parmi les néo-urbains, « un pied dedans, un pied dehors » (Chaléard et Dubresson, 1989), a été observé dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique, mais beaucoup moins en Amérique latine, où le départ vers les villes est généralement définitif (Nelson, 1976). En

Inde, l'attachement à la terre des élites rurales, ne serait-ce que pour des raisons de prestige, rend difficile l'accès à la propriété pour les basses castes de travailleurs agricoles. Non seulement les propriétaires « absentéistes » rechignent à vendre, mais ils réinvestissent dans la terre leurs revenus issus d'activités urbaines, notamment parce que les revenus agricoles ne sont pas soumis à l'impôt. On pourrait penser que cette circulation des hommes et du capital favorise les changements sociaux dans les campagnes, or on constate qu'« au final, le cosmopolitisme rural n'aboutit pas toujours à des programmes politiques progressistes (...). Souvent, les transformations de l'espace social générées par les migrants circulaires reproduisent et consolident les agencements traditionnels plus qu'elles ne les remettent en cause » (Gidwani et Sivaramakrishnan, 2003 : 362). La principale différence entre migrations de « pauvres » et migrations des élites réside dans le fait que ces dernières s'inscrivent non pas dans une logique de fuite et d'abandon, mais dans une logique d'expansion et d'accumulation. Les trajectoires spatiales et les stratégies économiques adoptées par les castes dominantes, loin de se traduire par une perte d'influence dans leurs villages d'origine, semblent au contraire leur offrir des possibilités de contrôle territorial étendu. En ce sens, la dominance de caste se caractérise par un lien spécifique au territoire et des formes de territorialité propres.

III. Les concepts géographiques de territoire et de territorialité appliqués à une société de castes

1. Géographie sociale et territoire : quelle pertinence dans le contexte indien ?

La géographie sociale trouve dans le territoire un outil opératoire, une méthode rêvée pour approfondir les phénomènes d'identité et de contrôle, d'altérité, d'intégration ou de ségrégation, voire d'exclusion, d'équité, d'égalité, de juste répartition des richesses et des moyens de les produire (Di Méo, 1998a : 5).

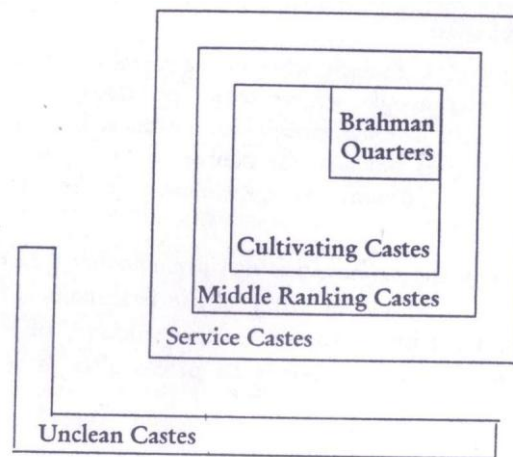
Le territoire est non seulement un thème d'étude pour la géographie sociale, mais un outil, une méthode, une « entrée » permettant l'analyse de relations socio-spatiales « dynamiques, multidimensionnelles et multiscalaires » (idem : 12). Di Méo retient deux éléments constitutifs du concept de territoire, l'espace social qui « qualifie des lieux de la biosphère tissés par l'entrelacs des rapports sociaux et spatiaux », et l'espace vécu qui « exprime, au

contraire, le rapport existentiel, forcément subjectif, que l'individu socialisé établit avec la Terre » (ibid. : 37). A ces deux notions réunies par le concept de territoire, se joignent quatre autres significations, identitaire (appartenance collective), politique (contrôle de l'espace), symbolique (valeurs patrimoniales) et historique (importance du temps long dans la construction territoriale). Ainsi défini, le territoire « répugne au bornage », et il s'avère inutile de vouloir le cerner en lui cherchant systématiquement des limites ou des frontières. A l'inverse, la démarche adoptée par Di Méo « privilégie les cœurs territoriaux aux dépens de leurs marges souvent imprécises, en général mal identifiées » (ibid.).

Une telle approche se justifie totalement dans le contexte indien, où les entités politiques étaient historiquement définies par leur centre plus que par leurs périphéries¹²⁶. A l'échelle locale également, le village indien traditionnel, né de défrichements en zone forestière, ressemble plus au « terroir » africain qu'au « finage » européen, dans la mesure où ses limites sont souvent floues (Dupont et Landy, 2003 : 46). Les castes dominantes occupent aujourd'hui encore les centres villageois car leurs ancêtres, pionniers agricoles, furent les premiers à s'installer sur les espaces nouvellement défrichés, habitant les sites les plus avantageux et cultivant les meilleures terres. Ils autorisaient les Brahmanes à occuper également un quartier central à proximité de leurs maisons, tandis que convergeaient autour d'eux les castes de service, les Intouchables étant rejetés à l'extérieur du noyau villageois. La morphologie sociale du village indien correspond donc souvent à un modèle spatial centre-périphérie (Assayag, 1983).

¹²⁶ « A l'échelle nationale, une semblable conception labile du territoire a existé en Inde jusqu'aux Grands Moghols (XVI^e-XVIII^e siècles), quand le pays était composé d'Etats dont les territoires étaient définis par leur centre mais non par leurs frontières, ignorant la notion de *limes*, de ligne marquant les limites de ces Etats » (Dupont et Landy, 2003 : 46-7).

Schéma 3 : Organisation résidentielle des castes dans un village indien



Source : Ahmad (1999 : 186)

En somme, le voisinage importe plus que le bornage, et c'est le groupe, plus que l'espace, qui est porteur de limite. Cette spécificité indienne des rapports sociaux et de leur inscription dans l'espace, « dosage subtil d'écart et de relation », semble remettre en cause l'approche territoriale adoptée par les géographes pour étudier les castes (Louiset, 2003 : 135). De même, en milieu urbain, « la limite qui compte est celle du groupe et non celle d'un espace : celui-ci ne se matérialise donc pas de façon continue. L'identité urbaine par le territoire pose ici question tant à l'échelle de la ville qu'à celle du quartier » (Louiset, 2000 : 163). Ceci explique sans doute qu'en Inde, la géographie sociale ait négligé le territoire. Dans son ouvrage intitulé *Social geography*, Aijazuddin Ahmad (1999) n'aborde quasiment jamais la question territoriale et s'intéresse surtout à la distribution régionale des castes, comme l'avait fait avant lui Joseph Schwartzberg (1983). Leur méthodologie est similaire et se fonde sur les données du recensement pour effectuer une cartographie de la population par caste dans diverses régions de l'Inde. Schwartzberg est cependant conscient des limites de l'approche quantitative pour déterminer la caste dominante d'une région, puisque les castes les plus nombreuses sont souvent intouchables¹²⁷. Avant même cette étude des « régions de caste », Satish Saberwal (1971) s'était intéressé aux « régions de parenté », en montrant que

¹²⁷ "Unfortunately, the dominant caste of a given area cannot be determined with certainty from numbers alone (...). There are a large number of districts of Uttar Pradesh where the formerly untouchable, now 'scheduled', caste of Chamars were (and still are) the most numerous group, as they were, in fact, in the state as a whole. But nowhere, it is safe to assume, are they considered the dominant caste" (Schwartzberg, 2007 : 89).

l'exogamie villageoise en Inde du Nord crée des liens de parenté qui s'étendent sur des espaces très vastes, mais de manière discontinue. Est-ce cette discontinuité qui l'empêche de parler de territoire ?

Plus qu'une hypothétique « absence de territoire » dans le monde indien (Berti, Tarabout, 2009), on pourrait supposer que la géographie de langue anglaise n'est pas propice à l'élaboration du concept, puisque le terme « *territory* » est peu employé, l'opposition espace/territoire étant remplacée par la dialectique « *space/place* » (Tuan, 2002). Pourtant, le lieu (*place*), s'il rejoint le territoire « en tant qu'espace qualifié par la société », s'en distingue « par sa brève continuité, par la contiguïté des points et des tissus qui le composent, par le principe de coprésence d'êtres et de choses porteurs d'un sens spatial particulier » (Di Méo, 1998a : 39-40). Le territoire regroupe et associe des lieux, dont certains, les hauts lieux, les lieux de mémoire, symbolisent le territoire tout entier à la manière d'une synecdoque (Debarbieux, 1995). Cette figure de rhétorique a déjà été évoquée à propos du village indien qui représenterait en réalité la communauté villageoise (contenant pour le contenu), mais elle peut également signifier le tout par la partie. Une autre figure de style, la métonymie, qui consiste à remplacer un terme par un autre qui lui est étroitement associé, permet de comprendre comment certains lieux ont été « figés » par des idées ou des concepts comme celui de hiérarchie pour l'Inde qui, à la suite de Dumont, s'est transformé en « stéréotype topologique » (Appadurai, 1988b : 46). Ici, « *place* », en référence à l'Inde, pourrait se traduire par territoire, non pas au sens politique restreint du terme, mais au sens d'« espace culturellement défini » étudié par les anthropologues (Appadurai, 1988a : 16).

Si le vocable « *place* » est celui qui se rapproche le plus de la notion de territoire, il est frappant de constater que ce terme n'est pas pour autant utilisé dans les définitions courantes de la géographie sociale par les auteurs de langue anglaise. Celles-ci font plutôt appel aux termes « *regions* », « *spatial setting/patterns/structure* », étudiés en rapport avec les phénomènes sociaux qui s'y déploient (Eyles, 1986 : 4-5). L'absence du territoire comme objet d'étude de la géographie sociale de tradition anglo-saxonne n'est donc pas uniquement liée à des considérations linguistiques, mais à des choix épistémologiques. On note cependant quelques exceptions, comme les travaux d'Agnew et Duncan (1989), qui distinguent la « localité », c'est-à-dire « le cadre fourni par un lieu pour l'interaction sociale quotidienne et routinière », et le « sens du lieu », qui renvoie à l'« identification à un territoire engendrée par

le fait d'y vivre » (Agnew, Duncan, 1989 : 2). La proximité géographique n'est pas pour autant nécessaire à l'expression d'un sentiment d'appartenance et à l'identité collective d'une communauté (Jones et Eyles, 1977 : 14). Le « sens du lieu » est un critère peu pertinent pour les communautés d'intérêts par exemple, et les communautés territoriales peuvent être simplement « imaginées », dans la mesure où, à l'échelle des nations, les possibilités d'interactions quotidiennes se réduisent aux échanges de voisinage. Reprenant la théorie des « communautés imaginées » (*imagined communities*) de Benedict Anderson¹²⁸, les anthropologues Akhil Gupta et James Ferguson parlent de « territoires imaginés » (*imagined places*) dans le cas des diasporas, dont les identités culturelles sont en quelque sorte « déterritorialisées » (Gupta et Ferguson, 1992 : 9-10). Dans un contexte de mobilité internationale croissante, les géographes ont eux aussi été tentés de parler de « fin des territoires » (Badie, 1995). Avant d'en venir au concept de déterritorialisation, il convient de mieux cerner ceux de territoire et de territorialité, tels qu'ils ont été élaborés par la géographie française.

S'il existe en France des clivages entre « écoles » ou courants de pensée au sein de la géographie humaine, notamment entre géographie sociale et géographie culturelle (Chivallon, 2003), elle-même divisée en plusieurs pôles (Collignon, 1998), la conceptualisation du territoire doit aussi bien à l'une qu'à l'autre. Avant même que Di Méo n'ait caractérisé l'objet central de la géographie sociale comme étant la « territorialisation de la sphère sociale » (Di Méo, 1998a : 268), le « Voyage autour du territoire » de Joël Bonnemaïson (1981) apparaît comme un texte précurseur de la géographie culturelle en France, un domaine déjà développé par les Anglo-Saxons, mais sans référence explicite au territoire (Ann Buttimer parle d'« espace social »¹²⁹). Bonnemaïson distingue l'espace, associé à l'« errance » par son ouverture, et le territoire, qui renvoie à des formes d'« enracinement ». Toutefois, « un territoire est bien autre chose qu'un espace clos protégé par une frontière. Au fond, il est un noyau, c'est-à-dire un centre beaucoup plus qu'une clôture, et un type de relation affective et culturelle à une terre, avant d'être un réflexe d'appropriation ou d'exclusion de l'étranger » (idem : 254). L'idée d'absence de délimitation fixe et précise du territoire est donc commune

¹²⁸ “(...) *imagined because the members of even the smallest nation will never know most of their fellow-members, meet them, or even hear of them, yet in the minds of each lives the image of their communion*” (Anderson, 1983 : 15).

¹²⁹ “*social space*” (Buttimer, 1969 et 1980).

aux approches sociale et culturelle qui se distinguent ainsi de l'approche géopolitique en termes de souveraineté (Gottmann, 1973). Mais plus qu'à la relation « affective et culturelle » au territoire, la géographie sociale s'intéresse aux thèmes de l'appropriation et de l'exclusion. C'est pourquoi elle s'avère particulièrement féconde dans le contexte indien pour appréhender la territorialité de caste¹³⁰. Si celle-ci n'est pas à proprement parler exclusive, dans la mesure où différentes castes coexistent sur un même territoire, elle est marquée par des formes de ségrégation très nettes dans les campagnes, légèrement moins dans les villes (Dupont, 2004), ce qui a poussé certains géographes à établir des parallèles entre l'Inde et l'Afrique du Sud héritière de l'apartheid (Gervais-Lambony et al., 2003). L'appropriation du territoire par les groupes dominants ne s'exprime pas forcément par la mise à l'écart spatiale des dominés, mais par diverses formes d'exclusion socio-économiques et par une volonté de contrôle politique.

2. La territorialité des dominants comme stratégie de contrôle : pour une géographie du pouvoir

Si le concept de territoire doit beaucoup à la géographie française, c'est un géographe américain qui a largement contribué à développer celui de « territorialité humaine », par opposition à la territorialité animale (Sack, 1986). Loin d'être un instinct, il s'agit selon lui d'une stratégie visant à établir une aire d'influence où le contrôle des ressources et des hommes devient possible¹³¹. L'intérêt de sa démonstration est qu'elle s'applique à toutes les échelles, depuis la maison ou le lieu de travail jusqu'à la nation. Les enjeux du contrôle territorial sont aussi bien de « contenir » que d'« exclure », en partageant ou en limitant l'accès à certains espaces, à la terre, aux ressources et aux « relations » (idem : 20). Ces différences d'accessibilité aux biens et aux hommes sont fondées sur des rapports de pouvoir, le pouvoir étant défini comme capacité d'agir sur le monde et sur les autres. En ce sens, la territorialité est l'expression géographique première des relations sociales, même si le territoire permet aussi de dissimuler les mécanismes de domination. En effet, l'une des

¹³⁰ La géographie culturelle a cependant elle aussi proposé des analyses intéressantes du sens indien de la territorialité, comme le montrent les contributions du numéro spécial « Cultures et territoires en Inde » de la revue *Géographie et cultures* (2000, n°35).

¹³¹ “Territoriality in humans is best understood as a spatial strategy to affect, influence, or control resources and people, by controlling area” (Sack, 1986 : 1).

propriétés génériques de la territorialité est de « déplacer l'attention de la relation entre celui qui contrôle et celui qui est contrôlé vers le territoire (...) et ainsi le territoire apparaît comme l'agent exerçant le contrôle » (ibid. : 33).

Loin de faire « l'économie du pouvoir » comme le lui reproche Claude Raffestin¹³², l'analyse de Sack est en réalité assez proche de la conception de la territorialité exposée quelques années auparavant par le géographe suisse (Raffestin, 1980). S'inspirant de la théorie relationnelle du pouvoir de Michel Foucault¹³³, Raffestin montre lui aussi que les rapports sociaux de domination sont masqués par l'aspect beaucoup plus apparent du contrôle territorial.

Le pouvoir, nom commun, se cache derrière le Pouvoir, nom propre. Il se cache d'autant mieux qu'il est présent partout. Présent dans chaque relation, au détour de chaque action : insidieux, il profite de toutes les fissures sociales pour s'infiltrer jusqu'au cœur de l'homme. Ambiguïté donc puisqu'il y a le « Pouvoir » et le « pouvoir ». Mais le premier est plus facile à cerner car il se manifeste à travers des appareils complexes qui enserrant le territoire, contrôlent la population et dominent les ressources. C'est le pouvoir visible, massif, identifiable. Il est dangereux et inquiétant, par conséquent, mais il inspire la méfiance par la menace même qu'il représente. Mais le plus dangereux c'est celui qu'on ne voit pas ou qu'on ne voit plus parce qu'on a cru s'en débarrasser en l'assignant à résidence surveillée (...). Le pouvoir est assuré de pérennité car il n'est plus visible, il est consubstantiel de toutes les relations (idem : 45).

Raffestin se démarque donc de la géographie politique classique qui ne s'intéresse qu'au « Pouvoir », celui des Etats, au profit d'une « géographie du pouvoir » visant à déceler toute forme de domination. L'un des rares géographes francophones à avoir utilisé la pensée foucauldienne dans ses travaux (Fall, 2007), Raffestin s'est efforcé de lui donner un caractère plus spatial et plus ancré dans le territoire, qu'il considère comme « la scène du pouvoir et le lieu de toutes les relations » (Raffestin, 1980 : 50). Pour déterminer les enjeux du pouvoir, il reprend la division tripartite classique – population, territoire, ressources – et place

¹³² « Il semble difficile d'accepter ou d'accueillir l'idée de Sack selon laquelle la territorialité est un contrôle sur une aire. C'est faire l'économie du pouvoir par assimilation de la territorialité humaine à celle animale, privée de symbolisation et donc de codification » (Raffestin, 1995 : 59).

On peut voir dans ce malentendu le fait que « les auteurs anglosaxons n'ont pas investi d'une valeur conceptuelle comparable les termes *Territory* et *Territoriality*. Ceci explique les réserves que certains auteurs francophones peuvent exprimer à la lecture de travaux de langue anglaise construits autour de ces concepts » (Debarbieux, 1999 : 37).

¹³³ « Par pouvoir, il me semble qu'il faut comprendre d'abord la multiplicité des rapports de forces qui sont immanents au domaine où ils s'exercent, et sont constitutifs de leur organisation (...). Le pouvoir est partout ; ce n'est pas qu'il englobe tout, c'est qu'il vient de partout » (Foucault, cité dans Raffestin, 1980 : 45).

volontairement la population en premier lieu car sans elle, le territoire n'est qu'une « potentialité, un donné statique à aménager et à intégrer dans une stratégie », tandis que les ressources « déterminent les horizons possibles de l'action » (idem). Le territoire représente cependant un « enjeu particulier, tout à la fois ressource et contrainte, contenant et contenu » (ibid. : 52). Il est également médiation puisqu'à l'emprise directe sur le monde s'ajoute une emprise indirecte sur les autres. La territorialité est une relation « triangulaire » qui met en rapport non seulement les hommes avec leur environnement, mais les hommes entre eux : « Ce serait faire renaître un déterminisme sans intérêt que de concevoir la territorialité comme un simple lien avec l'espace. C'est toujours un rapport, même s'il est différé, avec les autres acteurs » (ibid. : 146). Ainsi, accéder à la propriété individuelle ne se réduit pas à délimiter une parcelle de terre et à la déclarer sienne, mais consiste à aliéner d'autres acteurs de leurs droits sur cette terre. Si l'appropriation collective d'un territoire par une communauté ne s'accompagne pas forcément de l'exclusion des autres groupes, elle aboutit souvent à leur subordination.

Foucault rappelle à juste titre qu'au Moyen-Âge, la souveraineté dans le droit public s'exerce d'abord sur un territoire et, par conséquent, sur les sujets qui y habitent.

En ce sens, on peut dire que le territoire est bien l'élément fondamental et de la principauté de Machiavel et de la souveraineté juridique du souverain telle que la définissent les philosophes ou les théoriciens du droit. Bien sûr, ces territoires peuvent être féconds ou stériles, ils peuvent avoir une population dense ou au contraire clairsemée, les gens peuvent être riches ou pauvres, actifs ou paresseux, mais tous ces éléments ne sont que des variables par rapport au territoire qui est le fondement même de la principauté ou de la souveraineté (Foucault, 2004 : 99).

Les travaux de Foucault sont utiles à l'analyse du contrôle territorial, dans la mesure où la notion de stratégie y est définie, entre autres, comme « la manière dont on essaie d'avoir *prise sur l'autre* » (Foucault, 1984 : 318). L'emprise territoriale peut-être considérée une « stratégie », un moyen en vue d'une fin, qui serait la domination des hommes, définie comme une « structure globale de pouvoir dont on peut trouver parfois les ramifications et les conséquences jusque dans la trame la plus ténue de la société » (idem : 320). Foucault rejette cependant l'idée que le pouvoir n'est exercé que par « ceux d'en haut » sur « ceux d'en bas ». Le pouvoir est partout, personne n'y échappe, et il s'exerce non seulement sur les dominés, mais sur les dominants. Selon lui, les relations de pouvoir sont « intentionnelles et non subjectives », ce qui semble paradoxal puisqu'il est difficile de parler d'intentionnalité sans sujet, ou de stratégie sans stratège. Pourtant, cette analyse s'applique parfaitement aux

stratégies de contrôle des castes dominantes, dont les membres peuvent migrer de manière collective sans suivre pour autant un plan de conquête territoriale préétabli par un chef. Il y a en quelque sorte une poussée vers un objectif stratégique sans que personne n'en soit réellement l'instigateur.

Ce qui fait de la domination d'un groupe, d'une caste ou d'une classe, et des résistances ou des révoltes auxquelles elle se heurte, un phénomène central dans l'histoire des sociétés, c'est qu'elles manifestent, sous une forme globale et massive, à l'échelle du corps social tout entier, l'enclenchement des relations de pouvoir sur les rapports stratégiques, et leurs effets d'entraînement réciproque (ibid. : 321).

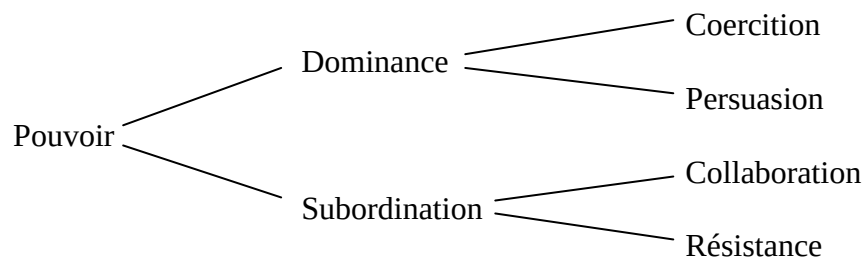
Dans l'un des premiers numéros de la revue *Hérodote*, des géographes s'attachent à répondre aux questions posées par Foucault en insistant sur la dimension spatiale du pouvoir : « La stratégie qui nous occupe est celle qui correspond à une pratique de domination de l'espace, sous toutes ses formes » (Brabant, 1977 : 12). Une géographie du pouvoir se doit de prendre en compte le temps long des constructions territoriales ainsi que les variations des systèmes territoriaux dans l'espace. C'est ce que fait Paul Claval (1978) lorsqu'il examine successivement les structures de pouvoir dans les sociétés « archaïques », puis modernes, et qu'il oppose régimes libéraux et autoritaires. Si l'Etat est au cœur de son ouvrage, celui-ci ne relève pas uniquement de la géopolitique, dans la mesure où le problème du pouvoir apparaît aussi comme « celui de l'influence : l'accès aux idées neuves, la prise en main de la terre ou des moyens de production, le contrôle de la main-d'œuvre, la domination que permet l'accès aux mass media, tout cela donne à certains des moyens de pression et restreint la gamme des choix offerts aux autres » (Claval, 1978 : 217). Ces diverses formes d'influence soulignent la double dimension du territoire, à la fois matérielle et idéologique, un tout difficilement dissociable du fait de la réciprocity dialectique qui lie, en termes marxistes, l'infrastructure et la superstructure.

Les deux instances de superstructure, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs idéologiques et culturelles qui circulent dans une société [croyances, mythes, idées et images répandus sur toute chose, représentations sociales, etc.], l'ensemble des pouvoirs [politique, économique, financier, religieux, social, etc.] qui s'exercent en un lieu ou dans un espace donnés, entretiennent d'étroites liaisons avec les formes concrètes de l'infrastructure (Di Méo, 1998a : 156).

Contrairement à la théorie marxiste selon laquelle les idées de la classe dominante deviennent les idées dominantes de la société dans son ensemble (Marx et Engels, 1966), Gramsci insiste sur le fait que les idéologies ne sont pas monolithiques, dans la mesure où les agents peuvent

consentir aux discours hégémoniques tout comme ils peuvent y résister et les transformer (Femia, 1975 ; Patnaik, 1988 ; Boogaart, 2001). Le concept gramscien d'hégémonie renvoie à la fois à la domination et au leadership : il implique des formes de coercition sur les groupes antagonistes, mais également une direction intellectuelle et morale des alliés dont on a gagné le consentement (Gramsci, 1996). Guha reprend le concept d'hégémonie dans sa définition du pouvoir comme dialectique entre dominance et subordination. Les dominants utilisent la coercition et/ou la persuasion, à quoi répondent parallèlement la résistance et/ou la collaboration des dominés.

Schéma 4 : Le pouvoir comme dialectique entre dominance et subordination



Source : Guha (1989 : 229)

Lorsque la persuasion l'emporte sur la coercition, et que la collaboration est supérieure à la résistance, le pouvoir est hégémonique¹³⁴. Guha examine la nature du pouvoir sous l'Empire britannique et démontre que l'Etat colonial n'est jamais parvenu à imposer totalement son hégémonie sur l'Inde, seulement sa domination (Guha, 1996). Dans le contexte des castes, le concept d'hégémonie permet de concilier les modèles consensuel et conflictuel¹³⁵. Sekhar Bandyopadhyay, reprenant la définition de Dirks qui voit dans la caste une « construction culturelle du pouvoir », s'intéresse au changement social provoqué par le colonialisme au Bengale et explique le maintien du « pouvoir hégémonique des castes dominantes » par la capacité de celles-ci à « coopter les groupes en voie d'ascension sociale dans la structure de pouvoir existante » (Bandyopadhyay, 2004 : 16). Le glissement de l'hégémonie de classe vers

¹³⁴ “Hegemony stands for a condition of dominance, such that, in the organic composition of the latter, persuasion outweighs coercion. Defined in these terms, hegemony operates as a dynamic concept and keeps even the most persuasive structure of dominance always and necessarily open to resistance” (Guha, 1989 : 231).

¹³⁵ “The hegemony of the higher castes was thus never properly challenged by what we call colonial modernity, and this hegemony was maintained by both ideology and the imperatives of structure, or in other words, both by consent and coercion” (Bandyopadhyay, 2004 : 37).

l'hégémonie de caste s'opère facilement dans le contexte indien, dans la mesure où le pouvoir des castes dominantes n'est pas de nature uniquement matérielle (propriété de la terre et autres moyens de production), mais renvoie également à une suprématie de type idéologique (contrôle des médias, de l'éducation, de la culture)¹³⁶.

3. Hégémonie de caste : vers une déterritorialisation de la dominance ?

Pour paraphraser Lévy (1991), l'hégémonie de la caste dominante a-t-elle encore (vraiment) besoin du territoire ? Si l'hégémonie renvoie à une influence immatérielle, ne peut-elle pas se passer d'ancrage territorial proprement dit et s'accommoder simplement de réseaux ? En effet, « à la différence du 'pouvoir pur' et de l'autorité, les jeux d'influence et de domination inconsciente s'appuient beaucoup moins sur des territoires que sur des réseaux associatifs, politiques, familiaux ou économiques » (Di Méo, 1998a : 259). Di Méo reprend ici la typologie de Claval, depuis le « pouvoir pur » jusqu'à la « domination inconsciente », des catégories elles-mêmes inspirées des types de domination énoncés par Weber, pour qui les trois principaux critères de « légitimité »¹³⁷ sont la légalité, la tradition et le charisme (Weber, 1971). Les processus de légitimation mis en place par les dominants permettent d'assurer leur hégémonie. C'est là qu'entre en jeu l'idéologie, par opposition à la force matérielle qui consiste par exemple à occuper des terres. Pour asseoir durablement son hégémonie, il faut parvenir à conquérir aussi les esprits. Mais cette conquête se fait toujours sur un territoire donné qui correspond à une aire d'influence plus ou moins délimitée. Le concept de territoire, dont on a déjà souligné la double dimension matérielle et idéologique, n'est donc pas mis à mal par celui d'hégémonie, pas plus qu'il ne s'oppose à la notion de réseau, puisque « un territoire peut se réduire dans son fonctionnement à un réseau extrêmement dense, et inversement, l'idée même de réseau suppose un référent territorial » (Lévy, 1991 : 114).

¹³⁶ *“The concept of hegemony has by and large been used in the context of classes (...), but (...) it is possible to speak of the hegemony of dominant castes. According to Gramsci, the hegemony of the ruling class results not only from their domination over the material forces of production, but also their replication of domination at the level of ideas. Thus the hegemony of the ruling class controls the ‘ideological’ sectors of the society: culture, religion, education and media”* (Karanth, 2004 : 142).

¹³⁷ « Nous entendons par ‘domination’ la chance, pour des ordres spécifiques, de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus (...). Toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur ‘légitimité’ (...). Par conséquent, il faut distinguer les formes de domination suivant la revendication de légitimité qui leur est propre » (Weber, 1971 : 219-20).

L'idée d'une « fin des territoires » peut donc difficilement se justifier par la thèse du développement des réseaux, quelle que soit l'échelle considérée. Du fait de la mondialisation, Bertrand Badie affirme que « le territoire régule de moins en moins les rapports internationaux », et s'effacerait peu à peu au profit des « réseaux par l'intermédiaire desquels l'essentiel de la vie économique, l'essentiel de la vie culturelle, de la communication s'accomplit » (Badie, 1996 : 114). A ceci, Yves Lacoste répond que la « déterritorialisation » ne signifie pas « qu'il n'y a plus de territoire, mais qu'il s'agit d'un autre territoire » (Lacoste, 1996 : 119). Il reproche également à la thèse de Badie de ne fonctionner qu'à « un seul niveau d'analyse » et de s'appuyer sur une « conception unique du territoire de l'Etat-nation » (idem : 124). Quant à l'argument de la mobilité croissante qui remettrait en cause les identités territoriales, il ne tient pas non plus face aux multiples formes de reterritorialisation observées parmi les diasporas, qui recréent du territoire identitaire là où elles se trouvent, au niveau local (quartiers chinois¹³⁸). Par ailleurs, le territoire n'est pas forcément une entité fixe et organique, comme dans cette définition classique de l'espace communautaire : « Lorsqu'on juxtapose les notions d'identité et de territoire – que ce dernier soit homogène, imbriqué, réticulé, etc. –, on évoque en général un espace communautaire spécifique, à la fois fonctionnel et symbolique, où des pratiques et une mémoire collective construites dans la durée ont permis de définir un 'Nous' différencié et un sentiment d'appartenance » (Jolivet et Léna, 2000 : 8). Il existe également ce que l'on peut appeler des territoires mobiles, transversaux aux Etats-nations, fondés sur la pluri-appartenance.

La définition de ces territoires de la mobilité par le sociologue Alain Tarrius est intéressante dans la mesure où elle s'émancipe du schéma traditionnel figé.

Ces territoires, nous les nommons *territoires circulatoires*. Cette notion constate la socialisation d'espaces supports à des pratiques de mobilité. Elle introduit une double rupture dans les acceptions communes du territoire et de la circulation ; en premier lieu elle nous suggère que l'ordre né des sédentarités n'est pas essentiel à la manifestation du territoire, ensuite elle exige une rupture avec les conceptions logistiques des circulations, des flux, pour investir de sens social le mouvement spatial (Tarrius et al., 2001 : 45).

Les géographes se sont naturellement penchés sur le rapport entre identité et territoire d'une part (Gervais-Lambony et al., 2003), entre circulation et territoire d'autre part (Dupont et

¹³⁸ Les diasporas chinoises « ne maintiennent culture et cohésion que tant qu'elles constituent de nouveaux territoires qui apparaissent comme autant de morceaux de Chine en exil. Les Chinois s'y regroupent dans des quartiers qu'ils réorganisent selon leurs modèles sociaux et culturels et conservent par là une forte cohésion » (Bonnemaïson, 1981 : 258).

Landy, 2010), sans oublier le « sens social » des mobilités. A partir de l'exemple indien, Frédéric Landy propose une typologie générale des « territorialités circulatoires » en fonction de leur intensité, en s'appuyant sur plusieurs critères classificatoires : fréquence de la circulation, durée du séjour, raisons de la mobilité et ses modalités (Landy, 2010).

Bien que la question identitaire joue un rôle important dans l'analyse des territorialités de caste, on lui préférera l'analyse des mécanismes de pouvoir. En effet, le terme d'identité s'avère assez floue et ne saurait se limiter dans la perspective qui nous intéresse à la seule notion d'inscription spatiale, parfois préférée aux « notions aux connotations idéologiques lourdes telles que celle d'appropriation » (Fourny, 2008 : 42). L'identité ne peut se réduire non plus à un vague sentiment d'appartenance subjectif et individuel. En inscrivant le concept de territorialité dans le champ de la psychologie ou de la philosophie du sujet, certains auteurs détournent la « géographicité » d'Eric Dardel (1990), c'est-à-dire le lien existentiel qui unit l'homme à la Terre, et butent ainsi sur les apories du subjectivisme. On observe alors un certain nombre de dérives¹³⁹ consistant à « considérer ce lien comme échappant à toute construction sociale, en ne se focalisant que sur le rapport individuel au lieu (...). Une géographie des territoires doit prendre en compte les relations collectives aux lieux mais aussi les interrelations conflictuelles des groupes au sein d'un territoire » (Elissalde, 2002 : 196). Il est donc insuffisant de dire que le territoire est un espace approprié ; il faut également indiquer par qui, à défaut de quoi on donnerait à penser qu'une configuration territoriale ne serait que le résultat de l'action d'un seul groupe poursuivant un projet unique. L'appropriation des territoires constitue un enjeu antagonique et potentiellement conflictuel, mettant en présence, voire opposant, des groupes dominants et dominés, ou encore hégémoniques et subalternes, pour reprendre le vocabulaire gramscien.

Le territoire est fondamentalement un espace défini et délimité pour et à partir de relations de pouvoir. La question primordiale ici n'est pas, en réalité, quelles sont les caractéristiques géo-écologiques et les ressources naturelles d'une certaine zone, qu'est-ce qui se produit et qui produit dans un espace donné, ou encore quelles sont les relations affectives et d'identité entre un groupe social et son espace ? (...) Le vrai leitmotiv est le suivant : qui domine et influence et comment il domine et influence cet espace ? Ce leitmotiv porte également en lui, au moins d'un point de vue qui ne cherche pas à escamoter les conflits et les contradictions sociales, la

¹³⁹ Marcel Roncayolo (1990) a indiqué les risques à la fois de réductionnisme éthologique et de psychologisme dans certains transferts en géographie sociale : « Il reste à juger si l'on peut (...) ramener les phénomènes sociaux, collectifs qui supportent à la fois la division de l'espace et les sentiments d'appartenance soit à des exigences biologiques communes à des séries d'êtres vivants, soit à la psychologie individuelle ».

question suivante inséparable, du fait que le territoire est essentiellement un instrument d'exercice du pouvoir : *qui domine et influence qui dans cet espace, et comment ?* (de Souza, 1995 : 78-9).

Les pratiques sociales territorialisantes divergent en fonction du groupe considéré. Qu'elle soit physique (constructions, aménagements, déplacements et échanges) ou idéale (discours, idéologies), la territorialisation contient l'idée d'intentionnalité puisqu'elle se définit comme « l'ensemble des actions, des techniques et des dispositifs d'action et d'information qui façonnent la nature ou le sens d'un environnement matériel pour le conformer à un projet territorial » (Debarbieux, 2009 : 29). Même des auteurs considérant que nous vivons une ère de déterritorialisation insistent sur l'importance du paradigme territorial¹⁴⁰, dans la mesure où celui-ci se maintient et se transforme à travers divers processus de reterritorialisation. Pour reprendre le titre d'un ouvrage édité par Benoît Antheaume et Frédéric Giraut (2005), « le territoire est mort, vive les territoires ! ».

¹⁴⁰ “An anthropology whose objects are no longer conceived as automatically and naturally anchored in space will need to pay particular attention to the way spaces and places are made, imagined, contested, and enforced. In this sense, it is no paradox to say that questions of space and place are, in this deterritorialized age, more central to anthropological representation than ever” (Gupta et Ferguson, 1992 : 17-8).

CONCLUSION

La citation de Bourdieu placée en exergue de cette première partie parlait de la sociologie et de l'économie comme disciplines dominantes parmi les sciences sociales. On pourrait ajouter l'histoire, dont un illustre représentant, Fernand Braudel, a lui aussi qualifié la géographie de « discipline asservie ». Selon Lacoste, « quand Braudel dit que 'la géographie est une discipline asservie', alors qu'il fut lui-même un très bon géographe, cela veut dire que les historiens ne tiennent pas du tout à ce que les géographes se mêlent de politique » (Lacoste, 1996 : 119). Pourtant, le concept de territoire tel qu'il a été élaboré par la géographie sociale touche non seulement au politique, mais au pouvoir. Si les géographes empruntent concepts et méthodes aux autres sciences sociales, leurs apports enrichissent également ceux qui s'intéressent de près ou de loin à leur discipline : « De ces empiètements réciproques sur ce que les Sciences Humaines considèrent chacune comme leur domaine respectif, devrait naître une nouvelle fécondité, créatrice d'idées et de concepts nouveaux » (Bonnemaison, 1981 : 250). Alors que la notion d'espace s'est aujourd'hui banalisée dans l'ensemble des sciences sociales, celle de territoire est, on l'a vu, encore largement ignorée hors de la géographie, même si les contributions de celles-ci commencent à être pris en compte : « Les anthropologues (...) supposent souvent que le territoire est non problématique. C'est une simple localisation (...). [Cet article] suggère comment les anthropologues peuvent apprendre des courants de pensée actuels sur le territoire en géographie » (Rodman, 1992 : 640).

Les territoires sont historiquement construits. Il n'y a donc pas à choisir entre l'espace et le temps lorsqu'on s'intéresse au pouvoir. L'un et l'autre sont intimement liés, même si on a reproché aux analyses trop exclusivement spatiales de « nier l'histoire ».

Il y aurait à faire une critique de cette disqualification de l'espace qui a régné depuis de nombreuses générations (...). L'espace, c'est ce qui est mort, figé, non dialectique, immobile. En revanche, le temps, c'était riche, fécond, vivant, dialectique (...). Du moment qu'on parlait en termes d'espace, c'est qu'on était contre le temps (...). Ils ne comprenaient pas que, dans le repérage des implantations, des délimitations, des découpages d'objets, des mises en tableau, des organisations de domaines, ce qu'on faisait affleurer, c'étaient des processus – historiques, bien sûr – de pouvoir (Foucault, 1976b : 78).

La territorialité, définie comme une stratégie de contrôle par les dominants, met en relation l'espace, le temps et le pouvoir. C'est pourquoi, selon Sack, elle se situe au cœur de deux traditions géographiques, la géographie sociale et la géographie historique : « La territorialité est donc un usage de l'espace sensible à l'histoire, surtout dans la mesure où elle est construite socialement et dépend de qui contrôle qui et pourquoi » (Sack, 1986 : 3).

En Inde, c'est la conquête territoriale qui a permis aux castes dominantes de s'affirmer comme telles. Elles ne l'ont pas toujours été, étant donné leur statut rituel relativement bas. L'appropriation progressive de la terre leur a permis de se hisser à un rang supérieur à celui qui leur était traditionnellement attribué, puis de s'emparer de positions politiques en accord avec leur statut social nouvellement acquis. L'accès au pouvoir a en retour facilité la poursuite de leur expansion territoriale et socio-économique. C'est à l'étude de ce processus historique que se consacre la seconde partie de cette thèse afin d'expliquer l'émergence des Kamma comme caste dominante et le renforcement de leur contrôle territorial.

DEUXIÈME PARTIE

ÉMERGENCE DES KAMMA COMME CASTE DOMINANTE ET
CONTRÔLE TERRITORIAL

« Toute société localisée s’efforce d’ancrer son rapport spatial dans la longue durée, réelle ou mythifiée » (Di Méo, 1998a : 62).

L’idée - erronée - selon laquelle l’histoire et la conscience historique n’existaient pas en Inde du Sud avant la colonisation britannique a longtemps prévalu. Jusque récemment, les récits en langue vernaculaire étaient qualifiés de mythes, légendes ou folklore, avant que des historiens ne s’attachent à les étudier pour les réhabiliter (Rao et al., 2001). La distinction entre narration factuelle et fiction n’était pourtant pas étrangère aux auteurs vernaculaires qui en jouaient sciemment. En réalité, « chaque communauté écrit l’histoire selon le mode qui est dominant dans sa propre pratique littéraire (...) et les cultures puissantes ou en pleine ascension peuvent nier l’histoire des communautés qu’elles cherchent à dominer, ainsi que l’historicité de leurs textes » (Rao et al., 2001 : 5). En Inde du Sud, les castes dominantes agraires n’étaient certes pas suffisamment instruites pour écrire elles-mêmes leur histoire, mais elles avaient recours à des comptables lettrés appelés *karanam*, majoritairement brahmanes¹⁴¹, dont la fonction administrative était de maintenir les registres cadastraux dans les villages : « Pour ces clercs, l’écriture de l’histoire n’épuise pas toute la vérité (...). En télougou le mot ‘histoire’ apparaît à ce moment là [XVII^e s.] : *caritramu*, du sanscrit *caritra*, qui était auparavant utilisé spécifiquement pour la biographie, non nécessairement factuelle, mais qui est désormais largement employé comme histoire du passé » (idem : 21). Les *karanam* n’hésitaient pas à créer des généalogies prestigieuses pour leurs clients et faisaient preuve de pragmatisme dans leur capacité à changer d’allégeance.

¹⁴¹ “Till recently the Niyogi Brahmins functioned as Karanams in most of the Andhra villages, especially in the coastal region” (Rao, 1994 : 63).

Les Kamma semblent être passés maîtres dans le contrôle des registres prouvant leurs droits sur la terre : à chaque fois qu'une nouvelle dynastie tente de les défaire de leurs propriétés, « on peut être sûrs qu'ils renaîtront de leurs cendres, armés de leur inépuisable trésor de documents » (ibid. : 266). Comme toutes les autres castes, ils recourent également aux mythes pour prouver leur passé prestigieux et revendiquer un rang supérieur à celui qui leur est attribué sur l'échelle rituelle. Ces mythes seront étudiés dans le chapitre qui suit, les représentations qu'un groupe a de lui-même permettant de le situer sociologiquement, dans la mesure où « l'expression identitaire est indissociable des rapports de pouvoir » (Martin, 1992 : 586). Dans son étude d'une sous-caste tamoule, les Pramalai Kallar, étudiée auparavant par Dumont, Zoé Headley accorde une grande importance aux perceptions et à la construction sociale de la mémoire comme support de l'identité (Headley, 2006). Elle montre comment les récits de la mémoire collective ne relèvent pas, aux yeux du groupe, du mythe ou de la légende, mais bien de l'histoire. Le corpus constituant cette « mnémo-histoire » est en partie oral et se transmet de génération en génération. Aujourd'hui encore, les Kamma vivant au Tamil Nadu font souvent allusion à l'histoire de leur migration vers le sud en se référant à des sources orales qui ne sont pas vérifiables, mais qu'il est intéressant de prendre en compte dans l'étude des représentations.

Bien que suivant un plan chronologique classique en trois périodes, précoloniale, coloniale et postcoloniale, cette partie se veut géo-historique, ne perdant pas de vue l'ancrage territorial du groupe dans la longue durée, comme le suggère la citation en exergue. Di Méo donne d'ailleurs l'exemple des castes pour appuyer son propos général, et relève le fait que « les espaces vécus des castes les plus élevées se développent sur des distances beaucoup plus grandes et témoignent de représentations beaucoup plus riches que ceux, généralement confinés, des castes inférieures » (Di Méo, 1998a : 67). La trajectoire socio-spatiale des Kamma est à ce titre exemplaire : concentrés à l'origine sur un espace restreint, dans les deltas de la Krishna-Godavari, ils sont aujourd'hui dispersés dans une grande partie de l'Inde du Sud et ont acquis un statut que beaucoup d'autres castes leur envient, celles-là mêmes qu'ils n'ont pas hésité à déposséder de leurs terres ou à priver de leurs positions antérieures.

Chapitre 3

Une caste mobile de paysans-soldats à l'époque médiévale

Près de Coimbatore, au Tamil Nadu, vit un barde nommé Gopal. Bien que n'étant pas kamma lui-même, il chante les louanges de cette caste contre rémunération. Il affirme connaître l'histoire des Kamma depuis leurs origines et raconte leur migration de l'Andhra vers le pays tamoul de manière plus ou moins élogieuse en fonction de la somme qu'il reçoit de ses clients¹⁴². Guru Jegannathan, professeur kamma retraité du Trichy College au Tamil Nadu, a rencontré le barde Gopal par intérêt pour la « mythologie » de sa caste : celle-ci descendrait de la déesse Renuka Devi, ce qui expliquerait l'importance du culte de cette déesse parmi les Kamma du Tamil Nadu¹⁴³.

Les mythes fondateurs des Kamma ont été repris par l'ethnologue britannique Edgar Thurston dans son œuvre monumentale intitulée *Castes and tribes of Southern India* (Thurston, 1909). Il s'agit d'une somme qui repose sur plusieurs travaux antérieurs, notamment les manuels de district, ainsi que les rapports de missionnaires sur plus d'un siècle. Thurston a également recueilli des légendes et coutumes, observé des cérémonies et mené des enquêtes ethnographiques pendant une dizaine d'années. Selon lui, l'origine du nom de la caste des Kamma fait l'objet de diverses spéculations. En télougou, le mot « *kamma* » peut signifier « boucle d'oreille », ou encore « manuscrit en feuilles de palme ». Chacune de ces deux significations est illustrée par une légende. Thurston cite d'abord un mythe d'origine que l'on trouve dans le *Manual of the North Arcot district* (Stuart, 1891).

¹⁴² En tant qu'étrangère, il m'a été demandé pas moins de 30 000 roupies (500 euros) pour recueillir son récit qui devait s'étendre sur cinq jours entiers de narration en tamoul. L'entreprise, coûteuse et chronophage, ne semblait pas vraiment utile pour une personne ne comprenant pas le tamoul. C'est donc indirectement que j'ai recueilli des extraits de son récit auprès d'informateurs kamma du Tamil Nadu parlant l'anglais. La totalité de cette narration n'a jamais été enregistrée ni publiée. Selon Tirumala Rao, directeur de l'*Andhra Pradesh Oriental Manuscript Library* et spécialiste du folklore de caste, les associations de caste kamma ont refusé de collaborer avec lui pour recueillir le récit du barde Gopal, soit parce qu'elles considèrent que ce travail revient à un chercheur kamma, soit parce qu'elles craignent que soit publiée une version de leur histoire qui n'aille pas dans leur sens (entretien du 05/08/2009 avec Tirumala Rao à Hyderabad).

¹⁴³ Entretien du 09/08/2008 avec Guru Jegannathan à Chennai.

Les Rishis [sages], menacés par les Rakshasas [démons géants], se placèrent sous la protection de Vishnou, qui les orienta vers son épouse Lakshmi. La déesse leur donna un coffret contenant l'une de ses boucles d'oreille (*kamma*) qu'elle leur enjoignit d'adorer pendant un siècle. A l'issue de cette période, une bande de cinq cents guerriers armés surgit du coffret et, à la demande des Rishis, attaquèrent et anéantirent les géants. Après cela il fut recommandé aux guerriers de s'engager dans l'agriculture, avec la promesse d'obtenir de grands domaines et l'estime due aux Kshatriya. Ils devinrent donc propriétaires de vastes territoires, depuis Amravati dans le district de Krishna jusqu'à Nellore, et ont toujours été des agriculteurs très prospères (Thurston, 1909a : 94-5).

Il existe d'autres versions du mythe de la boucle d'oreille, comme on le verra plus loin. L'autre signification de *kamma*, celle de manuscrit, est explicitée dans une légende selon laquelle les femmes *kamma* auraient été autorisées à sortir de chez elles pour travailler dans les champs en vertu d'un accord inscrit sur un manuscrit en feuilles de palme, l'activité agricole des *Kamma* les ayant poussés à adopter des règles moins strictes sur la claustration des femmes (*gosha* ou *purdah*). Ces mythes illustrent le double caractère des *Kamma*, à la fois guerriers et agriculteurs. En outre, le premier mythe légitime le statut de Kshatriya auquel cette caste prétend, même si elle est généralement considérée comme Shudra du fait de sa tradition agraire. Comme beaucoup d'autres castes aspirant à un meilleur statut, les *Kamma* expliquent cette déchéance dans la hiérarchie des *varna* par des persécutions dont ils auraient été victimes (idem : 95). Enfin, il est intéressant de noter que ce mythe fondateur situe le territoire d'origine des *Kamma* en Andhra côtier, où ils possèdent aujourd'hui encore l'essentiel des terres.

I. Le territoire traditionnel des Kamma : des deltas de la Krishna-Godavari à la Penner

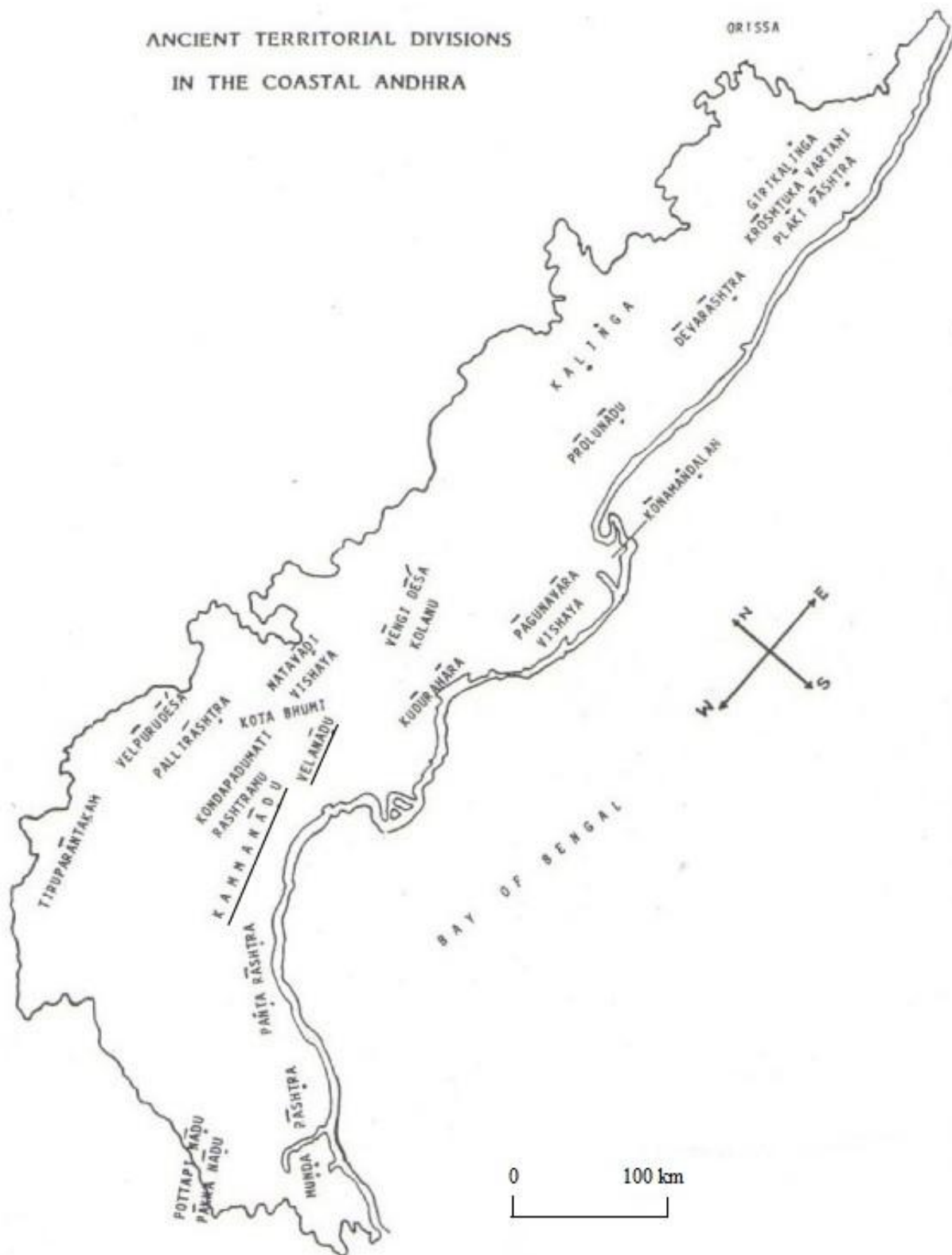
1. Une caste qui tire son nom d'un territoire : Kamma rashtra et Kammanadu

L'origine du nom de la caste des *Kamma* est plus probablement liée à un toponyme qu'aux significations littérales du terme en télougou, telles qu'elles sont illustrées dans les mythes fondateurs. Les premières références écrites à ce terme se trouvent sur un stupa bouddhiste datant du III^e siècle, située près de Jaggayapet (actuel district de Krishna), et dressée par un roi de la dynastie Ikshavaku (Rao et al., 2003 : 809). Les inscriptions gravées dans la pierre

sont en prakrit et mentionnent l'expression « *kamma karatha* », forme dérivée du sanscrit « *karma karashtram* »¹⁴⁴. Le préfixe de liaison « *ka* » a ensuite disparu, et l'expression la plus courante pour désigner ce territoire est devenue Kamma Rashtra (Simhadri, 2003 : 2). L'importance de l'influence bouddhiste dans cette région explique que le concept religieux de *karma* soit ici évoqué en pali (*kamma*), plutôt qu'en sanscrit. Le terme *rashtra* renvoie à une division territoriale que l'on retrouve ailleurs en Inde, et qui en Andhra est aussi désignée par le suffixe *nadu*, même si celui-ci évoque une plus petite portion de territoire. Le *nadu*, ancien terme dravidien, renvoie généralement à une aire habitée et cultivée, et pourrait se traduire par « pays ». Des plaques de bronze des VII^e et VIII^e siècles font référence à une subdivision du Kamma Rashtra en Kammanadu au sud de la Krishna et Velanadu au nord du fleuve (Rao et al., 2003 : 809).

¹⁴⁴ La forme sanscrite se trouve notamment sur des plaques de bronze dressées par le roi Kumara Vishnu de la dynastie Pallava à Chandalur. La traduction anglaise d'un passage où le roi fait un don de terre à un Brahmane est disponible dans *Epigraphica Indica* (VIII, 233-6) : “*He who meditates at the feet of Bhagavat Vishnu (...), who is devoted to the feet of the Lord, the glorious Kumara Vishnu, the rightful Maharaja of the Pallavas, who are the abodes of the fortunes of other kings overcome by their own valour, who according to rule have performed many horse-sacrifices, addresses the following order to the villagers in the village of Chendalur in **Karma ka-rashtra** and to all officers appointed to this (district): In the village of Chendalur, **Karma ka-rashtra**, the King's domain in the four directions amounts to 800 pattikas. Of this a field amounting to 432 pattikas has been given by us a Brahmadeya, with the exception of the land enjoyed by temples for cultivation, accompanied by all immunities, to the Brahmana Bhavaskandatrata.*”

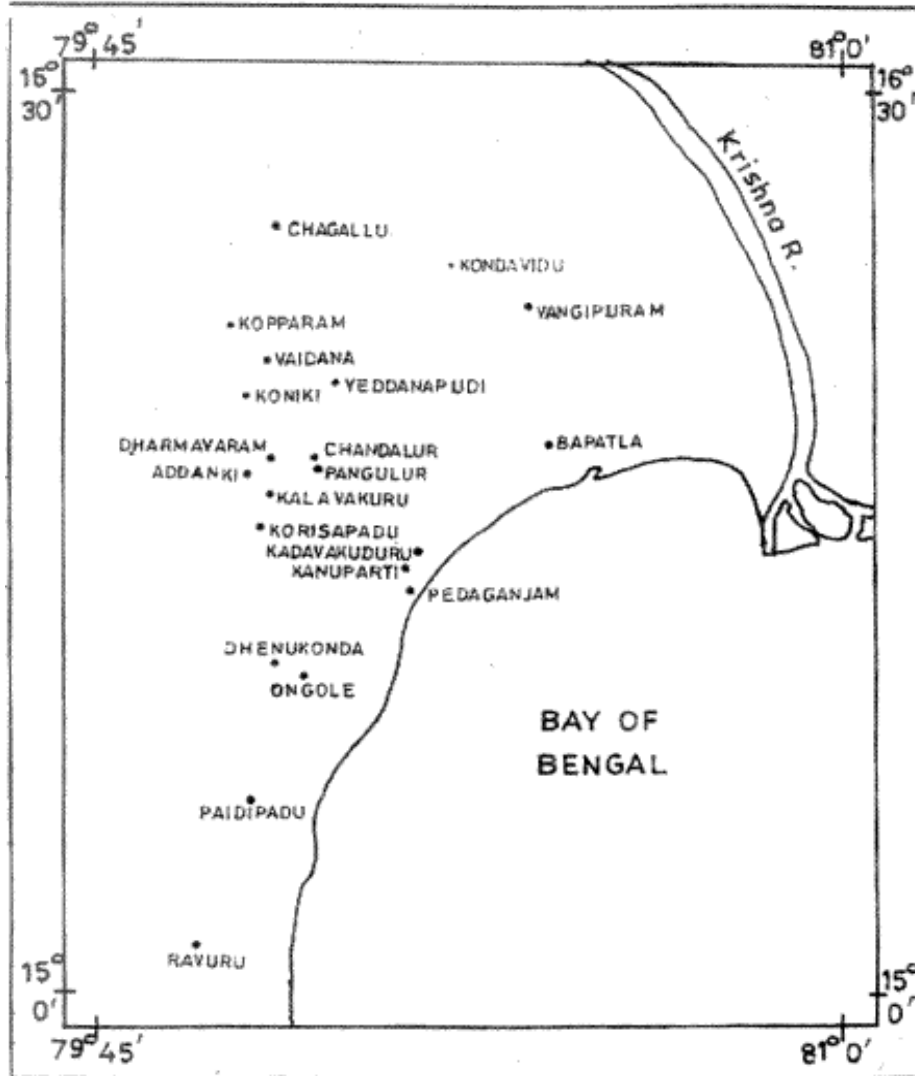
Carte 5 : Anciennes divisions territoriales en Andhra côtier



Source : Prasad (1997 : 1/7, 2/7)

Carte 6 : Localités du Kammanadu mentionnées dans des inscriptions anciennes

Map 24 Kammanadu Vishaya



Source : Prasad (2009 : 160)

D'après des recherches épigraphiques, le terme Kammanadu était d'usage courant sous l'empire Chola, et désignait spécifiquement les deltas de la Krishna-Godavari, tandis que le Kamma Rashtra incluait les plaines d'Andhra côtier situées du sud de la Krishna jusqu'à la Penner. Selon lui, cette région tire son nom des *Sanghakammas*, institutions bouddhistes très nombreuses en Andhra jusqu'au VI^e siècle. A partir du XIV^e siècle, l'influence musulmane dans la région conduisit à la disparition progressive du terme Kammanadu comme toponyme, tandis que Kamma devint le nom de la caste majoritaire de la région (Satyanarayana, 1990).

A l'époque bouddhiste, le système des castes n'était pas prévalent et la division de la société en quatre *varna* ne fut clairement établie qu'avec le réveil de l'hindouisme¹⁴⁵ dans la région à partir du VII^e siècle (Rao, 1994 : 53). On peut penser que les Kamma faisaient partie d'un cluster de castes qui autrefois formaient une seule communauté paysanne. Les Kapu (aussi appelés Reddy¹⁴⁶, nom qui signifie « chef » et désigne une position plus qu'un métier), Kamma et Velama, les trois principales castes agraires d'Andhra, ont vraisemblablement des origines communes. Selon une légende, elles ne se seraient distinguées les unes des autres que sous le règne du dernier roi Kakatiya Pratapa Rudra (1289-1323), capturé à Warangal par une armée du Sultan de Delhi.

Une boucle d'oreille précieuse [*kamma*] appartenant au roi Pratapa Rudra tomba aux mains de l'ennemi, qu'une section des Kapu attaqua courageusement afin de récupérer le joyau. Cet exploit leur valut le titre de Kamma pour eux et leurs descendants. Certains Kapu s'étaient enfuis, et on raconte qu'ils sont les ancêtres des Velama (de « *veli* », fuir) (Thurston, 1909 : 95).

Toutefois, selon l'historien K. B. Chowdary, c'est dès le X^e siècle que le terme Kamma désigne une caste ancrée dans un territoire¹⁴⁷. Les travaux de Chowdary sur sa propre caste ont d'abord été publiés en télougou en 1939 sous le titre *Kammavari charitramu* (« Histoire des Kamma »), en trois volumes, puis traduits et publiés sous une forme abrégée en anglais (Chowdary, 1954). C'est la principale source dont on dispose sur l'histoire de la caste, même si l'auteur n'est pas toujours objectif, notamment lorsqu'il cherche à prouver l'origine kshatriya des Kamma. Il s'appuie sur une étude des noms de famille pour établir un certain nombre d'alliances prestigieuses entre des chefs militaires kamma et les membres de dynasties régnantes¹⁴⁸. Pour expliquer le « fait surprenant que les descendants de [ces] dynasties sont appelés Shudra », il évoque la migration de certains Kamma vers le sud de l'Andhra et leur conversion au jainisme et au bouddhisme, après quoi ils furent réadmis au

¹⁴⁵ Les deux principaux courants de l'hindouisme étaient le vishnouïsme (adeptes de Vishnou) et le shivaïsme (adeptes de Shiva). Les Kamma étaient eux-mêmes divisés entre les deux courants (Thurston, 1909a : 105).

¹⁴⁶ “Reddi is the usual title of the Kapus, and is the title by which the village munsif is called in the Telugu country, regardless of the caste to which he may belong” (Thurston, 1909a : 230).

¹⁴⁷ “In course of time the dominating caste in Kamma Rashtra became known as the ‘Kammas’. By the tenth century ‘Kamma’ definitely denoted a caste” (Chowdary, 1954 : 2).

¹⁴⁸ “The Telugu Choda kings of Kammanad entered into matrimonial alliances with the Kammas and became submerged in that caste, as is evidenced by the Choda surnames existant among Kammas only” (idem : 8).

sein de l'hindouisme par des « prêtres rusés » en tant que Sat-Shudra (Shudra « propres », frange supérieure du quatrième *varna*)¹⁴⁹.

Il semble en tout cas établi que les Kamma tirent leur nom du territoire qu'ils habitent et non l'inverse. On ne peut donc pas traduire Kammanadu par « pays des Kamma », comme s'il s'agissait de la caste éponyme de cette région. Cette ambiguïté de la relation groupe-territoire en termes de nomenclature et d'étymologie a été observée ailleurs.

Tandis qu'autrefois un groupe à forte cohésion sociale définissait son territoire, avec le temps le territoire politiquement délimité en est venu à définir la population ; l'accent s'est porté du groupe vers le territoire. L'historien Maine le formule ainsi pour ce qui est des Anglais : 'L'Angleterre était autrefois le pays où les Anglais vivaient ; les Anglais sont aujourd'hui la population qui vit en Angleterre' (Knight, 1982 : 516-7).

En Inde, il est difficile d'établir une telle chronologie car on trouve des peuples éponymes aussi bien à l'époque ancienne (l'Andhra Desa désignait le « pays des Andhra ») que contemporaine (le Tamil Nadu est le « pays des Tamouls »). Le Kammanadu en revanche était peuplé d'une multitude de castes, et plusieurs d'entre elles ajoutaient devant leur nom le terme « Kamma » pour permettre de les situer spatialement. En ce sens, « Kamma est plus un nom topographique qu'un nom de communauté »¹⁵⁰. Si cette affirmation est correcte, ce qui est fort probable d'après les sources épigraphiques, les Kamma Komati étaient donc des marchands de la caste des Komati habitant le Kammanadu. Chowdary avance cependant une autre hypothèse, à savoir qu'il s'agissait de Kamma pratiquant le commerce¹⁵¹. La même confusion existe pour les Kamma Brahmanes, expression pouvant désigner des Brahmanes du Kamma Rashtra ou des Kamma officiant comme prêtres pour leur propre communauté (Chowdary, 1954 : 4).

Cette relation d'homonymie entre le groupe et son territoire n'est pas sans rappeler la noblesse occidentale qui portait des noms de fiefs ou de domaines. Gilles Tarabout établit ce

¹⁴⁹ "We must now account for the surprising fact as to why some of the descendants of the Durjaya dynasty called themselves Sudras (...). The reason for this seems to be that the persons belonging to the Durjaya dynasty who migrated to the Southern portion of the Andhra became converts to Jaina and Buddha faiths (...). Later when they wanted to come back into the Hindu fold, they were admitted by the wily priests as Sat-Sudras only" (ibid. : 12-3).

¹⁵⁰ "Kamma is more a topographical than a community name" (Satyanarayana, 1990 : 11).

¹⁵¹ "In Narasipura inscription of 1201 A.D. we read of some 'Kamma Komatis' (...). These may have been Vaisyas so-called on account of their belonging to Kamma Rashtra or they may have been Kammias engaged in Vaisya occupations" (Chowdary, 1954 : 3).

parallèle lorsqu'il étudie les Nayar et les Brahmanes Namputiri du Kerala qui, jusqu'à une date récente, « formaient de grandes familles indivises », dont le « nom est celui du lieu où est implantée l'habitation » : il propose donc de « considérer ces familles comme constituant des Maisons, au sens nobiliaire, enracinées chacune dans leur localité » (Tarabout, 2003 : 46-7). En télougou, le nom de famille se dit « *intiperu* », littéralement « nom de maison ». Il peut se placer en simple initiale avant le prénom et correspond souvent à un nom de village, ce qui permet de retracer l'origine géographique de la famille, même si celle-ci a migré par la suite. On compte environ 1200 *intiperu* parmi les Kamma (Rao, 2006). Ceux qui portent le même nom de famille ne se marient pas entre eux. Il s'agit d'une exogamie de « clan » (*gotra*) plus que de village car, contrairement à l'Inde du Nord, l'endogamie villageoise est autorisée dans le sud du pays (Srinivas, 1962).

Les Kamma ajoutent parfois un titre honorifique après leur nom, les plus courants étant Chowdari et Naidu. Selon certains, Chowdari vient de *chaudri* qui désigne le chef du conseil de caste (Thurston, 1909a : 98). Plus probablement, ce titre renvoie, comme en Inde du Nord, à la fonction de collecteur d'impôt et provient du mot *chouth* qui signifie « un quart » (de la récolte), ce qui correspond au montant de la taxe prélevée par les *chowdari* au nom du roi (Rao, 2003 : 810). Naidu vient du télougou *nayakudu* qui signifie « chef » (militaire ou prince local), et dont on trouve une forme abrégée *-neni* comme suffixe apposé à certains noms de famille kamma (idem : 809). Aujourd'hui, les Chowdari sont essentiellement originaires des districts de Guntur et Krishna, tandis que les Kamma issus des districts de Nellore et Chittoor, plus au sud, préfèrent porter le titre de Naidu, très courant aussi parmi les Kamma du Tamil Nadu, au point que l'ensemble de la caste y est désignée sous le nom de Kamma Naidu (ou Kammavar Naidu, forme tamoule). Ceux qui choisissent de conserver leur titre cherchent généralement à affirmer leur identité de caste ou à prouver une ascendance noble.

La noblesse kamma constituait en réalité une frange très minoritaire au sein de la caste, essentiellement constituée de paysans. Les Kamma étaient divisés en une multitude de sous-castes endogames, dont subsistent aujourd'hui deux grandes catégories : les Pedda Kamma et Chinna Kamma. « *Pedda* » signifie grand et renvoie aux sous-castes dont les membres occupaient des positions élevées, tandis que « *chinna* » (petit) désigne la majorité des Kamma, descendants d'agriculteurs. Le rapport du recensement de 1901 cite de nombreuses autres sous-castes kamma, dont le nom ne renvoie pas forcément à une hiérarchie sociale,

mais à des coutumes différentes. Par exemple, les Gampa Kamma tirent leur nom du mot « panier » (*gampa*) et les Chatu Kamma du mot « mur » (*chatu*). D'après une légende, il s'agit des descendants de deux sœurs qui, pour éviter d'être vues par un roi qui passait alors qu'elles se baignaient dans un bassin, se cachèrent l'une derrière un panier, l'autre derrière un mur. Certaines sous-castes sont présentes seulement dans certains districts, comme les Illuvellani, dont les femmes, à l'origine, ne sortaient pas (*vellani*) de la maison (*illu*), que l'on trouve surtout à Nellore (Thurston, 1909a : 96-7). Il y a donc bien une territorialité non seulement de la caste mais de la sous-caste.

2. Un territoire de plaines humides et de deltas fertiles

Si l'Andhra côtier peut être considéré comme le territoire traditionnel des Kamma, dans la mesure où ils y vivent depuis des siècles, il ne s'agit pas de leur territoire d'origine à proprement parler puisqu'ils y ont migré à une date très ancienne, vraisemblablement attirés par ses caractéristiques physiques propices à l'agriculture. Il existe plusieurs théories sur l'origine des Kamma. Selon Chowdary, la plus probable établit un lien généalogique entre les Kurmi de l'actuel Bihar, les Kunbi du Maharashtra et les Kapu/Kamma d'Andhra. Les trois mots *kurmi*, *kunbi* et *kapu* sont des variantes signifiant « paysan ». Les paysans kurmi de la plaine gangétique, adeptes du bouddhisme, auraient fui en grand nombre à cause de persécutions au II^e siècle avant J.-C. et se seraient établis au Maharashtra, où ils devinrent connus sous le nom de Kunbi (Chowdary, 1954 : 7). Ils auraient ensuite migré vers le sud-est, en suivant le cours des fleuves Godavari et Krishna, qui prennent tous deux leur source dans les Ghats occidentaux et se jettent dans le Golfe du Bengale en formant de vastes deltas. Il y aurait plusieurs raisons à cette migration : d'une part, le bouddhisme était florissant tout au long de la vallée de la Krishna, d'autre part, l'aridité et la pauvreté des sols sur le plateau du Deccan les auraient poussés à rechercher des conditions plus propices à la pratique de l'agriculture, qu'ils trouvèrent dans les plaines humides et les deltas fertiles de l'Andhra¹⁵².

¹⁵² Cette mobilité sur de grandes distances était fréquente parmi les paysans à la recherche de meilleures conditions de vie, depuis une époque très ancienne : « *Cultivating folk appear frequently to have moved, often great distances, to improve their prospects* » (Stein, 1980 : 19). Les migrations se faisaient généralement le long des plaines et plateaux, ce qui explique le contournement par l'ouest des monts Vindhya qui séparent la plaine gangétique de l'Inde du Sud (ibid. : 31).

Les sols alluviaux extrêmement fertiles du double delta de la Krishna-Godavari ont rendu attractive cette micro-région, appelée Vengi, qui devint très tôt un centre de production agricole¹⁵³. Des textes anciens évoquent les sept branches du delta de la Godavari, parsemé de basses îles alluviales appelées *lankas*. La Krishna quant à elle tire son nom d'un terme sanscrit qui signifie « noir » car ses eaux charrient une grande quantité de limon basaltique qui se dépose au niveau du delta (Sarma et Sastry, 1995 : 5). La culture sous pluie y était pratiquée de longue date, ainsi que de la riziculture de décrue sur les berges du Kolleru, un vaste lac d'eau douce séparant les deux deltas (Stein, 1980 : 27). Des inscriptions anciennes font également mention de la culture de la noix de bétel (Aruna, 2009 : 195). Les plaines d'Andhra bénéficient d'une pluviométrie suffisante (supérieure à 1000 mm/an) et sont riches en sols noirs argileux de bonne rétention en eau, d'une teneur élevée en potasse et calcium, qui n'imposent à la mise en culture que la limite physique de leur lourdeur en saison des pluies, et dont l'humidité ne nécessite pas une irrigation régulière. Les Kamma sont réputés experts dans le travail de la terre, quelles que soient les conditions. Ils sont décrits comme « les cultivateurs les plus laborieux et les plus intelligents qui, après avoir abandonné le *gosha* [enfermement des femmes], ont évincé tous leurs rivaux dans les champs » (Thurston, 1909a : 99). De nombreux proverbes en langue télougoue illustrent leur ardeur au travail (Stuart, 1891) :

Kamma vani chetulu kattina nilavadu

(Même si vous attachez les mains d'un Kamma, il ne tiendra pas en place)

Kamma vandlu cherite kadama jatula vellunu

(Si les Kamma entrent, les autres castes sortent)

Kamma variki bhumi bhayapadu tunnadi

(La terre a peur des Kamma)

Malgré leur « fierté », les Kamma n'hésitaient pas à travailler eux-mêmes dans les champs, mais refusaient de s'employer comme domestiques¹⁵⁴. Pour les travaux subalternes, ils

¹⁵³ “*Krishna and Godavari rivers caused the micro-region of Vengi to become the nucleus of agricultural production (...) and it is generally understood as an area which is very fertile and economically very prosperous. It had adequate rainfall, was deposited with fertile alluvial soils, spread with vast agricultural tracts and covered by luxurious forests*” (Aruna, 2009 : 193).

¹⁵⁴ “*In addition to being industrious and well-to-do, they are very proud, an instance of which occurred in the Kistna district, when the Revenue Settlement Officer offered them pattas, in which they*

avaient sans doute recours aux populations locales soumises à leur arrivée et intégrées dans le système des castes aux positions les plus basses.

Les Kamma ont acquis une position dominante dans les deltas de la Krishna-Godavari à partir du moment où ils ont mis en culture des terrains autrefois marécageux ou en friche. Etymologiquement, le terme *nadu* renvoie à des terres agricoles, par opposition à *padu*, mot dravidien signifiant forêt ou espace vierge (Prasad, 1997 : 102). Le groupe qui parvient à transformer le *padu* en *nadu* devient dominant¹⁵⁵ : il s'agit de « ceux dont les efforts ont permis de gagner la place des anciens occupants – habitants des forêts ou pasteurs –, qui se sont installés et ont cultivé la terre, et qui ont recruté des groupes leur fournissant des services, y compris des Brahmanes » (Stein, 1980 : 105).

Le *nadu* était donc un territoire à la fois économique et ethnique. Les limites entre chaque unité territoriale étaient définies par les interactions entre le groupe dominant ayant accès à la terre, et ceux qui dépendaient de lui – artisans, marchands et main-d'œuvre – ainsi que les Brahmanes avec qui les groupes paysans étaient alliés (idem : 104).

Les premiers occupants, peuples tribaux ou Adivasi, étaient soit repoussés vers des zones-refuges, forestières ou montagneuses, soit soumis par les conquérants et employés à des fonctions subalternes. Le rôle des Brahmanes était essentiel pour sanctifier le statut supérieur des castes agraires dominantes.

Les principaux groupes agricoles étaient confrontés au besoin d'assimiler de nouvelles populations à l'ordre paysan tout en préservant leur propre ascendant dans cet ordre. Ces objectifs pouvaient s'accomplir grâce au système de stratification lié à la pureté rituelle attribuée, dans lequel les cultivateurs respectables et puissants étaient reconnus comme venant juste après les Brahmanes (ibid. : 84).

Le statut rituel accordé aux castes paysannes dominantes était celui de *satvik* ou « gens respectables » (on retrouve le préfixe *sat-*, littéralement « propre », dans l'expression *Sat-Shudra*). Pour maintenir ce statut, l'endogamie était strictement respectée, avec même une

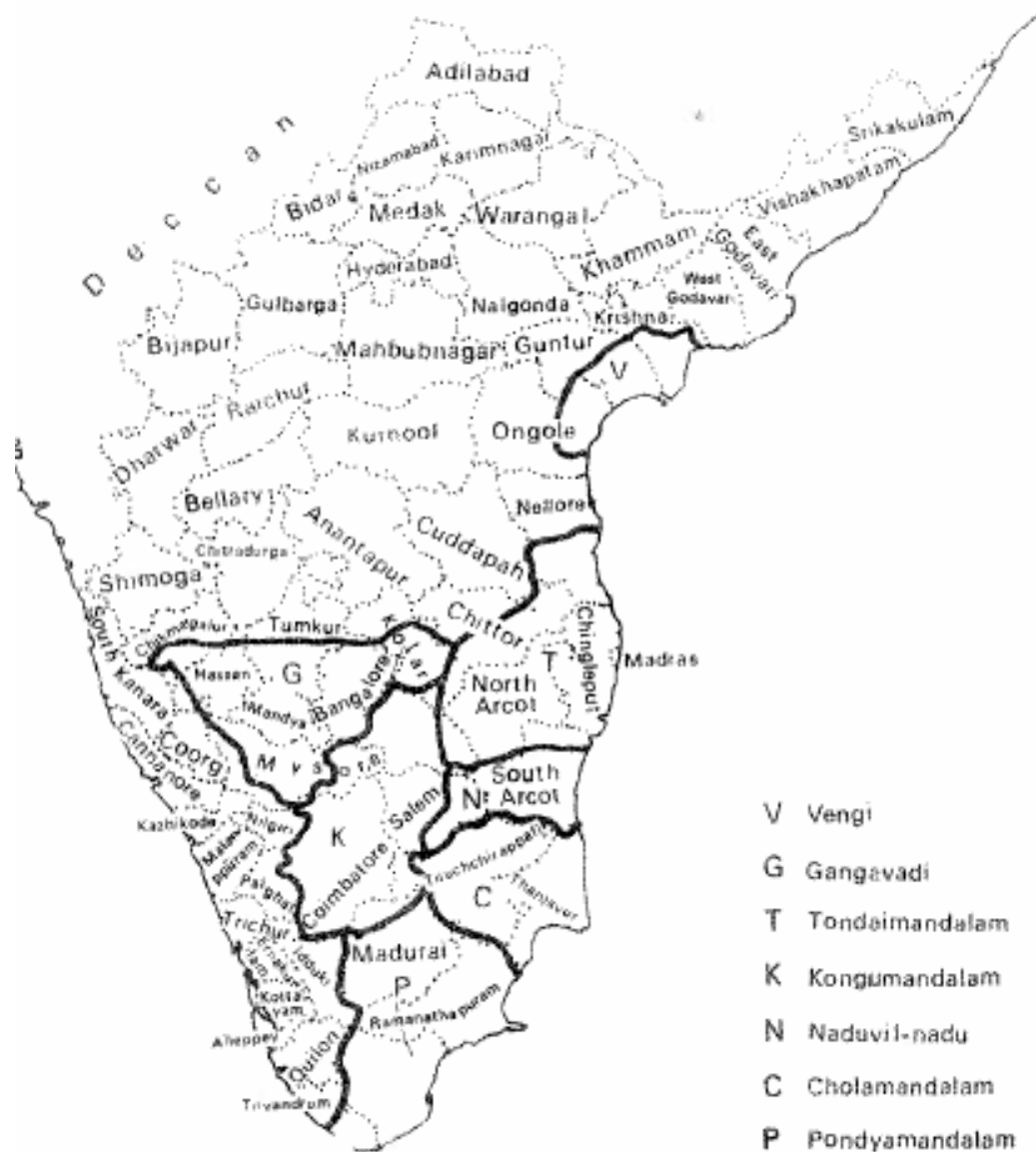
were simply called Naidu without the honorific ending –garu. They refused on this account to accept them” (Stuart, 1891).

“The Kammass will work as coolies in the fields, but will, on no account, engage themselves as domestic servants” (Thurston, 1909a : 98).

¹⁵⁵ En Inde centrale, Jean-Luc Chambard donne l'exemple d'un village défriché au XVI^e siècle par des groupes qui devinrent dominants du fait de cette implantation agraire : « N'ont pu obtenir le *patta* [titre de propriété] leur assurant la dominance d'un village que les premiers occupants n'ayant pas le statut de caste de service » (Chambard, 1975 : 7).

préférence pour les mariages consanguins entre cousins germains ou entre oncle maternel et nièce (ibid. : 101). Les réseaux de parenté ne s'étendaient guère au-delà des limites du *nadu*, renforçant ainsi le caractère segmentaire de cette organisation territoriale. « Unité de base ethno-écologique » (ibid. : 3), le *nadu* était donc un sous-système à la fois naturel et socioculturel s'inscrivant de manière pyramidale dans des ensembles régionaux (comme Vengi, « micro-région » regroupant les *nadu* des deltas de la Krishna-Godavari) qui eux-mêmes formaient la « macro-région » de l'empire chola.

Carte 7 : Divisions territoriales de l'empire chola vers 1300



Source : Stein (1980 : 287)

Les 550 *nadu* que comptait l'empire chola, entre 1000 et 1300 après J.-C., étaient de taille et de densité très variables, en fonction des caractéristiques topographiques locales. Les plus petits et les plus densément peuplés étaient situés dans les deltas de la Krishna-Godavari et dans celui de la Kaveri, près de Tanjore (Thanjavur), la capitale des Chola. La fertilité des sols et les possibilités d'irrigation fluviale permettaient en effet un peuplement dense et concentré, tandis que les *nadu* situés dans les régions sèches de l'intérieur étaient plus étendus spatialement pour intégrer des populations moins denses dispersées autour des rares points d'eau, qu'il s'agisse de puits ou de réservoirs (bassins construits pour recueillir l'eau de pluie et servant à irriguer les cultures, appelés « *tanks* »). Afin de contrôler les riches deltas de la Krishna-Godavari depuis le sud de la péninsule, les empereurs chola nouèrent des alliances matrimoniales avec les Chalukya de Vengi¹⁵⁶. En revanche, le Telangana, situé sur le plateau du Deccan écologiquement peu attractif, ne fut pas intégré à l'empire¹⁵⁷. Il était sous le contrôle des chefs féodaux kakatiya, vassaux des Chalukya ayant progressivement pris leur indépendance pour fonder leur propre dynastie (Rao, 1994 : 56).

Au sein de l'empire chola, les différences de pluviométrie entre les plaines humides s'étendant le long de la côte de Coromandel et les régions sèches de l'intérieur du pays tamoul ont conduit à des types de cultures et à des organisations sociales distinctes : aux divers écotypes étaient ainsi associées des organisations sociopolitiques différentes. La plupart des *nadu* étaient toutefois autosuffisants à partir du moment où ils possédaient au moins une source d'eau et étaient peuplés de castes interdépendantes et complémentaires. Dans les zones les plus riches, les paysans assuraient même leur propre défense contre d'éventuelles agressions¹⁵⁸. La caste agraire dominante se chargeait aussi d'entretenir les systèmes d'irrigation, de contrôler le commerce local et de financer les cultes (Stein, 1977 :

¹⁵⁶ “*The flourishing agriculture, prosperous trade and commerce of the coastal Andhradesa became a bone of contention between kings (...) [who] realised fully its economic importance and hence tried their best to bring it under their control*” (Prasad, 1997 : 18).

¹⁵⁷ “*The scope of Chola authority culminated a century of efforts by its rulers to incorporate with their overlordship the potentially rich Kistna-Godavari delta (...). Exclusion of Telingana is based upon similar considerations. This tract between the relatively fertile lands of the Bombay-Karnatak and the rich deltaic lands of Vengi provided such a poor basis for settlement of agricultural peoples that it was not until the middle of the twelfth century that something like an organized state emerges from the confusion of warring minor chiefs*” (Stein, 1980 : 59).

¹⁵⁸ “*Peasant leadership in a locality, even deeply rooted in networks of kinsmen and their dependents, could be threatened militarily. Successful natu control demanded the capability of defence against both non-peasant marauders as well as other peasant folk*” (ibid. : 124).

46). Cette autosuffisance n'était cependant pas synonyme d'isolement car les paysans entretenaient des liens réguliers non seulement avec les centres du pouvoir, mais avec les villes naissantes (*nagaram*), centres d'échanges et de commerce¹⁵⁹.

Le caractère martial des castes agraires dominantes semble s'être affirmé sous les princes kakatiya ayant établi leur capitale à Warangal à partir du XI^e siècle. Contrôlant la partie orientale du plateau du Deccan (Telangana), ils réussirent à recruter des paysans d'Andhra dans leurs armées (Talbot, 2001). De nombreux Kamma auraient participé en 1185 à la fameuse bataille de Palnad (actuel district de Guntur), glorifiée par le poète télougou Srinatha (Rao, 1994, 48). Vers la fin du XII^e siècle, les Kakatiya parvinrent à annexer l'Andhra côtier. Le roi Ganapati Deva épousa les sœurs du commandant kamma Jayapa Senani, gouverneur du Velanadu, chef d'une armée d'éléphants et auteur d'un traité sanscrit sur la danse (Chowdary, 1954 : 33). Cette alliance nourrit abusivement l'idée, fort répandue au sein de la caste, d'une parenté étroite, voire d'une correspondance totale entre Kakatiya et Kamma¹⁶⁰. Il existe en tout cas une continuité entre le régime kakatiya et celui de Vijayanagar, tous deux de nature militaire, et ayant recruté des Kamma aussi bien comme simples soldats qu'à des rangs plus élevés.

II. Migrations militaires sous l'empire de Vijayanagar : à la conquête du pays tamoul

1. La guerre de conquête comme facteur de migration

Après la chute en 1323 du dernier roi kakatiya, capturé par des conquérants musulmans venus de Delhi, des chefs militaires trouvèrent refuge sur la rive sud de la Tungabhadra, affluent de la Krishna, et fondèrent la ville de Vijayanagar (la « cité de la victoire », près de l'actuelle Hampi dans le Karnataka). Plusieurs dynasties régnèrent sur l'empire, la plupart étant en guerre permanente contre les chefs musulmans. De nombreux paysans kamma furent attirés

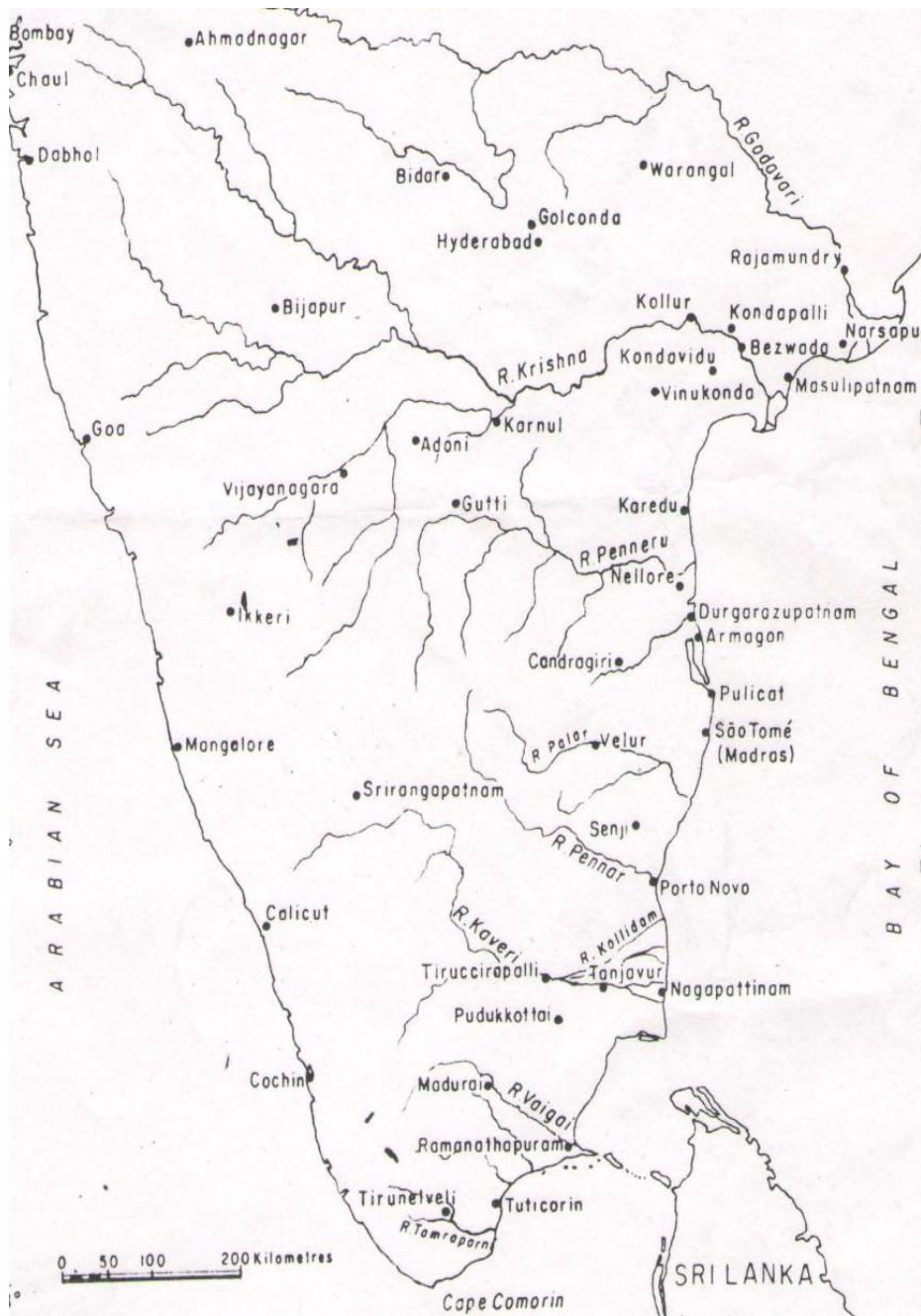
¹⁵⁹ "The flourishing commercial activities paved the way for the urbanisation of the Coastal Andhradesa. This is very well supported by the rise of cities like Vengi, Masulipatnam, Jaggayapet, etc." (Prasad, 1997 : 18).

¹⁶⁰ Cette idée fut propagée notamment par les magazines de caste kamma, tels que *Kamma Vaibhavam* (« La gloire des Kamma ») et *Kamma Nadu* (« Le territoire des Kamma »).

par les perspectives de carrière militaire offertes par le nouvel empire hindou et s'établirent à Vijayanagar. La guerre offrait des possibilités d'ascension sociale et d'enrichissement grâce aux pillages (Pramila, 2002 : 192). Certaines familles kamma devinrent si puissantes qu'elles établirent des principautés indépendantes après la chute des Kakatiya, comme la famille Musunuri à Rekapalli, dans l'actuel district de Krishna (idem : 193). Issu de cette famille, le chef Prolaya Nayak chassa les Musulmans de Rajahmundry et occupa la région située entre le delta de la Godavari et celui de la Krishna, avant que son cousin ne lui succède à la tête de ce territoire (Rao, 1994 : 70).

Le premier Kamma noble à s'illustrer à Vijayanagar fut Pemmasani Timma Nayudu, vassal du roi Devaraya II (1423-48), à la tête d'une armée de 8000 hommes et du domaine de Gandikota (Chowdary, 1954 : 57). Les Pemmasani de Gandikota (actuel district de Cuddapah, dans le Rayalaseema) devinrent des gouverneurs indépendants, sous la suzeraineté des empereurs de Vijayanagar à qui ils remettaient un tiers du revenu prélevé sur leurs terres (idem : 59). Quant aux simples soldats kamma, ils se répandirent vers le sud en suivant les armées impériales depuis le Deccan occidental. Dès le début du XV^e siècle, l'ensemble de la péninsule indienne situé au sud de la Krishna et de la Tungabhadra était sous le contrôle de Vijayanagar. Pour diriger un empire aussi vaste, les empereurs de Vijayanagar déléguèrent certaines fonctions à des gouverneurs appelés Nayaks, à la tête de territoires plus ou moins étendus. Les Nayaks étaient majoritairement télougous. Les plus puissants, ceux de Tanjore et de Madurai, avaient pour vassaux des commandeurs kamma et eurent recours à la famille kamma des Ravilla pour régler un différend qui les opposait, en récompense de quoi elle reçut des domaines autour de Tirunelveli (Chowdary, 1954 : 69). Les Ravilla furent célébrés comme des héros par le poète Ratnakaram Gopala Kavi, dont l'œuvre permet de retracer la généalogie de cette prestigieuse famille (Dutt, 1926 : 223). Les Pemmasani, autre grande famille kamma, devinrent si influents dans la région de Madurai que l'un d'entre eux se révolta contre l'empereur Krishnadeva Raya (1509-29), qui envoya Pemmasani Vishwanatha Nayudu mater la rébellion de son propre père (Rao et al., 1992).

Carte 8 : Centres politiques majeurs sous les Nayak de Vijayanagar



Source : Rao et al. (1992 : 24)

Pour caractériser l'organisation territoriale de l'empire de Vijayanagar (tout comme celle de l'empire chola avant lui), Burton Stein emprunte l'expression d' « Etat segmentaire » à Aidan

Southall, qui l'avait utilisée dans le contexte de la société Alur en Afrique orientale¹⁶¹. Vijayanagar constituait le centre du pouvoir à partir duquel les empereurs tentaient de contrôler une multiplicité d'unités politiques plus ou moins périphériques, chacune formant un « segment » structurellement équivalent à l'ensemble de l'empire. Il s'agissait en effet d'une organisation pyramidale répliquant à chaque échelon territorial les structures de commandement du centre politique. L'empereur déléguait ses fonctions aux Nayaks, contrôlant chacun un vaste territoire et une armée, eux-mêmes assistés par des chefs militaires sous leur dépendance, appelés Poligars, placés à la tête d'un domaine et d'un contingent de soldats (Stein, 1980 : 396).

Le système poligar se développa à partir du XVI^e siècle, et survécut à la chute de Vijayanagar jusqu'au XVIII^e siècle. Le titre de Poligar (déformation anglaise de *palaiyagar* en tamoul et *palegadu* en télougou) était réservé aux chefs militaires en charge de *palaiyam*, domaines fortifiés comprenant des terres agricoles pouvant aller de 500 à 5 000 hectares en fonction de la taille de l'armée qu'ils dirigeaient. Ces terres étaient attribuées aux soldats sous le commandement du Poligar en guise de paiement (Nandi, 2000 : 30). En temps de paix, ils pratiquaient l'agriculture et subvenaient ainsi à leurs besoins, tout en cédant une part de leur récolte au Poligar, qui avait également la fonction de percepteur d'impôt. Les Poligars étaient souvent des migrants télougouphones ayant suivi les Nayaks vers le sud de la péninsule, et appartenaient majoritairement aux castes reddy et kamma, appelés Reddiar et Kammavar en tamoul (Dirks, 1987 : 60). Ils prirent la place des chefs locaux vellala et imposèrent leur autorité en consolidant leur dominance de caste (idem : 52). Ce transfert de pouvoir se traduisit même par un changement de langue dans les inscriptions sur les temples, du tamoul vers le télougou, ce qui prouve que la dominance s'exprimait aussi dans les cultes locaux (Stein, 1980 : 395).

¹⁶¹ Southall définit l'Etat segmentaire de la manière suivante : “(1) *Territorial sovereignty is recognised but limited and essentially relative, forming a series of zones in which authority is most absolute near the centre and increasingly restricted towards the periphery, often shading off into a ritual hegemony.* (2) *There is a centralized government, yet there are also numerous peripheral foci of administration over which the centre exercises only a limited control.* (3) *There is a specialised administrative staff at the centre, but it is repeated on a reduced scale at all the peripheral foci of administration.* (4) *Monopoly of the use of force is successfully claimed to a limited extent and with a limited range by the central authority, but legitimate force of a more restricted order inheres at all the peripheral foci.* (5) *Several levels of subordinate foci may be distinguishable, organised pyramidally in relation to the central authority (...).* (6) *The more peripheral a subordinate authority is the more chance it has to change its allegiance from one power pyramid to another (...)*” (Southall, cité dans Stein, 1977 : 9-10).

La dominance se fondait cependant avant tout sur le contrôle de la terre qui passait par un ensemble de relations sociales et politiques plus que par la possession du sol proprement dite. C'est ce que Dirks appelle la « propriété d'ancien régime », ayant prévalu jusqu'à l'arrivée des Britanniques. En tamoul, *panku* signifie « part » et fait référence aux droits d'usufruit partagés entre les membres d'une communauté sur un domaine. Les terres des *palaiyam* étaient ainsi réparties au sein du groupe de caste auquel appartenait le Poligar (ibid. : 125). Ludden, lui, évoque un véritable régime de propriété foncière dans les zones irriguées, où l'attribution d'une portion de terre prit progressivement un caractère héréditaire.

Les Poligars prospérèrent comme chefs de territoires dominés par leur propre sous-caste (...). Les castes télougoues étaient elles aussi spatialement concentrées (...). Sous le régime des Nayak, les immigrants télougous étaient des agents favorisés qui reçurent des dons de terres en plus de leurs titres officiels. Sous leur commandement et à leurs côtés, dans les localités irriguées, de riches propriétaires terriens constituaient le maillon ultime et essentiel de la chaîne d'autorité nayak, et en tiraient profit. A chaque maillon de la chaîne, évidemment, la transmission en bonne et due forme du tribut et du respect pouvait être imposée par la force, si nécessaire (...). Mais en général l'autorité reposait sur la capacité des chefs à générer leur propre influence locale en se créant des réseaux de relation à l'intérieur et autour des communautés irriguées. Ils devinrent patrons, protecteurs et arbitres. Aujourd'hui encore leurs noms ornent les villages et les ouvrages d'irrigation pour suggérer leur activité d'investisseurs dans l'agriculture et la gestion de l'eau (Ludden, 2005 : 72).

Le passage du *panku* (part) au *pattam* (titre de propriété) était rendu possible par les titres officiels dont bénéficiaient les membres de la caste dominante¹⁶². La conquête militaire du pays tamoul ne s'est donc pas limitée au pillage des trésors, mais s'est également traduite par une occupation territoriale durable¹⁶³, et une colonisation agricole dont bénéficièrent de nombreux paysans-soldats kamma grâce à leurs chefs ayant obtenu le statut de Poligar.

2. Activités agricoles sur les terres conquises

La période allant du XIV^e au XVII^e siècle se caractérise par des vagues de migration massives vers le sud de la péninsule qui modifièrent la composition démographique

¹⁶² “Dominant-caste titles became synonymous with family rights to land and expressed proprietary status, legitimated by *pangu* and *pattam* principles” (Ludden, 2005 : 165).

¹⁶³ “Raids and invasions into territories remote from their prime bases led to permanent settlement (...). This migration of small groups of Telugu warriors was not solely the result of the attractions of new areas of pillage” (Stein, 1980 : 394-5).

régionale, introduisirent de nouvelles techniques agricoles et intensifièrent les rivalités pour le contrôle territorial (Ludden, 2005 : 46). Le pays tamoul représentait une terre d'opportunités pour les aventuriers venus du nord qui devinrent une nouvelle force dans le système agraire¹⁶⁴. Ils s'installèrent sur les terres encore peu exploitées dans les régions semi-arides de l'intérieur et creusèrent des puits dont ils développèrent la technologie. Le puisage de l'eau à la main ou à l'aide de bœufs était cependant coûteux et réservé aux cultures maraîchères, les céréales étant cultivées sous pluie. L'avantage des puits est qu'ils pouvaient être creusés et entretenus par un petit groupe de personnes, contrairement aux réservoirs et aux barrages, et étaient donc adaptés aux migrations individuelles ou claniques (idem : 54). Le paddy (riz non décortiqué) était majoritairement cultivé dans les zones humides, le long de la côte de Coromandel, mais pouvait également être semé dans les régions intérieures aux premières pluies de la mousson du nord-est, au mois d'octobre, et une seconde récolte était parfois même possible s'il était de nouveau semé en juin, au début de la mousson du sud-ouest. Dans les régions les plus sèches, la base du régime alimentaire paysan était constituée de diverses variétés de céréales à petits grains (*millets*) qui étaient cultivées en alternance avec des légumineuses (ibid. : 56-7).

Le coton fut probablement introduit par les migrants venus du nord qui s'installèrent sur les sols noirs favorables à sa culture. La plupart des terres occupées par les Kamma du Tamil Nadu, aujourd'hui encore, sont caractérisées par la présence de « sol noir à coton » (*black cotton soil*).

Il existe une étrange affinité entre les cultivateurs télougous et le sol noir à coton ; à tel point que si on recensait les propriétaires de ce type de sol dans les districts tamouls de Coimbatore, Trichinopoly, Madurai et Tinnevely, 90% s'avèreraient sûrement être des Vadugar (« gens du nord »), ou les descendants d'immigrants télougous. L'attachement du Vadugan au sol noir à coton est si grand que les Tamouls se moquent de lui en racontant que, quand Dieu offrit le paradis au Vadugan, celui-ci hésita et demanda s'il y avait là-bas du sol noir à coton (Thurston, 1909a : 246).

La prédilection des cultivateurs kamma pour les sols noirs s'explique par leur expérience acquise sur ce type de sols en Andhra, mais aussi par le fait qu'ils étaient situés dans les régions intérieures du pays tamoul, moins densément peuplées et moins exploitées par les

¹⁶⁴ “*Land reclamation provided a means of living for the Telugu and Kannada migrants to the Coromandel region. Epigraphs furnish some details regarding reclaimed forest lands, which were converted into new peasant settlements*” (Stephen, 1997 : 54).

paysans locaux (Ludden, 2005 : 51). En effet, ces derniers étaient majoritairement établis dans les zones côtières deltaïques (d'où le faible nombre de Kamma dans la région de Tanjore), et avaient relativement peu mis en valeur les régions semi-arides, évitant les sols noirs difficiles à travailler pour ceux ne possédant pas le savoir-faire requis¹⁶⁵. Pour qui savait les exploiter, la capacité de ces sols à conserver l'humidité était particulièrement appréciée dans les régions où les sources d'irrigation étaient rares. Forts de leur expertise, les Kamma virent leur labeur récompensé sur des sols qui firent plus tard leur fortune grâce à la forte demande de coton liée au développement de l'industrie textile.

L'ampleur des travaux agricoles sur les terres nouvellement mises en valeur nécessitait la participation de la main-d'œuvre familiale et conduisit à un relâchement des règles sur le confinement des femmes. Il était par ailleurs plus facile pour les migrants de s'émanciper des normes sociales en vigueur dans leur région d'origine à partir du moment où ils n'étaient plus soumis à la réprobation de leur voisinage. Les Kamma du pays tamoul étaient donc moins stricts avec leurs femmes qui cessèrent d'observer le *gosha* afin de participer aux travaux des champs¹⁶⁶. Leurs coutumes devinrent de plus en plus distinctes de celles des Kamma restés en Andhra. En pays tamoul, il n'était pas rare par exemple qu'un Kamma épouse une femme plus âgée que lui (Thurston, 1909a : 100). La migration n'était cependant pas synonyme de perte de statut ou de prestige. Au contraire, elle permit aux paysans kamma de s'enrichir et d'établir leur dominance sur les terres conquises qui leur furent attribuées. De manière générale, la dominance de caste en Inde trouve ses origines dans la conquête territoriale et l'accès au foncier¹⁶⁷.

¹⁶⁵ “*In these sparsely populated interstices, Telugu migrants of the fifteenth and sixteenth centuries not only found scope for political control, but they found black soils with which they were familiar and for which they possessed the means of exploiting in ways superior to the older Tamil residents of these areas*” (Stein, 1980 : 395).

¹⁶⁶ “*Their women are less strict in their deportment than those of the same castes further north, the latter of whom are very careful of their reputations, and, in the case of one section of the Kammās, are actually gosha (kept in seclusion) like Musalmanis*” (Madras Census Report, 1901, cité dans Thurston, 1909a : 94).

¹⁶⁷ “*It frequently happens that members of one particular caste become dominant in many if not most villages in a region due to conquest, because of land grants, or through age-long orthogenic processes*” (Gardner, 1968 : 87).

Selon Ludden, l'émergence de certaines castes paysannes et leur accession à la dominance reposent sur les alliances créées par de puissantes familles à travers le contrôle de la production agricole.

La capacité d'une famille paysanne à se nourrir en temps de sécheresse et de famine, et à rassembler chaque année sol, crédit, semences, bœufs, charrues, engrais, eau et main-d'œuvre pour produire des récoltes, dépendait d'un réseau de transactions interfamiliales à l'intérieur de la caste et entre castes. Même lorsqu'ils devinrent commerciaux, ces liens demeurèrent intrinsèquement multiples, impliquant des relations religieuses, de caste, de parenté, de loyauté personnelle, d'autorité et de subordination. Une caste dominante émergeait quand, à travers un réseau d'alliances stable, elle devenait dotée de ressources matérielles et symboliques suffisantes pour s'assurer une position supérieure dans l'ensemble du complexe de transactions essentiel à la production agricole. Autrement dit, elle devenait une caste de patrons plus que de clients (Ludden, 2005 : 65).

Par « ressources symboliques », Ludden entend le statut rituel élevé de la caste, ou du moins la capacité de celle-ci à soutenir (« *patronize* ») les Brahmanes et à investir dans des temples. Contrairement aux Vellala, dominants dans l'ensemble du pays tamoul, la dominance des castes agraires télougues ne s'étendait pas au-delà des territoires où elles étaient démographiquement concentrées et où elles exerçaient un contrôle effectif sur les transactions agricoles majeures (idem : 66). Les migrants préféraient donc se marier au sein d'un cercle spatialement restreint, dans le même village ou dans un village voisin, leur densité de peuplement représentant un atout. Avec le temps, ils en vinrent à s'identifier progressivement à des territoires particuliers où ils possédaient pouvoir, relations et intérêts fonciers, que Ludden appelle des « domaines de caste dominante », correspondant à des zones agricoles relativement homogènes.

Dans son étude du district de Tirunelveli, à l'extrême pointe sud du Tamil Nadu, Ludden distingue quatre domaines de dominance à partir des données de recensement datant du XIX^e siècle, mais qui révèlent des structures de peuplement anciennes. La zone agricole humide était dominée par l'alliance de castes la plus ancienne, celle des Brahmanes et Vellala tamouls, depuis l'empire pandya. Bien plus tard, les migrants télougous établirent leur dominance sur les sols noirs de la zone sèche septentrionale, autour de Kovilpatti et Sattur. Les Shanar (Nadar) se concentraient quant à eux dans la zone sèche méridionale, tandis que la dominance des Marava s'étendait sur les zones mixtes (ibid. : 67). Les migrants kamma,

dans le nord du district, étaient également dominants sur le plan militaire jusqu'au XVIII^e siècle, avant la disparition du système poligar¹⁶⁸.

Dans son étude du petit royaume de Pudukkottai en pays tamoul, Dirks identifie également une correspondance entre zones agro-écologiques et castes dominantes, la principale étant celle des Kallar, contrôlant le nord de la principauté, majoritairement aride, tandis que les Maravar occupaient le sud (Dirks, 1987 : 112, 115). Chaque *nadu* regroupait des lignages d'une même sous-caste endogame définie territorialement. Les clans étant exogames, les mariages se faisaient entre membres de clans différents appartenant au même *nadu* (idem : 53). Malgré cette forte identité territoriale, il était possible d'intégrer de nouveaux groupes au sein des *nadu* en cas d'immigration, comme ce fut le cas avec les castes télougoues. Il était cependant difficile pour les migrants d'obtenir les services des castes tamoules qui travaillaient déjà pour des paysans locaux et dont l'organisation territoriale était calquée sur celle des hautes castes¹⁶⁹. C'est pourquoi les Kamma migrèrent en emmenant avec eux des membres de castes intouchables télougoues, appelées Chakkiliar au Tamil Nadu. S'assurer les services des basses castes constituait en effet un élément essentiel de la dominance agraire¹⁷⁰. Pour les migrants, cette main-d'œuvre s'avérait d'autant plus indispensable qu'ils devaient parfois défricher des terrains encore non cultivés pour les mettre en valeur.

¹⁶⁸ “The palaiyams were primarily realizations of subcaste dominance over their own territories (...). Political control at the locality level represented the extension of the dominance of these powerful constellations (...) beyond their own territorial strongholds into adjacent areas” (Dirks, 1987 : 53).

¹⁶⁹ “The Pallars and Paraiyars are divided into endogamous and territorially named and situated subcastes (natus). These natus are none other than the natus of the dominant castes (ibid. : 273).

¹⁷⁰ “We must have left our home in Andhra, not as an individual family, but as a large group, for we brought with us Telugu-speaking masons, potters, leather workers and other occupational groups. We also brought singers and story-tellers who were once nomadic and who used to visit the Naidu villages periodically and relate the story of their exodus from their homeland” (Sreenivasan, 1980 : 3).

III. Mouvements de colonisation agricole vers le plateau du Deccan : acquisitions foncières dans le Telangana durant la période musulmane

1. Le Deccan : un plateau semi-aride longtemps sous contrôle musulman

Historiquement, il est possible de distinguer trois types de colonisation : militaire, agricole et commerciale (Rao, 1986 : 205). La migration des Kamma vers le pays tamoul était avant tout de nature militaire, même si elle s'est prolongée par la mise en culture des terres conquises, tandis que leur présence dans le Telangana est essentiellement la conséquence de mouvements de colonisation agricole. Quant à l'expansion commerciale, elle est longtemps restée la prérogative des castes marchandes urbaines telles que les Komati ou les Chettiar, jusqu'à ce que les castes agraires diversifient leurs activités et s'engagent elles aussi dans le commerce. Avant même la conquête du sud de la péninsule, les paysans d'Andhra avaient commencé à étendre leur territoire en direction de l'ouest, vers le plateau du Deccan¹⁷¹.

La faible pluviométrie (à peine supérieure à 600 mm/an) et l'aridité des sols sur ce plateau ont fait du Telangana (Deccan central) une région à vocation pastorale que les conquérants ont longtemps négligée (Aruna, 2009 : 189). Le terrain rocailleux est constitué de granite et de gneiss précambrien, couvert de trois types de sols, noir, rouge et sablo-limoneux (Pramila, 2002 : 47). Les sols noirs permettaient la culture de plantes oléagineuses, avant que ne soit introduit le coton. Cette région semi-aride se prêtait également à la culture des céréales à petits grains sur les sols rouges, moins fertiles. La culture sous pluie était limitée, dans la mesure où le Telangana ne bénéficie pas pleinement du double régime de mousson qui caractérise le reste de la péninsule. Les Ghats occidentaux constituent un obstacle à la mousson du sud-ouest, et les Ghats orientaux freinent la pénétration de celle du nord-est. L'irrigation était donc indispensable à la mise en culture des terres du Deccan central, mais ne fut développée que tardivement.

C'est seulement à partir du XII^e siècle que furent creusés les premiers réservoirs (« *tanks* »), servant à recueillir l'eau de pluie et à irriguer en saison sèche (Talbot, 2001 : 41). A cette

¹⁷¹ "In a process that predates by several centuries, and also parallels in interesting ways the vaduga expansion into the Tamil country, Telugu settlers from the eastern Deccan had expanded into Telangana over the 10th and 11th centuries" (Rao et al., 1992 : 36).

époque, le Deccan oriental était contrôlé par les Kakatiya qui furent vaincus par les conquérants musulmans au XIV^e siècle. La dynastie Bahmani établit quelques années plus tard un royaume indépendant du sultanat de Delhi, son territoire s'étendant du Deccan occidental à l'Andhra côtier. En 1482, la désintégration du royaume bahmani donna naissance aux sultanats du Deccan : Golconde, Bijapur, Ahmednagar, Bidar et Berar. Ces cinq principautés finirent par rassembler leurs forces pour combattre l'empire hindou de Vijayanagar qui fut défait en 1565 lors de la bataille de Talikota (Sherwani et Joshi, 1973). Mais cette alliance fut de courte durée : les Qutb Shahi de Golconde s'émancipèrent de leurs liens avec les autres sultanats pour asseoir leur domination sur le Deccan central et oriental jusqu'à l'Andhra côtier, à partir de leur nouvelle capitale, Hyderabad¹⁷². Sous la dynastie des Qutb Shahi, le Telangana connut une période de prospérité économique, notamment grâce au commerce des diamants dont son sous-sol était riche, mais également des perles, de la soie et des cotonnades (idem : 463). Ces produits étaient exportés vers l'Europe et la Perse à partir du port de Machilipatnam, relié à Hyderabad par une route de bonne qualité¹⁷³. Une compagnie de marchands anglais commerçait depuis ce port, où elle établit un dépôt dès son arrivée en 1611.

En 1687, les armées de l'empereur moghol Aurangzeb s'emparèrent du royaume de Golconde. L'aristocratie télougoue put conserver ses prérogatives, notamment le chef kamma Kumar Venkatadri qui jugea bon de ne pas se révolter contre Aurangzeb et obtint ainsi de lui le maintien de la position dont il bénéficiait sous les Qutb Shah, à savoir le contrôle d'un *jagir* exempt d'impôt formé d'une ville (Purmala) et de treize village entre les fleuves Krishna et Penner, où il assurait également la police grâce à une force armée surveillant les

¹⁷² “The bridge thrown over the Musi by Ibrahim in 1578 showed the way to the expansion of the congested capital [Golconda] eastward (...). It was in 1590 that the plans for the construction of a new capital on the banks of the Musi were ready (...). There was already a road running from Golconda eastwards as far as Masulipatam, and this was made to intersect a new road running nearly north and south where Charminar (‘Four Minarets’) now stands” (Sherwani et Joshi, 1973 : 452).

¹⁷³ “Golconda and Hyderabad had the port of Machilipatnam linking them to the world outside. The road connecting the two was the umbilical cord that linked Hyderabad to the Andhra coastline and from there to global markets, contributing to the region’s prosperity for several centuries. In his impassioned narration of a love story centring around a Hyderabad princess and a British official, novelist and historian William Dalrymple ([White Mughals] 2002) draws from archival material to tell us: ‘the road from Hyderabad to the port of Masulipatnam was one of the most beautiful in the Deccan’. Of course, it had to be a beautiful road for on it had travelled for centuries bullock carts and horse carts laden with precious stones and highly valued commodities” (Baru, 2007, 31).

principales routes et marchés de son territoire (Richards, 1975 : 249). Après la mort d'Aurangzeb, l'empire s'affaiblit et le vice-roi du Deccan, Nizam-ul-Mulk, déclara son indépendance en 1724 et devint le premier Nizam de la dynastie des Asif Jahi qui administrera l'Etat princier autonome de Hyderabad jusqu'en 1948. Son territoire incluait non seulement les régions télougouphones (Telangana, Rayalaseema et Andhra), mais également le Marathwada et une partie du Deccan sud-occidental, où l'on parlait respectivement marathi et kannada, le persan puis l'ourdou servant de langues officielles. Les districts d'Andhra côtier, appelés « *Northern Circars* », furent abandonnés aux Français en 1754, en remerciement du soutien militaire apporté par Charles de Bussy lors d'une guerre de succession. Cinq années plus tard, les Anglais s'emparèrent du port de Machilipatnam et expulsèrent les Français d'Andhra côtier afin d'y asseoir le contrôle exclusif de la Compagnie des Indes Orientales. Les Britanniques avaient par ailleurs un « Résident » à Hyderabad, même si le Nizam continuait de diriger l'Etat. En 1800, ce dernier leur céda également le Rayalaseema (désormais appelé « *Ceded Districts* ») et conserva son autonomie dans le Telangana, tout en reconnaissant officiellement la souveraineté britannique sur la Présidence de Madras (Rao, 1997).

2. Migrations agricoles des Kamma vers le Telangana

Durant la période musulmane, non seulement les paysans kamma purent conserver leurs terres en Andhra, mais ils en acquirent de nouvelles dans le Telangana. Comme sous les dynasties hindoues, une élite kamma continua à bénéficier de titres officiels et de positions de pouvoir attribués par les Nawabs de Golconde puis les Nizams. De nombreuses familles kamma¹⁷⁴ obtinrent la fonction de *chowdari* ou collecteur de taxes foncières (Rao, 2003 : 810). Certaines d'entre elles furent même élevées au rang de *zamindar*, titre d'origine persane qui désigne les détenteurs d'intérêts fonciers héréditaires, depuis les puissants chefs de domaines autonomes jusqu'aux petits intermédiaires villageois (Hasan, 1979 : 18). Toutefois, les domaines contrôlés par les *zamindar* kamma se situaient essentiellement en Andhra, les

¹⁷⁴ Parmi les plus importantes, les Nallabotu, Alaparty, Devabhaktuni, Manam, Yelamanchi, Suryadevara, Vemulapalli, Kosaraju, Vadlamudi et Vasireddy (Chowdary, 1954 : 74).

*jagirdar*¹⁷⁵ du Telangana étant majoritairement issus des castes dominantes locales reddy et velama. L'appartenance de caste de ces grands fermiers fiscaux jouait un rôle important pour obtenir le soutien des masses paysannes, même si leur fonction d'intermédiaires les poussait à exploiter les cultivateurs en répercutant sur eux la pression fiscale¹⁷⁶. Dans le Telangana, les *jagirdar* étaient réputés exercer une oppression de type féodal ayant conduit à l'appauvrissement et à la soumission de la petite paysannerie. Paradoxalement, les princes musulmans contribuèrent à renforcer le système hindou des castes car il était garant d'ordre social (Fukazawa, 1998). Ils intervenaient même dans les conflits concernant la position respective de différentes castes, et favorisaient certaines d'entre elles au détriment des autres¹⁷⁷.

En Andhra, ils placèrent dès 1670 Vasireddy Virappa Naidu à la tête d'un vaste domaine, transmis pendant plus d'un siècle à ses héritiers qui s'érigèrent ainsi en l'une des plus puissantes familles kamma du delta de la Krishna (Mackenzie, 1990 : 307). A mesure que le pouvoir central de Hyderabad déclinait, l'influence locale des Vasireddy augmentait (Frykenberg, 1979 : 222). En 1725, ils contrôlaient à eux seuls 225 villages dans l'actuel district de Guntur (Frykenberg, 1965 : 22). Les *zamindar* d'Andhra, dont certains kamma, se révoltèrent contre la présence française à partir de 1754. Mais Bussy écrasa ces rébellions et la chute du fort de Bobbili après une bataille féroce servit d'avertissement aux autres *zamindar* (Rao, 1997 : 34).

¹⁷⁵ “*Jagirs in Hyderabad were used to provide individuals with a permanent income and a territorial base in the Deccan*” (Leonard, 1971 : 577). Dans son étude du Rajputana (actuel Rajasthan), Henri Stern analyse la fonction du *jagir* dans sa relation économique et militaire au Raja, qui s'applique également au Nizam dans le Telangana : « Dans le ou les villages relevant de son *jagir*, chaque *jagirdar* prélève une part de la récolte puis en remet une fraction à celui dont il tient son *jagir* : *jagirdar* plus important ou Raja (...). En même temps, chaque *jagirdar* doit assistance militaire au Raja (...). Le droit du *jagirdar* sur une part de la récolte est le moyen de financer et d'entretenir une force armée et de contribuer à celle du Raja » (Stern, 1973 : 61).

¹⁷⁶ “*Unless these zamindars were able to withstand pressure from above, they passed on the burden of revenue demands to the cultivators and so contributed to the intensification of the economic exploitation of the latter*” (Hasan, 1979 : 28).

¹⁷⁷ “*The state depended on the caste system for the maintenance of public order, and the state itself imposed as punishment caste norms like excommunication on criminals. Further, if any dispute regarding caste ranking arose, the state intervened and regulated such ranking among the disputing caste communities (...). The state could not afford to leave unresolved any dispute on caste ranking, for it would have endangered public order*” (Fukazawa, 1998 : xii).

On trouve également quelques *zamindar* kamma dans le Rayalaseema, comme les Naidu de Kalurayipadu dans le district de Cuddapah (Chowdari, 1954 : 76). Dans le même district, les Qutb Shahi confièrent le domaine de Gandikota à Pemmasani Timmanayani, un Kamma qui n'était cependant pas un descendant direct des Pemmasani de Gandikota sous Vijayanagar. Bien que situé dans une région aride, le domaine était irrigué grâce à des sources locales, permettant la culture du riz et des céréales à petits grains¹⁷⁸. On trouve aujourd'hui encore des agriculteurs kamma dans certains districts du Rayalaseema, leurs ancêtres y ayant migré à l'époque où Gandikota était dirigé par des chefs militaires appartenant à leur caste. Le fort de Gandikota fut toutefois attaqué en 1652 par des guerriers musulmans convoitant les mines de diamants et les Kamma perdirent l'administration du domaine (Chaudari, 1984). Ils conservèrent en revanche le fort de Vinukonda et ses 225 villages jusqu'en 1800, date à laquelle les districts du Rayalaseema furent cédés aux Anglais (Chowdary, 1954 : 73).

Entre 1600 et 1800, des pionniers agricoles kamma migrèrent vers le Telangana en vagues de « colonisation » successives (idem : 76). Pour légitimer leur présence, ils construisirent des temples dans les nouveaux villages où ils s'établirent, creusèrent des réservoirs destinés à l'irrigation, et firent des dons généreux aux Brahmanes (ibid. : 80). Ils introduisirent également dans le Telangana la culture du paddy (Rajagopal, 1977). Attirés par les territoires encore en friche, ils ne constituaient pas une réelle menace à la dominance des castes agraires locales, mais aliénèrent en revanche les populations tribales en mettant en péril leur usage traditionnel des ressources forestières. Favorables à la mise en valeur foncière de leur territoire, les princes ne s'inquiétèrent pas de cette dépossession avant 1942, date à laquelle le dernier Nizam demanda à l'anthropologue von Fürer-Haimendorf de réaliser une enquête sur l'aliénation des terres et l'exploitation des populations tribales du Telangana (Kannabiran et al., 2010 : 76). Dans son rapport, celui-ci montra que la tribu des Gond, qui pratiquait traditionnellement l'agriculture itinérante, ne possédait aucun document officiel prouvant leurs droits sur la terre, ce qui rendit aisée leur éviction par les migrants informés et soutenus par l'Etat, majoritairement issus des deltas de la Krishna-Godavari (Fürer-Haimendorf, 1979).

¹⁷⁸ “*Within the fort of Gandikota were rice and millets fields which were watered by local springs*” (Sherwani et Joshi, 1973 : 472).

Après l'achèvement en 1931 du barrage de Nizamsagar sur la Manjira, affluent de la Godavari, le gouvernement du Nizam avait fait appel à des « colons » (*settlers*) d'Andhra côtier pour mettre en valeur les terres « vierges » (*waste lands*) du Telangana en leur octroyant des droits d'occupation héréditaires et en les exemptant d'impôt foncier pendant les premières années¹⁷⁹. Ce projet officiel de « colonisation » attira de nombreux Kamma des deltas de la Krishna-Godavari.

Les cultivateurs kamma sont connus pour leur ardeur au travail et leur savoir-faire en termes d'aménagement agricole. Leur nature entreprenante est reconnue par les autres communautés (...). Le flux de cultivateurs d'Andhra augmenta surtout après la construction de certains projets d'irrigation au Telangana dans les années 1930 et 1940 comme le projet de Nizamsagar dans le district de Nizamabad (...). Bien que les colons d'Andhra côtier soient issus de différentes castes et de divers groupes socio-économiques, les cultivateurs kamma se distinguent par leur présence très importante dans les zones irriguées du Telangana (Satyanarayana, 1997 : 32-3).

Les travaux préliminaires à l'édification de Nagarjuna Sagar datent également de cette époque. Si le Nizam fit appel aux agriculteurs d'Andhra pour « mettre en valeur » les terres du Telangana, c'est parce que les paysans locaux n'étaient pas familiers des techniques d'irrigation par canal, alors que ceux des deltas de la Krishna-Godavari bénéficiaient depuis la moitié du XIX^e siècle des grands aménagements hydrauliques mis en place par l'administration britannique, comme on le verra dans le chapitre suivant.

Les Kamma se sont donc érigés au cours des siècles en caste dominante, non seulement dans leur territoire d'origine, en Andhra côtier, mais dans une grande partie du Deccan ainsi qu'au sud de la péninsule indienne. C'est l'accès à la terre, principal moyen de production, qui leur permit d'accéder à ce statut. Bien qu'occupant une position relativement basse sur l'échelle rituelle, ils parvinrent à établir leur domination sur des villages entiers, et par conséquent sur les autres castes, modifiant ainsi la hiérarchie traditionnelle. En tant qu'agriculteurs, ils pouvaient exercer un pouvoir de patronage sur les Brahmanes, ne serait-ce qu'en leur fournissant leur nourriture. Comme le rappelle Walter Neale (1979), la terre, c'est le pouvoir (« *land is to rule* »), et pour y accéder, la conquête territoriale constituait à l'époque

¹⁷⁹ “The migration of Coastal Andhra peasants into Telangana increased in response to the invitation by the Nizam’s government in the 1920s. The government advertised a scheme of ‘colonisation’ in order to bring about nearly 40 lakh acres of new land under cultivation. It envisaged the distribution of cultivable waste lands to outside settlers and provided certain incentives” (Satyanarayana, 1997 : 31).

médiévale la voie privilégiée des castes mobiles de paysans-soldats qui bénéficièrent du soutien des puissances politiques et militaires au service desquelles elles s'enrôlèrent.

Chapitre 4

Une caste agraire bénéficiaire du développement de l'Andhra côtier durant la période coloniale

Le développement ou « progrès », terme plus couramment utilisé à l'époque¹⁸⁰, fut érigé en doctrine coloniale parallèlement à l'idéologie libérale qui remplaça le mercantilisme de la Compagnie des Indes Orientales à ses débuts (Washbrook, 1981 : 671). L'objectif était de générer des revenus supplémentaires grâce à l'agriculture et l'impôt foncier, venant s'ajouter aux profits liés au commerce international (Dirks, 2001 : 28). En 1858, au lendemain de la révolte des Cipayes, la Couronne britannique prit directement le contrôle de l'Inde et mit en place un mode de gouvernement inspiré de la philosophie « utilitariste » (Stokes, 1989). Les administrateurs anglais issus du prestigieux *Indian Civil Service* étaient désormais recrutés en fonction de leurs compétences linguistiques et intellectuelles, et non plus de leurs prouesses militaires (Mason, 1985 ; Gupta, 1996). L'impérialisme britannique en Inde se caractérisait par une bureaucratisation croissante, le *Raj* s'assimilant de plus en plus à un « empire bureaucratique » (Stern, 1993 : 131). L'expertise supposée de ces bureaucrates servit à justifier l'entreprise technocratique d'aménagement de territoires considérés « à l'abandon », et la mise en valeur de terres présentées comme « incultes » (*waste*) dans les rapports coloniaux (Gidwani, 2008 : 18-9).

Les conditions naturelles favorables au développement de l'Andhra côtier, qui avaient attisé les convoitises des dynasties régnantes à l'époque médiévale déjà, suscitèrent également l'intérêt de la puissance coloniale britannique. La Compagnie des Indes Orientales mit à peu près cinquante ans à consolider ses conquêtes territoriales dans cette région, disputée par les Français. Au début du XIX^e siècle, l'Andhra et le Rayalaseema furent divisés en districts rattachés administrativement à la Présidence de Madras qui incluait également le pays tamoul. A la tête de chaque district fut nommé un préfet ou *Collector*, responsable de la

¹⁸⁰ Les fonctionnaires devaient rendre compte des avancées (« *progress* ») réalisées sous leur administration. Voir par exemple Raghavaiyangar S.S., 1898, *Memorandum on the Progress of the Madras Presidency during the last forty years of British administration*, Superintendent, Government Press, Madras.

collecte de l'impôt foncier et du maintien de l'ordre. Les grands propriétaires et chefs locaux tentèrent de résister à cette confiscation de leurs prérogatives, mais durent céder face au lieutenant-colonel Thomas Munro¹⁸¹ qui mit fin au pouvoir des Poligars en leur déclarant la guerre. D'abord *Collector* dans le Rayalaseema, Munro y introduisit le système de tenure *ryotwari* par lequel le gouvernement prélevait l'impôt directement auprès des paysans (*ryot*), avant de le généraliser à une grande partie de l'Inde du Sud lorsqu'il devint gouverneur de Madras en 1820. Parallèlement à ce régime foncier, le système *zamindari* fut officialisé dans certaines parties d'Andhra, là où les propriétaires de grands domaines pouvaient servir d'intermédiaires auprès de la Compagnie pour la collecte de l'impôt, mais il devint rapidement minoritaire à l'échelle de la Présidence de Madras, contrairement au nord de l'Inde où il avait été renforcé par le *Permanent Settlement* instauré au Bengale en 1793 (Baden-Powell, 1892).

Tandis que l'aristocratie foncière continuait de profiter du système *zamindari*, le nouveau régime *ryotwari* bénéficia aux paysans intermédiaires *kamma* qui furent reconnus propriétaires de la terre qu'ils cultivaient, libres de la vendre, de la mettre en métayage ou de l'hypothéquer. Tant qu'ils payaient leurs impôts, ils ne pouvaient pas être expropriés (Maclean, 1885 : 121). Ils bénéficièrent également de l'introduction de l'irrigation par canal dans les deltas de la Krishna-Godavari grâce à la construction de deux grands barrages au milieu du XIX^e siècle, ainsi que du développement régional qui s'ensuivit, non seulement dans le domaine agricole, mais au niveau du commerce, des transports, de l'urbanisation et de l'industrialisation. Usant de la caste comme d'un capital social, une élite *kamma* s'érigea en classe de paysans riches ou « koulaks ». Celle-ci put accéder relativement tôt à l'éducation et participa à divers mouvements politiques, d'abord favorables puis hostiles à la puissance coloniale.

¹⁸¹ Munro fut parfois présenté comme un administrateur paternaliste, représentant de l'« utilitarisme » colonial (Stokes, 1989), une caractérisation « romantique » remise en cause par d'autres chercheurs (Stein, 1989). La théorie du « despotisme oriental » telle qu'elle fut développée par Karl Wittfogel (1970) permit de justifier son combat contre les Poligar (Dirks, 2001 : 109).

I. Mise en valeur agraire et développement régional en Andhra

1. Politique fiscale et introduction de l'irrigation par canal

Durant la première moitié du XIX^e siècle, l'économie rurale de l'Andhra côtier était en état de stagnation, voire de déclin. Les crises de subsistance, provoquées par des accidents climatiques, se traduisirent par une forte dépopulation (Lardions, 1980). Les aléas de la mousson affectaient durement les cultures pluviales de paddy pratiquées dans les zones deltaïques, comme en témoignèrent les colons britanniques travaillant au service de la Compagnie des Indes Orientales. Le lieutenant Campbell, posté à Vijayawada (alors appelée « Bezwada »), en tête du delta de la Krishna (ou « Kistna »), décrivit ainsi la terrible famine qui frappa Guntur en 1832-33 : « Des centaines de personnes meurent littéralement de faim tous les jours. On retrouve tous les matins le marais entourant le fort jonché des corps de ceux qui sont morts durant la nuit »¹⁸². La population du district diminua de moitié¹⁸³, et deux-tiers du bétail furent perdus (Frykenberg, 1965 : 2). Les rentrées fiscales, constituées en grande partie de l'impôt foncier, chutèrent également, ce qui poussa les autorités à réagir¹⁸⁴.

Avant cette « Grande Famine », la Compagnie avait négligé les infrastructures d'irrigation et de transport dans les territoires en sa possession (Raju, 1941 : 127). Des projets de barrages sur la Krishna et la Godavari avaient été proposés par des ingénieurs britanniques dès 1798, mais le gouvernement mit un demi-siècle pour commencer les travaux (Upadhyay, 1988a : 61, n.3). L'entretien des réservoirs laissait à désirer et aucun nouvel aménagement n'avait été réalisé, qu'il s'agisse de construction de digues et canaux ou de travaux de drainage. Les chemins de terre étaient inondés à chaque mousson, rendant impossible toute communication. Quant aux ports d'Andhra, dont certains avaient connu une grande prospérité durant les

¹⁸² “Hundreds die daily, literally of starvation. The swamp around the fort is found each morning strewn with the bodies of those who have died during the night” (Campbell, cité dans Wallach, 1985 : 158).

¹⁸³ La population du district de Guntur passa de 518 318 à 267 426 habitants entre 1830 et 1839 (Kumar, 1992 : 120). Ce déclin démographique s'explique non seulement par les morts mais par l'émigration hors des zones touchées par la Grande Famine (Rao, 1978 : 226).

¹⁸⁴ “This famine is said to have caused a loss of revenue in the Guntur District estimated at Rs. 22,700,000, so even from a purely commercial point of view Government were bound to look for a remedy” (Mackenzie, 1990: 253).

siècles précédents, ils n'avaient encore bénéficié d'aucune amélioration sous l'administration britannique alors qu'ils avaient été endommagés par des cyclones à répétition (Rao, 1988 : 27). La dépression économique en Andhra se caractérisait également par le déclin des activités de tissage, principale source d'emploi dans la région après l'agriculture, à cause de l'importation de textiles britanniques bon marché. De même, le riz importé de Birmanie, concurrençant la production locale, fit chuter les prix agricoles (Rao, 1978). Enfin, la politique fiscale du gouvernement visant à extraire le maximum de la paysannerie était particulièrement oppressive par la population, à l'exception de quelques catégories privilégiées.

L'introduction en 1802 du *Permanent Settlement* en Andhra légalisa et perpétua les forces d'exploitation traditionnelles dans l'agriculture par l'octroi de droits permanents et héréditaires aux *zamindar* (Jodhka, 2003 : 1219). En s'appuyant sur ces intermédiaires pour la collecte de l'impôt, les Britanniques confortèrent leur statut de « grands propriétaires parasites » (Moore, 1966 : 346). Cette aristocratie foncière devait s'acquitter auprès du gouvernement d'une somme fixe (« *peshkash* »), en échange de quoi elle était libre de déterminer le loyer de la terre aux fermiers et métayers travaillant sur ses domaines et ne bénéficiant d'aucune sécurité de tenure (« *tenants-at-will* »). Durant la période britannique, les Kamma acquirent quatorze nouveaux *zamindari*, répartis essentiellement en Andhra côtier et au sud de la Présidence de Madras, dans le pays tamoul (Chowdary, 1954 : 83). Vasireddy Venkatadri Naidu, le dernier grand *zamindar* kamma de Guntur, avait suffisamment d'influence sur les *karanam* (comptables villageois) pour dissimuler la valeur réelle du territoire qu'il contrôlait et obtint ainsi des droits très avantageux sur 551 villages (Mackenzie, 1990 : 312). Il menait un train de vie princier, entretenant « une suite de plusieurs milliers d'hommes, 300 chevaux, 80 éléphants, 50 chameaux (...). Ses palais à Amaravati, Chebrolu et Chintapalli, sa demeure de Guntur et ses autres résidences reflétaient sa prospérité » (Frykenberg, 1965 : 43). Malgré des dépenses somptuaires lors des mariages et autres cérémonies religieuses, il laissa une fortune considérable à sa mort en 1816, mais les litiges opposant ses héritiers conduisirent à la ruine de la famille Vasireddy, dont les terres furent transformées en *haveli*¹⁸⁵ ou vendues aux enchères (Frykenberg, 1965 : 44). Une autre grande famille de *zamindar* kamma, avec qui les Vasireddy avaient des liens matrimoniaux,

¹⁸⁵ Les terres sous contrôle direct du gouvernement étaient appelées *haveli*. “*The East India Company made additions to these havelis by acquiring lands of the rebellious zamindars*” (Rao, 1977 : 21).

était les Yarlagadda de Chelapalli dans le district de Krishna, où les héritiers actuels possèdent encore 5 000 acres, utilisées pour une raffinerie sucrière, sur les 60 000 de leurs ancêtres *zamindar*¹⁸⁶.

Hormis cette poignée de grandes fortunes, la caste des Kamma était constituée dans son immense majorité de simples paysans ou *rayalu*¹⁸⁷. Le titre de *ryot* était cependant réservé aux cultivateurs ayant une certaine influence à l'échelle villageoise, et excluait les ouvriers agricoles (Frykenberg, 1965 : 46). Là où il n'y avait pas de *zamindar*, le système *ryotwari* permettait aux cultivateurs d'être reconnus propriétaires de leur terre et de payer directement leurs impôts au gouvernement¹⁸⁸. Les gains escomptés par celui-ci consistaient en des économies réalisées sur la part des intermédiaires, et en une augmentation de la productivité sur les parcelles individuelles, contrairement aux terres *zamindari* souvent négligées par les grands propriétaires absents¹⁸⁹. La coexistence des deux systèmes de tenure en Andhra côtier ne permettait pas à la Compagnie de mener une politique cohérente, et les leaders locaux profitèrent de ces contradictions pour échapper au contrôle de l'administration britannique (idem : 11). Face à l'autorité centrale exercée depuis Madras, Frykenberg examine l'influence locale à Guntur dans la première moitié du XIX^e siècle, la définissant comme « l'exercice invisible du pouvoir ; l'acte de produire un effet sans force apparente ou autorité directe ; la pression interne provenant de la classe sociale (ou de la caste), de la force de caractère ou de la richesse » (Frykenberg, 1965 : 9). Les hommes influents pouvaient être de simples *ryot* appartenant à la caste dominante du village, des *zamindar*, des fonctionnaires, usant généralement de « pétitions, intrigues, pots-de-vin, menaces, sanctions religieuses, force physique ou manipulations » pour exercer leur pouvoir et s'émanciper de l'autorité coloniale (idem : 9). A Guntur, ces élites locales étaient formées essentiellement de

¹⁸⁶ Entretien du 31/03/2006 avec Yarlagadda Raghubabu à Hyderabad.

¹⁸⁷ *Rayatu* est le terme télougou au singulier.

¹⁸⁸ “Munro did not differ from Cornwallis [Permanent Settlement of Bengal] over the institution of private-property rights in land, but only over the hands in which they were to be lodged” (Stokes, 1989 : 83).

¹⁸⁹ “ ‘The persons who own rent, and live upon rent, consume it all’. It was idle to expect that rent owners would accumulate capital and invest it in agricultural improvements; only the immediate cultivator would do this. With inexorable logic James Mill declared himself in favour of an outright ryotwari system in which the State carried out the entire work of assessment and collection from each peasant cultivator” (idem : 92).

Brahmanes et de Kamma dont l'influence servait avant tout leurs propres intérêts, aux dépens des castes considérées comme inférieures (ibid. : 232-3 ; Frykenberg, 1977 : 121). La dominance des Kamma ne se limitait donc pas aux quelques *zamindar* issus de la caste, mais à un grand nombre de *ryot* influents¹⁹⁰.

Le troisième régime de droits fonciers était le système *inamdari* qui dispensait d'impôt ceux à qui avaient été gratuitement attribuées des terres, qu'il s'agisse d'*agraharam* pour les temples et villages de Brahmanes, ou d'autres catégories d'*inam* (« dons »). Les principaux bénéficiaires de ces privilèges fonciers, de nature héréditaire, étaient les « individus et institutions ayant les plus hautes prétentions en termes de statut social et rituel et en termes d'influence », c'est-à-dire non seulement les Brahmanes et institutions religieuses ou charitables, mais les personnes de « caste 'propre' [non-intouchable] militaro-agraire » (Frykenberg, 1984 : 37, 49). Ces concessions permirent à la puissance coloniale de s'assurer le soutien et la loyauté des élites rurales. Les *inam* étaient généralement situés en marge des espaces villageois et servaient donc aussi à encourager les mouvements de colonisation agricole (Stokes, 1984 : 56). Le système *ryotwari*, au contraire, avait pour but de fixer la paysannerie et de sédentariser les populations mobiles, afin d'accroître les recettes fiscales (Irschick, 1994). Selon leur appartenance de classe (*zamindar* ou simple *ryot*) et leur occupation (pionnier agricole ou fonctionnaire villageois), les Kamma tirèrent profit de l'un ou l'autre régime foncier, dans la mesure où ils étaient représentés dans presque toutes les catégories privilégiées par la puissance coloniale. Seuls les petits paysans kamma croulaient sous le poids des taxes foncières, tandis que les sans-terres appartenaient majoritairement aux castes intouchables ou de tisserands (Kumar, 1992).

Ce n'est qu'avec l'arrivée de l'irrigation par canal dans les deltas de la Krishna-Godavari que les cultivateurs kamma purent pleinement valoriser les terres qu'ils exploitaient depuis des générations, mais dont la productivité était affectée par la récurrence des sécheresses et inondations. Les Kamma avaient souffert de la Grande Famine de Guntur de 1833 et du cyclone de 1839 (Haragopal, 1985 : 43). Le milieu du XIX^e siècle constitue un véritable tournant dans l'histoire non seulement de la paysannerie kamma, mais de l'Andhra moderne, du fait de la construction de deux grands barrages, l'un sur la Godavari achevé en 1848 et

¹⁹⁰ “The instances in which zamindari families have assumed such dominance are, of course, numerous. It is more interesting to note the many cases in which families achieve such political dominance within the ryotwari system of land tenure” (Elliott, 1995 : 137).

l'autre en 1852 sur la Krishna. Situés chacun en tête d'un delta, respectivement à Dowleswaram et Vijayawada, ils permirent d'irriguer 500 000 ha grâce à un système de canaux acheminant l'eau des fleuves vers un très grand nombre de parcelles (Rao, 1958 : 86-90). Plannifiés à la suite de la Grande Famine, ils devaient en effet approvisionner en eau un maximum de paysans¹⁹¹. L'ingénieur britannique à l'origine des travaux, Arthur Cotton, avait préalablement restauré l'ancien système d'irrigation du delta de la Kaveri au sud de Madras (Wallach, 1985 : 161). Le *Krishna Delta System*, divisé en deux zones de part et d'autre du fleuve (*Eastern* et *Western*), est un ensemble de canaux issus du barrage de Vijayawada (appelé Prakasam depuis la construction en 1952 d'une nouvelle structure pour remplacer le premier barrage endommagé).

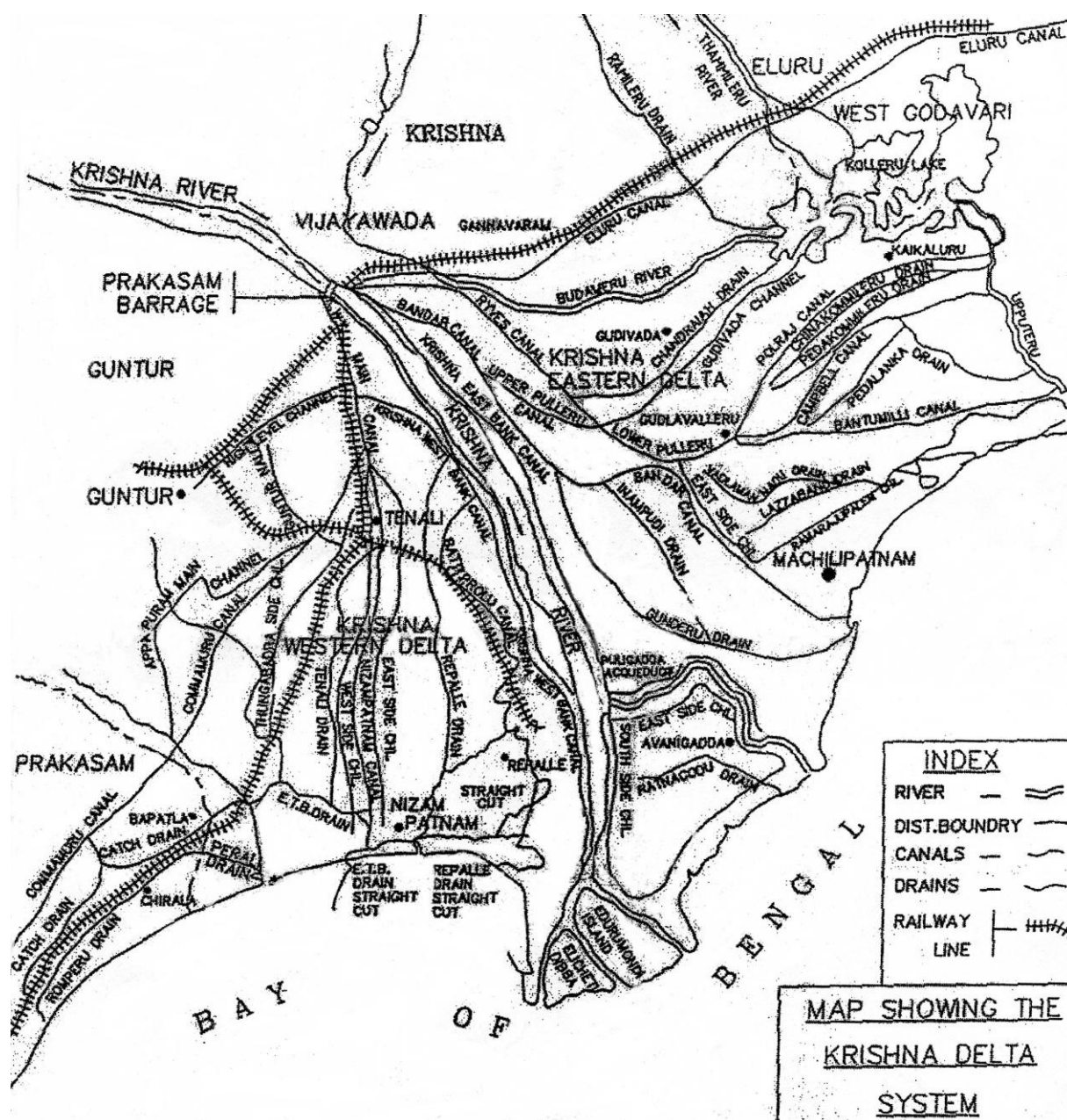
Photo 1 : Barrage de Prakasam sur la Krishna à Vijayawada



Cliché de l'auteure (2006)

¹⁹¹ “There seemed no better way to help a drought-stricken country than to provide some water to a great many farmers” (Wallach, 1985 : 156).

Carte 9 : Le système d'irrigation par canal dans le delta de la Krishna



Source : Irrigation Department, Government of Andhra Pradesh

Le canal de Bandar, achevé dès 1852, servait à relier Vijayawada au port de Machilipatnam, tandis que celui d'Eluru, dont les travaux commencèrent deux ans plus tard, connectait les deux systèmes d'irrigation de la Krishna et de la Godavari. Des canaux de drainage permettaient également d'évacuer l'eau des pluies vers le Golfe du Bengale et le lac de Kolleru. Par ailleurs, des digues furent construites pour lutter contre les inondations (Mackenzie, 1990 : 260-1). Ces aménagements, qui avaient pour objectif de redynamiser une

économie agraire moribonde, ne produisirent pas immédiatement les résultats escomptés. En termes de rendements, il fallut attendre cinq ans pour que la différence entre terres irriguées et non-irriguées fût significative, avec 290 kg/ha de riz dans le *Godavari Delta System*, contre 115 kg/ha dans le même district en culture pluviale, soit plus du double (Rao, 1988 : 33). En 1859, le *Collector* du district de Godavari déclara : « C'est très gratifiant pour moi de pouvoir témoigner de la prospérité croissante de la population du district » (cité dans Haragopal, 1985 : 48). Toutefois, les paysans bénéficiant de l'irrigation virent leurs coûts de production accrus par une lourde taxe sur l'eau, car le gouvernement était impatient de recouvrer les fonds investis dans les travaux (Rao, 1985 : A60). Dans le contexte colonial, l'irrigation était davantage destinée à augmenter la productivité qu'à protéger les paysans de la famine.

Ce n'est qu'à partir des années 1870, avec l'amélioration du système de distribution de l'eau et l'allègement des impôts, que la croissance agricole commença à se faire sentir. La culture du paddy se généralisa, occupant un tiers de la surface en céréales dans les années 1890, époque où les agriculteurs des zones deltaïques commencèrent à réaliser des surplus commercialisables (idem : A 62). La construction des barrages d'Andhra côtier favorisa ainsi l'enrichissement des paysans-propriétaires de la région. Selon certains analystes, « c'est Arthur Cotton qui permit à la classe moyenne des deltas de la Krishna-Godavari de s'élever » (Innaiah, 2002). Aujourd'hui encore, l'ingénieur britannique est vénéré par les riches agriculteurs d'Andhra¹⁹².

¹⁹² “*The delta farmers, visitors hear, worship Cotton as God*” (Wallach, 1985 : 161).

Photo 2 : Statue d'Arthur Cotton à Kankipadu (district de Krishna)



Cliché de l'auteure (2007)

(Statue érigée en 2004 par le Rotary Club de Kankipadu, dont les membres sont majoritairement kamma. On voit à l'arrière-plan le canal qui irrigue les champs de paddy et on peut lire sur la plaque en télougou une adresse emphatique à Arthur Cotton : « Vous avez considéré les ressources en eau comme des ressources nationales et vous êtes un homme divin »).

2. Développement des infrastructures de transport et commercialisation de l'agriculture

Le creusement de canaux d'irrigation facilita également les transports par voie d'eau, les principaux d'entre eux étant navigables. Le canal Buckingham reliait désormais la Krishna à la ville de Madras et à d'autres districts du Tamil Nadu, tandis que les canaux de Bandar et d'Eluru assuraient la jonction entre l'arrière-pays rural et les ports d'Andhra côtier, comme Kakinada dans le delta de la Godavari. C'est essentiellement la production de paddy qui était

acheminée par voie d'eau vers les rizeries, la navigation étant le moyen de transport le moins coûteux pour les pondéreux. Selon le *Madras Gazetteer*, « la campagne [dans les deltas] ressemble à une immense rizière, une mer ondulante de cultures verdoyantes uniquement interrompue par les bosquets autour des villages, les chemins de terre et les voiles des navires glissant le long des principaux canaux »¹⁹³. Toutefois, la navigation fluviale céda progressivement la place au transport routier et ferroviaire. Le réseau routier d'Andhra fut développé dans la seconde moitié du XIX^e siècle, tandis que la construction du chemin de fer le long de la côte, l'*East Coast Railway*, entre Madras et Calcutta, acheva de désenclaver les deltas de la Krishna-Godavari dans les années 1890, Vijayawada devenant un important nœud ferroviaire. Cette « révolution des transports » stimula l'économie de la région et facilita la commercialisation des produits agricoles (Satyanarayana, 1990).

Le paddy, jusque là culture vivrière, se transforma en culture commerciale dans les années 1880, lorsque les paysans du double delta parvinrent à produire des surplus (Rao, 1985). Les céréales traditionnelles (sorgho, éleusine) cédèrent progressivement la place aux nouvelles cultures irriguées (canne à sucre, tabac, coton, piment, curcuma), fortement rémunératrices dans la mesure où elles étaient exportées (Satyanarayana, 1990). Le développement des moyens de communication en Andhra permit une meilleure intégration régionale et une circulation accrue des produits agricoles entre marchés locaux, nationaux et internationaux. Si la commercialisation de l'agriculture n'était pas entièrement une nouveauté en Inde, le processus s'accéléra sous la colonisation britannique qui apporta surtout des changements qualitatifs et quantitatifs à un phénomène préexistant¹⁹⁴. Le commerce fut notamment favorisé par l'ouverture du canal de Suez en 1869, la Révolution industrielle en Angleterre générant par ailleurs d'importants besoins en matières premières comme le coton, dont l'approvisionnement devint difficile durant la Guerre de Sécession américaine (Jodhka, 2003 : 1220).

¹⁹³ *Imperial Gazetteers of India, Madras-I*, 1908, Calcutta, p. 268.

¹⁹⁴ La période moghole vit fleurir le commerce du coton, du tabac et de la canne à sucre, notamment en Inde du Nord (Habib, 1963). Toutefois, avec l'arrivée des Anglais, la commercialisation agricole fut non seulement érigée en politique au service des intérêts coloniaux, mais atteignit une échelle inégalée jusqu'alors : “*Since the primary concern of the rulers from then on was the expansion of commerce, some of the policies followed in pursuit of this objective introduced market forces into agriculture in a manner and on a scale that had not happened before*” (Raj, 1985 : viii-ix).

Le rôle de la puissance coloniale dans le développement du commerce entre l'Inde et la métropole fut critiqué par les tenants de l'historiographie anti-impérialiste (nationaliste et marxiste), accusant la Grande-Bretagne d'être responsable de la paupérisation de la paysannerie indienne, entraînée malgré elle dans un processus de « commercialisation forcée »¹⁹⁵, n'ayant plus les moyens d'assurer sa propre subsistance à cause du déclin de l'agriculture vivrière et de l'aliénation de ses terres liée à la monétarisation de l'économie et à l'endettement (Murali, 1980). L'importation depuis la métropole de produits manufacturés bon marché avait par ailleurs détruit l'industrie traditionnelle, comme le textile, obligeant les tisserands et autres artisans à devenir ouvriers agricoles (Gadgil, 1933). Selon Dharma Kumar (1992), ce phénomène de prolétarianisation ne peut cependant être considéré comme étant entièrement une création coloniale, étant donné l'existence d'une forte proportion de sans-terres dans les campagnes indiennes avant même l'arrivée des Britanniques. Elle relativise par ailleurs l'importance des usuriers et marchands citadins dans la Présidence de Madras (de caste chettiar ou komati), qui, contrairement à une thèse répandue, avaient peu d'intérêt à saisir les biens fonciers des petits paysans endettés, ces derniers étant davantage spoliés par les riches agriculteurs et prêteurs villageois, membres des castes agraires dominantes (Kumar, 1975).

La commercialisation de l'agriculture s'accompagna d'une différenciation accrue au sein de la paysannerie. Les élites rurales elles-mêmes présentaient des caractères différents selon le contexte régional¹⁹⁶. Dans les zones semi-arides de l'intérieur de la péninsule, les inégalités socio-économiques s'exprimaient surtout dans les structures agraires par la concentration des terres entre les mains des gros propriétaires, les « patrons ruraux locaux » (Washbrook, 1976 : 77). En revanche, dans les zones deltaïques densément peuplées, la pression foncière était trop forte et la terre trop rare pour être accaparée par une « petite oligarchie », la taille moyenne des propriétés ne dépassant pas 4 ha dans le district de Godavari en 1880 (idem : 90). Les fortes densités de l'Andhra côtier, accrues par des mouvements d'immigration depuis les régions moins favorisées, n'étaient pas pour autant synonymes de surcharge

¹⁹⁵ L'instauration du système *ryotwari* qui exigeait des exploitants qu'ils payent l'impôt en argent, et non en nature, accéléra la monétarisation de l'économie et le passage à l'agriculture commerciale car les paysans avaient besoin de vendre leur production sur les marchés pour avoir de quoi payer leurs impôts (Kumar, 1992 : 83).

¹⁹⁶ “*Within the landlord class, a useful distinction can be made between those of agrarian regions with more well-developed irrigation facilities and those with less*” (Stein, 1984 : 73).

démographique, dans la mesure où les aménagements hydrauliques avaient permis une intensification de la riziculture avec une double récolte annuelle (Lardinois, 1982 : 383). Inversement, les crises de subsistance dans les zones encore déshéritées à la fin du XIX^e siècle entraînèrent de nombreux départs du continent vers les autres colonies britanniques (Birmanie et Ceylan), une émigration considérée comme une échappatoire efficace et encouragée par le gouvernement, notamment lors de la famine de 1876-78 qui sévit au sud de la Présidence de Madras (idem : 385). Les zones irriguées bien desservies se distinguaient des régions intérieures sèches et enclavées par la facilité avec laquelle les surplus agricoles pouvaient être centralisés et exportés, constituant ainsi un « théâtre d'opération privilégié pour les commerçants européens et les capitalistes » (Bagchi, 1978 : 99).

Les élites marchandes d'Andhra côtier, appartenant à la caste des Komati, furent progressivement évincées par les cultivateurs kamma qui parvenaient à commercialiser eux-mêmes leur production agricole¹⁹⁷. Le développement des transports et la capacité des paysans riches à stocker puis à vendre leurs grains au moment où les prix étaient les plus élevés éveillèrent « la conscience commerçante » de ces derniers (Rao, 1985 : A65). Après avoir vendu leurs surplus sur les marchés urbains, ils retournaient au village pour vaquer à leurs occupations traditionnelles et veiller au maintien de leur dominance locale¹⁹⁸. La figure du « paysan entreprenant », encouragé par l'administration britannique, apparaît dès cette période. Certains y voient un mythe associé à l'idéologie du progrès, l'expression de « *progressive farmer* » servant à justifier les différences socio-économiques au sein de la paysannerie : « Les stéréotypes de caste s'illustrent par exemple à travers les Harijans [Intouchables] considérés et se considérant comme moins compétents, moins énergiques, informés, etc. Que les groupes opprimés assimilent typiquement dans leur identité collective les mythes sociaux propagés par les groupes dominants est indiscutable » (Herring, 1984 : 150).

¹⁹⁷ “The forward-looking sections of the Krishna cultivators, especially the Kammars, realised that instead of depending on the Komati traders, they could directly transport their surplus grains to the market towns, either by bullock-carts or by boats” (Rao, 1985 : A63).

¹⁹⁸ “Once the surplus was disposed of, the cultivator would return to his local factional politics, moneylending, consolidation of his power at the village and taluk levels – activities which increase his status in an agrarian society” (idem : A66).

La politique coloniale contribua à favoriser certains groupes au détriment des autres, les travaux d'irrigation et le développement des transports ayant entraîné une polarisation de la structure sociale agraire. Le principe de cette politique était de maximiser l'extraction des surplus agricoles tout en permettant certaines formes d'accumulation par les propriétaires appartenant aux castes dominantes. Les paysans riches bénéficièrent non seulement de la commercialisation de l'agriculture, mais du développement du crédit et du marché foncier, la terre devenant elle aussi une marchandise. Dans la chaîne d'exportation des cultures commerciales telles que le coton, le tabac et le curcuma, les producteurs parvinrent de plus en plus à contourner les intermédiaires, constitués essentiellement de castes marchandes et de capitalistes européens (Murali, 1980). La hausse des coûts de production, la monétarisation de l'économie et les incertitudes du marché généralisèrent le recours au crédit. Tandis que l'apparition de coopératives prêtant à faible taux bénéficia essentiellement aux « paysans entrepreneurs » offrant des garanties suffisantes, les paysans pauvres ou sans terre devaient emprunter aux riches agriculteurs à des taux usuraires pouvant atteindre 24 % par an (Sayana, 1949 : 167). Les prêteurs villageois traditionnels furent progressivement remplacés par les paysans prospères des castes dominantes qui concurrençaient ainsi les Vaishya (Komati locaux ou Marwari immigrés), non seulement dans le commerce mais dans le domaine du crédit également¹⁹⁹.

Tandis que les usuriers traditionnels cherchaient à mettre la main sur la production agricole de leurs débiteurs pour dégager des profits en jouant sur les fluctuations des prix du marché, les castes dominantes agraires prêtaient de l'argent en vue d'agrandir leurs propriétés foncières grâce à l'aliénation des terres des petits paysans incapables de rembourser leurs dettes (Murali, 1980). Cette stratégie d'accaparement des terres conduisit à une concentration de la propriété entre les mains des castes dominantes.

La terre passait des mains des paysans pauvres à celles de la paysannerie riche, les membres des castes dominantes reddy et kamma. Mais pourquoi les gros propriétaires fonciers dépensaient-ils de l'argent pour acheter davantage de terres ? S'agissait-il d'une accumulation de capital ou simplement d'une dépense d'argent dans un but de prestige social ? (Satyanarayana, 1990 : 8)

L'importante fonction symbolique que joue la terre pour les castes dominantes ne suffit pas à expliquer cette volonté d'expansion foncière qui s'inscrit avant tout dans une logique

¹⁹⁹ "A post-Depression enquiry revealed that 87% of moneylenders in Guntur were agriculturists themselves" (Duvvury, 1986 : PE47).

d'accumulation économique. L'introduction de l'irrigation encouragea les paysans aisés à investir dans la terre qui représentait désormais une valeur sûre, à l'abri des aléas de la mousson. A partir de la fin du XIX^e siècle, l'économie agraire de l'Andhra était en pleine croissance et le marché foncier devint florissant, notamment dans les zones fertiles et irriguées où le prix de la terre connaissait une augmentation constante (Rao, 1985 : A66). La pression démographique sur les quelques espaces encore en friche et la subdivision des parcelles liée au système de succession à part égale entre fils rendirent l'accès à la terre de plus en plus sélectif, la demande étant bien supérieure à l'offre. La hausse des prix fonciers doit également être replacée dans le contexte de prix agricoles croissants, notamment durant la Première Guerre Mondiale, période à laquelle les propriétaires terriens des deltas de la Krishna-Godavari s'enrichirent considérablement²⁰⁰. Ce n'est qu'à partir de la crise économique mondiale de 1929 que les prix agricoles commencèrent à chuter, mais le marché foncier fut moins touché²⁰¹. La Seconde Guerre Mondiale permit à nouveau aux agriculteurs de faire des profits grâce à l'inflation et la spéculation (Satyanarayana, 1990).

Durant la Grande Dépression des années 1930, la paysannerie d'Andhra se replia sur le commerce intérieur du paddy, qui était jusqu'alors exporté depuis les ports de Masulipatnam et Kakinada vers Ceylan, Maurice et la Réunion, et sur la production de canne à sucre, protégée par des mesures protectionnistes favorisant le marché domestique (Amin, 1984). Les propriétaires des zones *ryotwari* s'en sortirent mieux que les tenanciers des régions *zamindari*²⁰² qui devaient payer des loyers de plus en plus élevés (Suri, 1984). Beaucoup de cultivateurs ruinés ne parvenaient plus à rembourser leurs dettes, ce qui explique le recul de l'usure, activité jusqu'alors très lucrative pour la paysannerie riche au profit de l'investissement dans la terre, beaucoup moins risqué. Certains spéculaient même sur les terrains non encore irrigués qu'ils achetaient à bas prix en espérant pouvoir corrompre

²⁰⁰ “N.G. Ranga, an inhabitant of the area who in 1926 wrote an Oxford dissertation about changes in his village over the past sixty years, reckoned the price of land had risen from Rs 40 to Rs 1,000-1,500 per acre (...). The real income of the inhabitants had multiplied two and a half times” (Baker, 1976 : 132).

²⁰¹ “The prices declined rapidly from 1929 onwards touching the lowest point in 1933-34. But the lease and sale values of lands, which had moved up corresponding to rise in commodity prices earlier, did not come down during the depression” (Murali, 1980).

²⁰² En 1936, le système *zamindari* concernait seulement 9,4 % des terres du district de Guntur, mais 54,3 % de celles du district de Krishna (Satyanaraya, 1990).

l'administration et recevoir ainsi l'eau par canal (Ranga, 1926 : 37). En 1932, 44,3 % des terres du district de Krishna étaient irriguées, mais seulement 15,5 % de celles du district de Guntur (Satyanarayana, 1990). Les paysans aisés qui parvenaient à dégager des surplus n'hésitaient pas à investir également leur capital dans d'autres secteurs de l'économie, notamment dans les villes en pleine croissance.

3. Croissance urbaine et industrialisation

L'introduction de l'irrigation en Andhra côtier permit une expansion du capital agraire vers le milieu urbain, parallèlement à la diversification des activités économiques de la paysannerie ayant bénéficié des aménagements hydrauliques. Plus que par la taille de leurs propriétés, les élites rurales des deltas de la Krishna-Godavari se caractérisaient par leur esprit d'entreprise, n'hésitant pas à investir leurs surplus dans le commerce, la finance, mais aussi l'industrie (Kumar, 1975 : 258). Si certains économistes et historiens évoquent une première phase de « désindustrialisation » en Inde sous le colonialisme, ou du moins d' « industrialisation freinée » (Bagchi, 1975), soulignant ainsi le déclin de l'artisanat et des activités de tissage traditionnelles²⁰³, l'industrie agro-alimentaire prit néanmoins son essor dès cette période. De petites unités de transformation alimentaire, rizeries et raffineries sucrières, se développèrent d'abord le long des canaux puis se multiplièrent grâce à l'extension du réseau ferré pour s'implanter dans les villes. Dans son étude de la démographie tamoule, Christophe Guilmoto reprend la classification de Baker (1984), qui distingue trois types de centres urbains : les villes anciennes ayant une fonction religieuse ou historique (Tanjore, Madurai), les villes commerciales et portuaires (dont Madras, qui assume par ailleurs un rôle politique) et les villes semi- ou proto-industrielles comme Coimbatore (Guilmoto, 1992 : 18). Cette typologie est également pertinente pour l'Andhra où les centres religieux anciens comme Amaravati côtoient les centres de commerce (Guntur, Tenali, Rajahmundry), les ports (Machilipatnam, Kakinada) et les villes à l'industrie naissante (Vijayawada, Vishakapatnam).

²⁰³ “What A.K. Bagchi has called ‘thwarted industrialisation’ [was] induced not only by the conscious discriminatory policies of the colonial State but also firstly, by the drain of capital from the colonies (...); secondly, by the continued dominance of non-productive forms of investment, particularly trade and moneylending, due to the high rates of return which they promised; thirdly, by the domination of the home market by imports” (Banaji, 1972 : 2501).

Les principales villes des deltas de la Krishna-Godavari virent leur population doubler entre 1880 et 1920, alors que durant cette même période, la population urbaine de la Présidence de Madras n'augmenta que de 55 %²⁰⁴. L'urbanisation de l'Andhra côtier connut en effet une accélération avec l'arrivée de travailleurs originaires des régions intérieures moins bien loties, très affectées par la famine de 1876, et la migration des populations villageoises des alentours, ouvriers agricoles ou artisans, à la recherche de nouvelles opportunités d'emploi. Les travaux publics (construction de canaux, routes et voies ferrées) attirèrent une main-d'œuvre importante qui se fixa dans les centres urbains (Rao, 1985 : A67). Les propriétaires terriens migrèrent également vers les villes, soit pour accéder à l'éducation, soit pour diversifier leurs activités. Dans le district de Krishna, on comptait 47 usines, dont 38 rizeries en 1913 (Upadhyaya, 1988a : 63). Dans le district de Guntur, la culture du coton et du tabac donna naissance à de nombreuses industries de transformation, notamment dans la ville de Chirala où les usines furent longtemps entre les mains de capitalistes européens liés aux producteurs par des relations contractuelles²⁰⁵. Les paysans riches (désignés par l'euphémisme « *progressive cultivators* ») obtenaient des termes préférentiels car ils étaient censés servir de modèles aux autres agriculteurs hésitant à se convertir à la culture du tabac (Duvvury, 1986 : PE49). Les raffineries sucrières offraient également des contrats avantageux aux gros producteurs de canne qui la commercialisaient sous forme de sucre brun non raffiné (*jaggery* ou *gur*), seul le produit fini étant exporté. Les tarifs douaniers mis en place par le gouvernement pendant la dépression permirent de soutenir l'industrie sucrière dans les années 1930. Les autres industries qui se développaient non seulement en milieu rural, mais de plus en plus dans les villes, étaient essentiellement les filatures de coton, de jute, les tanneries, briqueteries, tuileries et imprimeries (Murali, 1980).

L'industrialisation de l'Andhra côtier est moins le résultat d'une politique délibérée du gouvernement de Madras que de la nécessité pour les paysans riches d'investir les importants surplus générés. Les autorités coloniales ne les y encouragèrent ni par des aides financières,

²⁰⁴ “Between 1881 and 1921, the urban population of the presidency increased by only 55 per cent. Most of this expansion was concentrated in the narrow Andhra deltas (...). The transport towns of deltas grew very rapidly: Rajahmundry, Cocanada, Ellore and Bezwada doubled in size between 1880 and 1920” (Washbrook, 1976 : 81, 92).

²⁰⁵ “Farmers were to be supplied with all the necessary inputs, ensured remunerative prices and obliged to sell the entire produce to ILTD (Indian Leaf Tobacco Development Corporation) at the specified price” (Duvvury, 1985 : 278).

ni en leur fournissant des machines, les équipements des petites industries et moulins artisanaux étant d'origine locale. Seule l'industrie ferroviaire et portuaire fut développée par les Britanniques, dans leur propre intérêt, afin d'exporter les matières premières vers la métropole ou les autres colonies. Si les capitalistes européens bénéficiaient d'un monopole dans les chemins de fer, la paysannerie riche d'Andhra investit dans de petites entreprises de transport, ce qui lui permettait de contrôler la commercialisation de sa production en acheminant elle-même la marchandise vers les marchés urbains (Washbrook, 1976 : 91). Cette diversification économique favorisa la complémentarité des activités au sein des castes dominantes : un cultivateur kamma pouvait par exemple confier le décorticage du paddy à un proche ayant investi dans une rizerie et ainsi écouler plus facilement sa production²⁰⁶, acheminée grâce à un autre membre de sa caste possédant une compagnie de transport. La richesse créée par la croissance agricole et par le développement induit dans d'autres secteurs de l'économie circulait en circuit fermé, profitant essentiellement aux propriétaires fonciers (Rao, 1973 : 263). Ceux qui n'avaient pas accès à la terre ne bénéficièrent que très marginalement de l'augmentation des salaires agricoles, dans la mesure où « les salaires en nature payés aux travailleurs agricoles restèrent stationnaires et l'augmentation des salaires en espèces fut neutralisée par la hausse rapide des prix »²⁰⁷. Dans l'industrie, l'afflux de travailleurs migrants venus de régions pauvres permit aux entrepreneurs de maintenir les salaires suffisamment bas pour réaliser d'importants profits (Rao, 1985 : A67).

L'introduction de l'irrigation, la commercialisation de l'agriculture et l'industrialisation de l'Andhra côtier, dont l'économie rurale était de plus en plus intégrée à un espace régional plus vaste, favorisèrent l'émergence d'une classe de paysans riches issue des castes dominantes locales, ce qui entraîna une polarisation croissante de la structure sociale agraire. A la stratification par caste s'ajouta une différenciation accrue entre classes paysannes, dans la mesure où le processus d'accumulation de capital profita essentiellement aux propriétaires terriens entreprenants qui s'érigèrent en classe d'agriculteurs capitalistes, tirant parti de la monétarisation et de la diversification de l'économie. Dans les deltas de la Krishna-Godavari,

²⁰⁶ “*The Krishna cultivators realised that it was easier to export de-husked and boiled paddy as against raw paddy. Hence rice mills sprang up in many of the larger villages, often built with the capital of the local ryots*” (Rao, 1985 : A63).

²⁰⁷ “*Wages in kind paid to farm labourers remained stationary and the rise in money wages was neutralised by a rapid rise in prices*” (idem : A67).

cette nouvelle classe se composait essentiellement de Kamma, mais tous les Kamma n'en faisaient pas partie. En effet, de nombreux membres de la caste étaient de petits paysans, fermiers ou métayers, souffrant de l'augmentation du loyer de la terre et de l'endettement lié à la hausse des coûts de production. Toutefois, ils bénéficièrent indirectement du développement régional, ne serait-ce que grâce à l'enrichissement d'une partie des leurs, l'appartenance de caste devenant pour eux, comme pour les Kamma aisés, un capital social favorisant une certaine mobilité socio-professionnelle.

II. Ascension sociale des Kamma, entre différences de classe et unité de caste

1. Différenciation interne à la caste liée à l'émergence d'une classe de « koulaks »

Les réflexions théoriques sur la différenciation de la paysannerie s'appuient souvent sur l'exemple de la Russie, où le terme de « koulak » désignait à la fin du XIX^e siècle une minorité de paysans aisés dominant la masse des paysans pauvres jusqu'à la Révolution de 1917. Lénine considérait cette « bourgeoisie rurale » comme ennemie de classe, car elle s'était enrichie en exploitant le prolétariat agricole, dont les bas salaires permirent l'accumulation de capital par une élite. Selon la classification marxiste-léniniste (reprise avec quelques modifications par Mao Zedong pour l'adapter à la Chine), entre ces deux extrêmes, la « paysannerie pauvre » regroupait les tenanciers et propriétaires de petites parcelles vouées à l'autoconsommation, qu'ils labouraient uniquement à l'aide de la main-d'œuvre familiale, tandis que la « paysannerie moyenne » avait les moyens de recourir à une main-d'œuvre extérieure pour cultiver des parcelles assez grandes pour produire des surplus commercialisables (Satyanarayana, 1990 : 109). Les grands propriétaires féodaux, rentiers absentéistes, n'étaient pas eux-mêmes exploitants et se distinguaient donc des paysans entrepreneurs ou « koulaks ». Ces derniers présentaient quatre caractéristiques majeures leur ayant permis de dominer le reste de la paysannerie : une meilleure maîtrise technique grâce à leur accès au bétail, outils et autres moyens de production ; une capacité à réaliser des économies d'échelle ; la pratique de l'usure grâce au surplus monétaire ; et l'extraction de plus-value à partir du travail salarié des ouvriers agricoles, utilisée pour accumuler encore davantage de terres (Lénine, 1908 ; Gidwani, 2008 : 244).

Si le concept de « koulak » fut critiqué pour son manque de neutralité scientifique et ses connotations péjoratives²⁰⁸, il est souvent utilisé dans le contexte indien. L'analyse marxiste de la paysannerie fut en effet reprise en Inde par des économistes comme Utsa Patnaik, pour qui la taille des exploitations constitue un critère de classification purement quantitatif et insuffisant, dans la mesure où « une acre de terre irriguée ou très fertile ne vaut évidemment pas une acre de terre aride ou cultivée sous pluie » (Patnaik, 1971 : A84). Elle dénonce l'approche néoclassique qui ignore l'analyse qualitative de classe, tout autant que l'approche « néo-populiste » qui se concentre sur la pauvreté rurale définie par la petite taille des propriétés, sans prendre en compte les rapports de production entre une minorité de paysans riches et la masse des exploités. L'approche marxiste utilise l'exploitation de la main-d'œuvre comme moyen de catégoriser les différentes classes paysannes, selon qu'elles vendent leur force de travail ou qu'elles recourent à une force extérieure, soit par l'emploi direct d'ouvriers salariés, soit par l'appropriation indirecte du travail en louant la terre à des tenanciers. Le développement du capitalisme s'accompagne d'une polarisation croissante de la paysannerie avec, d'une part, la prolétarianisation des paysans pauvres aliénés de leurs moyens de production, et, d'autre part, l'embourgeoisement des élites rurales accumulant la terre et réinvestissant le capital dans diverses entreprises (Pouchepadass, 1980 : 144). La mobilité sociale, ascendante ou descendante, des catégories intermédiaires, conduit donc théoriquement à leur disparition progressive.

En Andhra côtier, l'ascension sociale des élites issues des castes dominantes ne s'accompagna pas immédiatement d'une dissociation entre travail et entreprenariat, dans la mesure où le développement du capitalisme dans cette région avait atteint un stade moins avancé qu'en Europe, sur laquelle s'appuyaient les observations de Lénine²⁰⁹. Hormis les *zamindar* (équivalents des grands propriétaires féodaux en Russie), tous les paysans prenaient part au travail des champs, soit directement en participant au labeur manuel, soit indirectement en supervisant les opérations. Même la paysannerie aisée d'Andhra

²⁰⁸ “One of the inherent difficulties of the ‘rich peasant’ or kulak concept is that it bears a pejorative rather than a scientifically neutral connotation. Even non-Marxist historians lean instinctively to the assumption that the political influence of the rich peasant must by definition be thrown into the reactionary scale” (Stokes, 1978 : 280).

²⁰⁹ “Our characterization of rural classes differs from Lenin’s analysis of classes in Europe on the fact that differentiation between the full-time labourers as proletariat and “capitalist enterprisers” was not as complete in Andhra as it was in Western Europe. It was because of the incipient capitalist development in this region” (Satyanarayana, 1990 : 111).

(« capitalistes à bœufs »²¹⁰) était réputée pour son ardeur au travail et son caractère industriel, et c'est au prix d'efforts constants que les propriétaires de terres fertiles et irriguées des deltas de la Krishna-Godavari purent obtenir de bons rendements. La qualité des sols et des aménagements dans cette région fit de la terre un bien rare et d'une grande valeur, ce qui explique qu'avec 8 ha, un paysan était considéré comme riche, alors que dans les régions arides et non irriguées, la catégorie de « gros propriétaires » (*big ryots*) désignait les détenteurs de 20 ha ou plus (Satyanarayana, 1990 : 111). Dans les zones deltaïques irriguées, les « paysans moyens » étaient généralement ceux qui possédaient entre 2 et 8 ha, alors que les « petits paysans » disposaient de moins de 2 ha (Sayana, 1949). Grâce à l'irrigation, il était possible de réaliser des surplus substantiels même sur des exploitations de taille moyenne, et la catégorie intermédiaire, grande bénéficiaire du développement de l'Andhra côtier, parvint donc à se hisser au rang de paysannerie riche.

Ces nouvelles élites rurales, issues des castes dominantes, doivent leur ascension sociale non seulement à l'accumulation de terres, mais à la valorisation de leur capital dans des entreprises non-agricoles. En 1926, le leader kamma N.G. Ranga écrivit à propos du district de Krishna : « Dans chaque village on trouve des Kamma entrepreneurs, possédant entre 4 et 8 ha, à l'affût de la moindre opportunité pour faire des affaires. La plupart d'entre eux font le commerce du paddy et l'ont trouvé rentable. Ils ont aussi ouvert des magasins et des établissements industriels » (Ranga, 1926 : 35). Outre le commerce intérieur, les riches paysans kamma du district de Guntur participaient également à l'exportation du tabac, une activité très lucrative. Certaines cultures, comme la canne à sucre, et leur transformation, étaient pratiquées presque exclusivement par les Kamma, car elles demandaient d'importants investissements en capital (Satyanarayana, 1990). L'horticulture maraîchère, très intensive, nécessitait quant à elle de pouvoir employer une main-d'œuvre nombreuse et se pratiquait sur les terres alluviales les plus fertiles (« *lanka* » ou îles deltaïques), et donc les plus chères. A cause de ses coûts de production élevés, cette activité était l'apanage exclusif des paysans riches : « Les quelques Kamma qui commerçaient entre Madras et la Birmanie étaient également entrepreneurs dans le domaine agricole et introduisirent le maraîchage comme un élément important de l'économie rurale » (idem). Avec la raréfaction de la terre dans les

²¹⁰ « *Bullock capitalists own or control the means of production they use, manage the productive unit and themselves provide most if not all the labour* » (Rudolph et Rudolph, 1984 : 317).

deltas, le processus d'accumulation prenait la forme d'une intensification du capital, réinvesti en partie dans l'agriculture, mais également dans d'autres secteurs.

L'appropriation des surplus générés dans le cadre de cette intensification par une élite kamma ne signifie pas que l'ensemble de la caste en ait bénéficié. La différenciation de la paysannerie en termes de classes se retrouve également au sein des castes, malgré une certaine corrélation entre ces deux formes de stratification sociale. En effet, les *zamindar* et paysans riches étaient issus des castes dominantes, tandis que les ouvriers agricoles étaient majoritairement intouchables. Toutefois, la composition de caste de la paysannerie moyenne était moins nette, même si de nombreux Kamma en faisaient partie. On trouvait également des Kamma parmi les petits paysans et tenanciers, mais très peu en étaient réduits à vendre leur force de travail comme *coolies* journaliers ou saisonniers et *paleru* (valets de ferme employés à l'année). Les Kamma pauvres préféraient migrer vers les villes²¹¹, ou vers d'autres zones rurales moins favorisées où ils pouvaient acheter un petit lopin de terre à moindre coût. La mobilité géographique des membres plus aisés de la caste s'inscrivait quant à elle dans une logique d'expansion, qu'il s'agisse de colonisation agricole ou de diversification économique en ville.

Selon Carol Upadhyia (1988a), une des principales caractéristiques de cette classe de paysans riches résidait dans ses connexions avec le monde urbain. L'objet de sa thèse sur l'Andhra côtier est d'analyser en termes économiques et culturels la formation d'une nouvelle élite rurale tournée vers la ville (« *urban-oriented* ») dans le cadre d'une intégration ville-campagne croissante, et de comprendre comment de simples « koulaks » parvinrent à s'ériger en véritables entrepreneurs capitalistes. Si la population qu'elle étudie est majoritairement kamma, c'est l'analyse de classe qui est au centre de son propos, la composition de caste de cette élite n'étant qu'une donnée secondaire selon elle²¹². Son étude repose en effet sur le postulat selon lequel, en Andhra côtier, « c'est la classe plus que la caste qui est déterminante dans ce type d'entrepreneuriat » (Upadhyia, 1988a : 430). Même lorsqu'elle parle de

²¹¹ “Between 1920 and 1930, small Kamma landowners were attracted to Vijayawada town by their relatives who were already in some prospering business with offers of help and assistance and it would appear that they had disposed of their lands in the village and taken up business in the town” (Census of India 1961, cité dans Upadhyia, 1988a : 105).

²¹² “Because the Kammas are the most populous cultivating and landowning caste in the region, it was mainly Kammas who constituted this new ‘rich peasant’ class, but it included the wealthier farmers of all the major landowning castes (Reddy, Kapu, Raju, Velama)” (Upadhyia, 1988b : 1377).

« communauté d'affaires kamma » (*Kamma business community*), elle précise que cette communauté n'est pas fondée sur la caste, mais sur une classe précise, celle des moyens et gros propriétaires terriens (idem : 488). Toutefois, elle reconnaît le rôle de la caste dans la consolidation d'une position de classe, dans la mesure où elle était utilisée comme capital social par ces nouveaux entrepreneurs : « La création d'une conscience de caste kamma durant cette période est un facteur important à l'origine du succès des Kamma dans les affaires » (ibid. : 477). Elle admet par ailleurs qu'« il est difficile d'affirmer que tel phénomène particulier relève de la 'caste' et non de la 'classe', ou vice-versa, les processus de formation des identités de classe et de caste étant étroitement imbriqués, du moins dans ce cas » (Upadhyaya, 1997a : 178). Fortes de leur position de classe, ce furent les élites qui œuvrèrent à la cohésion des Kamma en encourageant la mobilité sociale et géographique des membres moins privilégiés de leur caste.

2. Naissance des associations de caste kamma, efforts d'unification et de mobilité collective

Les associations de caste (*sabha* ou *sangham*) représentent un phénomène moderne, né avec l'établissement de la « *Pax Britannica* », c'est-à-dire le développement des moyens de communication modernes, l'introduction de l'éducation occidentale, la mise en place du recensement et une certaine prospérité économique²¹³. A l'époque précoloniale, de nombreuses castes étaient organisées en *panchayat* ou « conseils ». Toutefois, il n'existe pas de réelle continuité entre ces deux formes d'organisation, non seulement en termes de structures mais d'objectifs. Tandis que les *panchayat* étaient des institutions indigènes traditionnellement dirigées par des anciens de la caste (généralement au nombre de cinq – « *panch* ») et chargées de réguler les rites et coutumes au sein du groupe, les associations de caste étaient fondées sur des principes démocratiques, avec des membres élus, et sur des idées modernes, rejetant le caractère rituel de la caste pour laisser place à des valeurs « séculières » (Assayag, 1995 : 11). Sur le plan territorial, les conseils de caste étaient confinés à l'échelle du village, alors que les associations visaient à rassembler des membres répartis sur des

²¹³ « *It was the establishment of Pax Britannica which set the castes free from the territorial limitations inherent in the pre-British political system (...). The building of roads all over India, and the introduction of railways, postage, telegraph, cheap paper, and printing – especially in the regional languages – enabled castes to organize as they had never done before* » (Srinivas, 1962 : 16).

ensembles spatiaux plus vastes, à la fois en milieu rural et urbain. Cet élargissement territorial allait de pair avec un effort d'homogénéisation de la caste, dans la mesure où les associations regroupaient des lignages appartenant à différentes sous-castes, alors que les conseils se limitaient à des groupes strictement endogames.

Il semble que les Kamma n'aient jamais vraiment été organisés en *panchayat*, de mémoire de personne vivante²¹⁴. Les historiens de la caste, comme K.B. Chowdary, n'en font eux-mêmes nulle part mention. Si les membres influents ou « patrons » de la caste entretenaient depuis longtemps des relations matrimoniales sur des territoires relativement étendus, les associations de caste permirent de formaliser les liens de patronage existant entre les notables urbains et leur « clientèle » rurale (Elliott, 1995 : 145). En Andhra, les Kamma furent parmi les premiers à fonder une association de caste, la *Kamma Mahajana Sabha* (« Grande Assemblée des Kamma »), inaugurée en grande pompe en 1910 (Keiko, 2008 : 360). Les Brahmanes et commerçants Komati s'organisèrent en associations dès le début du siècle, et les autres castes dominantes Reddy et Kapu quelques années après les Kamma. L'une des principales activités de la *Kamma Mahajana Sabha* consistait à financer les études de jeunes issus de la caste, appartenant à des familles villageoises modestes, grâce à l'attribution de bourses et à la construction d'internats en ville, près des institutions éducatives. En encourageant ainsi la mobilité sociale et géographique des membres les moins privilégiés, l'objectif était d'élever le statut de l'ensemble de la caste. En effet pour être reconnue socialement par les autres castes, et administrativement par les autorités en charge du recensement, la mobilité individuelle des élites kamma devait s'accompagner d'une mobilité collective, ou « culturelle », de caste.

La mobilité sociale est la comparaison d'individus fondée sur le succès ou l'échec individuel en fonction d'une norme particulière ou situationnelle. La mobilité culturelle est l'effort collectif de mise en œuvre d'un programme de changement d'idées et d'idéaux servant à légitimer certaines actions, prétentions ou attributs (...). Lorsqu'un collectif, comme une association de caste, initie une action aboutissant à la mobilité sociale de quelques membres, non seulement il en résulte une valeur de succès collectif, centrée sur les réalisations de quelques notables, mais les critères de succès sont modifiés (Wilke et Mohan, 1978 : 229).

²¹⁴ “In contrast to many of the lower castes, dominant castes in Andhra have not maintained caste panchayats, within the village or outside, within the memory of persons living today. Their organisation is primarily through the lines of kinship which may encompass several districts, particularly among the notables of the caste” (Elliott, 1995 : 138).

De nouveaux critères d'évaluation du statut de caste, d'ordre socio-économique et liés à l'« occidentalisation » de la société indienne, s'ajoutèrent aux critères rituels traditionnels ayant conduit à des processus de « sanscritisation » (Srinivas, 1956). Les tentatives des Kamma pour acquérir une certaine orthodoxie brahmanique sont relativement minoritaires, sauf durant une courte période, à la suite d'un incident relaté par les historiens de la caste. En 1909, dans le district de Krishna, un prêtre brahmane aurait refusé d'exécuter les rites védiques au cours d'un mariage kamma, ce qui fut perçu comme une insulte par les membres de la caste. En réaction, des jeunes kamma furent envoyés à Bénarès par leurs familles pour s'initier aux Védas et pouvoir ensuite servir leur communauté en réalisant eux-mêmes les cérémonies religieuses (mariages, naissances, décès). Connus sous le nom de « Brahmanes kamma », ils portaient le cordon sacré autour du torse et enseignaient les textes anciens aux membres de leur caste dans un centre consacré à cette activité près de Repalle, dans le district de Guntur (Chowdary, 1954 : 100). Un collège sanscrit fut également fondé dans le même district par le leader kamma N.G. Ranga, près de son village natal. L'apprentissage des écritures sacrées étant interdit aux Shudra²¹⁵, les Kamma tentèrent de revendiquer leur appartenance au *varna* des Kshatriya en rappelant leur passé martial.

La classification de la population en *varna* lors des opérations de recensement menées par les Britanniques réveilla la conscience de caste, dans la mesure où les hiérarchies traditionnelles tendaient à être officiellement fixées (Cohn, 1987). A la suite du premier recensement réalisé dans la Présidence de Madras en 1872, les autorités commencèrent à recevoir des pétitions rédigées par des notables estimant que leur caste avait été mal catégorisée. La naissance des associations de caste s'explique également par ce contexte de compétition croissante et de volonté de promotion sociale. L'un des objectifs de ces associations consistait à réformer les coutumes de leurs membres, certaines d'entre elles appelant à adopter un régime végétarien et sans alcool, selon les pratiques brahmanes, afin de pouvoir prétendre à un statut supérieur. Aspirant au statut de Kshatriya, traditionnellement non-végétariens, la grande majorité des Kamma continua à manger de la viande, comme le montre une enquête réalisée dans les années 1920 dans les villages du district de Krishna (Ranga, 1926 : 149). Cependant, à la

²¹⁵ “The Kollur incident of 1916 especially set off a chain reaction. It was alleged that Brahmin teachers denied Kamma students the right to study the Vedas. In Krishna district the Brahmins filed a registered notice that the Kammas should not be allowed to study Sanskrit. At Kothavaram in the same district the Brahmins protested against the use of the suffix ‘choudary’ in the place of ‘dasa’ by the members of the Kamma caste. At Amritalur Kamma students were driven away by Brahmins enraged by the presence of sudras who had no right to hear the Vedas” (Ramaswamy, 1978 : 292).

suite du réformateur social Veeresalingam Panthulu, un Brahmane pionner du mouvement de « renaissance » télougoue, les élites kamma se mirent elles aussi à critiquer la pratique de la dot, les mariages d'enfants et l'interdiction du remariage des veuves, et ce dès la première session de la *Kamma Mahajana Sabha* (Keiko, 2008 : 361). La catégorie de *varna* fut abandonnée lors du recensement de 1891 et remplacée par des critères professionnels, car les autorités réalisèrent la difficulté d'établir une hiérarchisation homogène sur l'ensemble du territoire indien (Dirks, 2001 : 211). Les nouveaux critères d'évaluation du statut social devinrent de plus en plus liés à l'éducation, à la profession et aux revenus. Une mobilité structurelle de classe, relativement rapide et fondée sur un nouveau type de stratification, prit ainsi le pas sur la mobilité intergénérationnelle liée aux processus de sanscritisation, se limitant à des changements de position relative au sein de la hiérarchie des castes.

Toutefois, les Brahmanes restaient un modèle et une source d'émulation pour les Kamma, même en termes d' « occidentalisation ». En effet, les Brahmanes furent les premiers à quitter leurs villages d'origine pour accéder à l'éducation occidentale dans les centres urbains. La « Minute sur l'Education » de Lord Macaulay, datant de 1835, avait pour objectif d'encourager les élites indiennes à apprendre la langue anglaise afin de remplir les postes dans l'administration²¹⁶. Les paysans kamma bénéficièrent indirectement de la migration des Brahmanes, soit en louant leurs terres, ce qui leur permit d'accroître la taille de leurs tenures, soit en les rachetant lorsqu'ils en avaient les moyens, comme le montre une enquête sur les transferts fonciers dans les villages d'Andhra, réalisée entre 1930 et 1945 (Sayana, 1949 : 127). Témoins de la spectaculaire mobilité socio-professionnelle des Brahmanes, occupant l'immense majorité des emplois administratifs²¹⁷ et dominant également les professions libérales, les Kamma devinrent très vite conscients de l'importance de l'éducation comme instrument d'ascension sociale. Selon les recensements décennaux réalisés dans la Présidence de Madras entre 1901 et 1931, le taux d'alphabétisation des Kamma, bien que très inférieur à celui des Brahmanes, augmenta rapidement et demeura le plus élevé parmi les castes agraires dominantes d'Andhra.

²¹⁶ “Macaulay said the first object must be to raise up an English-educated middle class ‘who may be interpreters between us and the millions whom we govern – a class of persons Indian in colour and blood, but English in tastes, in opinions, in morals, and in intellect’.” (Stokes, 1989 : 46).

²¹⁷ Dans les villages du district de Krishna, les postes de *karanam* étaient monopolisés par les Brahmanes (Mackenzie, 1990 : 271).

Tableau 3 : Evolution du taux d’alphabétisation des hommes parmi les Brahmanes et les principales castes dominantes en Andhra entre 1901 et 1921

Caste	1901	1911	1921
Brahmanes (télougou)	67,3 %	68,2 %	69,7 %
Kamma	4,8 %	12,2 %	13,6 %
Reddy et Kapu	3,8 %	9,1 %	10,2 %

Source : Census of India, Madras, 1921, XIII, part 1, p. 128.

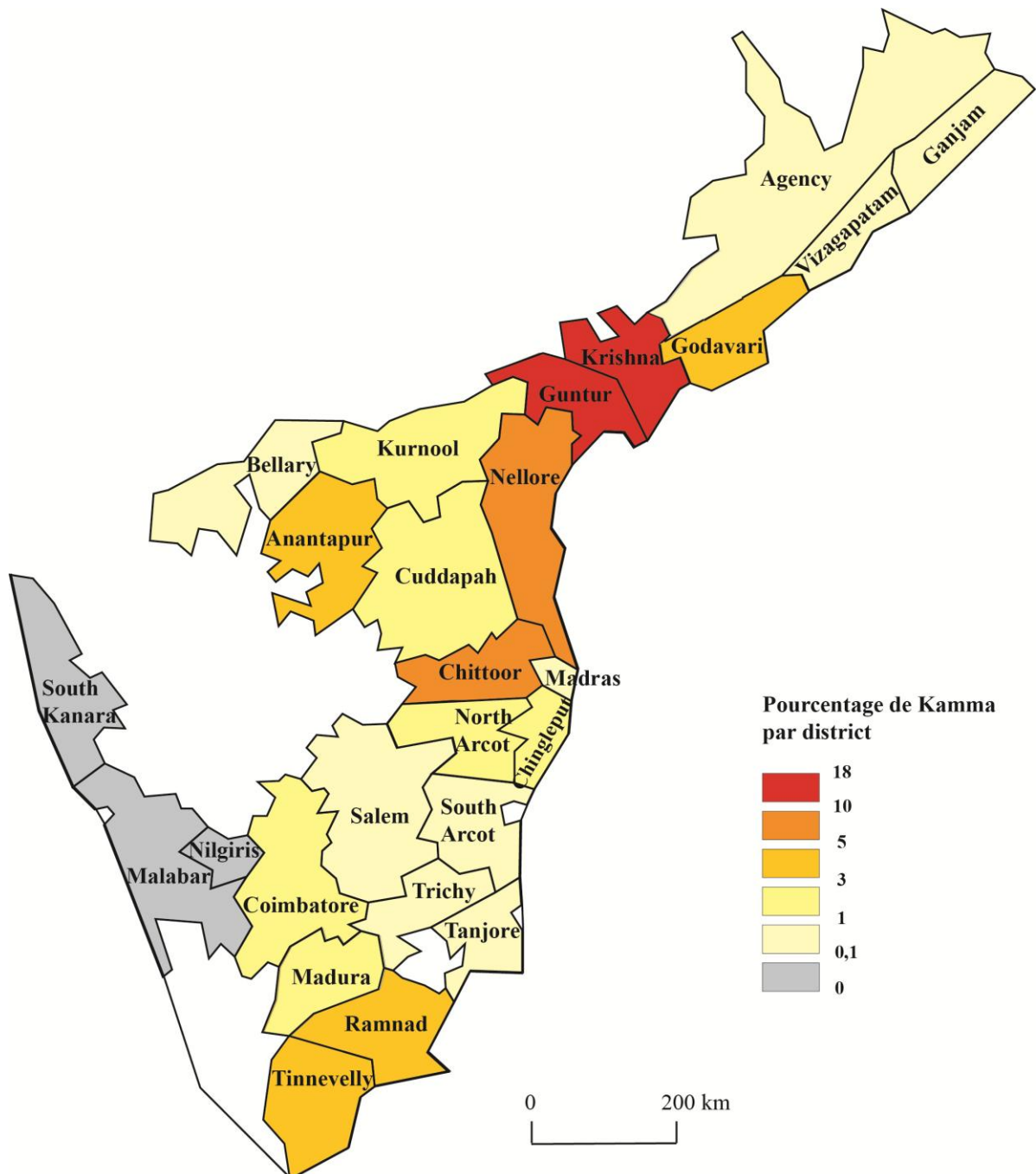
En ce qui concerne l’alphabétisation en langue anglaise (« *English literacy* ») des Kamma, proche de zéro en 1901, elle ne dépasse pas 1 % en 1921, alors qu’elle atteint 17 % pour les Brahmanes télougous à cette même date (*Census of India*, 1921 : 128). Le léger avantage des Kamma sur les autres castes dominantes agraires s’explique d’une part par leur localisation géographique dans les zones irriguées, plus prospères économiquement, d’autre part par la formation précoce de leurs associations de caste, antérieures à celles des Reddy (Elliott, 1995 : 145).

Les cotisations et les dons des différents membres se révélant insuffisants, les *zamindar* kamma contribuèrent en grande partie à financer les associations de caste²¹⁸, au nombre de treize dès les années 1930, y compris dans le Rayalaseema (Chowdary, 1954 : 114). En Andhra côtier, le *zamindar* de Chelapalli fonda dans son village un collège réservé aux Kamma (idem : 87). Entre 1854 et 1882, quatre collèges avaient été créés en Andhra, mais ils étaient fréquentés essentiellement par les Brahmanes (Haragopal, 1985 : 52). La solidarité de caste parmi les Kamma n’était cependant explicite que dans le domaine de l’éducation. Les élites de la caste montrèrent même un certain embarras à limiter aux seuls Kamma l’accès aux internats fondés par les associations. La construction d’un internat kamma à Vijayawada fit l’objet d’une controverse à cause de l’utilisation du nom de la caste pour le désigner. Les fondateurs assurèrent que l’internat ouvrait ses portes à tous et que le nom de caste était uniquement destiné à attirer les dons des *zamindar* kamma (Elliott, 1995 : 146). Le réseau des associations de caste s’étendit rapidement au Tamil Nadu, où le *zamindar* Kondala Ramaswamy Naidu devint président de la *Kamma Mahajana Sabha* à Tinnevely, tandis que

²¹⁸ “*The Kamma conference failed to develop a popular base for fund raising and depended entirely on the occasional contributions of two zamindars*” (Washbrook, 1976 : 269, n. 24).

le *zamindar* Subba Naicker présida à la *Dakshina Desa Kamma Mahasabha* (« Grande Assemblée des Kamma du Pays du Sud ») dans les années 1920 (Chowdary, 1954 : 87-8). Le dernier recensement complet des castes fut réalisé en 1921 et la cartographie de ces statistiques permet d'observer la répartition des Kamma dans la Présidence de Madras.

Carte 10 : Distribution de la population kamma dans la Présidence de Madras en 1921



Fait avec Philcarto * 16-11-2010 09:34:23 * <http://philcarto.free.fr>

Source : *Census of India, Madras, 1921.*

Tableau 4 : Proportion de Kamma dans les districts de la Présidence de Madras en 1871 et en 1921

District	Population totale en 1871	Population kamma en 1871	Proportion de Kamma en 1871	Population totale en 1921	Population kamma en 1921	Proportion de Kamma en 1921
Agency	Zones tribales			1 175 741	2 229	0,2 %
Ganjam	1 520 088	9 838	0,6 %	1 341 153	12 143	0,9 %
Vizagapatam	2 159 199	7 240	0,3 %	2 077 055	10 020	0,5 %
Godavari	1 592 939	83 970	5,3 %	1 442 160	56 260	4 %
Krishna	1 452 374	203 879	14 %	2 082 028	226 734	11 %
Guntur	District créé en 1904			1 759 304	316 688	18 %
Nellore	1 376 811	129 747	9,4 %	1 342 818	109 969	8,2 %
Kurnool	959 640	10 412	1,1 %	871 567	14 313	1,6 %
Bellary	1 668 006	43 814	2,6 %	760 760	4 716	0,6 %
Anantapur	District créé en 1882			922 699	39 917	4,3 %
Cuddapah	1 351 194	28 318	2,1 %	856 335	20 171	2,4 %
Chittoor	District créé en 1911			1 226 078	95 448	7,8 %
North Arcot	2 015 278	105 752	5,2 %	1 988 912	28 227	1,4 %
South Arcot	1 755 817	13 773	0,8 %	2 274 932	12 743	0,6 %
Madras City	397 552	800	0,2 %	484 294	1 920	0,4 %
Chingleput	938 184	17 858	1,9 %	1 446 975	35 160	2,4 %
Trichinopoly	1 200 408	18 029	1,5 %	1 861 298	3 955	0,2 %
Tanjore	1 973 731	17 307	0,9 %	2 251 177	2 484	0,1 %
Salem	1 966 995	15 095	0,8 %	2 028 251	4 808	0,2 %
Coimbatore	1 763 274	46 589	2,6 %	2 120 515	53 569	2,5 %
Madura	2 266 615	11 593	0,5 %	1 882 820	19 990	1,1 %
Ramnad	District créé en 1911			1 639 443	52 849	3,2 %
Tinnevely	1 693 959	62 502	3,7 %	1 841 367	56 868	3,1 %
Nilgiris	49 501	7	0 %	67 810	0	0 %
Malabar	2 261 250	0	0 %	2 759 773	0	0 %
South Canara	918 362	0	0 %	1 066 188	0	0 %
TOTAL	31 281 177	826 523	2,6 %	39 571 453	1 181 181	3 %

Source : Census of India, 1871 et 1921

L'étude de l'organisation des Kamma permet d'apporter un éclairage dans le débat sur le rôle des associations de caste en Inde, entre élitisme et démocratisation. Certains politologues voient dans ces associations un instrument positif d'adaptation à la démocratie, ne serait-ce que par leur structure organisationnelle²¹⁹. Selon Lyold et Susan Rudolph (1960 : 9), « en encourageant les aspirations égalitaires de ses membres, l'association de caste exerce une influence libératrice ». Ils illustrent cette thèse en s'appuyant notamment sur l'exemple des Nadar du Tamil Nadu, dont la première association, fondée en 1910, permit aux membres les plus méprisés de la caste (les Shanar, considérés comme presque intouchables) d'élever leur statut social grâce à une stratégie de fusion fondée sur une « mobilisation horizontale » de l'ensemble de la caste (Hardgrave, 2006). Toutefois, d'autres auteurs comme David Washbrook ou Lucy Carroll montrent que la *Nadar Mahajana Sangam* en particulier, et les associations de caste en général, étaient contrôlées par quelques familles de notables qui s'en servirent avant tout pour mener à bien leurs ambitions politiques²²⁰. Une position intermédiaire consiste à affirmer que « même si une association de caste ne comptait pas plus qu'une douzaine de membres, davantage concernés par leur propre promotion que par celle de leur communauté, elle pouvait, néanmoins, exprimer de manière embryonnaire les idées et les aspirations d'un groupe social bien plus large » (Arnold et al., 1976 : 354). Autrement dit, « son poids en termes de membres effectifs est une fraction du potentiel de la caste, mais la *Sabha* prétend représenter virtuellement l'ensemble de la communauté » (Verma, 1979 : 3).

L'exemple des Kamma tend à démontrer que pour les castes dominantes, les associations représentent un précieux capital social dont les bénéfices restent cependant limités à une élite, instruite et urbaine. Les basses castes, en revanche, aussi organisées soient-elles, réussissent

²¹⁹ "At the organizational level, the caste association is moving away from the latent structure of caste, towards the manifest structure characteristic of the voluntary association. It has offices, membership, incipient bureaucratization, publications, and a quasi-legislative process expressed through conferences, delegates and resolutions" (Rudolph & Rudolph, 1960 : 9).

²²⁰ "For the organizers, the associations were merely another way of building up a constituency in order to raise their bargaining power both with other politicians and the government" (Washbrook, 1971 : 282).

"The creation of the Nadar Mahajana Sangam illustrates the noteworthy fact that 'caste' associations were frequently one-man shows, that the rhetoric of 'caste' activists and publicists was designed less to elevate the 'caste' through some 'social mobility' drive than to carve out for the publicists themselves a constituency on whose shoulders they could personally climb into positions of prestige and power" (Carroll, 1978 : 249).

"The poorer section of the community remained in the tribal fold, whereas the affluent section elevated themselves socially" (Mukherjee, 1994 : 90).

difficilement à mobiliser ressources financières comme symboliques : « Les basses castes peuvent seulement aider leurs membres à obtenir du travail en ville mal payé et mal considéré » (Rowe, 1973 : 229). Upadhyaya proposa une analyse bourdieusienne des associations de caste kamma dans les villes d'Andhra côtier, notamment celle de Vishakapatnam (Vizag) qui permit l'émergence d'une classe d'entrepreneurs grâce à l'accumulation de capital social, culturel, symbolique et économique.

Cette association, dominée par d'éminents hommes d'affaires kamma locaux en termes de composition, de soutien financier et de leadership, promeut divers 'projets sociaux' tels que des activités éducatives, manifestement pour le bénéfice de la caste tout entière (spécialement les étudiants pauvres), mais qui en réalité servent les intérêts de la classe d'affaires. Par exemple, l'association fonda une école privée à Vizag grâce aux dons offerts essentiellement par les hommes d'affaires kamma pour répondre à la demande d'enseignement de qualité en langue anglaise créée par l'arrivée à Vizag de riches familles d'affaires. Bien que ces activités puissent être considérées comme du 'castéisme', les hommes d'affaires kamma de Vizag ont en fait utilisé les loyautés de caste pour promouvoir les intérêts de leur classe et pour consolider la solidarité de classe plus que de caste (Upadhyaya, 1997a : 185).

Les associations de caste kamma servaient donc essentiellement de carnets d'adresses à une élite, se limitant à fournir des contacts utiles aux hommes d'affaires fraîchement installés en ville et à leur permettre de s'insérer dans des réseaux fondés sur la caste. Durant la première session de la *Kamma Mahajana Sabha* fut discutée la possibilité de nouvelles formes d'organisation bancaire sur des bases communautaires (Keiko, 2008 : 361). Autrement dit, la caste ne représentait pas une fin en soi, mais un capital judicieusement utilisé par les membres les plus entreprenants pour servir leurs ambitions personnelles d'ascension sociale. En ce sens, les associations de caste kamma ne se distinguent pas de celles d'autres castes dominantes dans le reste de l'Inde.

Les associations de caste continuent à jouer le jeu de la caste en s'efforçant d'améliorer le statut relatif de leurs membres au sein des systèmes locaux de relations de caste. Mais au-delà de cet aspect, elles ont commencé à jouer un jeu plus purement politique ou économique en agissant comme groupes de pression ainsi que de réserves de pouvoir et de soutien capables de manœuvrer pour garantir à leurs membres des privilèges politiques, ou le monopole du contrôle de certaines branches de l'industrie (Southall, 1973 : 9).

Si les associations de caste kamma ne parvinrent pas à atténuer les clivages de classe, elles permirent en revanche d'unifier la caste en rendant caduques les anciennes divisions en sous-castes grâce à une stratégie de fusion matrimoniale. Le rapport du recensement de 1901 cite de nombreuses sous-castes kamma, les deux principales étant les Pedda (« grands ») Kamma

et les Chinna (« petits ») Kamma. En dépit des différences de statut que cette distinction traditionnelle recouvrait, les mariages entre Pedda et Chinna Kamma furent encouragés, brisant ainsi les barrières traditionnelles de l'endogamie, à la suite de quoi la sous-caste perdit graduellement de son importance (Washbrook, 1976 : 94). Plus que d'autres castes, les réseaux matrimoniaux kamma s'étendaient sur des territoires relativement vastes, « depuis le district de Chittoor au sud jusqu'au fleuve Godavari à presque 200 miles [plus de 300 km] au nord (...). Avant 1920, un tel réseau était totalement inexistant » (Baker, 1976 : 115-6).

Les subdivisions internes à la caste persistèrent cependant sous leur forme « verticale » du fait de l'existence de factions, même si le factionnalisme représente un phénomène moins important chez les Kamma que chez d'autres castes dominantes comme les Reddy qui entretiennent traditionnellement des rapports de clientélisme très prononcés²²¹. L'émergence de « patrons » kamma s'appuyant sur la mobilisation factionnelle de leurs dépendants ou protégés pour réaliser leurs ambitions correspond à l'éveil politique des élites de la caste, longtemps préoccupées avant tout par des considérations d'ordre purement économique. L'« occidentalisation » de la société indienne liée à la colonisation britannique rendit la participation politique essentielle à tout effort de mobilité, individuelle ou collective, dans la mesure où le domaine du pouvoir, comme celui de l'éducation et de la culture, demandait lui aussi à être investi à des fins d'ascension sociale. Les élites kamma prirent conscience de l'importance du pouvoir politique pour maintenir et consolider leur dominance économique.

Les leaders, membres éminents de la caste dominante, sont en position de compétition continuelle pour le contrôle du pouvoir politique qui, en dernière analyse, offre les clefs du contrôle économique, le maintien des privilèges pour la classe dominante à laquelle ils appartiennent conjointement (...). L'avantage économique dont dispose le petit groupe d'individus qui compose le noyau dominant de la caste dominante est décisif pour le contrôle du pouvoir politique. Ce contrôle passe par les factions, organisation politique dont l'objet essentiel est l'acquisition de terres et d'autres ressources (Negers, 1981 : 106, 118).

Dans ce contexte de compétition croissante, la cohésion interne de la caste importait moins que les réseaux de relations que celle-ci offrait et les soutiens politiques qu'elle permettait de mobiliser. Le contrôle du pouvoir ne constituait pas une fin en soi, mais un instrument de perpétuation de la dominance de caste, dont les bénéfices restèrent concentrés entre les mains

²²¹ *“Among the Kammas of the delta, factional differences are due to resurgence of traditional factional conflicts, rather than to articulation of class interests cross-cutting the caste groups”* (Baker, 1976 : 159).

d'une élite aux loyautés changeantes en fonction de ses intérêts, d'abord pro-britannique, puis nationaliste.

3. Organisation politique des Kamma et évolution de leurs positions vis-à-vis du pouvoir colonial

Principaux bénéficiaires des politiques de développement agricole de l'Andhra côtier, les Kamma de la région se montrèrent dans un premier temps coopératifs et reconnaissants vis-à-vis du pouvoir britannique, avec qui ils collaborèrent²²². Ils se sentaient cependant lésés dans les domaines de l'éducation et de la politique, largement dominés par les Brahmanes, et exigèrent des autorités coloniales une meilleure représentation dans les universités, l'administration et la fonction publique. Dans cet objectif, le leader kamma Suryadevara Raghavaiah Chowdary fonda en 1916 une association non brahmane (*Brahmanethavodyamam Sangam*) dans le district de Krishna, regroupant des membres de plusieurs castes agricoles dominantes (Keiko, 2008 : 363). La convergence d'intérêts des castes dominantes non brahmanes traditionnellement rivales s'était déjà exprimée quelques années auparavant lors de la publication d'*Andhrula Charitramu* (« Histoire du Peuple Andhra »), ouvrage dans lequel l'auteur brahmane affirmait que les Kamma, Reddy et Velama appartenaient au varna des Shudra, alors que ces trois castes de tradition martiale prétendaient au statut de Kshatriya (idem : 363). Les membres lettrés des castes dominantes décidèrent alors d'écrire leur propre histoire, et c'est ainsi que vit le jour la première historiographie kamma²²³. Les grandes familles kamma commencèrent également à établir des arbres généalogiques et histoires familiales pour démontrer leur passé prestigieux, ce qui permit notamment d'appuyer les pétitions adressées par les associations de caste aux responsables britanniques du recensement, ou aux juges lors de litiges liés à la propriété foncière²²⁴.

²²² “*Most Kammas were of course loyal to the then British rulers*” (Chowdary, 1954 : 84).

²²³ “*The first caste historiography of Kammas was brought out by Raghavayya as Kammavari Charitra in 1922. He criticised the Andhrula Charitramu, and argued that Kshatriya status was given based on one's deeds, according to dharma*” (Keiko, 2008 : 364).

²²⁴ “*There are not many publications of family histories except for a few major works like Venkata Subbadasu, Vasireddi, Vasireddi Vamsa Charitram; however, there are several private printed*

L'association non brahmane fondée par S.R. Chowdary fusionna ensuite avec le *Justice Party* formé en 1917 dans la Présidence de Madras (Ramaswamy, 1978 : 291). Très influent en pays tamoul, ce nouveau parti comptait également de nombreux leaders télougous, dont des Kamma, comme Munuswamy Naidu ou encore le *zamindar* de Chelapalli.

Les notables traditionnels d'Andhra furent recrutés en politique pour la première fois par le *Justice Party* qui fut fondé pour demander une plus grande représentation des non-Brahmanes dans les institutions éducatives et la fonction publique. Bien que le parti prétendait représenter les intérêts de tous les non-Brahmanes, son programme limité séduisait avant tout les élites de la société rurale (Elliott, 1995 : 146).

Le réformateur et idéologue kamma Tripuraneni Ramaswamy Chowdary, un écrivain talentueux surnommé *Kaviraju* (« Roi-poète »), prit la tête du mouvement non brahmane en Andhra dans les années 1920 et se rapprocha ainsi du *Justice Party*, avant de le quitter à cause de ses positions pro-britanniques, pour rejoindre le Parti du Congrès, fondé dès 1885. Né dans une riche famille paysanne de Gudivada, descendante d'un chef de l'armée des Kakatiya, il fut scolarisé dans les villes du district de Krishna avant de poursuivre des études de droit à Dublin (Rao, 1988 : 20-7). Il s'illustra avec la publication de plusieurs pièces de théâtre s'attaquant à l'« hypocrisie » des Brahmanes (Keiko, 2008 : 365). Bien que rationaliste et très critique des mythes et superstitions contenus dans les textes sanscrits, il ne remit pas en cause la hiérarchie des castes, contrairement au leader tamoul Periyar, dans la mesure où il cherchait avant tout à améliorer la position relative des non-Brahmanes, groupe essentiellement composé des castes agraires dominantes²²⁵. Ainsi, les Intouchables ne bénéficièrent en aucun cas des avancées obtenues par le *Justice Party* en termes de représentation des non-Brahmanes en politique ou dans l'administration (Ramaswamy, 1978 :

matters of this kind, one such example being 200 Samvatsarala Vijayawada Valasadarula Katha Leka Eedu Tarala Gatanloniki (History of 200 Years Migration or Seven Generations of Katragadda Family). Many Kammas were habitually visited by genealogists known as kulaguru (...) who were not necessarily Brahmins, but were often lower-caste people. They visited their client Kamma families once in some years, and gathered the names of newly born and deceased members. On their return, the kulaguru added the new information to the appropriate family trees kept on palm leaves. This practice is said to have been abandoned around the 1930s, when many Kammas were attracted to communism, and is totally extinct today (...).The family tree of the Balusu family in Tanuku was transcribed on paper from palm, so that it could be submitted to the court as evidence of land ownership during litigation.” (ibid. : 358, n. 15; 362, n. 40).

²²⁵ “Even a leader of the eminence of TRC [Tripuraneni Ramaswamy Chowdary] was caught in this contradiction (...). He claimed that the Kammas, Reddis and Velamas were Kshatriyas and superior to sudra non-Brahmins such as the Golla, Kummari, etc. While he encouraged marriages between subcastes, he did not greatly favour inter-caste marriages” (Ramaswamy, 1978 : 295).

297), un parti par ailleurs peu soucieux de réformes sociales²²⁶. Les Britanniques acceptèrent d'allouer cinq postes gouvernementaux sur douze à des non-Brahmanes, à condition qu'ils aient le niveau d'instruction requis, ce qui excluait presque automatiquement les Intouchables, même si ces derniers commençaient à avoir accès à l'éducation primaire grâce à l'ouverture d'écoles par les missionnaires chrétiens, très présents en Andhra côtier depuis la moitié du XIX^e siècle (Oddie, 1975).

La Présidence de Madras fut la première province sous contrôle britannique à reconnaître la catégorie administrative « *Other Backward Classes* » (OBC), qui regroupait les castes intermédiaires, ni brahmanes, ni intouchables. Le terme « *backward* », péjoratif, mit les castes dominantes dans une situation inconfortable et paradoxale, puisqu'elles devaient se déclarer « arriérées » lors des recensements pour bénéficier des quotas, alors même qu'elles chargeaient des historiens de prouver leur passé noble afin de pouvoir prétendre au statut de Kshatriya²²⁷. Les autorités coloniales favorisèrent les castes intermédiaires dans le but de briser le monopole des Brahmanes dans la bureaucratie.

En accordant son aide au *Justice Party*, l'administration britannique cherchait probablement à faire plusieurs choses. Tout d'abord, les Britanniques voulaient sérieusement redresser le déséquilibre social à Madras. Selon les principes britanniques de justice sociale, les Brahmanes possédaient un contrôle social et religieux bien trop important sur les castes hindoues non brahmanes et sur les Intouchables. Deuxièmement, les Britanniques étaient de plus soucieux d'éviter la complète domination des Brahmanes sur la fonction publique. Probablement aussi, les Britanniques encouragèrent le *Justice Party* parce qu'ils y virent un moyen efficace pour maintenir la province divisée et faible, donc sous contrôle, à une période où le *Raj* britannique semblait menacé par les activités de Mme Besant et de la *Home Rule League* (Irschick, 1969 : 353).

Le premier argument évoqué par Eugene Irschick n'est pas convaincant, dans la mesure où l'amélioration de la condition des Intouchables ne constituait pas une priorité pour le

²²⁶ “*The Justice Party showed itself in its first five years, however, to be concerned with public representation and political dominance for high-caste landowning and/or educated middle class non-Brahmans. Once taking office in 1921, the party leadership cut its connections with untouchable groups and exerted little energy, generally, in the area of social reform*” (Price, 1989 : 155-6).

²²⁷ “*Castes which only 20 years earlier had commissioned historians to prove their noble ancestry were by the end of the 1930s clamouring to be declared ‘backward’ so that they could gain a significant share of preferential facilities*” (Ramaswamy, 1978 : 298).

gouvernement²²⁸, attaché avant tout à s'assurer la loyauté des castes agraires dominantes productrices du surplus agricole dont il dépendait pour ses recettes fiscales. Toutefois, les auteurs du « Manifeste Non Brahmane », publié le 20 décembre 1916 dans le quotidien *The Hindu*, croyaient fermement aux « principes britanniques de justice et d'égalité des chances » et justifièrent ainsi leur position pro-coloniale, le *Home Rule* constituant pour eux une idée « extravagante » car à leurs yeux seuls les Britanniques étaient en mesure de promouvoir l'unité du pays²²⁹. En réalité, le gouvernement s'appuyait sur une stratégie du « diviser pour régner » afin de maintenir son contrôle sur la Présidence de Madras et ce, en encourageant non seulement les rivalités de caste, mais également les rivalités régionales et linguistiques entre Télougous et Tamouls²³⁰.

La revendication d'une province télougoue séparée date de 1913, lors de la première Conférence d'Andhra tenue à Bapatla, dans le district de Guntur, et l'*Andhra Mahasabha* (« Grande Assemblée d'Andhra ») fut formée un an plus tard à Vijayawada où eut lieu la seconde Conférence. L'essor de la presse vernaculaire télougoue contribua à populariser cette demande, notamment dans les districts côtiers où l'hebdomadaire *Krishna Patrika*, édité à Machilipatnam par le journaliste kamma Mutnuri Krishna Rao, bénéficiait d'une large circulation dans les zones rurales (Baker, 1976 : 134). Toutefois, certains délégués du Rayalaseema, peu développé, craignaient d'être dominés par la région côtière en cas de formation d'une province séparée (Rao, 1997 : 93).

²²⁸ “It was not in the interests of colonial rule to transform the Indian society. The process of changing the old society, its stratification and economic basis was slow and painful. The result was the superimposition of minimum modern capitalist relations on the old feudal land relations which sustained the caste system” (Ranadive, 1979 : 337).

²²⁹ “We are not in favour of any measure which is designed to undermine the influence and authority of the British Rulers, who alone in the present circumstances of India are able to hold the scales even between creed and class and to develop that sense of unity and national solidarity without which India will continue to be a congeries of mutually exclusive and warring groups without a common purpose and a common patriotism (...). We are of those who think that in the truest and best interests of India, its government should continue to be conducted on true British principles of justice and equality of opportunity. We are deeply devoted and loyally attached to British rule” (Non-Brahmin Manifesto, 1916, cité dans Irschick, 1969 : 364-5).

²³⁰ “One of the ways in which the British sought to ‘manage’ nationalist expression in modern India was to encourage regionalist feelings. Maintaining the British hegemony meant keeping the country divided” (Irschick, 1969 : 354).

Au sein même de l'Andhra côtier, les districts situés au nord des deltas prospères s'opposèrent au choix de Vijayawada comme centre universitaire, et exigèrent que l'Université d'Andhra, inaugurée en 1926 pour promouvoir les études télougoues négligées par l'Université de Madras, fût relocalisée à Vishakapatnam, afin d'éviter l'emprise des élites rurales de Krishna et Guntur (idem : 125). Le réveil de l'intérêt pour la langue télougoue fut aussi favorisé par la création de bibliothèques de village (« *library movement* »), une initiative développée par un Kamma de Guntur, Paturi Nagabhushanam²³¹. Quant au mouvement séparatiste tamoul, il n'était pas dirigé contre les Télougous, mais contre la culture « aryenne » sanscrite de l'Inde du Nord, « imposée » par les Brahmanes aux peuples dravidiens du Sud (Irschick, 1969 : iii). Le leader kamma Tripuraneni Chowdary reprit à son compte cette thèse, notamment dans l'introduction de sa pièce *Sambuka Vadha*, afin d'appuyer ses positions anti-Brahmanes et encourager un regain de « fierté télougoue » (Rao, 1988 : 29).

Les Britanniques apportèrent leur soutien aux revendications des non-Brahmanes en élargissant le Conseil Législatif de Madras et en leur réservant un certain nombre de sièges (Rao, 1997 : 102). Les réformes Morley-Minto de 1909 puis Montagu-Chelmsford de 1919, introduisant le principe de la dyarchie, avaient pour objectif principal d'apaiser les sentiments nationalistes et de coopter les élites indiennes issues des castes dominantes. Avec l'extension du suffrage sur des critères fonciers, les propriétaires réussirent à se faire élire en tirant profit de leur emprise rurale traditionnelle (Hardiman, 1976 : 365). De nombreux Kamma devinrent membres du Conseil Législatif à la suite de ces réformes (Chowdary, 1954 : 83). Dans le district de Krishna, « les Kamma, qui formaient probablement la majorité de l'électorat, furent encouragés à voter pour des Kamma » (Baker, 1976 : 154). Dans le district de Guntur, un observateur contemporain remarque :

Les Kamma du district, majoritairement propriétaires, grands et petits, vinrent à posséder le 'vote' qu'ils n'avaient pas connu et dont ils n'avaient pas entendu parler auparavant. Une partie des Kamma développa de ce fait le goût de la politique et des élections (...). Les Kamma ressentirent le besoin absolu d'accaparer tous ou du moins la majorité des mandats électifs dans tous les organes locaux afin d'y placer des hommes de tout grade appartenant à leur

²³¹ "At the height of the library movement in 1930-40s, hundreds of villages were covered by the movement and it became a symbol of rejuvenation for Andhra culture. The popularity of the movement attracted Kamma peasants. From the 1940s the presidentship of the movement passed into Kamma hands to this day. The Kammas saw in the movement a potential for acquiring literacy and at the same time gain prestige as patrons of education and literature" (Parthasarathy, 1997).

communauté, depuis le poste de président jusqu'à celui de petit employé (O.G.R. Singh, 1927, cité dans Baker, 1976 : 112).

Dans la bureaucratie également, les Britanniques prirent soin de contrebalancer le pouvoir des Brahmanes, qui occupaient traditionnellement les fonctions de *karanam* (comptables), en attribuant des postes dans l'administration locale à des candidats issus des castes agraires dominantes (Washbrook, 1976 : 37). Ces derniers étaient chargés par les autorités coloniales de contenir les demandes des membres de leur caste : « Un inspecteur kamma fut promu *Collector* adjoint pour persuader les paysans, essentiellement kamma, de payer leurs impôts au gouvernement » (Rao, 1997 : 114). En effet, l'augmentation des taxes, notamment sur l'irrigation²³², poussèrent les agriculteurs à participer à la « *No-tax campaign* » et au mouvement de non-coopération à partir des années 1920 (Murali, 1988).

Avec la crise des années 1930 et les difficultés croissantes de la paysannerie, les campagnes de désobéissance civile inspirées par Gandhi se multiplièrent, menées par des leaders issus de castes dominantes, essentiellement kamma dans le district de Krishna²³³. Ces leaders représentaient typiquement ce que Brian Stoddart appelle les « intermédiaires politiques »²³⁴. Tandis que certains d'entre eux furent arrêtés par les autorités coloniales – lors d'un procès à Vijayawada en 1932, sur 31 activistes jugés, 15 étaient kamma (Stoddart, 2004 : 123) – d'autres profitèrent du soutien des membres de leur caste pour faire avancer leur carrière et furent désavoués par les militants nationalistes à la base.

Dans les deltas, le Parti du Congrès trouva un soutien à ses activités parmi la crème de la société locale. De riches propriétaires fonciers et d'éminents commerçants, particulièrement ceux qui dépendaient des produits durement touchés par la chute des prix, financèrent les

²³² “The better surveys undertaken in the course of resettlement revealed how much irrigated land was in fact assessed as ‘dry’. In Kistna district alone, the resettlement crew transferred 25 210 acres from the ‘dry’ to the ‘wet’ register. In Kistna, the revenue demand on the wet areas rose by almost 50%” (Baker, 1976 : 209).

²³³ “The Civil Disobedience campaigns gained support from the leaders of communities like Kamma agriculturists in Kistna, who were anxious to raise the prestige and position of their caste fellows” (Baker, 1976 : 214).

“The Collector of Kistna reported that civil disobedience was ‘most active in the delta portions of the district where Kamma population dominated and where the people are most prosperous’.” (Stoddart, 2004 : 121).

²³⁴ “These political brokers were usually drawn from, and had interests identical with, the main landholding caste. They were usually involved in the politics of local and district boards which added to the strength of their connections. In a predominantly agrarian community, their continued local prominence rested largely upon a successful handling of agrarian grievances” (Stoddart, 2004 : 113).

campagnes du Congrès (...). Durant la Désobéissance Civile, de nombreuses personnes protestèrent contre la manière dont certains hommes politiques avaient tiré profit de leur position de leaders. Un leader rural comme Kuppuswami Choudhari de Guntur s'illustra particulièrement en posant comme le leader d'un mouvement de caste kamma. En 1930 il était Membre du Conseil Législatif (MLC), président du conseil de district, et proche associé du *Chief Minister* Munuswami Naidu. Les autres Kamma, n'appréciant pas la dominance de la clique de Kuppuswami dans la vie politique du delta de la Krishna, ignorèrent les déclarations de Kuppuswami selon lesquelles les Kamma étaient généralement loyaux. En 1930-33, ils participèrent aux manifestations contre le recadastrage et contre les *zamindar*, envahirent les comités du Congrès dans Guntur et Krishna, et commencèrent à participer aux élections locales contre les hommes de Kuppuswami (Baker, 1976 : 216-8).

Baker analyse la vie politique de la Présidence de Madras selon la théorie des factions développée par Washbrook. Ce dernier montre comment les leaders villageois utilisèrent les élections aux conseils de district pour élargir leur emprise territoriale grâce à des réseaux de clientélisme inter-caste s'étendant depuis le *taluk* (subdivision de district) jusqu'à la province²³⁵. Il explique le succès du Parti du Congrès en Andhra, non par la ferveur nationaliste des élites locales, mais par le ralliement de celles-ci lorsqu'elles perdaient les élections où elles s'étaient présentées pour le *Justice Party*. Cette thèse fut critiquée par David Hardiman qui estime que le factionnalisme ne constitue pas l'unique facteur de mobilisation et qu'il ne saurait effacer les barrières de classe²³⁶. En effet, le mouvement anti-*zamindar* fut mené essentiellement par des tenanciers et paysans moyens, durement affectés par la Dépression.

Selon Hamza Alavi (1973a), les conflits politiques au sein des sociétés rurales peuvent être organisés aussi bien horizontalement que verticalement : l'organisation verticale en factions

²³⁵ "In north-eastern Guntur, a rich group of Kamma families, finding itself locked out of the district board by a cross-communal clique (which included some Kammas) based on Guntur town, mobilized behind it members of its 'dominant caste'. The group won over several independently constituted Kamma taluk board factions in other parts of the district. A venomous publicity campaign, which spawned associations and newspapers, attended its efforts, in part successful, to win Legislative Council seats. Finally, it contrived to upset the prevailing pattern of district alliances and to seize the district board presidency (...). The north eastern Guntur families became prominent in the anti-zamindari campaign. Although this required them to reshuffle their alliances in typical elite fashion (they now had to appeal to peasants other than Kammas to work against zamindars who included Kammas), they still had to appeal for support to 'the mass' of delta district voters" (Washbrook, 1976 : 520-1).

²³⁶ "Washbrook even goes so far as to say that there were no significant class movements in Madras Presidency during this period. The factional theory has much of value in it, but it cannot be made to fit such mass movements as non-cooperation, movements which were based for the most part on the discontent of rural classes" (Hardiman, 1976 : 367).

est privilégiée par les grands propriétaires fonciers qui cherchent à mobiliser le soutien de leurs dépendants, essentiellement ouvriers agricoles, alors que le contrôle de la paysannerie moyenne leur échappe lorsque celle-ci parvient à s'organiser horizontalement selon la classe²³⁷. Le potentiel révolutionnaire de la paysannerie moyenne fut cependant mis en doute par Jacques Pouchepadass du fait de la collaboration de classe au sein de la « paysannerie dominante » issue d'une même caste :

Par *paysannerie dominante* nous faisons référence à l'oligarchie de paysans riches et relativement aisés appartenant à une caste respectable, détenant la majorité des droits fonciers dans chaque village, soit comme propriétaires, soit comme tenanciers (...). Il est important de préciser que nous ne faisons pas référence ici uniquement à une classe de très riches paysans, mais plutôt à une catégorie incluant l'ensemble des paysans d'une caste respectable qui détiennent assez de terres pour satisfaire aux besoins de leurs familles, sans avoir à travailler pour quelqu'un d'autre (Pouchepadass, 1980 : 147).

Le concept de « paysannerie dominante » s'applique aussi bien aux Kamma d'Andhra qu'aux Patidar du Gujarat étudiés par Hardiman. En tant que propriétaires, même moyens, ces paysans ne souhaitaient pas une révolution violente et furent de ce fait attirés par le principe gandhien de non-violence, même s'ils n'hésitaient pas à pratiquer la violence pour soumettre les membres des basses castes travaillant pour eux, et se détournèrent de Gandhi lorsque celui-ci commença sa campagne contre l'intouchabilité (Hardiman, 2004 : 59). Selon Hardiman, « le mouvement nationaliste à Kheda [district du Gujarat] relève davantage d'un mouvement de classe que d'un mouvement factionnel » (idem : 207). La comparaison de l'Andhra rural avec les campagnes développées du Gujarat est intéressante dans la mesure où ces dernières se caractérisaient également par un mode de production capitaliste (Chua, 1986).

En Andhra, les Kamma prirent la tête non seulement du mouvement nationaliste, mais du mouvement anti-*zamindar*, organisé par le fondateur du *Congress Socialist Party*, N.G. Ranga, qui utilisa la terminologie marxiste de la lutte des classes et de la révolution agraire, alors même que sa base était formée par la paysannerie moyenne et qu'il bénéficiait de l'appui de certains *zamindar* kamma, comme le Raja de Chelapalli, par solidarité de caste et

²³⁷ Similairement, selon Eric Wolf (1971), le prolétariat rural, dépendant pour sa survie de l'aristocratie foncière, ne possède pas la sécurité matérielle nécessaire pour se retourner contre elle, tandis que la paysannerie moyenne bénéficie d'une certaine indépendance qui lui permet de défier les grands propriétaires et constitue de ce fait une classe potentiellement révolutionnaire.

par rivalité avec les *zamindar velama*²³⁸. En effet, la lutte qu'il mena contre les grands propriétaires était avant tout dirigée contre les Velama, considérés féodaux et absenteïstes, ce qui explique également le soutien du *Chief Minister* kamma Munuswami Naidu, par ailleurs ami proche de Ranga (Washbrook, 1976 : 239). Il ne demandait pas l'abolition du système *zamindari*, mais simplement la réduction du loyer de la terre pour les tenanciers (Ranga, 1936 : 55). Selon Selig Harrison, Ranga construisit sa carrière politique grâce au soutien des Kamma²³⁹, une affirmation contestée par Carolyn Elliott, qui voit en lui un leader paysan, à la tête du *Kisan movement*, plus qu'un leader de caste (Elliott, 1995 : 154). Après avoir fondé le journal *Kamma Patrika*, il le renomma *Ryot Patrika*, « car tous ceux qui prirent part à la conférence [organisée par l'association de caste kamma de Madras] appartenaient aux classes paysannes issues de toutes les castes d'agriculteurs » (Ranga, 1968 : 24-5). Si la principale innovation de ce diplômé d'Oxford consista à créer des écoles pour paysans (*Kisan schools*) et des assemblées paysannes (*Kisan sabhas*), sans barrière de caste, celles-ci étaient cependant dominées par les Kamma. L'utilisation du terme « *kisan* », neutre en terme de caste, servait sans doute à masquer la prééminence des Kamma au sein de la paysannerie d'Andhra (Keiko, 2008 : 371).

Par ailleurs, Elliott qualifie de simpliste la thèse de Harrison selon laquelle le soutien des Kamma au Parti Communiste d'Andhra, fondé en 1934, serait dû à leur rivalité traditionnelle avec les Reddy, dominant le Parti du Congrès. Selon elle, il y aurait d'autres facteurs explicatifs :

Le Congrès n'était pas en mesure de répondre aux demandes croissantes de participation dues à la montée en force d'une génération d'étudiants issus de familles du delta de la Krishna récemment enrichies grâce à l'irrigation qui avait rendu l'agriculture très rentable. Ces étudiants s'initiaient au marxisme lors de leurs études à Madras et Bénarès et revinrent au district, avides de réformes radicales (...). Ils formèrent la base du Parti Communiste d'Andhra qui devint particulièrement influent dans les zones deltaïques (Elliott, 1995 : 157).

²³⁸ “More Kamma zamindars and other landlords supported the peasant movement because of their identification with Kamma caste interests (...). Ranga even gained some support from the main Kamma zamindar of Krishna, the Raja of Chelapalli, because of his local rivalry with a Velama zamindar in the district” (Elliott, 1995 : 157).

²³⁹ “Frankly building his political career on a Kamma base, Ranga had articulated a ‘peasant socialist’ theory gingered by Western class slogans but boiling down in concrete terms to a defense of peasant proprietorship” (Harrison, 1956 : 388).

La spécificité du Parti Communiste d'Andhra consistait dans cette base formée par une intelligentsia rurale relativement aisée, majoritairement kamma²⁴⁰, même si le fondateur du parti, Sundarayya, était reddy. Les divisions politiques entre Kamma et Reddy reposaient avant tout sur une séparation territoriale, les Kamma étant plus nombreux dans les zones deltaïques prospères, et les Reddy majoritaires dans les régions moins développées du Rayalaseema, populairement qualifié de « Reddiseema » : « Cette séparation géographique des deux puissantes castes avait une logique tribale ; dans chaque localité, seule l'une ou l'autre caste avec son chef patriarcal pouvait être dominante. Lorsque les percepteurs d'impôt britanniques entrèrent en scène, ils formalisèrent le statu quo, étendant l'emprise des principaux propriétaires de chaque caste sur de vastes domaines » (Harrison, 1956 : 383). Harrison estime que les Kamma possédaient 80 % des terres deltaïques fertiles (idem : 381), même s'ils ne formaient que 40 % de la population agricole de Krishna (Keiko, 2008 : 357). La presse communiste en langue télougoue était également dominée par de riches Kamma, comme l'éditeur Katragadda Rajagopal Rao, dont la famille possédait l'une des plus vastes plantations de tabac de l'Inde et contrôlait la quasi totalité du marché des engrais d'Andhra (Harrison, 1956 : 381).

Le paradoxe de ce leadership capitaliste d'un parti aux accents révolutionnaires se retrouvait également dans les villes où, suivant le modèle russe, les communistes kamma cherchèrent à organiser les ouvriers de l'industrie naissante, alors même que celle-ci était entre les mains de Kamma, notamment à Vijayawada (Elliott, 1972 : 56). En réalité, le Parti Communiste d'Andhra ne menaçait pas plus les intérêts du capital industriel qu'il ne remettait en cause le principe de la propriété privée dans les campagnes. Il put même obtenir le ralliement d'une partie de la bourgeoisie régionale, tandis que la classe d'affaires panindienne représentée par de grandes familles marwari comme les Birla ou les Bajaj apportèrent leur soutien et leurs contributions financières au Congrès, afin de se libérer de la tutelle britannique (Regani, 1972 : 15 ; Markovits, 1977 : 168). Les communistes d'Andhra ne s'attaquèrent pas non plus au système des castes, même si au niveau national le CPI (*Communist Party of India*) était le seul parti à se battre à la fois contre l'intouchabilité, pour la révolution agraire et contre la domination impérialiste (Ranadive, 1979 : 339). Ces contradictions s'expliquent par la

²⁴⁰ “An Andhra Communist dissident has coined the epithet kulak pettamdar to attack the Andhra leadership, coupling the Russian word for rich peasant with the Telugu word for head of a caste or tribe” (Harrison, 1956 : 382).

coexistence, sous le colonialisme, de différents modes de production, à la fois capitaliste et « semi-féodal » (Banaji, 1972 ; Omvedt, 1980). Malgré l'intégration de l'Andhra côtier aux circuits commerciaux internationaux, les relations agraires dans les deltas continuaient de refléter les divisions précapitalistes de caste. La lutte contre le féodalisme fut menée de manière beaucoup plus radicale dans le Telangana lors de la rébellion communiste qui éclata au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, comme le montrera le chapitre suivant.

Chapitre 5

Expansion territoriale et montée en puissance des Kamma depuis l'Indépendance

Les politiques coloniales permirent aux Kamma de consolider leur dominance, donnant ainsi naissance à une élite de paysans riches et d'entrepreneurs capitalistes, paradoxalement engagée dans le mouvement communiste des années 1930 qui culmina lors de la rébellion du Telangana au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. En réalité, la plupart des Kamma soutenait le Parti Communiste moins pour son idéologie marxiste que pour son combat régionaliste en faveur d'un Etat d'Andhra distinct du pays tamoul. Tandis que la principauté du Nizam de Hyderabad fut intégrée de force à l'Union Indienne en 1948, un an après l'Indépendance, l'Andhra côtier et le Rayalaseema se séparèrent en 1953 de la province multilinguistique de Madras pour former une nouvelle entité télougoue qui, annexée au Telangana trois ans plus tard, aboutit à la création de l'Andhra Pradesh sous sa forme actuelle. Une fois satisfaites les revendications du Parti Communiste pour la constitution d'un Etat unilingue, le parti perdit de son influence au profit du Congrès, dominé par les Reddy. Marginalisés politiquement, les Kamma poursuivirent cependant leur expansion économique, parallèlement à leur expansion territoriale.

En effet, les recompositions territoriales en Inde du Sud poussèrent les Kamma à migrer à la fois vers la nouvelle capitale de l'Andhra Pradesh, Hyderabad, et vers les zones rurales du plateau du Deccan, jusqu'au Karnataka, dans la continuité des anciens mouvements de colonisation agricole, accélérés par les nouveaux projets d'irrigation, les réformes agraires et la Révolution verte. La migration vers les villes s'accompagna d'une diversification de leurs activités économiques, favorisée par leur accès croissant aux études supérieures, parfois réalisées à l'étranger. Les docteurs et ingénieurs kamma ayant choisi d'émigrer vers les pays anglo-saxons vinrent à former une part importante de la diaspora télougoue, et leurs transferts financiers profitèrent à leurs familles restées dans leurs villages d'origine. La réussite socioprofessionnelle des élites kamma, dominant de nombreux secteurs économiques, était cependant en décalage avec leur faible représentation politique. L'arrivée au pouvoir en 1983 du *Telugu Desam Party* (TDP) et du premier *Chief Minister* kamma de l'Andhra Pradesh,

N.T. Rama Rao, rétablit un certain équilibre entre leur succès économique et leur puissance politique, le contrôle de l'appareil d'Etat leur permettant en retour d'accroître leur mainmise sur l'appareil économique. Pionniers de la libéralisation, ils initièrent le processus de « corporatisation » des secteurs de la santé et de l'éducation en Andhra Pradesh dès les années 1980, profitant du désengagement croissant de l'Etat la décennie suivante, sous le régime de Chandrababu Naidu, chantre des réformes économiques néolibérales. L'échec du TDP aux élections en 2004 et le retour du Congrès au pouvoir marquèrent un certain déclin de l'influence des Kamma sur le plan politique, sans que cela ne se traduise nécessairement par un déclin de leur dominance socio-économique.

I. Recompositions territoriales et migrations kamma

1. Participation des Kamma à la rébellion du Telangana (1946-51)

Le Telangana télougophone formait la moitié de l'Etat de Hyderabad, constitué par ailleurs du Marathwada de langue marathi et de trois districts de langue kannada. Cet ensemble territorial représentait la plus vaste principauté de l'Inde sous contrôle britannique, le Nizam jouissant d'une certaine autonomie en échange de son soutien à l'Empire. La rébellion paysanne du Telangana s'attaquait donc à la fois au régime autocratique du Nizam, représenté dans les campagnes par de grands propriétaires féodaux appelés *dora* (« seigneurs »), et à l'impérialisme britannique (Sundarayya, 1972). Contrairement à la paysannerie d'Andhra côtier, ayant bénéficié du développement régional et des progrès éducatifs réalisés au sein de la Présidence de Madras sous administration coloniale, les paysans du Telangana ne voyaient dans les représentants de la Couronne à Hyderabad que les suppôts du Nizam et les témoins passifs de leur oppression²⁴¹ : la libération sociale allait donc de pair avec le combat nationaliste (Srinivasulu, 1988). La question agraire se trouvait au cœur de la rébellion du fait de l'extrême concentration des terres, les inégalités foncières étant beaucoup plus prononcées sur le plateau du Deccan aride que dans les zones côtières fertiles et irriguées, où la taille

²⁴¹ “*Why was the Nizam so repressive? (...) Because he was protected in his position as a puppet of the British, he did not have to develop new support for his regime when it was challenged*” (Elliott, 1974 : 46).

moyenne des parcelles ne dépassait pas une dizaines d'acres. Dans le Telangana, les *jagirdar*, qui occupaient un tiers du territoire, pouvaient posséder des domaines de plusieurs milliers d'acres, et se distinguaient des *zamindar* d'Andhra dans la mesure où ils avaient le contrôle absolu de la paysannerie travaillant sur leurs terres (Dhanagare, 1974 : 112). Le régime foncier *diwani* ou *khalsa*, équivalent du système *ryotwari* en Andhra, couvrait cependant 60 % du Telangana et offrait aux paysans-propriétaires (appelés *pattadar*) une certaine liberté, comme celle de louer leurs terres à des tenanciers n'ayant aucune sécurité de tenure. Enfin, 10 % du territoire était sous contrôle direct du Nizam qui utilisait les recettes générées sur ses domaines pour ses dépenses personnelles et celles de sa cour (Sundarayya, 1973 (7) : 8).

Les conditions les plus oppressives pour la paysannerie se trouvaient réunies sur les terres des *jagirdar*, seigneurs typiquement féodaux à qui de larges domaines avaient été attribués par le Nizam en échange de leurs services militaires. Ils résidaient dans des forts appelés *gadi*, symboles de domination qui devinrent des cibles privilégiées de l'insurrection armée (Thirumali, 1992 : 477). Les paysans des villages alentour étaient soumis à un système d'extorsions connu sous le nom de *vetti* ou travail forcé, forme pervertie du système *jajmani*, puisqu'il ne s'agissait plus d'interdépendance et d'échanges réciproques entre castes, mais de servitude extrême imposée aux basses castes par les grands propriétaires appartenant pour la plupart aux castes dominantes reddy et velama (Srinivasulu, 1988). Les membres des castes intouchables mala et madiga, travaillant comme ouvriers agricoles, devaient de plus rendre toutes sortes de services gratuits au *jagirdar*, qui exploitait aussi sexuellement leurs femmes (Sundarayya, 1973 (7) : 11). Sur les terres *diwani*, la situation des paysans pauvres n'était guère meilleure, puisque certains *pattadar* pouvaient posséder plus de 500 acres et imposer des conditions très défavorables aux métayers, vivant sous la menace permanente de l'éviction, et sous la tyrannie des *deshmukh*, profitant de leur position d'anciens collecteurs d'impôt sur des territoires incluant jusqu'à soixante villages pour accaparer illégalement les propriétés de la petite paysannerie (Dhanagare, 1974 : 112). Les officiels villageois, exerçant à titre héréditaire des fonctions administratives (*patwari*) et de police (*patel*), usaient également de leur autorité pour exploiter et spolier de ses terres la paysannerie pauvre, issue essentiellement des basses castes.

La rébellion éclata en juillet 1946 à la suite du meurtre d'un paysan par la milice d'un grand propriétaire, et se propagea dans plus de 4000 villages, situés majoritairement dans les

districts où la concentration des terres était la plus marquée²⁴². Les principaux slogans proférés par les insurgés étaient « la terre à celui qui la cultive », « expropriation des grands propriétaires et réappropriation par la petite paysannerie des terres spoliées », « non à l'éviction des tenanciers », « réduction de l'impôt et du loyer de la terre », « abolition du *vetti* » (Sundarayya, 1973 (2) : 34). Ces revendications furent largement relayées par le Parti Communiste, actif dans l'Etat de Hyderabad depuis 1939, ainsi que par l'Andhra Mahasabha, organisation culturelle libérale, d'abord fondée pour la promotion de la langue télougoue dans un Etat ayant adopté l'ourdou comme langue officielle, puis radicalisée sous l'influence du mouvement communiste. Le caractère progressiste et anti-Nizam de la rébellion paysanne du Telangana explique la composition multi-classe et multi-caste du mouvement, qui sut attirer les élites rurales intermédiaires, hostiles à la tyrannie des grands propriétaires féodaux.

Contrairement à l'Andhra, le Telangana était encore très peu touché par l'urbanisation et par le développement de l'éducation. En dépit de la création de l'Université Osmania à Hyderabad en 1918, les études supérieures étaient réservées à une élite urbaine majoritairement musulmane et le taux d'alphabétisation dans l'Etat ne dépassait pas 3 % en 1921 parmi la population hindoue (Srinivasulu, 2011). Dans les campagnes télanganaises, le développement de l'agriculture commerciale (limitée au tabac et à l'arachide par l'aridité du climat) ne s'accompagna pas comme en Andhra côtier d'une croissance urbaine et industrielle, ni d'un développement des infrastructures de transport. Les quelques marchés existants, extrêmement centralisés, étaient contrôlés par une classe d'hommes d'affaires et de commerçants d'origine citadine qui servaient également de prêteurs à une paysannerie déjà fortement endettée auprès des grands propriétaires ruraux (Dhanagare, 1974 : 113). Il n'est donc pas surprenant que les paysans intermédiaires issus des castes agraires reddy, velama et kamma aient participé à la rébellion aux côtés des petits paysans et des sans-terres tribaux et intouchables, même si les propriétaires féodaux appartenaient souvent à ces mêmes castes dominantes.

Hugh Gray retrace l'histoire d'une grande famille de *jagirdar* kamma ayant migré au Telangana vers 1800 et bénéficiant depuis plus d'un siècle de privilèges fonciers accordés par le Nizam qui, selon les descendants de cette famille, aurait fait appel aux agriculteurs

²⁴² “The administrative report of 1950-51 showed that in the tree districts of Nalgonda, Mahbubnagar and Warangal, the number of pattadars or landlords owning more than 500 acres each were about 550. They owned 60 to 70 per cent of the total cultivable land” (Sundarayya, 1973 (7) : 12).

expérimentés de l'Andhra côtier pour mettre en valeur les terres arides du plateau du Deccan (Gray, 1970 : 123). A la tête de quatorze villages au début du XX^e siècle, les héritiers du *jagir* divisèrent leur propriété entre frères, laissant à leur père le contrôle d'un village ainsi que des forêts alentour qu'il fit défricher pour les mettre en culture, après avoir rendu possible l'irrigation grâce à la réparation d'un ancien réservoir. Le fils aîné migra à Hyderabad pour étudier à l'Université Osmania et se lancer ensuite dans une entreprise commerciale. Tandis qu'il réglait en ville les problèmes administratifs de ses frères, ses derniers s'occupaient de superviser la culture de ses terres louées à des métayers. Cette famille fut l'une des premières de la région à faire l'acquisition d'un tracteur, considéré comme un symbole de statut social très élevé. Forts de leur autorité, ces grands propriétaires kamma étaient appelés *dora* (« seigneurs ») par les villageois, un titre généralement réservé aux castes dominantes locales, reddy et velama. Le second frère concentrait entre ses mains les fonctions de *patel* (police), de *patwari* (administration) et de *sarpanch* (chef de village). Selon les villageois interrogés par Gray, cette famille jouissait d'une certaine popularité dans la mesure où elle assumait un rôle paternaliste d'intermédiaire entre les paysans et le gouvernement²⁴³. En réalité, c'est à force d'intrigues que ces très riches Kamma parvinrent à maintenir leur dominance sur un territoire étendu au cœur du Telangana, sans être affectés ni par la rébellion paysanne, ni par les réformes agraires qui s'ensuivirent.

Toute la vie de ce village tourne autour du *dora* et de sa famille. Ils intègrent et gouvernent le village de force, excluant, éliminant et contrôlant consciemment quiconque menace à leur pouvoir. Ils divisent pour régner avec succès (...). Les relations entre la famille du *dora* et les villageois sont cordiales, car après l'adoption de la loi de 1954 fixant un plafond foncier, le *dora* leur vendit plus de 3000 acres à des prix inférieurs à ceux du marché. L'objectif était d'éviter l'intrusion d'étrangers au village (...). Les propriétés de la famille, aujourd'hui concentrées sur trois villages, furent divisées de droit mais non de fait, car les frères sont très unis et souhaitent continuer à vivre en famille étendue (Gray, 1970 : 124, 126, 132).

Tout ne se passa pas aussi pacifiquement dans le reste du Telangana, qui connut cinq années d'insurrection armée, une guérilla de type maoïste durement réprimée par les milices du Nizam (les Razakars), puis forcée de capituler face à l'armée indienne. L'ouvrage et les articles consacrés à cette rébellion par Sundarayya (1972 et 1973), leader communiste engagé dans l'insurrection, offrent le point de vue d'un témoin et participant direct, révélant les

²⁴³ “The villagers see their *dora* as the man who deals with the government. They say that villagers without *doras* have to entertain visiting officials and provide them with bullock carts. They are saved this inconvenience, and *doras* can be popular in their paternalistic roles” (Gray, 1970 : 128).

stratégies et problèmes d'organisation rencontrés pour mener à bien la lutte. Bien que lui-même Reddy, Sundarayya n'hésita pas à s'attaquer aux aristocrates de sa caste qui se trouvaient à la tête de vastes domaines hérités de leurs ancêtres, militaires au service d'anciennes dynasties. Ces grands propriétaires se désolidarisèrent des membres moins privilégiés de leur caste, les Reddy se caractérisant par une organisation en sous-castes extrêmement nombreuses²⁴⁴, diverses et hiérarchisées (Elliott, 1974 : 38). Les divisions de classe existaient également parmi les Kamma, même si leur concentration géographique dans le delta de la Krishna leur permit de maintenir une certaine unité et de faire bénéficier une grande partie des membres de la caste du développement régional de l'Andhra côtier. La majorité des Kamma du Telangana formait une classe de paysans moyens ayant migré après avoir vendu des propriétés devenues trop petites dans les zones deltaïques, afin d'en acquérir de plus grandes, pour le même prix, sur le plateau du Deccan.

Cette paysannerie kamma d'origine modeste se joignit aux ouvriers agricoles et aux sans-terres issus des basses castes pour combattre l'oppression féodale. Selon Sundarayya, la pratique de l'intouchabilité fut également remise en cause durant le mouvement qui se caractérisait par une forte solidarité entre castes²⁴⁵. Par ailleurs, l'alliance de classe entre paysans pauvres et petits propriétaires fut également rendue possible par l'existence d'un ennemi commun, à savoir la classe des très grands propriétaires (Dhanagare, 1974 : 118-9). Afin de ne pas s'aliéner les agriculteurs relativement aisés, le Parti Communiste fixa d'abord un plafond foncier de 500 acres, au-delà duquel les terres étaient confisquées pour être redistribuées aux paysans pauvres, avant de l'abaisser progressivement à 200, puis 100 acres (10 s'il s'agissait de terres irriguées), tout en offrant des compensations aux personnes expropriées. Sundarayya critique la largesse de ces mesures, les qualifiant de « réformistes », une position non-révolutionnaire qu'il impute aux « leaders d'Andhra » (Sundarayya, 1973

²⁴⁴ Selon un proverbe télougou, « il y a autant de variétés de Reddy que de variétés de paddy » (*“Vadlu enni rakamulu, Redlu anni rakamulu”*), qui existe également sous cette version : « Les types de Reddy comme les types de paddy sont innombrables » (*“Redlalo tegalaku vadlalo tegalaku lekkaledu”*) (Satyanarayana, 1993 : 17).

²⁴⁵ *“In the struggle against the Government, all the people were forced to work and fight collectively, without any distinction of caste and creed; with this, fighting the evil of untouchability became easier. Equality and mutual respect were strictly practiced in guerilla squads”* (Sundarayya, 1973 (2) : 38).

(2) : 35). De nombreux communistes kamma²⁴⁶ originaires de la région côtière prirent part à la rébellion du Telangana en tant que chefs du Parti et tentèrent d'imposer un caractère modéré au mouvement lorsque celui-ci se radicalisa. Les conflits d'intérêts au sein de la paysannerie éclatèrent au grand jour lorsque les propriétaires aisés, bien que tirant profit de la lutte unitaire contre le régime féodal (grâce à l'abolition de certaines taxes, par exemple), résistèrent à l'augmentation des salaires des journaliers agricoles. Malgré ces divergences, voire trahisons internes, le mouvement dépendait étroitement du soutien de la branche d'Andhra du Parti Communiste, dont les membres fournissaient support matériel et moral en offrant des bases de ravitaillement aux combattants dans leurs villages²⁴⁷. Leur rôle consista également à rendre la lutte plus nettement nationaliste, notamment au moment de l'accession de l'Inde à l'indépendance, en militant pour l'intégration de Hyderabad à l'Union Indienne, et contre le Nizam qui souhaitait maintenir l'autonomie de sa principauté²⁴⁸.

L'annexion de l'Etat de Hyderabad à la fédération indienne en septembre 1948, après ce qui fut pudiquement appelé une « action de police », s'accompagna en réalité d'une répression militaire féroce des communistes qui avaient cessé de collaborer avec le nouveau gouvernement. Ce dernier s'inquiétait de la propagation de l'insurrection du Telangana sur le reste du territoire national, plus que de la résistance du Nizam, qui d'ailleurs se rendit au bout d'une semaine, ayant obtenu l'assurance de pouvoir conserver certains de ses privilèges (Dhanagare, 1974 : 125). La rébellion paysanne se poursuivit encore trois années, mais son extension territoriale se limita à l'Andhra voisin, dans la jungle de Mungala au nord-ouest du district de Krishna, où était organisé le trafic d'armes et de littérature marxiste clandestine traduite en télougou, et dans les zones tribales forestières de Nallamala dans le district de Guntur (Sundarayya, 1973 (3) : 40). Le Parti Communiste d'Andhra décida de poursuivre la résistance contre l'armée indienne afin de défendre les avancées sociales réalisées, comme

²⁴⁶ Parmi eux C. Rajeshwar Rao, M. Basavapunnaiah, N. Prasad Rao, M. Hanumant Rao et C. Vasudeo Rao (Dhanagare, 1974 : 127, n.14).

²⁴⁷ *“The Telangana struggle could not have developed into a movement of such a magnitude and proportion without a friendly neighbourhood extending material and moral support. It was the British-governed Andhra that provided it”* (Srinivasulu, 2011).

²⁴⁸ *“To aid its operations, the party in the nearby Andhra districts of Madras, where it was more tightly organized than Telengana, began sending in more organizers. This leadership was crucial to the transformation of the initial peasant uprising into an organized rebellion against the Nizam and the entire feudal system (...). Since the Communist Party then supported accession to the Indian Union, it gained the allegiance of many nationalists”* (Elliott, 1974 : 44).

l'établissement de républiques villageoises (*gram rajyam*), sortes de gouvernements parallèles formés de comités élus assurant une redistribution équitable des terres, un salaire minimum aux ouvriers agricoles, une sécurité de tenure pour les métayers, l'interdiction du travail forcé (*vetti*), et la réduction des impôts et des taux de crédit (Sundarayya, 1973 (1) : 4). L'abolition du système *jagirdari* en 1949 par le gouvernement indien avait pour objectif de priver le Parti Communiste de son soutien populaire. Cependant, avec la militarisation du conflit, ce furent les paysans riches qui firent défection (Dhanagare, 1974 : 128). Le leader communiste kamma Chandra Rajeshwar Rao, dont la famille possédait près de 300 acres de rizières sur les terres fertiles du delta de la Krishna, appela à déposer les armes, qualifiant la guérilla d'« aventurisme de gauche », de « désordre infantile » ou encore de « terrorisme individuel » (idem : 130). De nombreux débats eurent lieu au sein du Parti²⁴⁹ entre les « réformistes de droite » et les radicaux qui vinrent à former le *Communist Party of India (Marxist)* ou CPI (M) après la scission de 1964 (Sundarayya, 1973 (1) : 6).

Le leadership du Parti décida finalement d'abandonner la lutte en octobre 1951 car les combats dans le Telangana devenaient trop dangereux pour les brigades communistes à cause des nombreuses défections. Le bilan humain de la rébellion s'éleva à 4000 morts, victimes des exactions des milices du Nizam, puis de l'armée de Nehru, tandis que 50 000 personnes furent arrêtées, dont 5000 emprisonnées pendant plusieurs années (Sundarayya, 1973 (1) : 4). Le mouvement ne parvint pas à s'étendre au-delà des campagnes, dans la mesure où le développement industriel était encore très limité et le prolétariat urbain peu organisé. C'est pourquoi l'imitation du modèle russe ne s'avéra pas pertinente, tandis que le modèle chinois d'encerclement des villes par la paysannerie révolutionnaire ne pouvait s'appliquer à une région aussi peu urbanisée (Sundarayya, 1973 (4) : 30). La présence de l'armée dans les campagnes télanganaises permit aux grands propriétaires de récupérer une grande partie des terres confisquées, qu'ils parvinrent à conserver malgré les réformes agraires en contournant le plafond foncier grâce à la subdivision des parcelles entre membres d'une même famille (Dhanagare, 1974 : 132-3). Un changement qualitatif s'opéra cependant avec la fin de l'exploitation féodale et la modernisation de l'agriculture.

²⁴⁹ “*The Andhra Secretariat specifically justified its ‘rich peasant’ policies by pointing to Mao’s ‘New Democracy’ with its expansive welcome to ‘patriotic’ capitalists and rich peasants*” (Harrison, 1956 : 391).

Les propriétaires terriens ne possèdent plus ni ne contrôlent des milliers d'acres à leur nom ; ils ne louent plus leurs terres dans les mêmes proportions qu'avant ; ils n'adoptent plus les vieilles méthodes d'exploitation féodale pure et dure et de pillage. Ils ont redistribué la terre au sein de leurs familles, à part ce qui fut vendu, et se sont mis à 'cultiver eux-mêmes' grâce à des méthodes agricoles modernes en employant des travailleurs salariés (Sundarayya, 1973 (4) : 48).

Il n'existe pas de continuité entre la rébellion paysanne du Telangana et le mouvement pour un Telangana séparé qui se développa par la suite, non seulement en termes de leadership, mais au niveau de la base. Sundarayya qualifie de réactionnaire le mouvement nativiste qui commença en 1952, mené pour défendre les intérêts des locaux (*mulki*) contre les migrants venus d'autres régions et qui, contrairement à l'insurrection paysanne, mobilisa surtout des citadins et des étudiants²⁵⁰. Les Kamma furent notamment la cible du mouvement *mulki* car non-natifs de l'Etat de Hyderabad, et très nombreux à migrer du fait des nouvelles opportunités offertes lors des recompositions territoriales des années 1950.

2. Régionalisme télougou et formation d'une province d'Andhra séparée

L'une des principales revendications du CPI (*Communist Party of India*) après l'Indépendance était la séparation des districts télougouphones d'Andhra côtier et du Rayalaseema du reste de l'Etat de Madras de langue tamoule. Cette demande jouissait d'une grande popularité auprès des Kamma qui se sentaient menacés par les Brahmanes et autres castes dominantes tamoules pour l'accès à l'administration et au pouvoir politique²⁵¹. C'est pourquoi le CPI obtint d'excellents résultats dans les deltas de la Krishna-Godavari lors des élections provinciales de Madras en 1952, les premières depuis l'introduction du suffrage universel. En effet, lors des élections de 1946, seuls 13 % de la population adulte pouvaient voter, le droit de vote étant limité aux personnes remplissant certains critères liés au niveau

²⁵⁰ "The Mulki movement was roused in 1952 by the reactionaries in Telangana, landlords, reactionary Government officials and Marwari businessmen who, in the name of fighting the domination of outsiders, were out to disrupt the democratic movement" (Sundarayya, 1973 (4) : 47).

²⁵¹ "The Madras Government reported officially to the Simon Commission: 'On the whole, the interests of the Tamilians in the province have in fact been better attended to than those of the Telugus. One reason which perhaps helped in starting the Andhra movement was the fact that the Government services in the Telugu districts were largely manned by Tamilians'. Moreover, the Report admitted that 'the income from land revenue derived from the Telugu districts is nearly half of the total for the Presidency'. Under such circumstances Andhra discontent was inevitable" (Windmiller, 1954 : 303).

d'instruction, à la propriété terrienne et au patrimoine (Harrison, 1960 : 216). Les paysans pauvres et ouvriers agricoles, qui constituaient la base du Parti Communiste, étaient exclus du suffrage. Malgré cela, le parti put compter sur le vote de certaines élites, les communistes n'étant désormais plus considérés comme antinationalistes ou aux ordres de Moscou (Ram, 1973 : 292). Pendant la guerre, leur soutien aux Britanniques face à l'Allemagne nazie leur permit d'ailleurs de militer librement, alors que de nombreux leaders du Congrès se trouvaient en prison du fait de leur participation au mouvement « *Quit India* ». Le Parti Communiste d'Andhra, qui comptait mille membres en 1942, recruta massivement pendant la guerre, notamment dans les deltas, pour atteindre 8000 membres en 1946 (idem : 289). Le CPI offrait donc une alternative crédible au Congrès, sans pour autant effrayer la paysannerie riche, puisque le parti avait modulé sa rhétorique de classe et se concentrait sur des programmes consensuels dans les campagnes, comme le curage des canaux d'irrigation ou la formation de troupes de théâtres pour « politiser les masses » (Elliott, 1972 : 50). Les paysans riches prirent la tête du CPI et financèrent le parti pour bénéficier de positions de commandement²⁵². Des jeux de mots comme « *Kammanist* » (communiste) ou encore « *Kamred* » (camarade) traduisent ce lien étroit entre Kamma et communistes à cette époque (Baru, 2000).

Mohan Ram considère que Selig Harrison exagère l'importance de la caste comme facteur explicatif du succès du communisme en Andhra, même s'il admet qu'« évidemment, certains Kamma trouvèrent dans le mouvement communiste un moyen de faire avancer leurs ambitions politiques, et [que] la plupart des leaders du CPI dans les districts côtiers se trouvait être kamma » (Ram, 1973 : 291). Selon lui, le facteur décisif résidait dans le régionalisme télougou et la revendication d'un Etat d'Andhra comme slogan de campagne du CPI en 1946. En réalité, Harrison montre que caste dominante et territoire sont étroitement liés, dans la mesure où les frontières linguistiques correspondent également aux frontières de caste : les Kamma avaient donc tout intérêt à la formation d'un Etat télougou, dans lequel ils pourraient asseoir leur dominance plus facilement que dans un Etat multilinguistique. Durant les « dangereuses décennies » qui suivirent la Partition de 1947 entre l'Inde et le Pakistan, l'existence de forces centrifuges fondées sur la religion, la langue, l'ethnie ou la caste faisait

²⁵² “*The rich peasant leaders of the CPI and its front organizations became virtual 'fund clubs' during this period, meaning that they financed the party and its organizations in return for leadership status*” (Ram, 1973 : 289).

craindre l'implosion de l'Union Indienne en une multitude de petites nations²⁵³. En effet, partout en Inde, les élites régionales aspiraient à des positions de pouvoir dans l'administration et la politique grâce à la formation d'Etats linguistiques reconnaissant leur langue maternelle comme langue officielle et langue d'enseignement dans l'éducation supérieure (Stern, 1993). C'est pourquoi le leader intouchable Ambedkar, père de la Constitution, craignait que le redécoupage administratif des Etats sur une base linguistique ne favorise les castes supérieures et ne renforce leur domination sur les basses castes.

Dans notre pays, le linguisme n'est rien d'autre qu'une forme de communautarisme. Prenez l'Andhra. Il existe deux communautés majeures qui s'étendent sur ce territoire linguistique, les Reddy et les Kamma. Ils contrôlent toutes les terres, toutes les administrations, toutes les entreprises. Les Intouchables leur sont subordonnés et vivent sous leur dépendance. Prenez le Maharashtra. Les Marathes constituent l'immense majorité de chaque village. Dans un Etat linguistique, que restera-t-il aux communautés plus faibles ? (Ambedkar, 1955 : 34-5).

Pour désigner l'Etat linguistique au sein du système fédéral de l'Union Indienne, Robert Stern utilise le terme de « province-nation », un néologisme faisant référence aux Etats-nations occidentaux, dans lesquels il existe « une relation stable d'intérêt réciproque entre ethnicité et pouvoir politique » (Stern, 1993 : 104). En Inde, la « province linguistique » serait selon lui un euphémisme pour parler en réalité de province ethnique : ainsi, c'est le peuple andhra qui aspire à une province séparée, par opposition au peuple tamoul. Stern désigne par ailleurs le territoire de caste par le terme « *homeland* », que l'on peut traduire par le français « pays ». L'objectif des castes dominantes est de faire coïncider les frontières de leur *homeland* avec celles de l'Etat, défini comme « arène politique dans laquelle des sections de la population, des castes par exemple, luttent pour accéder aux bénéfices de la législation : le pouvoir et la richesse » (idem : 103).

Harrison quant à lui parle de « manipulation du patriotisme régional » par les communistes d'Andhra au profit de leurs intérêts de caste, une stratégie qui, alliée à leur puissance financière, leur permit en 1952 de remporter 25 sièges de catégorie générale (non réservés aux

²⁵³ “The fear was this: that the establishment of East and West Pakistan would be the first moves in the subcontinent's balkanization (...). The Dravidian movement in Madras was still secessionist and its goal was nothing less than detaching from the Union all of south India and making it into an independent state of 'Dravinadu' (land of the Dravidians). Tribal groups in the northeast were also secessionist” (Stern, 1993 : 107).

Intouchables), dont 14 par des Kamma²⁵⁴. Le CPI fut le parti qui remporta le maximum de sièges en Andhra, dépassant même le Congrès²⁵⁵. Renforcés par cette victoire, ils organisèrent de vastes manifestations de soutien au gandhien Potti Sriramulu en grève de la faim illimitée pour la formation d'un Etat télougou incluant l'Andhra côtier et le Rayalaseema, séparé du pays tamoul. Le résultat des élections leur faisait espérer prendre le pouvoir dans le nouvel Etat, contre le Congrès (Ram, 1973 : 303). En décembre 1952, la mort de Sriramulu en fit un martyr de la cause régionale télougoue et provoqua des violences telles que le gouvernement central de Nehru se vit contraint de céder à la demande d'un Andhra séparé, ouvrant ainsi la boîte de Pandore des mouvements régionalistes et créant un précédent dans la réorganisation des Etats sur une base linguistique (Harrison, 1960). Après la formation de l'Etat d'Andhra en 1953 se posa la question du choix de la nouvelle capitale : les communistes optèrent pour Vijayawada, mais les leaders du Congrès, qui craignaient la domination des Kamma dans cette ville, finirent par imposer Kurnool, une ville excentrée du Rayalaseema, région dominée par les Reddy²⁵⁶. Cette décision fit subir de lourdes pertes aux entrepreneurs kamma qui avaient massivement investi dans Vijayawada en spéculant sur la valorisation du foncier qu'aurait entraîné son élévation au statut de capitale²⁵⁷.

La formation de l'Andhra fit perdre au Parti Communiste un argument électoral de taille, ce qui explique en partie des résultats en recul lors des élections de 1955. Par ailleurs, une fois

²⁵⁴ "The crucial element in 14 of these 25 upset victories was simply that the Kamma communist leaders could compete for financial support and votes from a caste group, their own, which held the balance of political power. By winning a share of Kamma support at the same time that they were exploiting the Andhra State issue, then at its highest emotional pitch, the Andhra communists gained the margin of strength necessary to win their 1952 victories. Neither the caste base of their leadership nor the manipulation of regional patriotism would have been sufficient alone to provide this margin of success" (Harrison, 1960 : 219).

²⁵⁵ "Of the 140 seats in the Andhra area (which were then part of the Madras state assembly), the CPI bagged 41 (...). The Congress won only 40 seats in the same area (...). The CPI won 10 of the 12 seats in Krishna and 10 of 18 seats in Guntur" (Ram, 1973 : 301).

²⁵⁶ "The Congress raises the slogan of Reddi vs. Kamma. It says: if you want to change from Kurnool to any centralized place, then Kamma domination will come and Reddi domination will go. These are facts that cannot be controverted by anybody who knows anything about Andhra" (Sundarayya, cité dans Harrison, 1960 : 237).

²⁵⁷ "In recent years the rivalry between the Reddys of Rayalaseema and rich Kammass of delta districts has grown to alarming proportions (...). And rightly or wrongly, the choice of Kurnool is looked upon by the Kammass as another major triumph for the Reddys (...). Kamma property owners in Vijayawada had confidently based land investments on the expectation that the capital would be there, and suffered heavy losses" (Harrison, 1960 : 238).

la demande d'un Etat télougou satisfaite, la rivalité entre Kamma et Reddy s'exacerba et fit gagner des voix au Parti du Congrès qui sortit vainqueur des élections en exploitant ces divisions.

La démarcation linguistique des frontières étatiques en Inde intensifie les conflits entre castes. Les rapports de force changent. L'équilibre du pouvoir entre castes dans une unité politique multilinguistique avec ses nombreux groupes de caste diffère radicalement de celui d'une unité linguistique plus petite. Ceci est déjà apparu en Andhra, où les deux castes rivales de paysans-propriétaires télougous, les Kamma et les Reddy, n'ont cessé de provoquer des troubles politiques dans l'Etat depuis sa formation en 1953. Avant la séparation de l'Andhra de l'Etat multilinguistique de Madras, les Kamma et les Reddy étaient perdus dans la multitude de castes. En Andhra, ils se font face tels des titans (Harrison, 1960 : 237).

Le vote kamma était par ailleurs divisé entre CPI et KLP (Krishikar Lok Party), le parti paysan créé par Ranga après sa démission du Congrès²⁵⁸. L'alliance électorale entre KLP et Parti du Congrès leur permit de remporter 146 sièges sur les 196 que comptait l'Assemblée du nouvel Etat d'Andhra, le CPI n'en ayant obtenu que 15. En réalité le CPI avait réalisé des progrès presque partout en termes de pourcentage de voix, mais le jeu des alliances et son isolement politique lui firent perdre un nombre considérable de sièges.

²⁵⁸ “*The struggle between Sanjiva Reddy and Ranga for Congress leadership between 1948 and 1951 was cited as a major instance in the competition for political supremacy between the Reddis and the Kammas. The eventual exit of Ranga from the Congress was treated as a final settlement of the rivalry in favour of the Reddis, who held their sway over the Congress in the decades to come*” (Suri, 2002 : 59).

Tableau 5 : Résultats du Parti Communiste aux élections législatives de 1952 et 1955 en
Andhra

District	Pourcentage de voix pour le CPI		Nombre de sièges pour le CPI	
	1952	1955	1952	1955
Srikakulam	4,9	12,7	–	–
Vishakapatnam	6,7	19	2	–
East Godavari	22,3	37,8	6	6
West Godavari	28,7	41,1	5	–
Krishna	46,3	43,3	10	3
Guntur	30,2	40,8	10	2
Nellore	13,7	37,1	3	4
Chittoor	4,7	15	1	–
Cuddapah	16,7	19,1	2	–
Kurnool	5,9	21,8	1	–
Anantapur	9,4	28	1	–

Source : Ram (1973 : 305)

Les quatre districts des deltas de la Krishna-Godavari, dominés par les Kamma, apparaissent clairement d'une élection à l'autre comme des bastions du Parti Communiste. Ces bons résultats s'expliquent aussi par la forte concentration de travailleurs intouchables sans terre dans les deltas densément peuplés. Harrison décrit cette répartition des voix communistes le long des canaux d'irrigation des deltas comme une « canalisation des votes d'ouvriers agricoles par le CPI » (Harrison, 1960 : 216). Toutefois, un grand nombre d'Intouchables et de paysans pauvres se tournèrent vers le Parti du Congrès lorsque celui-ci lança une offensive idéologique à la veille des élections, se proclamant en faveur d'un « modèle socialiste de société ». Par ailleurs, le CPI se sentit abandonné par Moscou lorsque, à quelques jours du scrutin, un éditorial de la *Pravda* fit l'éloge du gouvernement congressiste de l'Union Indienne dirigé par Nehru (Ram, 1973 : 306-7). Jamais par la suite les communistes ne parvinrent à égaler leurs résultats de 1955, la scission de 1964 et la création du *Communist Party of India (Marxist)* ou CPI (M) ne faisant que précipiter leur déclin électoral au profit du Parti du Congrès.

3. Création de l'Andhra Pradesh et intensification des migrations de la côte vers l'intérieur

La revendication d'un « Grand Andhra » (*Vishalandhra*), incluant les districts télougouphones de l'Etat de Hyderabad, faisait partie de la campagne du CPI dès 1946²⁵⁹. Très impliqués dans la rébellion paysanne du Telangana, les communistes d'Andhra souhaitaient naturellement intégrer au leur ce territoire, une fois libéré du joug féodal du Nizam²⁶⁰. Avec 2000 de ses membres en prison, et encore interdit en 1952 dans l'Etat de Hyderabad à cause de sa participation à l'insurrection armée, le CPI remporta pourtant une large victoire électorale au Telangana sous couvert du *People's Democratic Front* (PDF), vitrine légale des communistes militant dans la clandestinité, avec 36 sièges sur 42, obtenus essentiellement dans les districts les plus touchés par la guérilla et la répression (Ram, 1973 : 301). Ce succès impressionnant acheva de convaincre les communistes d'Andhra d'une possible prise du pouvoir par le CPI dans un grand Etat télougou. Les militants des deux régions finirent par obtenir gain de cause trois ans après la formation de l'Etat d'Andhra, qui devint Andhra Pradesh une fois le Telangana intégré (*pradesh* signifie « province »). Les districts de langue marathi de l'ancien Etat de Hyderabad furent annexés au Maharashtra, et ceux de langue kannada au Karnataka, suivant le principe de réorganisation territoriale et administrative sur une base linguistique, un principe qui n'allait cependant pas de soi (Windmiller, 1954).

Dans son rapport publié en 1955, la Commission de Réorganisation des Etats faisait part du manque d'homogénéité socio-économique et culturelle entre Andhra et Telangana²⁶¹, et recommandait de maintenir le Telangana séparé durant une période de cinq ans, à l'issue du

²⁵⁹ “*Vishalandhra is not a new demand, but it was never taken seriously in the days before independence because of the treaty commitments of the British with the Nizam to preserve Hyderabad intact. It became a genuine possibility only after the Indian ‘police action’ which in 1948 brought Hyderabad into the Indian Union*” (Windmiller, 1954 : 305).

²⁶⁰ “*To the delta people, the Andhra Communists could present themselves as brave soldiers venturing across the border into the Nizam’s Hyderabad to annex Telugu territory rightfully belonging to Andhra; in Telangana, they were liberators, joining with Telangana Communist leaders to do battle against the Nizam’s feudal oppression and to unite his Telugu subjects with Andhra*” (Harrison, 1960 : 223).

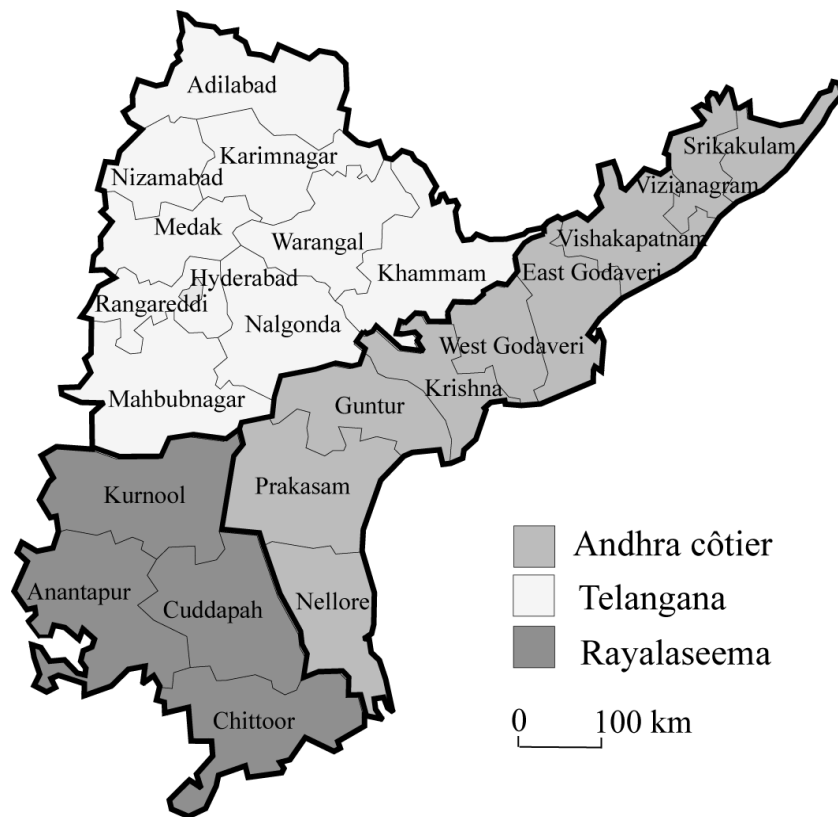
²⁶¹ “*The opposition to Vishalandhra emanates from the apprehension felt by the educationally backward people of Telangana that they may be swamped and exploited by the more advanced people of coastal areas*” (Report of the States Reorganization Commission, 1955 : 105, cité dans Srinivasulu et al., 2011 : 18).

de laquelle une fusion serait envisageable (Gray, 1971 : 463). Bien qu'opposé à l'idée d'un « Grand Andhra », qui représentait pour lui une forme d' « impérialisme expansionniste »²⁶², Nehru dut céder face aux députés des Assemblées Législatives d'Andhra et de Hyderabad qui votèrent majoritairement en faveur du *Vishalandhra*. L'Andhra Pradesh fut donc créé en novembre 1956, en dépit des protestations du mouvement nativiste *mulki*, mené par des populations locales inquiètes du retard de leur région en termes économiques et éducatifs et craignant une domination de la région côtière plus développée (Rao, 1997 : 166). Pour les rassurer, un accord appelé « *Gentlemen's Agreement* » fut conclu la même année entre leaders des deux régions, offrant un certain nombre de garanties aux habitants originaires du Telangana, comme par exemple des quotas dans l'éducation supérieure et la fonction publique²⁶³. L'Andhra Pradesh, avec Hyderabad comme capitale, était désormais formé de trois régions aux caractéristiques géographiques, socio-économiques, historiques et culturelles distinctes : l'Andhra côtier, le Rayalaseema et le Telangana.

²⁶² Deccan Chronicle, 1956.

²⁶³ “Some of the important terms and guidelines to protect the interests of the less developed Telangana were as follow: i) the implementation of Mulki rules in service matters in Telangana; ii) establishment of regional council for the development of Telangana; iii) the sale of agricultural lands in Telangana should be controlled by the Regional Council; iv) creation of more educational and irrigational facilities for the Telangana region; v) if the Chief Minister is from one region, then the Deputy Chief Minister should be from the other region; the distribution of the cabinet positions to the Telangana and Andhra should be in proportion of 40/60” (Srinivasulu, 2011).

Carte 11 : Découpage administratif de l'Andhra Pradesh en districts et régions



La création de l'Andhra Pradesh entraîna une intensification de deux types de flux migratoires, essentiellement depuis la côte vers le Telangana : d'une part, des migrations vers les zones rurales de l'intérieur, motivées par le faible prix des terres et par la mise en place de nouveaux projets d'irrigation, d'autre part, des migrations vers la capitale Hyderabad pour l'accès à l'éducation et à l'emploi. Dans les deux cas, ces flux étaient majoritairement constitués de Kamma originaires des deltas de la Krishna-Godavari, particulièrement dynamiques et entrepreneurs²⁶⁴. Si le processus de colonisation agricole hors de leur région d'origine est ancien parmi les Kamma, il s'inscrivait désormais dans une logique de développement et de modernisation, et non plus de subsistance. Au début des années 1950, les Kamma du delta de la Godavari furent attirés par la mise sur le marché des terres tribales du nord de l'Andhra côtier situées en altitude dans les Ghats orientaux, faisant partie de l'*Agency Tract* sous l'Empire britannique et jusqu'alors protégées. Entrepreneurs et

²⁶⁴ "Kammas are enterprising and highly foresighted, and they do not hesitate to sell off their ancestral land, house and everything in their native villages to migrate to new areas for better prospects (...). They are not only hardworking, but they take risks and succeed against odds. They have all the necessary skills for irrigated and unirrigated cultivation and are very sensitive to market conditions" (Rao, 1986 : 221).

laborieux, disposant du capital technique et organisationnel nécessaire, ces « colons » achetèrent des parcelles forestières qu'ils défrichèrent et amendèrent jusqu'à les rendre fertiles, puis investirent dans des pompes afin de les irriguer.

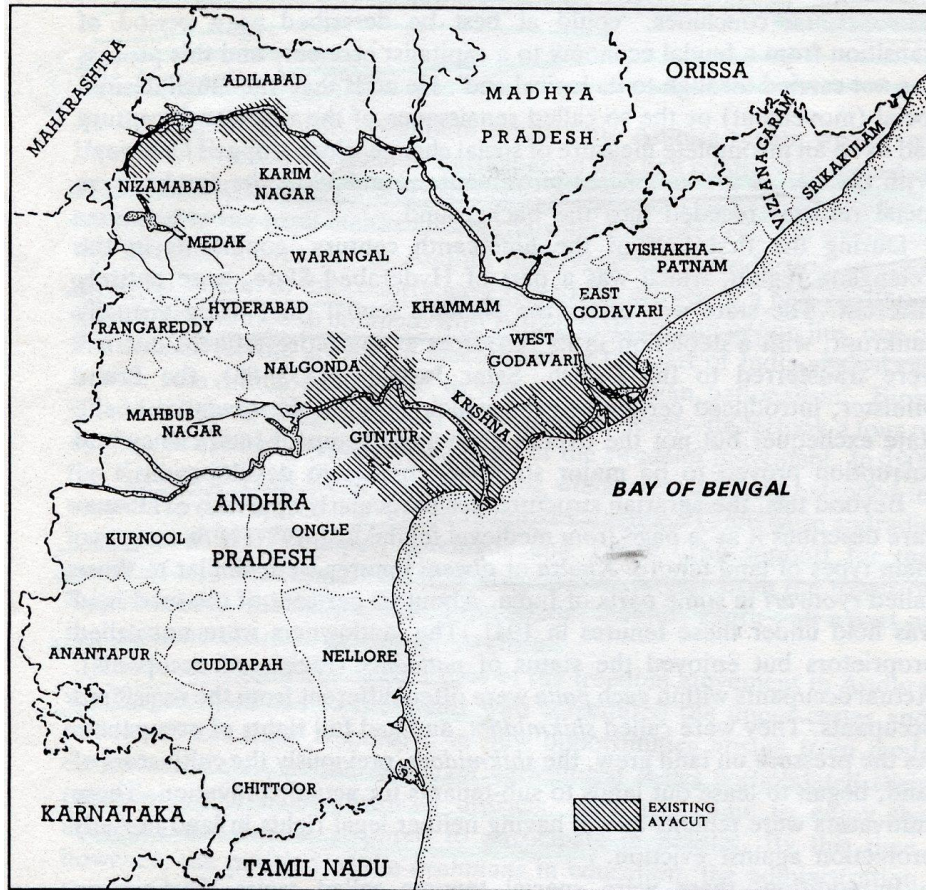
Les colons kamma apportèrent ainsi un développement agricole significatif dans la région. Les acquéreurs savaient qu'ils devraient dépenser beaucoup pour rendre la terre cultivable. Mais la terre, pour cette raison, était très bon marché (...). Cela contrastait avec la cherté du foncier dans la zone deltaïque, où la pression démographique était très forte. Si les paysans vendaient une acre dans le delta, ils pouvaient en acheter dix dans les hautes terres semi-forestières où il existait un potentiel d'amélioration, y compris par l'irrigation (Rao, 1986 : 212).

La proximité géographique entre le delta de la Godavari et les terres élevées des Ghats orientaux explique l'importance de ce flux migratoire. Les Kamma du delta de la Krishna préféraient migrer vers le Telangana, où les terres arides non irriguées du plateau du Deccan coûtaient également jusqu'à dix fois moins cher que celles des plaines côtières humides.

L'inquiétude suscitée par l'importance de ce processus de colonisation agricole conduisit à la mise en place en 1959 d'une législation interdisant aux non-tribaux d'acheter la terre des tribaux (Rao, 1986 : 212). Les migrants kamma commencèrent alors à louer la terre des tribaux pour développer des cultures commerciales comme le tabac. Bien que légalement métayers, ces Kamma se trouvaient en position d'« exploiters » dans les rapports sociaux de production, dans la mesure où ils réalisèrent d'immenses bénéfices tout en faisant perdre aux tribaux le contrôle de leurs terres²⁶⁵. Ce même processus de « métayage inverse » permit aux agriculteurs kamma d'acquérir de plus en plus de propriétés dans le Telangana : lorsqu'ils ne trouvaient pas de terres à acheter, ils les louaient à des paysans pauvres, à qui ils prêtaient de l'argent à des taux usuraires, jusqu'à ce que les propriétaires ne puissent plus rembourser et soient ainsi contraints de céder la terre à leurs riches métayers. L'annonce de futurs projets hydrauliques dans le Telangana accéléra les migrations de Kamma, acquis aux techniques de l'irrigation, conscients de ses bénéfices, et par conséquent désireux de participer à la mise en valeur de ces nouveaux périmètres.

²⁶⁵ “The third phase of migration started when the light soil flue-cured Virginia tobacco was introduced in Polavaram taluk in 1960. The Kamma migrants were the first to take advantage of this opportunity (...). However, for the tribals, it meant further loss of land and control over the exploitation of the vast benefits from commercialized agriculture. Although the non-tribal farmers were ‘tenants’ (...), the tribals who were the landowners came to be exploited by the tenants as a major share of the benefits of the tobacco economy went to the latter” (Rao, 1986 : 212-3).

Carte 12 : Périmètres irrigués par canal dans les bassins de la Krishna et de la Godavari après l'Indépendance (Andhra Pradesh)



Source : Reddy (1989 : 272)

Après la construction des deux grands barrages de Prakasam et Dowleswaram en tête des deltas de la Krishna et de la Godavari, les Britanniques planifièrent celui de Nagarjunasagar, un peu plus en amont sur le fleuve Krishna, mais les travaux ne commencèrent qu'après l'Indépendance, en 1955. Lors de l'inauguration du projet, qui avait pour objectif d'irriguer 800 000 hectares situés essentiellement dans le Telangana (district de Nalgonda) mais également dans le district de Guntur, Nehru désigna ce barrage comme l'un des « temples de l'Inde moderne » (Wallach, 1984 : 134). Le Premier Ministre indien inaugura également le barrage de Sriram Sagar dans le district de Nizamabad, dont les terres étaient déjà en partie irriguées par le réservoir de Nizam Sagar, édifié par le Nizam, tandis que ce nouveau projet devait permettre d'aménager un périmètre situé essentiellement dans le district de Karimnagar. Partout où l'eau était disponible ou susceptible d'arriver grâce aux canaux en

construction, les Kamma étaient présents²⁶⁶. Ils migraient souvent par familles entières : « La parenté joua un rôle important dans le processus de colonisation. Les premiers colons étaient non seulement du même village mais issus de lignages liés par la parenté. Par la suite, de nombreuses autres familles les rejoignirent, originaires de différents villages » (Rao, 1986 : 223).

Ces vagues de migration collective furent de plus en plus mal perçues par les paysans locaux ayant vendu leurs terres non irriguées à bas prix à des agriculteurs kamma qui profitèrent ensuite de l'arrivée de l'eau par canal ou de l'installation de puits privés pour valoriser ces exploitations et s'enrichir²⁶⁷. Un autre facteur de migration était les bas salaires agricoles dans le Telangana, par rapport à ceux des deltas²⁶⁸. Les flux migratoires d'agriculteurs kamma s'étendaient au-delà de l'Andhra Pradesh, dans la mesure où l'un des principaux « *pull factor* » résidait dans la mise en place de nouveaux périmètres irrigués sur l'ensemble du bassin de la Krishna. Dans les districts frontaliers du Karnataka (Bellary et Raichur), l'achèvement en 1953 de la construction du barrage de la Tungabhadra, affluent de la Krishna, précipita l'arrivée de Kamma originaires d'Andhra côtier (Wallach, 1984 : 131). Ils s'établirent dans des camps de fortune appelés par les locaux « *Andhra camps* », mais ne tardèrent pas à prospérer grâce à la riziculture irriguée qu'ils introduisirent dans la région²⁶⁹, de même qu'au Tamil Nadu, les Kamma avaient fait figure de pionniers de la culture du coton dans la région de Coimbatore. Il pouvait s'agir de petits paysans possédant moins de 2 ha dans les deltas, mais dont la valeur avait tellement augmenté que la vente de ces terres

²⁶⁶ “As the saying goes, Kammas move where the water is, either potential or actual” (Rao, 1986 : 221).

²⁶⁷ “The growth of the new rich and middle peasantry is especially linked with the growth of irrigation under small river projects, under the Nagarjunasagar canals and under wells with electric pumps” (Sundarayya, 1973 (4) : 48).

²⁶⁸ “A further factor leading to discontent was the migration of farmers from the Delta to Telangana, where they bought land cheaply, developed it, and prospered. The flow of population from the Delta to Telangana is quite significant (...). Immigrant farmers were attracted to Telangana partly by the relative cheapness of land, and also by the fact that agricultural wage rates are markedly lower in Telangana” (Forrester, 1970 : 15).

²⁶⁹ “Kammas were also known for their spirit of adventure. When the Tungabhadra project came up, even the poor among Kammas in Krishna and Guntur districts migrated to this area in large numbers. With their traditional skills, commitment to agriculture, their savings and investments in farms, they soon became prosperous” (Chowdary, 2003 : 15).

constituait un capital suffisant pour migrer et acheter de plus grandes exploitations dans les nouveaux périmètres, même si on dispose de peu de données sur ces transactions²⁷⁰.

Parallèlement à ces migrations agricoles, les Kamma migrèrent également vers les villes, notamment ceux qui avaient un certain niveau d'instruction et qui cherchaient à accéder à l'éducation supérieure ou à l'emploi. Hyderabad constituait une destination privilégiée pour ces élites instruites ainsi que pour les entrepreneurs kamma qui encourageaient les membres de leur caste à les suivre en les employant de manière préférentielle car ils les jugeaient plus travailleurs et plus dignes de confiance. Les capitalistes d'origine rurale aspiraient à s'enrichir rapidement en ville grâce notamment à la spéculation immobilière qui générait des profits immédiats que ne permettait pas le secteur agricole²⁷¹. Cet enrichissement tapageur des néo-citadins venus de la côte et les ambitions éducatives de leurs enfants provoquèrent un fort sentiment « anti-Andhra » parmi les étudiants et les employés originaires du Telangana qui se sentaient menacés par cette concurrence jugée déloyale.

Les populations d'Andhra acquièrent des intérêts financiers et commerciaux considérables, à la fois dans les zones urbaines et rurales du Telangana, et investirent dans le foncier. Les Andhra sont pour la plupart des agriculteurs et des hommes d'affaires plus dynamiques et leur succès financier suscita un fort ressentiment. Il y avait très peu de migrations en sens inverse, depuis le Telangana vers l'Andhra (Gray, 1971 : 464).

Weiner constate que la direction de ces flux, d'une région riche vers une région moins développée, est contraire aux théories classiques sur les différentiels de développement mettant en avant les « *push factors* » dans les phénomènes migratoires, mais correspond aux processus de front pionnier²⁷². Son nouveau statut de capitale de l'Andhra Pradesh fit de

²⁷⁰ “It is common to hear reports of 2, 3 and 4-acre farmers selling their holdings to take advantage of sharp rise in land values: some to clear off old debts, others to buy larger farms in areas where land prices are lower, especially on sites that may eventually be irrigated under the Tungabhadra or Nagarjunasagar Projects. Although there is no readily available data to document these transactions, it is generally believed that outsiders (...) are buying the land for direct cultivation” (Frankel, 1971 : 69).

²⁷¹ “The capital thrown up by the agrarian surplus in coastal Andhra could not be ploughed back into the agrarian sector partly on account of the inelastic nature of the agricultural sector and partly because of its failure to engender quick and attractive returns. Consequently, the capital was in search of new avenues and green pastures. As a part of this process, there was a penetration of capital into backward regions like Telangana, which remained underdeveloped under prolonged feudal dominance” (Haragopal, 1985 : 69-70).

²⁷² “Between 1931 and 1971 there was a net in-migration to Telangana (with a substantial increase after 1961), while there was a net out-migration from the Andhra region. Contrary to most

Hyderabad un pôle particulièrement attractif où apparurent très vite des enclaves résidentielles appelées par les locaux « *Andhra colonies* », peuplées majoritairement de fonctionnaires, et beaucoup plus modernes que les vieilles bâtisses où résidaient les petits employés originaires du Telangana (Weiner, 1978 : 228). Certains Kamma pratiquaient l'agriculture dans les environs de la capitale, où ils développèrent notamment des vignobles puis le commerce du vin, une activité très lucrative car exemptée de taxe (Forrester, 1970 : 15). Leurs enfants étudiaient à l'Université Osmania et étaient de plus en plus nombreux à passer les concours de la fonction publique, où les étudiants originaires d'Andhra étaient surreprésentés et où ils obtenaient les promotions les plus rapides²⁷³. Par ailleurs, les différences culturelles entre les populations d'Andhra et du Telangana provoquèrent méfiance et conflits. Les Kamma considéraient par exemple qu'ils parlaient le télougou le plus « pur » et se moquaient de l'accent télanganais.

Les Andhra suscitèrent un fort ressentiment au Telangana en déclarant que ses habitants devaient être libérés de leur passé féodal et de leur assimilation au style de vie de leurs anciens maîtres musulmans. Le télougou 'ourdouïsé' parlé au Telangana était raillé et les Telanganais étaient traités d'indolents et de paresseux. En retour, les classes moyennes urbaines du Telangana considéraient les Andhra comme des provinciaux limités et de vulgaires nouveaux riches ne sachant pas apprécier l'art de vivre hyderabadi (Gray, 1971 : 464).

Cette situation aboutit en 1969 à de violentes manifestations séparatistes anti-Andhra qui durèrent plus de neuf mois et à la création du *Telangana Praja Samithi* (TPS). Forrester qualifie ce mouvement de « sous-régionaliste »²⁷⁴, par opposition au régionalisme pan-télougou en faveur du *Vishalandhra* qui avait conduit à la formation de l'Andhra Pradesh. Il présente l'afflux de Kamma dans une région traditionnellement dominée par les Reddy comme l'un des facteurs à l'origine de ce mouvement, massivement soutenu par les élites

conventional wisdom about migration flows, the movement was from the more to the less prosperous region of the state. The resulting influx was unwelcomed by the Telanganas, who saw themselves losing in the competition for jobs in government services, in private firms, and even in the competitive struggle for land” (Weiner, 1978 : 244).

²⁷³ “The manner in which the integration of the two state civil services was carried out also had aroused resentment as it was alleged that the adoption of the Andhra (Madras) rules, procedures and regulations worked to the disadvantage of employees from the Telangana region, with promotions going to those from Andhra rather than Telangana” (Gray, 1971 : 464).

²⁷⁴ “By ‘subregion’ I understand a smaller area within a region or ‘nation’ which for economic, geographic, historical, and social reasons is aware of possessing a distinct identity. Telangana is in many ways a typical subregion. The significance of such subregions and their claims for separate consideration were rather lost sight of during the movement for linguistic states” (Forrester, 1970 : 6).

locales²⁷⁵. C'est pourquoi les communistes, dont Sundarayya, désormais secrétaire général du CPI (M), qualifièrent cette agitation de « réactionnaire », car au service d'intérêts fonciers et commerciaux dominants (Forrester, 1970 : 20). En réalité, la base sociale du TPS était constituée de diverses classes sociales, incluant étudiants, petits paysans et fonctionnaires (Weiner, 1978 : 232). Ces trois groupes étaient liés les uns aux autres, dans la mesure où les employés d'origine modeste avaient souvent de la famille dans les campagnes s'occupant d'exploitations agricoles de petite taille, et encourageaient leurs enfants à étudier à l'université dans l'espoir de leur assurer une ascension sociale. Pour comprendre le mouvement, il faut considérer le fait que les migrants de la région côtière non seulement s'emparèrent des nouvelles opportunités économiques créées par la formation de l'Andhra Pradesh, mais tendaient de plus en plus à prendre le contrôle du système politique²⁷⁶.

II. Diversification économique et prise du pouvoir politique par les Kammas

1. Une caste bénéficiaire des réformes agraires et de la Révolution verte

Au lendemain de l'Indépendance, l'Inde souffrait de l'insuffisance de sa production agricole qui la rendait dépendante de l'extérieur, et ses importations alimentaires grevaient lourdement sa balance commerciale (Landy, 2006). Aussi, dans le premier Plan quinquennal, l'accent fut-il placé sur le développement agricole; or celui-ci ne pouvait avoir lieu sans une réforme des structures agraires, caractérisées par de fortes inégalités. Non seulement la concentration de la propriété foncière, héritée de la période coloniale, laissait de nombreux paysans sans terre,

²⁷⁵ “It has been suggested that a contributory cause of the unrest was the fact that many of the immigrants were Kammas, who could not easily be accommodated within a Reddi-dominated caste hierarchy (...). And the situation was certainly complicated by the fact that the Telangana landlords, oppressed for centuries by the Nizams (...), had felt that at last they had come into their own under a Reddi-dominated Congress government - only to discover that their lands were being bought and unexpected profits being reaped from them by more enterprising outsiders. The resentment of the Telangana landed gentry against non-mulki competition on their own home ground has made them very sympathetic to the separatist movement” (idem : 15).

²⁷⁶ “It was not simply that the Andhras had taken jobs and occupied land, but, from the viewpoint of the Telanganas, they had taken control of the political system. The civil servants in the state government, the judges in the high court, the chief political figures in the state government, and the leaders of the ruling party were from the more advanced regions” (Weiner, 1978 : 239).

mais les grands domaines extensifs exploités en faire-valoir indirect semi-féodal n'étaient pas propices à l'intensification des cultures et à l'augmentation de la productivité. Les réformes agraires furent donc conçues comme un préalable indispensable aux projets de modernisation agricole (Varshney, 1995). D'après la Constitution de 1950, fixant la répartition des pouvoirs dans le cadre du système fédéral indien, s'il revenait au gouvernement central d'établir les grands objectifs de développement, les politiques agraires restaient à la charge des Etats. Ceci explique ces résultats contrastés d'un Etat à un autre, même si partout les réformes agraires permirent de supprimer les *zamindar* et de faire disparaître l'essentiel du *landlordism* en démantelant les *latifundia*. Les trois objectifs principaux des réformes étaient d'assurer une certaine sécurité de la tenure aux fermiers et métayers, d'abolir les intermédiaires qui collectaient les taxes auprès des paysans du temps de l'administration britannique, et de consolider les exploitations des agriculteurs en autorisant le rassemblement de titres de propriété sur des parcelles dispersées. Dans certains Etats, où les grands domaines pouvaient atteindre plusieurs milliers d'hectares, des plafonds à la propriété foncière furent imposés, la limite variant d'un Etat à l'autre et dépendant du type d'exploitation, irriguée ou non (Dorin, Landy, 2002 : 26).

Avant même la formation de l'Andhra Pradesh, les premières mesures de réforme agraire furent votées par les différentes Assemblées Législatives. Dès 1948, le gouvernement congressiste de Madras avait cherché à contrer l'influence du Parti Communiste grâce au *Madras Estate Abolition and Conversion into Ryotwari Act* qui abolissait les intermédiaires *zamindari* et *inamdari*, et octroyait aux tenanciers travaillant sur ces domaines des *patta* ou titres de propriété permanents sur la terre qu'ils cultivaient (Reddy, 1989 : 280). Le Telangana légiféra également pour supprimer les *jagirdar* (1949), garantir la sécurité de la tenure (1950), abolir les intermédiaires (1952) et fixer un plafond foncier (1954). Enfin, l'*Andhra Pradesh Tenancy Act* (1956, amendé en 1974) garantissait certains droits aux tenanciers en fixant un loyer maximum de la terre et en autorisant l'héritage de la tenure (Yugandhar, 2001). La suppression des intermédiaires bénéficia aux petits et moyens propriétaires des castes agraires kamma et reddy, même si certains *zamindar* appartenaient eux-mêmes à ces castes. Les petits propriétaires kamma profitèrent des réformes agraires pour consolider leurs exploitations dispersées dans les deltas. En prévision de la mise en place de plafonds fonciers, les grands propriétaires décidèrent quant à eux de subdiviser leurs domaines entre héritiers ou de vendre une partie de leurs terres dans les deltas pour en acheter

de nouvelles en zones non irriguées, sachant que la taille légale des exploitations y serait moins limitée²⁷⁷.

Le *Ceiling on Agricultural Holdings Act* de 1973 fixa un plafond de 18 acres en zone irriguée et de 35 acres en zone pluviale. Bien que largement contournée grâce à des transactions réalisées sous de faux noms (Haragopal, 1985 : 71), cette loi fut perçue par les Kamma comme une attaque directe à leur dominance économique menée de concert par le gouvernement central d'Indira Gandhi et le nouveau *Chief Minister* congressiste de l'Andhra Pradesh, le Brahmane télanganais P.V. Narasimha Rao²⁷⁸. En réponse à cette politique hostile à leurs intérêts fonciers, de nombreux Kamma participèrent au mouvement pour un Andhra séparé, où ne s'appliquerait pas la loi de plafonnement. Aux propriétaires villageois se joignirent des étudiants hostiles aux *Mulki Rules* qui réservaient des quotas dans l'éducation supérieure et la fonction publique aux Télanganais (Reddy, 1989 : 313). Le ministre de l'Agriculture congressiste Kakani Venkataratnam, un Kamma originaire du district de Krishna, apporta son soutien au mouvement, ayant en vue les intérêts de sa caste plus que ceux de son parti. Sa mort accidentelle en plein mouvement *Jai Andhra* mobilisa encore davantage les membres de sa caste, avec plus d'un demi-million de personnes présentes lors de ses funérailles à Vijayawada (Gray, 1974 : 344). Les violentes manifestations qui se propagèrent dans tout l'Andhra côtier firent perdre à Narasimha Rao son poste de *Chief Minister*, et son successeur, qui ne manifesta pas le même zèle réformateur concernant la mise en place des plafonds fonciers, parvint finalement à faire retomber le mouvement (Reddy, 1989 : 284).

Le manque de diligence et de détermination dans l'application des réformes conduisit à l'échec de la confiscation des terres par le gouvernement d'Andhra Pradesh qui, de ce fait,

²⁷⁷ "Kammas were eager to sell land at a bargaining price to the buyers, rather than surrendering it to the government. There were also overnight transfers of land titles in the name of minor heirs and other relatives" (Rao, 1986 : 222).

²⁷⁸ "Mrs Gandhi initiated a number of socio-economic programmes intended to consolidate her power by destabilizing the dominant castes who posed a potential threat to the Centre's control (...). Narasimha Rao, then Chief Minister, increasingly recruited the elite of the Backward Classes and weaker sections into the Congress hierarchy (...). In carrying out these policies initiated from Delhi, he alienated the dominant castes, especially in the most developed coastal districts" (Reddy, 1989 : 292).

disposait de peu de surplus fonciers à redistribuer aux paysans pauvres²⁷⁹. De manière générale, les grands bénéficiaires des réformes agraires en Inde ne furent pas les sans-terres, mais les moyens propriétaires qui, en l'absence d'intermédiaires, réussirent à consolider leurs exploitations et à accroître leur taille²⁸⁰. Les législations agraires comportaient des failles plus ou moins volontaires qui permirent aux castes agraires dominantes de passer à travers les mailles du filet, voire de contourner la loi à leur profit. Les garanties offertes aux fermiers et métayers en terme de sécurité de bail conduisirent à une éviction massive des tenanciers par les propriétaires fonciers, qui les remplacèrent par des manœuvres journaliers, afin que leurs exploitations soient classées en faire-valoir direct. Quant aux ouvriers agricoles, majoritairement de castes intouchables, il leur était quasiment impossible d'accéder à la propriété, même à l'issue des réformes (Jodhka, 2003 : 1227). Selon Ranadive, l'un des leaders communistes nationaux du CPI (M), « les réformes agraires des gouvernements de propriétaires bourgeois avaient pour seul but d'adapter les anciens rapports de production aux besoins du moment ; le *landlordism* statutaire fut aboli, mais la structure de base et l'inégalité demeurèrent » (Ranadive, 1979 : 343). En effet, dans une démocratie parlementaire où les intérêts des propriétaires fonciers étaient largement représentés au sein des Assemblées Législatives²⁸¹, les principaux partis politiques cherchaient avant tout à ne pas perdre les voix des castes dominantes agraires qui constituaient un important vivier électoral et qui réussirent par conséquent à saboter l'application des lois existantes, à empêcher le vote de nouvelles réformes et à s'assurer que les revenus de l'agriculture restent non-imposables²⁸² (Byres, 1981).

²⁷⁹ “*Land ceiling laws have been relatively ineffective in Andhra Pradesh - only 5.1 lakhs of surplus land have been acquired in total, which suggests that the laws have been counteracted on the ground by benami transactions and distribution of large ownership holdings among family members*” (Chandrasekhar, Ghosh, 2004).

²⁸⁰ “*True, land reform has divested princes and large landowners who owned huge estates of 10,000 to 20,000 acres out of their hereditary property. But the ones who have gained are the medium prosperous farmers just below them, not the tillers of the soil*” (Chatterjee, 2002 : 22).

²⁸¹ En Andhra Pradesh, près de la moitié des députés se déclarent « agriculteurs » (en réalité, propriétaires terriens) entre 1956 et 1972 (Subramaniam, 1998 : 65).

²⁸² “*Agriculture is in the constitutional domain of the State Governments, but with the power of rich farmers being more of a direct constraint on them than on the Central Government, there has been hardly any significant taxation of agricultural income and wealth*” (Bardhan, 1998 : 46).

Les grands propriétaires kamma qui avaient vendu une partie de leurs terres de manière préventive, afin de ne pas devoir les céder au gouvernement, investirent ce capital dans des activités non agricoles. Cette diversification économique s'explique également par la Révolution verte, mise en œuvre dans les deltas de la Krishna-Godavari dès le milieu des années 1960, car elle permit aux agriculteurs d'accumuler d'importants surplus et de transférer une partie de ce capital des campagnes vers les villes, où les industries de transformation agricole et les activités connexes (transport par camion, etc.) se développèrent grâce aux gains de productivité. Les zones irriguées d'Andhra côtier rassemblaient les conditions agro-écologiques et socio-économiques nécessaires au succès des politiques de modernisation agricole. Comme la plaine du Gange (Punjab, Haryana, ouest de l'Uttar Pradesh), où fut d'abord introduite la Révolution verte, les grands deltas du sud-est de l'Inde se prêtaient à la nouvelle stratégie de développement agricole fondée sur l'utilisation de variétés à haut rendement et l'usage massif d'engrais (Jodhka, 2003 : 1230). En effet, cette stratégie ne pouvait réussir sans irrigation, et sans une classe d'agriculteurs entrepreneurs, favorables à l'innovation, et à même de tirer parti des nouvelles politiques de crédit agricole. Ce sont donc les propriétaires fonciers dynamiques, membres le plus souvent de la caste dominante au niveau régional, qui formèrent la base socio-économique et politique de la Révolution verte, et qui en furent par là même les principaux bénéficiaires (Stern, 1993).

Si les nouvelles technologies agricoles étaient destinées prioritairement aux régions déjà les mieux dotées et aux paysans les plus privilégiés, l'objectif consistait théoriquement à faire profiter ensuite les régions moins développées, grâce à la mise en place de nouveaux périmètres irrigués, et les agriculteurs moins favorisés, selon la théorie de la « tache d'huile » et de la « percolation sociale » (*trickle down*). La Révolution verte devait permettre de faire l'économie d'une « révolution rouge » et de contrer l'influence des communistes dans les campagnes²⁸³, c'est pourquoi les Etats-Unis apportèrent leur soutien logistique et financier à la recherche de variétés améliorées, celles de paddy étant élaborées à l'*International Rice Research Institute* (IRRI) basé aux Philippines (Harriss, 1987). Toutefois, la mise en place de la Révolution verte en Inde ne fit qu'accroître les disparités régionales et les inégalités sociales, tout en créant de graves problèmes écologiques d'épuisement et de pollution des

²⁸³ "Agriculture was being peacefully transformed through the quiet working of science and technology, reaping the economic gains of modernization while avoiding the social costs of mass upheaval and disorder usually associated with rapid change" (Frankel, 1971 : v).

ressources pédologiques et hydrologiques (Shiva, 1989). Si les gros propriétaires considérés comme « progressifs » pouvaient facilement obtenir des prêts des banques nationalisées à faible taux d'intérêt, les petits paysans restaient dépendants des sources de crédit informelles et ne firent que s'endetter davantage pour moderniser leurs exploitations²⁸⁴. Par ailleurs, le degré d'implication sur le marché agricole des différentes catégories de la paysannerie n'étant pas le même, les politiques incitatives de subvention des intrants et de soutien des prix agricoles ne pouvaient que conduire à des résultats contrastés, en fonction de l'appartenance sociale et régionale des agriculteurs (Bharadwaj, 1985 : 20).

En Andhra Pradesh également, « la principale conséquence socio-économique de la Révolution verte fut le renforcement de l'oligarchie rurale » (Chailleux, 1975 : 29). Les deltas de la Krishna-Godavari se transformèrent rapidement en grenier à riz de l'Inde du Sud grâce à l'augmentation des rendements de paddy et à l'intensification des cultures qui permettait aux agriculteurs de réaliser une double récolte annuelle. Là où les canaux d'irrigation ne parvenaient pas, les agriculteurs investirent dans des puits privés, et les motopompes se multiplièrent²⁸⁵. Dans sa description de l'Andhra côtier au milieu des années soixante, Daniel Thorner exprime son étonnement devant l'importance de la mécanisation des campagnes, l'ouverture des agriculteurs à l'innovation et leur équipement moderne, comme les tracteurs importés de l'étranger (Thorner, 1967 : 241). Il y rencontra notamment un « cultivateur millionnaire » du district d'East Godavari, dont il ne précise pas la caste, mais vraisemblablement un Kamma puisque « son oncle possédait une raffinerie sucrière à Tanuku » (idem : 247), une référence sans doute à Andhra Sugars, fondée dans les années cinquante par l'industriel kamma Harishchandra Prasad.

Ils étaient trois familles, toutes liées, ayant chacune une maison, ou pour être plus exact, une splendide demeure (...). Lorsque je dis que c'était la première fois que je voyais des climatiseurs dans un village indien, ils me répondirent que cela n'était pas exceptionnel [ici]. Ils me dirent que leurs familles possédaient 1500 acres de terres cultivées, 500 acres en paddy et

²⁸⁴ “What the agriculture officers thought was needed to further the green revolution was to forget about small farmers (...) because they could not really contribute to increase production. To these officials, progressive farmers are those who have viable farms and who are fairly well-off” (Mencher, 1978 : 278-9).

“Although theoretically the new technology was ‘scale neutral’, it was certainly not ‘resource neutral’ (Harriss, 1987 : 231).

²⁸⁵ « Grâce à leur base foncière, les exploitants ont pu solliciter des prêts (...) afin d'assurer le financement du creusement et de l'équipement de puits » (Chailleux, 1975 : 26).

1000 en cocotiers. En outre, ils avaient des champs de canne à sucre. Ils possédaient 30 paires de bœufs, 2 tracteurs, et 6 motopompes (ibid. : 247).

Thorner décrit également la prospérité des villes d'Andhra : Vijayawada n'était plus seulement un nœud routier et ferroviaire servant de marché agricole mais une « *boom town* », tandis que le port de Vishakapatnam, plus au nord sur la côte, possédait désormais une véritable « zone industrielle »²⁸⁶. En effet, la mécanisation et l'usage massif d'intrants agricoles accélérèrent l'industrialisation de la région, pour conduire à ce que Thorner (1969) appelle une « révolution gris acier » (*steel-grey revolution*). Si certains analystes mirent en doute les capacités réelles d'entraînement de ce « capitalisme de fumier » (*cowdung capitalism*) sur l'ensemble de l'économie indienne (Sau, 1984 et 1988), toujours est-il qu'à l'échelle régionale, les représentants de ce nouveau capitalisme agraire, membres des castes dominantes locales, profitèrent de cette transition industrielle pour se hisser au rang d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires néo-citadins.

Upadhya développe le cas de Vishakapatnam qui, à partir des années 1970, accueillit un nombre croissant de migrants venus des zones deltaïques. Sur 45 entrepreneurs interrogés, tous étaient issus de castes agraires dominantes, avec 31 Kamma, 6 Reddy, 4 Raju, 3 Kapu et 1 Naidu (Upadhya, 1988b : 1434). Il n'est donc pas surprenant que la plupart d'entre eux se soient servis de surplus agricoles comme capital de départ pour monter une affaire en ville. Elle donne l'exemple d'une famille étendue de cinq frères possédant dans leur village d'origine 100 acres, divisées en cinq parts pour respecter les plafonds, mais cultivées comme une seule exploitation par l'un des frères resté au village. Le frère aîné, installé à Vishakapatnam, dirigeait une usine d'engrais chimiques, tandis que les autres frères s'occupaient d'une usine d'aluminium et de la distribution des engrais au village tout en gérant une entreprise de transport depuis la ville (idem : 1436). Les Kamma, bien qu'extérieurs à la ville, étaient perçus par les locaux comme contrôlant l'économie de Vishakapatnam.

Le succès des Kamma en affaires est souvent attribué à certaines caractéristiques culturelles, à la fois positives et négatives (...). Ils ont la réputation d'être très unis - de s'aider mutuellement et de commercer surtout entre eux - si bien qu'ils ont réussi à monopoliser les opportunités d'entreprendre. L'agressivité et le succès rapide des Kamma leur ont valu une mauvaise réputation et les autres hommes d'affaires leur en veulent. Malgré cela, leur succès en affaires

²⁸⁶ « *Many new factories had sprung up since 1959, notably fertiliser and engineering plants (...) and a new jute mill* » (idem : 246).

est attribué non seulement à leur solidarité de caste, mais aussi à leur nature ‘entreprenante’, ‘agressive’, ‘travailleuse’ et ‘audacieuse’ (ibid. : 1438).

Upadhyia fait d’abord l’hypothèse que la rentabilité de l’agriculture depuis la Révolution verte constituait un *push factor* de la migration vers les villes, dans le sens positif où les profits agricoles auraient joué le rôle de tremplin favorisant l’expansion territoriale des castes agraires dominantes. Or, de nombreux entrepreneurs interviewés dans le cadre de son enquête expliquèrent au contraire que c’était la baisse de rentabilité de l’agriculture, liée à l’augmentation du prix des intrants et aux plafonds fonciers, qui constitua pour eux un *push factor*, cette fois dans un sens négatif. A partir d’un certain moment, ils ne pouvaient plus réinvestir leurs surplus dans l’agriculture et se voyaient donc obligés de diversifier leurs activités : après avoir accumulé des terres jusqu’à atteindre le plafond légal, après avoir acheté du bétail, un tracteur et autres équipements matériels, après avoir amendé leurs champs avec force engrais et pesticides, les possibilités de nouveaux investissements productifs sur place se trouvaient réduites (idem : 1435). Les dépenses non-productives de consommation et le style de vie urbain (télévisions, réfrigérateurs, climatiseurs, voitures), souvent utilisés comme signes ostentatoires d’ascension sociale, semblaient pourtant contredire ce discours selon lequel l’agriculture générerait peu de profits.

En réalité, l’accroissement des dépenses liées aux intrants était largement compensé par la hausse des rendements et l’Etat assurait aux agriculteurs des revenus rémunérateurs grâce à une politique de contrôle des prix. En effet, la *Food Corporation of India* (FCI), créée en 1964, achetait aux producteurs une certaine quantité de grains par l’intermédiaire du *procurement*. Le prix de prélèvement (*procurement price*) dépendait en principe du coût de production dans les régions les plus avancées, et devait être compris entre le prix de soutien minimum (*minimum support price*) et les cours du marché (Dorin et Landy, 2002 : 69). Ce système s’avéra largement favorable aux gros et moyens producteurs des régions agricoles modernes, même si les « nouveaux mouvements paysans » des années 1980, menés par des syndicats représentant la paysannerie aisée, dénonçaient les termes de l’échange²⁸⁷ qui, selon

²⁸⁷ L’analyse économique qui consiste à expliquer la crise agricole par la détérioration des termes de l’échange, c’est-à-dire par la baisse continue des prix agricoles face à des prix industriels en hausse, peut donner l’impression d’un monde des campagnes souffrant uniformément de la baisse de ses revenus, face à un monde des villes bénéficiant d’une nourriture bon marché. Ce serait oublier que tous les paysans n’ont pas intérêt à ce que les prix alimentaires augmentent, puisque, incapables de dégager des surplus, certains dépendent eux-mêmes du marché pour leur consommation quotidienne ;

eux, défavorisaient les campagnes (désignées métaphoriquement par l'ancien nom de l'Inde « *Bharat* ») au profit des villes (« *India* »), et réclamaient des prix plus rémunérateurs (Brass, 1995). Balagopal dénonce cette idéologie comme étant celle de riches propriétaires « provinciaux » ayant un pied au village, un pied en ville, et cherchant à masquer les contradictions de classe aussi bien dans la société rurale qu'urbaine au moyen d'une opposition binaire et simpliste entre deux mondes prétendument homogènes :

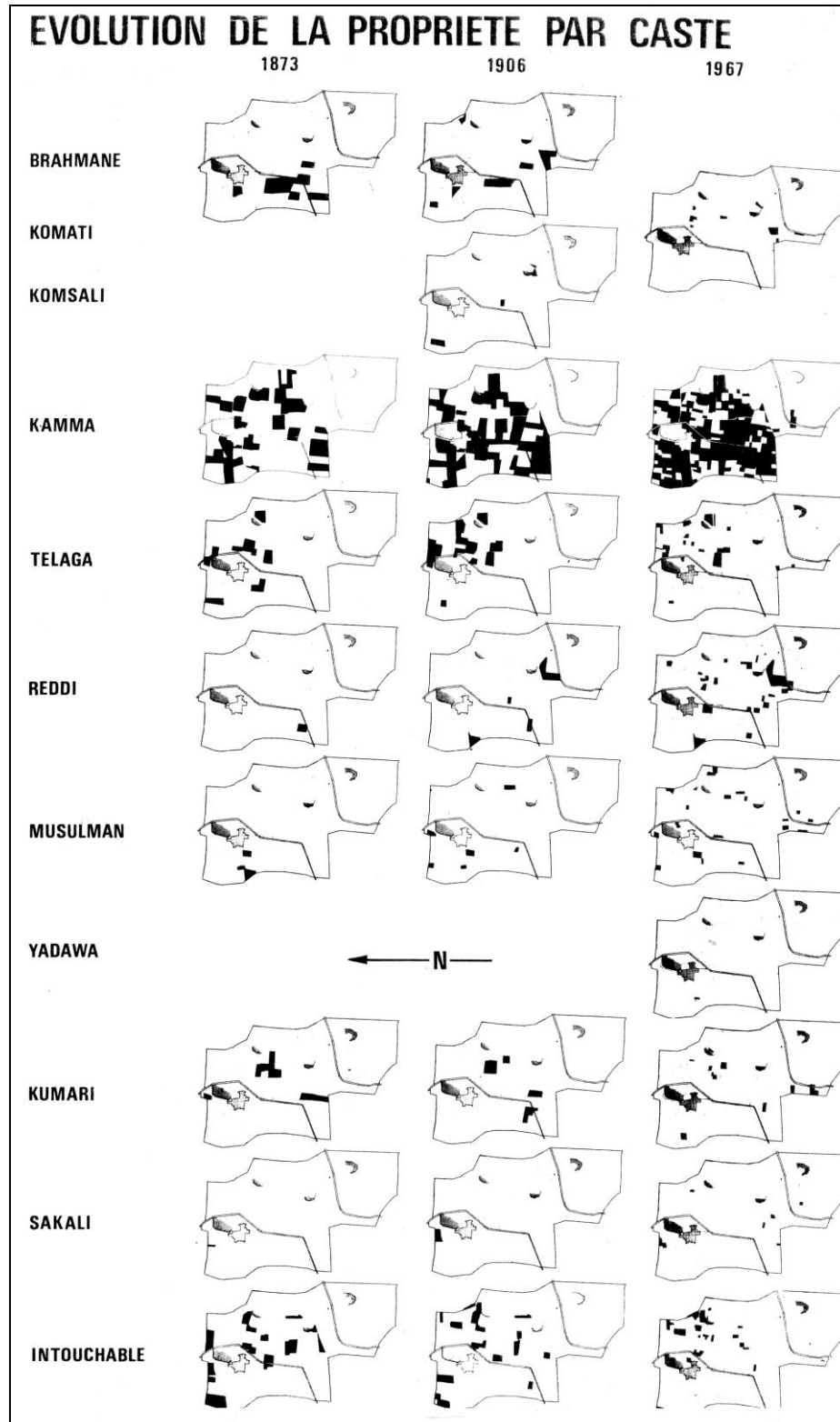
Une famille typique de cette classe de propriétaires provinciaux possédait une exploitation dans son village natal, cultivée par des manœuvres, des tenanciers ou des valets de ferme et supervisée par le père ou l'un des fils ; en ville, des entreprises de toutes sortes - commerce, finance, hôtels, cinémas, travaux publics - gérées par les autres fils ; et éventuellement un jeune enfant doué devenu docteur ou ingénieur ou peut-être même professeur dans l'une des universités de province (...). C'est cette classe qui se plaint le plus de l'injustice faite aux villages (Balagopal, 1987b : 1545).

Cette description s'applique parfaitement aux agriculteurs kamma qui accordaient une importance particulière à l'éducation de leurs enfants, tout en prenant soin de conserver, voire d'agrandir leur patrimoine foncier, et de diversifier leurs activités²⁸⁸. S'il n'existe pas de données sur la propriété foncière par caste à l'échelle du district ou de l'Etat, de nombreuses études villageoises en Andhra côtier témoignent de la concentration des terres entre les mains des Kamma, un phénomène accéléré par la Révolution verte. Par exemple, dans le village de Lathanagudipudi (district de Guntur), les Kamma représentaient 30 % de la population totale en 1967 mais possédaient plus de 80 % des terres.

quant aux paysans riches, rares sont ceux qui aujourd'hui dépendent uniquement de l'agriculture pour vivre : *"The benefits of improvement in terms of trade are cornered by capitalist producers who monopolise commodity sales, whereas the burden of deteriorating terms of trade is invariably passed on to the poorer classes"* (Hasan, in Brass (éd.), 1995 : 170).

²⁸⁸ *"The spread of rural education with the establishment of numerous societies running schools and colleges has also been largely their work. A rural capitalist farmer family today normally has a well-educated younger generation, and systematically seeks to diversify economic activities, placing some sons in service (making them doctors or lawyers if possible), setting others up with small shops or tiny businesses, and leaving only one or two to run the land and the tractor"* (Omvedt, 1981 : A149).

Carte 13 : Concentration des terres entre les mains des Kamma dans le village de
Latchanagudipudi (district de Guntur) entre 1873 et 1967



Source : Gallais et Golbéry (1972 : planche 25)

Dans le district de Guntur, l'agriculture était particulièrement rentable du fait de l'importance des cultures commerciales comme le tabac, le coton, la canne à sucre et le piment (*Guntur chillies*). Après la construction du barrage de Nagarjunasagar, les terres jusqu'alors non irriguées, plantées en tabac, furent utilisées pour la culture d'une variété de coton améliorée : entre 1970 et 1980, les profits réalisés en moyenne sur un hectare de coton furent multipliés par quatre, en dépit de la hausse spectaculaire des coûts de production (Reddy, 1985). Seuls les paysans riches pouvaient se permettre de tels investissements, grâce à leur capital de départ et aux crédits officiels, des coûts cependant très vite amortis. Des études similaires dans les districts de la Godavari attestent de cette rentabilité agricole dont bénéficièrent les catégories supérieures de la paysannerie (Parthasarathy et Pothana, 1983).

Le principal objectif de la Révolution verte, à savoir l'augmentation de la production agricole, fut donc réalisé grâce à la hausse des rendements qui permit à l'Inde d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en grains et d'exporter certaines cultures commerciales (Landy, 2006). Elle marqua également le passage de plus en plus généralisé vers un mode de production capitaliste jusqu'alors limité à un petit nombre de poches avancées. Toutefois, les chercheurs marxistes ne s'accordent pas tous sur ce point, certains mettant en avant la persistance de caractéristiques semi-féodales dans les campagnes indiennes, comme le recours à des travailleurs non libres (*attached labour*) ou la domination des « *landlords-usuriers* » (Bhaduri, 1984). En réalité, les travaux menés dans des régions agricoles développées comme le sud du Gujarat (Bremar, 1985) ou le delta de Tanjore au Tamil Nadu (Béteille, 1965) montrent que les formes de coercition dans les rapports sociaux de production furent progressivement remplacées par des relations contractuelles, même si celles-ci reposent toujours sur l'exploitation. En Andhra, les bénéfices de la Révolution verte ne « percolèrent » que très peu en direction des ouvriers agricoles, dont les revenus augmentèrent grâce à davantage de jours de travail, mais dont les salaires ne suivaient pas la hausse rapide des prix (Bardhan, 1970). Au terme de nombreux débats sur le mode de production dans l'agriculture indienne, un consensus semble établir que le mode dominant est bien de nature capitaliste, une transition amorcée dès la période coloniale et achevée par la Révolution verte (Thorner, 1982 ; Patnaik, 1986, 1990). L'importance de l'action de l'Etat et le contrôle croissant de son appareil par les castes agraires dominantes explique cependant le

maintien de structures sociales précapitalistes, la caste continuant de jouer un rôle tout aussi fondamental que la classe²⁸⁹.

2. La formation du Telugu Desam Party et l'arrivée au pouvoir de N.T. Rama Rao, premier Chief Minister kamma de l'Andhra Pradesh (1983-89)

L'influence réciproque qu'exercent l'une sur l'autre caste et politique constitue l'une des particularités de la démocratie parlementaire indienne et s'observe le mieux à l'échelle des Etats fédérés (Kothari, 1995). Après la formation de l'Andhra Pradesh, le parti du Congrès conquiert le pouvoir et réussit à le conserver pendant vingt-cinq ans en remportant systématiquement toutes les élections législatives. C'est la période dite du « *Reddy-Raj* », la plupart des *Chief Minister* et des ministres appartenant à cette caste (Bernstorff, 1973 : 960). Si les Kamma furent écartés de la tête du gouvernement régional à la suite du déclin électoral du CPI qui se transforma en simple force d'opposition, ils étaient cependant très présents au sein des institutions locales du *panchayati raj*, introduites en Andhra Pradesh en 1959²⁹⁰. Ces assemblées ou conseils élus, ayant pour fonction principale la mise en œuvre des programmes de développement rural de manière démocratique et décentralisée, exerçaient le pouvoir à trois échelles : au niveau villageois (*gram panchayat*, présidé par un *sarpanch*), au niveau du *taluk* (*panchayat samithi*, doté d'un président) et au niveau du district (*zilla parishad*, doté d'un *chairman*). En réalité, les élections villageoises avaient rarement lieu, et lorsqu'elles avaient lieu, les membres influents issus de la caste dominante locale étaient presque automatiquement élus.

La majorité des villageois sont dépendants des paysans riches en cas de besoin - prêts de semences, utilisation des pâturages, accès à l'eau pour l'irrigation. Leur dépendance est largement exploitée par les castes dominantes au moment des élections (...). Ce contrôle ferme des castes dominantes sur les masses d'électeurs, qui forment un électorat commun aux échelles

²⁸⁹ "If Indian capital had had to depend upon its internal strength and dynamism for its self-expansion, it would have been forced to contend with or destroy, or at least totally subsume, the pre-capitalist relations. But since it is not so constrained, and since its expansion is provided for by the State and by imperialism, it has never found it necessary to rid itself of pre-capitalist qualities (Balagopal, 1988b : 6).

²⁹⁰ Les quotas pour basses castes ne furent introduits qu'en 1980 au sein de ces institutions (Reddy, 1989 : 300), et le *panchayati raj* ne devint réellement effectif, avec des élections régulières, qu'après le 73^e Amendement de la Constitution en 1992 pour une plus grande décentralisation.

locale, régionale et nationale, conduit à la concentration du pouvoir à tous les niveaux de l'administration (...), annulant ainsi l'objectif même de la mise en place des institutions du *panchayati raj* (Reddy, 1987 : 66).

Ces institutions locales furent détournées de leur fonction initiale par les élites rurales qui s'en servirent comme d'un instrument de clientélisme pour asseoir encore davantage leur domination sur l'économie politique villageoise. Le Congrès coopta certaines élites kamma en leur offrant des nominations (« *tickets* ») pour se présenter aux élections législatives au niveau régional et devenir députés (*Members of Legislative Assembly* ou MLA) grâce aux « banques de voix » qu'elles étaient capables de mobiliser sur leur territoire parmi les castes dépendantes, certains Kamma étant ensuite nommés ministres au sein des gouvernements congressistes de l'Andhra Pradesh (Damodaran, 2008 : 106).

Toutefois, durant les années 1970, un divorce s'opéra entre les Kamma et le parti du Congrès à cause de la politique menée au niveau central par Indira Gandhi et au niveau régional par Narasimha Rao. De manière générale, le pouvoir sans partage exercé par le Congrès en Andhra Pradesh depuis la formation de l'Etat entraîna une certaine lassitude chez les électeurs qui supportaient de moins en moins la corruption et la dépendance de leur gouvernement vis-à-vis de décisions prises par le « Haut Commandement » de New Delhi, même pour le choix des *Chief Ministers*. Ces derniers changeaient sans arrêt, pas moins de quatre chefs du gouvernement se succédant entre 1978 et 1982, et cette instabilité liée à des considérations purement politiciennes et au factionnalisme rampant constitua sans doute l'une des causes principales de la désaffection de la population²⁹¹. C'est dans ce contexte de désenchantement que N.T. Rama Rao, connu sous le nom de NTR, annonça la création du *Telugu Desam Party* (TDP), ou « Parti du pays télougou », avec l'ambition affichée de restaurer la « dignité » (*self-respect*) de son peuple, « humilié » par un gouvernement central qui lui imposait ses décisions (Rao, 1997 : 196). Les partis régionaux n'étaient pas une nouveauté en Inde, et on peut même s'étonner que l'Andhra Pradesh, premier Etat de l'Union créé sur une base linguistique, ait vu naître si tard un parti régional capable de remettre en cause l'hégémonie panindienne du Congrès (Vernier, 2005). Le Tamil Nadu servit de modèle à NTR qui observa la stabilité du gouvernement du parti dravidien AIADMK avec à sa tête,

²⁹¹ “*The way the Congress high command encouraged factionalism in the state party to keep the state leaders weak and dependent on it and changed chief ministers at will, especially during 1978-82, was outrageous*” (Suri, 2004c : 1482).

depuis 1977, M.G. Ramachandran (MGR), une star du cinéma tamoul propulsée au rang de *Chief Minister*, ce qui ne manqua pas de donner des espoirs à la vedette télougoue²⁹².

NTR était en effet célèbre dans tout l'Andhra Pradesh comme acteur dans près de 300 films, ayant souvent incarné d'importantes figures mythologiques, des divinités hindoues ou encore des rôles de sauveur des pauvres (Prasad, 2004 : 33). Né en 1923 de parents kamma d'origine modeste habitant un village du district de Krishna, il obtint une licence de lettres à l'Andhra Christian College de Guntur avant de se voir offrir son premier rôle dans un film dirigé par L.V. Prasad, lui aussi kamma. L'industrie cinématographique télougoue constituait un investissement privilégié pour le surplus de capital agraire généré dans les deltas d'Andhra, et ce, dès les années 1930, la Grande Dépression ayant poussé les paysans kamma à placer leurs économies dans d'autres secteurs que l'agriculture (Ananth, 2007 ; Srinivas, 2010). Issu d'une riche famille paysanne, L.V. Prasad avait dû quitter son village de West Godavari en 1930 pour se rendre à Bombay, où il devint assistant dans l'*Imperial Film Company*, puis ouvrit son propre studio à Madras, faisant ainsi figure de pionnier pour plusieurs générations de Kamma qui se lancèrent ensuite dans des carrières cinématographiques (Damodaran, 2008 : 102). NTR passa donc une partie de sa vie à Madras, avant que l'industrie du cinéma télougou ne soit « rapatriée » à Hyderabad, grâce à des subventions du nouvel Etat d'Andhra Pradesh (Srinivas, 2006). Les salles de cinéma se multiplièrent ensuite aussi bien dans la capitale que dans la région côtière.

Dans une petite ville typique, la fierté du lieu est matérialisée par les deux symboles de l'Andhra côtier : les cinémas qui ressemblent à des rizeries et les rizeries qui ressemblent à des cinémas, avec une cheminée en plus ou en moins (...). Tout le surplus généré par l'agriculture du delta va dans exactement deux directions : l'industrie agro-alimentaire et le commerce d'une part, la production, distribution et la projection de films d'autre part (Balagopal, 1988b : 154).

A presque 60 ans, NTR était donc une star multimillionnaire connue de tous qui souhaitait mettre fin à sa carrière cinématographique pour se lancer dans la politique, encouragé par

²⁹² “Cine-politics is not about the infusion of star charisma into electoral politics, nor about the use of cinema to disseminate party slogans. It is a distinct form of political engagement that emerged in some of the linguistically defined states of southern India at a certain historical juncture where Indian nationalism’s ideological suturing could not take care of certain gaps in the symbolic chain. A set of contingent factors led to a situation where cinema (...) came to be chosen as the site of a strong political investment, where audiences responded with enthusiasm to an offer of leadership emanating from the screen and, through fans associations that emerged later, established a concrete set of everyday practices that re-affirmed the position of the star as leader” (Madhava Prasad, cité dans Srinivas, 2006 : 57).

l'ex-ministre congressiste N. Bhaskar Rao, lui aussi kamma et cofondateur du *Telugu Desam Party*.

En réalité, c'est moi qui ai créé le TDP. NTR n'est venu qu'après. C'est grâce à ses ruses et à sa propagande d'acteur de cinéma qu'il a réussi à prendre le devant de la scène. A la base, je suis un homme du Congrès. Et je le suis redevenu par la suite. Je suis originaire de Guntur et je suis venu à Hyderabad en 1955 pour faire mes études à Osmania University. En tant que leader étudiant, je me battais pour la création d'un *bhasha rashtra* [Etat linguistique], car l'Etat de Hyderabad était peuplé de télougouphones dirigés par des musulmans ourdouphones. Après avoir rejoint le Congrès en 1977, je fus élu MLA de Vijayawada et nommé ministre dans le cabinet de Channa Reddy. Mais très vite le parti est devenu un objet de ridicule avec tous ces *Chief Ministers* qui étaient nommés l'un après l'autre. Après 4 ans de coups bas, je perdis mon poste de ministre en 1981. Je me suis alors dit : au lieu d'aller me plaindre à Delhi, pourquoi ne pas créer un parti régional ? L'idée d'un parti régional, c'est de ne pas accepter les interférences du Centre. Je me suis inspiré du parti au pouvoir au Tamil Nadu. J'ai mobilisé des députés pour qu'ils rejoignent mon nouveau parti. Ils me dirent qu'on ne pouvait pas gagner sans un leader charismatique ayant une certaine audience. A ce moment-là je ne connaissais pas NTR personnellement, bien qu'il soit de ma caste. Lorsqu'il entendit parler du nouveau parti, il vint me voir pour me demander de combien d'argent on avait besoin. Une fois la date de fondation du parti fixée, NTR arriva directement chez moi, et comme il est plus âgé, je lui offris mon siège. Cet ignorant s'imagina déjà président du parti parce que je lui offrais ma chaise. C'est lui qui proposa le nom de *Telugu Desam*. Il donna le nom d'un pays à un parti. Il n'y connaissait rien, c'était un novice en politique. Les gens étaient dégoûtés par le Congrès à ce moment-là et cherchaient une alternative. Je suis sûr que les gens auraient voulu que je devienne *Chief Minister*, mais NTR avait 14 ans de plus que moi, alors je lui ai laissé la place²⁹³.

Ce sont là les propos d'un homme aigri qui ne parvint à s'imposer comme *Chief Minister* que durant un mois, en septembre 1984, après une « révolution de palais » contre NTR qui fut cependant vite remis dans ses fonctions compte tenu de sa popularité²⁹⁴. NTR obtint en effet une victoire écrasante lors des élections de 1983, son parti, vieux de seulement neuf mois, remportant 202 sièges sur les 294 de l'Assemblée Législative, contre seulement 60 sièges pour le Congrès (Rao, 1997 : 195). Deux aspects de sa campagne séduisirent les électeurs : d'une part l'annonce d'une série de mesures « populistes » inspirées du modèle tamoul (riz à 2 roupies le kilo pour les familles pauvres, repas de midi gratuit dans les écoles), d'autre part

²⁹³ Entretien du 27/01/08 avec N. Bhaskar Rao à son domicile à Jubilee Hills, Hyderabad.

²⁹⁴ « Quand NTR voulut se débarrasser de moi parce qu'il ne pouvait pas supporter deux centres de pouvoir dans son gouvernement (il voulait le pouvoir absolu), j'ai moi-même démissionné de mon poste de ministre des Finances car je ne pouvais pas digérer l'idée qu'un acteur de cinéma veuille me renvoyer, moi, homme politique expérimenté. 90 MLAs m'apportèrent leur soutien et le gouverneur annonça à NTR qu'il avait perdu la confiance d'une partie de l'Assemblée et devait donc me laisser la place. Cela créa une crise, et au bout d'un mois Indira Gandhi me somma de me retirer pour que NTR reprenne le pouvoir » (suite de l'entretien avec N. Bhaskar Rao).

le thème régionaliste de la « fierté télougoue » (Kolhi, 1988 : 992). Il bénéficia de l'appui du Kamma Ramoji Rao, propriétaire du journal *Eenadu* qui couvrit sa campagne de manière particulièrement élogieuse (Prasad, 2004 : 36). De manière générale, les Kamma, frustrés d'avoir été écartés du pouvoir suprême par les Reddy, apportèrent un soutien indéfectible à NTR qui leur offrait la possibilité d'être enfin représentés au sommet de l'Etat, et donc de transposer leur puissance économique dans le domaine politique. L'arrivée au pouvoir du TDP permit en effet de corriger la dissymétrie qui existait entre puissance financière et influence politique des Kamma²⁹⁵. Les chefs du Congrès tentèrent d'isoler NTR en le désignant comme le représentant d'une seule caste et en appelant le *Telugu Desam Party* le « *Kamma Desam Party* » (Suri, 2002 : 26).

En réalité, si la stratégie du Congrès consistait dans l'alliance entre hautes castes et Intouchables (*Scheduled Castes*), le TDP n'aurait pas pu gagner les élections sans le soutien des *Backward Classes*, marginalisées politiquement par le Congrès, alors qu'elles représentent plus d'un tiers de la population totale (Shatrugna, 1988). Les castes dominantes, dont le poids démographique pouvait jouer localement dans les villages et districts où elles se concentraient, étaient toutefois minoritaires à l'échelle de l'Etat et ne pouvaient donc compter sur les seuls votes de leur communauté pour prendre le pouvoir. Le dernier recensement complet par caste datant de 1931²⁹⁶, les projections permettent d'estimer les Kamma à 5 % de la population de l'Andhra Pradesh, et les Reddy à 8 %.

²⁹⁵ “*The Kammas had always resented the fact that the Reddis dominated the state politics (...) The Kammas proved to be more enterprising than the Reddis (...). While some of this economic power found expression in the increased number of ministerial positions secured by the Kammas, members of the caste resented Indira Gandhi's failure to appoint a Kamma chief minister in Andhra (...). The growing disjuncture between economic power and the failure to capture the highest political office - with all the symbolic and the real gains that involves - alienated the Kammas, and they threw their support behind NTR, himself a Kamma and well connected with other wealthy Kammas in the movie, hotel, and newspaper industries*” (Kolhi, 1988 : 996).

²⁹⁶ Après l'Indépendance, il fut décidé de ne plus recenser les castes, afin de ne pas encourager la division de la société indienne, un choix souvent critiqué : “*There is a belief that including caste data in census enumeration will perpetuate the caste system and deepen social divisions ; in fact, not including caste data would perpetuate the injustice of the caste system because lack of data will render inefficient policy measures meant to help the weak*” (Kumar, 2000 : 3100). Cette décision fut finalement remise en cause en 2011 avec la réintroduction du recensement par caste (les résultats cne sont pas encore disponibles).

Tableau 6 : Composition de la population de l'Andhra Pradesh par caste

Catégorie	<i>Jati (varna)/ communauté</i>	Estimation (pourcentage de la population totale)
Hautes castes	Brahmane	3
	Raju (Kshatriya)	1
	Komati (Vaishya)	3
Castes intermédiaires dominantes	Reddy	8
	Kamma	5
	Kapu	9
	Velama	3
Backward Classes (BC)	Golla, Telaga, Baliya, etc.	36
Scheduled castes (SC)	Mala, Madiga	16
Scheduled Tribes (ST)	Bhil, Khond, Chenchu, etc.	6
Autres catégories	Musulmans	8
	Autres	2
	TOTAL	100

Source : Vaugier-Chatterjee (2009 : 279)

L'une des mesures les plus populaires de NTR auprès des *Backward Classes* fut l'abolition des postes héréditaires d'officiers de village (*karanam* et *munsif*, appelés *patwari* et *patel* dans le Telangana), monopolisés par des Brahmanes et des Reddy détestés pour leur autoritarisme et leur corruption. NTR les remplaça par des postes de *Village Administrative Officers* attribués sur concours avec des quotas en faveur des basses castes (Reddy, 1989 : 290). Les propriétaires kamma furent accusés d'avoir profité de la confusion qui accompagna cette réforme pour accaparer des terres villageoises, sachant que de nombreux registres cadastraux furent perdus ou volés au moment de la passation de pouvoir administratif²⁹⁷. NTR transforma ensuite les *taluk* (subdivisions du district constituées d'une soixantaine de villages) en *mandal* plus petits (rassemblant environ 30 villages), afin de rapprocher l'administration de la population rurale (Prasad, 2004 : 48). Il décida par ailleurs de faire passer les quotas réservés aux *Backward Classes* de 25 % à 44 % pour les emplois gouvernementaux et l'éducation publique, une mesure exceptionnelle qui portait la somme totale des quotas, avec ceux garantis par la Constitution aux *Scheduled Castes* et *Scheduled Tribes*, à 67 % (Rao, 1997 : 204). L'Andhra Pradesh est l'un des rares Etats où les castes

²⁹⁷ Entretien du 10/05/07 à Hyderabad avec Bhaskar Katamineni, haut fonctionnaire kamma de l'*Indian Administrative Service* (IAS), travaillant pour le gouvernement de l'Andhra Pradesh.

dominantes agraires, au vu de leur avancement éducatif et économique, ne bénéficient pas du statut OBC (*Other Backward Classes*) et sont donc exclues des quotas en tant que *Forward Castes*. Malgré cela, les Kamma ne furent pas véritablement affectés par ces nouveaux quotas, la fonction publique ne constituant pas pour eux une opportunité de carrière privilégiée, dans la mesure où ils préféraient se tourner vers les professions libérales mieux rémunérées du secteur privé.

En ce qui concerne l'éducation, non seulement une élite kamma de plus en plus nombreuse partait étudier à l'étranger, notamment en Amérique du Nord, mais ceux qui restaient avaient les moyens de payer des droits importants pour s'inscrire dans des écoles d'ingénieurs, de management ou de médecine privées, qui appartenaient souvent à des hommes d'affaires kamma ayant fait de l'éducation un business²⁹⁸. Les « chaînes » d'institutions éducatives Vikas, Nalanda, Vignan et Sri Chaitanya, qui ont tissé un réseau sur l'ensemble l'Andhra Pradesh, appartiennent toutes à des Kamma. Là encore, les hommes d'affaires issus de cette caste firent figure de pionniers (eux-mêmes se qualifient volontiers de « visionnaires ») dans le processus de libéralisation, qui se généralisa dans le reste de l'Inde après les réformes de 1991, en étant les premiers en Andhra Pradesh à « corporatiser » la santé et de l'éducation²⁹⁹. Dans sa thèse, Rama Baru montre comment la première génération de médecins kamma, ayant migré aux Etats-Unis dès les années 1960, accumula du capital à l'étranger et rentra à Hyderabad dans les années 1980 pour l'investir dans la création d'hôpitaux privés (Baru, 1994).

Malgré quelques gestes en faveur des castes défavorisées, NTR fit avant tout bénéficier sa propre caste de sa position à la tête de l'Etat. Il multiplia notamment les contrats de travaux publics et de développement avec des entrepreneurs kamma qui firent fortune durant cette période.

²⁹⁸ “*Apart from a profit motive, these institutions also enhance the political power and prestige of the dominant peasant class. The private colleges with their phenomenal fees are a manifestation of the interface between caste, class and power which continue to treat education as an enterprise*” (Kaul, 1992).

²⁹⁹ “*The emergence of new networks of private care in Hyderabad, the fifth largest city in India (...) results from the curative demands of the upper and middle classes and from the economic liberalization of the 1990s which has made the import of better equipment possible. This very lucrative sector is proliferating, an outcome of strategies of the dominant castes who have sized up the disengagement of the state*” (Rihouey, 2000 : 20).

Les années 1980 furent une époque où de gigantesques projets de secteur public furent mis en place en Andhra Pradesh. Ceux-ci incluaient le complexe sidérurgique de Vishakapatnam (...), la méga station électrique de Ramagundam, le canal rive droite de Srisaïlam, et le projet Telugu Ganga. Ce dernier - une idée personnelle de NTR - impliquait la construction d'un canal de 400 km de long entre le réservoir de Srisaïlam sur la Krishna, dans le district de Kurnool, jusqu'au réservoir de Poondi près de Chennai. En plus de fournir de l'eau potable à Chennai, le projet fut conçu pour irriguer 500 000 acres de territoire aride dans le Rayalaseema. La quantité d'eau parvenue jusqu'au paysan est une question discutable ; ce qui est indéniable concernant des projets de cette échelle, ce sont les opportunités qu'ils offrirent à des entrepreneurs ambitieux. Les fortunes de nombreux magnats kamma des travaux publics remontent à cette période et à la décennie suivante qui fut témoin d'énormes investissements publics dans des routes, des autoroutes et des ponts (Damodaran, 2008 : 109).

Accusé de népotisme et de castéisme³⁰⁰, NTR vit sa popularité progressivement s'éroder. Un autre facteur d'affaiblissement de son parti était l'extrême concentration du pouvoir entre ses mains, une tendance autocratique qui contrariait les ambitions politiques de ses ministres et députés³⁰¹. Il perdit par ailleurs le soutien des Kapu, caste dominante moins puissante que les Kamma qui avait voté pour le *Telugu Desam* contre les Reddy, lorsqu'il démit un ministre kapu de sa fonction au sein de son gouvernement (Vaugier-Chatterjee, 2009). Aux élections de 1989, le TDP ne put remporter que 72 sièges et le Congrès forma un nouveau gouvernement, à la tête duquel se succédèrent encore plusieurs *Chief Ministers* reddy. L'Andhra Pradesh était désormais sous un régime d'alternance, puisque le TDP reprit le pouvoir entre 1994 à 2004, avant de le perdre à nouveau en faveur du Congrès. NTR redevint *Chief Minister* pour une courte durée en 1994-95, mais fut définitivement écarté du pouvoir par une « révolution de palais » fomentée par son gendre et ministre des Finances, Chandrababu Naidu, qui sera l'initiateur de la libéralisation économique en Andhra Pradesh.

³⁰⁰ Un exemple de favoritisme de caste souvent cité par les adversaires de NTR et les critiques de sa caste est la nomination de Kamma comme présidents d'universités (*Vice-Chancellors*), comme la Telugu University fondée par NTR à Hyderabad et les universités d'Andhra côtier, alors qu'ils ne possédaient pas la stature intellectuelle ou les qualifications requises pour de tels postes (entretien du 2/02/08 avec Kancha Ilaiah à l'Université Osmania).

³⁰¹ “Decision making within the TDP is highly centralized, and the legislators play hardly any significant political role (...). The TDP remains a one-man show. The ‘central theme’ at the TDP's organizational forums is ‘hero worship’, the hero, of course, being NTR” (Kohli, 1988 : 999).

3. *L'ascension sociale des Kamma accélérée par les réformes économiques sous le régime de Chandrababu Naidu (1995-2004)*

Né dans le district de Chittoor en 1950, Chandrababu Naidu est issu d'une famille kamma d'agriculteurs moyens, son père ayant dû vendre une partie de ses terres pour lui assurer une bonne éducation à l'université de Tirupati, où il obtint un Master en économie. C'est en tant que ministre congressiste de l'Industrie cinématographique que Naidu entra en contact avec NTR et épousa sa fille Bhuvaneswari en 1981. Il ne rejoignit le *Telugu Desam Party* qu'après avoir été battu en 1983 dans sa circonscription alors qu'il était encore membre du Congrès. Proche conseiller de son puissant beau-père et ministre dans son cabinet en 1995, il se considérait comme son héritier politique et son successeur naturel, jusqu'au second mariage de NTR à l'âge de 70 ans avec Lakshmi Parvati³⁰², sa jeune biographe issue d'une modeste famille kamma, dont l'influence grandissante inquiéta l'entourage du *Chief Minister* (Prasad, 2004 : 128). Naidu rassembla autour de lui d'autres députés mécontents d'être tenus à l'écart du pouvoir, dans le but de renverser NTR : il obtint le soutien de 190 MLAs sur les 216 que comptait le TDP, et avant même que le gouverneur n'intervienne pour demander à l'Assemblée Législative un vote de confiance au *Chief Minister*, NTR, se sentant trahi, démissionna, pour mourir quelque temps après (Rao, 1997 : 215).

Nommé *Chief Minister* en septembre 1995, Naidu réorienta la politique du parti en s'éloignant du populisme de son prédécesseur³⁰³ et en se concentrant sur le développement et la performance : « Il vaut mieux avoir de l'électricité sans coupure que de l'électricité gratuite » (Naidu, 2000 : 10). Ce nouveau « PDG de l'Andhra Pradesh »³⁰⁴ ne cacha pas sa

³⁰² Aujourd'hui isolée politiquement, la veuve de NTR continue de revendiquer son héritage politique à travers une faction appelée TDP Lakshmi Parvati (TDPLP) et critique de manière acerbe la « révolution de palais » organisée contre elle et son mari par Chandrababu Naidu : « Le symbole du TDPLP est le lion, car la bicyclette, symbole du TDP, a été dérobée par des voleurs » (entretien du 28/01/08 avec Lakshmi Parvati à son domicile à Hyderabad).

³⁰³ “When the business groups felt the TDP under NTR was becoming too caught up in fiscally unsustainable welfare populism and was no longer pursuing their interests, they were instrumental in the internal TDP coup that brought Naidu to power. Very prominent and vocal among this class were the Eenadu (media) group and the owners of Viceroy Hotel” (Mooij, 2005 : 20).

³⁰⁴ “Today states are competing aggressively with each other to attract industries to their states. A politician has to woo industry and sell his state as an attractive investment destination. He has to woo foreign investment. He has to impress upon funding agencies that he can deliver (...). An Indian chief minister in today's global economy has to be a salesman. He also has to be like a chief executive who makes things happen” (Naidu, 2000 : 6-9).

volonté de libéraliser l'économie grâce à un retrait progressif de l'Etat, lequel devait uniquement servir de « facilitateur » et non plus d' « acteur » (Mooij, 2005). Depuis l'Indépendance, le « *licence-raj* », système bureaucratique d'autorisations pour les investissements privés dans le cadre de l'économie planifiée, avait bénéficié à la grande bourgeoisie nationale, comme les Marwari Birla ou les Parsi Tata (Dorin et al., 2000), plutôt qu'aux capitalistes régionaux comme les Kamma, qui pouvaient plus difficilement faire face aux lourdeurs administratives et avaient donc tout intérêt à la libéralisation économique³⁰⁵. Le processus de réformes, de décentralisation et d'ouverture à l'économie mondiale ayant été amorcé à l'échelle nationale après la crise financière de 1991 par le parti du Congrès au pouvoir à New Delhi, le libéralisme n'était certes pas une idéologie propre au TDP, mais l'Andhra Pradesh s'y engagea plus nettement que d'autres Etats en se lançant dans une course effrénée aux investissements étrangers, notamment dans le domaine des hautes technologies³⁰⁶, dont Hyderabad devint rapidement un symbole, à l'égal de Bangalore³⁰⁷. Les acteurs privés ayant tendance à investir préférentiellement dans les espaces les plus développés en termes d'infrastructures, à la fois conventionnelles (routes, télécommunications, énergie) et spécialisées (institutions éducatives ou de recherche), la modernisation de la capitale devint la priorité du gouvernement Naidu et un « paradis de l'immobilier » (*real estate haven*) pour le capital de l'Andhra côtier (Srinivasulu, 2011).

De nombreux investisseurs kamma firent fortune dans la spéculation foncière grâce au projet de HITEC City (*Hyderabad Information Technology Engineering Consultancy City*), un parc industriel spécialisé dans l'informatique, inauguré en novembre 1998. Ce pôle de hautes technologies à Madhapur, situé à 15 km à l'ouest du centre-ville, à proximité des périphéries résidentielles de Kukatpally et Jubilee Hills où se concentre une grande partie de la population kamma de la capitale, assura par ailleurs une importante valorisation du

³⁰⁵ “*The licensing system was considered inequitable, benefiting big business. This system, as well as cumbersome bureaucratic procedures, became effective barriers to entry for new firms and increased the cost of establishment. Hence, regional business groups became increasingly opposed to the erstwhile ‘licence-permit raj’.*” (Baru, 1994 : 224).

³⁰⁶ “*I began to focus on several key areas as soon as I took over as chief minister in 1995. IT was one of them, because 23 per cent of the country’s software engineers are from Andhra Pradesh*” (Naidu, 2000 : 7).

³⁰⁷ En visite en Inde, le président américain Bill Clinton choisit de se rendre à Hyderabad plutôt qu'à Bangalore pour constater l'essor des hautes technologies, ce que Naidu interpréta comme un triomphe personnel.

patrimoine immobilier des habitants de ces quartiers. Bénéficiant d'un patronage politique et d'un accès privilégié à l'information grâce au favoritisme de caste, les spéculateurs kamma purent acquérir des lotissements dans le parc technologique pour les revendre à prix d'or aux entreprises informatiques venues y installer leur siège³⁰⁸. L'acteur kamma Murali Mohan acheta de vastes terrains à Madhapur dès cette période et est aujourd'hui à la tête du groupe immobilier Jayabheri Estates. Les contrats gouvernementaux de travaux publics continuèrent à être distribués préférentiellement aux entrepreneurs de la caste qui profitèrent des énormes investissements dans les infrastructures de la capitale durant cette période, le secteur de la construction se prêtant particulièrement à la corruption massive³⁰⁹. Le népotisme joua également un rôle considérable dans le mode d'allocation des marchés publics.

La jeune génération kamma, surreprésentée dans les métiers d'ingénieurs informatiques (Rijken, 2007), bénéficia quant à elle d'une plus grande offre de formations, avec l'ouverture à Hyderabad de l'*Indian Institute of Information Technology* (IIIT), et de nouvelles opportunités d'emploi offertes sur place à HITEC City, où Naidu réussit à attirer des multinationales comme Microsoft³¹⁰, même si un grand nombre de Kamma continua à émigrer vers les Etats-Unis pour travailler dans la Silicon Valley (Xiang, 2007). « Des terres en Andhra, un logement à Hyderabad, un emploi aux Etats-Unis », telle était l'ambition des jeunes Kamma en pleine ascension sociale. Interrogé sur cette émigration de main-d'œuvre hautement qualifiée, Chandrababu Naidu explique qu'il ne s'en inquiète pas car la mondialisation implique la circulation des cerveaux et du capital dans les deux sens, avec des

³⁰⁸ Entretien du 10/05/07 à Hyderabad avec Bhaskar Katamineni, IAS.

³⁰⁹ “*Contractors were closely allied to the ruling party; fixed percentages were paid as bribes for various people instrumental in clearing the deals*” (Mooij, 2005 : 18).

³¹⁰ “*We heard Bill Gates was coming to Delhi and Mumbai (...). I wanted to request him to come to Andhra Pradesh, to tell him that we would extend all the cooperation he might want (...). Fortunately for us, at that time the US ambassador to India was visiting Hyderabad. I told him I wanted a one-to-one meeting with Gates and he said he would arrange it. What was the best way to get him interested in Hyderabad? Microsoft did not have a major presence abroad at that point. We thought we would make a presentation on a laptop and focus on just three issues. A Microsoft software development centre, a strategic partnership between Microsoft and AP Technology Services, and the participation of Microsoft in the Indian Institute of Information Technology (...). Gates said later that he had put Hyderabad on top of his list because we were the most aggressive of those wanting Microsoft to locate in their country or state (...). The Microsoft Software Development Centre was inaugurated on 28 February 1999 in HITEC City*” (Naidu, 2000 : 7-9).

migrations de retour et des transferts financiers de la part des *Non-Resident Indians* (NRI) qui renforcent l'économie de l'Andhra Pradesh³¹¹.

Pour remédier aux difficultés financières de l'Etat, attribuées aux mesures populistes (*welfare schemes*) de NTR, Naidu décida d'emprunter auprès de la Banque Mondiale, une démarche inédite puisque ce sont normalement les pays et non des entités infranationales qui s'adressent aux bailleurs de fonds internationaux (Kennedy, 2005 : 159). La demande fut acceptée, avec un prêt d'un demi-milliard de dollars accordé à l'Etat d'Andhra Pradesh³¹². En échange, Naidu s'engagea à restructurer l'économie en réduisant le déficit fiscal et en imposant des restrictions budgétaires, comme la réduction des subventions publiques. Ces mesures firent de lui « le meilleur élève de la Banque Mondiale »³¹³, « *The Business Person of the Year* » selon l'*Economic Times*, le « *South Asian of the Year* » selon *Time Asia*, l'« *IT Indian of the Millenium* » selon *India Today*. L'aspect idéologique de ces distinctions accordées par la presse internationale était camouflé derrière des considérations de « performance managériale » et de « bonne gouvernance »³¹⁴. Champion du néolibéralisme, Naidu lui-même prétend ne pas aimer se positionner idéologiquement : interrogé sur ce point, il explique rechercher un « développement dépolitisé à visage humain », une « troisième voie » qui ne serait « ni le communisme, ni le capitalisme »³¹⁵. Pragmatique et calculateur, son alliance stratégique avec le *Bharatiya Janata Party* (BJP), parti de la droite nationaliste

³¹¹ “*Knowledge economy is the future. I don't believe in brain drain, only in brain gain. Many are coming back, because US growth is only 3%, whereas India's growth is 10%. NRIs are also sending money back, they are investing in land, so migration of the most qualified is also benefitting the state*” (entretien du 18/09/08 avec Chandrababu à son domicile à Jubilee Hills, Hyderabad).

³¹² “*We approached the World Bank in 1997. I made a presentation to its president when he visited India (...). The World Bank showed interest because of the commitment we had already shown in terms of initiating fiscal correctives (...). The bank approved the AP Economic Restructuring Project in June 1998 for a total of Rs 3320 crore. Out of the total project cost, the World Bank assistance was to the tune of 65 per cent*” (Naidu, 2000 : 124-5).

³¹³ “*That corporate capitalism would at most recognise a country cousin in his cut throat ruthlessness and denigration of welfarist responsibilities of the state would perhaps have been conceded by an observer of those days (...). But nobody would have dreamt that he would become a blue-eyed boy of corporate capitalism one day*” (Balagopal, 1999 : 1655).

³¹⁴ “*Naidu's commitment to digital revolution was commented upon by The Economist magazine. It said : 'The sort of revolution Mr Naidu is aiming for in AP – a managerial, not an ideological one, is exactly what India needs'.*” (Prasad, 2004 : 136).

³¹⁵ Entretien du 18/09/08.

hindoue au pouvoir à Delhi, lui permit de se faire facilement réélire en Andhra Pradesh en 1999, alors que cinq ans auparavant le TDP s'était allié aux communistes (CPI et CPM, les deux partis étant dirigés par des Kamma). Il interpréta sa victoire comme un plébiscite en faveur de la libéralisation et s'engagea à poursuivre les réformes au cours de son deuxième mandat de *Chief Minister*. Une enquête post-électorale permit de déterminer que 87 % des Kamma votèrent pour le TDP en 1999 (Suri, 2002 : 77).

Il n'est pas étonnant qu'une caste dominante soit porteuse de l'idéologie dominante : les élites urbaines kamma se disent dans la quasi totalité des cas favorables aux réformes économiques, dont elles sont à la fois actrices et premières bénéficiaires³¹⁶. Les hommes d'affaires kamma nient cependant avoir fait l'objet d'un favoritisme de caste³¹⁷. Si le rapprochement de Naidu et du BJP s'explique avant tout par des calculs électoraux, le TDP étant réputé « laïque » (*secular*), on trouve cependant dans l'entourage proche du *Chief Minister* des personnalités kamma se réclamant explicitement de la droite nationaliste hindoue, dont certaines, comme T.H. Chowdary, conseiller du gouvernement pour les technologies de l'information, expriment des positions ouvertement « communalistes »³¹⁸. La diffusion de l'idéologie libérale portée par le gouvernement Naidu fut facilitée par les médias télougous, largement dominés par les Kamma, qui n'hésitaient pas à promouvoir l'image de *Swarnandhra* (« l'Andhra qui brille ») et à organiser des campagnes de propagande agressives visant à attirer les investisseurs (Kennedy, 2005 : 156). Si le journal *Eenadu*

³¹⁶ “The word dominance here need not necessarily be understood in a pejorative sense. It could mean: more often believed, more widely propagated, more aggressively expressed, invested with greater authoritative truth (...), supported more by the state or other powerful forces, or any combination of these” (Balagopal, 1999 : 1654).

³¹⁷ “Chandrababu asked Kamma industrialists to contribute financially to the party but he did not reciprocate by giving us contracts. The industrialists gave funds out of caste fanaticism and because of the feeling of being close to power, not for government contracts” (entretien du 31/03/06 à Hyderabad avec Yarlagadda Raghubabu, entrepreneur kamma).

³¹⁸ “Kammas are the Jews of India. Like the Jews, we are a powerful minority. We have special genes: we have brains and we excel in every field; we control the finance and the media. Like the Jews, we are hated by others who are jealous of our wealth. Israel is my model because they are fighting Muslim terrorism. Secularism in India is a dogma to appease minorities like Christians and Muslims, but it is a dangerous ideology because now India is under assault and the Hindu majority is victim of Muslim terrorism” (entretien du 15/09/08 avec T.H. Chowdary dans son bureau à Hyderabad).

De manière générale, A.K. Bagchi remarque que les capitalistes indiens continuent à nourrir des idéologies castéistes et communalistes dérivées de formations sociales précapitalistes : “Big Indian capitalists by and large remain casteist, communalist, collaborationist, authoritarian, and thrive by corruptly utilizing governmental machinery” (Bagchi, 1991 : 17).

contribua à l'arrivée au pouvoir du TDP, le gouvernement permit en retour au groupe Ramoji de s'agrandir jusqu'à devenir l'un des premiers conglomérats de l'Andhra Pradesh (Damodaran, 2008 : 108). Né en 1936 dans une famille d'agriculteurs kamma du district de Krishna, Ramoji Rao rappelle fièrement qu'étudiant, il avait la carte du CPI (« *I was a communist* »), et qu'il ne doit pas son succès en tant qu'homme d'affaires à son appartenance de caste mais à son éducation, à son inspiration et à ses efforts³¹⁹. Il commença sa carrière d'entrepreneur dans l'agro-alimentaire (*Priya Pickles*), puis vendit ses terres villageoises avant de migrer à Hyderabad en 1962, où il développa une institution financière de crédit (*Margadarsi Chit Fund*) qui fonctionne grâce aux dépôts de particuliers, majoritairement kamma³²⁰, et qui est aujourd'hui accusée de pratiques illégales³²¹. Ayant une certaine expérience du journalisme grâce à sa contribution de jeunesse dans un magazine agricole, il décida en 1974 de lancer *Eenadu*, un quotidien télougou vendu aujourd'hui à plus d'un million d'exemplaires, la circulation la plus importante d'un journal en Andhra Pradesh. Depuis 1995, le groupe s'est diversifié dans l'audiovisuel et *Eenadu Television* possède désormais l'un des réseaux de télévision par satellite les plus vastes de l'Inde (la chaîne ETV existe en 12 langues indiennes), ce qui valut à Ramoji Rao le surnom de « Rupert Murdoch du Sud ». Enfin, ce magnat de la presse fit construire en 1997 Ramoji Film City, un studio de cinéma géant à 40 km de Hyderabad s'étendant sur 800 hectares et considéré comme le plus grand du monde.

³¹⁹ “*My success is not due to my caste belonging. It is true that lower caste people may not have as many opportunities as I got, but for everybody the roots of success are education, inspiration, perspiration*” (entretien du 2/02/08 avec Ramoji Rao à Ramoji Film City, Hyderabad).

³²⁰ “*Margadarsi Chitfund has 2500 crores deposit mostly from Kammas, which Ramoji invests in his own ventures. Only because of his caste trust and support he did not become bankrupt when the Congress government started questioning the legality of his chitfund. If people had started withdrawing their money, he would have lost everything. He was able to reimburse them after selling all his non-telugu TV channels to Ambani group for 3000 crores*” (entretien du 30/09/08 à Hyderabad avec Madhusudhana Rao, entrepreneur kamma).

³²¹ “*Margadarsi Financiers, part of Ramoji Rao HUF (Hindu undivided family), has been taking deposits from the public since 1972. In 1997, the Reserve Bank of India Act barred entities that were not companies from accepting deposits, since HUFs are entities that are assessed for tax purposes differently*” (The Telegraph, 3/02/08).

Le contrôle des médias et de la politique, ajouté à leur domination dans d'autres secteurs clé comme la finance, les hautes technologies, l'éducation, la culture (cinéma³²²), confère aux Kammas une influence sans précédent sur la société à l'échelle de l'Andhra Pradesh. Cette nouvelle forme de dominance présente un caractère hégémonique, l'hégémonie des classes dominantes selon Gramsci résidant non seulement dans la propriété des moyens de production, mais dans une suprématie de type socioculturel et idéologique (Femia, 1975). Dans sa critique du système capitaliste, Balagopal qualifie Chandrababu Naidu d'« homme de son temps » dans la mesure où il sut habilement manier les forces matérielles et idéologiques qui le portèrent et le maintinrent au pouvoir pendant près d'une décennie, grâce au soutien des élites de sa caste acquises à ses « idées »³²³. Les Kammas moins favorisés bénéficièrent indirectement de la portée symbolique que pouvait avoir la présence d'un des leurs à la tête de l'Etat. Naidu étant lui-même issu d'un milieu modeste, Balagopal interprète sa fulgurante ascension sociale comme le fruit d'une ambition sans scrupule née de ce divorce entre statut dominant par la caste et position économique moins avantageuse par la classe³²⁴. Comme Ramoji Rao, Naidu se déclare « *self-made man* », niant ainsi le rôle de son appartenance de caste comme capital de départ dans sa trajectoire individuelle.

Sa vision était faite de notions de fort taux de croissance, de modernité technologique, d'efficacité froide (...). Il était de toute évidence impatient face à tout ce qui pouvait y faire obstacle ; en particulier, comme toutes les personnes ayant l'arrogance de se croire

³²² Certaines années, le cinéma télougou est le premier de l'Inde en nombre de films produits, devançant même la production de Bombay dite « Bollywood » (Srinivas, 2006).

³²³ “*In analysing changed Times and changed ideas, one has to concretely analyse the new forces that constitute the material or social aspect of the changed Times, and the persons with suitable ideas that the forces bring or push into the foci of power (...). It may well be that a powerful material force such as the needs of corporate capitalism dominates this process; equally, at other times, it may well be true that a dynamic group of persons, perhaps even a definable fraction of a class or some other sociological grouping, add with their strong ideas to an incipient material possibility the strength that it may not have had to become the dominant reality*” (Balagopal, 1999 : 1655).

³²⁴ “*Chandrababu's father was a poor – or let us say, a lower middle class – farmer, but he was from a dominant caste, the caste of Kammas. The caste was powerful in the village and the region, but this family was poor and resourceless. This class-caste category of poor upper castes, especially in a rural setting that gives it a tightly knit character held together by unrepentantly medieval assumptions of worth, exhibits certain unpleasant traits all over the country: arrogance and insecurity born of unfulfilled assumptions of eminence, leading to either the bullying type who is a threat to the lower castes, the sycophant who hangs on to the rich of his caste inside and outside the village to bask in the reflected importance, the ruthless go-getter who tramples on all in his search for what his caste has promised but his economic status has denied, or some combination of these uniformly uninviting traits*” (idem : 1655).

‘self-made’, il s’irritait face aux réclamations liées à des désavantages sociaux ou des handicaps structurels (Balagopal, 1999 : 1656).

Le cabinet de consultants américain McKinsey se chargea d’exposer la « vision » de Naidu dans un document intitulé *Vision 2020*, dont l’idée principale consistait à « sauter les étapes » du développement en passant directement d’une société encore largement agricole à une économie dominée par les services³²⁵, un plan directeur très critiqué par les analystes d’inspiration marxiste (Reddy, 1999). Alors que 60 % de la population de l’Andhra Pradesh dépendaient encore de l’agriculture, le gouvernement Naidu décida de libéraliser le secteur en supprimant certaines subventions sur les intrants et sur l’électricité (utilisée pour pomper l’eau d’irrigation), et en encourageant les investissements privés dans des domaines jusqu’alors pris en charge par l’Etat³²⁶. L’objectif consistait clairement à se diriger vers une agriculture d’entreprise « corporatisée » et dominée par l’agrobusiness, dans laquelle les paysans pauvres aux petites exploitations non viables seraient littéralement sacrifiés.

En effet, l’Andhra Pradesh s’engouffra dans une crise agraire profonde dont le symptôme le plus visible fut la vague de suicides de paysans³²⁷ qui déferla sur les régions les plus affectées

³²⁵ “We are trying to telescope into one generation what it took decades, and possibly centuries, for other societies and other countries to achieve (...). Learning from the experiences of others, it is possible for us to leapfrog over several stages of development” (Government of AP, 1999 : 8).

“By 2020, the contribution of agriculture to Gross State Domestic Product (GSDP) would shrink from 33% in 1996 to 12% in 2020 (...). The most dramatic change in the structure of the economy would be the growth in the services sector from 49% in 1996 to 67% in 2020” (Frankel, 2005 : 617).

³²⁶ “These investments include irrigation facilities, roads and transportation, marketing and distribution infrastructure, superior quality inputs, modern technology, research and extension services, and credit. Since government resources are limited, a large part of these investments will have to come from the private sector. All the three types of private players in agriculture – corporations, cooperatives and individual farmers/entrepreneurs – have a significant role to play in agricultural development” (Government of AP, 1999 : 171).

³²⁷ On compte plus de 3000 suicides de paysans en Andhra Pradesh entre 1997 et 2004, selon diverses sources journalistiques. Les sources officielles ne sont pas fiables, car sous-estimées, le gouvernement ne comptabilisant pas par exemple les suicides de paysannes, car les femmes ne sont pas considérées comme agricultrices même lorsqu’elles cultivent la terre et en vivent, dans la mesure où la propriété est rarement à leur nom (Agarwal, 1994).

“Of the total number of suicide cases recorded by the National Institute of Rural Development in its special survey, 27 percent of the case victims [in Andhra Pradesh] were female farmers. P. Sainath in one of his interviews with a senior Government officer reveals that, “In both social and official perception the farmer is a landed male with a patta (property rights). Women do not fit in that category. Their property rights do not exist in practice. And men do not accept them as farmers. They are seen, at best, as farmers’ wives”. The patriarchal set up of the traditional Indian Hindu society

du Telangana et du Rayalaseema, où les conditions d'irrigation étaient médiocres et où était répandue la culture du coton, particulièrement vulnérable à la sécheresse, aux insectes ravageurs et au trafic de semences OGM défectueuses (Shiva et al., 1999). Les petits exploitants ruinés se trouvèrent dans l'impossibilité de rembourser leurs créanciers, le problème du surendettement s'étant aggravé avec la diminution des subventions, la volatilité des prix du marché due à la concurrence mondiale, et la détérioration du système de prêts des banques publiques (Suri, 2006). Face aux difficultés d'accès aux crédits institutionnels et à l'augmentation des coûts de production, due au prix excessif des intrants, les petits paysans n'avaient d'autre choix que de s'adresser à des prêteurs privés pratiquant des taux usuraires et n'hésitant pas à harceler leurs débiteurs jusqu'à les conduire parfois à des actes désespérés³²⁸. Les politiques économiques néolibérales eurent cependant un impact différencié sur les agriculteurs en fonction de leur classe sociale et de la localisation de leurs exploitations (Banerjee, 2009). Les deltas de la Krishna-Godavari furent relativement épargnés par la crise, à l'exception de quelques zones de culture du coton dans le district de Guntur qui furent touchées par les suicides, y compris de petits paysans kamma, les agriculteurs plus aisés de la caste ayant quant à eux développé des stratégies de repli en diversifiant leurs sources de revenus et en louant leurs terres à des tenanciers (CESS, 2005). Les études montrent que la majorité des paysans qui se sont suicidés en Andhra Pradesh ne sont pas propriétaires de leur terre, mais des métayers fortement exploités issus des *Backward Classes*³²⁹.

has deprived many women in rural India of their right to land ownership" (Chindarkar, 2007 : 9). Les métayers qui louent la terre par contrat oral (une pratique très courante car les propriétaires évitent les contrats écrits garantissant certains droits aux tenanciers), sont également exclus des statistiques officielles.

³²⁸ "Only the lending institutions, moneylenders, financiers and traders in fertilisers, pesticides and seeds seem to have gained out of the mounting debts of the farmers. Pauperisation of the farmers seems to be directly related to the prosperity of moneylenders, traders, merchants, commission agents and urban professionals. This has also led to the growth of political clout of these classes of people, while the farmers are increasingly marginalised" (Suri, 2006 : 1526).

³²⁹ "The tenant is forced to pay high rents to the absentee landlord, who often supplies also seeds, pesticides, fertilizers, and credit. In the Krishna and Godavari delta areas, where tenancy is as high as 60-80 per cent of the cultivated area, rents take away more than half of the farmer's produce. Tenancy is entirely based on an oral agreement (mooza vani kowlu). The high rents, coupled with rising input costs and the high cost of informal credit (the interest on the loans is around 24 %), have made life extremely precarious for poor tenants, many of whom graduated from the ranks of agricultural workers in the last few decades (Sridhar, 2005 : 10-11).

La crise agricole, qui figurait au centre de la campagne du Congrès lors des élections de 2004, constitue l'une des raisons majeures de la défaite du TDP. La majorité des électeurs étant constituée de ruraux pauvres, Naidu se vit sanctionné pour une politique qui avait surtout bénéficié aux classes moyennes urbaines. Les partis de gauche (CPI et CPM) le traitèrent d'« agent de la Banque Mondiale » et critiquèrent son gouvernement pour avoir endetté durablement l'Andhra Pradesh (Suri, 2005 : 150). Au regard de son immense fortune personnelle, les accusations de corruption, bien qu'anciennes³³⁰, se multiplièrent à la veille des élections. Enfin, la création en 2001 du parti régionaliste *Telangana Rashtra Samithi* (TRS) par K. Chandrashekhar Rao, un dissident du TDP qui décida de s'allier au Congrès en 2004, fit perdre les soutiens télanganais de Naidu, celui-ci s'étant fermement prononcé en faveur d'un Etat intégré (Srinivasulu, 2004). Cependant, alors que le Congrès avait dénoncé la libéralisation lorsqu'il était dans l'opposition, une fois victorieux, le nouveau gouvernement dirigé par Y.S.R. Reddy poursuivit les réformes économiques tout en réintroduisant la notion d'Etat providence, notamment au profit des populations rurales³³¹. Avec seulement 47 députés TDP élus à l'Assemblée, la représentation politique des Kamma diminua tandis que les Reddy revinrent en force.

³³⁰ “His capacity to amass property at remarkable speed, otherwise described as entrepreneurial ability or business acumen, was also known (...). According to his own recent ‘declaration of assets’, he owns property worth Rs four crore now. One is at liberty to multiply that figure by such factor as appeals to one’s imagination, and indeed it has been a favourite pastime of Congressmen over here ever since he made the declaration (...). But even four crore from four acres of dry land in a not particularly fertile region – and that too shared among brothers – is an achievement that tells quite a lot about the man and his scruples” (Balagopal, 1999 : 1655).

³³¹ “Those who are in power have to implement economic reforms at the behest of the Indian business and capitalist class, but those who are seeking to get into power have to speak against reforms and take a pro-poor, pro-farmer, pro-women, pro-social justice stance” (Suri, 2005 : 166).

Tableau 7 : Composition par caste de l'Assemblée Législative d'Andhra Pradesh entre 1955
et 2004 (en %)

Caste des députés	1955	1962	1967	1972	1978	1983	1985	1989	1994	1999	2004
Brahmane	5,6	7,3	4,9	6,3	3,7	2	1,7	1,7	1,7	1,4	1
Raju	5,6	1,7	3,5	3,5	4,8	2,4	2,7	3,7	3,1	2,7	2,4
Komati	3,6	2	1	3,1	2,4	2,7	2,7	2,7	1,4	2	1
Reddy	34,9	27,7	25,1	22	24,1	25,9	22,8	28,9	26,2	23,8	32,3
Kamma	6,7	12,7	13,2	12,5	14,6	16	16,3	5,1	16	16,7	11,6
Autres castes agraires	6,3	5,7	6,6	4,5	1,7	3,4	5,1	14,3	13,3	13,6	12,9
Paysans OBC	3,2	6,7	7	12,2	8,5	10,9	9,2	6,1	6,1	10,5	11,3
Autres OBC	5,6	6,3	7,3	7,3	10,5	9,9	10,9	5,8	6,8	1,4	7
Mala	7,5	6	5,9	3,8	11,6	12,2	10,5	3,7	11,9	7,1	0
Autres SC	5,2	12	9,8	10,8	3,7	3,4	4,8	8,8	1	5,8	9,9
Autres ST	3,2	4	3,8	4,9	4,4	2,7	3,1	4,8	5,4	5,8	5,8
Musulman	4,4	2,3	2,4	4,9	2,4	3,4	3,4	4,1	3,4	4,1	3,4
Autres	1,6	2	2,1	3,5	3,4	4,4	1,4	5,1	0,3	0,3	0
Sans réponse	6,7	3,7	7,3	0,7	4,1	0,7	5,4	5,1	3,4	4,8	1,4
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N=	252	300	287	287	294	294	294	294	294	294	294

Source: Vaugier-Chatterjee (2009 : 289)

Contrairement à 1989, lorsque le retour du Congrès au pouvoir se traduit par une baisse brutale à l'Assemblée Législative de la représentation des Kamma, qui passa de 16,3 à 5,1 %, les députés de cette caste se maintinrent à 11,6 % en 2004, soit le double de la proportion de Kamma dans la population. La surreprésentation des Kamma au niveau politique, certes moins prononcée que celle des Reddy, n'a donc pas été remise en cause par la défaite électorale du TDP en 2004, de nombreux hommes politiques kamma étant par ailleurs membres du Congrès. Parmi les autres castes dominantes agraires, les Kapu aspirent de plus en plus à la représentation politique, d'où leur soutien à la vedette de cinéma Chiranjeevi qui

se présenta aux élections législatives de 2009 après avoir créé son propre parti appelé *Praja Rajyam Party* (PRP), mais qui échoua à reproduire le « phénomène NTR ». Il est intéressant de noter que les Kapu votèrent à 59 % pour le PRP, les Kamma à 59 % pour le TDP et les Reddy à 59 % pour le Congrès³³² (Suri et al., 2009 : 112). De nouveau victorieux, le Congrès traversa une crise de succession liée à la mort accidentelle de Y.S.R. Reddy peu de temps après sa réélection et doit désormais faire face à des protestations croissantes pour un Telangana séparé. Malgré un relatif déclin sur le plan politique, la dominance socio-économique des Kamma ne semble pas réellement affectée, même si elle s'exprime différemment en fonction du territoire et de l'échelle considérés, et se trouve confrontée à des résistances croissantes dues notamment à la mobilisation politique des basses castes, comme s'efforcera de le montrer la dernière partie de cette étude.

³³² “The case of Andhra Pradesh is a graphic illustration of the role of caste groups behind the electoral performance of parties at the state level, despite claims that their ideology and politics are universalistic or multicultural. None of the castes associated with political parties, however, vote en bloc for one party; 59% being far from 100%. There are many reasons why so many chose to vote for a party not identified with their caste. First, in some constituencies, two parties or more might have nominated a candidate of the same caste, a common practice in constituencies where intra-caste factionalism is pronounced. Second, citizens may choose a party which is not associated with their caste simply because they like it – since governance related issues (among others, charges of corruption, programmes and past record) do influence individual choice. Third, factions play a significant role within a caste group, especially at the local level” (Jaffrelot, 2012 : 50).

CONCLUSION

Ancré dans le temps long, le rapport des Kamma au territoire se caractérise par une expansion migratoire continue et par une domination accrue sur ces nouveaux espaces, ruraux et urbains, du fait de leur rapide ascension sociale. Depuis l'époque médiévale, les membres de cette caste, grâce à leur contrôle de la terre, furent privilégiés par les pouvoirs en place et bénéficièrent de leurs politiques pour consolider leur influence, celle-ci étant étroitement liée à la possession des moyens de production et à l'exploitation de la main-d'œuvre issue des basses castes. Tandis que la période coloniale créa les conditions nécessaires à l'émergence des Kamma comme caste dominante d'un point de vue socio-économique, l'Etat indien leur offrit la possibilité de s'affirmer politiquement après l'Indépendance. En effet, les réformes agraires accélérèrent le transfert de la terre des grands propriétaires absents de haute caste vers la paysannerie riche issue des castes intermédiaires qui prospéra encore davantage du fait de la Révolution verte. Grâce à la migration vers les villes, l'accès à l'éducation supérieure et l'investissement des surplus agricoles dans divers secteurs, dont ceux de la « nouvelle économie », les Kamma furent non seulement épargnés par la crise agraire qui suivit la libéralisation de l'Andhra Pradesh, mais profitèrent dans leur grande majorité des réformes économiques menées par un gouvernement ouvertement pro-riches, et plus discrètement pro-Kamma. Le contrôle de l'appareil d'Etat en même temps que celui de l'appareil économique conféra à leur domination une dimension idéologique et un caractère hégémonique.

Selon Pranab Bardhan, le pouvoir en Inde se concentre depuis l'Indépendance entre les mains d'une « coalition dominante » composée de trois « classes propriétaires » : les industriels capitalistes, la paysannerie riche et ceux qu'il appelle les « *professionals* », membres des professions libérales ou élites de l'Etat (Bardhan, 1998 : 54). Si leurs intérêts convergent souvent, des conflits peuvent également apparaître au sein de cette coalition, comme durant les « nouveaux mouvements paysans » qui dénonçaient les termes de l'échange entre l'agriculture et l'industrie. Pour gérer ces conflits, la démocratie semble être la meilleure solution de compromis aux yeux de ces classes dominantes.

L'expérience indienne suggère que la nature même de l'équilibre et l'hétérogénéité de classe rend sans doute les classes propriétaires plus enclines à préserver les processus démocratiques. Dans un pays où les éléments de la coalition dominante sont divers, et chacun suffisamment puissant pour exercer des pressions et des revendications dans différentes directions, la démocratie politique a sans doute un peu plus de chances de réussir (idem : 76).

Barrington Moore (1966) avait déjà souligné cette alliance de classes entre l'élite rurale de propriétaires fonciers et la bourgeoisie urbaine comme pré-condition de la démocratie. Le développement « en tandem » du capitalisme et de la démocratie parlementaire dans l'Inde postcoloniale serait donc à l'origine de la « révolution bourgeoise » qui bénéficia aux castes agraires en pleine ascension sociale et de plus en plus citadines (Stern, 1993). Si la correspondance entre caste et classe est « imparfaite » (Brass, 1965 : 9-11), les deux catégories se recouvrent suffisamment dans le cas des castes dominantes pour que, d'une part, leur position de classe nouvellement acquise dans le système de production capitaliste aide à perpétuer les structures traditionnelles de domination et, d'autre part, leur identité précapitaliste de caste renforce leur hégémonie en tant que classe dominante : leur mainmise sur les institutions démocratiques à tous les niveaux, du *panchayat* villageois jusqu'au gouvernement régional, permet en quelque sorte de parfaire cette convergence du statut socio-économique et du pouvoir politique (Hasan, 1989 : 16-8). Bien que minoritaires à l'échelle des Etats fédérés, les castes dominantes surent tirer profit de la démocratie parlementaire indienne et réussirent à faire valoir leurs intérêts en orientant les décisions politiques grâce à leur organisation en groupes de pression ou « *demand groups* » (Rudolph & Rudolph, 1987). Ainsi, les fruits de la croissance économique furent facilement appropriés par cette oligarchie rurale dont l'identité de caste demeure un élément essentiel de dominance.

TROISIÈME PARTIE

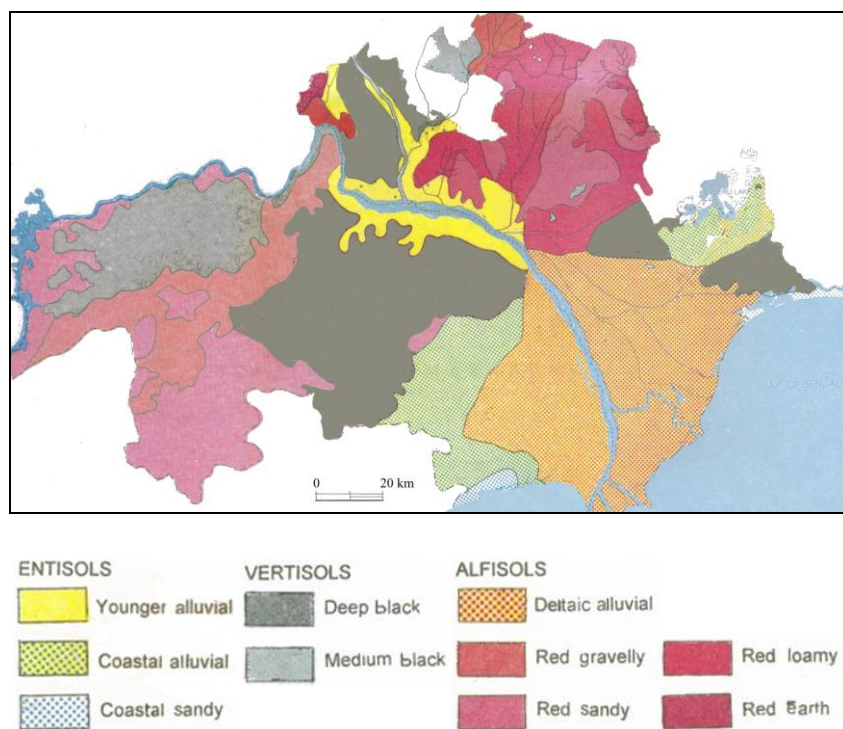
VARIATIONS RÉGIONALES DANS L'EXPRESSION TERRITORIALE DE LA DOMINANCE

« *Wherever there is a tumma, there is a Kamma* » (proverbe)

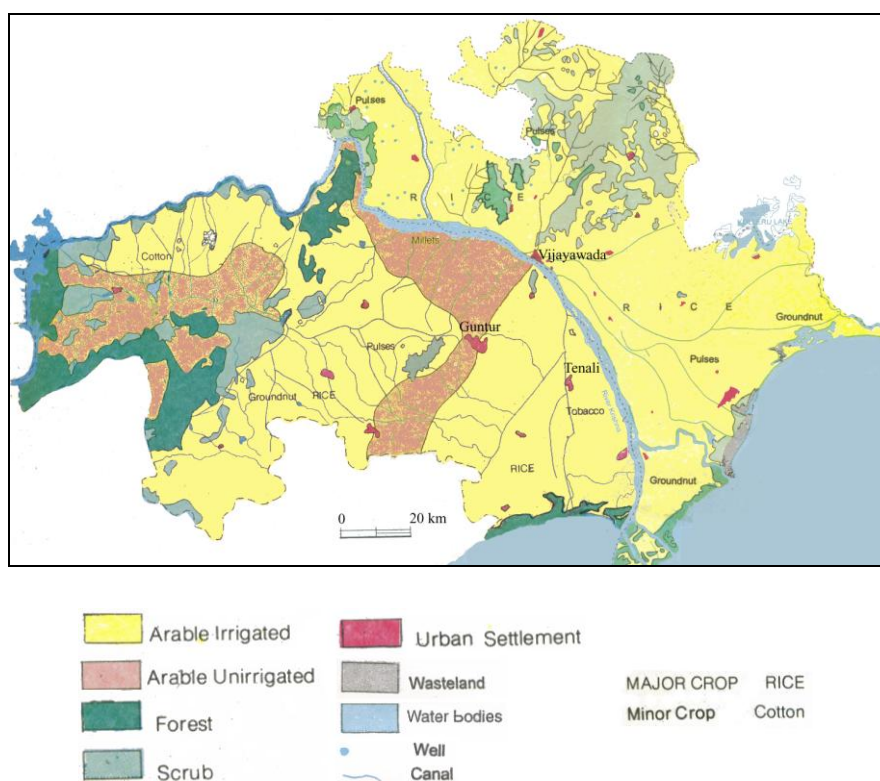
Le *tumma* est le nom télougou de l'*Acacia arabica* ou arbre de Babul, qui pousse principalement sur des sols noirs ayant une forte rétention en eau. Tummala est également un nom de famille kamma sans doute attribué à l'origine aux agriculteurs travaillant ces sols, très lourds et difficiles à labourer, mais dont les Kamma sont devenus experts. On trouve ce type de sols dans le district de Guntur, sur les terres de la rive droite de la Krishna légèrement plus élevées que celles du delta, où il est possible de cultiver du coton sans irrigation. On les trouve également dans les zones semi-arides du plateau du Deccan et du Tamil Nadu. Or on constate que les migrants kamma s'installent sur ces terres lorsqu'ils n'ont pas accès à l'irrigation, non seulement parce qu'elles sont les dernières occupées et donc les plus disponibles, mais parce qu'ils savent les rendre productives³³³.

³³³ “*The immigrant Telugu warriors tended to settle on the tracts of black soil. These were generally much harder to work than the thin red soils, because they quickly became heavy and waterlogged in the monsoon, and tended to dry out and tessellate in a drought. They had therefore attracted almost no settlement by the Tamil plainsmen, but the Telugus were accustomed to such soils in their homeland, knew that they rewarded the extra toil and expense needed with a gratifyingly favourable yield and were experienced in the particular techniques of their cultivation*” (Baker, 1984 : 41).

Carte 14 : Les types de sols dans les districts de Guntur et de Krishna



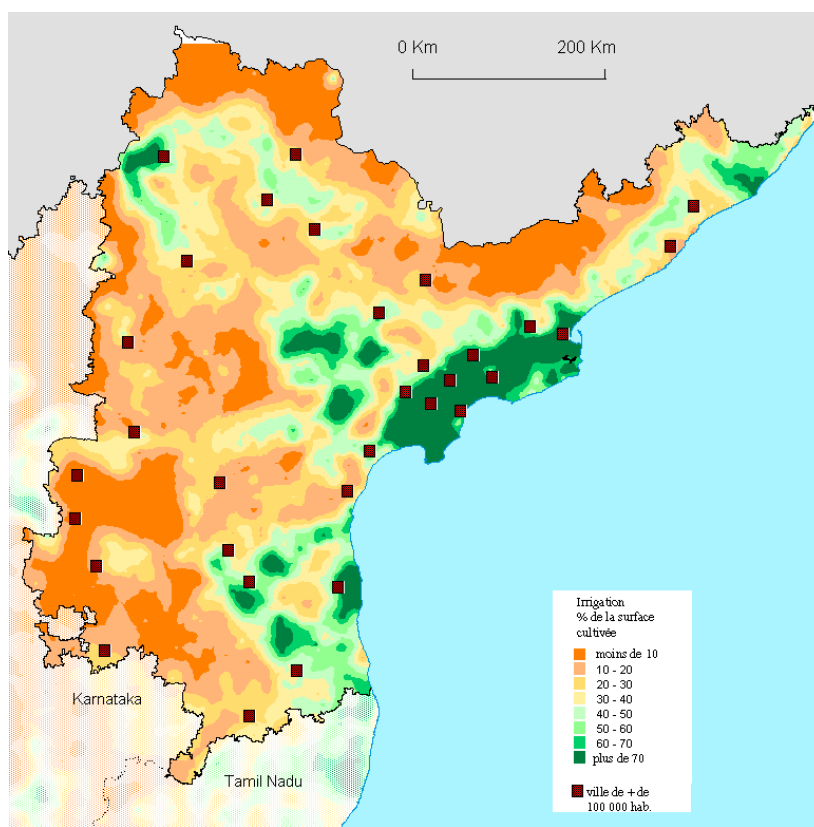
Carte 15 : Utilisation des sols et types de cultures dans les districts de Guntur et de Krishna



Source : Survey of India (2002)

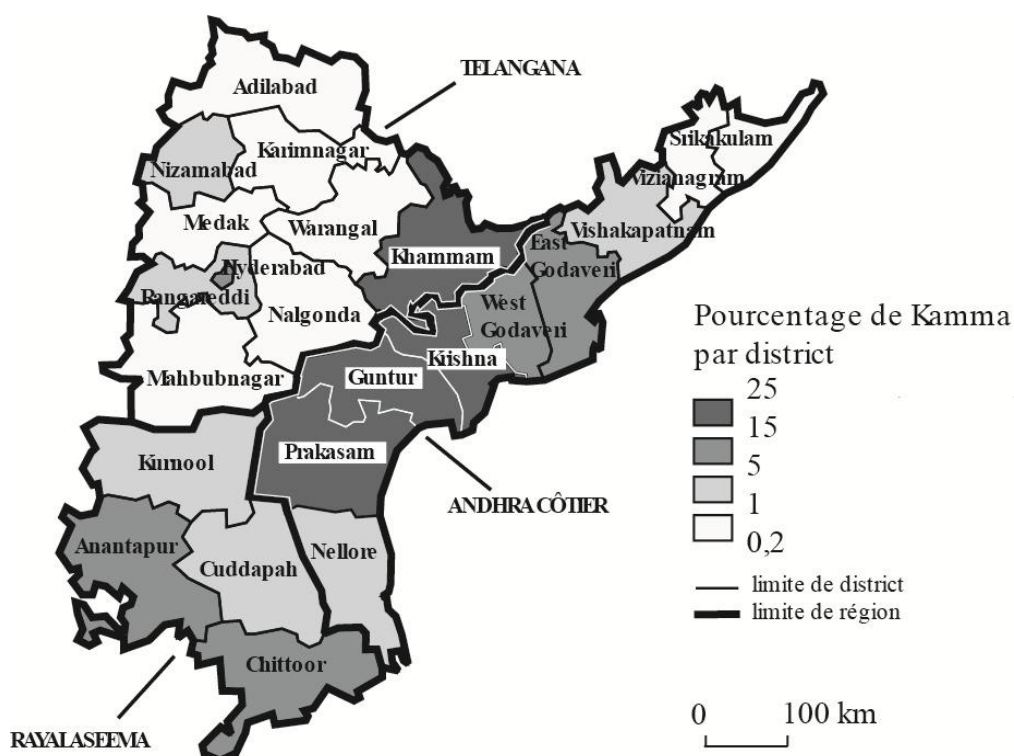
Toutefois, c'est vers les zones irriguées que se rendent préférentiellement les migrants kamma, forts de leur expérience de l'irrigation par canal dans les deltas de la Krishna-Godavari, et conscients de ses bénéfices puisqu'ils lui doivent leur enrichissement. On observe d'ailleurs une certaine correspondance en Andhra Pradesh entre terres irriguées et concentration de la population kamma.

Carte 16 : Proportion de terres irriguées en Andhra Pradesh



Source : Atlas of South India (IFP, 1991)

Carte 17 et tableau 8 : Distribution de la population kamma en Andhra Pradesh



District	Population totale	Population kamma	Proportion de Kamma
Adilabad	2 082 479	3 300	0,2 %
Nizamabad	2 037 621	95 000	4,7 %
Karimnagar	3 037 486	7 000	0,2 %
Medak	2 269 800	6 500	0,3 %
Hyderabad	3 145 939	275 000	8,7 %
Rangareddi	2 551 966	41 000	1,6 %
Mahbubnagar	3 077 050	12 300	0,4 %
Nalgonda	2 852 092	21 000	0,7 %
Warangal	2 818 832	8 200	0,3 %
Khammam	2 215 809	495 000	22 %
Srikakulam	2 321 126	4 000	0,2 %
Vizianagaram	2 110 943	3 400	0,2 %
Visakhapatnam	3 285 092	51 700	1,6 %
East Godavari	4 541 222	272 000	6 %
West Godavari	3 517 568	391 000	11,1 %
Krishna	3 698 833	618 000	16,7 %
Guntur	4 106 999	1 032 000	25,1 %
Prakasam	2 759 166	471 000	17,1 %
Nellore	2 392 260	86 000	3,6 %
Cuddapah	2 267 769	51 000	2,2 %
Kurnool	2 973 024	42 000	1,4 %
Anantapur	3 183 814	256 000	8 %
Chittoor	3 261 118	395 000	12,1 %
TOTAL	66 508 008	4 616 400	6,9 %

Source : All-India Kamma Sangham (compilation de rapports de police, 1991)

Les chiffres fournis par l'association panindienne de la caste (*All-India Kamma Sangham*), selon lesquels les Kamma représenteraient 6,9 % de la population de l'Andhra Pradesh, sont peut-être plus justes que les projections réalisées à partir du dernier recensement par caste qui estiment généralement la population kamma à 5 % de celle de l'Etat. Les districts où la concentration des Kamma est la plus forte (entre 15 et 25 % de la population totale) sont Guntur, Krishna et Prakasam autour du delta de la Krishna, ainsi que Khammam dans le Telangana, où de nombreux agriculteurs de la côte ont acheté des terres moins chères, à proximité de leur région d'origine. Dans les districts du delta de la Godavari (East et West Godavari), la proportion de Kamma est supérieure à la moyenne de l'Etat. Au Rayalaseema, Anantapur et Chittoor se caractérisent également par une présence kamma notoire. Peu développés, ces deux districts ont connu une certaine valorisation agricole en raison des puits privés qui se sont multipliés avec l'arrivée de migrants kamma, ces derniers n'ayant cependant pas réussi à prospérer économiquement ni à s'imposer politiquement face aux Reddy³³⁴. Dans six des dix districts du Telangana, la présence kamma est marginale (moins de 1 %). Elle est plus élevée à Nizamabad en raison d'aménagements hydrauliques qui permirent d'irriguer une grande partie des terres du district et qui attirèrent de nombreux agriculteurs de la côte. La proportion de Kamma dans Hyderabad et sa région (Rangareddi) est certainement plus importante aujourd'hui que ne le suggèrent les statistiques de 1991, ces vingt dernières années ayant été marquées par d'importantes vagues de migrations kamma en direction de la capitale.

Au Karnataka, les districts frontaliers de Bellary et Raichur, bénéficiant de l'irrigation grâce au barrage de la Tungabhadra, comptent chacun plus d'un demi-million d'agriculteurs kamma, tandis que la capitale Bangalore accueille de nombreux hommes d'affaires et ingénieurs de la caste. Au Tamil Nadu, sept districts comptaient plus de 500 000 Kamma en

³³⁴ Les Kamma du Rayalaseema sont considérés comme « *backward* » par les autres membres de la caste, et se marient donc généralement entre eux. Malgré une présence kamma non négligeable, le Rayalaseema ne fut pas retenu pour des enquêtes de terrain, car il s'agit d'un territoire largement dominé par les Reddy : *"The region has not been to any significant extent affected by the communist, rationalist and reformist movements that had a salutary influence on the culture of the coastal Andhra districts, in which it was the kamma peasantry that participated more vigorously than any other single caste or community; nor did it, in spite of its contiguity with the Tamil country to the south, partake to any considerable extent of the non-brahmin self-respect movement that had an equally salutary influence in those parts, especially on the upper sudra castes comparable to the kmmas of the Telugu country (...). The kmmas of Rayalaseema, unlike their cousins of the central coastal districts, have to contend with an equally strong, but numerically larger and violently inclined caste, the reddy's"* (Balagopal, 1999 : 1656).

1991 : Madras, Tirunelveli, Madurai, Ramnad, Chingelput, North Arcot et Coimbatore. Le choix des terrains d'enquête repose essentiellement sur ces données concernant la répartition des Kamma en Inde du Sud, les zones de forte concentration ayant été sélectionnées pour des études approfondies réalisées en milieu rural et urbain dans les trois Etats d'Andhra Pradesh, du Karnataka et du Tamil Nadu entre 2005 et 2009, et présentées sous forme comparative dans le chapitre 6. Après cette analyse des territorialités kamma qui s'expriment diversement en fonction du degré de dominance de la caste, le dernier chapitre abordera la question de la résistance des basses castes et des conflits régionalistes engendrés par ces tentatives plus ou moins réussies de contrôle territorial par les Kamma.

Chapitre 6

**Territorialités kamma : degrés de dominance rurale et urbaine dans trois Etats
de l'Inde du Sud**

« Politiquement puissantes au niveau local, la cohésion et l'influence des castes diminuent
avec la distance et l'échelle » (Rudolph et Rudolph, 1987 : 57).

La dominance des Kamma n'est évidemment pas la même à l'échelle de l'Andhra Pradesh et à celle de l'ensemble de l'Inde du Sud, même si les membres de la caste vivant au Tamil Nadu et au Karnataka tentent de s'organiser en associations pour pallier leur dispersion. Le chapitre précédent a insisté sur la quasi hégémonie des Kamma en Andhra Pradesh, uniquement concurrencée par la puissance des Reddy. Au Tamil Nadu, les Kamma ont le statut de minorité linguistique télougouphone dans un Etat où la langue majoritaire est le tamoul et où ils peuvent donc difficilement s'imposer culturellement ni aspirer aux plus hautes fonctions politiques. Au Karnataka, les Kamma ont même obtenu le statut *backward*, alors que dans leur Etat d'origine ils figurent parmi les castes les plus avancées sur le plan éducatif et économique. A ces variations régionales s'ajoutent des différences locales au sein de chacun de ces trois Etats. Les Kamma de Coimbatore, d'abord planteurs de coton puis industriels du textile, constituent une communauté riche et influente par rapport aux membres de la caste vivant au sud du Tamil Nadu. De même, les promoteurs immobiliers kamma de Bangalore ont peu de points communs avec leurs congénères de caste vivant de l'agriculture dans les périmètres irrigués situés au nord-est du Karnataka. En Andhra Pradesh, si cette différence entre milieu rural et urbain existe également, la dominance villageoise des Kamma dans leur territoire d'origine est suffisamment décisive pour leur conférer un pouvoir parfois supérieur à celui qu'ils peuvent détenir dans une métropole de la taille de Hyderabad, peuplée aujourd'hui de près de 7 millions d'habitants.

De nombreux facteurs entrent en jeu pour expliquer les variations du degré de dominance exercée par les Kamma, comme leur concentration sur un territoire restreint ou au contraire leur dispersion, le niveau de développement du territoire contrôlé, son caractère rural ou

urbain, la position relative des autres castes vivant sur ce territoire. Si la concentration des Kamma dans les deltas d'Andhra a longtemps favorisé l'unité et la cohésion de la caste, la dispersion engendrée par leurs migrations n'est pas forcément synonyme de perte d'influence, dans la mesure où elle leur a permis de contrôler de plus vastes territoires et d'acquérir de nouveaux attributs de dominance hors de leurs villages d'origine, comme l'accès à l'éducation supérieure en ville ou à l'étranger, ou encore la prise du pouvoir politique à l'échelle de l'Etat, et non plus seulement au niveau des institutions locales du *panchayati raj*. Le caractère circulatoire des migrations kamma a par ailleurs favorisé le renforcement de leur dominance villageoise traditionnelle grâce à la diversification de leurs activités et à des transferts de capitaux ayant servi à agrandir ou valoriser leur patrimoine foncier. Le choix de présentation des enquêtes de terrain de manière comparative n'a donc pas pour objectif d'opposer les caractéristiques rurales et urbaines de la dominance de caste, mais de montrer en quoi elles influent l'une sur l'autre pour finalement consolider des positions de pouvoir à diverses échelles et dans des territoires distincts.

I. Kamma des villes, Kamma des champs : étude comparée en Andhra Pradesh d'un quartier de Hyderabad et d'un village du delta de la Krishna

1. Présentation des volets urbain et rural de l'enquête quantitative par questionnaire

L'enquête urbaine fut réalisée à Kukatpally, un quartier périphérique situé au nord-ouest de Hyderabad, à 15 km du centre ville. Il s'agit de la localité qui connaît la plus forte concentration de Kamma dans la capitale, près de la moitié de ses 400 000 habitants étant issue de cette caste, selon le *Kukatpally Kamma Sangham*. Sur les douze associations kamma de Hyderabad³³⁵, l'association de Kukatpally, avec environ 50 000 adhérents, est celle qui compte le plus de membres. La localisation des *Kamma Sangham* reflète la répartition des membres de la caste dans la capitale : les Kamma se concentrent essentiellement à la périphérie sud-est et nord-ouest de Hyderabad.

³³⁵ Les *Kamma Sangham* de Hyderabad sont situés dans les quartiers suivants : Ameerpet, R.C. Puram, Dilshukhnagar, L.B. Nagar, Motinagar, Ushodaya Enclave, Lakshmi Nagar, Venkateswara Nagar, Vanasthalipuram, Gachibowli, Habsiguda et Kukatpally.

le prix du terrain multiplié par 10 (8 *crores* par acre en 2007 contre 80 *lakhs* en 2003)³³⁶. Les principaux bénéficiaires de cette appréciation furent d'une part les propriétaires de biens immobiliers, d'autre part les hommes d'affaires travaillant dans le secteur de la construction. 80 % des membres de la *Kukatpally Builders' Association* sont Kamma selon son président, lui-même issu de cette caste. La population kamma de Kukatpally occupe donc une position socio-économique privilégiée, même si elle se considère appartenir à la « *middle class* »³³⁷, par opposition aux Kamma habitant les villas de luxe des quartiers huppés de Jubilee Hills et Banjara Hills, formant très nettement l'« *upper class* » (vedettes de cinéma, hommes politiques, grands patrons).

Le choix de Kukatpally comme terrain d'enquête se justifie également par sa population hétérogène, plus représentative de l'ensemble des Kamma de la capitale que les grands bourgeois fortunés de Jubilee Hills et Banjara Hills. Le critère des revenus, estimés en fonction du type d'habitat, fut utilisé pour diversifier l'échantillon des 100 ménages kamma interviewés à Kukatpally, en enquêtant dans des enclaves résidentielles de standing différent. Pour les très hauts revenus, l'enquête fut menée dans le quartier cossu de Vivekanand Colony (pavillons individuels de plusieurs étages), pour les hauts revenus, dans une *gated community*³³⁸ de Nizampet Road, et pour les revenus moyens, dans la *colony* de KPHB (*KukatPally Housing Board*). KPHB dépend de l'*Andhra Pradesh Housing Board*, office public qui s'occupe depuis 1960 d'attribuer des terrains à prix modérés selon le critère des revenus. KPHB Colony fut construite à partir des années 1980 et est divisée en quatre catégories : EWS (*Economically Weaker Sections*), LIG (*Lower Income Group*), MIG (*Middle Income Group*) et HIG (*Higher Income Group*), la plupart des Kamma de KPHB vivant dans ces deux dernières enclaves. L'échantillon des 100 ménages kamma interviewés à Kukatpally se veut à la fois représentatif, dans la mesure où il inclut des groupes de revenus différents, et aléatoire, puisqu'au sein de chaque enclave les logements visités étaient tirés au sort grâce à des listes informelles d'appartements par caste fournies par les associations de résidents.

³³⁶ Un *lakh* = 100 000 roupies et 1 *crore* = 10 millions de roupies.

³³⁷ En Inde, ce terme désigne essentiellement des populations urbaines aisées, selon une acception beaucoup plus élitiste que la notion de classe moyenne telle qu'elle est utilisée en Occident.

³³⁸ Immeubles de standing sécurisés. Ces ensembles résidentiels clôturés sont assez récents et moins répandus à Hyderabad que dans d'autres métropoles indiennes comme Bangalore (Varrel, 2008).

Photo 3 : Pavillons de Vivekanand Colony (Kukatpally, Hyderabad)



Photo 4 : Lotissements sécurisés de Nizampet Road (Kukatpally, Hyderabad)



Clichés de l'auteure (2007)

Photo 5 : Immeuble de KPHB Colony (Kukatpally, Hyderabad)

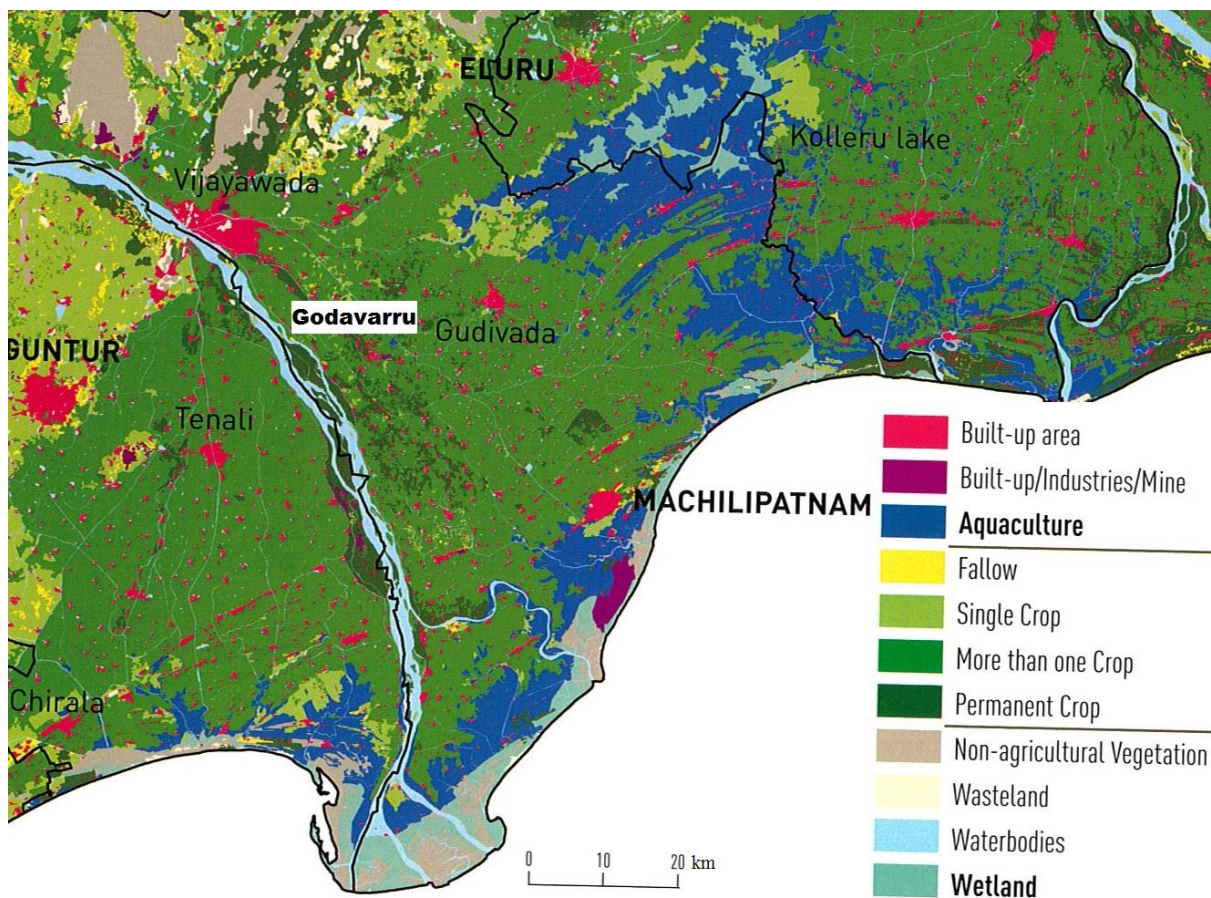


Cliché de l'auteure (2007)

L'enquête rurale fut réalisée dans le district de Krishna, dont 40 % des Kamma de Kukatpally sont originaires. Le choix du village de Godavarru repose sur deux critères, d'une part l'importance de la migration des Kamma issus de ce village, d'autre part la présence encore considérable de ces derniers³³⁹. Ces deux critères ne sont pas forcément contradictoires, car les Kamma ne migrent pas toujours par familles entières. Ils veillent généralement à ce qu'au moins un membre de la famille reste au village pour s'occuper des terres.

³³⁹ Ces renseignements furent recueillis auprès du sous-préfet de district (*Sub-Collector*) posté à Vijayawada, et du MRO (*Mandal Revenue Officer*) de Kankipadu, *mandal* dont Godavarru fait partie. Ce village, surnommé « *NRI village* », est connu dans le district en raison des nombreux émigrés qui en sont originaires.

Carte 19 : Godavarru, au cœur des terres fertiles du delta de la Krishna



Source : Gupta et al. (2011 : 138)

Godavarru est un village prospère au cœur des terres fertiles et irriguées du delta de la Krishna, situé à 20 km de la métropole régionale de Vijayawada qui compte plus d'un million d'habitants. Il est bien desservi grâce à la route de Bandar qui relie Vijayawada au chef-lieu de district, Machilipatnam (aussi appelé Bandar), et irrigué grâce au canal du même nom, les principales cultures étant le riz et la canne à sucre. Le village est peuplé de 3660 habitants, parmi lesquels les Kamma forment l'une des castes les plus nombreuses avec 700 membres, soit près de 20 % du total, juste derrière les Mala et les Madiga, deux castes intouchables qui comptent chacune environ 900 membres. La dominance des Kamma à Godavarru est liée non seulement à leur nombre mais à leur contrôle de la terre : les 480 *pattadar*³⁴⁰ kamma du

³⁴⁰ Les terres villageoises sont divisées en *patta* sur lesquelles s'exerce le droit d'exploitation permanent, héréditaire et cessible du *pattadar* moyennant le paiement de l'impôt foncier.

village possèdent 85 % de la superficie cultivable³⁴¹. L'échantillon de 100 ménages interviewés à Godavarru est constitué de la quasi totalité des familles kamma présentes au moment de l'enquête, sachant qu'un grand nombre de vieux parents vivant au village passent plusieurs mois de l'année chez leurs enfants installés en ville ou aux Etats-Unis.

Tableau 9 : Nombre de propriétaires terriens (*pattadar*) par caste à Godavarru

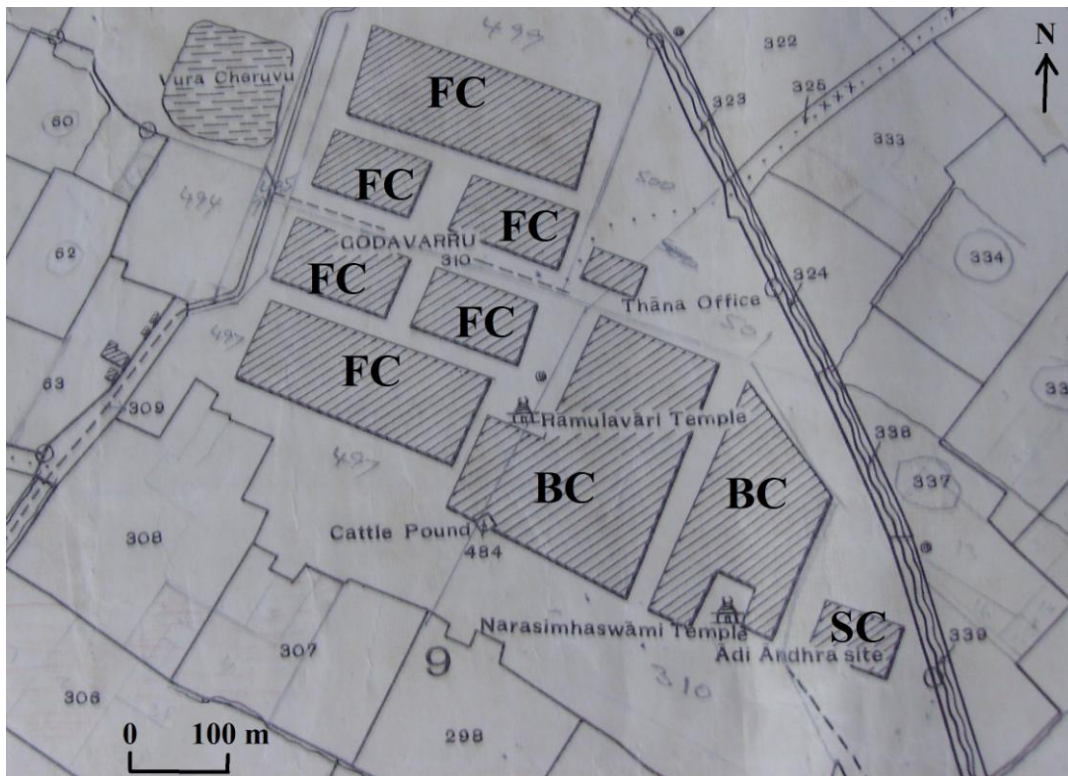
Catégorie administrative	Caste	Effectif total	Nombre de propriétaires terriens (<i>pattadar</i>)
FC	Brahmane	50	20
	Komati	50	40
	Kamma	700	480
	Kapu	100	40
BC	Gowda	400	237
	Mutrasi	150	0
	Rajaka	100	7
	Nayi	60	0
	Kummari	50	10
	Kamsali	20	0
SC	Mala	900	55
	Madiga	950	10
ST	Erukala	100	11
	Lambadi	30	0
Total		3660	910

Source : Gram Panchayat de Godavarru (2007)

Les Kamma, qui forment l'essentiel des *Forward Castes* (FC), vivent au centre du village, près de l'étang (*charuvu*), les quartiers des *Backward Classes* (BC) étant un peu plus excentrés, tandis que les *Scheduled Castes* (SC) vivent à la périphérie. Le site « Adi-Andhra » correspond aux quelques maisons en dur appartenant à des SC, la majorité vivant dans des huttes non représentées sur la cadastre, avec deux quartiers séparés, l'un habité par les Mala, l'autre par les Madiga. Les huttes des *Scheduled Tribes* (ST), situées à l'extérieur du village, ne sont pas non plus représentées.

³⁴¹ Statistiques communiquées par le *Panchayat* du village.

Carte 20 : Répartition résidentielle des castes à Godavarru



Source : *Registre cadastral (Mandal Revenue Office de Kankipadu, 2007)*³⁴²

Si les revenus annuels de l'agriculture sont relativement modestes (10 000 roupies par acre en moyenne), le prix de la terre a connu une hausse très importante ces dernières années avec l'urbanisation rapide, le développement des infrastructures et les investissements d'expatriés originaires de la région. Aujourd'hui la richesse des propriétaires kamma de Godavarru réside donc moins dans leurs revenus agricoles que dans la valeur de leur patrimoine foncier. Le long de la route départementale, une acre de terre irriguée valait 30 *lakhs* en 2007 (environ 50 000 euros pour un demi-hectare), des prix multipliés par 10 en quatre ans. L'enquête révèle cependant de fortes disparités au sein de la caste, en fonction de la taille des exploitations, mais aussi de la présence ou non dans la famille de membres installés en ville ou à l'étranger, dont les hauts revenus ont permis une amélioration visible du mode de vie de ceux restés au village.

³⁴² Ce registre, appelé *arangal* en télougou, récapitule les « *survey numbers* » (attribués au temps de l'administration britannique), c'est-à-dire les unités parcellaires correspondant à des *patta*. Les *survey numbers* ont été subdivisés entre plusieurs *pattadar* et l'*arangal* enregistre en principe les complications progressives du morcellement. Toutefois, selon le *Mandal Revenue Officer* de Kankipadu, ce travail n'a pas été fait depuis plusieurs années.

Photo 6 : Maison traditionnelle appartenant à de petits paysans kamma de Godavarru



Photo 7 : Maison neuve appartenant à de riches agriculteurs kamma de Godavarru



Clichés de l'auteure (2007)

Photo 8 : Famille kamma aisée de Godavarru au mode de vie citadin



Photo 9 : Kamma de Godavarru assis au pied de la statue de NTR près du Panchayat



Clichés de l'auteure (2007)

Le questionnaire (annexe 2), rédigé en anglais mais souvent traduit oralement en télougou pour les personnes non-anglophones, avait pour objectif de recueillir des informations sur l'ensemble des membres des 200 familles interviewées à Kukatpally et Godavarru, y compris ceux n'habitant plus sous le même toit (enfants émigrés ou parents restés au village), et couvrent donc trois générations, celle des grands-parents, des parents et des enfants, soit au total plus d'un millier de Kamma renseignés.

2. Profils migratoires, éducatifs et structures familiales

a. Importance des circulations villes/campagnes et, dans une moindre mesure, internationales

Il existe quatre types de destinations privilégiées parmi les migrants kamma : les zones rurales, les villes d'Andhra Pradesh, les villes de l'Inde du Sud, et les pays étrangers. 80 % des ménages interrogés à Godavarru affirment avoir au moins un membre de la famille ayant quitté le village pour s'installer ailleurs. Les départs vers d'autres zones rurales (un quart des familles a au moins un membre concerné par ce type de migration) sont soit ceux d'agriculteurs cherchant à acquérir de nouvelles terres hors de leur région d'origine, essentiellement dans les nouveaux périmètres irrigués du plateau du Deccan, soit des migrations de nuptialité virilcales (les femmes s'installant dans le village de leur époux après leur mariage), ce dernier cas étant de plus en plus rare car les parents cherchent généralement à marier leurs filles au sein de familles déjà installées en ville³⁴³. 57 % des ménages interrogés ont au moins un membre ayant migré vers une ville d'Andhra Pradesh (Vijayawada et Hyderabad dans l'immense majorité des cas), et 15 % vers une ville d'un Etat différent (Chennai et Bangalore pour la plupart). 17 % des foyers interrogés à Godavarru ont de la famille à l'étranger, essentiellement aux Etats-Unis, mais également quelques cas en Australie et dans les pays du Golfe.

Cette proportion est le double parmi les familles kamma interrogées à Kukatpally : 34 % d'entre elles comptent au moins un émigré, aux Etats-Unis majoritairement, mais aussi en

³⁴³ “The process of urban migration of males is matched by emigration of females through marriage to urban-dwelling males. This pattern, in which urban girls never marry ‘down’ to rural boys but rural girls try to marry ‘up’, is referred to as ‘rural-urban hypergamy’.” (Upadhyaya, 1990 : 43).

Grande-Bretagne, au Japon, en Australie et dans les pays du Golfe. Toutes sont évidemment concernées par la migration à Hyderabad, mais seulement 8 % d'entre elles ont de la famille dans des villes hors d'Andhra Pradesh (Bangalore notamment). La migration vers des zones rurales est encore plus réduite, avec seulement 2 % des foyers concernés. Pratiquement aucun chef de famille interrogé à Kukatpally n'est originaire de Hyderabad. Il s'agit donc dans la quasi totalité des cas de la première génération de migrants dans la capitale. Les deux-tiers d'entre eux sont arrivés après 1983, date de la prise du pouvoir par le TDP. De nombreux informateurs expliquent avoir été encouragés par la présence au pouvoir d'un *Chief Minister* kamma, perçue comme favorable à leur installation dans la capitale et à leur participation à de nouvelles activités économiques, notamment dans le secteur immobilier. Sous le régime de Chandrababu Naidu (1995-2004), la libéralisation économique et l'essor du secteur informatique attirèrent de nouvelles vagues d'entrepreneurs et d'ingénieurs kamma vers la capitale, notamment autour de HITEC City. 80 % des chefs de famille interrogés à Kukatpally sont originaires du delta de la Krishna (40 % du district de Guntur et 40 % du district de Krishna), 12 % des autres districts d'Andhra côtier (Prakasam, East et West Godavari, Vishakapatnam), 4 % de Khammam (Telangana) et 3 % d'Anantapur (Rayalaseema). Dans ces deux derniers cas, il s'agit de la seconde génération de migrants, leurs parents ayant d'abord quitté l'Andhra côtier pour d'autres régions à des fins agricoles.

Pour la moitié des chefs de famille interrogés à Kukatpally, les nouvelles opportunités d'emploi à Hyderabad constituent le principal facteur de migration. 20 % d'entre eux déclarent être venus pour affaires, 10 % pour faire leurs études supérieures et 6 % pour l'éducation de leurs enfants. L'âge moyen de la migration est de 27 ans. Un tiers des chefs de famille explique le choix de Kukatpally comme lieu de résidence par les prix modérés à leur arrivée et l'appréciation rapide de l'immobilier dans la localité. Un autre tiers avance l'argument du « relais de caste » ou de la « chaîne migratoire » liée à la présence de parents éloignés ou de connaissances déjà installés à Kukatpally, destination privilégiée de ceux qui recherchent la « culture andhra » (par opposition à la culture locale hyderabadi ou, plus généralement, télanganaise), expression qui devient parfois « culture kamma » chez certains interlocuteurs. 20 % déclarent avoir élu domicile à Kukatpally simplement du fait de la proximité de leur lieu de travail. Les 13 % restant mettent en avant l'intérêt de leurs enfants qui bénéficient à Kukatpally d'un grand nombre d'institutions éducatives privées, celles-ci étant d'ailleurs possédées dans leur quasi totalité par des hommes d'affaires kamma.

Les deux-tiers des familles interrogées à Kukatpally se rendent dans leur village d'origine plus d'une fois par an, et seulement 2 % n'y retournent jamais car ils n'y ont ni famille, ni maison, ni terres. 45 % des chefs de famille se déplacent fréquemment hors d'Andhra Pradesh (pour rendre visite à de la famille, pour les affaires ou pour des pèlerinages religieux), 45 % rarement, et 10 % n'ont jamais quitté l'Andhra Pradesh. Parmi les ménages de Godavarru, 10 % des chefs de famille circulent fréquemment hors de l'Etat, 45 % rarement, et 45 % jamais. En ce qui concerne la mobilité internationale, un tiers des chefs de famille de Kukatpally est déjà allé à l'étranger (dans 60 % des cas aux Etats-Unis), contre seulement 10 % à Godavarru (uniquement aux Etats-Unis). Parmi ces derniers, il s'agit essentiellement de rendre visite à leurs enfants. En revanche, parmi les chefs de famille de Kukatpally, plus d'un tiers s'est rendu à l'étranger à des fins professionnelles, 5 % à des fins touristiques, 5 % y ont fait des études, et 55 % sont allés rendre visite à leurs enfants, eux-mêmes installés à l'étranger pour faire leurs études supérieures (un tiers), pour travailler (un tiers) ou pour accompagner leur conjoint (tiers restant).

b. Un niveau d'études plus élevé chez les néo-citadins, mais une mobilité et des investissements éducatifs plus importants chez les villageois

A Godavarru, il fut possible d'obtenir des informations sur le niveau d'études de 400 personnes au total, ce qui correspond aux membres ayant terminé leurs études parmi les 100 ménages interrogés : 3 % sont analphabètes, 18 % ont un niveau d'études primaires, 43 % ont fait des études secondaires, et 36 % des études supérieures. A Kukatpally, sur les 445 personnes renseignées, aucune n'est analphabète, 9 % ont un niveau primaire, 18 % secondaire et 73 % supérieur. Ces statistiques varient en fonction du sexe et de la tranche d'âge. On observe en effet un écart entre les deux sexes, et une progression considérable du niveau d'études de génération en génération.

Tableau 10 : Niveau d'études par sexe (en %³⁴⁴)

Niveau d'études	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Analphabète	1	5	3	0	0	0
Primaire	12	25	18	5	13	9
Secondaire	41	45	43	12	25	18
1^{er} cycle supérieur	34	18	26	48	37	43
2^e et 3^e cycles	12	7	10	35	25	30
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 11 : Niveau d'études par génération (en %)

Niveau d'études	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	20-40 ans	40-60 ans	Plus de 60 ans	20-40 ans	40-60 ans	Plus de 60 ans
Analphabète	0	2	9	0	0	0
Primaire	4	15	40	1	10	31
Secondaire	36	52	38	11	24	26
1^{er} cycle supérieur	42	22	12	45	44	34
2^e et 3^e cycles	18	9	1	43	22	9
Total	100	100	100	100	100	100

Les hommes ont un niveau d'études plus élevé que celui des femmes, mais les Kamma soignent également l'éducation de leurs filles : si seulement un quart d'entre elles sont allées à l'université parmi les familles de Godavarru (contre 46 % des hommes), parmi les familles installées à Hyderabad, en revanche, 62 % d'entre elles ont fait des études supérieures (contre 83 % des hommes). En effet, les femmes diplômées sont de plus en plus demandées en mariage par les jeunes Kamma vivant en milieu urbain. Environ un tiers d'entre elles ont un diplôme d'ingénieur, à Godavarru comme à Kukatpally, contre près de la moitié des hommes. Les études de commerce/management constituent généralement la deuxième préférence. Les diplômés de médecine, plus rares, sont très recherchés comme gendres.

³⁴⁴ La présentation des résultats sous forme de pourcentages plutôt que d'effectifs a pour but de faciliter la comparaison.

Tableau 12 : Domaine d'études parmi les diplômés de l'enseignement supérieur (en %)

Discipline	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Ingénierie	48	32	42	50	34	44
Commerce	23	23	23	21	17	19
Médecine	8	4	6	2	5	3
Sciences	9	15	12	13	23	17
Humanités	7	24	13	12	19	15
Autre	5	2	4	2	2	2
Total	100	100	100	100	100	100

La maîtrise de la langue anglaise est un bon indicateur du niveau d'instruction, avec là encore des variations liées au sexe et à l'âge.

Tableau 13 : Pourcentage d'anglophones par sexe et par génération

Tranche d'âge	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Moins de 20 ans	83	56	66	100	100	100
20-40 ans	70	49	59	95	79	87
40-60 ans	46	21	32	85	48	66
Plus de 60 ans	31	4	17	82	26	60
Moyenne	50	29	39	86	64	75

Parmi les familles interrogées à Kukatpally, tous les moins de vingt ans parlent l'anglais. La proportion d'anglophones est également élevée chez les deux sexes dans la tranche d'âge des 20-40 ans. Depuis une trentaine d'années, les institutions privées « *English Medium* », dont l'enseignement se fait totalement en anglais, connaissent en effet un succès croissant, notamment parmi les familles vivant en milieu urbain. Les familles rurales quant à elles n'hésitent pas à envoyer leurs enfants en internat dans ce type d'écoles lorsqu'elles en ont les moyens. 75 % des personnes renseignées à Godavarru ont fait leurs études secondaires à Vijayawada ou Hyderabad. Au niveau universitaire, plus d'un tiers a étudié hors d'Andhra Pradesh (11 % aux Etats-Unis). Cette mobilité à des fins éducatives semble même plus importante que celle des personnes issues des familles installées à Kukatpally : parmi ces dernières, seulement 7 % ont étudié aux Etats-Unis, sans doute parce que l'offre urbaine sur place est suffisante. Parmi les néo-urbains de Kukatpally, une grande partie a d'abord étudié en milieu rural avant de migrer à Hyderabad. Il est intéressant de noter que les familles rurales de Godavarru sont celles qui dépensent le plus pour l'éducation supérieure de leurs

enfants. Un quart des moins de 30 ans issus de ces familles a payé plus de 100 000 roupies par an pour ses études universitaires (notamment à l'étranger), ce qui représente une somme importante (l'équivalent des revenus agricoles annuels procurés par une exploitation de 10 acres). Il semblerait en effet que les agriculteurs, même modestes, soient prêts à de plus grands sacrifices pour que leurs enfants puissent exercer une profession libérale, tandis que les hommes d'affaires savent que leurs enfants peuvent toujours reprendre l'affaire familiale avec ou sans diplôme d'ingénieur³⁴⁵.

Tableau 14 : Pourcentage de personnes ayant étudié dans des institutions privées en anglais

Tranche d'âge	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
Moins de 20 ans	60	93	100	100	100	100
20-40 ans	33	93	85	52	70	77
40-60 ans	8	62	52	16	57	54
Plus de 60 ans	0	50	40	13	52	52
Moyenne	17	81	73	42	66	68

Tableau 15 : Lieu d'études (en %)

Lieu d'études	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
Village	82	6		52	13	
Petite ville	12	14	12	11	32	25
Ville d'Andhra Pradesh	6	75	52	32	47	46
Autre Etat		5	24	5	8	20
Etats-Unis			11			7
Autre pays			1			2
Total	100	100	100	100	100	100

³⁴⁵ Upadhyaya avait observé un phénomène similaire sur son terrain, à savoir que les petits agriculteurs investissent davantage dans l'éducation de leurs enfants, qu'ils destinent de préférence aux métiers d'ingénieur ou de médecin, tandis que les grands propriétaires souhaitent que leurs enfants se lancent dans les affaires, à défaut de s'occuper de l'exploitation familiale (entretien du 23/08/07 avec Carol Upadhyaya au National Institute of Advanced Studies (NIAS), Bangalore).

Tableau 16 : Coûts annuels de scolarité des moins de 30 ans (en %)

Coûts de scolarité par an	GODAVARRU			KUKATPALLY		
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
Moins de 1000 Rs	46	3	7	27	10	1
1000 à 10 000 Rs	52	20	10	38	18	10
10 000 à 50 000 Rs	2	74	38	33	70	58
50 000 à 1 lakh		3	20	1	1	18
Plus d'1 lakh			25	1	1	13
Total	100	100	100	100	100	100

Rs = roupies. 1 lakh = 100 000 Rs.

c. Aires de mariage restreintes, importance de la dot, recul de la famille indivise et de la fécondité

Parmi les familles interviewées à Godavarru, la totalité des unions sont des mariages arrangés par les parents au sein de la caste. Sur les 360 personnes mariées issues des familles installées à Kukatpally, seulement trois ont fait un mariage d'amour, l'une avec un membre de la même caste, l'autre avec un membre d'une caste différente mais de statut équivalent (Kapu) et la dernière, installée aux Etats-Unis, avec un américain. Parmi les Kammas, la consanguinité est relativement fréquente, et s'explique traditionnellement par la volonté de conserver la propriété au sein de la famille. La proportion de mariages consanguins (entre cousins ou entre oncle maternel et nièce) est plus élevée parmi les familles de Godavarru (un quart des personnes mariées) que parmi celles de Kukatpally (20 %). Cette proportion tend cependant à diminuer de génération en génération. L'âge du mariage tend également à reculer avec l'allongement de la durée des études, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, notamment en milieu urbain.

Tableau 17 : Age moyen du mariage par sexe et par génération

Tranche d'âge	GODAVARRU		KUKATPALLY	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Moins de 40 ans	26	20	27	22
40-60 ans	24	18	25	20
Plus de 60 ans	22	16	24	18

Le choix du conjoint s'effectue dans un rayon spatial relativement réduit. Contrairement à l'Inde du Nord, les villages en Inde du Sud constituent des unités endogames, et par conséquent les réseaux matrimoniaux sont moins étendus. A Godavarru, 92 % des personnes

mariées ont épousé une personne du même district : 22 % du même village, 20 % du même *mandal*³⁴⁶, et 50 % d'un *mandal* différent. Même parmi les familles installées à Kukatpally, 70 % des personnes mariées ont un conjoint issu du même district, bien que dans la majorité des cas vivant à Hyderabad. En milieu urbain, le recours à des bureaux de mariage permet en effet de déterminer les critères de choix du conjoint. De nombreux informateurs expliquent accorder de l'importance à l'origine géographique pour des raisons « culturelles » : les Kamma du delta de la Krishna sont par exemple réputés avoir une cuisine plus raffinée et un dialecte plus pur que ceux installés depuis longtemps dans le Rayalaseema ou le Telangana. A Kukatpally, le *Kakatiya Marriage Bureau* est exclusivement réservé aux Kamma (la référence à la dynastie kakatiya, dont se réclament les Kamma, est une manière de ne pas utiliser clairement le nom de la caste).

La sous-caste a perdu de son importance et n'entre plus en considération dans le choix du conjoint, ce qui a permis d'unifier et d'homogénéiser l'ensemble de la caste. Le *gotra* ou « clan » est cependant pris en compte au moment des alliances, dans la mesure où il s'agit d'un groupe exogame. Les critères les plus importants aujourd'hui sont le niveau d'études, la profession, les revenus, les biens immobiliers et le lieu de résidence. Les ingénieurs kamma installés aux Etats-Unis sont les plus demandés et ceux qui reçoivent les dots les plus importantes, se chiffrant généralement en *crores* (dizaines de millions de roupies). La dot (*katnam* en télougou) est une pratique très importante parmi les Kamma car elle leur permet de transmettre une partie de la propriété à leurs filles³⁴⁷. Les terres données au moment du mariage restent généralement au nom de la femme et non à celui du mari³⁴⁸. Les femmes kamma sont généralement considérées comme ayant une place importante au sein de la famille, certains les qualifiant même de « dominantes ». Après la prise du pouvoir par le TDP

³⁴⁶ Un *mandal* est une subdivision administrative au sein du district. Le district de la Krishna est composé de 50 *mandal*.

³⁴⁷ “*There is no social abhorrence towards the payment of dowry but since the Government recognised the right of females to property, it is being interpreted by the learned Kammass as a matter of pride that what the Government have recognised now had long been recognised by them*” (Government of India, 1964b : 55).

³⁴⁸ “*In the past it was common practice to merge the wife's dowry with the joint estate of the husband's family. Although the land was given in the bride's name, it would be sold because of its inconvenient location (in the bride's village), and land would be bought to replace it in the husband's village in his name. At present in rural areas, katnam land often remains in the wife's name even if it is sold and other land is purchased in its stead*” (Upadhyay, 1990 : 41).

en 1983, NTR fit voter une loi sur l'héritage des filles, désormais considérées comme copropriétaires du patrimoine foncier familial, en théorie pour mettre fin au système de la dot, mais en réalité pour entériner une pratique ancienne parmi les membres de sa caste et permettre aux grands propriétaires kamma de contourner les plafonds fonciers³⁴⁹.

De plus en plus de jeunes mariés décident de vivre en famille nucléaire et quittent le foyer parental de l'époux, notamment lorsqu'ils décident de s'installer en ville ou à l'étranger. C'est pourquoi seulement 15 % des ménages interrogés à Godavarru comme à Kukatpally vivent en famille indivise (*joint family*). A Kukatpally, il s'agit en général de couples accueillant leurs vieux parents venus les rejoindre en ville pour accéder plus facilement aux soins de santé, ou pour s'occuper des petits-enfants. L'âge moyen des chefs de famille interrogés à Kukatpally est de 52 ans, contre 60 ans à Godavarru, où l'on note un net vieillissement de la population parmi les Kamma. Au sein de cette caste, le taux de divorce est réputé plus important que dans d'autres communautés où les femmes sont moins indépendantes financièrement, mais seuls trois cas de divorce furent relevés à Kukatpally, et deux à Godavarru, ce qui est sans doute sous-estimé dans la mesure où le divorce est encore largement tabou et donc peu mentionné. Les Kamma sont par ailleurs en avance sur les méthodes de planning familial qu'ils ont adoptées dès le début des années 1960. Cette prise de conscience précoce s'explique par un meilleur accès à l'éducation et par une volonté d'éviter la division de la propriété. Le nombre moyen d'enfants est de 2 dans les familles interviewées à Godavarru, et de 1,9 à Kukatpally. Cette moyenne tend à diminuer de génération en génération. Le principal facteur invoqué pour expliquer la volonté de contrôler les naissances n'est plus aujourd'hui le maintien de la propriété foncière, mais l'importance accordée à l'éducation des enfants et le coût de plus en plus élevé de celle-ci.

Tableau 18 : Nombre moyen d'enfants par famille en fonction de l'âge du père

Age du père	GODAVARRU	KUKATPALLY
Plus de 60 ans	2,3	2,6
40-60 ans	1,8	1,8
Moins de 40 ans	1,7	1,6

³⁴⁹ "This bill was attacked by critics on the grounds that it was politically motivated (it was an election promise by N.T. Rama Rao to women voters, who in fact voted overwhelmingly for him), and that its true purpose is to give rich farmers a device with which to circumvent the land ceiling (...). Andhra Pradesh [became] the first state in India to pass a law making daughters coparceners in joint family property" (Upadhyaya, 1990 : 53, n.22).

3. Une ascension sociale plus rapide parmi les néo-citadins de Hyderabad, mais une dominance plus décisive à l'échelle villageoise

a. Mobilité professionnelle

Alors que l'agriculture constitue l'activité principale d'environ 40 % des hommes issus des familles kamma de Godavarru, parmi celles de Kukatpally seuls 8 % des hommes continuent d'en vivre. Pour ces derniers, elle est davantage une source de revenus qu'une réelle activité, dans la mesure où les propriétaires absents louent leurs terres à des métayers. Même parmi les propriétaires vivant au village, leur rôle se limite à superviser les opérations effectuées par les ouvriers agricoles. Les Kamma ne sont pratiquement jamais salariés agricoles (seulement 1 % à Godavarru). De même, le métayage ne constitue que très rarement leur activité principale (2 %), la plupart des métayers kamma possédant aussi leurs propres exploitations.

Photo 10 : Propriétaire kamma dans son champ de curcuma et ses ouvriers dalit à Godavarru



Cliché de l'auteure (2007)

Parmi les personnes classées dans la catégorie « ouvrier », il s'agit à Godavarru de travailleurs manuels dans les raffineries sucrières et les rizeries (3 %), et à Kukatpally de chauffeurs routiers (1 %). Le prolétariat agricole et urbain constitue donc une proportion

extrêmement marginale au sein de la caste. Parmi la population masculine issue des familles de Kukatpally, 30 % sont des hommes d'affaires (essentiellement des promoteurs immobiliers), soit le double de la proportion observée à Godavarru, où le transport routier (*lorry business*) et la finance (*moneylending*) constituent les principaux secteurs. La fonction publique emploie 8 % des hommes parmi les familles de Godavarru, et le double parmi celles de Kukatpally. Il ne s'agit pas d'une carrière privilégiée parmi les Kamma qui, d'une part, ne bénéficient pas des quotas, d'autre part, préfèrent travailler dans le privé pour des salaires plus élevés et pour pouvoir éventuellement émigrer. 45 % des hommes issus des familles de Kukatpally travaillent dans le secteur privé (dont la moitié en tant qu'ingénieurs), contre 28 % à Godavarru (dont plus d'un tiers d'ingénieurs). On trouve relativement peu de médecins dans les échantillons étudiés, alors que c'est une profession très prisée par les Kamma. Dans les années 1960, les premières vagues de migration de Kamma hautement qualifiés vers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis étaient celles de diplômés de médecine, et non d'ingénieurs comme aujourd'hui. La plupart des hôpitaux et cliniques privés de Hyderabad et Vijayawada sont possédés par des Kamma. En réalité, ces derniers ne sont pas forcément médecins de profession, de même que les propriétaires d'institutions éducatives sont rarement issus des métiers de l'enseignement.

Chez les hommes, la catégorie « sans profession » révèle la présence du chômage, marginale parmi les familles de Godavarru (3 %, essentiellement des jeunes diplômés en attente d'un emploi), et nulle parmi celles de Kukatpally. Au sein de la population féminine, il s'agit simplement de femmes au foyer, ce qui est le cas de 86 % d'entre elles à Godavarru, et de 63 % d'entre elles à Kukatpally. Au village, les 4 % d'entre elles qui vivent de l'agriculture sont des veuves qui n'ont pas d'autres ressources que le loyer ou les revenus des terres dont elles ont hérité. A Kukatpally, les professions les plus courantes parmi les femmes actives sont les métiers de l'enseignement et de l'administration, dans le privé (15 %) ou le public (10 %). On note cependant une importante mobilité sociale plurigénérationnelle, que cela soit chez les femmes ou chez les hommes. Alors que parmi les plus de 40 ans on ne trouve quasiment aucune femme ingénieur ou médecin, 15 % des 20-40 ans de Kukatpally sont ingénieures, et 4 % médecins. En réalité, cette proportion est plus importante encore en ce qui concerne les diplômées de ces deux disciplines, mais celles-ci n'exercent pas forcément la profession après le mariage. Le pourcentage de femmes au foyer diminue cependant de génération en génération : il est seulement de 55 % chez les moins de 40 ans de Kukatpally (contre 75 %

chez les plus de 60 ans³⁵⁰), mais demeure relativement élevé parmi les femmes issues de Godavarru (80 %, contre 90 % chez les plus de 60 ans). Chez les hommes, le changement le plus remarquable est le déclin de l'agriculture comme activité principale : deux-tiers des plus de 60 ans à Godavarru contre seulement 8 % des 20-40 ans. Pour la génération intermédiaire, l'agriculture est encore importante à Godavarru, tandis qu'à Kukatpally la moitié des 40-60 ans sont hommes d'affaires. Parmi la jeune génération, le métier d'ingénieur est le plus fréquent (45 %), ce qui n'est pas étonnant dans cette localité située à proximité du parc informatique de HITEC City.

Tableau 19 : Catégorie professionnelle des hommes selon la génération (en %³⁵¹)

Activité principale	GODAVARRU				KUKATPALLY			
	20-40 ans	40-60 ans	Plus de 60 ans	Total	20-40 ans	40-60 ans	Plus de 60 ans	Total
Agriculteur-propriétaire	8	40	66	40	1	5	25	8
Métayer		3	2	2				
Salarié agricole		3		1				
Ouvrier	7	1	2	3			2	1
Homme d'affaires	21	20	2	15	15	50	14	30
Fonctionnaire		10	16	8	4	16	40	16
Ingénieur	22	7	7	10	45	6	5	22
Médecin	2	4	2	3	2	3	1	2
Autre emploi du privé	33	11	3	15	33	20	13	21
Sans profession	7	1		3				
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

³⁵⁰ La profession indiquée pour les plus de 60 ans est celle exercée avant la retraite.

³⁵¹ Les pourcentages furent réalisés à partir d'un effectif total de 198 hommes renseignés à Godavarru et 202 à Kukatpally.

Tableau 20 : Catégorie professionnelle des femmes selon la génération (en %³⁵²)

Activité principale	GODAVARRU				KUKATPALLY			
	20-40 ans	40-60 ans	Plus de 60 ans	Total	20-40 ans	40-60 ans	Plus de 60 ans	Total
Agricultrice-propriétaire		7	7	4				
Ouvrière		1		1				
Femme d'affaires	3			1	2	4		2
Fonctionnaire	2		2	1	2	14	18	10
Ingénieure	3	2	1	2	15	2		8
Médecin					4			2
Autre emploi du privé	12	5		5	22	10	7	15
Sans profession	80	85	90	86	55	70	75	63
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

b. Position économique

Si l'on compare les revenus annuels totaux des ménages³⁵³, les familles de Kukatpally gagnent nettement plus que celles de Godavarru. Seulement 5 % de ces dernières gagnent plus de 5 *lakhs* par an (grâce à des activités non-agricoles), contre 53 % à Kukatpally. En termes de revenus, la population Kamma de Godavarru est plus homogène que celle de Kukatpally, dans la mesure où les revenus de l'agriculture ne sont jamais très élevés, tandis que ceux de la spéculation foncière à Hyderabad peuvent atteindre des sommets (un quart des familles interrogées à Kukatpally gagnent plusieurs dizaines de *lakhs* par an, et 2 % ont des revenus annuels se chiffrant en *crores*). En termes de propriété en revanche, non seulement la population Kamma de Godavarru est aussi bien lotie en moyenne que celle de Kukatpally, mais elle est tout aussi hétérogène. 44 % des ménages de Godavarru ont des biens immobiliers d'une valeur supérieure à 1 *crore*, contre 54 % à Kukatpally. Le patrimoine des familles de Godavarru réside essentiellement dans leurs terres agricoles, dont la valeur moyenne est de 20 *lakhs* par acre. Or les propriétaires fonciers du village possèdent en

³⁵² L'effectif total à Godavarru est de 200 et à Kukatpally de 208.

³⁵³ Sont prises en compte les sources de revenus principales et secondaires (location de terres ou de maisons) de tous les membres vivant sous un même toit. Sont exclus les salaires des enfants mariés vivant en famille nucléaire, ainsi que ceux des NRI, dont les revenus en dollars viendraient enfler artificiellement les chiffres. Il faut toutefois savoir que nombre d'entre eux envoient une partie de leur salaire à leur famille, mais il fut difficile de connaître les sommes exactes à cause de la fierté de certains parents qui refusent d'admettre qu'ils dépendent en partie de leurs enfants. La question des revenus fut délicate à traiter, surtout à Kukatpally, où les hommes d'affaires ne déclarent pas la totalité de ce qu'ils gagnent aux impôts. Les chiffres présentés sont donc sans doute sous-estimés.

moyenne 10 acres par famille. A Kukatpally, parmi les 78 % de familles qui possèdent des terres agricoles, la superficie moyenne de celles-ci est également de 10 acres, mais situées dans des villages où la valeur du foncier n'est pas forcément aussi élevée qu'à Godavarru. La richesse de ces familles réside donc surtout dans leurs logements et terrains en ville (ces derniers sont généralement loués à des fins commerciales ou revendus après s'être valorisés). La totalité des ménages de Kukatpally est propriétaire d'un bien immobilier quel qu'il soit, contre 95 % à Godavarru. Il n'y a quasiment pas de Kamma pauvres à Kukatpally : les quelques familles aux revenus modestes qui s'étaient déclarées « pauvres » au début de l'entretien se sont avérées propriétaires d'un appartement d'une valeur d'au moins 10 *lakhs*. Au village en revanche, près d'un quart des familles Kamma ne possèdent pas de terres agricoles et peuvent être considérées comme relativement pauvres, même lorsqu'elles sont propriétaires de leur logement, la valeur de celui-ci étant généralement faible en milieu rural.

Tableau 21 : Répartition des revenus annuels totaux par ménage (%)

Revenus annuels	GODAVARRU	KUKATPALLY
Moins d'1 lakh	47	5
1-5 lakhs	48	42
5-10 lakhs	2	28
10-50 lakhs	3	23
50 lakhs à 5 crores	0	2
Total	100	100

Tableau 22 : Répartition des biens immobiliers par ménage (%)

[illegible]

c. Participation sociale et politique

La participation à des associations ou à des clubs contribue à la création d'un capital social particulièrement recherché par les Kamma, dont la forte mobilité fut largement facilitée par leurs réseaux et connaissances. Plus de la moitié des familles de Kukatpally sont membres d'au moins une association, contre un quart à Godavarru. Les associations de caste étant un phénomène essentiellement urbain, c'est parmi les familles de Hyderabad que l'on note la plus forte participation, 47 % d'entre elles comptant au moins un adhérent au sein du *Kukatpally Kamma Sangham*. Celui-ci occupe un immeuble impressionnant par sa taille, mais plus discret sur son appellation que celui d'Ameerpet, le plus ancien de Hyderabad (datant de 1968), où le nom « Kamma » est visiblement affiché en plein centre ville sur une artère commerçante très fréquentée. A Kukatpally, l'association kamma se présente comme « *Kakatiya Seva Samithi* » (comité d'entraide kakatiya), écrit en caractères télougous en haut de l'immeuble. Cette construction neuve, financée en grande partie par des dons de NRI en dollars, sert essentiellement de maison de retraite pour les vieux Kamma dont les enfants vivent à l'étranger. Les habitants de Kukatpally issus des autres castes sont généralement hostiles à cette idée d'asile pour personnes âgées, dans une société où les vieux parents sont généralement pris en charge par leurs enfants au sein de la famille étendue. Les Kamma sont souvent accusés d'importer en Inde la « culture occidentale individualiste ». Le *Kukatpally Kamma Sangham* est également critiqué pour avoir transformé une ancienne tradition de pique-niques organisés chaque automne en forêt (appelés en télougou *Kartika Masam Vana Bhojanam*), regroupant à l'origine plusieurs villages d'Andhra côtier, en rassemblement de caste. Ces pique-niques qui autrefois permettaient à des communautés vivant sur un même territoire de se connaître, sont devenus en milieu urbain exclusivement réservés aux Kamma. 40 000 d'entre eux participèrent à celui de 2006 à Kukatpally, tandis que les autres associations de la caste rassemblèrent chacune 20 000 Kamma au plus à cette occasion. Ces associations servent de moins en moins à financer l'éducation de jeunes issus de familles rurales pauvres, et sont de plus en plus utilisées par quelques individus fortunés et ambitieux comme source d'influence et de pouvoir³⁵⁴.

³⁵⁴ Le président du *Kukatpally Kamma Sangham*, dit Gandhi, habitant à Vivekanand Colony dans un luxueux pavillon, est un promoteur immobilier et l'une des plus grosses fortunes rencontrées au cours de l'enquête. Le trésorier de l'association, D. Sobhanadri, est également le président du TDP dans la municipalité de Kukatpally.

Photo 11 : Kukatpally Kamma Sangham, nouvel immeuble en construction



Photo 12 : Ameerpet Kamma Sangham, première association kamma de Hyderabad



Clichés de l'auteur (2009)

Les associations de résidents (*Resident Welfare Associations*), également absentes des villages, arrivent au second rang en termes de taux de participation parmi les familles de Kukatpally (20 %), puis les associations professionnelles (notamment la *Kukatpally Builders' Association*, où 10 % des chefs de famille interrogés sont actifs). A Godavarru, les clubs internationaux (Rotary et Lion) semblent un peu plus populaires (10 %) qu'à Kukatpally (5 %). Au village, quelques familles kamma financent des temples, ce qui constitue un moyen traditionnel d'affirmer leur autorité et de renforcer leur prestige³⁵⁵. Certaines participent par ailleurs à des activités philanthropiques par l'intermédiaire de trusts.

Photo 13 : Prêtre brahmane et administrateur kamma du trust finançant les temples de Godavarru



Cliché de l'auteure (2007)

Les Kamma sont également actifs en politique. Un quart des chefs de familles interrogés à Hyderabad sont membres d'un parti, contre 20 % au village, où les trois-quarts se déclarent simples sympathisants. Dans les deux localités, seulement 5 % disent ne pas avoir de préférence politique. Le *Telugu Desam Party* recueille un soutien largement majoritaire (80 %) parmi les Kamma de Kukatpally, alors qu'à Godavarru on observe une plus grande

³⁵⁵ La totalité des familles Kamma interrogées à Kukatpally sont hindoues, et seule une famille de Godavarru est convertie au christianisme.

diversité d'affiliations politiques, la moitié des chefs de famille étant en faveur du TDP contre 30 % en faveur du Congrès. Cette division de l'opinion au sein d'une même caste s'explique par le phénomène factionnaliste, particulièrement prégnant en milieu rural. A Godavarru, c'est par rivalité personnelle avec le leader local du TDP qu'un autre membre influent du parti a décidé de rejoindre le Congrès. Ces deux leaders kamma se sont par la suite constitué leur propre clientèle au sein de la caste. L'existence de factions à Godavarru ne se traduit cependant pas par des oppositions violentes, et la solidarité de caste prévaut sur les divisions internes en cas de conflits avec d'autres castes³⁵⁶. Le *sarpanch* du village est un Mala élu grâce aux quotas pour *Scheduled Castes*, mais il n'a aucun pouvoir réel, dans la mesure où les dominants kamma, qui n'ont que mépris pour lui³⁵⁷, sont concrètement en charge de toutes les affaires du village.

Tableau 23 : Préférences politiques (en %)

Parti	GODAVARRU	KUKATPALLY
TDP	50	80
Congrès	30	5
CPI et CPI(M)	5	4
BJP	2	3
Lok Satta	8	3
Sans préférence	5	5
Total	100	100

Les deux partis communistes parlementaires, bien que dirigés aujourd'hui encore par des Kamma (K. Narayana est le secrétaire du CPI et B.V. Raghavulu celui du CPI (M) en Andhra Pradesh), ont largement perdu de leur influence sur les membres de la caste, pour qui le communisme fut une idéologie utile à un moment de leur histoire, notamment lorsqu'ils combattaient le féodalisme dans le Telangana, mais qui s'oppose aujourd'hui à l'idéologie

³⁵⁶ "One member of the dominant caste is to split the village into two rival groups. But both the groups are led by members of the same caste. Whatever be the party, rival candidates are from the same caste, and one of them wins. Anyway, they take care that political leadership does not slip out of their hands into those of the lower castes" (Padma Rao, 1995 : 17).

³⁵⁷ "The Sarpanch doesn't know anything. He's just here because of the quotas. Why do you want to interview him?" (entretien du 16/02/06 avec Yarlagadda Seshagiri Rao, agriculteur kamma de Godavarru).

néolibérale du TDP qui leur a tant profité, surtout à Hyderabad³⁵⁸. L'idéologie nationaliste hindoue reçoit peu d'adhésion parmi les Kamma, comme le montre leur faible soutien au BJP, même si le président du parti à l'échelle nationale, Venkaiah Naidu, est kamma. Le Lok Satta (« le pouvoir du peuple ») est un parti créé en Andhra Pradesh en 2007 pour une plus grande transparence électorale par Jayaprakash Narayan, un ancien haut fonctionnaire kamma, ayant démissionné de l'*Indian Administrative Service* (IAS) afin de se consacrer à la politique. Originaire de Godavarru, son parti était donc connu dans le village dès sa formation, tandis qu'à Kukatpally peu de gens en avaient entendu parler. Pourtant, deux ans après l'enquête, lors des élections législatives de 2009, Jayaprakash Narayan fut élu MLA de Kukatpally. Interrogé sur le choix de cette circonscription pour se présenter aux élections, il explique qu'il comptait sur le vote des « migrants andhra » (*Andhra settlers*), un euphémisme pour ne pas parler de vote kamma en sa faveur, difficile à admettre pour le leader d'un parti censé « nettoyer la politique indienne » de la corruption, du népotisme et du castéisme³⁵⁹.

Malgré l'élection de l'un des leurs à Kukatpally, les Kamma ne sont pas dominants politiquement à l'échelle de Hyderabad, où ils représentent à peine 10 % d'une population extrêmement diverse en termes d'appartenance religieuse et de caste. La capitale est peuplée à 40 % de musulmans, ce qui explique l'importance politique du MIM (*Majlis-e-Ittehad-ul-Muslimeen*) au niveau de la municipalité³⁶⁰. En revanche, la dominance villageoise des Kamma est bien plus décisive, non seulement parce qu'ils constituent encore 20 % de la population de Godavarru en dépit d'une forte émigration, mais surtout parce qu'ils y possèdent 85 % des terres. A ces deux critères essentiels dans la définition classique de la dominance de caste par Srinivas, s'ajoutent de nouveaux éléments de dominance liés à la migration de certains membres en ville ou à l'étranger. Godavarru est en réalité dominé par

³⁵⁸ “TDP’s ideology is LPG (Liberalisation, Privatisation, Globalisation), that is the World Bank’s policy. We are opposing it” (entretien du 20/01/08 avec K. Narayana, secrétaire du CPI, au siège du parti à Hyderabad).

³⁵⁹ Lors de cet entretien, réalisé le 3/08/09 au siège de son parti à Hyderabad, Jayaprakash Narayan ne remet pas en cause le principe des associations de caste: “Our society is anyway divided along caste lines, so one should not pretend that caste associations are the cause. It is always good to support the underprivileged, even from our own caste, by building student hostels, by giving scholarships, and thus helping people to settle in cities and get better opportunities than in villages. Charity begins at home.”

³⁶⁰ Lors des élections municipales de 2009, le MIM remporta 43 sièges sur les 150 de la *Municipal Corporation* de Hyderabad.

une dizaine de familles Kamma extrêmement riches et influentes politiquement. Celles-ci ont toutes au moins un membre haut placé vivant à Vijayawada ou à Hyderabad, et leurs enfants, installés aux Etats-Unis, contribuent à l'accroissement du patrimoine familial en investissant une partie de leurs revenus dans la terre ou dans l'embellissement de la maison villageoise. Le pouvoir et le prestige de ces quelques familles rejaillissent cependant sur l'ensemble des Kamma de Godavarru. De même, si la migration a accentué les différenciations socio-économiques internes à la caste, entre les Kamma installés en ville et ceux restés au village, ces derniers bénéficient directement ou indirectement des effets de la migration. Les investissements des néo-urbains ou des NRI autour de Vijayawada contribuent en effet à la prospérité de la région et à l'appréciation des terres agricoles. Par ailleurs, les positions de pouvoir auxquelles certains Kamma ont pu accéder en quittant leurs villages élèvent le statut de l'ensemble de la caste. C'est pourquoi une caste est dite dominante même lorsque cette dominance n'est réellement exercée que par une élite au sein du groupe.

Pour conclure cette comparaison entre « Kamma des villes et Kamma des champs » en Andhra Pradesh, il est intéressant de retranscrire ici une partie de l'entretien réalisé avec l'ex-
IAS Jayaprakash Narayan, trait d'union par excellence entre Godavarru, son village d'origine, et Kukatpally, la circonscription d'où il fut élu MLA.

La migration des Kamma est à la fois positive et négative pour l'ensemble de la caste. Positive car il est nécessaire que des gens éduqués comme moi quittent les zones rurales pour accéder à des emplois à la hauteur de nos qualifications. La contrepartie est que les meilleurs talents, les meilleurs cerveaux et les meilleures âmes quittent le village. Ceux qui y restent, par définition, n'ont pas les capacités requises pour diriger. C'est pourquoi le leadership se retrouve entre les mains de criminels, comme le MLA de Kankipadu, Devineni Nehru. La migration n'a cependant pas affecté l'influence des Kamma dans leurs villages. Les positions qu'ils occupent en ville ont même renforcé leur autorité traditionnelle en zones rurales. Lorsque je retourne dans mon village, je suis encore plus respecté du fait de ce que j'ai accompli après avoir migré. Par ailleurs, le patrimoine foncier des Kamma ne s'est pas érodé du fait de la migration car nombreux sont ceux qui conservent leurs terres pour des raisons sentimentales, voire en achètent de nouvelles pour des raisons spéculatives. Quant aux migrations internationales, si elles sont limitées en termes de flux, leur impact est considérable. L'aspect positif réside dans les transferts d'argent qui favorisent le développement économique. Mais celui-ci bénéficie surtout à leurs familles car les Kamma sont très claniques et les élites NRI sont complètement déconnectées du reste de la population rurale indienne, avec qui ils se comportent comme des néo-colons en investissant dans la terre dans un but purement commercial et profitent du fait que les revenus de l'agriculture ne sont pas imposables en vertu de l'*Indian Income Tax Act*³⁶¹.

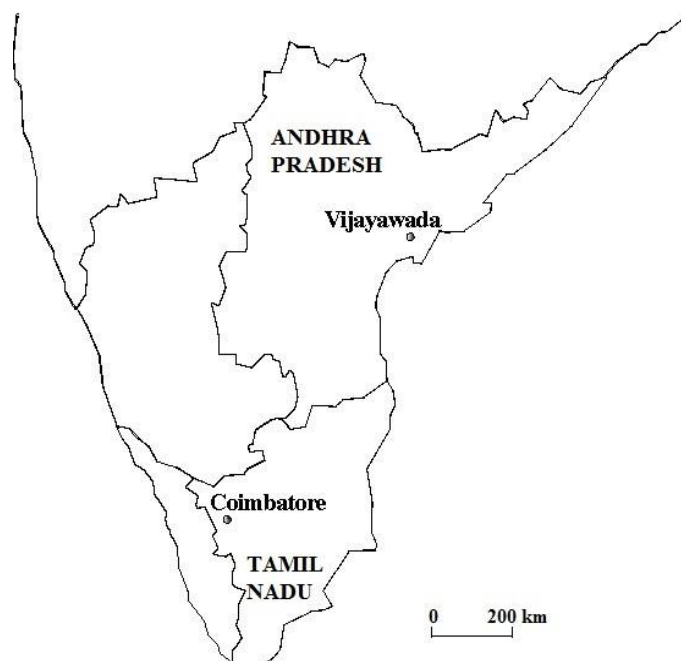
³⁶¹ Entretien du 03/08/09 avec Jayaprakash Narayan au siège du Lok Satta à Hyderabad.

Le mépris exprimé ici pour les villageois de sa caste est un trait fréquent parmi les néo-citadins kamma qui considèrent même les membres de leur famille restés au village comme des « grenouilles au fond d'un puits » (« *frogs in the well* »). S'il est avéré que le député kamma Devineni Nehru est à la tête d'un vaste empire criminel, celui-ci s'étend également aux villes de la région, comme Vijayawada, où des incidents sanglants ont opposé leaders kamma et kapu, et il ne s'agit donc pas d'un phénomène spécifiquement rural. Autrement dit, l'opposition entre villes et campagnes en Andhra côtier est artificielle car celles-ci sont contrôlées économiquement et politiquement par le même type de « dominants », voire par les mêmes grandes familles de la région, et il est de ce fait plus pertinent de comparer les formes de dominance kamma qui se sont consolidées historiquement de manière distincte dans des contextes territoriaux différents.

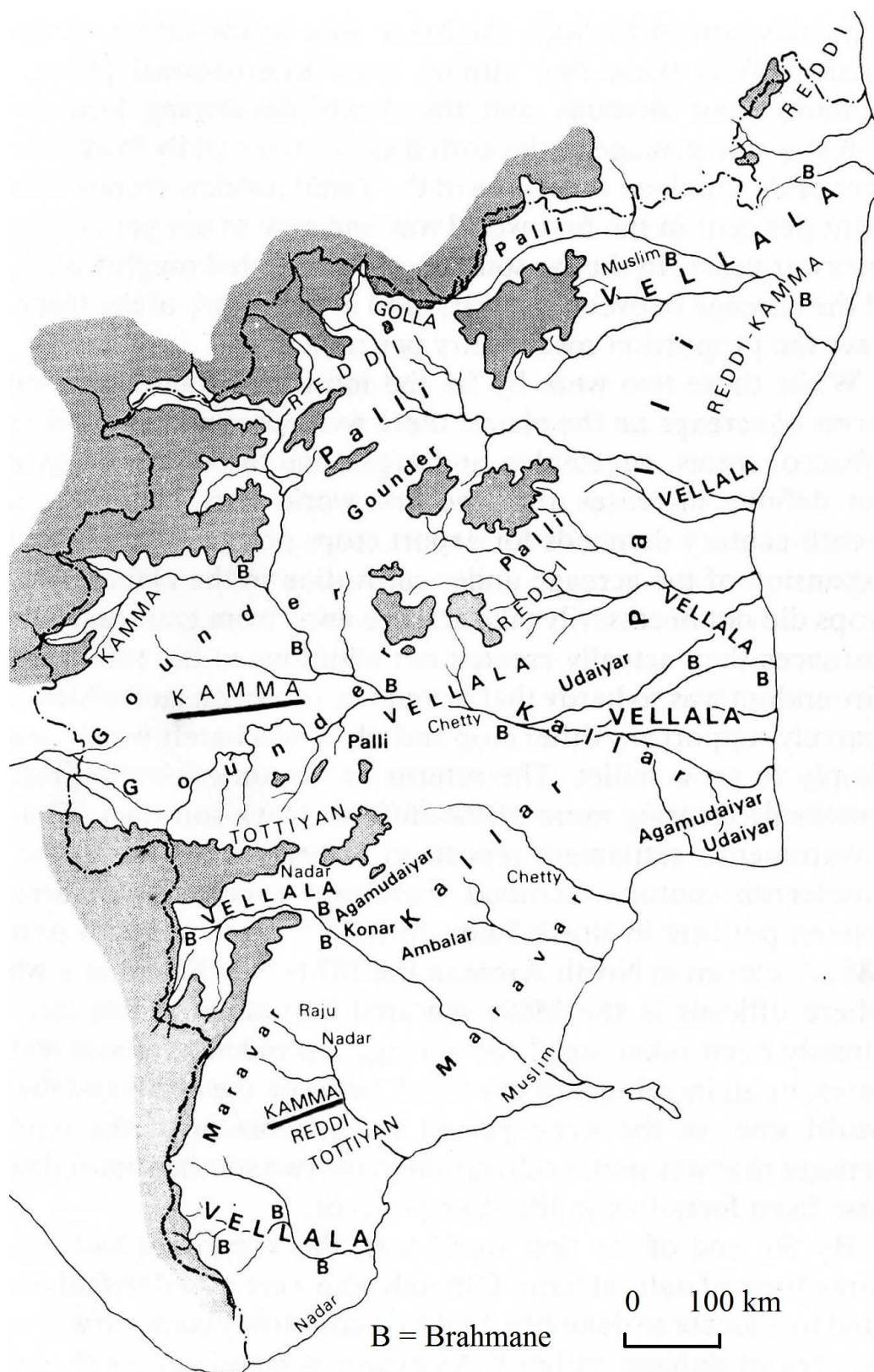
II. La dominance des Kamma en milieu urbain : étude comparée de deux métropoles régionales, Vijayawada (Andhra Pradesh) et Coimbatore (Tamil Nadu)

1. Présentation de l'enquête qualitative par entretiens

Carte 21 : Localisation de Vijayawada et Coimbatore en Inde du Sud



Carte 22 : Territoires des principales castes agraires au Tamil Nadu



Source : Baker (1984 : 54)

Le choix de Vijayawada et Coimbatore pour des études de terrain approfondies s'explique par le poids démographique et la puissance économique des Kamma dans ces deux villes culturellement distinctes mais de taille comparable, peuplées d'environ un million d'habitants chacune et occupant le 3^e rang dans leur Etat respectif, Andhra Pradesh et Tamil Nadu. Contrairement à Hyderabad, ces métropoles moyennes sont dominées de manière clairement identifiable par les Kamma qui y constituent la caste la plus nombreuse, estimée à environ 20 % de la population, bien qu'il s'agisse d'une majorité relative et que leur influence soit en partie limitée par celle des Kapu à Vijayawada et des Gounder à Coimbatore. La concurrence entre ces castes agraires dominantes a parfois pris des formes violentes à Vijayawada, où des propriétés kamma furent pillées à plusieurs reprises par les Kapu à la suite d'assassinats politiques, tandis qu'à Coimbatore le succès des Kamma sur le plan industriel a servi de modèle aux Gounder, caste locale de langue tamoule, dans un contexte pacifique d'émulation. Si Vijayawada est une ville hautement politisée, où la rivalité entre Kamma et Kapu pour l'accès au pouvoir s'exprime de manière extrêmement conflictuelle, seule la compétition économique semble compter à Coimbatore, où la cohabitation entre Kamma et Gounder est relativement peu affectée par des considérations d'ordre politique.

L'objectif de cette comparaison est de comprendre les différences socio-économiques, culturelles et politiques qui existent au sein d'une même caste dominante dans deux métropoles qui se sont développées historiquement selon des modèles distincts. La dominance des Kamma en milieu urbain, fondée avant tout sur l'accès à la propriété immobilière et le contrôle de l'économie locale grâce à la possession d'entreprises, d'industries et de commerces, est étroitement liée à la position occupée par les membres de cette caste dans leurs villages d'origine et aux processus d'accumulation réalisés dans le domaine agricole³⁶². Il est donc nécessaire de replacer le développement des villes étudiées dans leur contexte régional. Située en tête du delta de la Krishna, Vijayawada est une métropole commerciale qui doit sa croissance à un arrière-pays rural prospère, grenier à riz de l'Andhra Pradesh, dont les terres fertiles et irriguées ont permis aux propriétaires fonciers de générer des surplus investis dans diverses activités urbaines. La région de Coimbatore, le

³⁶² *“As far as landholding is concerned, a high percentage of the rich peasant class in the city continue to have direct and indirect links with their land in the villages. More importantly, in the city itself, this class holds most of the prime real-estate. It has a dominant position in the economy, by virtue of its control over large sectors including trade, services, transport and industry”* (Parthasarathy, 1997).

Kongunad, se caractérise par des sols noirs favorables à la culture du coton, en dépit de la faible pluviométrie liée à sa situation d’abri à l’est des Ghats occidentaux qui forment une barrière face aux vents de mousson³⁶³. Les Gounder, aussi appelés Kongu Vellala, représentent la caste dominante traditionnelle de la région, une dominance partagée par la suite avec les Kammavar Naidu, descendants de soldats kamma ayant migré au Tamil Nadu sous l’Empire de Vijayanagar³⁶⁴. L’aristocratie foncière issue de ces deux castes, l’une tamoule, l’autre télougoue, disposait de droits supérieurs sur la terre et du titre héréditaire de *mirasidar* (Vadivelu, 1908 ; Murton, 1973). La culture du coton dans le Kongunad se développa dès le XIX^e siècle, et les planteurs kamma, qui commercialisaient eux-mêmes leur production, investirent ensuite dans des filatures et des usines de tissage (Mahadevan, 1984). Coimbatore est aujourd’hui un important foyer industriel spécialisé dans le textile, un secteur largement dominé par les Kamma³⁶⁵.

Les spécificités régionales des villes étudiées et de leur arrière-pays rural ont influencé l’évolution de cette caste d’agriculteurs qui, à Vijayawada, s’est érigée en classe bourgeoise de nouveaux riches et, à Coimbatore, en classe d’industriels capitalistes d’ancienne culture aristocratique. Dans les deux cas, les membres de cette caste d’origine rurale se sont appropriés l’espace de la ville, qu’ils ont contribué à modeler par leurs activités commerciales et industrielles. L’étude des Kamma dans deux contextes urbains différents permet donc d’analyser l’influence réciproque qui existe entre caste dominante et territoire. Il s’agit cette fois d’une enquête qualitative menée sans questionnaire au cours de séjours prolongés ou de

³⁶³ “*The western zone district of Coimbatore receives an average annual rainfall of 714 mm, which is not only below the all-India level of 1,190 mm, but even the overall 925 mm figure for Tamil Nadu. Indeed Kongunad lies in a veritable rain-shadow, rendering it the driest region of the state. It has also not been blessed by extensive irrigation works of the kind seen in the Cauvery delta*” (Damodaran, 2008 : 139).

³⁶⁴ “*A subcaste that is dominant in a small area may be overshadowed by some other group in the context of a larger region. Thus, one cannot speak of dominance per se, but must refer to the specific area controlled (...). If two or more groups are tied for this position, I would speak of them as rivals for dominance (...).The importance of the Vellalar Kavuntar [Gounder] community as the major landholders in the Konku region appears very early. Later, however, they must oppose newer immigrant groups, like the Kamma telugu-speakers, who were originally soldiers, but now largely agriculturalists*” (Beck, 1972 : 15, 32, 57 n.81).

³⁶⁵ « D’après la SIMA (Southern India Mills Association) et la SIEMA (Southern India Engineering Manufacturers Association), 185 grandes et moyennes entreprises, dont 116 textiles, sont enregistrées à Coimbatore. Parmi toutes ces entreprises, 80 % sont dirigées par des membres de la communauté des Kammavar Naidu » (Brisset, 1995 : 28).

visites fréquentes dans les deux villes³⁶⁶, fondée sur des entretiens semi-directifs avec les membres influents de la caste, grands patrons ou chefs de petites et moyennes entreprises, mais aussi avec des membres issus d'autres communautés, afin d'étudier également la perception de la dominance kamma par ceux au détriment de qui elle s'exerce.

2. Deux métropoles régionales dominées par une même caste de migrants

a. Appropriation de l'espace urbain par une caste dominante d'origine rurale

Après la conquête du Kongunad au XVI^e siècle, les chefs de guerre kamma s'installèrent dans la région de l'actuelle Coimbatore pour y exercer des fonctions militaires. Après la chute de Vijayanagar, l'agriculture redevint la principale activité des Kamma, que ce soit dans le Kongunad ou dans les régions plus méridionales où s'établirent les descendants de soldats³⁶⁷. Le sud du Tamil Nadu accueille aujourd'hui encore une importante population kamma, dont le mythe d'origine est raconté entre autres dans un roman intitulé *Gopalla Gramam* (Rajanarayanan, 2007). Celui-ci retrace la migration des populations venues d'Andhra vers les régions caractérisées par la présence de sol noir à coton, un ouvrage qui s'inscrit dans un mouvement littéraire appelé « *Black soil literature* », développé par des auteurs télougous écrivant en tamoul³⁶⁸. Selon l'auteur de *Gopalla Gramam*, l'histoire racontée relève plus du folklore que de la réalité³⁶⁹, mais de nombreux Kamma du Tamil Nadu, interrogés sur les raisons de la migration de leurs ancêtres, font aujourd'hui encore référence à ce mythe : un

³⁶⁶ A Coimbatore, l'enquête fut menée lors d'un séjour continu en juillet-août 2008, tandis qu'à Vijayawada, de nombreuses visites furent réalisées à partir du village de Godavarru entre 2006 et 2007.

³⁶⁷ “*Though the impetus and leadership for migrant bands came from military men, migratory groups were diverse, and included merchants, farmers, priests, artisans, accountants, and administrators, the core of complete Telugu colonies in the Tamil country. By the early 1400s this migrant wave reached Tirunelveli*” (Ludden, 2005 : 51).

³⁶⁸ Entretien du 28/08/08 à l'Institut Français de Pondichéry avec M. Kannan, spécialiste de littérature tamoule. Ecrit et paru en tamoul dès 1976, *Gopalla Gramam* fut ensuite traduit et publié en anglais en 2007.

³⁶⁹ Entretien du 29/08/08 avec K. Rajanarayanan à son domicile à Pondichéry. L'écrivain, alors âgé de 80 ans, parle télougou, mais ne sait ni le lire ni l'écrire, car toute son éducation fut en tamoul. Le télougou qu'il parle n'est d'ailleurs pas « pur », puisqu'il est mélangé à de nombreux termes tamouls. Rajanarayanan explique que son roman est une fiction, mais qu'il s'est appuyé pour l'écrire sur la mémoire de ses ancêtres, selon la méthode de l'histoire orale.

roi musulman aurait voulu épouser une jeune fille kamma à la beauté exceptionnelle, mais la famille de celle-ci s'y opposa vivement et préféra fuir vers le sud de la péninsule, accompagnée de nombreuses autres familles qui craignaient la vengeance des chefs de guerre musulmans. Ces migrants s'installèrent dans la région de Kovilpatti et commencèrent à défricher les forêts pour cultiver les terres noires qu'ils rendirent productives grâce à l'invention de la charrue à double soc, permettant de labourer les sols lourds, les principales cultures étant le millet et le coton, récoltés et distribués de manière communautaire³⁷⁰. Si ce récit est romancé, le développement des plantations de coton dans le sud du Tamil Nadu correspond effectivement à l'arrivée de colons agricoles originaires d'Andhra, comme le rapporte l'historien David Ludden³⁷¹.

La croissance de Coimbatore doit également beaucoup à l'installation de ces planteurs de coton télougous dans son arrière-pays rural. Les agriculteurs kamma prirent très tôt conscience de l'intérêt de commercialiser eux-mêmes leur récolte (Baker, 1984 : 210-11). La totalité de la production de coton était exportée vers la Grande-Bretagne avant que ne fût fondée en 1888 la première filature de Coimbatore par le Britannique Robert Stanes, issu d'une famille de planteurs de café dans les collines des Nilgiris (Damodaran, 2008 : 142). Des Kamma entrepreneurs commencèrent alors à établir leurs propres filatures, la plus importante étant la Lakshmi Mills Company, fondée en 1910 par Kuppuswamy Naidu, fils d'un grand propriétaire terrien du Kongunad (Perumal, 1977). Les usines de tissage se multiplièrent, au point que dès les années 1930 Coimbatore fut surnommée la « Manchester

³⁷⁰ *"The settlers worked like ants and Mother Earth rewarded them. Both men and women were engaged in the back-breaking work of clearing the forest and making it fit for cultivation (...). The double plough evolved by Akkiah Naicker created a sensation in the black soil area and brought about a big change. The soil was hard and the land had to be ploughed deeply. Millet stalks struck deep roots and grew up unbelievably well. Cotton plants were so dense that one could not see if anyone crept under them (...). The crops were harvested in common and the produce was divided among their families equally"* (Rajanarayanan, 2007 : 40, 76).

³⁷¹ *"The region's major commercial crop, cotton, covered up to 15 percent of all cultivated land by the late nineteenth century, a prominence that resulted from commercial trends after 1800. Long before then, however, cotton provided a basis for local and regional trade in cloth. A new, irrigable variety from Cambodia was introduced after 1900, but native cotton here had been bred to withstand severe drought. Short in staple, two varieties prevailed: one, probably older in this region, was planted on sandy soil; the other, which most likely came into Tirunelveli with migrant farmers after 1300, preferred heavy black loam. Though of about equal importance before 1800, the latter strain attained superior commercial status under British rule, and its cultivation after 1840, in the land of what became called 'black cotton soil', grew three-quarters of all Tirunelveli cotton by the late nineteenth century"* (Ludden, 2005 : 59).

du Sud », et fait figure aujourd'hui encore de capitale textile de l'Inde du Sud. La Grande Dépression affecta peu le secteur, dans la mesure où les équipements étaient désormais importés à moindre coût. Dans les années 1940, D. Balasundaram, un ingénieur kamma diplômé de l'université de Sheffield, fonda l'usine Textool à Coimbatore pour la fabrication sur place de machines textiles. Selon lui, c'est l'émulation entre les différents clans au sein des Kamma Naidu qui explique le succès de la caste dans de nombreux secteurs³⁷².

Il existe en effet à Coimbatore quelques grandes familles kamma, organisées selon le modèle des « firmes lignagères industrielles » (Lachaier, 1999), qui se font concurrence tout en se servant des réseaux de parenté pour mobiliser le capital financier nécessaire aux lourds investissements de départ³⁷³. L'un des représentants de ce capitalisme familial, K.K. Naidu, issu d'une famille de *mirasidar*, avait épousé en 1911 la fille de P.S.G. Naidu qui apporta comme dot un moteur diesel, très rare à l'époque, pour faciliter l'irrigation des terres au moyen de puits (Subramaniam, 1982 : 3). Les deux familles s'associèrent en fondant une usine textile approvisionnée en coton grâce aux plantations du *mirasidar*. Des « différences d'opinion » opposèrent par la suite K.K. Naidu à l'un des ses cousins, ce qui entraîna la séparation de Balasubramania Mills et de Kasthuri Mills, cette dernière filature tirant son nom de Kasthuriswamy Naidu, dont le parcours est évoqué par son fils dans un ouvrage autobiographique intitulé *Climbing the coconut tree* (Sreenivasan, 1980). Ce titre évoque métaphoriquement l'ascension sociale « par ses propres efforts »³⁷⁴ de l'auteur, né en 1917 dans un village du Kongunad et ayant étudié à Coimbatore, à Madras, puis à Manchester, pour devenir en fin de carrière directeur de la *South Indian Textile Corporation*. Selon lui, la fuite de ses ancêtres, « réfugiés du règne musulman », constitue la cause probable d'un exode vers le Tamil Nadu, ainsi que la conquête militaire liée à la tradition martiale de sa caste, dont les membres firent également figures de pionniers agricoles, privilégiant les sols noirs à

³⁷² “The Kamma Naidus of Coimbatore are made of various groups, so there is a lot of emulation between them: when a big family starts a mill, other families also want to start their own. That is how the community developed in various fields” (entretien du 12/08/08 à Coimbatore avec Balasundaram, alors âgé de 96 ans).

³⁷³ “All these concerns were largely funded by capital mobilised through community and kinship networks. Of the 45 shareholders [in the Ranga Vilas Mills], 38 were Naidus, with the PSG family owning a 55 per cent controlling stake” (Damodaran, 2008 : 143).

³⁷⁴ “How far can you support a man climbing a coconut tree? (...) Only as far as your hand can reach, after that, he has to do the climbing himself. No one can help him” (Sreenivasan, 1980 : 85).

coton³⁷⁵. L'auteur insiste sur la cohésion de son clan face aux Gounder, caste agraire locale avec qui les colons naidu étaient historiquement en conflit³⁷⁶. Sa famille aurait apporté le « progrès » au village en important d'Europe la première motopompe pour l'irrigation et s'enrichit en prêtant de l'argent aux autres castes. Dans les années 1920, son père décida d'investir dans une filature de coton à Coimbatore, motivé par les énormes profits réalisés par l'industrie textile locale durant la Première Guerre Mondiale, lorsque les importations britanniques diminuèrent, et c'est ainsi que s'effectua la transition « d'agriculteurs villageois à industriels citadins » (idem : 101).

³⁷⁵ “My ancestors were Telugu-speaking Naidus, but the family had lived in the Tamil country for many generations. My seventh grand-father cut down the forest, ploughed the first field and built the first house in our village. We don't have any idea as to whether we came as conquerors or perhaps as refugees from Muslim rule. The only clue is a very old sword, which has been in our family for as long as anyone can remember. on the strength of this slender evidence, the martial background of the family was presumed (...). The Naidus were supposed to have settled wherever there was black cotton soil in Tamil Nadu and our village was no exception ” (idem : 3-4).

³⁷⁶ “Between the fifteen families, there was a cohesion and a solidarity born of a tradition of seven generations. They presented a united front to the rest of the village, particularly to the Gounder community who formed the majority and who were also agriculturists (...). There had been feuds between the two communities in the past, but by the time I was born a social equilibrium was established, the higher economic status of the Naidus being compensated by the numerical superiority of the Gounders” (ibid. : 10, 17).

Tableau 24 : Caste des propriétaires de filatures à Coimbatore dans les années 1930

Coimbatore and environs			
	Mill Name	Capital (Rs lakhs)	Ownership
1932	Dhanalakshmi	8	Chettiar
	Pankaja	6	Banker
	Sri Rajalakshmi	7	<u>Naidu</u>
1933	Palani Andavar	6	?
	Ramalinga Choodambika	5	Chettiar
	Sri Venkatesa	6	<u>Naidu</u>
	Pioneer	5	<u>PSG Naidu</u>
1934	Balasubramania	4	<u>PSG Naidu</u>
	Janardhana	4	<u>Naidu</u>
	Sri Saradha	1	Gounder
1935	Jayalakshmi	4	N. Indian
	Kamala	3	<u>Naidu</u>
	Murugan	5	Banker
	Gnanambika	4	Gounder
	Saroja	3	Chettiar
	Tirumurthi	4	?
1936	Lotus	3	?
1937	Asher Textiles	4	Muslim trader
	Kothari	6	N. Indian
	Palamalai Ranganathar	2	<u>Naidu</u>
1938	Kasthuri	3	<u>Naidu</u>
1939	Kumaran	4	<u>PSG Naidu</u>

Source : Baker (1984 : 350)

Vijayawada a quant à elle attiré de nombreux Kamma formant une classe de paysans-entrepreneurs qui s'est rapidement enrichie après avoir migré en ville, et ce, depuis les années 1930. L'une des raisons de la migration d'agriculteurs aisés est leur volonté d'étendre leur pouvoir aux aires urbaines et de s'engager plus activement en politique³⁷⁷. Parmi les grandes familles kamma de Vijayawada, comme les Pinnamaneni, les Katragadda, les Chennupati ou les Yelamanchili, toutes ont au moins un membre élu dans la municipalité ou dans le conseil

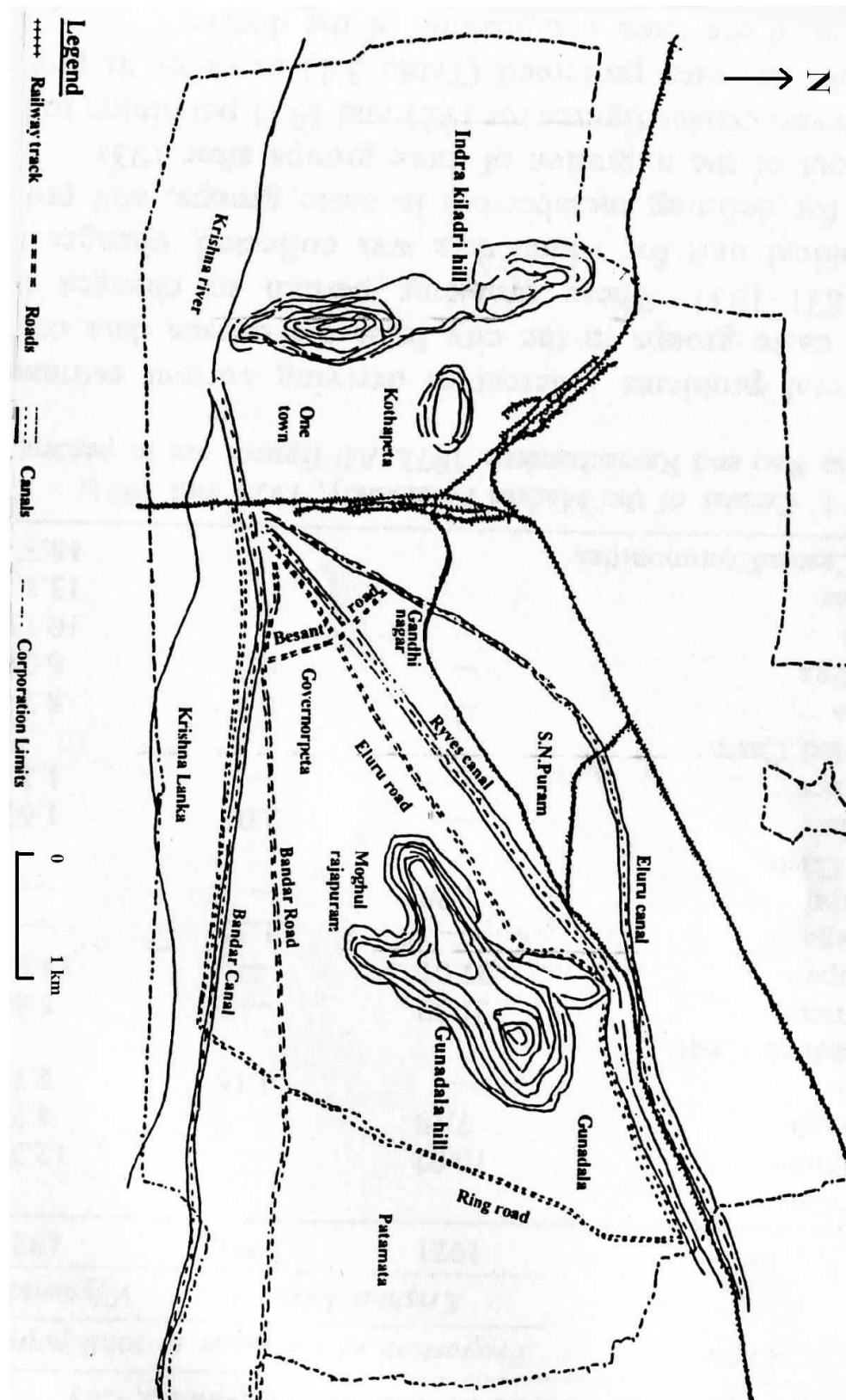
³⁷⁷ "One of the key aspects of a provincial city is the migration of a rich peasant class, which over a period of time, tends to dominate various aspects of the city (...). The rich peasants attempted to take control of political and social power structures initially within the villages, and then expanded the locus of power to the cities (...) In the case of the Kammass, their participation in politics is not only crucial for their dominance in other sectors, but is itself a significant aspect of their migration and presence in the city" (Parthasarathy, 1997 : 24).

de district (*zilla parishad*). Ces migrants d'origine rurale et la nature de leurs activités font de Vijayawada ce que Parthasarathy appelle une « cité provinciale » :

Vijayawada est un exemple typique de cité provinciale. Elle est dominée par une classe de riches agriculteurs qui investissent dans des secteurs bien spécifiques. Ils cherchent avant tout à faire des profits rapides et à court terme, ce qui signifie de fait peu d'investissements dans la production, que ce soit à petite ou à grande échelle (...). Par ailleurs, la classe dominante recourt à des moyens spécifiques dans sa quête de statut et de pouvoir. Son implication dans un vaste éventail de mouvements sociaux et politiques fait de la cité provinciale un centre hautement politisé (Parthasarathy, 1997).

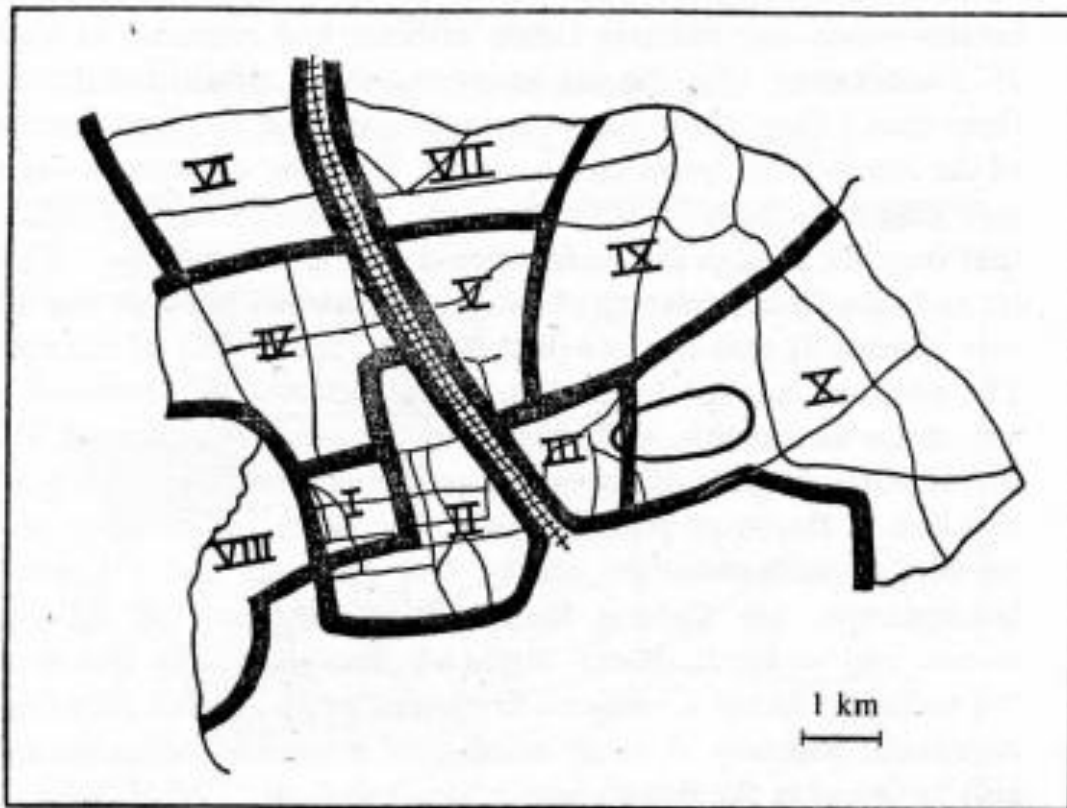
L'explosion démographique de Vijayawada depuis l'Indépendance (160 000 habitants en 1951 contre un million en 2011) s'explique par de nouvelles vagues de migration formées en grande partie de riches paysans kamma, concentrés dans les quartiers périphériques très peuplés de Patamata et de Gunadala, entre la route de Bandar et celle d'Eluru, des localités affichant un taux de croissance de 500 % entre 1951 et 1981 (idem : 21, 26).

Carte 23 : Principaux quartiers de la *Municipal Corporation* de Vijayawada



Source : Parthasarathy (1997 : 31)

Carte 24 : Les dix secteurs de la ville de Coimbatore



Key : City Sector	Description	(Popular Name)
I	The Old Core	(Big Bazaar and Sukkivawarpet)
II	The Old Periphery	(Part of Sukkivawarpet, Town Hall, Ukkatam)
III	The New Core	(Civil Lines, Uppilipalayam)
IV	Older Suburb	(R.S. Puram, Devangapet)
V	Older Suburb	(Ramnagar, Kattur)
VI	Newest Northern Suburb	(Sai Baba Colony)
VII	New Industrial Area	(Tatabad, Gandhipuram)
VIII	Newer Working Class Suburb	(Selvapuram)
IX	Newer Residential Area	(P.N. Palayam)
X	New Professional & Residential Area	(Race Course Redfields and Puliyakulam)

Source : Beck (1979 : 192)

A Coimbatore, les Kamma fortunés occupent les anciens quartiers britanniques situés autour du champ de course, à l'est de la ville (secteur X sur la carte). Il s'agit des zones les moins densément peuplées de Coimbatore, où les grandes familles kamma vivent dans d'immenses demeures avec jardin, couvrant parfois plus d'un hectare, le prix d'un hectare dans ces quartiers atteignant aujourd'hui 20 *crores* (environ 4 millions d'euros). La valeur du foncier à Coimbatore est anormalement élevée en raison d'un manque de terrains constructibles, une grande partie de la surface habitable étant occupée par des usines textiles et des bungalows coloniaux rachetés par des familles aristocratiques kamma qui refusent de s'en défaire.

Photo 14 : Bungalow colonial de Coimbatore appartenant à un industriel kamma



Cliché de l'auteure (2008)

b. Empreinte actuelle de la caste dans l'espace des deux métropoles

Vijayawada est une ville commerciale en plein essor qui forme un important nœud routier et ferroviaire entre Madras et Calcutta. C'est d'abord par sa fonction de marché agricole que la ville s'enrichit, mais de nombreuses autres activités commerciales et industrielles s'y sont développées depuis l'Indépendance, toutes dominées par les Kamma : transformation de produits agricoles, industrie des transports (camions), industrie cinématographique,

restauration et hôtellerie, industrie du bâtiment et de la construction, finance, spéculation foncière et immobilière (Parthasarathy, 1997). Le milliardaire kamma Ramoji Rao possède deux grandes entreprises particulièrement visibles dans le paysage de Vijayawada, l'une dans le secteur agroalimentaire (*Priya Pickles*), qui exporte des condiments aux Etats-Unis, l'autre dans le domaine de la presse, le siège du quotidien *Eenadu* occupant un imposant bâtiment qui se situait en périphérie au moment de sa fondation, mais qui se trouve aujourd'hui dans un quartier central du fait de l'expansion urbaine. Vijayawada compte par ailleurs près d'une centaine de salles cinéma, ce qui constitue la plus forte concentration en Inde pour une ville de cette taille, la quasi totalité étant possédée par des Kamma. Ceux-ci dominent en effet non seulement la production mais la distribution de films télougous. Après la taxe sur la propriété, la taxe sur les divertissements constitue la plus importante source de revenus pour la municipalité (Parthasarathy, 1997).

Pour les investisseurs, le secteur le plus lucratif à Vijayawada est cependant celui de la construction immobilière, et les promoteurs kamma ont largement contribué à modifier la physionomie de la ville au cours des deux dernières décennies. Le prix du terrain à Vijayawada est extrêmement élevé aujourd'hui du fait des investissements massifs de NRI kamma vivant à l'étranger, pour qui l'achat de lotissements urbains dans leur région d'origine constitue un placement privilégié. La hausse vertigineuse du prix du foncier s'explique également par une intense spéculation immobilière alimentée par la possibilité de la création d'un Telangana séparé, qui ferait de Vijayawada la capitale du nouvel Etat d'Andhra. Les dots offertes par les riches familles kamma de Vijayawada se mesurent souvent en superficie de terrains au nom de la mariée, une acre en périphérie de la ville valant en moyenne 5 *crores* (près d'un million d'euros), ce qui représente un « minimum » d'après les parents des jeunes hommes les plus convoités, à savoir les docteurs et ingénieurs installés aux Etats-Unis.

Photo 15 : Vue du centre résidentiel de Vijayawada le long du canal de Bandar depuis la colline du temple de Durga



Photo 16 : Vue d'un quartier commerçant de Coimbatore depuis l'hôtel Annapoorna



Clichés de l'auteure (2008)

La physionomie de Coimbatore est quant à elle largement marquée par le développement de l'industrie textile. Les Kamma possèdent les plus anciennes usines de la ville, autrefois situées en périphérie, aujourd'hui totalement intégrées à l'espace urbain. La hausse du prix du foncier a cependant conduit de nombreux industriels à vendre leurs terrains et à délocaliser leurs usines à l'extérieur de la ville pour permettre la construction de logements. G.K. Sundaram, le PDG de la Lakshmi Mill, la plus ancienne filature de la ville, refuse quant à lui de céder aux pressions des spéculateurs immobiliers, et son usine continue d'occuper plusieurs hectares en plein centre de Coimbatore, dont elle est devenue le symbole (Anandeswaran, 1989). Du fait de la récession dans le secteur du textile, de nombreux entrepreneurs ont décidé d'investir davantage dans l'industrie mécanique, la production de moteurs et de pompes à Coimbatore permettant aujourd'hui de satisfaire les deux-tiers des besoins de l'Inde (Brisset, 1995). G.D. Naidu, un ingénieur kamma dont les nombreuses inventions sont exposées à Coimbatore dans un musée qui porte son nom, aurait créé, selon son fils Gopal³⁷⁸, le premier moteur électrique indien en 1937, un moteur « indigène » dont le succès encouragea la création de Textool, et plus tard de Lakshmi Machine Works ou LMW (Perumal, 1974). Les deux groupes kamma LMW et PSG sont toujours aujourd'hui les plus gros employeurs de la ville. Les chefs de ces entreprises se félicitent de l'absence de chômage à Coimbatore, même si cela signifie parfois pour eux un manque de main-d'œuvre et le recours à des travailleurs migrants. Ils admettent recruter de préférence des membres de leur caste pour les postes à responsabilité, tandis que les ouvriers du textile appartiennent souvent à des familles pauvres originaires des régions moins développées du Tamil Nadu.

Le secteur de l'hôtellerie-restauration à Coimbatore est également entre les mains d'entrepreneurs kamma qui possèdent notamment la chaîne Annapoorna, créée dans les années 1960. En plus d'un hôtel haut de gamme, la chaîne compte aujourd'hui treize restaurants dans la ville, devenus les points de repère incontournables de chaque quartier. La proximité d'un restaurant Annapoorna est même utilisée comme argument de vente par les agents immobiliers. En effet, dès qu'une nouvelle branche ouvre dans un quartier de

³⁷⁸ "My father is a self-made man. He left his village at the age of 17 to earn money in Coimbatore in order to buy the first motorcycle of the town, owned by a British man. He dismantled the parts and reassembled them many times to understand the mechanism. He later created the first indigenous electric motor in India. Like many Kammass, he came up by his own hard work. We are a warrior caste: our will power and fighter instinct come from our warrior blood. Everything new in Coimbatore was started by Kammass. Other castes only emulated" (entretien du 18/08/08 avec G.D. Gopal à son domicile à Coimbatore).

Coimbatore, le prix du foncier aux alentours augmente, car les commerçants savent que le restaurant attire une clientèle nombreuse. Le groupe Annapoorna investit d'ailleurs largement dans le secteur immobilier, et possède une usine agroalimentaire qui fournit en grande partie ses restaurants.

Enfin, Coimbatore commence à s'ouvrir aux nouvelles technologies, avec la création en 2006 d'un parc informatique au sein d'une zone franche (*Special Economic Zone*) qui occupe une centaine d'hectares à 12 km de la ville. C'est le groupe kamma KG qui a pris en charge le développement de cette SEZ après avoir obtenu une licence du gouvernement. Il s'agit d'un conglomérat familial ayant d'abord investi dans la finance, l'éducation et la santé (*KG Hospital*), avant de créer *KG Information Systems Limited* (KGISL)³⁷⁹. Les deux villes étudiées portent donc nettement la marque des activités développées par les Kamma. L'évolution des membres de cette caste fut en retour influencée par les spécificités de chacun de ces territoires, c'est pourquoi leur dominance s'exprime de manière différente dans chaque cas.

3. Différences de nature de la dominance des Kamma à Vijayawada et à Coimbatore

a. Dominance socio-économique

Les activités marchandes des Kamma de Vijayawada leur ont permis de s'ériger en classe de nouveaux riches, investissant dans des secteurs bien spécifiques, à la recherche de profits rapides. Ils sont perçus par le reste de la population comme des commerçants et hommes d'affaires agressifs, uniquement motivés par l'argent. Certains élus kamma n'hésitent pas à offrir leur patronage à des gangs mafieux pour s'assurer leur part de profits liés à l'économie souterraine de la ville comme la vente illicite d'alcool, la contrefaçon, le racket et la prostitution (Parthasarathy, 1997). La plupart des hôtels bon marché de Vijayawada tenus par

³⁷⁹ "Our family initials K.G. could easily stand for 'Kingdom of God'. My father was a visionary, though he was an agriculturist, he knew I would become a doctor. I went to the United States in 1972 to study medicine and when I came back I started KG Hospital, which is now the best hospital of Coimbatore. My son Ashok is a software engineer trained in the US who developed IT in Coimbatore. He is the chairman of KGISL and he is developing the first SEZ of Coimbatore. Big companies like Cognizant are already our clients. Coimbatore's IT potential is huge because of its locally trained manpower (we have 42 engineering colleges)" (entretien du 16/08/08 avec G. Bakthavathsalam à KG Hospital, Coimbatore).

des Kamma servent également de maisons closes. Les entrepreneurs kamma de Coimbatore projettent une image totalement différente. Les grands patrons de la caste sont généralement issus d'anciennes familles aristocratiques soucieuses de leur respectabilité. Ils réalisent des investissements productifs sur le long terme, et ont largement contribué au développement industriel de la ville. Ils sont peu ou timidement critiqués par le reste de la population qui a bénéficié des nombreux emplois ainsi créés. Toutefois, l'exploitation des ouvriers, ou plutôt des ouvrières du textile, est une réalité que certains chefs d'entreprise ne cachent guère, voire qu'ils revendiquent fièrement. Le recrutement d'une main-d'œuvre essentiellement féminine, souvent très jeune, pour des contrats d'une durée limitée, a permis au patronat de casser un mouvement syndical particulièrement puissant à Coimbatore depuis les années 1940 (Ramaswamy, 1977). Jagadish Chandran, à la tête du groupe *Premier Mills*, se considère comme un « pionnier de cette méthode » :

Les grèves sont un véritable fléau pour l'industrie textile. J'ai donc décidé de combattre les syndicats au début des années 1990 en licenciant tous mes ouvriers et en ne recrutant que des migrantes âgées de 18 à 21 ans pour des contrats de trois ans, pendant lesquels elles pouvaient se constituer une dot de 50 000 roupies [moins de 1000 euros] afin de retourner se marier dans leur région d'origine, au sud du Tamil Nadu. Je fus le premier à avoir cette idée et aujourd'hui de nombreux patrons en font de même. Les filles ne boivent pas, elles sont agiles, dociles et travailleuses. Comme elles ne restent que trois ans, elles n'ont pas le temps de s'organiser en syndicats. Elles sont nourries et logées dans les dortoirs de l'usine où elles ne subissent aucune influence politique extérieure. Au début, la loi interdisait aux femmes de travailler après 22 heures, donc je devais employer des hommes pour le travail de nuit, de préférence des vieux car ils sont moins syndiqués, mais ils sont aussi moins productifs. Alors j'ai encouragé mes ouvrières à porter plainte contre la loi qui leur interdit de travailler la nuit, car selon la Constitution il y a égalité des sexes, donc il devrait y avoir aussi égalité du droit de travailler. Nous avons gagné le procès en 1995 et maintenant les filles font le 3×8 dans mes usines³⁸⁰.

Ce patronat à la fois ultralibéral, paternaliste et autoritaire cherche à redorer son image par la philanthropie. Chaque grande famille kamma de Coimbatore est à la tête d'un trust permettant de financer des œuvres caritatives, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé. Le plus ancien de ces trusts est celui du groupe Lakshmi, qui a fondé le *Kuppuswami Naidu Trust for Education and Medical Relief*, dont la plus célèbre institution est le *Kuppuswami Naidu Memorial Hospital* (Perumal, 1977 : 67). L'*Aravind Eye Hospital*,

³⁸⁰ Entretien du 20/08/08 avec Jagadish Chandran à son domicile à Coimbatore. La visite de l'une de ses usines a révélé par la suite que bien des ouvrières n'avaient pas atteint l'âge légal de 18 ans et que leurs dortoirs, contrairement à ce qu'avait affirmé Chandran, n'étaient pas équipés d'internet et de la télévision.

qui représente « l'excellence de l'ophtalmologie » à Coimbatore, réalise des opérations de la cataracte gratuites pour les patients pauvres. Dans le secteur éducatif, Genguswamy Naidu, président depuis sa création en 1982 de l'association de la caste au Tamil Nadu (*Tamil Nadu Kamma Naidu Mahajana Sangham*) qui possède 55 branches, et éditeur du magazine de caste *Kamma Deepam*, s'occupe d'une quarantaine d'écoles autour de Coimbatore destinées aux enfants issus de familles rurales modestes. Ce multimillionnaire retraité fit fortune dans l'industrie du papier et possède aujourd'hui trois maisons principales (l'une à Udumalpet, son village d'origine, la deuxième à Coimbatore, et la dernière à Madras), ainsi que deux maisons de villégiature (l'une dans la station d'Ooty, l'autre à Goa). Se considérant comme le « leader des Kamma du Tamil Nadu », il se bat pour que la caste obtienne le statut *backward* et bénéficie ainsi de quotas dans l'éducation.

Bien sûr, les Kamma de Coimbatore sont riches et n'ont pas vraiment besoin de quotas car ils peuvent payer des donations et obtenir des places pour leurs enfants dans les grandes écoles privées, mais en tant que représentant de l'ensemble de la caste au Tamil Nadu, je dois penser aux Kamma moins favorisés du sud de l'Etat. Dans le Sud, seuls ceux qui se déclarent Vaduga plutôt que Kamma ont obtenu le statut *backward* et ont pu facilement devenir juges ou professeurs. Mon fils a obtenu un certificat BC en payant un pot-de-vin à l'administration, mais avec le développement du secteur privé, nous n'avons plus besoin du gouvernement pour trouver du travail, et nous préférons être patrons qu'être soumis à une hiérarchie en travaillant dans la fonction publique. Bien des Kamma sont trop fiers pour se déclarer « arriérés ». Les basses castes qui se battent pour des quotas organisent des manifestations violentes, mais nous, nous sommes trop cultivés et civilisés pour faire cela. Pour compenser l'absence de quotas dans l'éducation, nous fondons des écoles pour les membres les moins privilégiés de notre caste vivant dans les zones rurales³⁸¹.

A Vijayawada, les Kamma dominant eux aussi les secteurs de la santé et de l'éducation, mais en tant qu'entrepreneurs. Certains expliquent qu'ils « n'ont pas encore atteint le degré d'opulence des Kamma de Coimbatore pour penser à faire de la charité et à offrir une éducation ou des soins gratuits ». Les hôpitaux privés de Vijayawada sont connus pour prescrire des examens superflus réalisés dans leurs propres laboratoires d'analyse³⁸². La création d'écoles d'ingénieurs aux droits d'accès exorbitants constitue également une entreprise lucrative pour les hommes d'affaires kamma, et ces institutions éducatives sont difficilement accessibles aux étudiants issus des basses castes. Selon un ancien principal du

³⁸¹ Entretien du 12/08/08 avec Genguswamy Naidu à son domicile à Coimbatore.

³⁸² "In Vijayawada, practising doctors get hefty commissions for prescribing tests and sending patients to specific diagnostic centres or hospitals", *The Hindu*, 14 décembre 1992.

Siddhartha Engineering College, fondé par d'influents familles kamma de Vijayawada comme les Koneru, 80 % des étudiants de cette école d'ingénieurs sont kamma, mais le sujet reste tabou, comme en témoignent des articles de presse refusant de révéler les noms de caste lors des fréquents incidents de bizutage³⁸³. Il s'agit pourtant de pratiques d'intimidation clairement castéistes : les étudiants issus de basses castes, minoritaires, sont sans cesse humiliés, voire persécutés jusqu'à être poussés au suicide, par de jeunes kamma qui se sentent « chez eux » du fait de leur nombre et de la protection qui leur est généralement assurée par le principal et le propriétaire de l'institution lorsqu'ils appartiennent à la même caste.

b. Dominance culturelle

Au-delà de la différence de statut socio-économique entre les Kamma de Vijayawada et ceux de Coimbatore, ces deux groupes présentent des traits culturels distincts, malgré leur appartenance à une même caste. La dimension culturelle est un aspect essentiel de la dominance de caste en milieu urbain. Dans les villages, si la propriété de la terre est source de prestige, elle confère avant tout une suprématie de type matériel. A cette domination économique s'ajoute, dans les villes, une prééminence culturelle, au sens large du mot « culture ». Celle des Kamma, à Vijayawada, a été décrite comme « un mélange typique de la culture des ruraux riches et des néo-citadins – arrogante et vulgaire » (Parthasarathy, 1997: 107). Contrairement aux Kamma de Coimbatore, anciennement urbanisés, les migrants de Vijayawada ont conservé leurs racines rurales, mais tentent de projeter une image moderne et occidentalisée de leur caste, que cela soit dans leur apparence vestimentaire, leurs modes de consommation ou leur style de vie. Ils cherchent avant tout à afficher leur nouveau statut social par des signes extérieurs de richesse tapageurs, souvent de mauvais goût.

³⁸³ “*Ragging raised its ugly head once again on the Siddhartha Engineering College premises. And this time on caste lines. Tension ran high when a group of students were harassed by students of a particular caste. According to the police, a girl was stopped by a group of 15 students, when she was going out of the college. The students asked her to reveal her name, native village and caste. As she refused to do so, one student allegedly threw a burnt match stick on her face. In another incident, some first-year students were abused and beaten up by some of their second-year seniors, again belonging to that particular caste. A student told reporters that it had become a common practice for students from such a group to abuse and beat up others. However, the college never initiated any action against them, he alleged. When a group of reporters sought to speak to the students, the college principal objected and alerted the students*”, The Times of India, 18 juin 2002.

Cette transition rapide d'un mode de vie rural à un mode de vie citadin aboutit à des formes culturelles « bâtarde » qui s'expriment notamment dans la production cinématographique et littéraire par la violence et la pornographie. On trouve par exemple à Vijayawada des auteurs et éditeurs kamma ayant réussi à faire fortune en un temps record grâce à la diffusion de thrillers particulièrement sanglants et de romans X (Parthasarathy, 1997 : 107). Le cinéma commercial télougou, dont Vijayawada est l'un des principaux centres de distribution, présente la violence comme un moyen d'ascension sociale et parvient ainsi à toucher un public populaire aspirant à la mobilité : « Il est généralement accepté par les critiques de film que le cinéma télougou a connu un déclin moral et politique depuis le milieu des années 1960 » (Srinivas, 2006 : 54). Cette violence se traduit dans la réalité lors des sorties de films par des affrontements entre fans clubs d'acteurs kamma (comme Balakrishna, fils de NTR) et kapu (notamment la star Chiranjeevi), ayant déjà fait plusieurs morts à Vijayawada. Le scénariste Tripuraneni Maharadhi, petit-fils du célèbre rationaliste kamma Tripuraneni Ramaswamy Choudary, est très critique vis-à-vis de l'évolution culturelle de sa caste. Issu d'une famille d'intellectuels, ancien communiste, il s'inquiète de l'importance prise par l'argent parmi les Kamma, notamment à Vijayawada, alors que l'Andhra côtier était le berceau de la Renaissance littéraire télougoue³⁸⁴. Le sociologue Kancha Ilaiah, qui défend quant à lui le point de vue des basses castes, se demande pourquoi les Kamma, « la caste la plus capitaliste d'Andhra Pradesh, la plus avancée, celle qui a le plus voyagé à l'étranger, n'a pas produit un seul intellectuel réellement critique du système des castes »³⁸⁵.

Au Tamil Nadu, l'oppression de caste exercée par les Kamma est moins visible, même si elle existe, surtout en milieu rural³⁸⁶. Les Kamma de Coimbatore sont soucieux de leur image et

³⁸⁴ “Kammas of Vijayawada are famous for their naked exhibition of wealth. From an intellectual community who once emulated the Brahmins, they have become a purely money-minded community. The Kamma businessmen despise intellectuals like me if they are not rich. They feel proud to send their children abroad to study, but that's only for money and dowries; they are not using their intellect for the advancement of society. They earn money at the cost of others' livelihoods. They even smashed away the traditional business caste (Komatis) with their aggressive marketing” (entretien du 29/04/07 avec Tirpuraneni Maharadhi à son domicile à Hyderabad).

³⁸⁵ Entretien du 2/02/08 avec Kancha Ilaiah à l'Université Osmania.

³⁸⁶ “Kamma Naidus brought with them service castes from Andhra when they migrated. Chakkiliars, the telugu Dalits, are the most downtrodden community of Tamil Nadu. They work as agricultural labourers for Naidus. In 1996, in Kurinjakulam village, near Kovilpatti, Naidus killed 4 Dalits. Only because Naidus here are a minority and not so visible as in Andhra Pradesh, their atrocities are less known” (entretien du 28/08/08 avec M. Kannan à l'Institut Français de Pondichéry).

se différencient des membres de leur caste vivant à Vijayawada par leur raffinement et leur sophistication. Beaucoup d'entre eux ont en effet conservé leur ancienne culture aristocratique, notamment ceux qui se présentent comme les descendants de *mirasidar*. Les personnes rencontrées sont extrêmement distinguées dans leur style de vie et leurs manières, et souvent très cultivées. Loin des fans clubs de Vijayawada, les Kamma de la haute société de Coimbatore fréquentent les clubs très sélectifs hérités des Anglais. Leurs loisirs (golf, hockey, sports équestres, tennis, billard, bridge) sont également très élitistes. Dans le domaine littéraire, l'ancienneté de leur migration explique la fusion de leur culture télougoue avec la culture locale tamoule³⁸⁷. Parfaitement assimilées, les personnes interrogées lisent rarement le télougou, même s'il agit de la langue parlée à la maison. Issus d'un milieu plutôt conservateur, beaucoup ont voyagé à l'étranger et ont progressivement adopté une attitude libérale. Les femmes ont un niveau d'études élevé et travaillent souvent dans l'entreprise familiale, notamment comme stylistes dans le secteur du textile. A Coimbatore, ce sont les Kamma qui lancent les modes, et les femmes issues des autres castes admettent être influencées par leurs goûts vestimentaires. La manière dont les Kamma organisent leurs cérémonies, notamment les mariages, sert également de modèle au reste de la population qui tente d'imiter leur magnificence.

Les Kamma d'Andhra Pradesh et du Tamil Nadu se marient rarement entre eux. Le cercle matrimonial des Kamma de Coimbatore est relativement restreint, afin de conserver le patrimoine industriel au sein de mêmes grandes familles³⁸⁸. Ce n'est que récemment, avec le développement des sites matrimoniaux en ligne, que les mariages entre les deux groupes sont devenus plus fréquents, même si la préférence continue d'aller aux cercles déjà connus, dans

³⁸⁷ "The gradual intermingling of cultures over the next few centuries gave rise to a period of unparalleled efflorescence which has left its indelible impress in the literary, artistic and sociological fields. It is in this context that special mention must be made of the Kammass as part of what might be termed as the Telugu 'diaspora' from the Andhra heartland. All migrant communities, however, merged themselves into the soil and culture of their new homeland so totally, over a period of time, that today there is very little to identify any of them as separate entities" (Anandeswaran, 1989 : 14-5).

³⁸⁸ "By marrying within a close circle, employing sons within the family business, and expanding the family's interest at the same rate as the ramification of the family tree, the Naidus overcame many of the problems of management that confronted other mill companies" (Baker, 1984 : 369).

la limite de la ville ou de la région³⁸⁹. Les Kamma de Coimbatore reprochent à ceux de Vijayawada de rechercher l'argent facile, alors qu'eux-mêmes, en tant qu'anciens migrants dans une région éloignée de la leur, ont dû faire davantage d'efforts pour atteindre la position qu'ils occupent aujourd'hui. Alors que les Kamma de Vijayawada sont perçus comme des entrepreneurs agressifs, prêts à tout pour accaparer un marché, ceux de Coimbatore affirment ne pas pratiquer la « concurrence déloyale ». Au moment des mariages, la dot fait l'objet d'âpres négociations parmi les Kamma de Vijayawada, alors que les grandes fortunes de Coimbatore ne s'abaissent pas à ce genre de transactions. Sans que la belle-famille ne demande quoi que ce soit, la mariée reçoit automatiquement une part de la propriété familiale (*katnam*) et un trousseau incluant presque toujours or et diamants (*stree dhanam*). Aucun mariage n'est conclu si les horoscopes ne correspondent pas, alors qu'à Vijayawada, c'est la dot qui compte avant tout. Les Kamma de Coimbatore sont en effet très religieux, et leurs pratiques sont là encore influencées par la culture locale. Dans chaque quartier de Coimbatore on trouve un temple dédié à Renuka Devi, la déesse tutélaire des Kamma du Tamil Nadu, beaucoup moins célébrée en Andhra Pradesh. A Vijayawada, même la religion est un « business », comme en témoignent les profits réalisés par les propriétaires kamma de cars privés qui organisent des pèlerinages à Tirupati et à Sabarimala, ou les scandales liés à la promotion de nouveaux cultes et au détournement des dons offerts par les dévots, mais elle est surtout un moyen d'asseoir son pouvoir par l'intermédiaire de trusts contrôlés par des membres de la caste souvent actifs en politique³⁹⁰.

c. Dominance politique

A Vijayawada, les Kamma d'origine rurale considèrent la participation politique pour l'accès au pouvoir comme un facteur essentiel d'ascension sociale. Les capitaines d'industrie kamma

³⁸⁹ "I was offered 20 crores dowry by Andhra Kammass who wanted their daughter to marry my grandson, but their culture is different. So I chose a girl from Coimbatore who studied medicine, from a good family but not as rich as us. If we take a girl from a big family, they will dictate the terms on us. We prefer a simple, beautiful and educated girl. We will start a hospital in Udumalpet and she will take care of it" (entretien du 12/08/08 avec Genguswamy Naidu).

³⁹⁰ "The Durga agraaharam in Gandhinagar was controlled by a Kamma Congress leader until his recent death (...). Brahmins are no longer dominant in the city (...). Most temples are run by Kamma-dominated trusts (...) The profit motive in promoting new cults comes out more clearly in the Shirdi Sai Baba cult. A number of temples have come up over the last decade, many of them are funded by Kammass. Since devotees contribute money in large amounts during worship, the temples are often the centre of scandals, and the trustees are often accused of having mercenary interests in such temples" (Parthasarathy, 1997).

de Coimbatore se désintéressent quant à eux de la politique, un domaine où les Gounder sont beaucoup plus actifs. D'après ces derniers, les Kamma n'ont pas besoin d'entrer en politique pour obtenir ce qu'ils veulent : le pouvoir de l'argent leur suffit. Les Kamma interrogés donnent une autre explication, à savoir que la politique ne fait pas bon ménage avec les affaires, et que les énormes sommes dépensées pour se faire élire sont autant d'investissements productifs perdus pour leurs industries³⁹¹. L'entrée des Gounder dans le secteur textile fut relativement tardive (surtout depuis les années 1980) et plus ou moins contrainte par des « *push factors* », comme la baisse de rentabilité de l'agriculture³⁹², contrairement aux industriels kamma qui se sont servi des surplus accumulés dans le domaine agricole pour diversifier très tôt leurs activités. Aujourd'hui, la compétition économique à Coimbatore entre Kamma et Gounder ne semble pas nuire à leurs relations.

En tant que migrants, les Kamma du Tamil Nadu ont toujours affiché une volonté d'assimilation et ont ainsi cherché à cultiver des rapports cordiaux avec les castes dominantes locales. Leur statut de minorité linguistique les empêche par ailleurs de prétendre à une dominance hégémonique à l'échelle de l'Etat. On compte seulement une dizaine de MLA kamma au Tamil Nadu, pratiquement tous des élus des districts du sud, et ils évitent de promouvoir les intérêts de leur caste afin de ne pas s'aliéner les votes des populations tamoules. Vai Gopalaswamy, dit Vaiko, le seul leader kamma d'un parti tamoul, le MDMK, est populaire parmi les membres de sa caste pour des raisons identitaires, mais les thèmes

³⁹¹ “*The only thing that Kuppaswamy Naidu did not do was to actively get into political activities. He believed that business people should not enter politics. That was the advice that he gave his children*” (Perumal, 1977 : 70).

“*Politics is too dirty and we are too civilised to use muscle power to get elected*” (entretien du 12/08/08 avec Genguswamy Naidu).

“*A veteran Congress Freedom Fighter approached me and wanted me to head the party here. He wanted one member from the Naidu community and one from the Gounder community to hold top positions. He wanted me to be the President. I declined since I had my business to look after and also since I had no experience in party politics*” (G.K. Sundaram, cité dans Anandeswaran, 1989 : 64-65). G.K. Sundaram finira cependant par rejoindre le Swatantra Party, comme il l'explique lors d'un entretien le 13/08/08 dans son bureau à la Lakshmi Mills, où il se rendait encore tous les jours à l'âge de 93 ans.

³⁹² “*Many of the first-generation Gounder entrepreneurs were farmers who had been pushed from their villages because of consecutive monsoon failures, declining water tables, and rising cultivation costs*” (Damodaran, 2008 : 155).

qu'il défend (nationalisme tamoul, soutien du LTTE³⁹³ au Sri Lanka) sont très éloignés des préoccupations de ces anciens migrants télougous. La principale revendication politique de ces derniers est l'obtention du statut *backward*, une bataille menée par l'intermédiaire des associations de caste plus que des partis politiques³⁹⁴.

A Vijayawada, affaires, caste et politique sont intimement liées. Depuis les années 1950, la ville est le théâtre d'une violence croissante opposant différents groupes qui au début n'étaient pas nécessairement fondés sur la caste. Au lendemain de l'Indépendance, les conflits entre militants communistes et militants du Congrès étaient avant tout de nature politique. Si les élites kamma de Vijayawada étaient à la tête du CPI, la base du parti était composée de diverses castes incluant les Kapu. Ces derniers pouvaient très bien être par ailleurs membres du Congrès, les divisions politiques ne recouvrant pas exactement les contours de la caste. Avec la création du *Telugu Desam Party* en 1982, le rôle de la caste en politique apparut de manière plus explicite, le TDP étant clairement identifié par ses opposants comme un parti kamma. Deux Kamma, les frères Devineni, alias Gandhi et Nehru, membres d'un syndicat communiste dans les années 1960, quittèrent le CPI et prirent la tête d'un vaste empire criminel financé par des rackets et trafics en tout genre, liés à l'économie souterraine de Vijayawada, jouant ainsi un rôle important dans la « gangstérisation de la politique » (Balagopal, 1989a). En 1985, « Nehru » entra dans le TDP et se fit élire comme MLA, tandis que son rival kapu, Vangaveeti Ranga, à la tête d'un autre gang mafieux, devenait député du Congrès. Trois ans plus tard, Nehru commandita l'assassinat de Ranga, avec le soutien de la police et du gouvernement TDP.

D'après Vangaveeti Radha, le fils de Ranga, les faits se déroulèrent de la manière suivante :

Une fois élu MLA, mon père fit sienne la cause des Kapu, sous-représentés en politique à cause de la domination kamma. En 1988, il commença une série de conférences intitulées *Kapunadu*

³⁹³ Le *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE), qui se bat pour un Etat tamoul indépendant au Sri Lanka, est considéré par l'Inde comme une organisation terroriste, et le soutien que lui apporta Vaiko lui valut plusieurs arrestations pour sédition.

³⁹⁴ Genguswamy Naidu, le président du *Tamil Nadu Kamma Naidu Mahajana Sangham*, a confié au professeur d'histoire kamma Guru Jegannathan le soin de prouver au gouvernement que les Kamma du Tamil Nadu sont en réalité des Vaduga (terme qui désignait l'ensemble des « populations télougoues venues du nord » sous l'empire britannique), une catégorie figurant dans la liste des *Backward Classes* du Tamil Nadu. Selon la *Backward Class Commission* de 1972 : “The term ‘Vadugar’ was not intended to include ‘Kamma’ and the entry is being misused by the Kammavar community to get the benefits of reservations” (Sri Sattannathan, cité dans Jegannathan, 2006 : 3).

(« le territoire des Kapu »), qui connurent un immense succès auprès de la population kapu d'Andhra côtier qui revendiquait le statut de *Backward Class* à l'égal des Kapu du Telangana. Cette mobilisation inquiéta les Kamma du TDP, dont Nehru, le principal rival de mon père. Après avoir reçu plusieurs menaces de mort, mon père entama une grève de la faim pour exiger que le gouvernement assure sa sécurité en lui procurant une garde personnelle. C'est pendant sa grève de la faim que mon père fut assassiné, en plein jour, alors qu'il était juste à l'extérieur de notre maison. 40 voyous descendirent d'un bus et se mirent à l'attaquer, sous les yeux de ma mère. Tout le monde sait que Nehru est le commanditaire du meurtre et que la police était complice, mais le gouvernement TDP a tout fait pour que le procès échoue. Après avoir été arrêté, Nehru fut remis en liberté et il fut réélu MLA en 1989, en 1994 et en 2004. Ma mère se présenta contre lui en 1989 sous l'étiquette du Congrès, et je fus moi-même élu MLA du Congrès aux dernières élections. Je me considère comme kapu et je suis fier du combat de mon père pour la cause kapu, même si ma mère est kamma et que les gens la critiquent parce qu'elle a repris son nom de jeune fille après la mort de mon père³⁹⁵.

La mort de Ranga fut suivie de deux mois de violences qui obligèrent le gouvernement à imposer un couvre-feu dans tout l'Andhra côtier³⁹⁶. A Vijayawada, des bandes de jeunes Kapu prirent d'assaut la propriété kamma : hôtels, cinémas, magasins de liqueur, de produits électroniques et textiles. Rien que dans la rue commerçante Annie Besant, des biens d'une valeur d'un milliard de roupies furent détruits ou pillés, ce qui en dit long d'ailleurs sur la richesse des Kamma de Vijayawada³⁹⁷. Dans cette rue, les hommes d'affaires kamma et kapu se livraient une concurrence acharnée depuis plusieurs années, n'hésitant pas à recourir à des gangs armés pour s'éliminer entre eux, soutenus par des hommes politiques puissants. Les élus kamma du TDP furent aussi des cibles privilégiées de la violence qui suivit la mort de

³⁹⁵ Entretien du 15/09/07 avec Vangaveeti Radha à son domicile à Vijayawada. Chanupati Ratna Kumari, la veuve de Vangaveeti Ranga, fit un mariage d'amour intercaste contre la volonté de ses parents. En 1996, elle décida de reprendre son nom de jeune fille (Chanupati) pour affirmer son identité kamma et, selon ses critiques, pour bénéficier du prestige conféré par l'appartenance à cette caste, alors même que son mari fut assassiné par des Kamma.

³⁹⁶ “*Ranga’s murder [led to] widespread retaliatory actions taken by the Kapus in the coastal districts against the Kammas, which left 20 people dead, while 500 cases of arson were registered in Vijayawada alone in three days, and Police opened fire in 28 places in that town (...). A group of Ranga’s supporters first axed to death Dr Uppalapati Srihari, a TDP leader. Cinema theatres owned by Kammas were set on fire, such as Kalyana Chakravarthi, belonging to NTR’s brother (...). The government imposed curfew in Vijayawada, but hundreds of Kapus continued setting fire to the shops they suspected belonged to the Kammas or Telugu Desam activists (...). The trouble spread to several towns and villages in five coastal districts*” (Prasad, 2004 : 86-9).

³⁹⁷ “*It is said that in one street of Vijayawada alone - named after Annie Besant - about Rs 100 crore worth of property was looted or destroyed; but then how many streets exist in the towns of this country wherein a few hours’ rioting can destroy or despoil property and goods worth Rs 100 crore?*” (Balagopal, 1989a : 229).

Ranga, et l'échec du parti au bénéfice du Congrès lors des élections législatives de 1989 s'explique en grande partie par la gestion catastrophique de cette crise par NTR.

Les événements de 1988 peuvent être interprétés comme le produit d'un mélange de ressentiment castéiste, de rivalité économique et de frustration politique. Parfaitement ciblées, ces attaques contre des biens et des personnes ne sont en aucun cas le fruit d'une violence spontanée et irrationnelle. Parthasarathy (1997) définit la violence collective comme « l'utilisation de la force physique par un groupe pour un intérêt particulier, contre un autre groupe, avec un objectif précis en vue ». Certains incidents peuvent impliquer un nombre limité d'individus, mais être cependant liés à un intérêt collectif. Inversement, des intérêts individuels peuvent trouver à s'exprimer plus facilement par la mobilisation d'un groupe. Dans tous les cas, la violence apparaît moins comme un acte déviant que comme un instrument d'affirmation de soi et de son groupe dans différentes sphères de la société. Les Kamma ont généralement mieux réussi que les Kapu dans les affaires et la politique. Le *Praja Rajyam Party*, créé en 2008 par la vedette de cinéma kapu Chiranjeevi³⁹⁸, ne remporta que 18 sièges lors des élections de 2009 malgré le soutien des membres de sa caste, et finit par fusionner avec le Congrès en 2011. Les conflits qui opposent Kamma et Kapu à Vijayawada relèvent avant tout d'une rivalité entre dominants d'origine rurale cherchant à étendre leur influence en milieu urbain. Cette lutte consiste en une compétition acharnée pour la promotion sociale, la recherche du pouvoir comptant tout autant que l'enrichissement matériel. Cette confrontation peut prendre des formes extrêmes, mais s'exprime le plus souvent de manière moins violente par des pratiques quotidiennes d'intimidation, des menaces et des démonstrations de force.

Pour conclure cette comparaison, il apparaît clairement qu'en milieu urbain aucune caste ne peut prétendre à elle seule au monopole de la dominance, comme d'autres études l'ont déjà montré (Reiniche, 1996). Si elle n'est pas exclusive, la dominance des Kamma est cependant plus décisive à l'échelle des métropoles moyennes qu'à celle des capitales d'Etats fédérés

³⁹⁸ "Primarily, it emerged out of the aspiration of the elite among the Kapu community to see their man at the helm of the state government. In recent times they seem to have nurtured a grievance that under the rule of the Congress and the TDP, only two communities, namely, the Reddys and the Kammass, exercised supreme political power although the Kapus enjoyed analogous social status and were numerically as large as these communities. They were resentful of the asymmetry between their rise in social and economic prominence and their role as junior partners in power" (Suri et al., 2009, 109-10).

comme Hyderabad ou Madras. L'analyse de la dominance de caste dans les petites villes, comme celle de Peddapuram en Andhra Pradesh par Daniel Negers (2004), et plus généralement l'étude des petites villes du district de Krishna par Eric Leclerc (1993), montrent que les opportunités qui y sont offertes ne permettent pas d'acquérir les attributs les plus élevés de la dominance, comme l'éducation supérieure ou le capital industriel. L'étude des Kamma de Vijayawada et de Coimbatore permet d'établir que la métropole régionale est une échelle intermédiaire pertinente pour l'analyse de la dominance de caste en milieu urbain. Toutefois, cette dominance prend des formes différentes selon qu'elle est exercée par une caste locale ou de migrants. En tant que télougous, les Kamma de Coimbatore peuvent difficilement aspirer à une dominance aussi décisive qu'à Vijayawada qui représente en quelque sorte leur « fief ». De même, en zones rurales, si les « colons » agricoles kamma prospèrent économiquement dans leurs milieux d'accueil, ils parviennent cependant moins à s'imposer comme dominants que dans ce qu'ils considèrent être leur « domaine », à savoir le delta de la Krishna.

III. La dominance des Kamma en zone de colonisation agricole : étude comparée de deux périmètres irrigués du plateau du Deccan, au Karnataka (barrage de la Tungabhadra) et dans le Telangana (Sriram Sagar, Nizamabad)

1. Présentation de l'enquête : la littérature au service du terrain

Les problématiques retenues pour l'étude de la dominance des migrants agricoles kamma s'inspirent de la lecture d'un roman semi-autobiographique en télougou³⁹⁹, intitulé *Regadi vittulu* (« Semences de sol noir »), de l'écrivaine Chandralata (1997). Si les personnages évoqués dans le livre relèvent de la fiction, il s'agit en réalité de l'histoire de son père, « Ram », un agriculteur kamma originaire du district de Guntur, ayant migré dans le Telangana au début des années 1960 pour mettre en valeur des terres noires à coton grâce à l'arrivée de l'irrigation par canal. Ramnagar, le village qu'il fonde avec d'autres migrants de sa région, est situé à la frontière du Telangana et du Karnataka. Les nouveaux aménagements

³⁹⁹ La traduction anglaise, non publiée, me fut procurée par Chandralata, l'auteure du livre, lors d'un entretien au domicile de son père à Hyderabad, le 31/01/08.

hydrauliques sur la Tungabhadra et le développement agricole qui s'ensuivit dans les districts de Raichur et de Bellary sont également évoqués dans le roman. L'auteure montre en effet que la Révolution verte fut importée vers le Telangana depuis ces districts frontaliers du Karnataka, peuplés eux aussi d'un grand nombre de migrants d'Andhra côtier acquis aux techniques de l'irrigation. Ram, le personnage principal, se rend régulièrement à Raichur pour acheter des graines de coton hybrides qu'il sème sur ses terres noires péniblement débarrassées des acacias (*tumma*), et modernise ainsi l'agriculture dans une région du Telangana considérée comme « en retard » (*backward*). Toutefois, l'intensification des pratiques agricoles épuise rapidement les sols et l'utilisation de pesticides pollue l'eau. Par ailleurs, après la prohibition de l'alcool instaurée en Andhra Pradesh sous NTR, des hommes politiques télanganais mafieux cherchent à reprendre le contrôle d'une zone frontalière désormais stratégique où s'effectue le trafic de liqueurs, légales au Karnataka. A la suite d'intimidations et de menaces de mort, Ram doit se résoudre à quitter ses terres face à l'hostilité des populations locales qui voient en lui un colon agricole, alors que lui-même considère leur avoir apporté le développement.

La réception de ce roman est tout aussi intéressante que le contenu du livre. S'il fut adulé par la critique littéraire télougoue, il créa en revanche une vaste polémique au Telangana. Les militants de la cause télanganaise manifestèrent en effet contre l'attribution à *Regadi vittulu* du prix du « meilleur roman télougou » par la très controversée *Telugu Association of North America* (TANA), dominée par les Kamma vivant aux Etats-Unis depuis sa création en 1977⁴⁰⁰. Interrogée à ce sujet, la romancière nie toute affinité de caste dans l'attribution de ce prix et se défend d'avoir même évoqué une seule fois le nom « Kamma » dans son roman. Pour le lectorat télougou, il ne fait cependant guère de doute que les migrants agricoles de Guntur décrits dans le livre sont Kamma, et certains critiques affirment même pouvoir reconnaître la caste des différents personnages du roman grâce au dialecte que l'auteure leur fait employer (Vakulabharanam, 2002). Un entretien avec le père de Chandralata, Murahari Rao, confirme par ailleurs que c'est bien son histoire qui est racontée dans ce livre, bien que sous forme romancée. Il vit aujourd'hui à Hyderabad et dirige depuis 1995 une compagnie semencière, *Pravardhan Seeds*, qui travaille en collaboration avec Monsanto pour élaborer des variétés de coton OGM « adaptés à l'Inde ».

⁴⁰⁰ En réaction à cette domination kamma au sein de la diaspora télougoue en Amérique du Nord, les Reddy vivant aux Etats-Unis créèrent en 1990 l'*American Telugu Association* (ATA) (Bhaskar 2000).

La migration agricole des Kamma s'explique par la soif de terres qui est dans nos gènes. Je n'ai pas honte de dire que nous sommes des Shudra. Etre Shudra, cela veut dire être un producteur, grâce au travail de la terre. Autrefois, nous vivions simplement et économisions pour l'éducation de nos enfants. Aujourd'hui les riches Kamma dépensent de manière ostentatoire pour montrer leur réussite sociale. C'est ce qui explique la jalousie et l'hostilité des autres castes. Pourtant ce sont les migrants kamma qui ont diffusé la Révolution verte en enseignant l'agriculture moderne aux locaux dans les nouveaux périmètres irrigués. Grâce aux barrages des deltas de la Krishna-Godavari, nous avons un siècle d'avance sur les autres⁴⁰¹.

Ce que Murahari Rao ne dit pas, mais que sa fille évoque dans son roman, c'est que ce « siècle d'avance » avait conduit à l'appauvrissement progressif de ses terres à Guntur, près de Repalle, les problèmes de drainage ayant conduit à une forte salinisation des sols dans cette zone côtière. Il avait donc tout intérêt à les vendre pour acheter, au même prix, des surfaces dix fois plus grandes dans le Telangana, là où les sols noirs fertiles non cultivés allaient bientôt recevoir l'irrigation par canal. Comme chez tout colon « développeur », on retrouve dans son discours l'idée de « terres vierges » à conquérir pour les faire fructifier, l'idée de « gâchis » face à ces terres « laissées à l'abandon » par les locaux non conscients de leur valeur⁴⁰². Cette description du Telangana fut un point particulièrement contesté après la publication du roman. Selon Purushotham Reddy, professeur de sciences politiques à l'Université Osmania, « l'agriculture traditionnelle sous pluie dans le Telangana était diversifiée et permettait largement de nourrir les populations locales grâce à de nombreuses variétés de céréales ; ce sont les migrants d'Andhra côtier qui ont ruiné les terres et la biodiversité en introduisant la monoculture intensive avec double récolte annuelle de paddy, puis ruiné les locaux en leur imposant la culture du coton OGM qui s'est avérée désastreuse »⁴⁰³. La critique de Tirumala Rao, directeur de l'*Andhra Pradesh Oriental Manuscript Library*, est encore plus radicale :

La colonisation agricole des Kamma n'est rien d'autre qu'accaparement des terres et des ressources en eau. Grâce à leurs contacts haut placés, ils savent avant tout le monde où se situeront les nouveaux périmètres irrigués et où passeront les canaux. Ils achètent donc à bas prix des terrains qui se valorisent très vite avec l'arrivée de l'irrigation. La production de

⁴⁰¹ Entretien du 31/01/08 avec Murahari Rao à son domicile à Hyderabad.

⁴⁰² “*The concept of modern cultivation hasn't caught up yet there. They are still stuck with the age old idea of millets and rotis. Not yet gone to modern methods of increasing the produce. Many lands are still lying as waste lands. At some places the land is limited to fodder. One feels an endless sense of loss looking at them*” (Chandralata, 1997).

⁴⁰³ Entretien du 3/08/09 avec Purushotham Reddy à l'Université Osmania.

surplus agraires et l'accumulation de capital leur permettent d'étendre leur domination au domaine de la culture. Sous couvert littéraire, *Regadi vittulu* n'est autre que la subtile promotion idéologique du système de valeurs kamma dont la réussite au Telangana est érigée en modèle face à des populations locales qui n'auraient pas su tirer profit des richesses de leur territoire⁴⁰⁴.

La manière dont la culture du Telangana est parfois tournée en dérision dans le roman fut également très mal perçue par les partisans de la cause régionaliste. Ram, le héros du roman, marie sa nièce Anuradha dans une famille télanganaise qui lui rend la vie insupportable : non seulement l'horrible belle-mère oblige Anuradha à manger quotidiennement des galettes de millet alors qu'elle était habituée à une alimentation à base de riz, mais elle lui fait subir des rituels religieux humiliants fondés sur des superstitions (dépassées depuis longtemps dans l'« Andhra côtier rationaliste ») pour qu'elle tombe enceinte rapidement. Contrairement à ce qu'affirme l'auteure qui, dans un entretien, joue sur le mot « hybridation », renvoyant non seulement aux semences hybrides (« *sankara vittulu* ») développées par son père, mais au « brassage culturel né de la migration des agriculteurs d'Andhra vers le Telangana », il semble y avoir confrontation plutôt que mélange des cultures, dans la mesure où l'une se présente comme supérieure à l'autre. La migration elle-même est promue comme une valeur, face à l'« immobilisme » des Télanganais.

Les Kamma expliquent qu'ils valorisent les symboles associés à la mobilité plus que ceux associés à l'enracinement. Ils disent que si l'arbre prend racine et se fixe, les semences, elles, sont libres et s'envolent. Le sang coagule mais la semence se répand. Autrement dit, tandis que les liens agnatiques encouragent l'attachement à la propriété par l'héritage, les relations d'affinité promeuvent la mobilité. Le futur est plus attractif que le passé. La terre acquise plus prestigieuse que l'ancestrale. La territorialité est enchaînement mais la migration est liberté. L'esprit d'aventure et de risque est plus désirable que le conservatisme (Rao, 1986 : 33).

Certes, les migrants kamma recréent de nouvelles territorialités là où ils s'installent, mais celles-ci ne s'inscrivent pas nécessairement dans la longue durée car ils sont toujours prêts à repartir vers des « pâturages plus verts » (*greener pastures*), surtout quand les sols sont épuisés. A la fin du roman, lorsque les hommes politiques télanganais cherchent à chasser

⁴⁰⁴ Entretien du 5/08/09 avec Tirumala Rao à l'*Andhra Pradesh Oriental Manuscript Library*, Hyderabad.

Ram de ses terres, celui-ci est déchiré entre continuer à exploiter sa « mine d'or », ou, comme tout bon chercheur d'or, aller explorer de nouveaux territoires⁴⁰⁵.

Les principaux thèmes du roman, liant la migration au développement, à l'environnement et à la culture, soulèvent de nombreuses questions sur l'impact réel de la colonisation agricole du plateau du Deccan par les migrants kamma en termes économiques, écologiques et culturels. La lecture de ce livre et la controverse née de sa publication, les entretiens avec l'auteure et son père, ainsi qu'avec les détracteurs de l'ouvrage, ont influencé le choix des terrains d'enquête et les thèmes d'étude dans les zones rurales du Telangana et du Karnataka. Il ne s'agissait pas bien sûr de se rendre dans le village natal de Chandralata, celui qu'elle décrit dans son roman, situé dans le district de Mahbubnagar et bénéficiant de l'irrigation grâce au *Rajolibanda diversion scheme*, un système de canaux inter-Etats apportant l'eau dans cette zone aride depuis le barrage de la Tungabhadra au Karnataka. Les migrants kamma sont peu nombreux dans ce district, l'un des plus pauvres de l'Andhra Pradesh, et il était donc préférable d'enquêter à Nizamabad, le district du Telangana comptant le plus de Kamma (environ 5 % de la population totale du district). La ceinture irriguée de la Tungabhadra se situant en grande partie au Karnataka, les districts de Bellary et Raichur ont également été retenus pour des enquêtes villageoises permettant par ailleurs d'étudier les relations entre migrants kamma et populations locales non-télougoues et de les comparer à celles qu'ils entretiennent avec les Télanganais, dont la culture, pourtant proche, est si affirmée que celle d'Andhra s'y oppose parfois plus fortement qu'à la culture kannadiga.

2. Les migrants du « développement » dans la ceinture irriguée de la Tungabhadra : « enseigner la riziculture aux locaux »

La prise de contacts avec les migrants kamma du Karnataka se fit d'abord à Bangalore auprès de l'association panindienne de la caste (*All-India Kamma Sangham*). D'après les données collectées par celle-ci, il y aurait 2 millions de Kamma au Karnataka, majoritairement dans les districts de Bellary et Raichur, le reste vivant dans la capitale qui abrite aujourd'hui

⁴⁰⁵ “We came in search of this Nadigadda. We made it a gold mine. If such a tragedy of driving us away happens, we will go to another Nadigadda. The good earth of our dear country is not short of rivers. We treated this land as our own, identifying ourselves with it. We were one with it. If they still consider us strangers, we shall fight. We shall fight until we make another Nadigadda, one more gold mine” (Chandralata, 1997).

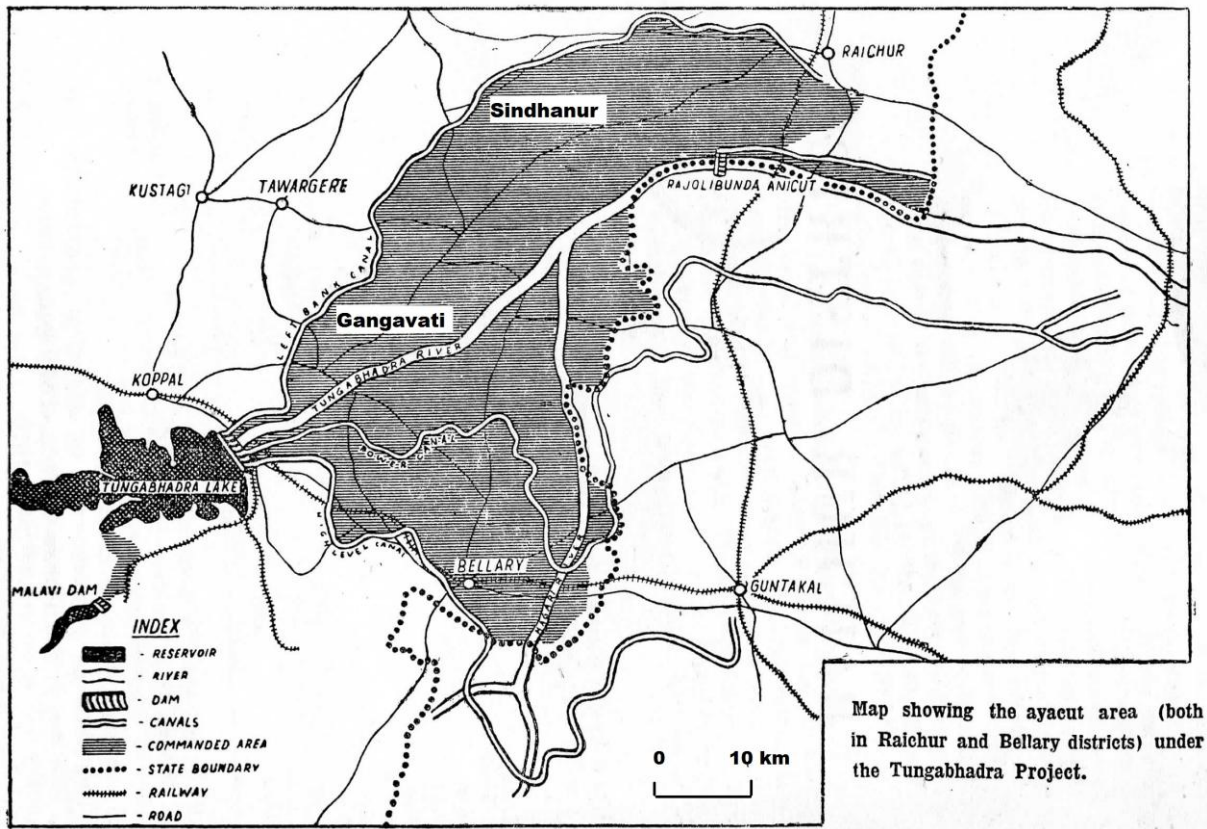
l'association panindienne, non pour l'importance numérique de cette caste, beaucoup plus nombreuse en Andhra Pradesh et au Tamil Nadu, ni pour son influence au Karnataka, mais simplement parce que son président, Subramanya Naidu, ex-ministre dans le gouvernement BJP et basé à Bangalore, souhaitait prendre le « leadership » national de la caste⁴⁰⁶. Bien qu'il représente surtout une classe d'hommes d'affaires citadins ayant fait fortune grâce à l'immobilier, il vante les Kamma du Karnataka comme étant des « pionniers agricoles », bien plus « méritants » que les Kamma restés dans leur région d'origine, car ils ont tout eu à reconstruire dans un nouvel environnement, « à la sueur de leur front ». Selon lui, les membres de sa caste sont bien acceptés au Karnataka car ils sont peu influents politiquement et ont su se fondre dans la culture locale, la plupart parlant très bien le kannada. Le Karnataka est le seul Etat où les Kamma sont inclus dans les *Backward Classes*, de même que les castes dominantes locales, à savoir les Vokkaliga, concentrés au sud de l'Etat, et les Lingayat⁴⁰⁷, présents surtout au nord (Manor, 1977 ; Assayag, 1986). L'ancien Etat de Mysore fut le premier à utiliser le terme « *Backward Class* », en 1918, et à déclarer tous les non-Brahmanes comme faisant partie de cette catégorie administrative (Rao, 2009 : 172).

Les grandes vagues de migrations kamma vers Bellary et Raichur remontent aux années 1950, à l'époque des aménagements hydrauliques sur la Tungabhadra, affluent de la Krishna. Le barrage, situé au niveau de la ville de Hospet, fut planifié par le gouvernement du Nizam en collaboration avec la Présidence de Madras, mais ne fut réalisé qu'après l'Indépendance, devenant un projet commun au Karnataka (alors appelé Mysore) et à l'Etat de Hyderabad, achevé en 1953. Le canal de rive gauche permet surtout d'irriguer les terres du district de Raichur, tandis que les deux canaux de rive droite (*High Level* et *Low Level*) couvrent non seulement le district de Bellary, mais atteignent les districts frontaliers d'Andhra Pradesh.

⁴⁰⁶ “Somebody should lead the community. In 1985 I started the All-India Kamma Sangham in Bangalore because here I can speak openly about my caste, not like in Andhra Pradesh. When the TDP was in power, Kammass didn't want to put their caste identity in the forefront. Here, we don't mind using the caste name in our societies. In Andhra Pradesh, caste leaders are afraid to do this because of their political ambitions, but for me it was not a problem because in Karnataka, people are not afraid of Kammass. They are powerful only in agriculture and business, not in politics” (entretien du 5/09/08 avec Subramanyam Naidu à son domicile à Bangalore).

⁴⁰⁷ Les Lingayat, de statut rituel élevé et particulièrement puissants politiquement, furent inclus dans la liste BC à la suite des recommandations de la *Backward Classes Commission* de 2005 (The Hindu, 18-02-09). Cette inclusion repose davantage sur des manœuvres politiques que sur des réalités sociologiques, de même que pour les Vokkaliga : “Vokkaligas were included among the Backward Classes with some justice in many cases, but more for reasons of expediency” (Manor, 1989 : 271).

Carte 25 : Périmètre irrigué par le barrage de la Tungabhadra



Source : Government of Mysore (1972 : 160)

Photo 17 : Barrage de la Tungabhadra



Cliché de l'auteure (2008)

L'enquête fut réalisée au cours d'un séjour d'un mois à Gangavati puis à Sindhanur, dans le périmètre irrigué par le *Left Bank Canal*. Au moment de la construction du barrage, il s'agissait de simples villages, devenus aujourd'hui de petites villes, peuplées respectivement de 90 000 et 60 000 habitants. Cette région, économiquement prospère, se caractérise également par la beauté de son paysage, avec des champs de paddy parsemés de cocotiers qui s'étendent au pied de collines formées d'énormes rochers de granite rose, et sa proximité avec Hampi, l'un des sites les plus touristiques de l'Inde où l'on peut admirer les ruines de l'ancienne cité de Vijayanagar, cœur d'un empire dans lequel les chefs de guerre kamma jouèrent un rôle important à l'époque médiévale. Les agriculteurs kamma rencontrés dans les villages environnants sont cependant tous des migrants récents, venus après l'Indépendance pour mettre en valeur les nouvelles terres irriguées par le barrage. Les plus âgés racontent les difficiles conditions de l'installation dans des campements situés à l'extérieur des villages, appelés aujourd'hui encore « *Andhra camps* » par les locaux, même si les maisons y sont aujourd'hui en dur. La plupart des migrants, petits et moyens paysans ayant l'expérience de l'irrigation par canal, sont originaires des deltas de la Krishna-Godavari où ils vendirent leurs lopins pour acheter de plus vastes parcelles à moindre coût juste avant l'achèvement du barrage de la Tungabhadra. Avec l'arrivée de l'eau, la valeur de ces terres a considérablement augmenté et leurs propriétaires, relativement pauvres à leur arrivée, sont aujourd'hui extrêmement prospères, un enrichissement visible dans l'évolution du type d'habitations. Les migrants kamma sont progressivement passés de la hutte à la maison traditionnelle en toit de chaume, pour habiter aujourd'hui de luxueuses villas modernes de plusieurs étages.

Photo 18 : Maisons traditionnelle et moderne dans le « camp Andhra » de Gangavati



Photo 19 : Migrant kamma devant sa luxueuse villa à Sindhanur



Clichés de l'auteure (2008)

Dans la mesure où l'arrivée de l'irrigation profita à l'ensemble des propriétaires terriens, il ne semble pas à première vue y avoir d'animosité particulière à l'encontre des migrants. D'après les Kamma interrogés, les agriculteurs locaux leur seraient au contraire reconnaissants d'avoir apporté le « développement » à la région grâce à leur savoir-faire en matière d'irrigation et à l'introduction de la culture du paddy qui n'était pas pratiquée auparavant. Ils affirment même avoir « enseigné la riziculture aux locaux », une prétention largement exagérée d'après les agriculteurs kannadiga qui expliquent simplement avoir « imité » les pratiques agricoles des Kamma, encouragés par leur réussite⁴⁰⁸. Ces propos confirment des études réalisées à l'échelle nationale sur la diffusion de la Révolution verte, montrant que les variétés à haut rendement furent d'abord adoptées par les agriculteurs entrepreneurs (« *progressive farmers* ») et que les paysans moins au fait de ces techniques apprirent de l'expérience de leurs voisins plus « avancés » qui leur servirent de « modèle » (Foster et Rosenzweig, 1995).

La Révolution verte fut accueillie avec enthousiasme par les migrants kamma, favorables aux innovations agronomiques comme l'introduction de semences améliorées. Nombreux sont ceux qui déclarent aujourd'hui avoir été les pionniers de la modernisation agricole dans les périmètres irrigués de la Tungabhadra, les cultures sous pluie pratiquées avant la construction du barrage offrant de faibles rendements⁴⁰⁹. Ils insistent moins sur le fait qu'ils en furent également les principaux bénéficiaires grâce à leur accès privilégié à l'eau. En effet, les pratiques de distribution, négociées entre le Département de l'Irrigation et les utilisateurs, dérogent souvent aux règles officielles, les agriculteurs les plus riches ayant les moyens d'obtenir plus d'eau qu'il ne devrait leur être alloué normalement, lésant ainsi les utilisateurs moins influents (Mollinga, 2003 ; Venot, 2008 : 9 n.20). Les migrants de cette région bénéficient également de soutiens politiques, plusieurs députés kamma ayant été élus dans les circonscriptions des districts de Raichur et Bellary. La dominance kamma au Karnataka se limite à l'échelle locale, car ces députés sont extrêmement minoritaires et peu influents au

⁴⁰⁸ “Kammas did not teach us, they came here for their own development, but there was a demonstrative effect of their agricultural techniques: they became rich so fast that the local people started imitating them, regardless of the ecological consequences” (entretien du 15/09/08 avec un agriculteur kannadiga de Gangavati).

⁴⁰⁹ “The rainfall was not sufficient. Before the Tungabhadra Project, agriculture was in a neglected state” (Government of Mysore, 1972 : 188).

sein de l'Assemblée Législative, contrairement aux députés reddy de la même région dont le pouvoir est tel qu'ils peuvent défaire un gouvernement⁴¹⁰.

A ces conflits d'usage, s'ajoutent des accusations de pollution de l'eau et de surexploitation des sols contre les agriculteurs kamma de la ceinture irriguée de la Tungabhadra. Les paysans locaux affirment que les migrants sont à l'origine de l'intensification de l'agriculture en étant les premiers à avoir pratiqué la double récolte annuelle de paddy. Bien que ces propos soient confirmés par l'ancienne *District Collector* de Bellary, qui qualifie l'impact écologique de la migration kamma de « désastreux »⁴¹¹, il semble difficile d'imputer la responsabilité de cette crise environnementale aux seuls agriculteurs de cette caste. En effet, les pratiques intensives introduites par les Kamma se sont vite généralisées, et l'épuisement des sols ainsi que la pollution des eaux s'expliquent par plus d'un demi-siècle de monoculture de paddy fondée sur l'usage d'engrais et de pesticides.

Ce problème est apparu encore plus tôt en Andhra côtier, où de nombreux riziculteurs kamma ont alors choisi de convertir une partie de leurs terres en étangs destinés à l'aquaculture, activité spéculative à forte valeur ajoutée qui provoqua de nouveaux dégâts écologiques. Les bassins crevetticoles du delta de la Godavari ont eu des conséquences particulièrement néfastes pour l'équilibre des milieux humides fragiles tels que la mangrove et les marécages, avec la pollution des eaux de surface et de la nappe phréatique liée aux rejets des eaux usées par les étangs à crevettes, et la salinisation des sols mal lessivés (Grandcolas, 2006). L'accaparement illégal de terres pour la pisciculture autour du lac de Kolleru, immense réserve d'eau douce située entre le delta de la Krishna et celui de la Godavari (voir carte 19, p. 267), a également conduit à des dégradations irréversibles d'un écosystème difficile à protéger face à des exploitants bénéficiant de soutiens politiques hauts placés qui reçoivent

⁴¹⁰ Les « *Reddy brothers* » sont des hommes politiques du district de Bellary à la tête d'une puissante mafia contrôlant les mines de fer de la région depuis 2004. Leur fortune colossale leur a longtemps permis d'échapper à la justice grâce à des pots-de-vin, alors même que leurs activités illégales d'extraction du minerai de fer ont entraîné une catastrophe écologique dans la région. A force de dynamiter le sol, ils ont même modifié le contour des frontières entre le Karnataka et l'Andhra Pradesh, deux Etats où ils bénéficient de solides appuis, celui du Congrès au pouvoir en Andhra Pradesh (notamment de l'ex-*Chief Minister* YSR Reddy) et celui du BJP formant le gouvernement du Karnataka, au sein duquel l'un des frères occupait un poste de ministre. Ils sont aujourd'hui poursuivis pour détention de mines illégales et corruption massive (*Tehelka Magazine*, 6 (45), 14 novembre 2009).

⁴¹¹ Entretien du 5/05/07 avec Ms. Manjula, IAS.

une part des bénéficiaires (Venot, 2008 : 85). Les entrepreneurs agricoles kamma sont souvent montrés du doigt à cause de leur recherche effrénée de maximisation des profits à court terme, quel qu'en soit le coût écologique, l'appât du gain et leur capacité à se reconvertir les conduisant parfois à pratiquer la politique de la terre brûlée en migrant dès qu'un système d'exploitation n'est plus rentable.

3. La « colonisation intérieure » du Telangana : « faire reverdir le désert »

La migration des Kamma vers les zones rurales du Telangana est perçue de manière très contrastée par les intéressés eux-mêmes et par les populations locales. Pour ces dernières, l'achat de terres à bas prix dans le plateau du Deccan par les riches agriculteurs de la côte est une forme de « colonisation intérieure » : même si la transaction est volontaire (il ne s'agit pas de « *land grab* »), celle-ci s'avère toujours favorable à l'acquéreur qui spéculer sur la valorisation du foncier avec l'arrivée de l'irrigation⁴¹². En outre, les pratiques de « métayage inverse » obligent parfois les paysans télanganais à céder leurs terres lorsqu'ils ne peuvent plus rembourser leurs riches tenanciers kamma qui jouent également le rôle d'usuriers et prêtent à leurs propriétaires à des taux pouvant atteindre 36 % par an. Les migrants kamma considèrent quant à eux que leur arrivée a permis de « faire reverdir le désert » télanganais, dans la mesure où ils ont transformé des terres arides sous-exploitées en champs de paddy verdoyants grâce à leur maîtrise des techniques d'irrigation par canal.

⁴¹² “Kammas are birds of prey: their economic position allows them to get the lands they want wherever they migrate” (entretien du 3/08/09 avec Purushotham Reddy).

Photo 20 : Champs de paddy irrigués dans le district de Nizamabad



Cliché de l'auteure (2008)

Avant même l'Indépendance, le gouvernement du Nizam fit appel aux agriculteurs d'Andhra côtier pour mettre en valeur les terres du Telangana qui allaient bénéficier de l'irrigation grâce à la construction du barrage de Nizamsagar sur la Manjira, affluent de la Godavari, qui fut achevée en 1931. Aujourd'hui, il sert moins à l'irrigation qu'à l'approvisionnement en eau potable des villes. Le projet de Sri Ram Sagar, commencé en 1957 sur la Godavari, a donc pris le relais et permet d'irriguer un large périmètre qui s'étend sur plusieurs districts du Telangana, progressivement élargi grâce à l'extension des canaux. La première phase du projet couvrait 400 000 hectares, la seconde 180 000 de plus, et la dernière encore 80 000 ha. La mise en place de nombreux aménagements hydrauliques en amont du bassin de la Godavari a beaucoup affecté la capacité d'irrigation du barrage de Sri Ram Sagar cette dernière décennie et a conduit à des conflits inter-Etats opposant l'Andhra Pradesh au Maharashtra⁴¹³. Les agriculteurs du Telangana ont donc de plus en plus recours à des puits privés qui représentent des investissements particulièrement lourds pour les paysans pauvres, tandis que les riches Kamma n'hésitent pas à forer et à installer des motopompes pour

⁴¹³ The Hindu, 16 mai 2005.

maintenir leur niveau de production. Les migrants interrogés ne semblent pas affectés par l'assèchement des canaux et la raréfaction de l'eau de surface, le recours aux nappes phréatiques leur permettant même d'obtenir des rendements supérieurs à ceux d'Andhra côtier, soit 3 tonnes de paddy par acre contre 2,6 tonnes dans les deltas à cause du mauvais drainage. Toutefois, les terres de Nizamabad risquent de souffrir à leur tour de la dégradation de la qualité de l'eau et de problèmes de salinisation, le réservoir de Sri Ram Sagar étant d'ores et déjà devenu impropre à la consommation humaine à cause de la pollution liée aux intrants chimiques.

Les Kamma de Nizamabad, parfois issus de milieux modestes, possédant à peine 2 ou 3 acres dans les deltas, se sont enrichis en migrant grâce à l'achat de parcelles dix fois plus grandes et à l'intensification de l'agriculture permise par l'irrigation. Leur mode de vie se distingue fortement de la relative simplicité des villageois locaux, avec qui ils ne se mélangent pas puisqu'ils continuent d'habiter dans des hameaux excentrés, plusieurs décennies après leur installation. Cette ségrégation spatiale s'exprime dans la toponymie locale qui fait clairement référence à l'identité géographique et de caste de ces hameaux de « colons », très souvent appelés Gunturpalle ou Kammagudem. Les Kamma de Nizamabad ont un niveau d'études beaucoup plus élevé que celui des populations locales, y compris des castes dominantes telles que les Reddy et les Velama. Parmi les migrants rencontrés, certains ont pu envoyer leurs enfants étudier à l'étranger, ce que leur envient selon eux les locaux. Madala Anjaiah, âgé de 80 ans, vendit ses 6 acres de terres dans son village d'origine près de Tenali (district de Guntur) pour s'installer à Nizamabad en 1956, juste après la création de l'Andhra Pradesh. Il explique que le principal facteur de migration était pour lui la différence du prix du foncier, qui lui permit d'acheter 30 acres dans le Telangana. Ses fils, Sambasiva Rao et Bhaskar Rao, furent les premiers diplômés du village et dirigent aujourd'hui une compagnie informatique (Soft Sol) à Hyderabad, tandis que tous ses petits-enfants vivent aux Etats-Unis, sa petite-fille étant « la plus jeune cardiologue de Californie », ajoute-t-il avec fierté. Il s'agit là d'un exemple typique d'ascension sociale sur trois générations, favorisée par une migration par étapes : des villages d'Andhra côtier vers ceux du Telangana, puis des campagnes du Telangana vers Hyderabad, et enfin de Hyderabad aux Etats-Unis.

D'après les Kamma interrogés, les seuls problèmes qu'ils rencontrent avec les populations locales sont liés à la « jalousie », qui s'explique par la relative pauvreté des villageois qu'ils

côtoient⁴¹⁴. Ils affirment cependant jouer un rôle positif d'entraînement et d'émulation, dans la mesure où les locaux auraient pris exemple sur eux en envoyant de plus en plus leurs enfants à l'école, après avoir réalisé l'importance de l'éducation comme clé de l'ascension sociale. On retrouve également chez les Kamma de Nizamabad le discours « développementaliste » des migrants de la Tungabhadra, une idée du développement critiquée par les partisans de la cause télanganaise⁴¹⁵. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les Kamma sont culturellement moins bien acceptés par les Télanganais que par les Kannadiga, alors même qu'ils partagent une langue commune. En effet, leur style de vie occidentalisé, leurs types d'habitat, leurs cérémonies de mariage, leurs dots, leur consumérisme, sont interprétés comme autant de signes ostentatoires de richesse et comme une volonté de dominer plus que de s'assimiler à la culture locale.

Les images d'agressivité, de brutalité, d'arrogance, etc., véhiculées par cette communauté de « colons » amènent la population locale à penser « l'autre » comme différent. Ainsi, selon un proverbe populaire, *Kammavaru cherite, kadama kulalu tolugutai* (« Quand les Kamma arrivent, les autres castes s'en vont »). Du fait de leurs relations de parenté très étroites et de leur mode d'habitation concentré, ils sont vus de l'extérieur comme une communauté homogène et unie (...). En termes économiques de classe, la grande majorité des Kamma du Telangana appartient à la paysannerie moyenne ou aisée. Bien que politiquement subordonnés aux Reddy qui dominent le Congrès, du moins jusqu'au milieu des années 1980, ils les dépassent en termes d'éducation, de types de métiers et d'entrepreneuriat commercial et industriel (Satyanarayana, 1997 : 34).

Avec l'arrivée au pouvoir du TDP, les Kamma tentèrent de transposer cette dominance socio-économique en dominance politique. Malgré leur faiblesse numérique, ils parvinrent à se faire représenter par deux députés de leur caste sur les huit que compte Nizamabad. Ils doivent cependant faire face à la concurrence des Reddy, très puissants politiquement dans le Telangana, mais beaucoup moins unis que les Kamma. L'organisation des Reddy en factions conduit « les gros à manger les petits » selon la « loi des poissons », pour reprendre le titre d'un ouvrage consacré à la dominance reddy dans le Telangana (Robinson, 1988). Ils se

⁴¹⁴ “*The presence of an enterprising community in the midst of an economically poor, socially oppressed and less well-to-do groups in backward Telangana villages was a source of hostility and hatred. The dynamic migrant farmers displayed their skills and accumulated wealth and immensely prospered in certain parts of Telangana*” (Satyanarayana, 1997 : 33).

⁴¹⁵ “*Kammas introduced alien elements from Andhra in Telangana's local culture and they call it 'development'. It is as if introducing cell phones and alcohol in tribal areas, or at a larger scale Americanisation of the Third World could be called development*” (entretien du 5/08/09 avec Tirumala Rao).

distinguent également des Kamma par leur usage très fréquent de la violence, non seulement entre eux, mais contre les basses castes. On verra dans le dernier chapitre que les Dalit sont tout aussi opprimés par les Kamma, surtout là où ces derniers se considèrent « chez eux », c'est-à-dire en Andhra côtier. La résistance dalit dans leur territoire d'origine et l'opposition des castes dominantes rivales dans le Telangana semblent remettre de plus en plus en cause le caractère hégémonique de la dominance kamma en Andhra Pradesh.

Chapitre 7

Mobilisation des basses castes et mouvement régionaliste télanganais : vers le déclin de la dominance des Kamma ?

Le contrôle d'un territoire permet de s'en approprier la majeure partie des ressources mais aussi, et peut-être surtout, de contrôler les hommes et les femmes qui y vivent⁴¹⁶. Il existe une corrélation entre degré de dominance kamma et intensité de l'oppression exercée sur les basses castes : plus les Kamma sont dominants dans un village ou une région, plus ils bloquent l'ascension sociale des Dalit. Il s'agit là d'une observation empirique, mais qui n'est pas propre aux Kamma et qui a pu être vérifiée, voire modélisée par des économistes ayant cherché à mesurer les « effets d'oppression » en termes de pauvreté des basses castes, produits par le degré de dominance des castes plus hautes vivant sur un même territoire (Iversen et al., 2010). Les résultats de cette étude à l'échelle nationale montrent que la « performance économique » des groupes sociaux marginalisés, notamment leur niveau de revenus, est moindre dans les villages fortement dominés par les hautes castes, dans la mesure où ces dernières accaparent l'essentiel des terres, dont la redistribution s'avère au final plus essentielle que l'éducation pour remédier à cette domination⁴¹⁷. En effet, tant que les Dalit dépendent des castes dominantes pour l'accès à la terre, au travail et au crédit, ils peuvent difficilement échapper à leur joug et restent prisonniers des rapports d'exploitation. Ils cumulent ainsi les handicaps liés à la fois à la domination de caste et de classe⁴¹⁸.

La matérialité de la caste, outre son aspect idéologique, consiste à renforcer l'oppression de classe en reproduisant les inégalités de pouvoir et de richesse, et en perpétuant les rapports de force entre dominants et dominés. L'analyse de la dominance des Jat en Inde du Nord montre

⁴¹⁶ “Dominance is a group’s rights to local resource management that lies at the heart of its members’ ability to control the lives of other residents in a given area” (Beck, 1979 : 55).

⁴¹⁷ “Disadvantaged groups (Scheduled Castes, Scheduled Tribes, Muslims and OBCs) fare worse in terms of income levels when residing in villages dominated by upper castes (...). Whereas education matters, land redistribution provides the key to eliminating the adverse effects of upper caste dominance” (Iversen et al., 2010 : 32).

⁴¹⁸ ⁴¹⁸ “There is a sub-stratum of the Indian population which is subjected to cumulative domination by the rest of the population in the country (...). The Dalits experience multiple deprivations that stem from low ritual status, appalling poverty and powerlessness” (Oommen, 1984 : 46).

comment le capital social et culturel mobilisé en vertu de leur appartenance de caste contribue durablement à la différenciation de classe⁴¹⁹. Si l'accès à l'éducation supérieure et aux postes de la fonction publique grâce aux quotas permet l'émergence parmi les Dalit d'une élite (« *creamy layer* »), cette mobilité sociale individuelle, très fréquente dans des villes comme Hyderabad (Saavala, 2001), inquiète moins les castes dominantes que la mobilisation collective des dominés dont les plus radicaux aspirent à une société sans caste. Tant que la démocratie parlementaire se réduit à une compétition pour l'accès à des positions de représentation, l'ordre social n'est pas fondamentalement remis en cause et les castes dominantes savent répondre aux ambitions politiques des leaders issus des basses castes en les cooptant.

Le militantisme dalit en Andhra Pradesh est moins politisé qu'en Uttar Pradesh par exemple, où le *Bahujan Samaj Party* (BSP) remporta plusieurs fois les élections et permit pour la première fois en 1993 à une femme dalit, Mayawati, de devenir *Chief Minister* (Jaoul, 2006). L'*Andhra Pradesh Dalit Mahasabha*, née en 1985 en réaction à un massacre perpétré par des Kamma contre des Madiga dans le village de Karamchedu, est avant tout un mouvement de réforme sociale d'inspiration ambedkariste, dont le leader Katti Padma Rao reprend l'idée d'« annihilation de la caste », titre d'un ouvrage d'Ambedkar⁴²⁰ (Padma Rao, 1995). Les exactions (« *atrocities* ») commises par les castes dominantes contre les Dalit sont très courantes en Inde du Nord (Uttar Pradesh et Rajasthan arrivant en tête), mais l'Andhra Pradesh en possède le triste record en Inde du Sud, avec 3 255 cas répertoriés par le *National Crime Records Bureau* en 2004, contre 1 643 au Karnataka et 1 156 au Tamil Nadu (Bhandari et Kale, 2007 : table 4.6.4). L'ampleur du phénomène à l'échelle nationale poussa le gouvernement indien à adopter en 1989 le *Scheduled Castes and Tribes (Prevention of Atrocities) Act*, une loi visant à protéger les Dalit et les tribaux des crimes dont ils sont victimes. L'article 17 de la Constitution indienne abolissant l'intouchabilité s'était en effet avéré inefficace pour lutter contre ces formes extrêmes de discrimination.

⁴¹⁹ “There is a mutually reinforcing relationship between older forms of dominance rooted in control over land, access to urban social networks and privileged position within the Hindu caste hierarchy and social advantages based upon access to educational facilities and salaried work” (Jeffrey et al., 2008 : 61).

⁴²⁰ “Turn in any direction you like, caste is the monster that crosses your path - you cannot have political reform, you cannot have economic reform, unless you kill this monster” (Ambedkar, 1990 : 45).

Tableau 25 : Attaques majeures contre les basses castes en Andhra Pradesh entre 1983 et 1991 (surlignées lorsqu'elles sont perpétrées par des Kamma)

Village (district)	Date	Nature et caste des auteurs du crime
Padirikuppam (Chittoor)	5 janvier 1983	4 Dalit tués et 80 familles privées de leur foyer suite à une attaque par des militants raju du TDP
Karamchedu (Prakasam)	17 juillet 1985	6 Dalit tués et 3 femmes dalit violées lors d'un assaut massif lancé par des centaines de Kamma
Hasnapur (Adilabad)	13 juin 1985 8 juillet 1985	Un jeune Chakali et un jeune Mangali (BC) tués par des grands propriétaires reddy proches du MLA local pour avoir refusé de leur procurer des prostituées
Avdhapur (Medak)	17 janvier 1986	30 maisons de Dalit brûlées par des grands propriétaires partisans du TDP
Gudiada (Vizianagaram)	15 juillet 1987	Un ouvrier agricole dalit tué suite à un conflit pour un bout de terrain par des paysans BC menés par un leader raju du Congrès
Neerukonda (Guntur)	15 juillet 1987	Un vieux dalit tué par une bande de Kamma
Chirala (Prakasam)	13 août 1987	Un témoin capital du massacre de Karamchedu tué par des Kamma
Dontali (Nellore)	27 août 1987	Un Golla (BC) tué lors d'un assaut par un gang de Kamma pour avoir tenté d'organiser les ouvriers agricoles
Bandilapalli (Chittoor)	27 novembre 1987	4 Dalit tués lors d'un assaut lancé par un groupe d'hommes de haute caste
Kodavatikallu (Krishna)	2 février 1988	Un ouvrier agricole dalit tué par un grand propriétaire kamma pour désobéissance
Gokarajupalli (Krishna)	16 janvier 1989	Un ouvrier agricole dalit tué par de jeunes Kamma pour s'être opposé au harcèlement sexuel de sa femme
Beernakallu (Nellore)	19 janvier 1989	Le <i>sarpanch</i> dalit du village tué par des grands propriétaires pro-TDP
Tangutur (Prakasam)	3 mars 1989	Une femme dalit violée et brûlée vive par un Kamma du TDP
Jabbargudem (Rangareddi)	27 avril 1989	Un Dalit tué lors d'un assaut massif lancé par les hommes de main d'un grand propriétaire reddy
Pippara (West Godavari)	4 juin 1989	Un Dalit tué lors d'un assaut massif par des Raju menés par un leader du Congrès
Chinakada (Vizianagram)	31 juillet 1989	4 tribaux d'une même famille tués par les hommes de main d'un négociant de liqueurs
Reddypalli (Rangareddi)	12 février 1990	Un paysan ST brûlé vif par les hommes de main d'un grand propriétaire proche du MLA local
Pulivendula (Cuddapah)	16 février 1990	150 maisons de tribaux détruites et brûlées par une foule menée par le <i>sarpanch</i> congressiste Y.S. Raja Reddy, père de YSR Reddy [futur <i>Chief Minister</i>]
Kanchikacherla (Krishna)	19 mars 1990	Un valet de ferme dalit tué par un jeune d'une famille de grands propriétaires
Gutlapadu (West Godavari)	19 mai 1990	2 Dalit tués lors d'un assaut massif de Kapu
Jeerupalem (Srikakulam)	21 mai 1990	180 maisons de pêcheurs brûlées sur ordre d'un grand propriétaire congressiste

Kothapulavandla Palli (Anantapur)	6 juin 1990	Un Dalit brûlé vif par des hommes de haute caste
Vetlapalem (East Godavari)	4 novembre 1990	100 maisons de Dalit brûlées par des grands propriétaires kamma à cause d'un conflit foncier
Kaspa Gadabavalasa (Vizianagaram)	22 novembre 1990	4 tribaux et un Dalit tués lors d'un assaut massif par des hommes de haute caste
Chillakallu (Krishna)	28 novembre 1990	Suicide d'un sous-inspecteur de police dalit à cause du harcèlement de son supérieur kapu
Timmasamudram (Prakasam)	Janvier 1991	Population dalit chassée du village après une attaque d'hommes de haute caste menée par un leader du TDP
Moodurallapalli (Kurnool)	18 mars 1991	Un ouvrier agricole dalit tué par un gang de Reddy
Ambaripet (Adilabad)	19 mai 1991	Un valet de ferme boya (BC) tué par son employeur reddy, ancien député congressiste au Parlement indien
Gokarajupalli (Krishna)	3 août 1991	Un ouvrier agricole dalit tué par des Kamma (suite du conflit du 16 janvier 1989)
Chundur (Guntur)	6 août 1991	Entre 8 et 20 Dalit tués lors d'un assaut massif lancé par des Reddy de 6 villages

Source : Andhra Pradesh Civil Liberties Committee, 1991 ; Balagopal, 1991.

Si le massacre de Karamchedu constitue un tournant dans l'histoire de la mobilisation dalit en Andhra côtier, il est loin d'être le seul dans la région, l'autre attaque majeure étant celle de Chundur, le 6 août 1991, menée par des Reddy. Au cours d'entretiens réalisés avec des membres de ces deux castes, il était fréquent de les entendre se renvoyer la responsabilité de la violence contre les Dalit en Andhra Pradesh : les Kamma mettent l'accent sur la « brutalité » et le « féodalisme » des Reddy, tandis que les Reddy insistent sur l'« exploitation capitaliste » de la main-d'œuvre dalit par les Kamma. L'étude détaillée du cas de Karamchedu permettra d'analyser la nature de l'oppression exercée par les Kamma sur les Dalit. Si ces derniers insistent sur l'oppression de caste, les révolutionnaires maoïstes du mouvement naxalite mettent l'accent sur l'exploitation de classe. Particulièrement actifs dans le Telangana, les Naxalites s'attaquent aux grands propriétaires plus qu'à une caste dominante en particulier. En revanche, les militants autonomistes pour un Telangana séparé, s'ils parlent généralement de la « domination de l'Andhra » sur leur région, semblent viser spécifiquement la domination des Kamma. Celle-ci est donc remise en cause par trois mouvements majeurs en Andhra Pradesh, dalit, naxalite et régionaliste télanganais.

I. Le mouvement dalit en Andhra côtier, né en réaction à l'oppression kamma

1. Difficultés méthodologiques des « perpetrator-oriented studies »

Dans l'analyse des conflits de caste, il est courant en Inde de distinguer entre « *victim-oriented studies* » et « *perpetrator-oriented studies* », ces dernières étant beaucoup plus rares. Elles sont pourtant essentielles pour comprendre qui sont les auteurs d'exactions, dans quelles circonstances ils recourent à la violence et comment ils la justifient. Il est difficile de rencontrer ceux qui sont directement impliqués dans des actes criminels et de faire parler leurs proches ou congénères de caste sur des faits qui ne les montrent guère sous un jour favorable, les renseignements qu'ils consentent à fournir relevant moins du témoignage que de la « séduction ethnographique » (Robben, 1995 : 83). En revanche, il est plus facile d'enquêter auprès des Dalit victimes de ces exactions, auprès de leurs leaders et des militants qui se battent à leurs côtés pour que justice soit faite, car la communication d'informations participe de leurs efforts de mobilisation.

Si les médias indiens, souvent avides de sensationnalisme, couvrent abondamment ce type d'événements, leur objectivité pose problème, dans la mesure où ils sont dominés par les hautes castes et font souvent preuve de partialité⁴²¹. Une étude récente du *Centre for the Study of Developing Societies* (CSDS) de Delhi atteste de l'absence de journalistes dalit aux postes décisionnels de rédacteurs en chef et d'éditorialistes, aussi bien à la télévision que dans la presse écrite⁴²². La couverture médiatique du lynchage d'une famille dalit qui eut lieu en 2006 dans le village de Khairlanji au Maharashtra, perpétré par des Kunbi, caste dominante locale, fut très critiquée par les intellectuels dalit comme Anand Teltumbde qui consacra un livre à cet événement⁴²³, dont l'un des chapitres est intitulé « *Mass media,*

⁴²¹ "In the study of an incident of casteism (...), it becomes clear that the 'truth' which is finally seen 'in print' is always the version which is backed by the privilege of caste to whisper it into the ears of the police, and by the arrogance to dictate a caste loaded interpretation to the press. The weaker one is, the less the likelihood of a 'fair' hearing. After all, the police, political and administrative office, and press reportage and editing are predominantly upper caste, ruling class preserves" (Samata Sanghatana, 1991 : 2079).

⁴²² Jeffrey R., "Missing from the Indian newsroom", *The Hindu*, 9 avril 2012.

⁴²³ "Anand Teltumbde's analysis of the public, ritualistic massacre of a dalit family in 21st century India exposes the gangrenous heart of our society. It contextualizes the massacre and describes the

massive prejudice » (Teltumbde, 2010). De même, la tuerie 12 juin 2012 en Andhra côtier, la dernière en date, perpétrée par des Kapu contre des Mala dans le village de Lakshmipet (district de Srikakulam), fut présentée comme un simple « incident » par la presse régionale télougoue⁴²⁴, et peu couverte par la presse nationale⁴²⁵. Lorsque des Kamma furent impliqués dans des meurtres de Dalit à Karamchedu, leur responsabilité fut minimisée par les organes de l'empire médiatique du Kamma Ramoji Rao, ETV et *Eenadu*⁴²⁶.

Enquêter auprès des Kamma fut relativement aisé tant qu'il s'agissait de mettre en lumière leur réussite sociale. En revanche, « Karamchedu » apparut très vite comme un mot tabou lors des entretiens avec les membres de la caste. La visite de ce village du district de Prakasam fut facilitée par la rencontre à Hyderabad de Yarlagadda Raghubabu, un homme d'affaires kamma originaire de Karamchedu. Descendant du *zamindar* de Chelapalli, sa famille migra du delta de la Krishna pour s'installer plus au sud de l'Andhra côtier, où son grand-père possédait encore 5 000 acres (sur les 60 000 du *zamindar* avant l'Indépendance). Sa maison villageoise est inoccupée la majeure partie de l'année et il songe à la transformer en école, car « elle est trop grande et il faut une dizaine de domestiques pour l'entretenir ». Tout semble démesuré à Karamchedu, un « village »⁴²⁷ dont la population dépasse les 10 000 habitants et qui dispose d'un hôpital généraliste, d'un hôpital spécialisé en ophtalmologie, d'une clinique vétérinaire, de plusieurs salles de cinéma et d'un complexe sportif doté d'un stade gigantesque, financé par le trust du producteur kamma D. Rama Naidu.

manner in which the social, political and state machinery, the police, the mass media and the judiciary all collude to first create the climate for such bestiality, and then cover it up” (Arundhati Roy, préface, dans Teltumbde, 2010).

⁴²⁴ “*The news has been immediately normalised (...). The reporters tried to portray the Dalits as the villains, who tried to occupy illegally government land, to which Kapus objected*” (Kuffir Nalgundwar, “The truths and lies of media about Lakshmipeta massacre”, Round Table India, 5/07/12).

⁴²⁵ “*The national media has been most insensitive in Lakshmipet case. The reportage was pathetic, and the follow-up dismal*” (entretien du 28/06/12 par courrier électronique avec Swathi Vadlamudi, journaliste au Hindu, édition de Hyderabad).

⁴²⁶ Entretien du 03/03/05 avec K. Srinivasulu à l'Université Osmania.

⁴²⁷ Malgré son nombre élevé d'habitants, Karamchedu n'entre pas dans la définition officielle de la ville en Inde, puisqu'il ne remplit qu'un seul des trois critères requis pour cette classification : une population supérieure à 5000 habitants, une densité supérieure à 400 hab/km² et plus de 75 % des actifs exerçant des métiers non-agricoles.

Photo 21 : Maison du descendant de zamindar kamma Yarlagadda Raghubabu à Karamchedu



Photo 22 : Stade financé par le trust du producteur kamma Rama Naidu à Karamchedu



Clichés de l'auteur (2006)

Daggubati Rama Naidu, né en 1936 à Karamchedu dans une riche famille d'agriculteurs, est entré dans le livre des records comme le producteur de cinéma le plus prolifique, avec 130 films à son actif (dans toutes les langues de l'Inde du Sud, mais également en hindi et en bengali). Il fut élu en 1999 député du TDP au Parlement indien, avant de perdre son siège de MP en 2004. Rencontré sur son lieu de travail à Hyderabad (Rama Naidu Studios), ce Kamma visiblement mégalomane n'hésita pas à s'étendre sur ses œuvres philanthropiques dans son village d'origine, mais mit fin à l'entretien dès que le massacre de Karamchedu fut abordé⁴²⁸. Yarlagadda Raghubabu, en revanche, évoqua le sujet de lui-même en parlant d'« émeutes de caste » qu'il qualifia de « regrettables », dans la mesure où elles rendirent son village « tristement célèbre »⁴²⁹. En réalité, l'attaque contre les Dalit, minutieusement planifiée, n'avait rien de l'« émeute » au sens d'explosion de violence spontanée. Bien qu'il se présente comme un « humaniste radical », son discours apparaît dénué d'empathie pour les victimes, même lorsqu'il admet que Chenchu Ramaiah, le père de son cousin Daggubati Venkateswara Rao, par ailleurs beau-fils⁴³⁰ de NTR, est considéré comme l'un des principaux protagonistes du massacre. Tout en reconnaissant l'implication d'un membre de sa famille, il cherche à projeter une image positive de sa caste, en expliquant que les Kamma d'Andhra côtier sont plus « évolués » que les Reddy du Rayalaseema grâce à l'influence du mouvement rationaliste du début du XX^e siècle.

Si la visite de Karamchedu en sa compagnie facilita les entretiens avec les Kamma du village, elle rendit en revanche difficile l'accès à Ambedkar Colony, le hameau séparé où furent relogés les Madiga par le gouvernement comme mesure de compensation. Le point de vue des Dalit sur les événements de Karamchedu fut donc recueilli essentiellement auprès de leur leader, Katti Padma Rao, rencontré chez lui à Ponnuru (district de Guntur), et dont la version

⁴²⁸ “*I have spent 500 crores for my village through the Rama Naidu trust: I have financed the Sports Complex, the Eye Hospital, and many other first class facilities (...). Karamchedu is a peaceful and serene village. I don't want to talk about caste. In my job, I have to be neutral and nice to everybody*” (entretien du 27/01/08 avec Rama Naidu dans son studio de production à Jubilee Hills, Hyderabad).

⁴²⁹ “*The 1985 caste riots were unfortunate since they made my village infamous*” (entretien du 31/03/06 avec Yarlagadda Raghubabu à son domicile à Hyderabad).

⁴³⁰ Venkateswara Rao, alors leader de la « Jeunesse TDP » (*TDP Youth Wing*), est le mari de Purandeswari, fille de NTR et aujourd'hui ministre congressiste du gouvernement indien et députée du Parlement.

des faits correspond à celle des organisations des droits humains s'étant rendues sur les lieux après le massacre⁴³¹.

2. *Le massacre de Karamchedu et la mobilisation dalit*

a. Un village prospère dominé par des Kamma riches et puissants

Pour comprendre la genèse du conflit, il est important d'analyser la structure socio-économique du village. Situé à 7 km de la ville commerciale de Chirala, dans le district de Prakasam, Karamchedu fait partie des villages les plus riches d'Andhra Pradesh. Au XIX^e siècle, la construction du canal de Buckingham, reliant le fleuve Krishna à Madras, contribua largement au développement de ce village qui bénéficiait désormais de l'irrigation et d'un accès aux marchés urbains par voie navigable. Après l'Indépendance, la construction du canal de Nagarjunasagar permit d'étendre la surface irriguée du village qui atteint aujourd'hui près de 4 000 hectares. Plus de 80 % de ces riches terres agricoles sont possédées par les Kamma, qui forment 40 % de la population du village. En 1985, Karamchedu comptait 13 600 habitants, dont 6 000 Kamma et 2 000 Dalit (1 100 Madiga et 900 Mala⁴³²), le reste étant constitué essentiellement de *Backward Classes* et de musulmans (Reddy, 1985).

La situation des Dalit en Andhra côtier était plus favorable qu'ailleurs, notamment grâce au travail de « conscientisation » réalisé par les missionnaires chrétiens, très présents depuis le début du XIX^e siècle dans cette région où ils furent les premiers à créer des écoles pour les

⁴³¹ La Samata Sanghatana, composée essentiellement de militants, d'universitaires (dont Kancha Ialah) et de féministes, explique pourquoi les sources dalit sont toujours plus fiables dans ce type d'enquêtes : *"The way official records are written, events understood, actions taken and reports filed by the government, police and the press are deeply infused with an upper caste bias - sometimes benevolent, often callous, malignant, or downright criminal. For us therefore, fairness would imply a trust of dalit sources"* (Samata Sanghatana, 1991 : 2079).

⁴³² Les Mala et les Madiga constituent 80 % de la population dalit d'Andhra Pradesh, formée d'une soixantaine de castes, les Mala étant légèrement plus nombreux (44 %, contre 36 % pour les Madiga), et concentrés essentiellement en Andhra côtier, tandis que les Madiga sont surtout présents dans le Telangana, ce qui explique leur « retard » relatif (Ramaswamy, 1974 : 1156 ; Ramaswamy, 1986 : 399).

"The dalits of coastal districts who have been through the Adi-Andhra, Christian missionary reform, the rationalist and the nationalist movements are ahead of the dalits of Telangana by a generation" (Srinivasulu, 1994 : 2585).

enfants d'intouchables⁴³³. Ces missions chrétiennes parvinrent à convertir l'essentiel de la population dalit⁴³⁴ des deltas de la Krishna-Godavari, ce qui ne signifiait pas pour autant la fin de l'intouchabilité : « Même dans les années 1930, les chrétiens en pays télougou devaient encore utiliser leurs propres sources d'approvisionnement en eau, séparées des autres »⁴³⁵ (Oddie, 1975 : 76). En tant que tanneurs, les Madiga étaient considérés comme plus « polluants » que les Mala, travaillant comme ouvriers agricoles ou tisserands (Ramaswamy, 1986). En réaction à ces pratiques discriminatoires, l'*Adi-Andhra Mahasabha* organisa une série de conférences, la première ayant eu lieu à Vijayawada en 1917, qui présentaient les Mala et les Madiga comme les « habitants originels » de la région, afin de les sensibiliser à leur condition de populations conquises et exploitées (Satyanarayana, 1995 : 172). L'un des premiers écrivains intouchables télougous, Kusuma Darmanna⁴³⁶, commença à mobiliser les membres de sa caste au sein du mouvement de libération nationale, en écrivant notamment le poème *Maakoddee nalla doratanam* (« Nous ne voulons pas de maîtres noirs »), dans lequel il rejette à la fois les « maîtres blancs » britanniques et ceux, indiens de haute caste, à la peau plus foncée (Ilaiah, 1995 : 12). Après l'Indépendance, la mise en place de quotas permit aux Dalit d'accéder plus facilement à l'éducation, aux emplois de la fonction publique et aux assemblées élues. Le développement régional de l'Andhra côtier leur profita également, dans la mesure où ils trouvèrent à s'employer plus facilement comme ouvriers agricoles après l'introduction de l'irrigation et bénéficiaient de salaires plus élevés que dans les régions intérieures.

Après l'assèchement des terres marécageuses de Karamchedu dans les années 1960 grâce à un système de drainage, celles-ci furent distribuées aux Mala et aux Madiga par le

⁴³³ “*Like Islam and Buddhism, Christianity encouraged a new sense of equality and self-respect (...) and appealed especially to the underprivileged sections of the Hindu community*” (Oddie, 1975 : 77).

⁴³⁴ On trouve peu de convertis parmi les Kamma, mais à Karamchedu 10 % d'entre eux le sont. Bien que l'immense majorité de la population chrétienne d'Andhra Pradesh soit dalit, les plus hautes positions de l'Eglise sont occupées par des membres issus des castes dominantes reddy et kamma (Senftleben, 1992).

⁴³⁵ “*There is little evidence that conversion to Christianity actually improved social status (...). Even in the 1930s Christians in the Telugu country were still being forced to use their own separate sources of water supply*”.

⁴³⁶ “*Kammas and Kapus do not mix with us, O God / We have become a stinking lot for the whole people*” (couplet d'un poème de Darmanna cité dans Satyanaranaya, 2005 : 102). « Kapus » est ici le terme générique qui désignait à l'époque à la fois les Reddy et les Kapu.

gouvernement, à la fois pour l'agriculture et pour la construction de maisons. Mais ces terres furent progressivement rachetées par les Kamma, qui cherchèrent aussi à s'approprier les terrains constructibles destinés aux Dalit pour en faire des enclos à bœufs (*koshtam*)⁴³⁷. Si certains Madiga réussirent à conserver quelques acres de propriété, la plupart devait travailler comme métayers sur les terres des Kamma. Les Mala quant à eux constituaient l'essentiel des ouvriers agricoles : considérés comme moins « dociles » que les Madiga, ils trouvaient plus difficilement à s'employer comme tenanciers auprès des propriétaires kamma. En 1985, le revenu annuel moyen des agriculteurs kamma s'élevait à 65 000 roupies, tandis que le salaire annuel d'un valet de ferme (*paleru*) ne dépassait pas 2 000 roupies. Les journaliers agricoles étaient payés quant à eux 10 à 12 roupies pour les hommes et 5 à 6 roupies par jour pour les femmes, « des salaires étonnamment bas selon les standards de l'Andhra côtier » (Balagopal, 1985 : 1299).

Avec l'introduction de l'irrigation à Karamchedu, la culture du tabac fut remplacée par la culture du paddy, mais de nombreux agriculteurs kamma migrèrent pour aller travailler dans les plantations de tabac des districts frontaliers du Telangana. Ces migrants conservaient généralement leurs maisons et leurs terres dans leur village d'origine, tandis que la production de tabac continuait d'être transformée à Karamchedu, puis exportée. Les Kamma diversifièrent leurs sources de revenus avec le développement des rizeries, du commerce, de l'industrie des transports, auxquels s'ajoutait la pratique traditionnelle de l'usure. Certains d'entre eux investirent également dans l'industrie du cinéma, encouragés par la fulgurante réussite de Rama Naidu. Fiers de pouvoir dresser une longue liste de « VIP » (*Very Important Personalities*) et de NRI originaires de Karamchedu, les Kamma du village parlent de leur caste avec orgueil, utilisant l'adjectif possessif à la première personne du pluriel « *mana* » (« *mana Kamma* » en télougou, ou « *our people* » lorsqu'ils s'expriment en anglais)⁴³⁸.

Dans les années 1950, Karamchedu était l'un des bastions du Parti Communiste d'Andhra. Une rue du village porte aujourd'hui encore le nom de « *Moscow veedhi* ». Les communistes

⁴³⁷ De nombreux Kamma de Karamchedu élèvent des bœufs de la race Ongole, très recherchés pour leur robustesse comme animaux de trait, et aiment se comparer à leurs bêtes pour leur force physique et leur grande taille, qui seraient dues selon eux à leur alimentation enrichie de *ghee* (beurre clarifié) et de *perugu* (fromage blanc). Le proverbe local "*Karamchedu eddulu, Karamchedu Kammalu*" signifie : « Tels les bœufs de Karavati, tels les Kamma de Karamchedu » (Karavati est un village près de la ville d'Ongole).

⁴³⁸ Entretiens avec des Kamma de Karamchedu en avril 2006.

kamma de Karamchedu bénéficiaient alors du soutien de la population dalit, avant que celle-ci ne se tourne vers le Parti du Congrès, séduite par les mesures populistes du gouvernement d'Indira Gandhi (Srinivasulu, 1994 : 2584). Après la création du *Telugu Desam Party* en 1982, les Kamma donnèrent comme consigne à leurs employés de voter pour le nouveau parti de NTR, mais la majeure partie de l'électorat dalit resta fidèle au Congrès. Si le TDP parvint tout de même à remporter les élections législatives, ce qui permit à des Kamma de Karamchedu d'accéder à des postes importants à l'échelle régionale, la « désobéissance » des ouvriers agricoles du village irrita profondément leurs employeurs qui n'étaient pas parvenus à transformer la dépendance économique des Dalit en loyauté politique et qui l'interprétèrent comme un signe de rébellion⁴³⁹. C'est dans ce contexte de montée en puissance des Kamma et de résistance des Dalit qu'il faut replacer les événements de 1985 à Karamchedu.

b. L'expédition punitive contre les Madiga

En 1982, un premier conflit avait opposé les Kamma à un Mala qui tentait d'organiser les ouvriers agricoles du village pour réclamer une hausse des salaires journaliers. Lorsque celui-ci fut menacé à cause de ses activités, puis brutalement attaqué, il trouva refuge chez des Madiga. Furieux de constater cette solidarité entre Dalit, les Kamma promirent aux Madiga que leur tour viendrait. Le prétexte ne tarda pas à se présenter, à savoir une dispute qui fut considérée comme une « provocation suffisante pour infliger une leçon aux Dalit » (Srinivasulu, 2002 : 38). Selon la commission d'enquête arrivée plus tard sur les lieux, le 16 juillet 1985, une altercation opposa un jeune Kamma qui lavait son buffle dans un étang utilisé comme source d'eau potable par les Dalit, à un jeune Madiga qui « osa » protester contre cette pollution de l'étang. Les deux garçons commencèrent à se battre, et lorsqu'une femme madiga tenta de les séparer, le jeune Kamma se retourna contre elle pour la frapper, mais elle se défendit avec la vaisselle qu'elle tenait à la main. Un vieil homme de Madigapalle (le quartier madiga) tenta aussi d'intervenir pour mettre fin à la querelle. Le

⁴³⁹ “Daggubati Venkateswara Rao, NTR's son-in-law and Chenchu Ramaiah's son, contested for the MLA seat in Karamchedu. Chenchu Ramaiah came to Madigapalle and met the elders. 'My son is contesting. You all should vote for him,' he said. The latter said they would have to think about it. On the election day, when polling was in progress, it was clear Dalits were voting for the Congress Party. The TDP agents obstructed Dalits, pushed them out and tried to shut the booth doors. Dalits resisted. In the evening on the same day, about 300 Kammas surrounded Madigapalle. Undaunted, Madigas faced them. Kammas, taken aback, retreated. From then on, Kammas spit venom on the Madigas and waited for any pretext to pick up row with them” (Padma Rao, Round Table India, 21/07/11).

jeune Kamma finit par quitter les lieux en jurant qu'il se vengerait. Une heure plus tard, il revint à Madigapalle accompagné de sa famille et se mit à insulter la femme qui avait osé lever la main sur lui. Les voisins supplièrent les Kamma de laisser la femme tranquille et de régler le problème plus tard avec son beau-père, Ankaiah, lorsqu'il rentrerait des champs. De retour chez lui, Ankaiah fut sommé de se présenter au conseil du village pour rendre compte de la conduite de sa belle-fille. Effrayé par le jugement que risquait de rendre le conseil, dominé par les Kamma⁴⁴⁰, il préféra éviter d'y aller en prétextant qu'il faisait nuit.

Le lendemain matin, Ankaiah alla se réfugier chez son ancien employeur pour lui demander conseil. Mais il ne put échapper aux Kamma venus le chercher. Il fut sauvagement battu et laissé pour mort près d'une étable. Le vieux Madiga qui était intervenu dans la querelle fut également frappé, puis attaché à un poteau électrique au centre du village. Il vit alors se rassembler des centaines de Kamma armés de bâtons, de haches et de lances, se dirigeant vers le quartier madiga. Certaines sources estiment que le rassemblement de Kamma était de 2000 à 3000 personnes du fait de la mobilisation de leurs congénères de caste des villages voisins⁴⁴¹. En proie à la panique, les hommes de Madigapalle commencèrent à fuir, tandis que les femmes restèrent chez elles, pensant qu'elles ne seraient pas attaquées. Mais personne ne fut épargné, ni femmes, ni enfants, ni vieillards. Une femme enceinte fit fausse couche quelques heures après avoir été battue, et trois jeunes filles furent violées et torturées⁴⁴², tandis que leurs maisons furent brûlées et pillées. Les hommes qui s'étaient mis à courir à travers champs furent rattrapés par des Kamma à moto ou en tracteurs qui les attaquèrent à coups de hache, une brutalité visant à semer une terreur durable chez l'ensemble de la population dalit⁴⁴³. Six hommes en moururent, le crâne fracassé, tandis qu'une vingtaine d'autres eurent les membres brisés (Fact Finding Team, 1985).

⁴⁴⁰ "The Kammas have devised a *katcheri*, a kind of court, the verdict of which is the law in the village. The *katcheri* is the symbol of Kamma authority" (Reddy, 1985 : 1548).

⁴⁴¹ "Their fellow-castemen from neighbouring villages were mobilised through openly communal and provocative slogans. ('If you are born to a Kamma you come out, if you are born to a Madiga, then don't'). A mob of 2,000 to 3,000 then gathered in tractors and motor cycles and surrounded the Madiga houses from all sides" (Balagopal, 1985 : 1299).

⁴⁴² "Mariamma (11), Victoria (13) and Sulochana were raped; after raping them a stick was dug into their private parts and twisted" (idem : 1299).

⁴⁴³ "The assault was remarkable by its brutality that is not captured by the figures of the casualties: you can knife a man to death, or you can smash his skull with an axe, break his limbs, and dig a spear

c. La mobilisation dalit

Les survivants trouvèrent refuge dans l'église de Chirala. Ni officier de police, ni aucun responsable de l'administration ne vint voir les victimes ce jour-là⁴⁴⁴. C'est seulement le lendemain que le *Collector* se rendit sur place pour offrir 150 repas aux survivants qui refusèrent cette compensation dérisoire. Un mouvement de solidarité populaire s'organisa spontanément dans la ville de Chirala pour leur venir en aide et assurer leur approvisionnement en eau et en nourriture⁴⁴⁵. La femme du leader dalit Katti Padma Rao se souvient « avoir servi une centaine de repas par jour pendant plusieurs mois aux victimes de Karamchedu »⁴⁴⁶. Padma Rao, un intellectuel rationaliste, était alors professeur de sanscrit dans un lycée de Guntur, « un métier peu commun pour un Dalit », comme il le dit lui-même. Il s'associa à Bojja Tarakam, un avocat communiste membre de l'Association des Ecrivains Révolutionnaires d'Andhra Pradesh, pour fonder la *Dalit Mahasabha*, inaugurée officiellement le 1^{er} septembre 1985 à Chirala, en présence de 300 000 Dalit et sympathisants.

Ce fut l'acte de naissance du mouvement dalit contemporain en Andhra Pradesh, en réponse au massacre de Karamchedu. La *Dalit Mahasabha* devint l'expression organisationnelle de l'affirmation dalit et s'étendit rapidement à toute la région côtière, puis à l'ensemble de l'Etat. Les militants dalit étaient désormais organisés en unités de district, voire même à l'infra-échelon du *mandal*, leur affirmation passant également par la publication de

into his groin. The two are equally effective ways of committing murder, but when the latter is preferred, the choice conveys a message independent of the fact of the killing” (Balagopal; 1987 : 1378).

⁴⁴⁴ “*Though 3,000 people could not have found themselves armed with axes and spears spontaneously and simultaneously, the Superintendent of Police of the district refuses to consider the possibility of a criminal conspiracy. If you press him further for stringent action, he says virtuously: ‘What do you want me to do, gather all the thousands of Kammas at the police station and beat them up?’*” (Balagopal, 1985 : 1300).

⁴⁴⁵ “*The government has so far not given us anything. It's our own folks, those who labour, pull rickshaws, who are supporting, feeding us. The rickshaw-puller who earns twenty rupees a day, brings us two*” (témoignage d'une victime, cité dans Reddy, 1985 : 1548).

⁴⁴⁶ Entretien du 17/09/07 à Ponnuru.

magazines tels que *Nalupu*⁴⁴⁷ et *Dalit Sakti* (Balagopal, 1987a). Les fondateurs Padma Rao et Tarakam, faisant figures d'« intellectuels organiques » selon Ilaiah (1995), qui reprend ce concept de Gramsci, prenaient soin de ne plus laisser les sympathisants de haute caste s'exprimer à leur place⁴⁴⁸. Le mouvement fut accueilli avec enthousiasme aussi bien par la classe moyenne instruite que par les ouvriers agricoles dalit, quelle que soit leur affiliation politique ou idéologique⁴⁴⁹. Les femmes se montrèrent également très actives dans la lutte, décidées à prendre leur revanche sur « l'ennemi de caste », elles qui étaient quotidiennement humiliées, insultées et souvent exploitées sexuellement par leurs employeurs (Ilaiah, 1995 : 32).

La *Dalit Mahasabha* exerça une forte pression sur le gouvernement pour que les coupables soient poursuivis et que justice soit rendue, mais NTR, alors *Chief Minister*, avait de la famille par alliance à Karamchedu, celle de son beau-fils Venkateswara Rao. Selon la *Dalit Mahasabha*, le père de ce dernier, Chenchu Ramaiah, était directement impliqué dans le complot et la préméditation du massacre, or son nom ne fut pas inscrit sur la liste des 92 accusés. Pour « apaiser » les victimes, NTR se rendit à l'hôpital de Chirala où étaient soignés les rescapés du massacre et leur apporta des fruits. Il fut froidement reçu par Veeramma, une femme madiga :

Nous ne mangeons pas de tels fruits. Vous êtes les maîtres ; ce sont vos fruits. Nous vivons d'une poignée de riz que nous cultivons à la sueur de notre front. Pourquoi aurais-je besoin de fruits ? Après que vous êtes devenu *Chief Minister*, tous vos proches sont également devenus *Chief Ministers* dans les villages. Ils ont fait de nous leurs cibles. Nous sommes totalement anéantis à présent. Nos familles sont brisées et noyées dans le sang (...). Que peut-il nous arriver de pire maintenant ? (Ilaiah, 1995 : 27).

⁴⁴⁷ *Nalupu* en télougou signifie « noir », en référence à la couleur de peau plus sombre des Dalit. Le *Black Power* afro-américain a beaucoup influencé le mouvement dalit en Inde, notamment au Maharashtra où la création des Dalit Panthers en 1972 était inspirée des Black Panthers (Murugkar, 1991).

⁴⁴⁸ “*The upper caste communists did ask : Is it wrong to be born in a Brahmin family? Did one choose the family in which one was born? Should an upper caste person's speech become unheardable? The answers of the Dalit communists were very interesting: Did the Dalits choose their caste to have been born in? Is it not the very accident of birth in the Dalit families that kept them untouchables and unheardables? Why is it that the Communist and revolutionary parties did not take up a campaign against the caste system which was determining the socio-political and economic placements of the people?*” (Ilaiah, 1995 : 30).

⁴⁴⁹ “*Educated and politically active elements responded to it, cutting across ideological moorings and even party affiliations*” (Srinivasulu, 2002 : 28).

Chenchu Ramaiah, qui avait échappé à la justice grâce à son lien direct avec NTR, fut tué quatre ans plus tard en représailles par une organisation naxalite, le *People's War Group* (PWG). Parmi les 92 accusés, 72 seulement furent arrêtés, les autres ayant pris la fuite⁴⁵⁰. En août 1987, Alisamma, une femme qui avait été témoin du massacre, fut assassinée. Le jugement de la Cour de Guntur⁴⁵¹ fut finalement rendu le 30 septembre 1994, condamnant seulement 5 Kamma à la prison à perpétuité, une décision cassée quatre ans plus tard par la Haute Cour d'Andhra Pradesh qui les acquitta et les remit en liberté, tandis que les principaux commanditaires du massacre bénéficièrent d'une totale impunité du fait de leurs liens avec des membres influents du pouvoir. Les victimes insatisfaites tentèrent un ultime recours auprès de la Cour Suprême qui condamna le principal accusé à la perpétuité, et trente autres Kamma à des peines de 3 ans de prison, et ce, 23 ans après les faits⁴⁵². Les Kamma de Karamchedu utilisent cette clémence des juges comme argument pour relativiser la gravité des faits, certains n'hésitant pas à les justifier⁴⁵³, tandis que d'autres tendent à nier toute forme de sentiment communautariste dans le village⁴⁵⁴.

Deux ans presque jour pour jour après les événements de Karamchedu, une nouvelle attaque menée par une bande de 150 jeunes Kamma du village de Neerukonda, dans le district voisin de Guntur, fit un mort, un Mala de 60 ans, et plusieurs blessés. Encore une fois, les

⁴⁵⁰ "Since the landed gentry of Karamchedu have landed relations wherever there are irrigation canals in this state, as well as in border districts like Hospet of Karnataka, 'absconding' is not all that difficult nor financially troublesome (...). The families and properties of the 20 absconders are all very much intact. If a poor man had committed even a small crime - much short of murder and rape - and had absconded for two years, by now the police would have locked up his entire family, laid his fields waste, plundered his house and forced him to surrender" (Balagopal, 1987a : 1378-9).
 "They might even have gone to London, for they are rich people", says the equanimous Superintendent of Police of the district" (Balagopal, 1985 : 1300).

⁴⁵¹ "With the plea that the accused are very influential people and justice would be difficult to obtain in their native district, the state itself got the case transferred to the Sessions Court at Guntur - where the accused are perhaps even more influential" (idem : 1378).

⁴⁵² The Times of India, 20 décembre 2008.

⁴⁵³ "Nobody can defy a Karamchedu Kamma and get away with it" (entretien du 12/04/06 à Karamchedu avec un vieux paysan kamma).

⁴⁵⁴ "In 1985 there was an unfortunate riot in the village, which was exploited by politicians and caused a temporary setback to the reputation and progress of Karamchedu. There is a unique cooperation and harmony among all castes and communities. There is mosque, church, ashram and temples in the village and people lead a healthy and peaceful life" (entretien du 13/04/06 à Karamchedu avec un jeune ingénieur kamma).

principaux auteurs de l'assaut étaient des proches d'un ministre de NTR, Koteswara Rao, sûrs de leur pouvoir⁴⁵⁵. La participation massive de la jeunesse kamma à ce genre de crimes n'étonne pas Katti Padma Rao, étant donné leur comportement castéiste et leur agressivité dans les écoles et les universités d'Andhra côtier : « Chez les Kamma, les hommes dominent dans l'agriculture et la politique, les femmes dominent à la maison et les enfants dominent dans les institutions éducatives »⁴⁵⁶. La cause immédiate de l'attaque fut le passage d'une procession de mariage mala dans le quartier kamma, mais depuis plusieurs années déjà les Mala éduqués de Guntur n'hésitaient pas à s'affirmer socialement, la candidature de l'un des leurs aux élections législatives témoignant par ailleurs de leur éveil politique.

3. Essai d'interprétation

Avec l'émergence du TDP, le pouvoir politique ajouté au pouvoir économique fit naître chez les Kamma une arrogance telle qu'ils ne tolèrent plus aucune forme de contestation ni de remise en cause de leur supériorité par les basses castes (Srinivasulu, 2002). La proximité des auteurs du massacre de Karamchedu avec les plus hautes sphères du pouvoir s'est avérée être la condition de possibilité de telles exactions et de la protection des coupables. Il est en effet significatif que les événements de Karamchedu eurent lieu quand le TDP était au pouvoir, avec à sa tête un Kamma, de même que l'attaque de Chundur par des Reddy, six ans plus tard, se produisit sous un gouvernement congressiste dirigé par un *Chief Minister* reddy et un cabinet comprenant quatorze autres Reddy. Cette complicité d'Etat se manifesta une fois de plus en juin 2012, lorsque des propriétaires kapu tuèrent cinq Mala et en blessèrent grièvement trente autres à Lakshmipet, au nord de l'Andhra côtier, quelque temps après la nomination de l'un des leurs comme président de la branche régionale du Congrès⁴⁵⁷. De

⁴⁵⁵ “The coming to power of the TDP was of direct consequence to Neerukonda, as the local Member of the Legislative Assembly (MLA) got a ministerial berth in the TDP government. The local Kammas, especially the youths, demonstrated their newly acquired power” (Srinivasulu, 2002 : 39-40).

⁴⁵⁶ Sur les femmes, il ajoute : “Kamma women are assertive and powerful. They bring money, land and gold into the family. They are educated and good at relations, which helps increase their social capital by building contacts. They know how to receive VIPs, they are very hospitable with officials, so that they can use them later for help to get any family work done” (entretien du 14/09/07 avec Katti Padma Rao à son domicile à Ponnuru).

⁴⁵⁷ “Whichever dominant castes are in power, people belonging to those castes continue to conduct violent attacks on the Dalits. When NTR was in power, six Dalits were brutally killed in Karamchedu,

manière générale, les pouvoirs publics indiens ont tendance à traiter les exactions subies par les Dalit comme des problèmes épisodiques de maintien de l'ordre (« *law and order problems* ») liés à des conflits villageois, occultant ainsi la dimension plus large d'inégalité et d'oppression qu'impliquent de telles violences. La collusion de la police et de l'administration d'une part, la lenteur et la partialité de la justice d'une part, créent chez les agresseurs un sentiment d'impunité.

Certains d'entre eux justifient d'ailleurs ces attaques en parlant de la résistance dalit comme d'un affront à leur suprématie de caste. C'est surtout le cas des Reddy qui se décrivent fièrement comme dominants en mettant en avant leur force physique (« *muscle power* ») et leur nombre dans les territoires qu'ils contrôlent, tandis que les Kamma préfèrent ne pas évoquer Karamchedu, dans la mesure où « cet événement brisa le mythe d'une caste progressiste »⁴⁵⁸. Anciens communistes, beaucoup plus instruits et sophistiqués que les Reddy de Chundur, les Kamma de Karamchedu n'en sont pas moins violents. On assiste à une évolution paradoxale de la dominance de caste qui semble d'une part de plus en plus immatérielle, idéologique, et d'autre part parfois purement liée à la force brute. Cette contradiction s'explique sans doute par le fait que l'idéologie des dominants rencontre une résistance croissante auprès de ceux qu'elle cherche à dominer. La prise de conscience et l'affirmation des Dalit constituent une menace et un défi à l'hégémonie des Kamma, dont le recours à la violence témoigne davantage de leur insécurité que de leur contrôle.

En dépit de leur rivalité, les Kamma et les Reddy n'hésitent pas à s'unir face à la montée des basses castes, y compris celles des OBC (*Other Backward Classes*), souvent décrite comme une véritable « révolution silencieuse » (Jaffrelot, 2005). La volonté du gouvernement central de V.P. Singh d'appliquer les recommandations du rapport de la Commission Mandal, préconisant la mise en place de quotas pour les OBC, conduisit à une forte mobilisation des

his son-in-law's village. When Janardhan Reddy was in power, they chopped off the heads of eight Dalits in Chundur of Guntur district, and dumped them in the Tungabhadra canal. Now when Botsa Satyanarayana, who calls himself a BC, is the Pradesh Congress President, Botsa Vasudeva Naidu and his horde of Toorpu Kapus, armed with swords and axes, have tortured and killed the Dalits of Lakshimpeta in Srikakulam district" (Padma Rao, Round Table India, 2 juin 2012).

⁴⁵⁸ "It has been remarked by all observers that the forward castes this time are aggressively defending the massacre that was perpetrated in Chundur. They did not do so at the time of Karamchedu" (Balagopal, 1991 : 2401).

"Of course, the bourgeois Kammass felt embarrassed by the incident because it broke the myth of Kamma progressiveness" (Ilaiah, 1995 : 22).

hautes castes qui, farouchement opposées à cette décision, n'hésitaient plus à exprimer publiquement leurs préjugés de caste⁴⁵⁹. Dans le nord de l'Inde, des OBC comme les Kurmi peuvent également être les oppresseurs des Dalit lorsque leur position de classe, comme propriétaires terriens, est menacée par la volonté d'ascension sociale des ouvriers agricoles (Bose, 1981 ; Chakraborty, 2006). C'est ce qui a conduit les commentateurs marxistes à interpréter ces conflits comme une expression de la lutte des classes, sous couvert de la caste (Sinha, 1977 et 1978 ; Ghosh, 1979). Si la dimension de classe, les inégalités sociales et les rapports d'exploitation sont essentiels pour comprendre l'oppression des Dalit par les castes dominantes, on ne peut réduire les exactions à leur encontre à la seule contradiction entre les intérêts économiques des possédants et ceux du prolétariat agricole. Certes, à Karamchedu, les propriétaires kamma avaient réagi brutalement à une tentative d'organisation sociale des journaliers pour de meilleurs salaires, mais ce n'était pas la raison majeure de leur haine des Madiga. Même si les propriétaires terriens ont effectivement tout intérêt à conserver une main-d'œuvre docile et bon marché, qui leur échappe de plus en plus avec l'accès croissant des Dalit à l'éducation et à des emplois non agricoles, ils sont surtout inquiets d'une possible perte d'influence face à l'autonomie politique des Dalit dont ils ne contrôlent plus les votes. Par ailleurs, cette résistance à leur autorité traditionnelle est interprétée comme une revendication d'égalité sociale et de dignité considérée comme inacceptable par les dominants⁴⁶⁰.

Certains observateurs concluent sans doute un peu vite au déclin de cette domination de caste. James Manor, après une visite récente au Karnataka et en Andhra Pradesh, se réjouit de la réconciliation apparente entre castes dominantes et Dalit, même près des villages où eurent lieu des violences meurtrières⁴⁶¹. Il donne l'exemple d'un village de Guntur où trois jeunes

⁴⁵⁹ *"It was the anti-Mandal agitation and the way it was hailed by the press and the intelligentsia that legitimised the shamelessness of the forward castes. That agitation was the first time after independence that the forward castes organised themselves across the nation in explicitly caste terms without being branded communal, and on the contrary being hailed as principled fighters against narrow, casteist, vote-bloc politics"* (Balagopal, 1991 : 2401).

⁴⁶⁰ *"In these two instances [Karamchedu and Chundur] the immediate issue was not the traditional economic demand for higher wages but their demand to live with dignity and honour, and the assertion of their right to be treated as social equals"* (Srinivasulu, 1994 : 2583).

⁴⁶¹ *"This field research has found that savage, murderous incidents have indeed occurred in some localities, and less serious but still outrageous clashes and abuses often happen. But surprisingly, in these two states (Andhra and Karnataka), those trends are outweighed by the emergence of uneasy*

Dalit s'étaient moqué d'un garçon kamma, après quoi certains Kamma voulurent mener une expédition punitive mais en furent empêchés par d'autres membres de la caste qui expliquèrent : « Nous ne pouvons plus faire ce genre de choses », et invitèrent simplement les trois jeunes Dalit à s'excuser (Manor, 2012 : 16). Par ailleurs, il estime que la migration croissante vers les villes des castes dominantes, qui ne supporteraient plus leur perte d'influence dans les villages, permet d'apaiser les tensions en « séparant les adversaires potentiels ou réels ». L'analyse du massacre de Karamchedu montre que cet argument ne tient pas. En effet, à l'époque déjà, de nombreux Kamma avaient quitté le village (d'ailleurs moins à cause de « *push factors* » comme la perte d'influence que de « *pull factors* » liés aux nouvelles opportunités économiques offertes en milieu urbain), et cette migration d'une partie des membres de la caste n'avait fait que renforcer la domination traditionnelle de ceux restés au village, qui bénéficiaient désormais de contacts utiles et souvent hauts placés en ville. Sans ces soutiens extérieurs de congénères de caste puissants, les dominants villageois pourraient difficilement mener seuls des exactions d'une telle ampleur contre les Dalit⁴⁶².

Une étude réalisée récemment en Andhra Pradesh par la *Foundation for Agrarian Studies* montre que l'« absentéisme » croissant des propriétaires de la région côtière et la généralisation du métayage ne s'accompagnent pas d'une perte de pouvoir des castes dominantes, dans la mesure où elles conservent leur patrimoine foncier et tirent profit de contrats de tenure avantageux passés oralement afin que les métayers issus des basses castes ne puissent pas revendiquer leur droit à la terre après plusieurs années de travail (Ramachandra et al., 2010). Bien que l'agriculture ne constitue plus une source de revenus importante, les propriétaires refusent de se défaire de leurs biens, la terre étant considérée comme un symbole de prestige et de pouvoir. Parallèlement, la diversification de leurs activités leur a permis d'étendre leur influence à l'échelle régionale, même si leur dominance villageoise a parfois diminué. Citant cette étude, John Harriss tente de nuancer les conclusions de Manor sur le déclin des structures hiérarchiques de caste en mettant en avant

but resilient accommodations between castes – not least between formerly dominant castes and Dalits – even in villages located quite close to localities that have experienced spasms of lethal violence” (Manor, 2012 : 14).

⁴⁶² “*The assailants are mostly ordinary peasants but invariably they have had the backing and instigation of the class of provincial rich. Ministers, MLAs, absentee landholders with trade and business in nearby towns, resident landlords who also indulge in trade and contracts - such individuals have been accused of behind-the-scenes complicity by the dalits, and claimed as their patrons by the assailants*” (Balagopal, 1988a : 22).

la reproduction des différenciations de classe qu'elles continuent d'assurer⁴⁶³. Cette congruence de plusieurs formes de domination est évidente dans le cas des Kamma qui, s'ils sont perçus par les Dalit comme oppresseurs essentiellement du fait de leur identité de caste, sont par ailleurs traités comme « ennemis de classe » par les mouvements plus radicaux.

II. Les Kamma, cibles privilégiées du naxalisme et du régionalisme au Telangana ?

1. Le naxalisme en Andhra Pradesh et sa répression

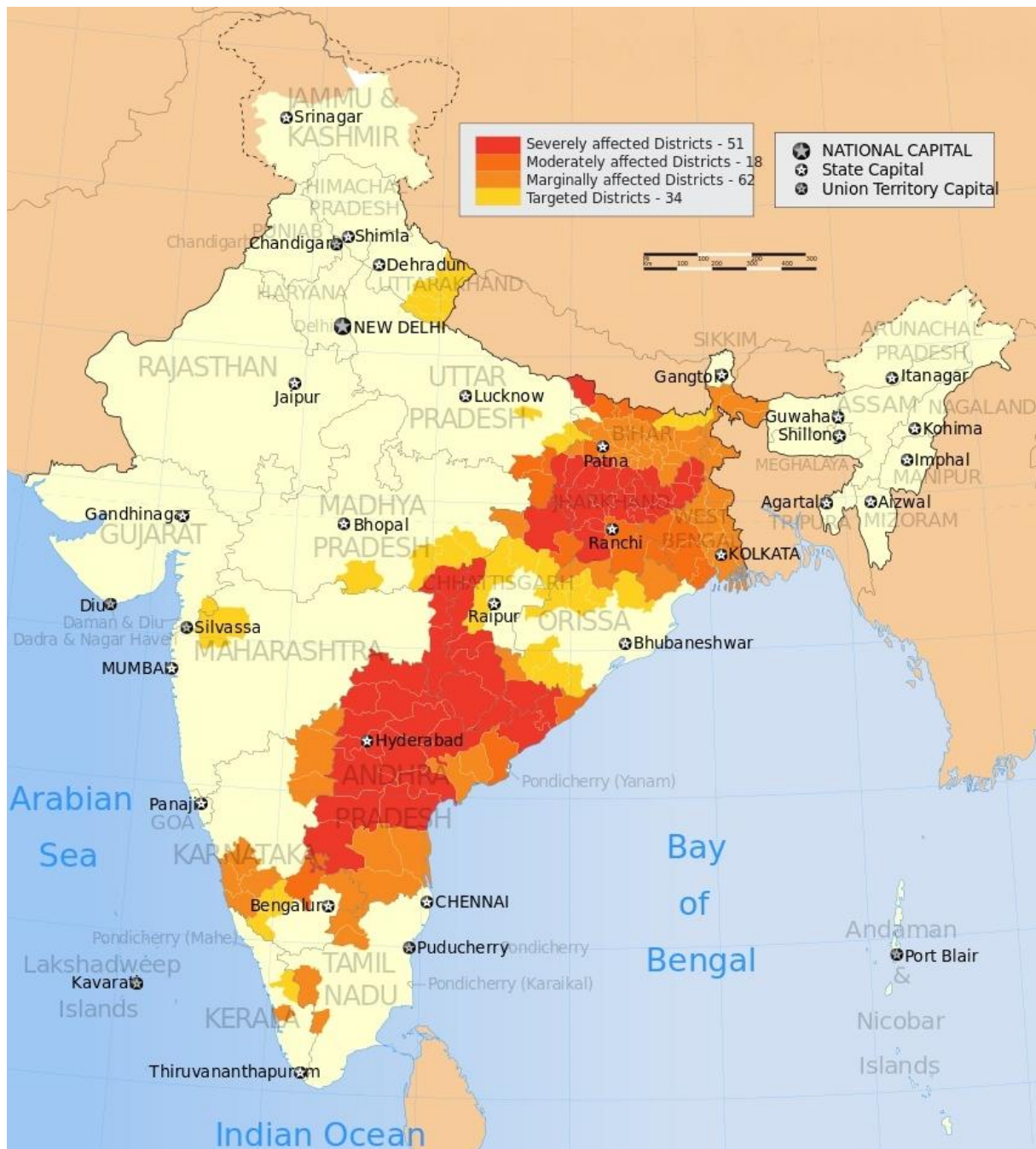
a. Un mouvement révolutionnaire solidement implanté dans le Telangana

Le naxalisme est un mouvement de lutte armée d'inspiration maoïste qui tire son nom de Naxalbari, au Bengale occidental, où il fut initié en 1967. A l'époque, son principal objectif était d'organiser les paysans pauvres pour mettre en place une réforme agraire par l'occupation et la redistribution des terres au moyen de la guérilla comme stratégie de combat contre les grands propriétaires. Le mouvement s'est ensuite propagé dans le reste de l'Inde et il est aujourd'hui composé de divers groupes actifs dans quinze Etats, essentiellement ceux couverts de vastes zones forestières peuplées de tribaux ou Adivasi⁴⁶⁴, formant un « couloir rouge » (*red corridor*) qui s'étend du nord au sud à travers toute la partie orientale du pays.

⁴⁶³ “While I find much in James Manor’s arguments about the declining power of caste hierarchies to be persuasive, I believe that it is most important not to lose sight of the continuing significance of hierarchical values, both in the way in which people ‘see the state’ and in the reproduction of class differentiation” (Harriss, 2012 : 22).

⁴⁶⁴ Comme le terme Dalit, celui d’Adivasi (« premiers habitants ») est privilégié par les défenseurs de la cause tribale car il désigne ces peuples indigènes comme les occupants originels de l’Inde, spoliés de leurs terres, progressivement dépossédés de leurs ressources forestières, et déplacés de force de leurs territoires au sous-sol riche par les projets de « développement », essentiellement miniers. “The increasing presence of Naxalites in areas dominated by adivasis has a geographical reason – namely, that the hills and forests of central India are well suited to the methods of roaming guerilla warfare. But it also has a historical reason – namely, that the adivasis have gained least and lost most from 60 years of political independence” (Guha, 2007 : 3309).

Carte 26 : Districts touchés par le naxalisme en Inde en 2007



Source : Cabalion (2011)⁴⁶⁵

⁴⁶⁵ La source originale de cette carte est le *South Asia Terrorism Portal* (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/database/conflictmap.htm>), une agence dont les crédits dépendent de l'importance de la menace naxalite, et qui a donc peut-être « intérêt » à exagérer le danger (Mehra, 2008).

Si l'ensemble de l'Andhra Pradesh est concerné par le naxalisme, avec environ 2 000 militants armés, l'ancrage territorial de celui-ci est beaucoup plus important au Telangana, dans la mesure où se concentrent dans cette région les populations les plus déshéritées de l'Etat, dont de nombreux Adivasi, qui forment la base sociale du mouvement⁴⁶⁶. Au nord de l'Andhra côtier, les zones montagneuses des Ghats orientaux sont également peuplées de tribaux, d'où l'implantation de Naxalites, tandis que la présence de la guérilla maoïste dans la forêt de Nallamala place également Guntur parmi les districts « sévèrement affectés ». A la suite de la rébellion de Naxalbari au Bengale occidental, les Maoïstes furent exclus du *Communist Party of India (Marxist)* et formèrent en 1969 le *Communist Party of India (Marxist-Leninist)* ou CPI (ML), parti naxalite clandestin. En 1972, après la mort en garde-à-vue de Charu Majumdar, leader bengali du parti, le mouvement se scinda en plusieurs groupes du fait de divergences idéologiques et stratégiques⁴⁶⁷, le *People's War Group* (PWG) étant le plus actif en Andhra Pradesh depuis sa création en 1980, avant de fusionner avec le *Maoist Communist Centre*⁴⁶⁸ pour former en 2004 le *CPI-Maoist* (CPI-M). Les mouvements dits « ML » (marxistes-léninistes) s'accordent à caractériser l'Etat hérité du Raj britannique comme « semi-colonial » et la société rurale indienne comme « semi-féodale »⁴⁶⁹. Cette

⁴⁶⁶ D'après le recensement de 2001, les *Scheduled Tribes* forment près de 10 % de la population du Telangana, contre 6 % de la population d'Andhra côtier et moins de 3 % de celle du Rayalaseema.

⁴⁶⁷ « La question de la 'démocratie bourgeoise' adoptée à l'indépendance est devenue l'objet principal de la discorde. Alors que le camp des modérés pense qu'il est possible de l'utiliser stratégiquement comme un cadre institutionnel pour bâtir un mouvement de masse, les partisans de la ligne intransigeante du fondateur considèrent qu'il y a là un risque de se laisser absorber par le parlementarisme et qu'elle doit, au contraire, être boycottée en tant qu'instrument de domination et de légitimation des classes dirigeantes » (Jaoul, 2008 : 39).

⁴⁶⁸ « Le Maoist Communist Centre (...), sans pour autant renoncer à la lutte armée, souligne l'importance de ne pas céder à une logique militaire. Cette organisation, implantée principalement dans les forêts d'Andhra Pradesh, où elle délivre un enseignement politiques aux villageois des tribus, juge important de s'enraciner dans les luttes de classes des défavorisés. La phase de lutte armée ne doit être déclenchée qu'une fois atteint un degré profond de politisation populaire » (idem : 43).

⁴⁶⁹ « Crucial to the semi-feudal characterisation is the identification of the following aspects as central to agrarian society in India: i) the stark unequal ownership and control of land with land concentrated in the hands of a few people and the majority of the rural agrarian population remaining landless; ii) the predominance of a landlord class in rural society and their dominance over economic, political and socio-cultural life in the countryside; iii) the appropriation of agrarian surplus by these landlords from the peasantry and agrarian labour predominantly in the form of rent and extra economic forms of coercion; usury as a major source of enrichment of the landed gentry; iv) the low level of development of productive forces, i.e. of instruments and techniques of production; v) the wide prevalence of bedakaal or the eviction of tenants and poor peasantry from their lands and

caractérisation des relations sociales de production dans l'agriculture inclut à la fois l'oppression de classe et de caste, les dominants étant désignés par le terme de « *landlords* », sans qu'il soit besoin de préciser que ces grands propriétaires sont de haute caste (Jaffrelot, 2011).

Toutefois, certains leaders dalit reprochent aux Naxalites de ne pas mettre assez l'accent sur l'identité de caste des exploités, simplement désignés par les termes marxistes de « prolétariat » ou de « travailleurs ». Après le massacre de Karamchedu par exemple, le *People's War Group* fit circuler un pamphlet intitulé « *Landlords killing workers* », titre où ne figurait ni « Kamma », ni « Madiga », ni même « Dalit ». Pour le PWG, si certains Kamma sont des adversaires à abattre, ce n'est pas parce qu'ils sont Kamma, mais parce que ce sont de grands capitalistes, comme Ramoji Rao⁴⁷⁰, ou des propriétaires terriens qui exploitent les ruraux pauvres, au même titre que les Reddy ou les Velama, toutes ces castes dominantes représentant « l'ennemi de classe ». Lui-même Dalit, le poète naxalite Gaddar, « le barde dont le chant est son arme »⁴⁷¹, prit soin en revanche de célébrer la lutte des Dalit de Karamchedu pour la dignité dans une chanson folklorique télougoue : « *Dalit pululama Karamchedu bhooswamula toti kalebadi nilabadi poruchesina* » (« Les tigres dalit ont combattu les propriétaires terriens de Karamchedu en relevant la tête et en leur faisant face »). L'assassinat par le PWG de Chenchu Ramaiah pour son rôle dans le massacre de Karamchedu rendit également les Naxalites populaires auprès des Dalit qui les érigèrent en justiciers.

illegal occupation of their land by the landlords; vi) the use of caste as a form and site of social oppression as caste governs the landlords' customary entitlements to vetti (unpaid) or lowly paid labour services and mamools (bribes) from different castes in the village; the untouchables or dalits, who constitute the bulk of agricultural labour being the most brutally subjected section of rural society” (Srinivasulu, 2002 : 16, n.5).

⁴⁷⁰ “Ramoji Rao was threatened by the Naxalites because he is a capitalist, a kingmaker (he supported NTR through Eenadu) and, as a rich Kamma, represents the affluent sections of society. There are also some problems regarding the lands he acquired outside Hyderabad for his film city. Naxalites say he illegally grabbed some of this land from poor farmers and they want to take it back. Now Ramoji lives in fear in his 70 crore house, which he built in the film city itself with full security (unbreakable glass, video surveillance, private guards)” (entretien du 02/02/08 à Hyderabad avec Nageswara Rao, principal d'Eenadu School of Journalism).

⁴⁷¹ Titre d'un chapitre que Kancha Ilaiah lui consacre dans un ouvrage. “*Under the influence of a 'caste-blind' Indian Marxism it once appeared that Gaddar had moved away from Ambedkarism. However, his songs retained the connecting thread between caste and class exploitation*” (Ilaiah, 2004).

Les principaux soutiens des Naxalites proviennent cependant des populations adivasi, considérées comme les plus démunies de toutes en Inde⁴⁷². Dès 1969, une révolte tribale éclata dans le district de Srikakulam, couvert en partie par les Ghats orientaux à l'extrême nord de l'Andhra côtier. Pendant trois ans, les Naxalites combattirent aux côtés des Adivasi de ce district contre les migrants (essentiellement kapu et kamma) venus de la plaine pour s'emparer de leurs terres, mais aussi contre les usuriers et contre les fonctionnaires du *Forest Department* qui limitaient leur accès aux ressources forestières, jusqu'à obtenir la fin des abus commis par ces derniers, l'annulation des hypothèques foncières liées à l'endettement, l'abolition du travail « non libre » (*bonded labour*) et la garantie de l'accès aux ressources fourragères des terrains non cultivés (*wastelands*), sur lesquels empiétaient de plus en plus l'administration et les grands propriétaires (Reddy et Kumar, 2010 : 24). La notion d'« empiètement » (*encroachment*) est à replacer dans la conception des Adivasi qui ne voient pas dans la terre une marchandise (*commodity*) mais un moyen de subsistance (*livelihood*). Le processus de transformation des terres dites « vierges » en biens marchands et en sources de pouvoir économique et politique est le propre des castes dominantes agraires telles que les Kamma qui jouèrent historiquement le rôle de colons agricoles sur les fronts pionniers, un processus intimement lié à la pénétration des non-tribaux sur les territoires adivasi⁴⁷³.

Le succès de l'insurrection armée de Srikakulam encouragea les Adivasi des zones forestières du nord du Telangana (district d'Adilabad) à rejoindre les rangs des guérilleros révolutionnaires. Au milieu des années 1970, le *Girijana Sangham*, association des « peuples des collines » (autre nom des Adivasi), parvint à prendre possession de 2 000 à 4 000 acres de

⁴⁷² “When assessed by the conventional indicators of development, the adivasis are even worse off than the dalits. For example, the literacy rate of adivasis is, at 23.8 per cent, considerably lower than that of the dalits, which stands at 30.1 per cent (...). While a shocking 41.5 per cent of dalits live under the official poverty line, the proportion of adivasis who do so is even higher – 49.5 per cent” (Guha, 2007 : 3306).

⁴⁷³ A l'échelle nationale, cet empiètement ou « accaparement foncier » (*land grab*) est aujourd'hui essentiellement le fait de l'industrie extractive, avec la multiplication de protocoles d'accord (*Memorandums of Understanding* ou MoU) entre le gouvernement et les compagnies minières, nationales ou internationales, dans la cadre de la mondialisation et des réformes néolibérales dites de la seconde génération, comme en Orissa (Padel et Das, 2010).

terres, défiant le gouvernement qui protégeait les propriétaires fonciers⁴⁷⁴. Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles s'organisèrent également en syndicats (*Raytu coolie sangham*) pour exiger une hausse des salaires minimums et la fin des pratiques d'exploitation de type féodal, tel que le travail gratuit. La seconde phase de mobilisation naxalite, beaucoup plus violente, s'étendit sur les années 1980-1990, avec une expansion du PWG depuis l'Andhra Pradesh, où il était désormais bien enraciné, vers les districts frontaliers du Madhya Pradesh et de l'Orissa (Reddy et Kumar, 2010 : 29). Ses bataillons ou *dalam*, très mobiles, pouvaient ainsi se replier dans d'autres Etats pour échapper à la répression. Certains d'entre eux étaient exclusivement féminins, comme le *National Park Dalam*, dirigé par la *commander* Nirmala « Akka » (*akka* signifie grande sœur en télougou et exprime le respect), un ancien médecin⁴⁷⁵.

La principale cible du PWG au Telangana était les « *dora* », grands propriétaires fonciers traditionnels, essentiellement issus des castes reddy et velama. Craignant pour leur vie, certains d'entre eux durent abandonner leurs terres et migrer à Hyderabad. Les assassinats de *landlords* devenaient en effet de plus en plus fréquents, ces derniers étant clairement désignés comme ennemis de classe⁴⁷⁶, tandis que l'Etat était lui aussi visé à travers la destruction de la propriété publique, comme les bus de la SRTC (*State Road Transport Corporation*) ou les chemins de fer, ainsi que des raids contre les commissariats dont les policiers étaient accusés de harceler les Adivasi, ce qui permettait par ailleurs de capturer des armes pour alimenter la guérilla (Srinivasulu, 2002 : 26). L'objectif ultime consistait, après avoir encerclé les villes, à établir des « zones libérées » qui devaient faire tache d'huile jusqu'au contrôle total du territoire indien permettant la prise du pouvoir à l'échelle nationale (Guha, 2007 : 3310).

Interrogés sur leur expérience durant cette période particulièrement meurtrière, les Kamma du Telangana affirment ne pas avoir été pris pour cibles, ou alors marginalement.

⁴⁷⁴ *When the Girijana Sangham challenged the power of non-tribal landlords, the state machinery did not come to the rescue of tribals, but took the side of landlords. Ultimately, the Girijana Sangham could forcibly take possession of 2000-4000 acres* (Reddy et Kumar, 2010 : 25).

⁴⁷⁵ «Nirmala Akka MBBS», The Week, 11 juin 2006.

⁴⁷⁶ «Landlords holding large and prosperous estates of land, those controlling access to common or wasteland and those exercising feudal social domination; corrupt and authoritarian headmen and heads of institutions like gram panchayats (...), oppressive and extortionist contractors - these oppressors and the political representatives of these oppressors constitute the class against which the CPI-ML groups have organised the rural poor» (Balagopal, 1988a : 21).

Ce district [Medak] fut durement affecté par les Naxalites mais les migrants (*settlers*) ne furent pas attaqués. Les Reddy et les Velama sont leurs ennemis historiques. Sous le Nizam, ils torturaient les paysans pauvres, c'est pourquoi ils se vengent maintenant. Nous [les Kamma], nous sommes bons avec eux et nous les payons bien. Les Reddy et les Velama ne supportent pas de voir les pauvres monter dans l'échelle sociale, alors que nous, nous les y encourageons, et nous leur servons de modèle. En tant que migrants, nous adoptons un profil bas pour nous faire accepter par les locaux, contrairement aux Kamma d'Andhra, particulièrement puissants et arrogants, qui nous méprisent d'ailleurs, même si nous sommes de la même caste⁴⁷⁷.

D'autres témoignages tentent également d'expliquer le fait que les Kamma ont été relativement épargnés par la violence naxalite en avançant des arguments plus ou moins pertinents. Un Kamma de Nizamabad raconte par exemple que des membres de sa famille avaient participé à la rébellion du Telangana contre le régime du Nizam dans les années 1940 et que les Naxalites en seraient encore « reconnaissants » à la caste tout entière. D'autres encore expliquent que « si les militants de base sont adivasi, les leaders naxalites sont kamma, car partout où il y a un leadership à prendre, il y a des Kamma ». Cet argument, entendu à plusieurs reprises, est certes très exagéré mais pas totalement faux, dans la mesure où Cherukuri Raj Kumar, membre du Politburo du *CPI-Maoist*, et Rayalasubhash Chandra Bose, secrétaire général en Andhra Pradesh du *CPI (ML) New Democracy*, sont tous les deux kamma⁴⁷⁸. Si les leaders kamma semblent avoir été épargnés par la répression d'Etat⁴⁷⁹, l'identité de caste des leaders révolutionnaires ne garantit cependant pas la protection de l'ensemble de la caste contre les attaques naxalites, les grands propriétaires reddy ayant été vigoureusement combattus lors de la rébellion des années 1940 dirigée par Sundarayya Reddy (connu simplement sous le nom de « Sundarayya » après avoir volontairement abandonné son titre de caste). Une explication plus vraisemblable est que les Kamma du Telangana sont rarement de très grands propriétaires du type « *dora* » mais des migrants issus de milieux parfois modestes, qui se sont enrichis seulement par la suite. Une autre raison est leur concentration dans les périmètres irrigués (district de Nizamabad notamment), plutôt que

⁴⁷⁷ Entretien du 30/09/08 à Machavaram, village du district de Medak peuplé essentiellement de Kamma.

⁴⁷⁸ Ces informations furent recueillies auprès d'une intellectuelle communiste kamma de Hyderabad se réclamant de « l'ultra-gauche révolutionnaire », mais il ne fut pas possible d'interviewer ces deux leaders naxalites vivant dans la clandestinité.

⁴⁷⁹ « *Almost all the founders of the Naxalite parties of Telangana were from the Andhra region – Kondapally Sitaramaiah, Chandra Pulla Reddy, Payala Vasudev Rao, T. Nagi Reddy. Yet, they were not touched by the government. But most Telangana leaders of the Naxalite movement in Telangana have been killed in cold blood in fake encounters* » (Jadhav, 2010 : 20).

dans les campagnes isolées ou les zones déshéritées du nord du Telangana, terreaux fertiles du naxalisme.

b. Généralisation de la répression d'Etat au nom de la lutte contre les Maoïstes

Durant la campagne électorale de 1983, NTR avait qualifié les guérilleros maoïstes de « patriotes » afin de gagner des voix dans les milieux ruraux défavorisés, mais une fois au pouvoir, des « contraintes administratives » poussèrent le chef du *Telugu Desam Party* à adopter une ligne dure à leur encontre, à la suite de quoi les Naxalites ripostèrent par des enlèvements, voire des assassinats de leaders du TDP (Reddy et Kumar, 2010 : 29). NTR adopta alors une approche sécuritaire en déclarant les zones affectées par le naxalisme comme « *disturbed areas* » dans lesquelles les forces de l'ordre avaient toute liberté pour réprimer non seulement les leaders mais leurs soutiens parmi les paysans pauvres et les Adivasi qui pouvaient être abattus dans des « *encounters* », euphémisme qui désigne des exécutions extrajudiciaires présentées comme des confrontations mettant les policiers en situation de légitime défense⁴⁸⁰. Selon un rapport de l'*Andhra Pradesh Civil Liberties Committee* (APCLC) publié au milieu de l'année 1985, 24 militants furent ainsi tués de sang-froid en 1984 et 33 pendant les vingt premières semaines de l'année suivante (Kohli, 1988 : 1002). Les militants des droits humains de l'APCLC devinrent eux aussi des cibles de la répression étatique, accusés d'être des sympathisants maoïstes : deux d'entre eux furent assassinés en 1986 et plusieurs emprisonnés⁴⁸¹. Sur les 61 personnes tuées en 1988 sous couvert de fausses « *encounters* » policières, seulement 13 appartenaient au CPI (ML), les autres étant de simples étudiants ou paysans adivasi (Human Rights Watch/Asia, 1992 : 11).

⁴⁸⁰ “With the spread of the movement and the open challenge posed by the CPI (ML) to the State machinery – especially to the revenue, police, excise and forest departments – and the State perception largely being governed by the ‘law and order’ framework, the State responded violently by treating the movement as a breakdown of law and order. The repression beginning with the declaration of the areas in the thick of the movement as ‘disturbed areas’, assumed serious proportions by the mid-1980s, with frequent and large-scale ‘encounters’ reported” (Srinivasulu, 2002 : 26).

⁴⁸¹ “Under Rama Rao, the state’s campaign against suspected Naxalites escalated amid mounting human rights abuses, including encounter killings of peasant and tribal activists and alleged Naxalites. Human rights activists increasingly came under attack. In 1985 and 1986 two senior APCLC activists were killed by the police and several more were jailed” (Balagopal, 1989b : 68).

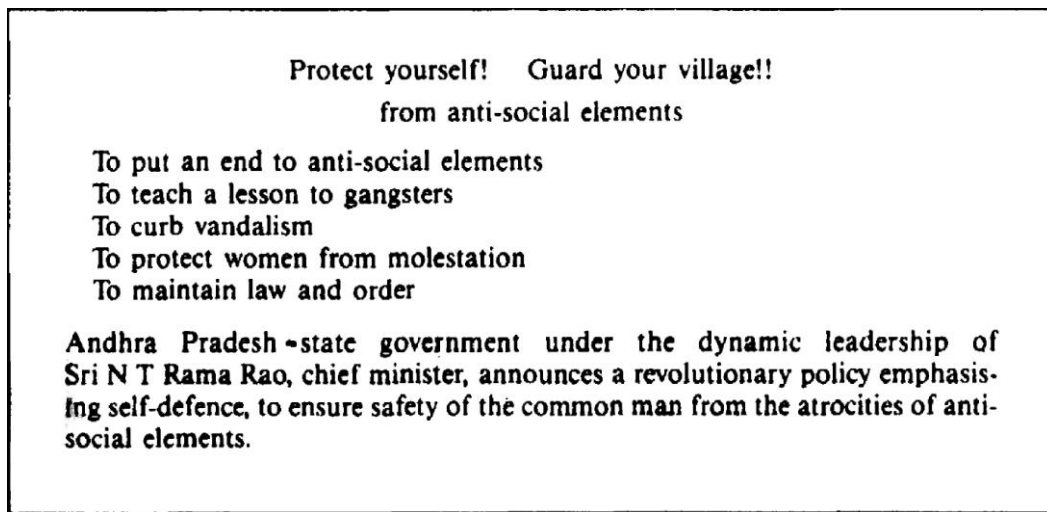
D'après K. Balagopal, intellectuel de renom et ancien secrétaire général de l'APCLC, lui-même victime d'intimidations policières⁴⁸², la lutte contre le naxalisme fut utilisée par l'Etat comme prétexte à une répression généralisée de toute forme de contestation sociale et à une institutionnalisation de l'oppression de classe.

Après l'arrivée du *Telugu Desam Party* au pouvoir, la brutalité de la répression contre le mouvement du *CPI-ML* a considérablement augmenté, et sa dimension de classe est clairement apparue dès les débats de l'Assemblée Législative, composée de l'élite des propriétaires absenteïstes, d'entrepreneurs de chantiers publics (*contractors*), de financiers, d'hommes d'affaires et de courtiers. L'écrasement des ruraux pauvres est une condition importante de la consolidation de l'hégémonie de cette classe. Ce n'est pas simplement que la hausse des salaires risquerait d'affecter l'accumulation économique de celle-ci, ni que les demandes de redistribution des terres risqueraient d'affecter sa propriété ; c'est aussi une nécessité *politique* (Balagopal, 1988a : 22).

Le 6 avril 1989, l'assassinat par le PWG du « bourreau » kamma de Karamchedu, Chenchu Ramaiah, parent par alliance de NTR, poussa le *Chief Minister* à prendre une mesure inédite, sans doute inspiré par les milices privées des castes dominantes du Bihar (Hindwan, 2000), celle d'armer les propriétaires pour assurer leur auto-défense, même si l'annonce qu'il fit publier dans la presse prétendait qu'il s'agissait de protéger les villageois ordinaires contre les « éléments anti-sociaux ».

⁴⁸² "On the evening of February 3, 1992, Balagopal was detained by local police in Khammam district, and held overnight under section 151 of the Code of Criminal Procedure (which provides for preventive detention without warrant and without orders from a magistrate when a police officer knows of a design to commit any cognizable offence). Local human rights monitors protested against the arrest, and Balagopal was released the next morning (...). While he was traveling [back home], he was stopped by two men (...) who threw him to the ground and began to beat him about the head. Balagopal was then brought to the local clinic, where the staff refused to treat his serious injuries out of fear of the police" (Human Rights Watch/Asia, 1992 : 32).

Photo 23 : Annonce du gouvernement d'Andhra Pradesh dans l'*Indian Express*, 29 avril 1989



Source : Balagopal (1989 : 1322)

Les critères d'attribution des licences de port d'armes (« instruction, intégrité, engagement dans le service social »), mais surtout la cherté de celles-ci, excluaient d'emblée les paysans pauvres de ce rôle d'« auto-défense » villageoise qui fut confié *de facto* aux grands propriétaires. Or, comme le fait remarquer Balagopal, « un grand propriétaire doté de pouvoirs de police peut très bien décider qu'une grève de ses ouvriers agricoles constitue une atteinte à la paix sociale, et tenter alors de l'empêcher au moyen d'armes à feu »⁴⁸³ (Balagopal, 1989c : 1324). Si cette mesure fut remise en cause par le Congrès qui revint au pouvoir quelques mois après, le bilan de NTR en terme de répression s'avéra beaucoup plus lourd que celui des gouvernements précédents, avec 180 Naxalites ou sympathisants tués dans des « *encounters* », la plupart d'entre eux étant de jeunes paysans ou Adivasi (idem : 1323). Juste avant la fin de son mandat, NTR créa par ailleurs les *Greyhounds* (les « Lévriers »), unité d'élite de la police d'Andhra Pradesh spécialisée dans la lutte anti-naxalite, la mieux payée de tout le pays (Shatrugna, 1989).

Le nouveau *Chief Minister* redy du Congrès tenta d'initier un dialogue avec le PWG et mit en place un « programme de développement des zones reculées » afin de soustraire les Adivasi à l'influence naxalite, mais l'échec des négociations conduisit le pouvoir à lancer une opération massive de « liquidation » (*flushing out*) des Maoïstes avec l'aide des troupes

⁴⁸³ "A landlord given policing powers may very well decide that it is breach of peace if his labourers strike work, and may set about preventing it with fire-arms."

paramilitaires du gouvernement central (Reddy et Kumar, 2010 : 29). Dans une plainte déposée par l'APCLC auprès de la *National Human Rights Commission* en 1994, il est mentionné que sur les 496 morts causées par cette offensive les trois années précédentes, seules 204 concernaient des Naxalites, les autres (60 %) étant de simples paysans, de jeunes chômeurs ou des étudiants pauvres (Venugopal, 2007 : 4110). L'intensité de la répression d'Etat n'est donc pas le propre d'un parti politique en particulier, même si le régime de Chandrababu Naidu, à la tête du gouvernement TDP de 1995 à 2004, fut perçu comme particulièrement brutal vis-à-vis des Naxalites qui, en représailles, tentèrent de l'assassiner en 2003.

Naidu exprima clairement sa volonté d'éradiquer « l'extrémisme de gauche » (Naidu et Ninan, 2000 : 224) et s'appuya pour ce faire sur les *Greyhounds* créés par son beau-père NTR. Il nomma à leur tête K. Durga Prasad, un officier kamma de l'*Indian Police Service*, fait assez rare pour être noté, les membres de cette caste étant peu nombreux au sein de l'IPS, service panindien de hauts fonctionnaires recrutés sur concours⁴⁸⁴. Commando d'élite formé au combat dans des terrains difficiles, les *Greyhounds* sont décorés et promus en fonction du nombre d'« encounters » à leur actif, ce qui aboutit parfois à des situations ubuesques d'officiers prétendant être les auteurs d'exécutions (illégales) dont ils ne sont en réalité pas responsables⁴⁸⁵. L'une de ces fameuses « confrontations orchestrées » eut lieu en août 1998, lorsque des officiers outrepassèrent leur juridiction territoriale en bombardant depuis des hélicoptères un camp naxalite situé en Orissa, près de la frontière de l'Andhra Pradesh, faisant 13 morts (Venugopal, 2007 : 4109). Au total, 200 Naxalites par an furent tués en moyenne pendant les deux mandats de Chandrababu Naidu, un record toutefois battu par son

⁴⁸⁴ Un site kamma (www.kammasociety.com, consulté le 22/11/2012) publie une liste nominale de 47 « Kamma IPS officers, past and present », un recensement significatif de l'intérêt accordé à l'identité de caste des hauts fonctionnaires, la mise en ligne de ces informations constituant un élément précieux du capital social recherché par les Kamma. Lors d'un entretien, le 24/01/08, K. Durga Prasad assura que sa caste n'avait « rien à voir » avec sa nomination à la tête des *Greyhounds*, mais qu'il avait été démis de cette fonction après le retour au pouvoir du Congrès car « considéré comme trop proche de Chandrababu Naidu ».

⁴⁸⁵ « *The three central committee members of the CPI(ML) People's War were arrested in the afternoon of December 1, 1999 in Bangalore and brought to Koyyur forest of Karimnagar district where an encounter was stage-managed (...). At least three senior police officials claimed the credit for participating in the 'encounter' of the top leaders and received 'Shourya Chakra' gallantry awards in 2003. However, simmering discontent within the police department brought the facts to light and conclusively revealed that the three police officials were not at all involved in the incident* » (Venugopal, 2007 : 4109).

successeur congressiste Y.S.R. Reddy⁴⁸⁶, dont l'accident d'hélicoptère meurtrier en septembre 2009 fut un moment attribué aux Maoïstes. Si ces derniers n'étaient en fait pas à l'origine de ce crash, lié au mauvais temps, ils étaient bien les auteurs du minage ayant provoqué l'explosion du véhicule blindé de Chandrababu Naidu en octobre 2003, près du temple de Tirupati, dont il sortit miraculeusement indemne⁴⁸⁷.

Dans le camp naxalite cette fois, un autre « miraculé », le barde révolutionnaire Gaddar échappa à une tentative d'assassinat par la police en 1997 et continue aujourd'hui encore de mobiliser les foules. Il est désormais actif dans le mouvement régionaliste télanganais au sein du *Telangana Praja Front* qu'il fonda en 2010 en opposition au *Telangana Rashtra Samithi* dirigé par un Velama. La chanson de Gaddar « *Amma Telanganama akali kekala gaanama* » est devenue l'hymne régional du Telangana.

2. La lutte pour un Telangana séparé : un mouvement contre les castes dominantes ?

a. Le sentiment anti-migrants au cœur des frustrations régionalistes

De même que le premier mouvement nativiste qui avait agité le Telangana après la formation de l'Andhra Pradesh fut qualifié de « réactionnaire » par les communistes qui s'étaient battus contre le régime féodal du Nizam, le récent mouvement autonomiste, résurgence de l'ancien, semble *a priori* beaucoup moins révolutionnaire dans ses revendications que le mouvement naxalite actif dans le même territoire. Toutefois, non seulement Gaddar mais de nombreux idéologues maoïstes soutiennent la lutte pour un Telangana séparé, ce qui n'est pas sans embarrasser les cadres dirigeants du *Telangana Rashtra Samithi* (TRS), parti institutionnel qui se présente comme non-violent. Ce nouveau parti régionaliste fut fondé en 2001 par K. Chandrasekhar Rao (KCR), riche entrepreneur issu de la caste dominante des Velama et dissident du TDP. Ses adversaires assurent que son départ du parti de Chandrababu Naidu est

⁴⁸⁶ Entretien du 31/01/08 avec K. Balagopal à son domicile à Hyderabad.

⁴⁸⁷ “Chandrababu said he regarded his escape as a ‘punarjanma’ (rebirth), and he would devote his time and energy to repay his debt to the people” (Prasad, 2004 : 144).

“TDP’s attempts to highlight Naidu as someone specially blessed by the popular Lord Venkateswara of Tirupati were illustrated in a large hoarding [which] featured Chandrababu emerging from a blown-up car, with Lord Venkateswara and NTR blessing him. On the hoarding was the paraphrasing of a popular religious song: ‘Just as the Lord rules the seven hills [the location of the temple], Naidu rules the people’s hearts’” (Price, 2010 : 226).

simplement lié au fait que ce dernier ne lui avait pas offert de poste ministériel dans son gouvernement, et qu'il nourrit par ailleurs l'ambition de devenir *Chief Minister* du futur Etat du Telangana s'il est créé.

Au-delà de ces motivations personnelles, sans doute réelles, Chandrasekhar Rao fut également encouragé dans sa décision de fonder un parti pro-Telangana par la création en 2000 de trois nouveaux Etats de l'Union indienne, l'Uttarakhand, le Chhattisgarh et le Jharkhand. Le premier se sépara de l'Uttar Pradesh avec le soutien du BJP, à la suite notamment de manifestations contre la mise en place d'un quota de 27 % pour les *Backward Classes*, qui ne constituent que 2 % de la population de cette région himalayenne dominée par les hautes castes, tandis que les deux autres sont peuplés majoritairement d'Adivasi qui souhaitaient se séparer respectivement du Madhya Pradesh et du Bihar. L'exemple de ces trois nouvelles entités territoriales est souvent invoqué par les partisans des petits Etats qui, selon eux, seraient mieux gouvernés que les grands du fait de leur homogénéité sociale et de la proximité de l'administration avec la population. Pourtant, aucune étude n'a pu prouver ce lien entre « bonne gouvernance » et taille des Etats en se fondant sur ces trois cas, notamment les deux derniers où sévit une guerre sans merci entre pouvoirs en place et Naxalites des jungles de l'Inde centrale. Par ailleurs, si le gouvernement central céda au sujet de ces trois Etats, il s'inquiète à présent des effets de contagion, la formation d'un Telangana indépendant risquant de réouvrir la boîte de Pandore des mouvements autonomistes actifs dans le reste de l'Inde, que ce soit pour le Gorkhaland au Bengale occidental, le Bodoland en Assam ou le Vidarbha au Maharashtra⁴⁸⁸.

Le point commun de la plupart de ces mouvements est la frustration identitaire liée au sentiment d'être dominé par des populations différentes, extérieures à la région. Au Telangana, les populations d'Andhra sont souvent qualifiées d'« *outsiders* » ou de « *settlers* » (migrants, colons), des termes utilisés plus spécifiquement pour désigner les Kamma. La question qui se pose est de savoir ce qui, chez les Kamma, est visé par les militants pro-Telangana : leur identité de caste, de classe ou leur statut de migrants. Durant le mouvement *Jai Telangana* de 1969, un observateur fit l'analyse suivante :

Dans une structure de caste donnée, les castes moins favorisées ne semblent pas être contrariées par l'enrichissement des castes traditionnellement riches, surtout si leurs propres conditions de

⁴⁸⁸ Frontline, 1er janvier 2010.

vie se sont également améliorées entre-temps. Au Telangana, à cette situation s'est ajouté un nouveau facteur : le migrant d'Andhra. Celui-ci, qui n'était pas toujours forcément plus aisé que les riches du Telangana où il avait migré, afficha très souvent une réussite spectaculaire en termes de prospérité agricole. Mais lui, étant étranger (*alien*) à la structure sociale locale, n'était pas protégé contre les jalousies ordinaires des moins privilégiés parmi les locaux (...). Il pouvait paraître arrogant, sans scrupule et avare (...). La situation générale était encore aggravée par le fait que, très souvent, le migrant d'Andhra appartenait à la communauté kamma qui n'a pas vraiment de place dans la configuration de caste du Telangana. Si le migrant avait été un Reddy, la réaction n'aurait pas été aussi dure, et il est même possible qu'il serait intégré dans la structure de caste locale à l'heure qu'il est (*Economic and Political Weekly*, 1969 : 456).

Ces remarques semblent contredire le témoignage des Kamma du Telangana qui se déclaraient mieux acceptés par les basses castes locales que les « ennemis historiques » de celles-ci, reddy et velama. Si le fait d'être étrangers à la structure sociale locale les a peut-être protégés des attaques maoïstes qui ciblaient en effet prioritairement l'ennemi de classe « historique », c'est précisément ce statut de migrants qui les rend si détestables aux yeux des régionalistes télanganais. Toutefois, le vocabulaire utilisé par ces derniers, comme celui de « colonisation intérieure »⁴⁸⁹, que l'on retrouve même dans les publications scientifiques défendant cette thèse (Simhadri et Rao, 1997), montre que ce qui est reproché aux Kamma n'est pas simplement d'être des migrants, mais des migrants riches. De même, s'ils sont visés du fait de leur identité de caste, c'est en tant que caste dominante. Autrement dit, les Kamma du Telangana cristallisent les haines à la fois à cause de leur statut de migrants, de leur appartenance de classe et de caste. Ils sont cependant rarement attaqués physiquement même s'ils font l'objet de menaces, notamment lors des émeutes ou « *bandh* » (grèves) qui ont lieu régulièrement à Hyderabad, où leurs propriétés sont parfois endommagées.

Les trois principales inquiétudes des partisans de la cause télanganaise sont l'accès à l'éducation, à l'emploi et la distribution des ressources. Les garanties fixées dans les accords signés entre les différentes régions d'Andhra Pradesh au moment de la formation de l'Etat ne furent pas respectées, les Télanganais se sentant toujours discriminés et victimes du « sous-

⁴⁸⁹ “The British colonialists, for their own profit, created a canal system in the delta areas, which gave a fillip to a particular type of agriculture – commercial, brutal and exploitative. This, in turn, created the colonial commercial mindset of the coastal elites. Those enslaved by the British colonialists acquired the colonial mindset from their British masters. After independence, the former slave has been behaving like his erstwhile master, forgetting that the days of colonialism are over and democracy, however distorted, has dawned” (Jadhav, 2010 : 16-7).

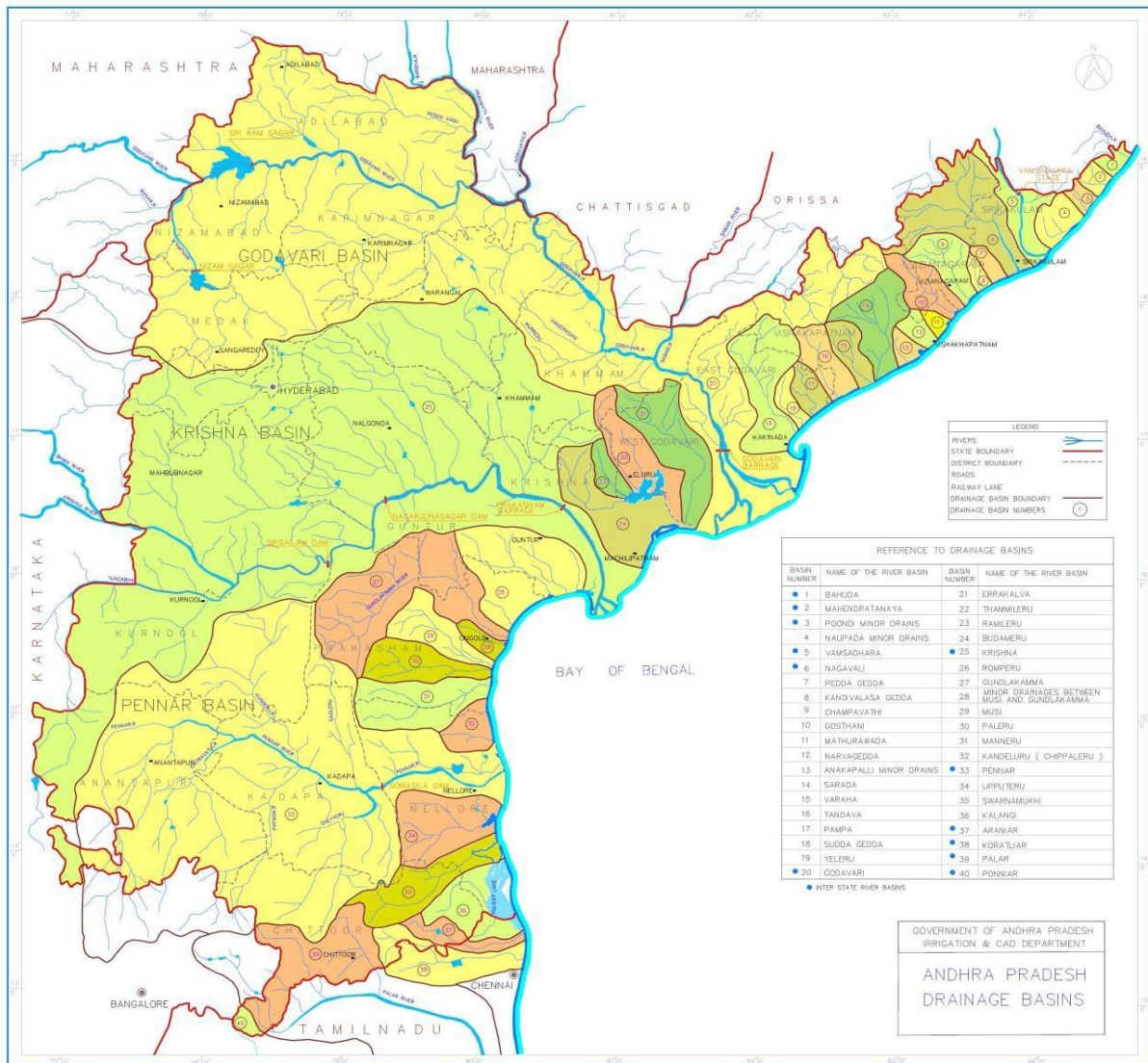
“Telangana is an internal colony. It is economically exploited, socially and culturally suppressed and politically not represented. This is the core understanding. It translates itself into a simple statement for people across Telangana – ‘if we must live in our house, and enjoy what is ours, we need Telangana’.” (M. Kodandaram, cité dans K. Kannabiran et al., 2010 : 70).

développement » de leur région, dont les richesses sont selon eux exploitées voire « pillées » par les populations venues de la côte, plus avancées économiquement et plus influentes politiquement. L'ensemble de ces plaintes furent recueillies par le Comité Srikrishna⁴⁹⁰, nommé en 2010 par le gouvernement central suite à la crise qui secoua l'Andhra Pradesh à la fin de l'année 2009, après la mort accidentelle de Y.S.R. Reddy, *Chief Minister* originaire du Rayalaseema et ouvertement intégrationniste. La vacance du pouvoir créée par cette disparition encouragea Chandrasekhar Rao à entamer une grève de la faim illimitée pour réclamer la formation d'un Telangana séparé. Parallèlement, des *Joint Action Committees* (JAC) se créèrent dans toute la région, jusque dans les villages, le plus dynamique étant celui de l'Université Osmania, centre névralgique du militantisme pro-Telangana à Hyderabad, les étudiants se montrant particulièrement inquiets face au manque de débouchés professionnels (Reygades, 2009).

Dans les campagnes, les paysans télanganais se plaignent du « détournement » des ressources en eau au profit des populations d'Andhra, d'une part à cause des grands barrages qui permettent d'irriguer essentiellement les deltas de la Krishna-Godavari alors que les bassins versants de ces fleuves sont alimentés en grande partie grâce aux cours d'eau du Telangana, d'autre part à cause de la colonisation agricole par ces mêmes populations des meilleures terres situées dans les quelques périmètres irrigués dont bénéficie le Telangana. Autrement dit, les agriculteurs demandent simplement à pouvoir tirer profit des ressources hydriques et des terres fertiles de leur région : « *Maadi maaku kaavaale* » (« Nous voulons ce qui est à nous ») est d'ailleurs devenu un slogan du mouvement autonomiste télanganais (Kannabiran et al., 2010 : 69).

⁴⁹⁰ “Regional sentiment or identity is not a “given” and comes into play only when a region experiences feelings of neglect or discrimination in relation to other regions of the political unit of which it is a part. At the root of this feeling usually lies a sense of being marginalized by other groups or regions which seem to dominate either culturally, economically or politically. There may be a sense that the dominant region, due to greater economic or political power receives greater attention or a larger share of resources and benefits from government. It may also have political power to enable it to divert a greater share of resources and benefits towards itself. Some of this is true in the case of Telangana, which perceives domination by the coastal Andhra region” (Government of India, 2010 : 354).

Carte 27 : Bassins versants des fleuves d'Andhra Pradesh



Source : Government of India (2010 : 178)

Les agriculteurs télanganais déplorent également la disparition de leur mode d'irrigation traditionnel par réservoirs (« tanks »), aujourd'hui sédimentés par manque d'entretien et négligence des pouvoirs publics, ce qui les a rendus dépendants des ressources souterraines et les a obligés à creuser des puits de plus en plus profonds : une catastrophe écologique pour la région et une catastrophe économique pour les petits paysans ruinés par ces investissements et par le coût de l'électricité nécessaire aux motopompes (Government of India, 2010 : 206). Le Telangana est la région d'Andhra Pradesh la plus affectée par les suicides de paysans,

avec deux-tiers des cas comptabilisés entre 1998 et 2005⁴⁹¹, un phénomène en partie lié aux problèmes de surendettement des agriculteurs télanganais auprès de leurs riches créanciers d'Andhra côtier. Un autre type de suicides, ceux des étudiants pro-Telangana s'immolant par le feu, soulève certaines interrogations, dans la mesure où leur nombre depuis le début des années 2000 est impressionnant (un millier selon certaines sources journalistiques télougoues, 750 selon d'autres) et où jamais auparavant les luttes sociales ou politiques dans la région n'avaient poussé les militants à de telles extrémités. Kancha Ilaiah accuse les leaders de haute caste du *Telangana Rashtra Samithi* d'encourager cette démarche sacrificielle en offrant des compensations financières aux familles pauvres dont sont généralement issus ces jeunes suicidés et en les érigeant en martyrs de la cause du Telangana afin de mettre une pression supplémentaire sur le gouvernement de New Delhi⁴⁹².

Les partisans d'un Etat unifié reprochent eux aussi au mouvement pro-Telangana d'être manipulé par une élite opportuniste aux intérêts bien compris. La formation d'un nouvel Etat permettrait en effet de créer des postes de dirigeants, dans la sphère politique comme dans l'administration⁴⁹³. De nombreux expatriés télanganais de Grande-Bretagne ou d'Amérique du Nord contribuent financièrement au mouvement dans l'espoir de retourner au pays pour briguer des mandats électifs dans le nouvel Etat créé (Therwath, 2010). Mais la vraie pomme de discorde est le futur statut de Hyderabad, une métropole que les migrants d'Andhra considèrent avoir développée grâce à leurs investissements et qu'ils ne souhaitent pas abandonner aux seuls Télanganais, tandis que les locaux perçoivent ce « développement » exogène comme l'occupation, souvent illégale, de vastes terrains, objets d'une intense spéculation immobilière. Le rapport du Comité Srikrishna fait état de ces représentations contradictoires :

⁴⁹¹ “The farmer suicide figures for Andhra Pradesh speak for themselves. Between 1998 and 2005, of the total suicides in the state, which was 3257, 2232 (68%) were from Telangana, 538 (17%) from Rayalaseema and 487 (15%) from Coastal Andhra” (Kannabiran et al., 2010 : 72).

⁴⁹² Ilaiah K., “Who is Telangana’s grim reaper?”, The Asian Age, 11 avril 2012.

⁴⁹³ “The formation of a new state of Telangana would result in creation of a new legislature, a new High Court and a new secretariat. All these creations do help in accommodating some aspiring / unemployed politicians to become MLAs, MLCs and ministers. A few thousands of educated youth may get jobs in the state government sector. Some Telengana based lawyers in Hyderabad may get more clients and some Telengana state government employees get quick promotions (...). Can the people of Telengana achieve anything more out of the future state of Telengana? Probably not!” (Srikanth, 2011 : 788).

Si le secteur informatique a aidé à la valorisation immobilière, d'un point de vue opérationnel, le développement immobilier continue de soulever un certain nombre de problèmes comme des titres de propriété douteux, un usage du sol incertain, etc. Un autre aspect de l'industrie de l'immobilier à Hyderabad est son lien formel avec le leadership politique, souvent originaire d'autres régions d'Andhra Pradesh. Par exemple, LANCO, une compagnie spécialisée dans les infrastructures et l'immobilier, est associée à Lagadapati Rajagopal, membre du Parlement (MP) élu de Vijayawada (...) et Transstroy, une firme impliquée dans la construction du périphérique extérieur, est associée à Rayapati Sambasiva Rao, MP de Guntur (Government of India, 2010 : 319).

Les députés-promoteurs mentionnés sont des Kamma dont les fortunes figurent parmi les plus importantes du pays, Lagadapati Rajagopal étant le fondateur de LANCO, dirigé actuellement par son frère, classé 29^e sur la liste Forbes des milliardaires indiens, comme le rappelle fièrement un site internet kamma⁴⁹⁴. Le fait que ces élus d'Andhra côtier dominent le secteur immobilier de la capitale n'est pas sans rappeler l'analyse de Weiner qui, dans les années 1970 déjà, parlait de « contrôle du centre par la périphérie » à propos des migrations de la côte vers l'intérieur de l'Etat (Weiner, 1978 : 228). Selon les observateurs contemporains, ce contrôle du marché foncier de la capitale par les migrants kamma est la principale raison du refus de ces derniers d'accepter la formation d'un Telangana séparé⁴⁹⁵. A Kukatpally, sur les 100 chefs de famille kamma interrogés, 80 y étaient opposés, 15 se déclaraient indifférents et seulement 5 favorables. Dans le village de Godavarru en revanche, 30 % se déclaraient favorables à un Telangana séparé, 20 % étaient indifférents et 50 % opposés. Ces différences d'opinion s'expliquent par le fait que les Kamma de Godavarru ont beaucoup investi à Vijayawada, anticipant le fait que celle-ci puisse devenir la nouvelle capitale d'Andhra en cas de division de l'Etat, ce qui valoriserait également leurs terres agricoles situées à seulement 20 km de la ville. Les élus des districts de Guntur et Krishna expriment parfois eux aussi leur souhait d'un Andhra séparé où leur dominance serait encore

⁴⁹⁴ “3 Kamma billionaires in the Forbes India Rich list. Rank 29: Lagadapati Madhusudhan Rao (\$2.3 billion) chairs infrastructure group Lanco. Older brother L. Rajagopal is a member of parliament” (kamasociety.com).

⁴⁹⁵ “This is the real fear of these vested interests now vociferously opposing Telangana statehood (or at least with Hyderabad a part of Telangana) – that they may be divested of their ill-gotten lands in and around Hyderabad” (Pingle, 2011 : 21).

plus décisive. C'est le cas notamment des députés kamma congressistes qui se plaignent de leur marginalisation par les Reddy au sein du parti⁴⁹⁶.

Il est de toute façon peu probable que les Kamma qui possèdent des terrains dans la capitale soient expropriés dans l'hypothèse de la formation d'un Telangana autonome, de même qu'ils ne perdront pas leurs emplois dans le secteur privé s'ils travaillent à Hyderabad⁴⁹⁷. En supposant que leurs propriétés acquises de manière illégale soient confisquées, elles seront certainement vite accaparées par les élites locales, les Reddy du Telangana étant également très présents dans la « mafia immobilière » (Srithanth, 2011 : 788). Depuis 2005, l'acquisition de terres autour de Hyderabad est moins le fait des Kamma en particulier que de politiques publiques délibérées, aux niveaux à la fois régional et central. La multiplication des zones franches à l'extérieur de la capitale a non seulement contribué à faire exploser les prix du foncier (une augmentation de 300 % selon plusieurs estimations), mais a privé les petits paysans de leurs ressources⁴⁹⁸. Autrement dit, la création d'un nouvel Etat sans remise en cause ni des politiques néolibérales initiées par le TDP et poursuivies par le Congrès, ni des structures hiérarchiques traditionnelles de caste, ne fera que substituer une forme de

⁴⁹⁶ “The veteran Guntur Congress MP Rayapati Sambasiva Rao is quoted in the press as saying: ‘Kammas like me, my family, Eluru MP Kavuri Sambasiva Rao, Vijayawada MP Lagadapati Rajagopal, Renuka Choudhary, have ceaselessly toiled for the party. Yet, Reddys and others tell the high command not to give any posts to Kammas. I spend nearly Rs 15 crore in every election. But what is the use as our services are not being recognised’ (Times of India 2010). This then indicated that the powerful Coastal Kammas would perhaps be happy to have their own state where they could get rid of the Reddy domination of the Congress Party” (Pingle, 2011 : 20).

⁴⁹⁷ “It is impossible to drive out lakhs of people from Andhra region already settled and working in private sector. As the Indian Constitution guarantees to its citizens the rights to settle and undertake business anywhere in the country (Kashmir and tribal states of northeast are exceptions), it is also not possible to pack Andhra capitalists off from Hyderabad. The jobs in private sector continue to be guided by market and it is impossible to force the multinationals and monopolies operating in Hyderabad to provide jobs only for the locals” (Srithanth, 2011 : 788).

⁴⁹⁸ “The Special Economic Zones Act, 2005, is possibly a key factor that has fuelled these spiralling land prices and real estate markets. One hundred and three special economic zones (SEZs) in Andhra Pradesh have been approved by the Union Commerce Ministry, of which 42 SEZs are located in and around the city of Hyderabad including in the districts of Ranga Reddy, Mahbubnagar, Nalgonda and Medak. This has paved the way for the creation of huge land banks and the takeover of large tracts of land by developers of SEZs, who are largely government agencies such as the Andhra Pradesh Industrial Infrastructure Corporation and the Andhra Pradesh Housing Board. Lands once assigned to the poor, particularly dalit, adivasis and backward castes are being taken back to establish SEZs, as also other government lands which are used for grazing, fuelwood, fodder, etc. Private agriculture lands have been acquired by invoking the Land Acquisition Act, 1894, in the name of ‘public purpose’.” (Kannabiran et al., 2010 : 74).

dominance à une autre : « La seule consolation que le peuple du futur Etat du Telangana pourrait trouver sera d'être dirigé et exploité non par les capitalistes d'Andhra, mais par leur propre élite indigène » (Srikanth, 2011 : 789).

En effet, rien n'indique dans le programme du TRS une quelconque volonté de changement structurel ni de modèle alternatif de développement qui ait réellement un impact sur la vie des populations marginalisées du Telangana. Parallèlement, la solution recommandée par le Comité Srikrishna, à savoir le maintien du statu quo d'un Andhra Pradesh unifié tout en remédiant aux disparités régionales⁴⁹⁹, restera un vœu pieux tant que le développement préconisé se fera sur le modèle existant qui est à l'origine même du creusement des inégalités socio-spatiales. Le géographe urbaniste Anant Maringanti a bien montré que les processus d'accumulation et d'exclusion sont indissociables de la mondialisation et qu'une « cité-région globalisée » de la taille de Hyderabad est soumise à de multiples flux qui façonnent la ville et son hinterland en fonction des exigences de valorisation du capital et non de soucis d'équité (Maringanti, 2011). Le « développementalisme » affiché dans le rapport du Comité Srikrishna comme panacée à tous les problèmes sociaux et économiques du Telangana correspond finalement à l'idéologie dominante des élites d'Andhra Pradesh, quelle que soit leur caste ou leur région d'origine. En ce sens, que l'Etat reste unifié ou qu'il se divise, on risque d'assister simplement à un « changement d'acteurs avec un scénario identique », et la question du Telangana devrait donc être « tout autant de redresser les injustices du passé que de fixer le bon cap pour le futur »⁵⁰⁰.

b. Un combat porté par les subalternes pour plus de justice sociale

« Le mouvement pour le Telangana est une cause juste défendue par de mauvais leaders », explique Mohan Mogili, un étudiant de l'Université Osmania, issu d'une *Scheduled Tribe*⁵⁰¹. Comme le Comité Srikrishna le constate lui-même, « le leadership du mouvement reste entre les mains des hautes castes, tandis que sa base est essentiellement composée de *Scheduled*

⁴⁹⁹ “(...) *Keeping the State united by simultaneously providing certain definite Constitutional/Statutory measures for socio-economic development and political empowerment of Telangana region*” (Government of India, 2010 : 454).

⁵⁰⁰ “*Can capture of state power or redrawing of state boundaries by itself accomplish anything other than a change of actors – keeping the scripts intact? (...) The problem of Telangana is as much about redressing historical grievances as it is about getting the future right*” (Maringanti, 2011 : 37-8).

⁵⁰¹ Entretien du 03/08/09 à l'Université Osmania.

Castes et d'Other Backward Classes » (Government of India, 2010 : 380). Cette composition reflète celle du Telangana, où les basses castes (SC, ST et OBC) forment 90 % de la population, contre 76 % au Rayalaseema et 68 % en Andhra côtier (idem : 360). La base du mouvement pro-Telangana ne se reconnaît donc pas dans ses leaders de haute caste. C'est le principal reproche fait au TRS par les étudiants d'Osmania, eux-mêmes issus majoritairement de la classe moyenne inférieure et des basses castes (Reygades, 2009). En effet, contrairement à 1969, lors du premier mouvement autonomiste télanganais qui avait agité Osmania, les élites de la région n'étudient plus dans cette université d'Etat mais dans les institutions privées, voire à l'étranger pour les plus fortunées d'entre elles. Les revendications portées par le *Joint Action Committee* d'Osmania ont donc évolué par rapport aux années soixante : il ne s'agit plus simplement de dénoncer la « concurrence déloyale » dans le domaine de l'emploi provoquée par les élites d'Andhra côtier, plus avancées sur le plan éducatif, mais de se battre contre l'ensemble des élites dirigeantes pour un nouveau modèle de société. Que les étudiants d'Osmania soient les membres les plus réprimés du mouvement n'est sans doute pas un hasard⁵⁰².

Le coordinateur du principal JAC pro-Telangana, le *Joint Action Committee (political)*, M. Kodandaram, brillant orateur connu pour ses liens avec la mouvance maoïste, pose ainsi les termes de la lutte :

C'est un combat contre l'exploitation d'une région. C'est un combat pour la justice. C'est un combat pour une juste représentation dans la vie sociale et politique. Pour briser l'argument selon lequel il s'agit d'un mouvement régionaliste étroit (*parochial*), il faut comprendre que le mouvement pour le Telangana est né en dehors des cercles politiques dominants. Il a toujours commencé aux marges de la société (Kodandaram, cité dans Kannabiran et al., 2010 : 79).

Le Comité Srikrishna conclut à l'issue de son enquête que les Dalit de l'ensemble de l'Andhra Pradesh sont favorables à la formation d'un Telangana séparé afin de « briser la domination des hautes castes », conformément à la position d'Ambedkar sur la question des Etats linguistiques au lendemain de l'Indépendance⁵⁰³. Ces déclarations rejoignent celles

⁵⁰² “The tenacity of the students of Telangana is evident in the uneasiness of political leaders who are peripheral to the movement. It is evident in the state's deployment of troops – 30,000 strong paramilitary force stationed for three months to guard unarmed students. It is evident in the enormous risk they have taken – hundreds of criminal cases in three months, and large-scale arrests” (Kannabiran et al., 2010 : 80).

⁵⁰³ “Dalit communities have favoured smaller states, citing the view point of Ambedkar that ‘minorities’ - among whom he counted the SCs/STs and religious minorities - would be better off in

recueillies parmi des étudiants dalit d'Osmania, pour qui le mouvement pro-Telangana est destiné à « déraciner le système de la double dominance de caste » imposé par les Reddy et les Kamma depuis la formation de l'Andhra Pradesh⁵⁰⁴. La division de l'Etat permettrait par ailleurs de résoudre le conflit entre Mala et Madiga sur la répartition des quotas réservés aux *Scheduled Castes*, les Madiga étant majoritairement concentrés dans le Telangana (Government of India, 2010 : 371).

En dépit de ce constat, le Comité ne recommande pas la création d'un Etat du Telangana pour trois raisons principales : la nécessité de maintenir la compétitivité économique de Hyderabad⁵⁰⁵, la crainte que les mouvements autonomistes se multiplient dans le reste de l'Inde et la possibilité d'une recrudescence du naxalisme dans un Etat plus petit disposant de moyens de répression limités (Rao, 2011). Il est significatif à cet égard que les causes de la guérilla naxalite ne soient pas examinées et que cette lutte ne retienne l'attention du Comité qu'en termes purement sécuritaires dans un chapitre du rapport non accessible au public, intitulé « *Law & order and internal security dimensions* », et envoyé séparément au Ministère de l'Intérieur à New Delhi. Cette démarche concorde avec la politique officielle du gouvernement central de Manmohan Singh qui déclara en 2009 que le naxalisme représentait « la plus grande menace pour la sécurité intérieure du pays » et qu'il devait être « combattu en conséquence »⁵⁰⁶.

smaller states as they could make their voice heard and have better access to political power and governance. Taking this logic forward, groups like the Andhra Dalita Mahasabha (formed post-Karamchedu incident in coastal Andhra) led by Katti Padmarao, are demanding Telangana state arguing that splitting of the state would break the domination of upper castes and provide opportunities for the SC, ST and OBC communities in both the states (Government of India, 2010 : 368).

⁵⁰⁴ “*The Telangana movement is a movement for uprooting the two-dominant-caste system*” (entretien du 03/08/09 à l'Université Osmania). Il faut toutefois noter des voix discordantes parmi les militants dalit qui considèrent que le régionalisme les détourne de leur objectif principal d'émancipation : “*Education, livelihoods, jobs, empowerment, self-respect and dignity - these are universal, concrete, dalitbahujan aspirations. How do those translate into telangani 'sentiments' that impose social boycotts, bans, excommunications, extortionists' fees? Who benefits from the perversion of universal aspirations into particular sectarian, power-greedy politics? Definitely not dalitbahujans*” (entretien du 05/11/12 par courrier électronique avec Kuffir Nalgondwar, intellectuel dalit).

⁵⁰⁵ “*It is imperative to ensure that there is no de-stabilization of the economy of Hyderabad, flight of capital or erosion of business confidence and all stakeholders continue to have safe access to the city*” (Government of India, 2010 : 339).

⁵⁰⁶ The Hindu, 11 octobre 2009.

Un autre reproche adressé au Comité Srikrishna est de s'être concentré principalement sur l'argument du « sous-développement » du Telangana (pour finalement démontrer que la région la moins développée d'Andhra Pradesh est en réalité le Rayalaseema et que toute bipartition de l'Etat risquerait en fait d'aboutir à une tripartition) et, ce faisant, d'avoir minimisé l'importance de la dimension culturelle du mouvement autonomiste pro-Telangana, même si son rapport évoque les plaintes recueillies dans ce domaine :

On affirme que la domination culturelle de l'Andhra côtier a affecté le développement d'une culture télanganaise distincte (...). Les griefs suivants furent exprimés : « Les organisations littéraires du Telangana se voient refuser des fonds. Les écrivains télanganais n'ont jamais été valorisés au sein de la littérature télougoue (...). Les élites d'Andhra côtier et les classes dirigeantes font preuve d'une attitude négative vis-à-vis de l'art folklorique du Telangana (...). Les festivals télanganais ne sont pas mentionnés dans les livres scolaires » (Government of India, 2010 : 398-9).

Le rapport mentionne ensuite la représentation qui est faite du Telangana dans les médias et le cinéma télougous, deux secteurs dominés par les Kamma : « La culture télanganaise y est ridiculisée. Les films et les chaînes de télévision utilisent le dialecte du Telangana dans la bouche des personnages criminels ou comiques (...). Bien que l'industrie du cinéma ait été relocalisée à Hyderabad, les locaux sont discriminés et y sont très peu employés » (idem : 399).

A l'origine, les films télougous étaient produits à Madras, où de nombreuses stars kamma (NTR, Akkineni Nageswara Rao) commencèrent leur carrière dans les années 1940-1950. Après la formation de l'Andhra Pradesh, le gouvernement tenta d'attirer l'industrie du cinéma à Hyderabad en subventionnant les terrains et les infrastructures nécessaires aux tournages, mais beaucoup d'acteurs et de réalisateurs kamma préférèrent rester à Madras, considérée comme plus « moderne » que Hyderabad, « ville musulmane ». Lors d'un entretien, l'acteur-producteur Akkineni Nageswara Rao, né en 1924, raconte avoir été le premier à « déménager » en travaillant dès les années 1960 pour les studios Saradhi à Ameerpet, les plus anciens de Hyderabad, appartenant aussi à des Kamma, avant de créer en 1976 Annapurna, son propre studio de production⁵⁰⁷. Ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir de NTR que s'opéra la relocalisation de l'ensemble de l'industrie du cinéma télougou à

⁵⁰⁷ Entretien du 10/08/09 avec Akkineni Nageswara Rao à son domicile à Jubilee Hills, Hyderabad. Akkineni est issu d'une famille modeste du district de Krishna et n'a quasiment pas fait d'études. Sa spectaculaire ascension sociale illustre une expression souvent utilisée par les Kamma : *"We start with zero and we become hero"* (« *hero* » est un terme qui fait référence aux acteurs de cinéma).

Hyderabad. De nouveaux codes culturels s'imposèrent alors dans la capitale du fait des représentations cinématographiques véhiculées par cette industrie qui joua un rôle important dans la redéfinition de l'image de la ville : d'ancienne cité cosmopolite et polyglotte sous le Nizam, Hyderabad fut soudain dominée par une culture télougoue « étroite » (Maringanti, 2010 : 36). La représentation même de la ville à l'écran faisait totalement abstraction de ses anciens habitants et de leurs langues (ourdou, deccani), et servait seulement de toile de fond aux personnages d'Andhra côtier, incarnés par des acteurs kamma, arrivés à Hyderabad pour diverses raisons, après avoir quitté leurs villages idylliques où étaient invariablement tournées les scènes romantiques, souvent dans des rizières luxuriantes (Srinivas, 2008). Tandis que les héros parlaient le dialecte d'Andhra, le dialecte télanganais était utilisé pour les rôles de « subalternes » ou de « méchants »⁵⁰⁸.

Bien que parfaitement informé de cette domination culturelle, le Comité Srikrishna conclut que « les stéréotypes, le 'mépris' ou les 'moqueries' subis ne sont pas le propre du Telangana car ils existent malheureusement dans toutes les sociétés » et que « la confiance en soi doit venir de l'intérieur et ne peut faire l'objet de législations ni être dictée par des politiques » (Government of India, 2010 : 403). Le rapport considère que Hyderabad est le symbole du mélange des cultures et qu'à l'image de l'Inde, différentes « couches » s'y sont superposées harmonieusement pour former un « palimpseste »⁵⁰⁹. Enfin, il réaffirme l'importance du « critère linguistique » comme ciment culturel de la « nation télougoue ». Ce critère est toutefois remis en cause par les Télanganais, non seulement à cause de la manière dont est traité leur dialecte, mais parce que ce critère ne suffit plus à former une « communauté imaginée », pour reprendre l'expression de Benedict Anderson, et ne peut donc constituer l'unique fondement de la réorganisation des Etats indiens (Srinivasulu, 2011).

Les revendications du mouvement pour le Telangana ont clairement évolué et mettent moins l'accent sur la nécessité du développement économique d'une région longtemps laissée-pour-compte que sur des aspirations à la dignité (*self-respect*), à l'auto-détermination (*self-rule*) et à la protection d'une identité sociale et culturelle distincte. Selon une militante de

⁵⁰⁸ “Non-standard dialects of Telugu were used only to underscore subalternity and/or villainy and never as the speech of the protagonists” (Srinivas, 2008 : 91).

⁵⁰⁹ “As a city, it is, as Nehru said of India, ‘an ancient palimpsest on which layer upon layer of thought and reverie had been inscribed, and yet no succeeding layer had completely hidden or erased what had been written previously’.” (Government of India, 2010 : 337).

Karimnagar, « c'est un combat pour la vie, pour les ressources, la langue, la culture. Ce n'est pas simplement une lutte pour le territoire » (Sujatha Surepally, citée dans Kannabiran et al., 2010 : 70). En réalité, il s'agit bien d'une lutte pour le territoire, mais au sens socioculturel du terme et non uniquement matériel. De cette lutte, les Kamma sortiront certainement affaiblis, si ce n'est économiquement, ni même politiquement, du moins culturellement, car c'est bien leur hégémonie qui est remise en cause par ce mouvement lorsqu'il est porté par les voix des subalternes. Ces derniers ne semblent plus prêts à accepter l'idéologie dominante qui leur est imposée, conscients d'avoir été encore davantage marginalisés depuis la libéralisation. Si déclin de la dominance kamma il y a, il ne peut venir que de cette résistance et d'un combat collectif des opprimés pour plus de justice sociale.

CONCLUSION GÉNÉRALE

“No hegemony can be so penetrative and pervasive as to eliminate all ground for contestation or resistance” (O’Hanlon, 1988 : 191).

L’objectif principal de cette thèse consistait à démontrer la pertinence du concept de caste dominante, tout en s’efforçant d’en redessiner les contours pour l’adapter aux évolutions de l’Inde contemporaine. Il était nécessaire pour cela de s’éloigner de la première définition proposée par Srinivas dans les années 1950 à l’échelle locale du village et dans un cadre trop exclusivement rural. L’urbanisation rapide du pays et la migration d’une grande partie des castes dominantes vers les villes créèrent une situation nouvelle où les propriétaires terriens quittaient leurs villages sans se défaire pour autant de leur patrimoine foncier. L’hypothèse d’un renouvellement des élites rurales provoqué par ces départs est infirmée dans le cas des castes agraires qui, contrairement aux Brahmanes avant elles, se saisirent des opportunités éducatives et professionnelles offertes en ville sans renoncer à leur dominance traditionnelle dans les campagnes, assurée par le contrôle de la terre. Autrement dit, si elles profitèrent de l’émigration brahmane pour consolider leur pouvoir villageois, elles bloquèrent ensuite l’ascension sociale des basses castes qui ne purent à leur tour accéder à la propriété et devinrent, au mieux, de simples tenanciers sur les exploitations des propriétaires absents. L’échec des réformes agraires en Inde réside précisément dans le fait d’avoir favorisé ces castes intermédiaires aux dépens des paysans sans terre. De manière générale, les politiques de modernisation agricole, depuis la construction de grands barrages au temps de l’administration britannique jusqu’à la Révolution verte, bénéficièrent avant tout aux castes dominantes, non seulement parce qu’elles détenaient la propriété de la terre, mais parce que les gouvernements en place prirent toujours soin de ne pas s’aliéner leur soutien.

Le développement « en tandem » du capitalisme et de la démocratie parlementaire depuis l’Indépendance donna lieu à ce que Stern appelle la « révolution bourgeoise » de l’Inde, dont « les principaux acteurs et bénéficiaires sont ceux - les 20 % supérieurs de la population - qui

possèdent 4 hectares ou plus (...). En une génération, ils ont cessé d'être des 'paysans', c'est-à-dire des cultivateurs directs, et sont devenus des agriculteurs capitalistes : légalement assurés de leurs titres de propriété, âpres au gain, entreprenants, en pleine ascension sociale, exploitant leur main-d'œuvre, ambitieux pour leurs enfants, s'affirmant politiquement et constituant *la* force avec laquelle il faut compter au niveau du pouvoir local et régional » (Stern, 1993 : 118). Ce portrait décrit parfaitement les Kamma mais s'applique également aux autres castes dominantes du pays. En effet, si les Kamma représentent un exemple tout à fait remarquable en termes de réussite sociale et de parcours migratoires, leur trajectoire socio-spatiale est loin d'être unique. L'étude approfondie de ce cas n'avait donc pas pour but de l'isoler afin de faire valoir son caractère exceptionnel, mais au contraire de mieux comprendre, grâce à une analyse menée à une échelle fine, des mécanismes de contrôle et de pouvoir qui existent aussi ailleurs.

Si, comme l'affirme Foucault, « la domination n'est pas celle du roi exercée depuis sa position centrale (...), mais celle de ses sujets dans leurs relations mutuelles : non pas l'édifice uniforme du pouvoir, mais les multiples formes de subjugation au sein de l'organisme social » (Foucault, 1980 : 96), alors il est nécessaire de l'étudier dans des territoires particuliers, là où elle s'exerce concrètement, « en rapport direct et immédiat avec ce qui peut être appelé son objet, sa cible, son champ d'application (...), là où elle s'incarne et produit ses effets réels » (idem : 97). La domination est en effet une relation dialectique qui implique non seulement des dominants mais des dominés, cohabitant sur un même territoire. Cette dialectique sociale peut être analysée « par le haut » ou « par le bas », les *subaltern studies* privilégiant la seconde approche afin de rompre avec l'« élitisme » de l'historiographie coloniale, puis nationaliste indienne. En réalité, la relation dominants/dominés ne se réduit pas à une simple opposition dichotomique et nécessite de prendre en compte l'hétérogénéité de ces deux catégories afin de ne pas tomber dans un dualisme trop schématique. Dans le contexte indien, la caste a largement contribué à complexifier les rapports de classe tels qu'ils étaient analysés par les auteurs d'inspiration marxiste, dans la mesure où la conscience de classe peut être altérée par les divisions de caste, et inversement, l'unité de caste est parfois affectée par des différenciations internes de classe.

La répartition spatiale des castes influe également sur leur degré de cohésion, généralement plus fort lorsqu'elles sont concentrées sur un territoire limité, même si l'exemple des Kamma

montre que leur dispersion, liée à une importante migration, n'a pas réellement remis en cause leur unité. Les deltas de la Krishna-Godavari représentent toujours leur base économique, là où s'effectuèrent les processus d'accumulation qui leur permirent de migrer et où même les expatriés continuent d'investir, et leur base symbolique, à laquelle ils se réfèrent sans cesse pour évoquer leur origine, un territoire qu'ils considèrent comme leur « domaine » même lorsqu'ils n'y vivent plus. Le maintien de leur cohésion interne, en dépit des différences de classe, fit par ailleurs l'objet d'efforts conscients d'unification, notamment à travers les associations de caste, élément essentiel de la constitution de leur capital social. Plus ils sont éloignés de leurs villages d'origine, plus ces associations prennent de l'importance. Peu nombreuses en Andhra côtier, on en compte une douzaine à Hyderabad, celles du Tamil Nadu se battent pour faire bénéficier leurs membres de la politique des quotas, Bangalore constitue le siège de l'association panindienne de la caste, et la *Telugu Association of North America* n'est autre, selon certains informateurs outre-Atlantique, qu'une « organisation de fanatiques kamma » craignant de perdre leur identité de caste et leurs racines culturelles après s'être expatriés.

Le concept de capital social, emprunté à Bourdieu, s'est avéré fructueux pour comprendre le fonctionnement interne et la mobilité collective des Kamma. Au-delà des trajectoires individuelles et des cas d'ascension sociale particulièrement spectaculaires, il ressort de cette recherche une dynamique de caste qui, méthodologiquement, ne pouvait être appréhendée que par le croisement des approches qualitative et quantitative, ainsi que par une analyse diachronique permettant de retracer historiquement l'émergence des Kamma comme caste dominante parallèlement à leur expansion territoriale. Ces deux processus sont en effet allés de pair, la colonisation agricole d'autres zones rurales comme la migration vers les villes ayant repoussé les limites de leur territoire traditionnel pour inclure une grande partie de l'Inde du Sud. L'étude des variations régionales dans l'expression de leur dominance de caste a nécessité d'effectuer des enquêtes de terrain dans trois Etats différents, en milieu rural aussi bien qu'urbain, dont les résultats sont restitués dans cette thèse sous forme de typologies comparatives, une démarche qui s'apparente à ce que Lacoste appelait une « topologie de la domination » dans l'éditorial programmatique du premier numéro d'*Hérodote* (Lacoste, 1976 : 7). Si l'objet de la géographie politique est effectivement de dresser une cartographie du Pouvoir, c'est au pouvoir avec un petit « p » que s'intéresse surtout la géographie sociale,

le pouvoir au sens foucaldien du terme, comme « multiplicité des rapports de forces immanents au domaine où ils s'exercent » (Raffestin, 1980 : 45).

Bien que s'inscrivant en partie dans une perspective transdisciplinaire, cette thèse a tenté de mettre en valeur les apports spécifiques de la géographie sociale, notamment les concepts de territoire et de territorialité qui, appliqués à une société de castes, permettent d'approfondir la définition classique de la « dominance » en la problématisant. A la suite de Srinivas, il était courant en Inde de parler de dominance dans le contexte villageois en référence au contrôle des terres agricoles exercé par une ou deux castes qui concentraient entre leurs mains l'essentiel du pouvoir local. Appréhender la caste dominante en termes de territorialité permet d'élargir le champ d'étude en multipliant les échelles d'analyse et en prenant en compte les changements de nature de la dominance selon le milieu où elle s'exerce. En d'autres termes, la dominance n'est pas un concept figé mais dynamique, dont la signification et la portée varient en fonction du territoire considéré.

A l'échelle nationale, les Kamma ne comptent que quelques députés au Parlement, Chandrababu Naidu lui-même n'ayant jamais vraiment eu d'ambitions politiques à New Delhi. Longtemps intégrationniste, il se contenterait aujourd'hui volontiers du poste de *Chief Minister* de l'Andhra si le Telangana obtenait le statut d'Etat séparé, à défaut de parvenir à reprendre le pouvoir au sein d'un Andhra Pradesh uni. A l'échelle de l'Inde du Sud, la répartition des Kamma sur trois Etats ne leur permet pas de former une unité politique cohérente, le niveau social élevé des Kamma d'Andhra Pradesh posant même problème à ceux du Tamil Nadu qui n'arrivent pas à obtenir la catégorisation *backward*, alors qu'ils se considèrent « en retard » sur le plan éducatif et économique et que leur statut de minorité linguistique ne leur permet pas d'être politiquement influents à l'Assemblée Législative. Au sein même du Tamil Nadu, il faut distinguer entre les petits paysans kamma du sud de la péninsule et les grands patrons de l'industrie textile de Coimbatore, de même qu'au Karnataka les hommes d'affaires kamma de Bangalore n'ont pas grand chose à voir avec les agriculteurs des périmètres irrigués de la Tungabhadra. Enfin, à l'opposition villes/campagnes s'ajoutent des différences, en milieu urbain entre métropoles provinciales et capitales d'Etat, et en milieu rural entre zones de cultures pluviales et zones irriguées.

Une attention particulière fut portée à l'Andhra Pradesh au cours de cette étude, non seulement parce que les Kamma en sont originaires, mais parce que c'est dans cet Etat qu'ils

exercent une dominance décisive. Là encore, il est utile de jouer avec des échelles plus ou moins fines pour pouvoir nuancer le degré de dominance de la caste. A l'échelle pan-régionale de l'Andhra Pradesh, le régime d'alternance entre Congrès et TDP contraint les Kamma et les Reddy à se partager la dominance dont l'enjeu est le contrôle du pouvoir exécutif et législatif. A l'échelle macro-régionale, la migration des Kamma vers le Telangana y a privé les Reddy et les Velama de l'exclusivité de leur dominance, tandis qu'en Andhra côtier, les Kamma doivent compter avec la dominance kapu dans le delta de la Godavari. En revanche, à l'échelle micro-régionale du delta de la Krishna, et en son sein à l'échelle locale des villages, les Kamma jouissent d'une dominance exclusive et longtemps incontestée.

La contestation de cette dominance par le mouvement dalit a finalement pris naissance en Andhra côtier, là où l'oppression était si forte que les basses castes n'avaient pas osé la remettre ouvertement en cause jusqu'à une date relativement récente. Cette « passivité » des dominés, ou du moins l'acceptation apparente de leur sort, ne repose pas nécessairement sur le consentement, comme l'avait théorisé Guha dans le contexte de l'Inde coloniale où, selon lui, le pouvoir s'exerçait à la fois par coercition et par persuasion (Guha, 1989 : 229). Le concept gramscien d'hégémonie fut souvent interprété, à tort, comme entraînant nécessairement l'adhésion des subalternes à l'idéologie dominante. Or, même sans confrontation directe, la résistance des dominés peut s'exprimer à travers des actes simples de la vie quotidienne (Scott, 1985). L'étude des événements de 1985 à Karamchedu a d'ailleurs montré que l'émancipation des Dalit était antérieure au massacre, celui-ci pouvant être analysé comme la « réponse » des Kamma à des formes de résistance somme toute anodines. Cette répression féroce renforça la détermination des Dalit à se libérer du joug des Kamma et donna lieu à un mouvement organisé qui s'étendit progressivement au reste de l'Andhra Pradesh.

Le concept d'hégémonie, emprunté à Gramsci, fut utilisé dans cette thèse pour caractériser la nature de la dominance des Kamma en Andhra Pradesh, et non son degré. Si elle est loin d'être absolue, puisqu'ils doivent la partager avec les Reddy d'une part, et qu'elle est de plus en plus contestée par les basses castes d'autre part, elle présente cependant des éléments nouveaux non évoqués dans la définition de Srinivas et qui la rendent, d'un certain point de vue, hégémonique. En effet, la migration vers les villes des Kamma et la diversification de leurs activités leur ont permis d'exercer un contrôle croissant non seulement sur l'appareil

économique mais aussi sur l'appareil d'Etat. Les nouveaux attributs de dominance acquis en milieu urbain ne remplacent pas les anciens, dont les Kamma jouissaient au niveau local du village, mais s'y ajoutent, voire les renforcent. En effet, les membres de la caste restés au village peuvent compter sur le soutien de ceux qui occupent désormais des positions élevées en milieu urbain, tandis que les hommes politiques kamma ont toujours besoin des dominants villageois qui rassemblent les « banques de voix ». Le contrôle des médias contribue au caractère hégémonique de la dominance kamma, dans la mesure où il a facilité l'arrivée au pouvoir d'un *Chief Minister* kamma pour la première fois au début des années 1980, et favorisé la diffusion de l'idéologie néolibérale la décennie suivante, à l'ère des réformes économiques. Si cette idéologie n'est pas propre aux Kamma et si tous les Kamma ne la partagent pas, en tant qu'idéologie dominante (que ce soit en Andhra Pradesh, en Inde, ou dans le reste du monde), elle est naturellement portée par les groupes dominants qui tentent de l'imposer grâce à leur pouvoir économique, politique et médiatique.

Le concept d'hégémonie est également pertinent pour caractériser la dominance culturelle des Kamma. Les intellectuels kamma sont les premiers à déplorer la « régression » culturelle de leur caste, qui comptait dans la première moitié du XX^e siècle de nombreux communistes, des rationalistes athées et des humanistes radicaux. Le communisme des Kamma est en réalité une forme d'opportunisme puisqu'il fut adopté à une période où ils étaient encore de petits paysans et métayers en lutte contre les *zamindar* d'Andhra et les grands propriétaires féodaux du Telangana. Il fut abandonné peu après l'Indépendance, une fois que fut formé à leur demande un Etat d'Andhra Pradesh unifié et que la « révolution bourgeoise » (réformes agraires et démocratie représentative) leur permit de consolider leurs titres de propriété et d'accéder à des positions de pouvoir dans les institutions du *panchayati raj*. Avec la Révolution verte, le développement du capitalisme dans l'agriculture favorisa leur émergence comme classe d'entrepreneurs néo-citadins, avant tout soucieux d'investir leurs surplus de la manière la plus profitable. Les productions culturelles des Kamma, notamment dans le domaine cinématographique, reflètent cette recherche effrénée de l'argent, l'aspect commercial ayant pris le pas sur la qualité et la réflexion critique des œuvres de leurs prédécesseurs.

Cette dominance culturelle est aujourd'hui contestée par le mouvement régionaliste télanganais qui reproche aux migrants d'Andhra en général, et aux Kamma en particulier,

d'avoir étouffé la culture populaire du Telangana en l'ignorant ou en la ridiculisant. Le musicien folklorique Gaddar, dalit, naxalite et télanganais, incarne à lui seul les trois principaux mouvements d'opposition à la dominance des Kamma : la résistance dalit à leur oppression de caste, la lutte maoïste contre leur oppression de classe, et la mobilisation régionaliste contre leur domination culturelle. Il est aussi devenu le symbole de la résistance à la répression étatique après la tentative d'assassinat dont il a fait l'objet en 1997, alors que Chandrababu Naidu était *Chief Minister*. Dès 1985, sous NTR, il avait dû fuir sa maison après un assaut policier, à cause d'une chanson de protestation qu'il avait composée en soutien aux victimes dalit de Karamchedu. Devenu une légende après cinq années de vie en clandestinité dans les jungles de l'Inde centrale, il fit une réapparition retentissante sur le campus du Nizam College de Hyderabad, où plus de 200 000 personnes vinrent l'écouter chanter la révolution.

“నా దేశంలో నా ప్రజలు ఎంత కాలం మనుషులుగా గుర్తింపబడరో అంత కాలం మా తిరుగుబాటు గీతం

పాడుతూనే ఉంటాను”

« Tant que mon peuple n'aura pas obtenu une juste reconnaissance dans ce pays,

nul ne pourra faire taire mon chant révolutionnaire » (Gaddar)

ANNEXES

ANNEXE 1

**Liste des 75 personnalités kamma interviewées,
classées par secteur d'activité**

Politique

Chandrababu Naidu, chef du TDP, ex-*Chief Minister* de l'Andhra Pradesh

Lakshmi Parvati, chef du TDPLP, veuve de l'ex-*Chief Minister* de l'Andhra Pradesh NTR

N. Bhaskar Rao, cofondateur du TDP, ex-*Chief Minister* de l'Andhra Pradesh

Daggubati Purandeswari, MP du Congrès, ministre du gouvernement central, fille de NTR

Renuka Chowdary, ex-MP du Congrès, ex-ministre du gouvernement central

Lagadapati Rajagopal, MP du Congrès, fondateur de LANCO Group of Industries

Yelamanchili Shivaji, ex-MP du TDP, ex-directeur du Tobacco Board de Guntur

Alapati Rajendra Prasad, ex-MLA du TDP, ex-ministre du gouvernement de l'Andhra Pradesh

Pinnamaneni Venkateswara Rao, MLA du Congrès, ministre du gouvernement de l'Andhra Pradesh

Nannapaneni Rajakumari, ex-MLA du TDP, ex-ministre du gouvernement de l'Andhra Pradesh

Jayaprakash Narayan, ex-IAS, MLA et président du Lok Satta Party, Andhra Pradesh

K. Narayana, secrétaire du CPI d'Andhra Pradesh

Subramanya Naidu, MLA du BJP, ministre du gouvernement du Karnataka, Président de l'All-India Kamma Sangham à Bangalore

Médias

Ramoji Rao, PDG d'*Eenadu* et d'ETV, propriétaire de Ramoji Film City

M. Nageswara Rao, principal d'Eenadu School of Journalism

C.V. Rao, directeur de TV5, propriétaire d'Image Hospitals et d'Image Gardens

Ravi Prakash, PDG de TV9

A.B.K. Prasad, ancien rédacteur d'*Eenadu*, fondateur du journal *Warta*, directeur de l'Andhra Pradesh Official Language Commission

Cinéma

Daggubati Rama Naidu, ex-MP, acteur, producteur, propriétaire de Rama Naidu Studios

Akkineni Nageswara Rao, acteur, producteur, propriétaire d'Annapurna Studios

Yarlagadda Sumanth, acteur, petit-fils d'Akkineni Nageswara Rao

NTR Junior, acteur, petit-fils de NTR

Tripuraneni Maharadhi, scénariste, petit-fils de l'écrivain Tripuraneni Ramaswamy Choudary

Industrie

Mullapudi Harishchandra Prasad, ex-MP, PDG d'Andhra Sugars et d'Andhra Petrochemicals, Tanuku (district de West Godavari)

Paruchuri Hanumantha Rao, PDG de Pragati Press, Hyderabad, fondateur et ancien président du Kamma Sangham d'Ameerpet

Madhusudana Rao, PDG de Hitech Print Systems, Gannavaram (district de Krishna)

Murahari Rao, PDG de Pravardhan Seeds, Hyderabad

Atluri Subba Rao, Président de la Federation of Andhra Pradesh Chambers of Commerce & Industries, PDG de Nekkanti Sea Foods

P.T. Choudhary, PDG de Maruti Suzuki, branche de Hyderabad

Sakhamuri Narasaiah, PDG de Hind High Vacuum, Bangalore

Genguswamy Naidu, PDG de Venkatesa Paper Mills, Coimbatore, président du Tamil Nadu Kamma Naidu Mahajana Sangham

Jagadish Chandran, PDG du groupe textile Premier Mills, Coimbatore

Arun Ravilla, PDG du groupe pétrochimique et aéronautique Ravilla, Coimbatore, fils du dernier *zamindar* de Kovilpatti

D. Balasundaram, fondateur de Textool, Coimbatore

G.K. Sundaram, fondateur et PDG de Lakshmi Mills, Coimbatore

Gopal Naidu, fils et héritier de l'industriel-inventeur G.D. Naidu, Coimbatore

Rajkumar Naidu, fils et cohéritier de l'empire industriel de Venkataswamy Naidu (textile, aluminium, engrais), Coimbatore

Immobilier

Murali Mohan, ancien acteur, propriétaire de Jayabheri Estates, Hyderabad

Yarlagadda Raghubabu, promoteur immobilier, *contractor* de marchés publics, Hyderabad

Dandamudi Sobhanadri, promoteur immobilier, président du TDP dans la municipalité de Kukatpally, trésorier du Kukatpally Kamma Sangham

G.B.K. Rao, PDG de Pragati Green Meadows and Resorts, Hyderabad

[**C.V. Rao**, propriétaire d'Image Gardens, Madhapur, Hyderabad (voir médias)]

Gutta Sridhar, directeur commercial de Corporate People Real Estate, Vijayawada

Dhamodaraswamy Naidu, propriétaire de la chaîne d'hôtels-restaurants Annapoorna, Coimbatore

Finance

[**Ramoji Rao**, propriétaire de Margadarsi Chit Fund (voir médias)]

Madan Mohan Rao, directeur exécutif de Standard & Poor's Capital IQ, Hyderabad

Technologies de l'information

T.H. Chowdary, ancien conseiller du gouvernement TDP pour les technologies de l'information, directeur du Center for Telecom Management & Studies

L. Jayachandra Naidu, PDG de LISP, Hyderabad

Madala Bhaskar Rao, PDG de SoftSol India, Hyderabad

Vellanki V. Rao, PDG de NIIT, Vijayawada

Ashok Bakthavathsalam, PDG de KGISL, Coimbatore

Santé

Kakarla Subba Rao, ancien directeur du Nizam Institute of Medical Science, Hyderabad, ancien conseiller du gouvernement TDP pour la santé

Kamineni Vasundhara, copropriétaire de Kamineni Hospitals, Hyderabad

[**C.V. Rao**, propriétaire d'Image Hospitals, Hyderabad (voir médias)]

G. Bakthavathsalam, propriétaire de KG Hospital, Coimbatore

Penchala Naidu Sompalli, membre de l'American College of Surgeons (*Non Resident Indian*)

Haute administration

Rama Devi, IAS (Indian Administrative Service), ancienne gouverneure du Karnataka

Bhaskar Katamineni, IAS (Indian Administrative Service), Andhra Pradesh

K. Durga Prasad, IPS (Indian Police Service), ancien chef des Greyhounds, Andhra Pradesh

K. Chandrabhas, IRS (Indian Revenue Service), Commissioner of Income Tax, Hyderabad

T. Radha Krishnan, IPS (Indian Police Service), Tamil Nadu

Education

A. Manjulata, présidente (*Vice-Chancellor*) de la Telugu University, Hyderabad

I.V. Subba Rao, ancien directeur de l'Andhra Pradesh State Council for Higher Education

Atlury Murali, professeur, Hyderabad Central University

K.C. Suri, professeur, Hyderabad Central University

H. Nageswararao Choudary, professeur retraité, Hyderabad Central University

N. Anjaiah, professeur, Acharya Nagarjuna University, Guntur

Yarlagadda Balaganga Rao, professeur retraité, Acharya Nagarjuna University, Guntur

Ravella Sambasiva Rao, ancien directeur des études (*Registrar*), Acharya Nagarjuna University, Guntur

K.R. Chowdry, professeur, président de l'Indian Rural Development Congress

Guru Jegannathan, professeur retraité, Trichy College, membre du Tamil Nadu State Council for Higher Education

V. Avirineni, ancien principal de Siddhartha College, Vijayawada

P. Subbaraj, principal de Theni Kammavar Sangam College of Technology, Tamil Nadu

Geetha Padmanaban, principal de G.R. Damodaran Educational Institutions, Coimbatore

Rukmangada Naidu, principal de Sri Krishna Group of Institutions, Bangalore

Gogineni Babu, directeur exécutif de l'International Humanist and Ethical Union

Littérature

Chandralata, auteure de *Regadi Vittulu*, prix TANA du meilleur roman télougou

K. Rajanarayanan, auteur de *Gopalla Gramam*, prix de la Sahitya Akademi du roman tamoul

ANNEXE 2

Questionnaire utilisé auprès de 200 ménages kamma ruraux et urbains**Kamma Household Survey**

ID number :

0. Identification:**1) Name of the head of the household with surname:** (namehh)_____**2) Respondent (relationship with the head):** (resp)_____*1=Head, 2=Wife, 3=Daughter, 4=Son, 5=Father, 6=Mother, 7=Daughter-in-law***3) Sub-caste:** (subcaste) _____**4) Varna:** (varna)_____*1=Brahmin, 2=Kshatriya, 3=Vaishya, 4=Shudra, 5=Other (specify), 6=do not know***5) Religion:** (religion)_____*1=Hindu, 2=Christian, 3=Muslim, 4=Other (specify):*_____

1. Basic particulars of the household members

ID	Name of the household member	Relation -ship with the head	Sex 1=M 2=F	Age in years	Native place		Marital status	Age at mar- riage (in years)	Type of marriage Whether arranged, endogamous, consanguinous			Year of migr- ation out of native place	Reason for leaving native place	Cur- rent living place	How often visit native place
					1=R 2=U rural urban	District			Code1 relate	age	Code2 district				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
Members living in a different place															
51															
52															
53															
54															
55															
56															
57															

Code1: 1=Head, 2=Spouse, 3=Parent, 4=Married child, 5=Unmarried child, 6=Spouse of married child, 7=Grand child, 8=Grand parent, 9=Brother/Sister, 10=Spouse's parent
 Code2: 1=Hyderabad, 2=Krichna, 3=Guntur, 4=West Godavari, 5=East Godavari, 6=Prakasam, 7=Nellore, 8=Vishakhapatnam, 9=Rajalaxema (specify), 10=Telangana (specify),
 11=Different state (specify), 12=US, 13=UK, 14=Germany, 15=Japan, 16=Gulf country, 17=Australia, 18=Other foreign country
 Code3: 1=Unmarried, 2=Married, 3=Widow/Widower, 4=Divorced/Separated/Deserted, 5=Remarried after death of spouse, 6=Remarried after divorce
 Code4: 1=Arranged, 2=Love Code5: 1=Endogamous, 2=Intercaste (specify caste) Code6: 1=No, 2=Cross-Cousin, 3=Uncle-Niece, 4=Other (specify)
 Code7: 1=Marriage, 2=To be with family, 3=Education, 4=To buy new lands, 5=To take up job, 6=To start business, 7=Children education, 8=Father's job, 9=Medical, 10=Other
 Code8: 1=Every month, 2=Every two months, 3=Twice a year, 4=Once a year, 5=Every two years, 6=Very rarely, 7=Never

2. Education of the household members

ID	Education status	English-Speaking	Subject	Schooling (1 st to 10 th)			Intermediate (11 th and 12 th)			Higher education		
				Place	Type of institution	Medium	Fees per year	Place	Type of institution	Medium	Fees per year	Fees per year
	Code1	1=Y, 2=N	Code2	Code3	Code4	Code5	Code6	Code3	Code4	Code5	Code6	Code6
	educ	English	subject	place1	type1	medium1	fees1	place2	type2	medium2	fees2	fees3
1	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	15
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
Members living in a different place												
51												
52												
53												
54												
55												
56												
57												

Code1: 1=Not literate, 2=Primary Education, 3=Secondary Education, 4=Intermediate, 5=Undergraduate, 6=Graduate, 7=Postgraduate and above
 Code2: 1=Engineering, 2=Medicine, 3=Management/Commerce, 4=Agriculture/Veterinary, 5=Education (B.Ed.M.Ed), 6=Arts, 7=Science, 8=Law, 9=Other (specify)
 Code3: 1=Village, 2=Small town near native place, 3=Hyderabad, 4=Vijayawada, 5=Guntur, 6=Vishakhapatnam, 7=Tirupati, 8=Different state, 9=US, 10=Other foreign country
 Code4: 1=Government, 2=Private, 3=Corporate
 Code5: 1=English, 2=Telugu, 3=Other (specify)
 Code6: 1=below Rs 1000 per annum, 2=1,000 to 10,000 3=10,000 to 20,000 4=20,000 to 30,000 5=30,000 to 40,000 6=40,000 to 50,000 7=50,000 to 1 lakh, 8=above 1 lakh

3. Occupation, income and assets of the household members

ID	Primary occupation	Annual income from primary occupation	Other occupations	Other incomes (per annum)	Urban plots			Agricultural lands (in acres)														
					Location	Extent	Value	Inherited		Acquired		Sold		Leased in		Leased out		Total extent of land owned		Total value of land owned		
								Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet
	Code1	Code2	Code1	Code2	Code2	Code3	Code4	Code2	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry
ID	occup1	income1	occup2	income2	income2	Location	extent	value	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry	Wet	Dry
1	1	2	3	4	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
1																						
2																						
3																						
4																						
5																						
6																						
7																						
Members living in a different place																						
51																						
52																						
53																						
54																						
55																						
56																						
57																						

Code1: 1=Landowning farmer, 2=Sharecropper, 3=Salaried agri. worker, 4=Laborer, 5=Businessman (specify), 6=Industrialist (specify), 7=Government job, 8=Engineer, 9=Doctor, 10=Other private job, 11=Penioner/rentier, 12=Not working adult, 13=Not working child, 14=Student, 15=Manager, 16=Other (specify)

Code2: 1=below 1 lakh, 2=1 to 3 lakhs, 3=3 to 5 lakhs, 4=5 to 10 lakhs, 5=10 to 20 lakhs, 6=20 to 30 lakhs, 7=30 to 40 lakhs, 8=40 to 50 lakhs, 9=50 lakhs to 1 crore, 10=1 to 5 crores, 11=5 to 10 crores, 12=above 10 crores

Code3: 1=Hyderabad, 2=Vijayawada, 3=Guntur, 4=Vishakhapatnam, 5=Other (specify)

Code4: 1=below 500 sq. yards, 2=500 to 1000 sq. yards, 3=1000 to 2000 sq. yards, 4=2000 to 3000 sq. yards, 5=3000 to 4000 sq. yards, 6=4000 sq. yards to 1 acre, 7=above 1 acre

Code5: 1=below 5 acres, 2=5 to 10 acres, 3=10 to 15 acres, 4=15 to 20 acres, 5=20 to 30 acres, 6=30 to 40 acres, 7=40 to 50 acres, 8=above 50 acres

4. Housing characteristics

House/ Flat	Location	Ownership of house	If rented who owns the house?	Mode and year of acquisition of the house	Year of construc- tion	Current value of the house	Monthly rent	Number of bed- rooms	Commodity assets	Number of servants/ cooks/ drivers (specify)
1-House 2-Flat		1-Owned 2-Rented 3-Staying freely in relative's house	1-Relatives 2-Person of similar caste 3-Person of higher caste 4-Person of lower caste 5-Person of other religion	1-Government scheme 2-Inheritance 3-Purchased 4-Self-built 5-Inherited as well as self built 6-Govt. as well as self built 7-MC/Os 8-Gifted		1=below 10 lakhs 2=10 to 20 lakhs 3=20 to 30 lakhs 4=30 to 40 lakhs 5=40 to 50 lakhs 6=50 lakhs to 1 crore 7=1 to 5 crores 8=5 to 10 crores 9=more than 10 crores	1=below Rs. 5,000 2=5,000 to 10,000 3=10,000 to 15,000 4=15,000 to 20,000 5=20,000 to 25,000 6=25,000 to 30,000 7=above 30,000	1=1 2=2 3=3 4=4 5=5 6=6 7=more than 6	1=landline, 2=mobile, 3= music system, 4=color TV, 5=DVD player, 6=fridge, 7=oven, 8=micro-oven, 9=washing-machine, 10=grinder, 11=shower, 12=bathub, 13=camera, 14=video-camera, 15=computer, 16=laptop, 17=internet, 18=AC, 19=bike/scooter, 20=car, 21=lorry, 22=tractor, 23=boreswell, 24=cattle assets	1=1 2=2 3=3 4=4 5=5 6=more than 5
		own	house-owner	mode	year	value	rent	rooms	assets	Servants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

5. Social and political participation

- 5.1. Are you a member of any social group? (0=No, 1=Caste association, 2=Resident Welfare Association (RWA), 3=Professional/business organization, 4= Finance, credit group, 5=Trade union, 6=Social/cultural association, 7=Religious group, 8=NGO, 9=International club (Lion, Rotary), 10=Senior citizen association, 11=Village divpt Committee, 12=Village education committee, 13=Village panchayat, 14=Farmers association, 15=Water User Association (WUA), 16=Cooperative, 17=Self-help group)
- 5.2. Are you affiliated with any party? (1=Yes, member, 2= Yes, sympathizer, 3=No)
- 5.3. If yes, which party? (1=Congress, 2=TDP, 3=TRS, 4=BJP, 5=CPI (M), 6=CPI, 7=CPI (ML), 8=MIM, 9=BSP, 10=SP, 11=Lok Satta, 12=Other)
- 5.4. Do you or any family member now or in the past hold any elected position? (1=Ward member, 2=Vice sarpanch, 3=Sarpanch, 4=MPTC member, 5=MPP Vice President, 6=MPP president, 7=ZPTC member, 8=ZPP vice president, 9=ZPP president, 10=MLA, 11=MP)
- 5.5. How many influential persons among your relatives and caste fellows can you seek help from?
- 5.6. From which politician did you feel most helped as a Kamma? (1=NTR, 2=Chandrababu Naidu, 3=N. Bhaskar Rao, 4=Other, 5=None)
- 5.7. How do you interpret TDP loss in 2004 elections? (1=Adverse effects of economic reforms, 2=Not pro-poor, 3=Not pro-farmer, 4=Congress promises, 5=Need for change, 6=Not pro-government employees, 7=Drought, 8=Party alliances, 9=Other)
- 5.8. What is your opinion on separate Telangana? (1=Favourable, 2=Indifferent, 3=Opposed)

6. Occupational and spatial mobility

- 6.0. To whom did you lease out your lands? (1=Relative, 2=Caste fellow, 3=Other)
- 6.1. Did you use surplus agricultural income to invest in other activities? (1=Yes, 2=No)
- 6.2. Did you use your urban business earnings to invest in agricultural lands? (1=Yes, 2=No)
- 6.3. What was the impact of the Green Revolution on your lands? (1=Positive, 2=Negative, 3=No impact)
- 6.4. What was the impact of the land ceiling? (1=Positive, 2=Negative, 3=No impact)
- 6.5. How often do you move out of Andhra Pradesh? (1=Often, 2=Rarely, 3=Never)
- 6.6. Did you ever go abroad? (1=Yes, 2=No)
- 6.7. To which country? (1=US, 2=UK, 3=Australia, 4=Japan, 5=Gulf country, 10=many countries)
- 6.8. For which purpose? (1=Education, 2=Job, 3=Visit children)
- 6.9. In which fields are Kammas dominant? (1=Agriculture, 2=Business, 3=Real Estate/Construction, 4=Industry, 5=Cinema, 6=Politics, 7=Corporate Education, 8=Corporate Health, 9=Engineering, 10=Other, 11=None)

7. Relations with other castes

No	Group	How are your relations with..... 1=Very good, 2=Good, 3=Bad, 4=Very bad, 5=No relations, 6=Don't know, 7=NA	Where do you place.....in the caste hierarchy compared to your own caste 1=Equal, 2=Above, 3=Below	Characterize each community with 3 adjectives
no	group	relation	hierarchy	adjectives
1	2	3	4	5
1	Own caste			
2	Brahmins			
3	Kshatriyas (Rajus)			
4	Vaishyas			
5	Reddis			
6	Velamas			
7	Kapus			
8	BCs			
9	SCs			
10	Muslims			

BIBLIOGRAPHIE

- Agarwal B., 1988, Who sows, who reaps? Women's land rights in India, *Journal of Peasant Studies*, 15 (4), 531-81.
- Agarwal B., 1994, *A field of one's own: Gender and land rights in South Asia*, Cambridge University Press, Cambridge, 596 p.
- Agnew J.A., Duncan, J.S., 1989, *The power of place: bringing together geographical and sociological imaginations*, Unwin Hyman, Boston, 231 p.
- Ahmad A., 1999, *Social geography*, Rawat, Jaipur, 454 p.
- Alary V., 1999, Rice cultivation in Telangana: comparative study in irrigated and non-irrigated zones, *Economic and Political Weekly*, 34 (23), 1402-4.
- Alavi H., 1973a, Peasant classes and primordial loyalties, *Journal of Peasant Studies*, 1 (1), 23-62.
- Alavi H., 1973b, Peasants and revolution, in K. Gough et H.P. Sharma (éds.), *Imperialism and revolution in South Asia*, Monthly Review Press, New York, 470 p., 291-337.
- Ambedkar B.R., 1955, *Thoughts on linguistic states*, Ramkrishna Printing Press, Bombay, 65 p.
- Ambedkar B.R., 1990, *Annihilation of caste: an undelivered speech*, Arnold Publishers, Londres, 135 p.
- Amin S., 1984, *Sugarcane and sugar in Gorakhpur: an inquiry into peasant production for capitalist enterprise in colonial India*, Oxford University Press, Delhi, 336 p.
- Anandeswaran A., 1989, *Sathyam Santham Sundaram. Biography of Sri G.K. Sundaram*, Rasakondalu, Coimbatore, 306 p.
- Ananth S., 2007, *The culture of business: a study of the finance business in the Vijayawada region of Andhra Pradesh*, PhD thesis, University of Hyderabad.
- Anderson B., 1983, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, Londres, 160 p.
- Appadurai A., 1988a, Introduction: Place and voice in anthropological theory, *Cultural Anthropology*, 3 (1), 16-20.
- Appadurai A., 1988b, Putting hierarchy in its place, *Cultural Anthropology*, 3 (1), 36-49.

- Arnold D., Jeffrey R., Manor J., 1976, Caste associations in South India: a comparative analysis, *The Indian Economic and Social History Review*, 13 (3), 353-73.
- Aruna P., 2009, Vengidesa and Telangana, in B.R. Prasad (éd.), *Early medieval Andhra Pradesh, AD 624-1000*, Tulika Books, Delhi, 359 p., 177-200.
- Assayag J., 1983, Espaces, lieux, limites. La stratification spatiale du village en Inde du Sud (Karnataka), *Revue Economique et Sociale*, 5, 85-104.
- Assayag J., 1986, Modernisation de la caste et indianisation de la démocratie : le cas des Lingayat, *European Journal of Sociology*, 27, 319-52.
- Assayag J., 1995, *The making of democratic inequality. Caste, class, lobbies and politics in contemporary India (1880-1995)*, Pondy Papers in Social Sciences, Institut Français de Pondichéry, 78 p.
- Assayag J., 1997, Le débat sur l'interprétation de la société indienne, *Historiens & Géographes*, 356, 227-41.
- Assayag, J., 2000, Mysore Narasimhachar Srinivas (1916-1999), *L'Homme*, 156, 7-14.
- Atal Y., 1969, Rural studies: Indian village, in A.R. Desai, *Rural sociology in India*, Popular Prakashan, Bombay, 968 p., 796-804.
- Augé M., 1969, Statut, pouvoir et richesse : relations lignagères, relations de dépendance et rapports de production dans la société alladian, *Cahiers d'études africaines*, 9 (35), 461-81.
- Autheau B., Giraut F. (éds.), 2005, *Le territoire est mort. Vive les territoires !* IRD éditions, Paris, 384 p.
- Baden-Powell B.H., 1892, *The land systems of British India. A manual of the land-tenures and of the systems of land-revenue administration prevalent in the several provinces*, Clarendon Press, Oxford, vol.1, 699 p.
- Baden-Powell B.H., 1899, *The origin and growth of village communities in India*, Swan Sonnenschein, Londres, 155 p.
- Badie B., 1996, La fin des territoires westphaliens, *Géographie et cultures*, 20, 113-8.
- Badie B., 1995, *La fin des territoires*, Fayard, Paris, 273 p.
- Bagchi A.K., 1970, European and Indian entrepreneurship in India, 1900-30, in E.R. Leach, S.N. Mukherjee (éds.), *Elites in South Asia*, Cambridge University Press, Londres, 266 p., 223-56.
- Bagchi A.K., 1975, Some characteristics of industrial growth in India, *Economic and Political Weekly*, 10 (5/6/7), 157-64.

- Bagchi A.K., 1978, Needed: Political economy of British South India (review article of Baker and Washbrook books), *Social Scientist*, 7 (1-2), 95-101.
- Bagchi A.K., 1991, Reflections on the nature of the Indian bourgeoisie, *Social Scientist*, 19 (3/4), 3-18.
- Bahl V., 1997, Relevance (or irrelevance) of Subaltern Studies, *Economic and Political Weekly*, 32 (23), 1333-44.
- Bailey F.G., 1957, *Caste and the economic frontier. A village in highland Orissa*, Manchester University Press, Manchester, 292 p.
- Bailey F.G., 1959, For a sociology of India?, *Contributions to Indian Sociology*, 3, 88-101.
- Baker C. J., 1976, *The politics of South India, 1920-1937*, Vikas Publishing House, Delhi, 363 p.
- Baker C., 1978, Debt and the Depression in Madras, 1929-1937, in C. Dewey et al. (éds.), *The Imperial impact: Studies in the economic history of Africa and India*, Athlone Press, Londres, 409 p., 233-42.
- Baker C., 1984, *An Indian rural economy, 1880-1955. The Tamilnad countryside*, Oxford University Press, Delhi, 616 p.
- Bal G., 2005, Violence, migration and entrepreneurship. Punjab during the Khalistan movement, *Economic and Political Weekly*, 40 (36), 3978-86.
- Balagopal K., 1985, The Karamchedu killings. The essence of NTR phenomenon, *Economic and Political Weekly*, 20 (31), 1298-300.
- Balagopal K., 1986, Anti-reservation, yet once more, *Economic and Political Weekly*, 21 (36), 1572-4.
- Balagopal K., 1987a, Karamchedu: second anniversary, *Economic and Political Weekly*, 22 (23), 1378-81.
- Balagopal K., 1987b, An ideology for the provincial propertied class, *Economic and Political Weekly*, 22 (36/37), 1544-6.
- Balagopal K., 1988a, Rich peasant, poor peasant, *Seminar*, 352, 19-23.
- Balagopal K., 1988b, *Probing in the political economy of agrarian classes and conflicts*, Perspectives, Hyderabad, 230 p.
- Balagopal K., 1989a, Rise of gangsterism in politics, *Economic and Political Weekly*, 24 (5), 227-9.

- Balagopal K., 1989b, A year of 'encounters', *Economic and Political Weekly*, 24 (2), 66-9.
- Balagopal K., 1989c, 'Law and order' on lease, *Economic and Political Weekly*, 24 (24), 1322-4.
- Balagopal K., 1991, Post-Chundur and other Chundurs, *Economic and Political Weekly*, 26 (42), 2399-405.
- Balagopal K., 1999, The Man and the Times, *Economic and Political Weekly*, 34 (26), 1654-8.
- Balagopal K., 2000, A tangled web: subdivision of SC reservation in AP, *Economic and Political Weekly*, 35 (13), 1075-81.
- Balagopal K., 2004, Andhra Pradesh: beyond media images, *Economic and Political Weekly*, 39 (24), 2425-9.
- Balagopal K., 2005, Naxalites in Andhra Pradesh: have we heard the last of the peace talks?, *Economic and Political Weekly*, 40 (13), 1323-9.
- Balagopal K., 2011, *Ear to the ground: Writings on caste and class*, in V. Geetha (éd.), Navayana, Delhi, 487 p.
- Balandier G., 1969, Les relations de dépendance personnelle : présentation du thème, *Cahiers d'études africaines*, 9 (35), 345-49.
- Baliga B.S., 1966, *Madras District Gazetteers, Coimbatore*, Government of Madras, 662 p.
- Banaji J., 1972, For a theory of colonial modes of production, *Economic and Political Weekly*, 7 (52), 2498-502.
- Bandyopadhyay D., 2001, Andhra Pradesh: looking beyond Vision 2020, *Economic and Political Weekly*, 36 (11), 900-3.
- Bandyopadhyay S., 2004, *Caste, culture and hegemony. Social dominance in colonial Bengal*, Sage, Delhi, 252 p.
- Banerjee A., 2009, Peasant classes under neoliberalism: a class analysis of two states, *Economic and Political Weekly*, 44 (15), 49-57.
- Barber B., 1957, *Social stratification, a comparative analysis of structure and process*, Harcourt, Brace & World New York, 540 p.
- Barbora S. et al., 2008, Migration matters in South Asia: commonalities and critiques, *Economic and Political Weekly*, 43 (24), 57-65.

- Bardhan P. (éd.), 1989, *Conversations between economists and anthropologists. Methodological issues in measuring economic change in rural India*, Oxford University Press, Delhi, 288 p.
- Bardhan P., 1970, Green Revolution and agricultural labour, *Economic and Political Weekly*, 5 (29/31), 1239-46.
- Bardhan P., 1982, Agrarian class formation in India, *Journal of Peasant Studies*, 10, 73-94.
- Bardhan P., 1998, *The political economy of development in India*, Oxford University Press, Delhi, 118 p.
- Baru B., 2000, Economic policy and the development of capitalism in India: the role of regional capitalists and political parties, in F.R. Frankel et al. (éds), *Transforming India. Social and political dynamics of democracy*, Oxford University Press, Delhi, 443 p., 207-29.
- Baru R., 1994, *Some aspects of the private sector in medical care and its interrelationship with the public sector: a study of Hyderabad-Secunderabad*, PhD thesis, Jawaharlal Nehru University, Delhi.
- Baru S., 2007, The local and the global in Hyderabad's development, *Economic and Political Weekly*, 42 (43), 31-6.
- Bayly S., 1999, *Caste, society and politics in India from the eighteenth century to the modern age*, Cambridge University Press, Cambridge, 412 p.
- Bebbington A., 1997, Social capital and rural intensification: local organizations and islands of sustainability in the rural Andes, *The Geographical Journal*, 163 (2), 189-97.
- Beck B. (éd.), 1979, *Perspectives on a regional culture. Essays about the Coimbatore area of South India*, Vikas Publishing House, Delhi, 211 p.
- Beck B., 1972, *Peasant society in Konku. A study of right and left subcastes in South India*, University of British Columbia Press, Vancouver, 334 p.
- Beidelman T., 1959, *A comparative analysis of the jajmani system*, Monographs of the Association for Asian Studies, 8, New York, 86 p.
- Benbabaali D., 2009, Importing new cultures into the city: the role of Kamma migrants in the development of Andhra culture in Hyderabad, in G. Reddy (éd.), *Emerging urban transformations. Multilayered cities and urban systems*, International Geographical Union, Urban geography Commission, Hyderabad, 689-700.
- Benbabaali D., 2010, « Andhra Pradesh », « mobilité sociale », in F. Landy (éd.), *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*, Armand Colin, Paris, 566 p., 41-3, 334-5.

- Benbabaali D., 2010, Entre villages du delta et HITEC City : mobilité socio-spatiale des Kamma d'Andhra Pradesh, *Purusartha*, 28, Editions de l'EHESS, Paris, 105-33.
- Benbabaali D., 2010, Les conflits de caste en Andhra côtier, in L. Baixas, L. Dejouhanet, P.-Y. Trouillet, (éds.), *Conflit et rapports sociaux en Asie du Sud*, L'Harmattan, Paris, 157-72.
- Benbabaali D., 2012, Review of Berti D., Tarabout G. (eds), *Territory, soil and society in South Asia*. New Delhi, Manohar, 2009, *Contributions to Indian Sociology*, 46 (1/2), 239-41.
- Bernstorff D., 1973, Eclipse of "Reddy-Raj"? The Attempted Restructuring of the Congress Party Leadership in Andhra Pradesh, *Asian Survey*, 13 (10), 959-79.
- Bernstorff D., Gray H. (éds.), 1998, *The kingmakers. Politicians and politics in Andhra Pradesh*, Har Anand, Delhi, 214 p.
- Berremen G., 1971, The Brahmanical view of caste, *Contributions to Indian sociology*, 5 (1), 16-23.
- Berremen G., 1993, *Hindus of the Himalayas. Ethnography and change*, Oxford University Press, Delhi, 440 p.
- Berti D., 2009, Divine jurisdictions and forms of government in Himachal Pradesh, in D. Berti et G. Tarabout (éds.), *Territory, soil and society in South Asia*, Manohar, Delhi, 379 p., 311-39.
- Berti D., Tarabout G. (éds.), 2009, *Territory, soil and society in South Asia*, Manohar, Delhi, 379 p.
- Besley T., Burgess R., 1998, *Land reform, poverty reduction and growth: evidence from India*, Development Economics Discussion Paper 3, London School of Economics, Londres.
- Béteille A., 1964, A note on the referents of castes, *Archives européennes de sociologie*, 5, 130-4.
- Béteille A., 1965, *Caste, class and power. Changing patterns of stratification in a Tanjore village*, University of California Press, Berkeley, 238 p.
- Béteille A., 1969, Caste and politics in Tamilnad, in *Castes: old and new. Essays in social structure and social stratification*, Asia Publishing House, Bombay, 254 p., 152-96.
- Béteille A., 1969, *Castes: old and new. Essays in social structure and social stratification*, Asia Publishing House, Bombay, 254 p.
- Béteille A., 1972, The tribulations of field work, *Economic and Political Weekly*, 7 (31/33), 1509-16.

- Béteille A., 1974, *Studies in agrarian social structure*, Oxford University Press, Delhi, 206 p.
- Béteille A., 1980, The Indian village: past and present, in E.J. Hobsbawm et al. (éds.), *Peasants in history: essays in honour of Daniel Thorner*, Oxford University Press, Calcutta, 319 p., 107-20.
- Bhaduri A., 1984, *The economic structure of backward agriculture*, Macmillan, Delhi, 151 p.
- Bhandari L., Kale S. (éds.), 2007, *Indian States at a glance, 2006-2007: Andhra Pradesh. Performances, facts and figures*, Pearson Education, Delhi, 124 p.
- Bharadwaj K., 1985, A view on commercialisation in Indian agriculture and the development of capitalism, *Journal of Peasant Studies*, 12 (4), 7-25.
- Bhaskar T.L.S., 2000, *The Telugu diaspora in the United States*, Working Paper, Center for Global International and Regional Studies, University of California, Santa Cruz, 72 p.
- Bhatt A., 1977, *Dominant caste and political process*, in M.N. Srinivas (éd.), *Dimensions of social change in India*, Allied Publishers, Bombay, 518 p., 297-319.
- Bhattacharyya D. et al., 2004, *Interrogating social capital. The Indian experience*, Sage, Delhi, 335 p.
- Bonnemaïson J., 1981, Voyage autour du territoire, *L'Espace géographique*, 4, 249-62.
- Boogaart T.A., 2001, The power of place: from semiotics to ethnogeography, *Middle States Geographer*, 34, 38-47.
- Bose P.K., 1981, Social mobility and caste violence. A study of the Gujarat riots, *Economic and Political Weekly*, 16 (16), 713-6.
- Bottomore T., 1993, *Elites and society*, Routledge, Londres, 144 p.
- Bouglé C., 1935, *Essai sur le régime des castes*, Presses Universitaires de France, Paris, 176 p.
- Bourdieu P., 1979a, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Les Editions de Minuit, Paris, 670 p.
- Bourdieu P., 1979b, Les trois états du capital culturel, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 30, 3-6.
- Bourdieu P., 1980a, L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 35, 63-72.
- Bourdieu P., 1980b, Le capital social, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31, 2-3.

- Brabant J.-M., 1977, Des réponses aux questions de Michel Foucault, *Hérodote*, 6, 12-4.
- Brass P., 1965, *Caste, faction and party in Indian politics*, vol II, Election studies, Chanakya Publications, Delhi, 325 p.
- Brass T. (éd.), 1995, *New farmers' movements in India*, Frank Cass, Ilford, 290 p.
- Breman J. et al. (éds.), 1997, *The village in Asia revisited*, Oxford University Press, Delhi, 450 p.
- Breman J., 1978, Seasonal migration and cooperative capitalism: crushing of cane and of labour by sugar factories in Bardoli, *Economic and Political Weekly*, 13 (31/33), 1317-60.
- Breman J., 1985, *Of peasants, migrants and paupers. Rural labour circulation and capitalist production in West India*, Oxford University Press, Delhi, 472 p.
- Breman J., 1996, *Footloose Labour: Working in the Indian Informal Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, 278 p.
- Breman J., Guérin I., Prakash A. (éds.), 2009, *India's unfree workforce: Of bondage old and new*, Oxford University Press, Delhi, 399 p.
- Brisset E., 1995, *Organisation sociale et culture économique de la communauté Naidu à Coimbatore*, mémoire de maîtrise, Université de Paris 10-Nanterre, 125 p.
- Bronger D., 1975, Jajmani system in Southern India, *Journal of Indian anthropological society*, 10, 1-38.
- Brown C.P., 1985, *Telugu-English dictionary*, Asian Educational Services, Delhi, 506 p.
- Brunet R., Dollfus O., 1990, *Mondes nouveaux*, Géographie Universelle, Hachette/Reclus, Paris, 551 p.
- Buttimer A., 1969, Social space in interdisciplinary perspective, *Geographical Review*, 59, 417-26.
- Buttimer A., 1980, Social space and the planning of residential areas, in A. Buttimer, D. Seamon (éds.), *The human experience of space and place*, Croom Helm, Londres, 211 p., 21-54.
- Byres T.J., 1981, The new technology, class formation and class action in the Indian countryside, *Journal of Peasant Studies*, 8 (4), 405-54.
- Cabalion J., 2011, Maoïsme et lutte armée en Inde contemporaine, *La vie des idées*, [en ligne].

- Cadène P., 1993, Réseaux économiques et territoires de l'identité : les migrations de travail et les relations de mariage d'une communauté marchande dans une petite ville indienne, *Cahiers des sciences humaines*, 29 (2/3), 443-63.
- Cadène P., Vidal D. (éds.), 1997, *Webs of trade. Dynamics of business communities in Western India*, Manohar, Delhi, 196 p.
- Cadène P., Vidal D., 1997, Kinship, credit and territory: dynamics of business communities in Western India, in *Webs of trade. Dynamics of business communities in Western India*, Manohar, Delhi, 196 p., 10-22.
- Cantrelle P., Dupire M., 1964, L'endogamie des Peul du Fouta-Djallon, *Population*, 3, 529-58.
- Carr M.W., 1998, *A collection of telugu proverbs (Andhra lokokti chandrihaseshamu)*, Asian Educational Service, 487 p.
- Carroll L., 1977, "Sanskritization," "Westernization," and "Social Mobility": a reappraisal of the relevance of anthropological concepts to the social historian of Modern India, *Journal of Anthropological Research*, 33 (4), 355-71.
- Carroll L., 1978, Colonial perceptions of Indian society and the emergence of caste(s) associations, *Journal of Asian Studies*, 37 (2), 233-50.
- CESS (Centre for Economic and Social Studies), 2005, *Agrarian distress and farmers' suicides in India*, actes de colloque, Université Acharya Nagarjuna, Guntur, 24-26 fév., Hyderabad.
- Chailleux J.-Y., 1975, Les castes dominantes du village de Peravali face à la modernisation de l'agriculture (Andhra Pradesh), *Purusartha*, 1, 17-30.
- Chakraborty D. et al., 2006, Atrocities on Dalits. What the district level data say on society-state complicity, *Economic and Political Weekly*, 41 (24), 2478-81.
- Chaléard J.-L., Dubresson A., 1989, Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire, in *Tropiques, lieux et liens. Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, ORSTOM, Paris, 620 p., 277-90.
- Chambard J.-L., 1975, Les commencements d'une histoire agraire : implantation des castes dominantes dans un village de l'Inde centrale où le défrichement date du XVI^e siècle, *Purusartha*, 1, 5-15.
- Chambard J.-L., 1980, *Atlas d'un village indien : Piparsod, Madhya Pradesh*, Mouton, Paris, 186 p., 66 planches.
- Chambard J.-L., 1994, Les violences d'un village hindou. Suicide de femme chez les Barbiers et « violences légitimes » des dominants en Inde centrale, *Purusartha*, 16, 61-80.

- Chandralata, 1997, *Regadi vittulu [Seeds of black soil]*, Pravardhana Publications, Hyderabad, 420 p.
- Chandrasekhar C.P., Ghosh J., 2004, The continuing possibilities of land reform, 23 nov., *Business Line*.
- Chatterjee P., 1989, Caste and subaltern consciousness, *Subaltern Studies*, 6, 169-209.
- Chatterjee P., 2002, Land reform in India : necessary but not sufficient to fight poverty, *Development and Cooperation*, 2, 21-2.
- Chaudari K.R., 1984, *Gandikota yuddham*, Kammajana Sevasamiti, Guntur, 388 p.
- Chauhan S.K., 1975, The concept of dominant caste – A reappraisal, *ICSSR Research Abstracts Quarterly*, 4 (3/4), 60-73.
- Chhotray V., 2004, The negation of politics in participatory development projects, Kurnool, Andhra Pradesh, *Development and change*, 35 (2), 327-52.
- Chindarkar N., 2007, A comparative analysis of farmers' suicides in Andhra Pradesh, India, *Methodological Innovations Online*, 2 (2), 6-19.
- Chithelen I., 1981, Sugar cooperatives in Maharashtra, *Social Scientist*, 9 (5/6), 55-61.
- Chithelen I., 1985, Origins of cooperative sugar industry in Maharashtra, *Economic and Political Weekly*, 20 (14), 604-12.
- Chiva I. et al. (éds.), 1992, *De village en village. Espaces communautaires en développement*, Presses Universitaires de France, Paris, 236 p.
- Chivallon C., 2003, Une vision de la géographie sociale et culturelle en France, *Annales de géographie*, 112 (634), 646-57.
- Choudary H.N., 2006, *A profile of Kamma political elite (Andhra Pradesh)*, Rajya Lakshmi Publications, Hyderabad, 314 p.
- Chowdary K.B., 1939, *Kammavari charitramu*, publié par l'auteur, Tenali, 3 vols.
- Chowdary K.B., 1954, *A brief history of the Kammas*, Sangam Jagarlamudi, Guntur, 128 p.
- Chowdary T.H., 2002, Information technology for development: necessary conditions, *Economic and Political Weekly*, 37 (38), 3386-9.
- Chowdary T.H., 2003, Land gave Kammas a chance, education brought them power, *The New Sunday Express*, 5 jan.
- Chowdhry P., 2009, 'First our jobs then our girls': the dominant caste perceptions on the 'rising' Dalits, *Modern Asian Studies*, 43 (2), 437-79.

- Chua C., 1986, Development of capitalism in Indian agriculture: Gujarat, 1850-1900, *Economic and Political Weekly*, 21 (48), 2092-99.
- Claval P., 1978, *Espace et pouvoir*, Presses Universitaires de France, Paris, 257 p.
- Claval P., Mukhia H., Racine J.-L., 2000, Lieux, espaces et territorialité en Inde : une approche culturelle, *Géographie et cultures*, 35, 3-11.
- Cohn B., 1975, Changing traditions of a low caste, in M. Singer (éd.), *Traditional India: structure and change*, Rawat, Jaipur, 332 p., 207-15.
- Cohn B. (éd.), 1987, *An anthropologist among the historians and other essays*, Oxford University Press, Delhi, 682 p.
- Cohn B., 1987, The census, social structure and objectification in South Asia, in B. Cohn (éd.), *An anthropologist among the historians and other essays*, Oxford University Press, Delhi, 682 p., 224-54.
- Coleman J., 1988, Social capital in the creation of human capital, *American Journal of Sociology*, 94, S95-S120.
- Collignon B., 1998, Quelques remarques à propos de la géographie culturelle, *Cybergeo : European Journal of Geography*, [en ligne], <http://cybergeo.revues.org/5315>
- Conlon F., 1977, *A caste in a changing world. The Chitrapur Saraswat Brahmins, 1700-1935*, Thomson Press, Delhi, 255 p.
- Coquery-Vidrovitch C., 1981, Les structures du pouvoir et la communauté rurale pré-coloniale, *Revue canadienne des études africaines*, 15 (3), 443-9.
- Dahiwale S.M. (éd.), 2005, *Understanding Indian Society: the non-Brahmanic perspective*, Rawat, Jaipur, 266 p.
- Dahiwale S.M., 1995, Consolidation of Maratha dominance in Maharashtra, *Economic and Political Weekly*, 30 (6), 336-42.
- Damodaran H., 2008, *India's new capitalists: Caste, business, and industry in a modern nation*, Permanent Black, Ranikhet, 341 p.
- Daniel E.V., 1984, *Fluid signs. Being a person the Tamil way*, University of California Press, Berkeley, 320 p.
- Dardel E., 1990, *L'Homme et la terre : nature de la réalité géographique*, CTHS, Paris, 200 p.
- Dasgupta B. (éd.), 1978, *Village studies in the Third World*, Hindustan, Delhi, 225 p.

- De Haan A., 1999, Livelihoods and poverty: the role of migration - a critical review of the migration literature, *Journal of Development Studies*, 36 (2), 1-47.
- De Haan A., Rogaly B. (éds.), 2002, Special issue: Labour mobility and rural society, *Journal of Development Studies*, 38 (5).
- De Haas H., 2006, *Turning the tide? Why 'development instead of migration' policies are bound to fail*, International Migration Institute, Oxford, Working Paper 2, 38 p.
- De Melo Z., 2011, *La question du Telangana. Vers une nouvelle organisation des Etats de l'Union indienne*, mémoire de Master, Institut d'études politiques, Paris, 108 p.
- De Souza M.J.L., 1995, O território : sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento, in I.E. Castro et al. (éds.), *Geografia : conceitos e temas*, Betrand Brasil, Rio de Janeiro, 353 p., 77-116.
- Debarbieux B., 1995, Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique, *L'Espace géographique*, 2, 87-112.
- Debarbieux B., 1999, Le territoire : histoires en deux langues. *A bilingual (his-)story of territory*, in C. Chivallon et al. (éds.), *Discours scientifique et contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne*, MSHA, Bordeaux, 330 p., 33-46.
- Debarbieux B., 2009, Territoire-territorialité-territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain..., in M. Vanier M. (éd.), *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 228 p., 19-30.
- Deleury G., 1991, *Les Indes florissantes. Anthologie des voyageurs français (1750-1820)*, Robert Laffont, Paris, 1064 p.
- Deliège R., 1988, *Les Paraiyars du Tamil Nadu*, Steyler Verlag, Nettetal, 306 p.
- Deluz A., 1965, Villages et lignages chez les Guro de Côte d'Ivoire, *Cahiers d'Etudes Africaines*, 19, 388-452.
- Derné S., 1990, The Kshatriya view of caste: a discussion of Raheja's *The poison in the gift*, *Contributions to Indian Sociology*, 24 (2), 259-63.
- Deshingkar P., Farrington J., 2009, *Circular migration and multilocal livelihood strategies in rural India*, Oxford University Press, Delhi, 320 p.
- Deshingkar P., Grimm S., 2004, *Voluntary internal migration: an update*, DFID, Overseas Development Institute, Londres, 46 p.
- Deshingkar P., 2004, *Understanding the implications of migration for pro-poor agricultural growth*, Issues Paper, Overseas Development Institute, Londres.

- Deshingkar P., Start D., 2003, *Seasonal migration for livelihoods in India : coping, accumulation and exclusion*, Working Paper 220, Overseas Development Institute, Londres, 31 p.
- Deshpande P., 2007, *Creative pasts. Historical memory and identity in Western India, 1700-1960*, Permanent black, Ranikhet, 308 p.
- Deshpande S., 2007, Fashioning a postcolonial discipline. M.N. Srinivas and Indian sociology, in P. Uberoi et al. (éds.), *Anthropology in the East. Founders of Indian sociology and anthropology*, Permanent Black, Delhi, 552 p., 496-536.
- Dewey C., 1972, Images of the village community: a study in Anglo-Indian ideology, *Modern Asian Studies*, 6 (3), 291-328.
- Dhanagare D.N., 1974, Social origins of the peasant insurrection in Telangana (1946-51), *Contributions to Indian Sociology*, 8, 109-34.
- Dhanagare D.N., 1988, Subaltern consciousness and populism: two approaches in the study of social movements in India, *Social Scientist*, 16 (11), 18-35.
- Di Méo G., 1998a, *Géographie sociale et territoire*, Nathan, Paris, 317 p.
- Di Méo G., 1998b, De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie, *L'information géographique*, 3, 99-110.
- Dirks N.B., 1987, *The hollow crown. Ethnohistory of an Indian kingdom*, Cambridge University Press, Cambridge, 460 p.
- Dirks N.B., 1996, Recasting Tamil society: the politics of caste and race in contemporary Southern India, in C.J. Fuller (éd.), *Caste today*, Oxford University Press, Oxford, 295 p., 263-295.
- Dirks N.B., 2001, *Castes of Mind. Colonialism and the making of modern India*, Permanent Black, Delhi, 372 p.
- Dorin B. et al., 2000, *Le patronat en Inde. Contours sociologiques des acteurs et des pratiques*, Centre de Sciences Humaines, Delhi, 105 p.
- Dorin B., Landy F., 2002, *Agriculture et alimentation en Inde. Les vertes années (1947-2001)*, INRA, Paris, 248 p.
- Dube S., 2007, Ties that bind. Tribe, village, nation, and S.C. Dube, in P. Uberoi et al. (éds.), *Anthropology in the East. Founders of Indian sociology and anthropology*, Permanent Black, Delhi, 552 p., 444-95.
- Dube S.C., 1955, *Indian village*, Routledge and Kegan Paul Ltd, Londres, 248 p.

- Dube S.C., 1968, Caste dominance and factionalism, *Contributions to Indian Sociology*, 2, 58-81.
- Dumont L., 1957, *Une sous-caste de l'Inde du Sud. Organisation sociale et religion des Pramalai Kallar*, Mouton, Paris, 460 p.
- Dumont L., 1964, La « communauté de village » de Munro à Maine, in *La civilisation indienne et nous*, Armand Colin, Paris, 142 p., 111-41.
- Dumont L., 1979, *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Gallimard, Paris, 449 p.
- Dumont L., Pocock D., 1957a, For a sociology of India, *Contributions to Indian Sociology*, 1, 9-22.
- Dumont L., Pocock D., 1957b, Village studies, *Contributions to Indian Sociology*, 1, 23-41.
- Dupont V., Guilmoto C.Z., 1993, Mobilités spatiales et urbanisation. Théories, pratiques et représentations, *Cahiers des Sciences Humaines*, 29 (2-3) : 279-94.
- Dupont V., Landy F. (éds.), 2010, *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Purusartha, 28, Editions de l'EHESS, Paris, 340 p.
- Dupont V., Landy F., 2003, Ségrégation et territoire. De quoi parle-t-on ? Réflexions à partir des expériences indiennes et sud-africaines, in P. Gervais-Lambony, F. Landy, S. Oldfield (éds.), *Espaces arc-en-ciel : identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, Paris, 369 p., 41-68.
- Dupont V., Lelièvre E., 1993, De la navette à la migration en ville. Stratégies de mobilité dans l'ouest de l'Inde, *Cahiers des Sciences Humaines*, 29 (2-3) : 465-83.
- Dupont V., 2004, Socio-spatial differentiation and residential segregation in Delhi: a question of scale?, *Geoforum* 35 (2), 157-88.
- Dutt K.I., 1926, Kamma commanders of the Vijayanagara armies, *Journal of the Andhra Historical Society*, 20 (6), 239-44.
- Duvvury N., 1985, Tobacco trading and forms of market organization: a case study of Guntur district, in K.N. Raj (éd.), *Essays on the commercialization of Indian agriculture*, 354 p., 273-305.
- Duvvury N., 1986, Commercial capital and agrarian relations. A study of Guntur tobacco economy, *Economic and Political Weekly*, 21 (30), PE 46-57.
- Economic and Political Weekly, 1969, Telengana and caste, *Economic and Political Weekly*, 4 (10), 455-6.

- Economic and Political Weekly, 1983, Casteism through Elections, *Economic and Political Weekly*, 18 (7), 213-5.
- Eisenstadt S.N., 1970, Prologue: some remarks on patterns of change in traditional and modern India, in K. Ishwaran (éd.), *Change and continuity in India's villages*, Columbia University Press, New York & Londres, 296 p., 21-35.
- Elissalde B., 2002, Une géographie des territoires, *L'Information géographique*, 3, 193-205.
- Elliott C., 1972, *Participation in an expanding polity: a study of Andhra Pradesh*, PhD thesis, Harvard University.
- Elliott C., 1974, Decline of a patrimonial regime: the Telangana rebellion in India, 1946-51, *Journal of Asian Studies*, 34 (1), 27-47.
- Elliott C., 1995, Caste and faction among the dominant caste : the Reddis and Kammas of Andhra, in R. Kothari (éd.), *Caste in Indian politics*, Hyderabad, Orient Longman, 380 p., 129-71.
- Elliott C. (éd.), 2006, *Civil society and democracy. A reader*, Oxford University Press, Delhi, 520 p.
- Epstein T.S., 1962, *Economic and social change in South India*, Manchester University Press, Manchester, 353 p.
- Epstein T.S., 1970, Productive efficiency and customary systems of rewards in rural South India, in R. Firth (éd.), *Themes in economic anthropology*, Routledge, Londres, 304 p., 229-52.
- Epstein T.S., 2003, Forty years of change in rural South India, *Journal of Social and Economic Development*, 5 (1), 1-16.
- Evans-Pritchard E.E., 1994, *Les Nuer. Description des modes de vie et des institutions politiques d'un peuple nilote*, Gallimard, Paris, 312 p.
- Eyles J., 1986, *Social geography in international perspective*, Croom Helm, Londres, 295 p.
- Fact finding team, 1985, *Karamchedu, July 17, 1985*, Salaha, Hyderabad.
- Fall J., 2007, Catalysts and converts: sparking interest for Foucault among Francophone geographers, in J.W. Crampton, S. Elden (éds.), *Space, knowledge and power. Foucault and geography*, Ashgate, Aldershot, 377 p., 107-28.
- Fay C., 2000, La décentralisation dans un Cercle (Tenenkou, Mali), *Autrepart*, 14, 121-42.
- Feldhaus A., 2003, *Connected places. Region, pilgrimages and geographical imagination in India*, Palgrave MacMillan, New York, 322 p.

- Femia J., 1975, Hegemony and consciousness in the thought of Antonio Gramsci, *Political Studies*, 23 (1), 29-48).
- Ferrier J.-P., 1984, *Antée 1. La géographie, ça sert d'abord à parler du territoire, ou le métier des géographes*, Edisud, Aix-en-Provence, 254 p.
- Fine B., 1999, The developmental state is dead – long live social capital?, *Development and Change*, 30, 1-19.
- Forrester D.B., 1970, Subregionalism in India: The case of Telangana, *Pacific Affairs*, 43 (1), 5-21.
- Foster A., M.R. Rosenzweig, 1995, Learning by doing and learning from others: human capital and technical change in agriculture, *Journal of Political Economy*, 103, 1176-1209.
- Foucault M., 1976a, *La volonté de savoir*, Gallimard, Paris, 211 p.
- Foucault M., 1976b, Questions à Michel Foucault sur la géographie, *Hérodote*, 1, 71-84.
- Foucault M., 1980, *Power/Knowledge : Selected interviews and other writings : 1972 - 1977*, in Gordon (éd.), Harvester Press, Brighton, 270 p.
- Foucault M., 1984, Pourquoi étudier le pouvoir : la question du sujet, in H. Dreyfus et P. Rabinow, *Michel Foucault. Un parcours philosophique au-delà de l'objectivité et de la subjectivité*, Gallimard, Paris, 366 p., 296-321.
- Foucault M., 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Gallimard, Paris, 435 p.
- Fourny M.-C., 2008, Recension de *Ces lieux qui nous habitent. Identité et territoires, territoires des identités*, sous la direction de F. Guérin-Pace et E. Filippova, *Géocarrefour*, 84 (1/2), 42-3.
- Frankel F. R., 1971, *India's Green Revolution. Economic gains and political costs*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 232 p.
- Frankel F.R., 1989, Introduction, in F.R. Frankel, M.S.A. Rao (éd.), *Dominance and State power in modern India. Decline of a social order*, Oxford University Press, Delhi, vol.1, 443 p., 1-20.
- Frankel F.R. et al. (éds.), 2000, *Transforming India. Social and political dynamics of democracy*, Oxford University Press, Delhi, 443 p.
- Frankel F.R., 2005, *India's political economy 1947-2004. The gradual revolution*, Oxford University Press, Delhi, 819 p.

- Freebairn D.K., 1995, Did the Green Revolution concentrate incomes ? A quantitative study of research reports, *World Development*, 23 (2), 265-79.
- Frykenberg R.E. (éd.), 1979, *Land control and social structure in Indian history*, Manohar, Delhi, 277 p.
- Frykenberg R.E., 1965, *Guntur District 1788-1848. A history of local influence and central authority in South India*, Clarendon Press, Oxford, 294 p.
- Frykenberg R.E., 1977, Company Circari in the Carnatic, 1799-1859: the inner logic of political systems in India, in R.G. Fox (éd.), *Realm and region in traditional India*, Vikas, Delhi, 307 p., 117-64.
- Frykenberg R.E., 1984, The Silent Settlement in South India, 1793-1853: an analysis of the role of Inams in the rise of the Indian Imperial system, in R.E. Frykenberg (éd.), *Land tenure and peasant in South Asia*, Manohar, Delhi, 312 p., 37-53.
- Fukazawa H., 1998, *The medieval Deccan. Peasants, social systems and states. Sixteenth to eighteenth centuries*, Oxford University Press, 253 p.
- Fuller C.J., 1989, Misconceiving the grain heap: a critique of the Indian jajmani system, in J. Parry et M. Bloch (éds.), *Money and the morality of exchange*, Cambridge University Press, Cambridge, 279 p., 33-63.
- Fuller C.J. (éd.), 1996, *Caste today*, Oxford University Press, Oxford, 295 p.
- Fürer-Haimendorf C. von, 1979, *The Gonds of Andhra Pradesh: tradition and change in an Indian tribe*, Vikas, Delhi, 569 p.
- Gaborieau M., 1977, Systèmes traditionnels des échanges de services spécialisés contre rémunérations dans une localité du Népal central, *Purusartha*, 3, 3-70.
- Gadgil D.R., 1933, *Industrial evolution of India in recent times*, Oxford University Press, Londres, 327 p.
- Gadgil M., Guha R., 1995, *Ecology and equity: the use and abuse of nature in contemporary India*, Routledge, Londres & New York, 213 p.
- Gallais J., de Golbéry L., 1972, *Villages d'Inde centrale. Andhra Pradesh. Etude graphique*, Université de Rouen, Rouen, 54 p., 33 planches cartographiques, 5 planches photographiques.
- Gandhi M., 1947, *India of my dreams*, Navajivan Trust, Ahmedabad, 344 p.
- Gardner K., Osella F., 2003, Migration, modernity and social transformation in South Asia: an introduction, *Contributions to Indian Sociology*, 37 (1/2), xi-xlvi.

- Gardner P., 1968, Dominance in India: a reappraisal, *Contributions to Indian Sociology*, 2, 82-97.
- Gellner D., 1982, Max Weber, capitalism and the religion of India, *Sociology*, 16 (4), 526-43.
- Gervais-Lambony P., Landy F., Oldfield S. (éds.), 2003, *Espaces arc-en-ciel : identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, Paris, 369 p.
- Ghosh A., 1979, Caste idiom for class conflict, *Economic and Political Weekly*, 14 (5), 184-6.
- Ghosh A., 1980, Caste collisions, *Seminar*, 250, 26-8.
- Ghurye G.S., 1969, *Caste and race in India*, Popular Prakashan, Bombay, 493 p.
- Gidwani V., 2008, *Capital, interrupted. Agrarian development and the politics of work in India*, Permanent Black, Ranikhet, 337 p.
- Gidwani V., Sivaramakrishnan K., 2003, Circular migration and rural cosmopolitanism in India, *Contributions to Indian Sociology*, 37 (1/2), 339-67.
- Gillion K., 1968, *Ahmedabad: a study in Indian urban history*, University of California Press, Berkeley, 195 p.
- Good A., 1982, The actor and the act: categories of prestation in South India, *Man*, 17 (1), 23-41.
- Gopal A., 1978, *Kamma dialect of telugu*, 1978, Annamalai University, Madras, 120 p.
- Gordon S., 1993, *The Marathas, 1600-1818*, Cambridge University Press, Cambridge, 195 p.
- Gottmann J., 1973, *The significance of territory*, University Press of Virginia, Charlottesville, 169 p.
- Gough K., 1955, The social structure of a Tanjore village, in M. Marriott (éd.), *Village India*, University of Chicago Press, Chicago, 276 p., 37-53.
- Gough K., 1960a, Review of *A comparative analysis of the jajmani system* by Beidelman, *Economic development and cultural change*, 9 (1), 83-91.
- Gough K., 1960b, The social structure of a Tanjore village, in M.N. Srinivas (éd.), *India's villages*, Asia Publishing House, Bombay, 222 p., 90-102.
- Gough K., 1979, Dravidian kinship and modes of production, *Contributions to Indian Sociology*, 13 (2), 265-91.
- Gould H.A., 1964, A jajmani system of North India: its structure, magnitude and meaning, *Ethnology*, 3 (1), 12-41.

- Gould H.A., 1967, Priest and contrapriest : a structural analysis of jajmani relationships in the Hindu plains and the Nilgiri Hills, *Contributions to Indian sociology*, 1 (1), 26-55.
- Gould H.A., 1990, The Indian village. A sociological perspective, in *Politics and caste*, Chanakya, Delhi, 424 p., 163-90.
- Government of Andhra Pradesh, 1999, *Andhra Pradesh : Vision 2020*, Hyderabad.
- Government of India, 1921, *Census of India : Madras, XIII, part 1*, Madras.
- Government of India, 1964a, *Census of India 1961*, vol.IX, Madras, Part X-i, *District Census Handbook. Coimbatore*, vol.1, Madras, Government Press, 407 p.
- Government of India, 1964b, *Census of India 1961, Village survey monographs, Monograph n°20: Maredumaka village, Vijayawada taluk, Krishna district*, vol.2, Andhra Pradesh, part VI, Hyderabad.
- Government of India, 2010, *Committee for consultation on the situation in Andhra Pradesh*, Ministry of Home Affairs, Delhi, 461 p.
- Government of Mysore, 1970, *Mysore State Gazetteer. Raichur district*, Bangalore, Government Press, 790 p.
- Government of Mysore, 1972, *Mysore State Gazetteer. Bellary district*, Bangalore, Government Press, 794 p.
- Gramsci A., 1996, *Cahiers de prison*, Gallimard, Paris, 710 p.
- Grandcolas D., 2006, *Pêcheurs, Etat et mondialisation. Stratégies des populations locales et gestion des ressources naturelles. Le cas du delta de la Godavari, Inde du Sud*, thèse de doctorat, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 316 p.
- Gray H., 1970, The landed gentry of Telangana, Andhra Pradesh, in E.R. Leach et S.N. Mukherjee (éds.), *Elites in South Asia*, Cambridge University Press, Londres, 266 p., 119-35.
- Gray H., 1971, The demand for a separate Telengana State in India, *Asian Survey*, 11 (5), 463-74.
- Gray H., 1974, The failure of the demand for a separate Andhra State, *Asian Survey*, 14 (4), 338-49.
- Gudavarthy A., Vijay G., 2004, Andhra Pradesh: some contemporary trends, *Economic and Political Weekly*, 39 (16), 1571-4.
- Guha R., 1982, On some aspects of the historiography of colonial India, *Subaltern Studies*, 1, 1-8.

- Guha R., 1989, Dominance without hegemony and its historiography, *Subaltern Studies*, 6, 210-309.
- Guha R., 1998, *Dominance without hegemony. History and power in colonial India*, Oxford University Press, Delhi, 245 p.
- Guha R., 2007, Adivasis, Naxalites and Indian Democracy, *Economic and Political Weekly*, 42 (32), 3305-12.
- Guilmoto C.Z., 1992, *Un siècle de démographie tamoule. L'évolution de la population du Tamil Nadu de 1871 à 1981*, CEPED, Paris, 167 p.
- Guilmoto C.Z., Sandron F., 2000, La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement, *Population*, 1, 105-35.
- Guilmoto C.Z., Sandron F., 2003, *Migration et développement*, La Documentation Française, Paris, 142 p.
- Gupta A., Ferguson J., 1992, Beyond "culture": space, identity, and the politics of difference, *Cultural Anthropology*, 7 (1), 6-23.
- Gupta D. (éd.), 2004, *Caste in question. Identity or hierarchy ?*, Contributions to Indian Sociology, Occasional Studies 12, Sage, Delhi, 255 p.
- Gupta S. K., 1996, *A foot in the door of the Indian Civil Service, 1859-1943*, Papyrus, Calcutta, 62 p.
- Gupta S., Chappuis A., Tucker S.P., 2011, *Water resources of Andhra Pradesh*, IWMI, Hyderabad, 308 p.
- Guru G., 1993, Dalit movement in mainstream sociology, *Economic and Political Weekly*, 28 (14), 570-3.
- Guru G., 1994, Understanding violence against Dalits in Marathwada, *Economic and Political Weekly*, 29 (9), 469-72.
- Habib I., 1963, *Agrarian systems of Mughal India*, Asia Publishers, Bombay, 453 p.
- Hampshire K., 2002, Fulani on the move: migration in the Sahel as a social process, *Journal of Development Studies*, 38 (5), 15-36.
- Haragopal G., 1985, A socio-economic study of modern Andhra, *Social Science Probings*, mars, 37-77.
- Hardgrave R., 2006, *The Nadars of Tamilnad. The political culture of a community in change*, Manohar, Delhi, 314 p.

- Hardgrove A., 2004, *Community and public culture. The Marwaris in Calcutta*, Oxford University Press, Delhi, 309 p.
- Hardiman D., 1976, Politicisation and agitation among dominant peasants in early twentieth century India, *Economic and Political Weekly*, 11 (9), 365-70.
- Hardiman D., 1982, The Indian 'faction': a political theory examined, *Subaltern Studies*, 1, 198-231.
- Hardiman D., 2004, The crisis of the Lesser Patidars: peasant agitations in Kheda district, Gujarat, 1917-34, in D.A. Low (éd.), *The Congress and the Raj. Facets of the Indian struggle, 1917-47*, Oxford University Press, Delhi, 513 p., 47-75.
- Harper E.B., 1959, Two systems of economic exchange in village India, *American Anthropologist*, 61 (5), 760-78.
- Harris J., Todaro M.P., 1970, Migration, unemployment and development: a two-sector analysis, *The American Economic Review*, 60 (1), 126-42.
- Harris N., 2005, Migration and development, *Economic and Political Weekly*, 40 (43), 4591-5.
- Harrison S., 1956, Caste and the Andhra communists, *American Political Science Review*, 50 (2), 378-404.
- Harrison S., 1960, *India, the most dangerous decades*, Oxford University Press, Madras, 350 p., 281-321.
- Harriss J. et al., 2010, Land, labour and caste politics in rural Tamil Nadu in the 20th century: Iruvelpattu (1916-2008), *Economic and Political Weekly*, 45 (31), 47-61.
- Harriss J., 1987, Capitalism and peasant production: the Green Revolution in India, in T. Shanin (éd.), *Peasants and peasant societies*, Blackwell, Londres, 497 p., 227-45.
- Harriss J., 2001a, *Social capital construction and the consolidation of civil society in rural areas*, Development Studies Institute, 1-16, Londres, 15 p.
- Harriss J., 2001b, *The great tradition globalizes: reflections on two studies of 'the industrial leaders' of Madras*, Working Paper 01-17, Development Studies Institute, London School of Economics, Londres.
- Harriss J., 2002, *Depoliticizing development. The World Bank and social capital*, Anthem Press, Londres, 143 p.
- Harriss J., 2012, Reflections on caste and class, hierarchy and dominance, *Seminar*, 633, n° spécial "Caste matters: a symposium on inequalities, identities and disintegrating hierarchies in India", 19-22.

- Harriss-White B., 1996, *A political economy of agricultural markets in South India. Masters of the countryside*, Sage, Delhi, 425 p.
- Harriss-White B., 2002, *India working: essays on society and economy*, Cambridge University Press, Cambridge, 338 p.
- Harriss-White B., Janakarajan S., 1997, From Green Revolution to rural industrial revolution in South India, *Economic and Political Weekly*, 32 (25), 1469-77.
- Harriss-White B., Janakarajan S., 2004, *Rural India facing the 21st century: Essays on long term village change and recent development policy*, Anthem Press, Londres, 539 p.
- Harshe R., Srinivas C., 1999, Elections 1999. Andhra Pradesh: vote for development. How sustainable?, *Economic and Political Weekly*, 34 (44), 3103-5.
- Harshe R., Srinivas C., 2000, Andhra Pradesh: dilemmas of development, *Economic and Political Weekly*, 35 (23), 1886-9.
- Hart H., 1978, Anarchy, paternalism or collective responsibility under the canals, *Economic and Political Weekly*, 13 (51/52), A 125-34.
- Hasan S.N., 1979, Zamindars under the Mughals, in R.E. Frykenberg (éd.), *Land control and social structure in Indian history*, Manohar, Delhi, 277 p., 17-31.
- Hasan Z., 1989, *Dominance and mobilisation. Rural politics in Western Uttar Pradesh, 1930-1980*, Sage, Delhi, 195 p.
- Haynes D., Prakash G. (éds.), 1992, *Contesting power: resistance and everyday social relations in South Asia*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 310 p.
- Headley Z., 2006, *Les voleurs d'Indra : perceptions, réseaux et enjeux d'appartenance d'une sous-caste tamoule (Inde du Sud)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, vol.1, 463 p.
- Heller P., 1996, Social capital as a product of class mobilization and state intervention: industrial workers in Kerala, India, *World Development*, 24 (6), 1055-71.
- Herrenschmidt O., 1996, « L'inégalité graduée » ou la pire des inégalités. L'analyse de la société hindoue par Ambedkar, *Archives européennes de sociologie*, 37 (1), 3-22.
- Herring R.J., 1984, Land tenure and credit-capital tenure in contemporary India, in R.E. Frykenberg (éd.), *Land tenure and peasant in South Asia*, Manohar, Delhi, 312 p., 120-59.
- Heuzé G., 1991, Troubled anthropologists: the controversy over employment quotas in India, *Anthropology Today*, 7 (6), 5-7.
- Hiebert P., 1971, *Konduru. Structure and integration in a South Indian village*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 192 p.

- Hindwan S., 2000, Caste armies in Bihar, *Journal of Peace Studies*, 7 (6), 69-72.
- Hocart A.M., 1950, *Caste. A comparative study*, Methuen & Co. Ltd, Londres, 157 p.
- Hossain N., Moore M., 2002, *Arguing for the poor : elites and poverty in developing countries*, Working Paper 148, Institute of Development Studies, Brighton.
- Human Rights Watch/Asia, 1992, *Human rights in India: police killings and rural violence in Andhra Pradesh*, Human Rights Watch, New York, 46 p.
- Hutton J.H., 1963, *Caste in India. Its nature, function, and origins*, Oxford University Press, Londres, 324 p.
- Hyderabad Political Economy Group, 2012, Laxmipet Dalit killings, *Economic and Political Weekly*, 47 (47/48), 26-8.
- Ilaiah K., 1989, *The State and the repressive culture. The Andhra experience*, Swecha Prachuranalu, Hyderabad, 154 p.
- Ilaiah K., 1995, *Caste or class or caste-class a study in Dalitbahujan conciousness and struggles in Andhra Pradesh in 1980s*, Research-in progress papers 'History and society', Centre for Contemporary Studies, Nehru Memorial Museum and Library, Delhi, 49 p.
- Ilaiah K., 1996, Productive labour, consciousness and history: the Dalitbahujan alternative, *Subaltern Studies*, 9, 165-200.
- Ilaiah K., 2004, The bard whose song is his weapon, in *Buffalo nationalism. A critique of spiritual fascism*, Samya, Calcutta, 206 p, 44-9.
- Ilaiah K., 2007, *Why I am not a Hindu. A Sudra critique of Hindutva philosophy, culture and political economy*, Samya, Calcutta, 163 p.
- Ilaiah K., 2009, *Post-Hindu India. A discourse in Dalit-Bahujan, socio-spiritual and scientific revolution*, Sage, Delhi, 316 p.
- Inden R., 1990, *Imagining India*, Blackwell, Oxford, 288 p.
- Innaiah G., 1997, Internal colonisation of Telangana: selected aspects, in S. Simhadri, P.L.V. Rao (éds.), *Telangana. Dimensions of underdevelopment*, Centre for Telangana Studies, Hyderabad, 263 p., 131-7.
- Innaiah N., 2002, *A century of politics in Andhra Pradesh. Ethnicity and regionalism in Indian State*, Rationalist Voice Publications, Hyderabad, 265 p.
- Irschick E.F., 1969, *Politics and social conflict in South India. The Non-Brahman movement and Tamil separatism, 1916-1929*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 414 p.

- Irschick E.F., 1994, *Dialogue and history. Constructing South India, 1795-1895*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 263 p.
- Ishwaran K. (éd.), 1970, *Change and continuity in India's villages*, Columbia University Press, New York & Londres, 296 p.
- Iversen V. et al., 2010, *Caste dominance and economic performance in rural India*, Indian Statistical Institute, Delhi, Discussion Paper 10-01, 40 p.
- Jacob T.G., Bandhu P., 2009, *Reflections on the caste question: the Dalit situation in South India*, Odyssey, Ootacamund (Tamil Nadu), 296 p.
- Jadhav K.R., 2010, 'Backwardisation' of Telangana, *Economic and Political Weekly*, 45 (13), 15-20.
- Jadhav V.G., 2011, *Constructing social capital for rule: caste identity and cultural politics of Marathas*, PhD thesis, University of Pune, 372 p.
- Jaffrelot C., 1996, La question du territoire en Inde : de l'universalisme aux particularismes ?, *Cultures et conflits*, 21/22, 75-102.
- Jaffrelot C., 2000, Sanskritization vs. Ethnicization in India: changing identities and caste politics before Mandal, *Asian Survey*, 40 (5), 756-66.
- Jaffrelot C., 2005, *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique, 1885-2005*, Fayard, Paris, 594 p.
- Jaffrelot C., 2011, *L'Etat face au défi maoïste en Inde*, Les Etudes du Ceri, 175, 39 p.
- Jaffrelot C., 2012, The caste-based mosaic of Indian politics, *Seminar*, 633, n° spécial "Caste matters: a symposium on inequalities, identities and disintegrating hierarchies in India", 49-53.
- Jairath J., 1999, Participatory irrigation management, experiments in Andhra Pradesh, *Economic and Political Weekly*, 34 (40), 2834-7.
- Jaoul N., 2004, *Le militantisme dalit dans la région de Kanpur, Uttar Pradesh. Genèse et transformations d'une entreprise de représentation communautaire en Inde du Nord*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 760 p.
- Jaoul N., 2008, Les naxalites du Bihar, entre les armes et les urnes, in L. Gayer, C. Jaffrelot (éds.), 2008, *Milices armées d'Asie du Sud*, Presses de Sciences-Po, Paris, 300 p., 39-66.
- Jayaram N., Saberwal S., 1996, *Social conflict*, Oxford University Press, Delhi, 563 p.
- Jeffrey C., 2000, Democratisation without representation? The power and political strategies of a rural elite in North India, *Political Geography*, 19, 1013-36.

- Jeffrey C., 2001, 'A fist is stronger than five fingers': caste and dominance in rural north India, *Transactions of the Institute of British Geographers*, 26 (2), 217-36.
- Jeffrey C., Jeffery P., Jeffery R., 2008, *Degrees without freedom? Education, masculinities and unemployment in North India*, Stanford University Press, Stanford, 256 p.
- Jeffrey R., 1976, *The decline of Nayar dominance: society and politics in Travancore, 1847-1908*, Vikas, Delhi, 376 p.
- Jegannathan G., 2006, *Social history of Kammas in Tamil Nadu*, document non publié, 6 p.
- Jodhka S., 1998, From 'book view' to 'field view': social anthropological constructions of the Indian village, *Oxford Development Studies*, 26 (3), 311-31.
- Jodhka S., 2002, Nation and village. Images of rural India in Gandhi, Nehru and Ambedkar, *Economic and Political Weekly*, 37 (2), 3343-53.
- Jodhka S., 2003, Agrarian structures and their transformations, in V. Das (éd.), *The Oxford Companion to sociology and social anthropology*, Oxford University Press, Delhi, vol.2, 1213-42.
- Jodhka S., 2009, Plural histories of sociology and social anthropology, *Economic and Political Weekly*, 44 (17), 35-8.
- John M. et al. (éds.), 2006, *Contested transformations: changing economies and identities in contemporary India*, Tulika Books, Delhi, 344 p.
- Johnson G., 1970, Chitpavan Brahmins and politics in Western India in the late nineteenth and early twentieth centuries, in E.R. Leach et S.N. Mukherjee (éds.), *Elites in South Asia*, Cambridge University Press, Londres, 266 p., 79-118.
- Jolivet M.-J., Léna P., 2000, Des territoires aux identités, *Autrepart*, 14, 5-16.
- Jones, E., Eyles, J., 1977, *An introduction to social geography*, Oxford University Press, Oxford, 273 p.
- Joshi P.C., 1978, *The remembered village: A bridge between old and new anthropology*, *Contributions to Indian Sociology*, 12 (1), 75-89.
- Kalinowski I., Lardinois R., 2003, Introduction, in M. Weber, *Hindouisme et bouddhisme*, Flammarion, Paris, 636 p., 7-68.
- Kamat A.R., 1980, Politico-economic developments in Maharashtra. A review of the post-independence period, *Economic and Political Weekly*, 15 (39), 1627-30, & 15 (40), 1669-78.

- Kannabiran K. et al., 2010, On the Telangana trail, *Economic and Political Weekly*, 45 (13), 69-82.
- Kannabiran K., 2007, Chunduru: On the road to justice, *Economic and Political Weekly*, 42 (39), 3915-6.
- Kannan T., 2000, *Caste violence and Dalit consciousness: a critical interpretation of dominance*, Institute for Social and Economic Change, Bangalore, Working Paper 59, 29 p.
- Karanth G.K., 2004, Replication or dissent? Culture and institutions among 'Untouchable' Scheduled Castes in Karnataka, in D. Gupta (éd.), *Caste in question. Identity or hierarchy ?*, Contributions to Indian Sociology, Occasional Studies 12, Sage, Delhi, 255 p., 137-64.
- Karve I., 1961, *Hindu society – an interpretation*, Deccan College, Poona, 171 p.
- Kaul R., 1993, *Caste, class and education: politics of the capitation fee phenomenon in Karnataka*, Sage, Delhi, 272 p.
- Keiko Y., 2008, Politics and representation of caste identity in regional historiography: a case study of Kammas in Andhra, *Indian Economic and Social History Review*, 45 (3), 353-80.
- Kennedy L., 2004, The political determinants of reform packaging: contrasting responses to economic liberalisation in Andhra Pradesh and Tamil Nadu, in R. Jenkins (éd.), *Regional reflections: Comparing politics across India's states*, Oxford University Press, Delhi, 29-65.
- Kennedy L., 2005, Décentralisation et rééquilibrage en faveur des régions en Inde. L'exemple de l'Andhra Pradesh, *Revue Tiers-Monde*, 46 (181), 141-65.
- Kennedy L., 2007, Regional industrial policies driving peri-urban dynamics in Hyderabad, India, *Cities*, 24 (2), 95-109.
- Kennedy L., Ramachandraiah C., 2006, Logiques spatiales d'une stratégie régionale "high-tech". L'exemple de HITEC City à Hyderabad (Inde), *Flux* 63/64, 54-70.
- Kennedy L., Zerah M.-H., 2008, The shift to city-centric growth strategies: perspectives from Hyderabad and Mumbai, *Economic and political Weekly*, 43 (39), 110-7.
- Klass M., 1998, *Caste. The emergence of the South Asian social system*, Manohar, Delhi, 205 p.
- Knight D.B., 1982, Identity and territory: geographical perspectives on nationalism and regionalism, *Annals of the Association of American Geographers*, 72 (4), 514-31.

- Kodandaram M., 2007, Movement for Telangana State: a struggle for autonomy, *Economic and Political Weekly*, 42 (2), 90-4.
- Kohli A., 1988, The NTR phenomenon: Political change in a South Indian State, *Asian Survey*, 28 (10), 991-1017.
- Kothari R. (éd.), 1995, *Caste in Indian politics*, Hyderabad, Orient Longman, 380 p.
- Kothari R., Maru R., 1995, Federating for political interests: the Kshatriyas of Gujarat, in R. Kothari (éd.), *Caste in Indian Politics*, Orient Longman, Delhi, 380 p., 70-101.
- Kothari U., 2002, *Migration and chronic poverty*, Working Paper 16, Institute for Development Policy and Management, University of Manchester, 32 p.
- Kumar D., 1975, Landownership and inequality in Madras Presidency: 1853-54 to 1946-7, *Indian Economic and Social History Review*, 12 (3), 229-61.
- Kumar D., 1992, *Land and caste in South India. Agricultural labour in the Madras Presidency during the 19th century*, Manohar, Delhi, 211 p.
- Kumar R., 2000, Caste enumeration in census: constitutional imperative, *Economic and Political Weekly*, 35 (35/36), 3100-02.
- Kumar V.A., 2007, Why Telangana? Why Now?, *Economic and Political Weekly*, 42 (9), 790-1.
- Kundu A., 1986, Migration, urbanisation and interregional inequality. The emerging socio-political challenge, *Economic and Political Weekly*, 21 (46), 2005-8.
- Kundu A., Sarangi N., 2007, Migration, employment status and poverty. An analysis across urban centres, *Economic and Political Weekly*, 42 (4), 299-306.
- Kundu A., Sarangi N., Dash B.P., 2003, *Rural non-farm employment : an analysis of rural urban interdependencies*, Working Paper 196, Overseas Development Institute, Londres.
- Kuyu L., 2005, Structures parentales et question foncière chez les Bahungana du Congo (RDC), in C.M. Kuyu, *Parenté et famille dans les cultures africaines*, Karthala, 173 p., 135-42.
- Lachaier P., 1989, *Réseaux marchands et industriels du Maharastra : castes, sous-traitance et clientélisme*, thèse de doctorat, EHESS, Paris.
- Lachaier P., 1999, *Firmes et entreprises en Inde. La firme lignagère dans ses réseaux*, IFP-Karthala-EFEO, Paris, 402 p.
- Lacoste Y., 1976, Attention : géographie !, *Hérodote*, 1976, 1, 3-7.
- Lacoste Y., 1996, Encore et toujours des territoires, *Géographie et cultures*, 20, 119-24.

- Landy F. (éd.), 2001, *La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ?*, Revue Tiers Monde, 42 (165), 238 p.
- Landy F., 1994, *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*, Karthala, Paris/IFP, Pondichéry, 491 p.
- Landy F., 2002, Changements de focale. Les échelles du développement rural et de la sécurité alimentaire, in F. Landy, B. Chaudhuri (éds.), *De la mondialisation au développement local en Inde, questions d'échelles*, CNRS Editions, Paris, 254 p., 223-45.
- Landy F., 2006, *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*, Belin, Paris, 270 p.
- Landy F., 2010, Circulation et territoire. Freins, frictions et affinités, in V. Dupont et F. Landy (éds.), *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Purusartha, 28, Editions de l'EHESS, Paris, 340 p., 311-34.
- Landy F., Racine J.-L., 1997, Croissance urbaine et enracinement villageois en Inde, *Espace, Populations, Sociétés*, 2/3, 173-84.
- Landy F., Bon E., 2004, L'irrigation en Inde rurale à l'épreuve de la décentralisation, UNEP.
- Lardinois R., Thapan M., 2006, *Reading Pierre Bourdieu in a dual context. Essays from India and France*, Routledge, Londres, New York, Delhi, 313 p.
- Lardinois R., 1980, *La famine de 1876-78 en Inde du sud. Etudes des conséquences démographiques d'une crise de subsistances sur le mouvement et la structure de la population*, thèse de doctorat, IDP-Paris I.
- Lardinois R., 1982, Une conjoncture de crise démographique en Inde du Sud au XIX^e siècle : la famine de 1876-78, *Population*, 2, 371-404.
- Lardinois R., 2007, *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*, CNRS éditions, Paris, 493 p.
- Leach E.R., Mukherjee S.N. (éds.), 1970, *Elites in South Asia*, Cambridge University Press, Londres, 266 p.
- Leach E.R. (éd.), 1962, *Aspects of Caste in South India, Ceylon and North-West Pakistan*, Cambridge University Press, Cambridge, 148 p.
- Leach E.R., 1963, Review of *Caste in modern India* by Srinivas, *The British Journal of Sociology*, 14 (4), 377-8.
- Leclerc E., 1993, *Petites villes indiennes en développement. Facteurs non-agricoles de croissance ou de stagnation dans le district de Krishna (Andhra Pradesh – Inde)*, thèse de doctorat, Université de Rouen, 335 p.

- Lee E.S., 1966, A theory of migration, *Demography*, 3 (1), 47-57.
- Lénine V.I., 1908, *Le développement du capitalisme en Russie*, Editions sociales, Paris, 758 p.
- Leonard K., 1971, The Hyderabad political system and its participants, *Journal of Asian Studies*, 30 (3), 569-82.
- Leonard K., 1994, *Social history of an Indian caste. The Kayasths of Hyderabad*, Orient Blackswan, Hyderabad, 353 p.
- Lerche J., 1993, Dominant castes, rajas, Brahmins and inter-caste exchange relations in coastal Orissa: behind the facade of the 'jajmani system', *Contributions to Indian Sociology*, 27 (2), 237-66.
- Lerche J., 1995, Is bonded labour a bound category? Reconceptualising agrarian conflict in India, *Journal of Peasant Studies*, 22 (3), 484-515.
- Lévy J., 1991, A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ?, *Espaces Temps*, 51/52, 102-42.
- Lévy J., Lussault M. (éds.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1034 p.
- Lewis O., 1958, *Village life in Northern India. Studies in a Delhi village*, University of Illinois Press, Urbana, 384 p.
- Lingat R., 1967, *Les sources du droit dans le système traditionnel de l'Inde*, Mouton, Paris, 322 p.
- Lipton M., 1977, *Why poor people stay poor? A study of urban bias in world development*, Temple Smith, Londres, 467 p.
- Lipton M., 1980, Migration from rural areas of poor countries: the impact on rural productivity and income distribution, *World Development*, 8, 1-24.
- Louis P., 2003, *People power. The naxalite movement in Central Bihar*, Wordsmiths, Delhi, 326 p.
- Louiset O., 2000, L'urbanité ailleurs, in J. Lévy et al., *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographie à Cerisy*, Belin, Paris, 157-64.
- Louiset O., 2003, Caste, in J. Lévy, M. Lussault (éds), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1034 p., 135-6.
- Ludden D. (éd.), 2001, *Reading Subaltern Studies. Critical history, contested meaning, and the globalisation of South Asia*, Permanent Black, Delhi, 442 p.

- Ludden D., 2005, *Early capitalism and local history in South India*, Oxford University Press, Delhi, 310 p.
- Mackenzie G., 1990, *A manual of the Kistna district in the Presidency of Madras*, Asian Educational Services, Delhi, 445 p.
- Maclean C.D. (éd.), 1885, *Manual of the administration of Madras Presidency*, Asian Educational Services, Madras, vol.1.
- Mahadevan R., 1984, Entrepreneurship and business communities in colonial Madras, 1900-1929, in Tripathi (éd.), *Business communities of India. A historical perspective*, Manohar, Delhi, 288 p., 225-39.
- Maine H.S., 1871, *Village communities in the East and West*, Adams Press, Chicago, 456 p.
- Malamoud C., 1976, Village et forêt dans l'idéologie de l'Inde brahmanique, *Archives européennes de sociologie*, 17, 3-20.
- Manor J., 1977, The evolution of political arenas and units of social organisation: the Lingayats and Okkaligas of Princely Mysore, in M.N. Srinivas (éd.), *Dimensions of social change in India*, Allied Publishers, Bombay, 518 p. 169-87.
- Manor J., 1989, Karnataka : caste, class, dominance and politics in a cohesive society, in F.R. Frankel, M.S.A. Rao (éds.), *Dominance and State power in modern India. Decline of a social order*, Oxford University Press, Delhi, vol.1, 443 p., 262-73.
- Manor J., 2012, Accommodation and conflict, *Seminar*, 633, n° spécial "Caste matters: a symposium on inequalities, identities and disintegrating hierarchies in India", 14-8.
- Maringanti A., 2010, Telangana: righting historical wrongs or getting the future right? *Economic and Political Weekly*, 45 (4), 33-8.
- Markovits C., 1977, Capitalisme indien et mouvement national dans l'entre-deux-guerres, *Purusartha*, 3, 155-77.
- Markovits C., Pouchepadass J., Subrahmanyam S. (éds.), 2003, *Society and circulation. Mobile people and itinerant cultures in South Asia (1750-1950)*, Permanent Black, Delhi, 364 p.
- Marriott M. (éd.), 1955, *Village India*, University of Chicago Press, Chicago, 276 p.
- Marriott M., 1955, Little communities in an indigenous civilization, in M. Marriott (éd.), *Village India*, University of Chicago Press, Chicago, 276 p., 175-227.
- Marriott M., 1959, Interactional and attributional theories and caste ranking, *Man in India*, 39 (2), 92-107.

- Marriott M., 1969, Review of *Homo hierarchicus. Essai sur le système des castes* by Louis Dumont, *American Anthropologist*, 71 (6), 1166-75.
- Marriott M., 1989, Constructing an Indian ethnosociology, *Contributions to Indian Sociology*, 23 (1), 1-39.
- Martin D.-C., 1992, Le choix d'identité, *Revue française de science politique*, 42 (4), 582-93.
- Marx K., Engels F., 1966, *L'idéologie allemande*, Editions sociales, Paris, 154 p.
- Mason P., 1985, *The men who ruled India*, Rupa, Delhi, 368 p.
- Mathew J., 1986, *Ideology, protest and social mobility: case study of Mahars and Pulayes*, Inter India Publications, Delhi.
- Maurer J.-L., 1986, *Modernisation agricole, développement économique et changement social. Le riz, la terre et l'homme à Java*, Presses Universitaires de France, Paris, 322 p.
- Mayer A., 1958, The dominant caste in a region of central India, *Southwestern Journal of Anthropology*, 14 (4), 407-27.
- Mayer A., 1960, *Caste and kinship in Central India. A village and its region*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 295 p.
- Mayer P., 1993, Inventing village tradition: the late 19th century origins of the North Indian 'jajmani system', *Modern Asian Studies*, 27 (2), 357-95.
- McDowell C., de Haan A., 1997, *Migration and sustainable livelihoods: a critical review of the literature*, Working Paper 65, Institute of Development Studies, Brighton, 29 p.
- Mehra A.K., 2008, *India's experiment with revolution*, Working Paper 40, Heidelberg Papers in South Asian and Comparative politics, South Asia Institute, Heidelberg, 37 p.
- Meillassoux C., 1973, Y a-t-il des castes aux Indes ? *Cahiers internationaux de sociologie*, 54, 5-29.
- Meinzen-Dick R., Raju K.V., 2002, What affects organisation and collective action for managing resources ? Evidence from canal irrigation systems in India, *World Development*, 30 (4), 649-66.
- Mencher J., 1974, The caste system upside down, or the not-so-mysterious East, *Current Anthropology*, 15 (4), 469-93.
- Mencher J., Guhan S., 1983, Iruvelpattu revisited, *Economic and Political Weekly*, 18 (23), 1013-22.
- Mencher J.P., 1978, *Agriculture and social structure in Tamil Nadu: Past origins, present transformations and future prospects*, Allied Publishers, Delhi, 336 p.

- Mendelsohn O., 1993, The transformation of authority in rural India, *Modern Asian Studies*, 27 (4), 805-42.
- Miller E., 1954, Caste and territory in Malabar, *American Anthropologist*, 56 (3), 410-20.
- Miller E., 1960, Village structure in North Kerala, in M.N. Srinivas (éd.), *India's villages*, Asia Publishing House, Bombay, 222 p., 42-55.
- Miller R., 1966, Button, button... Great Tradition, Little Tradition, whose tradition?, *Anthropological Quarterly*, 39 (1), 26-42.
- Mills C.W., 1956, *The power elite*, Oxford University Press, Londres, 423 p.
- Mines M., 1984, *The warrior merchants: textiles, trade and territory in south India*, Cambridge University Press, Cambridge, 178 p.
- Mitra S.K., 1992, *Power, protest and participation: local elites and the politics of development in India*, Routledge, Londres, 315 p.
- Moffatt M., 1979a, *An untouchable community in South India. Structure and consensus*, Princeton University Press, Princeton & New Jersey, 323 p.
- Moffatt M., 1979b, Harijan religion: consensus at the bottom of caste, *American Ethnologist*, 6 (2), 244-60.
- Mohanty B.B., 1999, Agricultural modernisation and social inequality. Case study of Satara District, *Economic and Political Weekly*, 36 (26), A 50-61.
- Mollinga P.P., 2003, *On the waterfront : water distribution, technology and agrarian change in a South Indian canal irrigation system*, Orient Longman, Delhi, 441 p.
- Mooij J., 2002, *Welfare policies and politics : a study of three government interventions in Andhra Pradesh, India*, Working Paper 181, Overseas Development Institute, Londres.
- Mooij J., 2005, *Hype, skill and class. A comparative analysis of the politics of reforms in Andhra Pradesh, India*, Working Paper 413, Institute of Social Studies, La Hague, 30 p.
- Moon V. (éd.), 1994, Draft Constitution – Discussion, in *Dr Babasaheb Ambedkar Writings and Speeches*, vol.13, Government of Maharashtra, Bombay, 1240 p.
- Moore B., 1966, *Social origins of dictatorship and democracy. Lord and peasant in the making of the modern world*, Penguin Books, UK, 559 p.
- Morris M., 1997, *Social capital and poverty in India*, Working Paper 61, Institute of Development Studies, Brighton, 24 p.
- Mosca G., 1939, *The ruling class*, McGraw Hill Book Company, New York, 514 p.

- Mosse D. et al., 2002, Brokered livelihoods: debt, labour migration and development in tribal Western India, *Journal of Development Studies*, 38 (5), 59-88.
- Mosse D., 1994, Idioms of subordination and styles of protest among Christian and Hindu Harijan castes in Tamil Nadu, *Contributions to Indian Sociology*, 28 (1), 67-106.
- Mukherjee S., 1994, The social role of a caste association, *The Indian Economic and Social History Review*, 31 (1), 89-100.
- Munshi S., 1988, Max Weber on India: an introductory critique, *Contributions to Indian sociology*, 22 (1), 1-34.
- Murali A., 1980, *Colonial transformation of agrarian economy in Andhra, 1801-1947*, PhD thesis, Jawaharlal Nehru University, Delhi.
- Murali A., 1988, Civil disobedience movement in Andhra 1920-22: the nature of peasant protest and the methods of Congress political mobilization", in K. Kumar (éd.), *Congress and classes: nationalism, workers and peasants*, Manohar, Delhi, 258 p., 152-216.
- Murton B.J., 1973, Key people in the countryside: Decision-makers in interior Tamilnadu in the late eighteenth century, *Indian Economic and Social History Review*, 10 (2), 157-80.
- Murugkar L., 1991, *Dalit Panther movement in Maharashtra: a sociological appraisal*, Popular Prakashan, Bombay, 264 p.
- Muthiah S. (éd.), 1990, *An atlas of India*, Oxford University Press, Delhi, 185 p.
- Nafziger E.W., 1978, *Class, caste and entrepreneurship: a study of Indian industrialists*, University Press of Hawaii, Honolulu, 188 p.
- Naidu C., Ninan S., 2000, *Plain speaking*, Viking, Delhi, 262 p.
- Naidu R., 1990, *Old cities, new predicaments. A study of Hyderabad*, Sage, Delhi, 177 p.
- Nancharaiah G., 1988, *Land and caste*, Himalaya Publishing House, Delhi, 112 p.
- Nandi R.N., 2000, *State formation, agrarian growth and social change in feudal South India, AD 600-1200*, Manohar, Delhi, 261 p.
- Naudet J., 2012, *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux Etats-Unis et en Inde*, Presses Universitaires de France, Paris, 328 p.
- Neale W.C., 1979, Land is to rule, in R.E. Frykenberg (éd.), *Land control and social structure in Indian history*, Manohar, Delhi, 277 p., 3-15.
- Nederveen Pietersee J., 2003, Social capital and migration. Beyond ethnic economies, *Ethnicities*, 3 (1), 29-58.

- Negers D., 1981, *Les factions en Inde : une organisation politique de la dominance*, mémoire de maîtrise, Université de Paris X-Nanterre, 126 p.
- Negers D., 2004, *Les formes de la dominance et les réseaux d'interaction dans l'organisation sociale d'une petite ville traditionnelle*, document non publié, 58 p.
- Nelson J.M., 1976, Sojourners versus new urbanites: causes and consequences of temporary versus permanent cityward migration in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, 24 (4), 721-57.
- Nicholson F.A., 1898, *Madras district manuals. Coimbatore*, vol II, Madras, Government Press, 459 p.
- Niranjan Rao G., Nair K.N., 2003, Change and transformation in rural South India. Findings from village studies, *Economic and Political Weekly*, 38 (32), 3349-54.
- O'Hanlon R., 1988, Recovering the subject: *Subaltern Studies* and histories of resistance in colonial South Asia, *Modern Asian Studies*, 22, 1, 189-224.
- Oddie G.A., 1975, Christian conversion in the Telugu country, 1860-1900: a case study of one protestant movement in the Godavery-Krishna delta, *The Indian Economic and Social History Review*, 12 (1), 61-79.
- Olsen W., 1998, Marxist and neo-classical approaches to unfree labour in India, in T. Brass and M. van der Linden (éds), *Free and Unfree Labour: The Debate Continues*, Peter Lang AG, New York, 602 p., 379-404.
- Olsen W.K., 1996, *Rural Indian social relations, a study of Southern Andhra Pradesh*, Oxford University Press, Delhi, 345 p.
- Omvedt G., 1980, Migration in colonial India: the articulation of feudalism and capitalism by the colonial State, *Journal of Peasant Studies*, 7 (2), 185-212.
- Omvedt G., 1981, Capitalist agriculture and rural classes in India, *Economic and Political Weekly*, 16 (52), A 140-59.
- Omvedt G. (éd.), 1982, *Land, caste and politics in Indian States*, Guild Publications, Delhi, 168 p.
- Oomen T.K., 1970, The concept of dominant caste: some queries, *Contributions to Indian Sociology*, 4, 73-83.
- Oommen T.K., 1984, Sources of deprivation and styles of protest: the case of the Dalits in India, *Contributions to Indian Sociology*, 18 (1), 45-61.
- Opler M.E., 1956, The extensions of an Indian village, *Journal of Asian studies*, 16 (1), 5-10.

- Orenstein H., 1962, Exploitation or function in the interpretation of jajmani, *Southwestern Journal of Anthropology*, 18 (4), 302-16.
- Orenstein H., 1970, Gaon: the changing political system of a Maharashtrian village, in K. Ishwaran (éd.), *Change and continuity in India's villages*, Columbia University Press, New York & Londres, 296 p., 219-40.
- Osella F., Gardner K. (éds.), 2003, *Migration, modernity and social transformation in South Asia*, Contributions to Indian Sociology, 37, (1/2).
- Ouden J.H.B. Den, 1979, Social stratification as expressed through language: a case study of a south Indian village, *Contributions to Indian Sociology*, 13 (1), 33-59.
- Pache Huber V., 2002, *Noces et négoce. Dynamiques associatives d'une caste de commerçants hindous*, Institut d'ethnologie, Neuchâtel, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 560 p.
- Padel F., Das S., 2010, *Out of this earth: East India Adivasis and the aluminium cartel*, Orient Black Swan, Delhi, 742 p.
- Padma Rao K., 1995, *Caste and alternative culture*, Gurukul Lutheran Theological College, Madras, 162 p.
- Pandian M.S.S., 1997, Kumbakonam encounters Subaltern Studies, *Economic and Political Weekly*, 22, 398-9.
- Panini M.N., 2000, M.N. Srinivas and sociology, *Economic and Political Weekly*, 35 (4), 174-7.
- Pareto A., 1968, *The rise and fall of the elites: an application of theoretical sociology*, Bedminster Press, Totowa, New Jersey, 120 p.
- Parry J., 1979, *Caste and kinship in Kangra*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 353 p.
- Parthasarathy D., 1997, *Collective violence in a provincial city*, Oxford University Press, Delhi, 204 p.
- Parthasarathy G., 1971, *Agricultural development and small farmers, a study of Andhra Pradesh*, Vikas, Delhi, 123 p.
- Parthasarathy G., Pothana V., 1983, Capitalism in agriculture and peasant farming. Case of Godavari Delta, *Economic and Political Weekly*, 18 (39), A 93-7.
- Parvathamma C., 1978, The remembered village: a brahminical odyssey, *Contributions to Indian sociology*, 12 (1), 91-6.
- Patnaik A.K., 1988, Gramsci's concept of common sense. Towards a theory of subaltern consciousness in hegemony process, *Economic and Political Weekly*, 23 (5), PE2-10.

- Patnaik U., 1976, Class differentiation within the peasantry: an approach to analysis of Indian agriculture, *Economic and Political Weekly*, 11 (39), 82-101.
- Patnaik U., 1986, The agrarian question and development of capitalism in India, *Economic and Political Weekly*, 21 (18), 781-93.
- Patnaik U., 1990, *Agrarian relations and accumulation. The 'mode of production' debate in India*, Oxford University Press, Delhi, 272 p.
- Pattenden J., 2005, Trickle-down solidarity, globalisation and dynamics of social transformation in a South Indian village, *Economic and Political Weekly*, 40 (19), 1975-85.
- Perumal N., 1974, *An industrial scientist. Biography of G.D. Naidu*, Life Book Depot, Coimbatore, 146 p.
- Perumal N., 1977, *The life of a textile pioneer. G. Kuppaswamy Naidu*, The Kuppaswamy Naidu Charity Trust for Education and Medical Relief, Coimbatore, 102 p.
- Picherit D., 2009, *Entre villages et chantiers : circulation des travailleurs, clientélisme et politisation des basses castes en Andhra Pradesh, Inde*, thèse de doctorat, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 553 p.
- Pingle G., 2010, The historical context of Andhra and Telangana, 1949-56, *Economic and Political Weekly*, 45 (8), 57-65.
- Pingle G., 2011, Reddys, Kammas and Telangana, *Economic and Political Weekly*, 46 (36), 19-21.
- Pocock D., 1962, Notes on *jajmani* relationships, *Contributions to Indian sociology*, 6, 78-95.
- Pocock D., 1978, The remembered village: a failure, *Contributions to Indian sociology*, 12 (1), 57-65.
- Portes A., 1998, Social capital: its origins and applications in modern sociology, *Annual Review of Sociology*, 24, 1-24.
- Pouchepadass J. (éd.), 1982, *Caste et classe en Asie du Sud*, Purusartha, 6, Editions de l'EHESS, Paris, 306 p.
- Pouchepadass J., 1980, Peasant classes in twentieth century agrarian movements in India, in E.J. Hobsbawm et al. (éds.), *Peasants in history: essays in honour of Daniel Thorner*, Oxford University Press, Calcutta, 319 p., 136-155.
- Pouchepadass J., 2000, Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la modernité, *L'Homme*, 156, 161-86.

- Pouchepadass J., 2004, Que reste-t-il des Subaltern Studies ? *Critique Internationale*, 3 (24), 67-79.
- Powis B., 2003, Grass roots politics and 'second wave of decentralisation' in Andhra Pradesh, *Economic and Political Weekly*, 38 (26), 2617-22.
- Pradhan M.C., 1966, *The political system of the Jats of Northern India*, Oxford University Press, Londres, 275 p.
- Prahladachar M., 1983, Income distribution effects of the Green Revolution in India : a review of empirical evidence, *World Development*, 11 (11), 927-44.
- Pramila K., 2002, *Economic and social conditions of Andhra Desa (AD 1000 to 1323)*, Bharatiya Kala Prakashan, Delhi, 254 p.
- Prasad B.R. (éd.), 2009, *Early medieval Andhra Pradesh, AD 624-1000*, Tulika Books, Delhi, 359 p.
- Prasad E.S.M., 1997, *Studies in the natural, historical and cultural geography and ethnography of the Coastal Andhra (based on the inscriptions from the earliest of 1325 A.D.)*, Bharatiya Book Corporation, Delhi, 216 p.
- Prasad R.J.R., 2004, *Emergence of Telugu Desam, and an overview of political movements in Andhra*, Master Minds Academic Press, Hyderabad, 152 p.
- Price P., 2010, Development, drought and campaign rhetoric in South India: Chandrababu Naidu and the Telugu Desam Party, 2003-2004, in P. Price et A.E. Ruud (éds.), *Power and influence in India. Bosses, lords and captains*, Routledge, Londres, 253 p., 214-243.
- Putnam R., 1993, *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*, Princeton University Press, Princeton, 258 p.
- Putnam R., 2000, *Bowling alone. The collapse and revival of American community*, Simon & Schuster, New York, 541 p.
- Racine J.-L., 1994, *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, Editions de la MSH/IFP, Paris, 400 p.
- Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Paris, 249 p.
- Raffestin C., 1995, Espace et pouvoir, in A. Bailly (éd.), *Les concepts de la géographie humaine*, Masson, Paris, 333 p., 55-60.
- Raheja G., 1988, *The poison in the gift. Ritual, prestation and the dominant caste in a North Indian village*, University of Chicago Press, Chicago, 286 p.
- Raj K.N. (éd.), 1985, *Essays on the commercialization of Indian agriculture*, 354 p.

- Rajagopal M.V., 1977, *Andhra Pradesh District Gazetteers. Nizamabad*, Government Secretariat Press, Hyderabad, 364 p.
- Rajanarayanan K., 2007, *Gopalla Gramam*, Pothigai-Porunai-Karisal, Chennai, 144 p.
- Raju S., 1941, *Economic conditions in Madras Presidency, 1800-50*, University of Madras, Madras.
- Ram M., 1973, The communist movement in Andhra Pradesh, in P. Brass et F. Franda (éds.), *Radical politics in South Asia*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 449 p., 281-321.
- Ramachandran V.K., Rawal V., Swaminathan M. (éds.), 2010, *Socio-economic surveys of three villages in Andhra Pradesh*, Tulika Books, Delhi, 230 p.
- Ramakrishna V., 1993, A background study to the emergence of caste consciousness in coastal Andhra Pradesh, in S. Bandopadhyay et S. Das (éds.), *Caste and communal politics in South Asia*, KP Bagchi & Company, Calcutta, 223 p., 99-118.
- Ramana V.K., 1971, *Caste and society in an Andhra town*, PhD thesis, University of Illinois, Urbana.
- Ramaswamy E.A., 1977, *The worker and his union: a study in South India*, Allied Publishers, Bombay, 204 p.
- Ramaswamy U., 1974, Scheduled Castes in Andhra. Some aspects of social change, *Economic and Political Weekly*, 9 (29), 1153-8.
- Ramaswamy U., 1978, The belief system of the Non-Brahmin movement in India: the Andhra case, *Asian Survey*, 18 (3), 290-300.
- Ramaswamy U., 1986, Protection and inequality among backward groups, *Economic and Political Weekly*, 21 (9), 399-403.
- Ranadive B.T., 1979, Caste, class and property relations, *Economic and Political Weekly*, 14 (7/8), 337-48.
- Ranga N.G., 1926, *Economic organisation of Indian villages. Deltaic villages*, Vani Press, Vijayawada, vol.1.
- Ranga N.G., 1936, *The modern Indian peasant*, Kisan Publishers, Madras, 215 p.
- Ranga Rao S.P., 1999, Land Reforms and the Scheduled Castes : development in Andhra Pradesh, in S.K. Behera (éd.), *Dalits and land reforms in India*, Indian Social Institute, Delhi, 90 p., 54-60.
- Rao A., 2009, *The caste question: Dalits and the politics of Modern India*, University of California Press, Berkeley, 416 p.

- Rao A.V., 1988, *Tripuraneni Ramaswamy, a herald of philosophical Renaissance*, Telugu University, Hyderabad, 191 p.
- Rao A.V.R, 1958, *Economic Development of Andhra Pradesh (1766-1957)*, Popular Book Depot, Bombay.
- Rao C.H., 1978, Urban vs Rural or Rich vs Poor?, *Economic and Political Weekly*, 13 (40), 1699-1702.
- Rao C.H., 2010, *Regional disparities, smaller states and statehood for Telangana*, Academic Foundation, Delhi, 150 p.
- Rao C.H., 2011, Srikrishna Committee on Telangana: recommendations at variance with the analysis, *Economic and Political Weekly*, 46 (5), 33-6.
- Rao D.L.P. et al. (éds), 2003, Kamma, in K.S. Singh (éd.), *People of India*, vol.13 (Andhra Pradesh), 808-15.
- Rao G.N., 1973, *Changing conditions and growth in agricultural economy in the Krishna and Godavari districts, 1840-1890*, PhD thesis, Andhra University, Vishakapatnam.
- Rao G.N., 1977, Agrarian relations in Coastal Andhra under early British Rule, *Social Scientist*, 61, p. 19-29.
- Rao G.N., 1978, Stagnation and decay of the agricultural economy of Coastal Andhra, *Artha Vijnana*, 20 (3), 221-43.
- Rao G.N., 1985, Transition from subsistence to commercialised agriculture. A study of Krishna District of Andhra, 1850-1900, *Economic and Political Weekly*, 20 (25/26), A 60-9.
- Rao G.N., 1988, Canal irrigation and agrarian change in colonial Andhra: a study of Godavari district, 1850-1890, *Indian Economic and Social History Review*, 25 (1), 25-60.
- Rao H.C., Dev M. (éds.), 2003, *Andhra Pradesh development: economic reforms and challenges ahead*, Centre for Economic and Social Studies, Hyderabad, 636 p.
- Rao K.R., 1977, *Social and political changes in a Telangana village, 1946-1968*, in M.N. Srinivas (éd.), *Dimensions of social change in India*, Allied Publishers, Bombay, 518 p., 285-96.
- Rao M.S.A. (éd.), 1986, *Studies in migration*, Manohar, Delhi, 400 p.
- Rao M.S.A., 1986, Peasant-farmer colonization, development and deprivation in tribal Andhra, in M.S.A. Rao (éd.), *Studies in migration*, Manohar, Delhi, 400 p., 205-39.
- Rao M.S.A., 1986, Some aspects of sociology of migration in India, in M.S.A. Rao (éd.), *Studies in migration*, Manohar, Delhi, 400 p., 19-36.

- Rao M.S.A., 1989, Some conceptual issues in the study of caste, class, ethnicity and dominance, in F. Frankel, M.S.A. Rao (éd.), *Dominance and State power in modern India. Decline of a social order*, Oxford University Press, Delhi, vol.1, 443 p., 21-45.
- Rao P. N., Suri K.C., 2006, Dimensions of Agrarian Distress in Andhra Pradesh, *Economic and Political Weekly*, 41 (16), 1546-52.
- Rao P.R., 1994, *Ancient and medieval history of Andhra Pradesh*, Sterling Publishers, Delhi, 153 p.
- Rao P.R., 1997, *History of modern Andhra*, Sterling Publishers, Delhi, 264 p.
- Rao V.N., Shulman D., Subrahmanyam S., 1992, *Symbols of substance. Court and state in Nayaka period Tamilnadu*, Oxford University Press, Delhi, 349 p.
- Rao V.N., Shulman D., Subrahmanyam S., 2001, *Textures of time. Writing history in South India 1600-1800*, Permanent Black, Delhi, 296 p.
- Rao Y.C., 2006, *Kammavari intiperlu-gotralu*, publié par l'auteur, Hyderabad, 773 p.
- Rao Y.V.K., Subrahmanyam S., 2002, *Development of Andhra Pradesh: 1956-2001. A study of regional disparities*, N.R.R. Research Centre, Hyderabad, 268 p.
- Rathnaiah K., 1991, *Social change among Malas (an ex-untouchable caste in South India)*, Discovery Publishing House, Delhi, 158 p.
- Ratnam K.Y., 2008, *The Dalit movement and democratization in Andhra Pradesh*, Working Paper 13, East-West Center, Washington, 44 p.
- Ravinder D., 1996, Victimising Dalits. 'Encounter' in Palakurthy, *Economic and Political Weekly*, 31 (9), 514-5.
- Reddy D. N., 2010, Land and labour in Andhra Pradesh, *Economic and Political Weekly*, 45 (39), 30-4.
- Reddy D.N. (éd.), 1999, *Vision 2020, myths and realities*, Sundarayya Vignana Kendram, Hyderabad.
- Reddy G.K., 2002, New populism and liberalisation: regime shift under Chandrababu Naidu in AP, *Economic and Political Weekly*, 37 (9), 871-83.
- Reddy G.R., 1989, The politics of accommodation. Caste, class and dominance in Andhra Pradesh, in F.R. Frankel et M.S.A. Rao (éds.), *Dominance and state power in modern India. Decline of a social order*, Oxford University Press, Delhi, vol.1, 443 p., 265-321.

- Reddy M.G., Kumar K.A., 2010, *Political economy of tribal development: a case study of Andhra Pradesh*, Working Paper 85, Centre for Economic and Social Studies, Hyderabad, 54 p.
- Reddy N., 1985, Karamchedu: a dialectic without development, *Economic and Political Weekly*, 1985, 20 (37) : 1546-9.
- Reddy N.V.S., 1981, *Caste and class in Andhra politics: a study of East Godavari district (1950-1980)*, MPhil thesis, Jawaharlal Nehru University, Delhi.
- Reddy P.R., 1987, *The role of dominant caste in Indian politics*, Uppal Publishing House, Delhi, 218 p.
- Reddy V.N., 1985, Pattern of commercial farming in Guntur District, *Economic and Political Weekly*, 20 (51-52), A 137-52.
- Reddy V.R., Reddy P.P., 2002, Water institutions : is formalisation the answer ? A study of Water User Associations in Andhra Pradesh, *Indian Journal of Agricultural Economics*, 57 (3), 519-34.
- Regani S., 1972, *Highlights of the freedom movement in Andhra Pradesh*, Ministry of Cultural Affairs, Government of Andhra Pradesh, Hyderabad, 234 p.
- Reiniche M.-L., 1977, La notion de 'jajmani': qualification abusive ou principe d'intégration?, *Purusartha*, 3, 71-107.
- Reiniche M.L., 1996, The urban dynamics of caste: a case study from Tamilnadu, in C.J. Fuller (éd.), *Caste today*, Oxford University Press, Oxford, 295 p., 124-49.
- Reygades A., 2009, *La scène syndicale étudiante à Osmania University, Hyderabad : le poids des logiques communautaires dans le militantisme*, mémoire de Master, Institut d'études politiques, Paris.
- Richards J.F., 1975, The Hyderabad Karnatik, 1687-1707, *Modern Asian Studies*, 9 (2), 241-60.
- Rihouey F., 2000, Emergence of new health care networks in India. Hyderabad, a centre of innovation, in C.Z. Guilmoto et A. Vaguet (éds.), *Essays on population and space in India*, Institut Français de Pondichéry, Pondichéry, 260 p., 169-85.
- Rijken B., 2007, *Global ITS outsourcing and the social equitability of ITS employment in Hyderabad. An explorative study of caste, capital and career in a liberalizing India*, MSc thesis, Utrecht University.
- Risley H., 1891, *The tribes and castes of Bengal*, Bengal Secretariat Press, Calcutta, vol.1, 540 p.
- Risley H., 1999, *The people of India*, Asian Educational Services, Delhi, Madras, 472 p.

- Robben A., 1995, The politics of truth and emotion among victims and perpetrators of violence, in A. Robben et C. Nordstrom (éds.), *Fieldwork under fire. Contemporary studies of violence and culture*, University of California Press, Berkeley, 81-103.
- Robinson M.S., 1988, *Local politics : the law of the fishes. Development through political change in Medak district, Andhra Pradesh (South India)*, Oxford University Press, Delhi, 345 p.
- Rodman M.C., 1992, Empowering place: multilocality and multivocality, *American Anthropologist*, 94 (3), 640-56.
- Roncayolo M., 1990, *La ville et ses territoires*, Gallimard, Paris, 279 p.
- Rowe W.L., 1973, Caste, kinship and association in urban India, in A. Southall A. (éd.), *Urban Anthropology*, Oxford University Press, New York, 489 p., 211-49.
- Rudner D.W., 1995, *Caste and capitalism. The Nattukottai Chettiars*, Munshiram Manoharlal Publishers, Delhi, 341 p.
- Rudolph L.I., Rudolph S.H., 1960, The political role of India's caste associations, *Pacific Affairs*, 33 (1), 5-22.
- Rudolph L.I., Rudolph S.H., 1969, *The modernity of tradition. Political development in India*, Orient Longman, Delhi, 306 p.
- Rudolph L.I., Rudolph S.H., 1984, Determinants and varieties of agrarian mobilization, in D. Meghnad et al. (éds.), *Agrarian power and agricultural productivity in South Asia*, Oxford University Press, Delhi, 384 p., 281-344.
- Rudolph L.I., Rudolph S.H., 1987, *In pursuit of Lakshmi. The political economy of the Indian State*, University of Chicago Press, Chicago, 529 p.
- Rudolph L.I., Rudolph S.H., 2001, Iconisation of Chandrababu. Sharing sovereignty in India's federal market economy, *Economic and Political Weekly*, 36 (18), 1541-52.
- Rudra A., 1987, Labour relations in agriculture: a study in contrasts, *Economic and Political Weekly*, 22 (17), 757-60.
- Rutten M., 1995, *Farms and factories: social profile of large farmers and rural industrialists in West India*, Oxford University Press, Delhi, 396 p.
- Rutten M., 2002, *Rural capitalists in Asia. Comparative analysis of India, Indonesia and Malaysia*, Routledge, Londres, 288 p.
- Rutten M., Upadhyaya C., 1997, *Small business entrepreneurs in Asia and Europe: towards a comparative perspective*, Sage, Delhi, 334 p.

- Saavala M., 2001, Low caste but middle-class: some religious strategies for middle-class identification in Hyderabad, *Contributions to Indian Sociology*, 35 (3), 293-318.
- Saberwal S. (éd.), 1972, *Beyond the village sociological explorations*, Indian Institute of Advanced Studies, Shimla, 269 p.
- Saberwal S., 1971, Regions and their social structures, *Contributions to Indian Sociology*, 5, 82-98.
- Sachchidananda, L.A.K. (éd.), 1980, *Elite and development*, Concept Publishing Company, Delhi, 276 p.
- Sack R.D., 1986, *Human territoriality: its theory and history*, Cambridge University Press, Cambridge, 219 p.
- Sadasivam S., 2008, *Icons of Tamilnadu*, Laser Park Publishing House, Coimbatore, 108 p.
- Samata Sanghatana Organisation, 1991, Upper caste violence : study of Chundur carnage, *Economic and Political Weekly*, 26 (36), 2079-84.
- Sarma M.N., Sastry M.V. (éds.), 1995, *History and culture of the Andhras*, Telugu University, Hyderabad, 502 p.
- Satyanarayana A., 1990, *Andhra peasants under British Rule. Agrarian relations and the rural economy 1900-1940*, Manohar, Delhi, 162 p.
- Satyanarayana A., 1993, *Land, caste and dominance in Telangana*, Research-in-progress papers 'History and Society', Centre for Contemporary Studies, Nehru Memorial Museum and Library, Teen Murti House, Delhi, 53 p.
- Satyanarayana A., 1995, Dalit protest literature in Telugu. A historical perspective, *Economic and Political Weekly*, 30 (3), 171-5.
- Satyanarayana A., 1997, A note on land, caste and the 'settler' in Telangana, in S. Simhadri, P.L.V. Rao (éds.), *Telangana. Dimensions of underdevelopment*, Centre for Telangana Studies, Hyderabad, 263 p., 30-4.
- Satyanarayana A., 2005, *Dalits and upper castes. Essays in social history*, Kanishka Publishers, Delhi, 260 p.
- Satyanarayana M., 1990, The abode of Kammas and its origin, *Dipti (Kamma caste magazine)*, juillet, Hyderabad, 9-11.
- Sau R., 1984, Development of capitalism in India, *Economic and Political Weekly*, 19 (30), PE73-80.
- Sau R., 1988, The Green Revolution and industrial growth in India. A tale of two paradoxes and a half, *Economic and Political Weekly*, 23 (16), 789-96.

- Sautter G., Pélissier P., 1964, Pour un atlas des terroirs africains, *L'Homme*, 4 (1), 56-72.
- Sautter G., Pélissier P., 1970, Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches (1962-1969), *Etudes rurales*, 37/38/39, 7-45.
- Sayana V.V., 1949, *The agrarian problems of Madras Province*, Business Week Press, Madras, 332 p.
- Schwartzberg J., 1983, The state of South Asian geography, *Progress in Human Geography*, 7 (2), 232-53.
- Schwartzberg J., 2007, Caste regions of the North Indian plain, in in M. Singer, B. Cohn (éds.), *Structure and change in Indian society*, Aldine Transaction, New Jersey, 523 p., 81-113.
- Scoones L., 1998, *Sustainable rural livelihoods: a framework for analysis*, Working Paper 72, Institute of Development Studies, Brighton, 22 p.
- Scott J. C., 1985, *Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance*, Yale University Press, New Haven, 389 p.
- Scott J. C., 1992, *Domination and the arts of resistance: Hidden Transcripts*, Yale University Press, New Haven, 269 p.
- Sen A., 2000, *Repenser l'inégalité*, Seuil, Paris, 286 p.
- Senart M., 1896, *Les castes dans l'Inde. Les faits et le système*, Leroux, Paris, 257 p.
- Senftleben M., 1992, *Influences of Hinduism on Christianity in Andhra Pradesh*, PhD thesis, Sri Venkateshwara University, Tirupati, 922 p.
- Sharma K.L., 1997, Changing aspects of merchants, markets, moneylending and migration: reflections based on field notes from a village in Rajasthan, in P. Cadène, D. Vidal (éds.), *Webs of trade. Dynamics of business communities in Western India*, Manohar, Delhi, 196 p., 174-94.
- Sharma S.S., 1979, *Rural elites in India*, Sterling Publishers, Delhi, 267 p.
- Sharma S.S., 1980, Peasants and elite, in A.K.L. Sachchidananda (éd.), *Elite and development*, Concept Publishing Company, Delhi, 276 p., 159-69.
- Shatrugna M., 1988, Backward Class support for Telugu Desam intact, *Economic and Political Weekly*, 23 (6), 237.
- Shatrugna M., 1989, NTR and the Naxalites, *Economic and Political Weekly*, 24 (28), 1570.

- Sherwani H.K., Joshi P.M. (éds.), 1973, *History of medieval Deccan (1295-1724)*, Government of Andhra Pradesh, Hyderabad, vol.1, 627 p.
- Sheth N.R., 1984, Theoretical framework for the study of Indian business communities, in D. Tripathi (éd.), *Business communities of India. A historical perspective*, Manohar, Delhi, 288 p., 9-25.
- Shiva V. et al., 1999, Globalisation and threat to seed security. Case of transgenic cotton trials in India, *Economic and Political Weekly*, 34 (10/11), 601-13.
- Shiva V., 1989, *The violence of the Green Revolution. Ecological degradation and political conflict in Punjab*, Natraj Publishers, Dehradun, 160 p.
- Simhadri S., Rao P.L.V. (éds.), 1997, *Telangana. Dimensions of underdevelopment*, Centre for Telangana Studies, Hyderabad, 263 p.
- Simhadri Y.C., 2003, *Kammas and their contribution*, Kamma Sangham, Hyderabad, 7 p.
- Singer M. (éd.), 1975, *Traditional India: structure and change*, Rawat, Jaipur, 332 p.
- Singer M., 1961, Review of *The religion of India: the sociology of Hinduism and Buddhism* by Max Weber, *American Anthropologist*, 63 (1), 143-51.
- Singer M., Cohn B. (éds.), 2007, *Structure and change in Indian society*, Aldine Transaction, New Jersey, 523 p.
- Singh R., 1988, *Land, power and people. Rural elite in transition, 1801-1970*, Sage, Delhi, 264 p.
- Singh R.D., 1956, The unity of an Indian village, *Journal of Asian studies*, 16 (1), 10-9.
- Singh T.R., 1969, *The Madiga. A study in social structure and change*, Ethnographic and folk culture society, Lucknow, 79 p.
- Sinha A., 1977, Class war, not 'atrocities against Harijans', *Economic and Political Weekly*, 12 (50), 2096-9.
- Sinha A., 1978, Advancing class interests in the name of caste, *Economic and Political Weekly*, 13 (16), 875-6.
- Skeldon R., 1997, *Migration and development: a global perspective*, Longman, Essex, 253 p.
- Slater G., 1918, *Some South Indian Villages*, Oxford University Press, Oxford, vol.1, 265 p.
- Southall A., 1973, Introduction, in A. Southall A. (éd.), *Urban Anthropology*, Oxford University Press, New York, 489 p., 3-14.

- Sreenivasan K., 1980, *Climbing the coconut tree. A partial autobiography*, Oxford University Press, Delhi, 163 p.
- Sridhar V., 2005, Why do farmers commit suicide: the case of Andhra Pradesh, in CESS, *Agrarian distress and farmers' suicides in India*, actes non publiés du colloque de l'Université Acharya Nagarjuna à Guntur, 24-26 fév., Hyderabad.
- Srikanth H., 2007, Liberation of Hyderabad State. A study, in S. Nag et al. (éds.), *Making of the Indian Union. Merger of Princely States and Excluded Areas*, Akansha Publishing House, Delhi, 369 p., 133-45.
- Srikanth H., 2011, United Andhra or separate Telangana? Politics of regionalism in Andhra Pradesh, *The Indian Journal of Political Science*, 72 (3), 781-90.
- Srinivas M.N. (éd.), 1960, *India's villages*, Asia Publishing House, Bombay, 222 p.
- Srinivas M.N. (éd.), 1977, *Dimensions of social change in India*, Allied Publishers, Bombay, 518 p.
- Srinivas M.N., 1952, *Religion and society among the Coorgs of South India*, Asia Publishing House, Bombay, 269 p.
- Srinivas M.N., 1953, Review of *Caste in India* by J.H. Hutton, *Man*, 53, 14-5.
- Srinivas M.N., 1955, The social system of a Mysore village, in M. Marriott (éd.), *Village India*, University of Chicago Press, Chicago, 276 p., 1-36.
- Srinivas M.N., 1956, A note on Sanskritization and Westernization, *The Far Eastern Quarterly*, 15 (4), 481-96.
- Srinivas M.N., 1959, The dominant caste in Rampura, *American Anthropologist*, 61 (1), 1-16.
- Srinivas M.N., 1960, The social structure of a Mysore village, in M.N. Srinivas (éd.), *India's villages*, Asia Publishing House, Bombay, 222 p., 21-35.
- Srinivas M.N., 1962, *Caste in modern India and other essays*, Media Promoters and Publishers, Bombay, 171 p.
- Srinivas M.N., 1962, Village studies and their significance, in *Caste in modern India and other essays*, Media Promoters and Publishers, Bombay, 171 p., 120-35.
- Srinivas M.N., 1967, *Social change in modern India*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 194 p.
- Srinivas M.N., 1976, *The remembered village*, Oxford University Press, Delhi, 356 p.
- Srinivas M.N., 1978, *The remembered village: reply to criticisms*, *Contributions to Indian Sociology*, 12 (1), 127-52.

- Srinivas M.N., 1987, *The dominant caste and other essays*, Oxford University Press, Delhi, 195 p.
- Srinivas M.N., 1992, *On living in a revolution and other essays*, Oxford University Press, Delhi, 209 p.
- Srinivas M.N., 2002, The Indian village: myth and reality, in V. Madan (éd.), *The village in India*, Oxford University Press, Delhi, 477 p., 51-70.
- Srinivas M.N., 2007, Mobility in the caste system, in M. Singer et B. Cohn (éds.), *Structure and change in Indian society*, Aldine Transaction, New Jersey, 523 p., 189-200.
- Srinivas R.K., 2000, Capitalism and the information society, *Economic and Political Weekly*, 35 (16), 1369-70.
- Srinivas S.V., 2006, Persistence of the feudal: Star and film form in post-1970s Telugu cinema, *Journal of the Moving Image*, 5, 50-77.
- Srinivas S.V., 2010, Making of a peasant industry: Telugu cinema in the 1930s-1950s, *BioScope: South Asian Screen Studies*, 1 (2), 169-88.
- Srinivas, S.V., 2008, Cardboard monuments: city, language and 'nation' in contemporary Telugu cinema, *Singapore Journal of Tropical Geography*, 29, (1), 87-100.
- Srinivasulu K. et al., 2011, Srikrishna Committee: thorough but unviable, *Economic and Political Weekly*, 46 (10), 16-8.
- Srinivasulu K., 1988, *Telangana peasant movement and change in the agrarian structure : a case study of Nalgonda district*, PhD thesis, Jawaharlal Nehru University, Delhi, 311 p.
- Srinivasulu K., 1994, BSP and caste politics, *Economic and Political Weekly*, 29 (40), 2583-6.
- Srinivasulu K., 2002 *Caste, class and social articulation in Andhra Pradesh: mapping differential regional trajectories*, Working Paper 179, Overseas Development Institute, Londres, 64 p.
- Srinivasulu K., 2004, Political articulation and policy discourse in elections. Andhra Pradesh, 2004, *Economic and Political Weekly*, 39 (34), 3845-53.
- Srinivasulu K., 2011, Discourses on Telangana and critique of the linguistic nationality principle, in A. Sarangi et S. Pai (éds.), *Interrogating States reorganisation: culture, identity and political economy in independent India*, Routledge, Delhi, 324 p.
- Srinivasulu K., 2012, Tank Bund Idol-ism: crisis of cultural politics of a provincial regime, *SocialSciences.in*, 9 fév.

- Srivastava R., Sasikumar S.K., 2003, *An overview of migration in India, its impacts and key issues*, Migration, Development and Pro-Poor Policy Choices in Asia, Regional Conference, DFID, Dhaka, 57 p.
- Stark O., 1991, *The Migration of Labour*, Harvard University Press, Cambridge, 406 p.
- Stein B., 1977, The segmentary state in South Indian history in R.G. Fox (éd.), *Realm and region in traditional India*, Vikas, Delhi, 307 p., 3-51.
- Stein B., 1980, *Peasant state and society in medieval South India*, Oxford University Press, Delhi, 533 p.
- Stein B., 1984, "Privileged landholding": the concept stretched to cover the case, in R.E. Frykenberg (éd.), *Land tenure and peasant in South Asia*, Manohar, Delhi, 312 p., 67-77.
- Stein B., 1989, *Thomas Munro: the origins of the colonial State and his vision of Empire*, Oxford University Press, Delhi, 374 p.
- Stephen S.J., 1997, *The Coromandel Coast and its hinterland. Economy, society and political system (AD 1500-1600)*, Manohar, Delhi, 269 p.
- Stern H., 1973, Le pouvoir dans l'Inde traditionnelle : territoire, caste et parenté. Approche théorique et étude régionale (Rajasthan), *L'Homme*, 13 (1), 50-70.
- Stern R.W., 1993, *Changing India. Bourgeois revolution on the subcontinent*, Cambridge University Press, Cambridge, 251 p.
- Stevenson H.N.C., 1954, Status evaluation in the Hindu caste system, *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 84 (1/2), 45-65.
- Still C., 2009, Caste, Identity and Gender among Madigas in Coastal Andhra Pradesh, *Journal of South Asian Development*, 4 (1), 7-23.
- Stoddart B., 2004, The structure of Congress politics in Coastal Andhra, 1925-37, in D.A. Low (éd.), *The Congress and the Raj. Facets of the Indian struggle, 1917-47*, Oxford University Press, Delhi, 513 p., 109-32.
- Stokes E., 1978, *The peasant and the Raj. Studies in agrarian society and peasant rebellion in colonial India*, Cambridge University Press, Cambridge, 308 p.
- Stokes E., 1984, Privileged land tenure in village India in the early nineteenth century, in R.E. Frykenberg (éd.), *Land tenure and peasant in South Asia*, Manohar, Delhi, 312 p., 54-66.
- Stokes E., 1989, *The English Utilitarians and India*, Oxford University Press, Delhi, 350 p.
- Stuart H.A., 1891, *Madras District Manuals. Manual of the North Arcot District in the Presidency of Madras*, Madras.

- Subramaniam K.G., 1982, *My philanthropic friend, Shri K. Krishnaswamy Naidu*, Kalaimani Printing Industries, Coimbatore, 65 p.
- Subramaniam V., 1998, *India's regional elites*, Ajanta Books, Delhi, 163 p.
- Sundarayya P., 1972, *Telangana People's struggle and its lessons*, CPI(M), Calcutta, 592 p.
- Sundarayya P., 1973, Telangana people's armed struggle, 1946-51, *Social scientist*, 1 (7/8/9/10), 3-19, 18-42, 23-46, 22-52.
- Suri K.C. et al., 2009, Andhra Pradesh: a vote for status quo?, *Economic and Political Weekly*, 44 (39), 108-13.
- Suri K.C., 1984, *Agrarian Movements in Andhra: 1921-1971*, PhD thesis, Jawaharlal Nehru University, Delhi.
- Suri K.C., 1996, Caste politics and power structure in India: the case of Andhra Pradesh, *Political Science*, annual, 298-316.
- Suri K.C., 2002, *Democratic process and electoral politics in Andhra Pradesh, India*, Working Paper 180, Overseas Development Institute, Londres, 83 p.
- Suri K.C., 2003, Andhra Pradesh : from populism to pragmatism, 1983-2003, *Journal of Indian School of Political Economy*, 15 (1/2), 45-77.
- Suri K.C., 2004a, Andhra Pradesh : fall of the CEO in arena of democracy, *Economic and Political Weekly*, 39 (51), 5493-7.
- Suri K.C., 2004b, Democracy, economic reforms and election results in India, *Economic and Political Weekly*, 39 (51), 5404-11.
- Suri K.C., 2004c, Telugu Desam Party: rise and prospects for future, *Economic and Political Weekly*, 39 (14-15), 1481-90.
- Suri K.C., 2005, The dilemma of democracy: economic reforms and electoral politics in Andhra Pradesh, in J. Mooij (éd.), *The politics of economic reforms in India*, Sage, Delhi, 360 p., 130-68.
- Suri K.C., 2006, Political economy of agrarian distress, *Economic and Political Weekly*, 34 (10-11), 601-13.
- Talbot C., 2001, *Precolonial India in practice. Society, region and identity in medieval Andhra*, Oxford University Press, Oxford, 305 p.
- Tarabout G., 2003, Territoire, 'idéologie' et anthropologues en Inde, in R. Delage et Z. Headley (éds.), *Identités et territoires en Inde*, Actes des 6^e Ateliers Jeunes Chercheurs en Sciences Sociales, Université de Calcutta, Calcutta, 137 p., 46-55.

- Tarrius A., Costa-Lascoux J., Hily M.-A., 2001, Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants, *Revue européenne de migrations internationales*, 17 (2), 37-61.
- Teltumbde A., 2010, *The persistence of caste. The Khairlanji murders and India's hidden apartheid*, Zed Books, Londres, 192 p.
- Thakur R.N. (éd.), 1988, *Elites. Paradigm and change in transnational perspective*, Contemporary Social Science Series on Elites 1, Indian Institute of Public Administration, Delhi, 274 p.
- Therwath I., 2010, *Les Télanganais de l'extérieur et le régionalisme à distance*, communication présentée lors du séminaire Mobilités, Migrations et Diasporas d'Asie du Sud (MIDAS), EHESS, Paris, 22 nov.
- Thirumali I., 1992, Dora and Gadi: manifestation of landlord domination in Telangana, *Economic and Political Weekly*, 27 (9), 477-82.
- Thorner A., 1982, Semi-feudalism or capitalism : the contemporary debate on classes and modes of production in India, in J. Pouchepadass (éd.), *Caste et classe en Asie du Sud*, Purusartha, 6, Editions de l'EHESS, Paris, 306 p., 19-72.
- Thorner D., 1967, Coastal Andhra : towards an affluent society, *Economic and Political Weekly*, 2 (3-5) , 241-52.
- Thorner D., 1969a, Capitalist farming in India, *Economic and Political Weekly*; 4 (52), A 211-2.
- Thorner D., 1969b, Marx et l'Inde : le mode de production asiatique, *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 24 (2), 337-69.
- Thurston E., 1909a, Kamma, in *Castes and tribes of Southern India*, Government Press, Madras, vol.3, 94-105.
- Thurston E., 1909b, Kapu, in *Castes and tribes of Southern India*, Government Press, Madras, vol.3, 222-49.
- Tillin L., 2012, Caste, territory and federalism, *Seminar*, 633, n° spécial "Caste matters: a symposium on inequalities, identities and disintegrating hierarchies in India", 43-8.
- Timberg T., 1978, *The Marwaris. From traders to industrialists*, Vikas Publishing House, Delhi, 268 p.
- Todaro M.P., 1969, A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries, *The American Economic Review*, 59 (1), 138-48.
- Todaro M.P., 1976, *Internal migration in developing countries*, Organisation Internationale du Travail, Genève, 106 p.

- Toffin G., 2009, Territory, death and local deities in Newar villages of the Kathmandu valley, in D. Berti et G. Tarabout (éds.), *Territory, soil and society in South Asia*, Manohar, Delhi, 379 p., 245-70.
- Tripathi D. (éd.), 1984, *Business communities of India. A historical perspective*, Manohar, Delhi, 288 p.
- Tuan Y.-F., 2002, *Space and place: the perspective of experience*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 235 p.
- Uberoi P. (éd.), 1993, *Family, kinship and marriage in India*, Oxford University Press, Delhi, 502 p.
- Uberoi P. et al. (éds.), 2007, *Anthropology in the East. Founders of Indian sociology and anthropology*, Permanent Black, Delhi, 552 p.
- Upadhyaya C., 1988a, *From Kulak to Capitalist : the emergence of a new business community in coastal Andhra Pradesh, India*, PhD thesis, Yale University, 529 p.
- Upadhyaya C., 1988b, The farmer-capitalists of coastal Andhra Pradesh, *Economic and Political Weekly*, 23 (27), 1376-82, & 23 (28), 1433-42.
- Upadhyaya C., 1990, Dowry and women's property in coastal Andhra Pradesh, *Contributions to Indian Sociology*, 24 (1), 29-59.
- Upadhyaya C., 1997a, Social and cultural strategies of class formation in coastal Andhra Pradesh, *Contributions to Indian Sociology*, 31 (2), 169-93.
- Upadhyaya C., 1997b, Culture, class and entrepreneurship : a case study of coastal Andhra Pradesh, in M. Rutten, C. Upadhyaya (éds.), *Small business entrepreneurs in Asia and Europe : towards a comparative perspective*, Sage, Delhi, 334 p., 47-80.
- Upadhyaya C., 2004, A new transnational capitalist class? Capital flows, business networks and entrepreneurs in the Indian software industry, *Economic and Political Weekly*, 39 (48), 5141-51.
- Uttam D.K. et al., 2002, *Diversification and livelihood options : a study of two villages in Andhra Pradesh, India, 1975-2001*, Working Paper 178, Overseas Development Institute, Londres.
- Vaddiraju A.K., 1999, Emergence of backward castes in South Telangana, agrarian change and grassroots politics, *Economic and Political Weekly*, 34 (7), 425-30.
- Vadivelu A., 1908, *Aristocracy of Southern India*, Vest & Co., Madras, 2 vol.

- Vakulabharanam R., 2002, *Migration and Change in Telangana: Taking a Look at Chandralata's Regadi Vittulu (Seeds of Black Soil)*, 31st Annual Conference on South Asia, Center for South Asia, University of Wisconsin- Madison, 10-13 oct.
- Varrel A., 2008, *"Back to Bangalore" : étude géographique de la migration de retour des indiens très qualifiés à Bangalore (Inde)*, thèse de doctorat, Université de Poitiers, 501 p.
- Varshney A., 1995, *Democracy, development and the countryside: urban-rural struggles in India*, Cambridge University Press, New York, 214 p.
- Vaugier-Chatterjee A., 2009, Andhra Pradesh: A two-dominant caste socio-political system, in C. Jaffrelot, S. Kumar (éds.), *Rise of the plebeians? The changing face of Indian legislative assemblies*, Routledge, Delhi, 530 p., 277-309.
- Venkateswarlu D., 1990, *Harijan-Upper class conflict*, Discovery Publishing House, Delhi, 204 p.
- Venot J.-P., 2008, *Entre immobilisme et adaptabilité. Trajectoire d'évolution du bassin versant de la Krishna, Inde du Sud*, thèse de doctorat, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 143 p.
- Venugopal N., 2007, Fake encounters: story from Andhra Pradesh, *Economic and Political Weekly*, 42 (41), 4106-11.
- Verma K.K., 1979, *Changing role of caste associations*, National Publishing House, Delhi, 105 p.
- Vernier G., 2005, *Les partis régionaux en Inde. Ascension et conséquences*, Master Recherche non publié, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 189 p.
- Wade R., 1982, The system of administrative and political corruption: canal irrigation in South India, *Journal of Development Studies*, 18 (3), 287-328.
- Wade R., 1984, Irrigation reform in conditions of populist anarchy. An Indian case, *Journal of Development Economics*, 14 (3), 285-303.
- Wade R., 1988, *Village Republics. Economic conditions for collective action in South India*, Cambridge University Press, 238 p.
- Wallach B., 1984, Irrigation developments in the Krishna basin since 1947, *Geographical review*, 74 (2), 127-44.
- Wallach B., 1985, British irrigation works in India's Krishna basin, *Journal of Historical Geography*, 11 (2), 155-74.
- Washbrook D., 1971, Review of Robert L. Hardgrave "The Nadars of Tamilnad: The political culture of a community in change", *Modern Asian Studies*, 5 (3), 278-83.

- Washbrook D., 1973, Country politics: Madras 1880 to 1930, *Modern Asian Studies*, 7 (3), 475-531.
- Washbrook D., 1976, *The emergence of provincial politics. The Madras Presidency 1870-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 358 p.
- Washbrook D., 1981, Law, state and agrarian society in colonial India, *Modern Asian Studies*, 15 (3), 649-721.
- Weber M., 1971, *Economie et société*, tome 1, Plon, Paris, 650 p.
- Weber M., 2003a, *Hindouisme et bouddhisme*, Flammarion, Paris, 636 p.
- Weber M., 2003b, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 531 p.
- Weber M., 1970a, Class, status, party, in H.H. Gerth et C.W. Mills (éds.), *From Max Weber: essays in sociology*, Routledge and Kegan Paul, London, 490 p., 180-95.
- Weber M., 1970b, India: the Brahman and the castes, in H.H. Gerth et C.W. Mills (éds.), *From Max Weber: essays in sociology*, Routledge and Kegan Paul, London, 490 p., 396-414.
- Weiner M., 1978, *Sons of the soil. Migration and ethnic conflict in India*, Oxford University Press, Delhi, 383 p.
- Weiner M., 2003, Migration, in V. Das (éd.), *The Oxford India Companion to sociology and social anthropology*, Oxford University Press, Delhi, 2 vol., 1660 p., 262-81.
- Wilke A.S., Mohan R.P., 1978, Caste, caste association, caste federation and inequality as vocabularies, *Contributions to Indian Sociology*, 12 (2), 213-37.
- Wilson C., 2004, *Understanding the dynamics of socio-economic mobility: tales from two Indian villages*, Working Paper 236, Overseas Development Institute, Londres, 77 p.
- Windmiller M., 1954, Linguistic regionalism in India, *Pacific Affairs*, 27 (4), 291-318.
- Wiser W.H., 1988, *The Hindu jajmani system*, Munshiram Manoharlal Publishers, Delhi, 130 p.
- Wiser W.H., Wiser C., 2000, *Behind mud walls*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 380 p.
- Wittfogel K., 1970, *Oriental despotism: a comparative study in total power*, Yale University Press, New Haven, 556 p.
- Wittmann H., 1975, *Migrationstheorien*, Verlag der SSIP-Schriften, Saarbrücken, 139 p.
- Wolf E., 1971, *Peasant wars of the twentieth century*, Faber & Faber, Londres, 328 p.

- Woolcock M., 1998, Social capital and economic development: toward a theoretical synthesis and policy framework, *Theory and Society*, 27, 151-208.
- Xiang B., 2007, *Global 'body shopping': an Indian labour system in the Information Technology Industry*, Princeton University Press, Princeton, 208 p.
- Yugandhar B.N. (éd.), 2001, *Land reforms in India. Andhra Pradesh. People's pressure and administrative innovations*, Sage, Delhi, vol.3.
- Zelliot E., 1992, *From Untouchable to Dalit. Essays on the Ambedkar Movement*, Manohar, Delhi, 350 p.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

Carte 1. Principales castes dominantes et intouchables dans les Etats de l'Inde.....	11
Carte 2. Reliefs, hydrographie et régions d'Andhra Pradesh.....	12
Carte 3. Migrations marwari à l'époque coloniale.....	67
Carte 4. Aires de juridiction des conseils de clan jat dans la division de Meerut.....	74
Carte 5. Anciennes divisions territoriales en Andhra côtier.....	131
Carte 6. Localités du Kammanadu mentionnées dans des inscriptions anciennes.....	132
Carte 7. Divisions territoriales de l'empire chola vers 1300.....	139
Carte 8. Centres politiques majeurs sous les Nayak de Vijayanagar.....	143
Carte 9. Le système d'irrigation par canal dans le delta de la Krishna.....	164
Carte 10. Distribution de la population kamma dans la Présidence de Madras en 1921...	184
Carte 11. Découpage administratif de l'Andhra Pradesh en districts et régions.....	216
Carte 12. Périmètres irrigués par canal dans les bassins de la Krishna et de la Godavari après l'Indépendance (Andhra Pradesh).....	218
Carte 13. Concentration des terres entre les mains des Kamma dans le village de Latchanagudipudi (district de Guntur) entre 1873 et 1967.....	231
Carte 14. Les types de sols dans les districts de Guntur et de Krishna.....	256
Carte 15. Utilisation des sols et types de cultures dans les districts de Guntur et de Krishna.....	256
Carte 16. Proportion de terres irriguées en Andhra Pradesh.....	257
Carte 17. Distribution de la population kamma en Andhra Pradesh.....	258

Carte 18. Répartition des douze associations de caste kamma du Grand Hyderabad.....	263
Carte 19. Godavarru, au cœur des terres fertiles et irriguées du delta de la Krishna.....	267
Carte 20. Répartition résidentielle des castes à Godavarru.....	269
Carte 21. Localisation de Vijayawada et Coimbatore en Inde du Sud.....	292
Carte 22. Territoires des principales castes agraires au Tamil Nadu.....	293
Carte 23. Principaux quartiers de la <i>Municipal Corporation</i> de Vijayawada.....	302
Carte 24. Les dix secteurs de la ville de Coimbatore.....	303
Carte 25. Périmètre irrigué par le barrage de la Tungabhadra.....	325
Carte 26. Districts touchés par le naxalisme en Inde en 2007.....	356
Carte 27. Bassins versants des fleuves d'Andhra Pradesh.....	370

Table des photographies

Photo 1. Barrage de Prakasam sur la Krishna à Vijayawada.....	163
Photo 2. Statue d'Arthur Cotton à Kankipadu (district de Krishna).....	166
Photo 3. Pavillons de Vivekanand Colony (Kukatpally, Hyderabad).....	265
Photo 4. Lotissements sécurisés de Nizampet Road (Kukatpally, Hyderabad).....	265
Photo 5. Immeuble de KPHB Colony (Kukatpally, Hyderabad).....	266
Photo 6. Maison traditionnelle appartenant à de petits paysans kamma de Godavarru.....	270
Photo 7. Maison neuve appartenant à de riches agriculteurs kamma de Godavarru.....	270
Photo 8. Famille kamma aisée de Godavarru au mode de vie citadin.....	271
Photo 9. Kamma de Godavarru assis au pied de la statue de NTR près du Panchayat.....	271

Photo 10. Propriétaire kamma dans son champ de curcuma et ses ouvriers dalit à Godavarru.....	281
Photo 11. Kukatpally Kamma Sangham, nouvel immeuble en construction.....	287
Photo 12. Ameerpet Kamma Sangham, première association kamma de Hyderabad.....	287
Photo 13. Prêtre brahmane et administrateur kamma du trust finançant les temples de Godavarru.....	288
Photo 14. Bungalow colonial de Coimbatore appartenant à un industriel kamma.....	304
Photo 15. Vue du centre résidentiel de Vijayawada le long du canal de Bandar depuis la colline du temple de Durga.....	306
Photo 16. Vue d'un quartier commerçant de Coimbatore depuis l'hôtel Annapoorna.....	306
Photo 17. Barrage de la Tungabhadra.....	325
Photo 18. Maisons traditionnelle et moderne dans le « camp Andhra » de Gangavati.....	327
Photo 19. Migrant kamma devant sa luxueuse villa à Sindhanur.....	327
Photo 20. Champs de paddy irrigués dans le district de Nizamabad.....	331
Photo 21. Maison du descendant de <i>zamindar</i> kamma Yarlagadda Raghubabu à Karamchedu.....	341
Photo 22. Stade financé par le trust du producteur kamma Rama Naidu à Karamchedu...	341
Photo 23. Annonce du gouvernement d'Andhra Pradesh dans l' <i>Indian Express</i>	364

Table des tableaux

Tableau 1. Organisation spatiale, sociale et religieuse des Gounder.....	64
Tableau 2. Organisation spatiale, sociale et religieuse des Kallar.....	64
Tableau 3. Evolution du taux d'alphabétisation des hommes parmi les Brahmanes et les principales castes dominantes en Andhra entre 1901 et 1921.....	183

Tableau 4. Proportion de Kamma dans les districts de la Présidence de Madras en 1871 et en 1921.....	185
Tableau 5. Résultats du Parti Communiste aux élections législatives de 1952 et 1955 en Andhra.....	213
Tableau 6. Composition de la population de l'Andhra Pradesh par caste.....	238
Tableau 7. Composition par caste de l'Assemblée Législative d'Andhra Pradesh entre 1955 et 2004	251
Tableau 8. Distribution de la population kamma en Andhra Pradesh.....	258
Tableau 9. Nombre de propriétaires terriens (<i>pattadar</i>) par caste à Godavarru.....	268
Tableau 10. Niveau d'études par sexe (des Kamma de Hyderabad et Godavarru).....	275
Tableau 11. Niveau d'études par génération (idem).....	275
Tableau 12. Domaine d'études parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.....	276
Tableau 13. Pourcentage d'anglophones par sexe et par génération.....	276
Tableau 14. Pourcentage de personnes ayant étudié dans des institutions privées en anglais.....	277
Tableau 15. Lieu d'études.....	277
Tableau 16. Coûts annuels de scolarité des moins de 30 ans.....	278
Tableau 17. Age moyen du mariage par sexe et par génération.....	278
Tableau 18. Nombre moyen d'enfants par famille en fonction de l'âge du père.....	280
Tableau 19. Catégorie professionnelle des hommes selon la génération.....	283
Tableau 20. Catégorie professionnelle des femmes selon la génération.....	284
Tableau 21. Répartition des revenus annuels totaux par ménage.....	285
Tableau 22. Répartition des biens immobiliers par ménage.....	285

Tableau 23. Préférences politiques	289
Tableau 24. Caste des propriétaires de filatures à Coimbatore dans les années 1930.....	300
Tableau 25. Attaques majeures contre les basses castes en Andhra.....	337

Table des schémas

Schéma 1. Lieux d'origine des belles-filles des chefs de famille jaïn.....	69
Schéma 2. Typologie des migrations en Inde.....	100
Schéma 3. Organisation résidentielle des castes dans un village indien.....	112
Schéma 4. Le pouvoir comme dialectique entre dominance et subordination.....	119

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	2
REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION.....	7
Prologue.....	7
Justification et définition des termes du sujet.....	8
Problématique.....	16
Méthodologie.....	18
Plan.....	21
 PREMIÈRE PARTIE	
LA DOMINANCE DE CASTE : OBJET D'ÉTUDE GÉOGRAPHIQUE ?.....	23
 <u>Chapitre 1. Le territoire, un impensé des études en sciences sociales sur la caste ?....</u>	27
 <u>I. Le village ou la caste : termes de la controverse sur l'unité d'étude pertinente.....</u>	28
1. La position dumontienne sur le territoire et sa critique.....	28
2. L'absence de territoire en Inde : archéologie d'une idée reçue.....	31
 <u>II. Etudes de village : le territoire comme prétexte à l'analyse des relations de caste.....</u>	34
1. Le village comme communauté : une vision idéalisée.....	34
2. Le système <i>jajmani</i> : mythe et réalité.....	38
3. La caste au cœur des monographies villageoises.....	42
 <u>III. Etudes de caste : une prise en compte inégale de la dimension territoriale.....</u>	53
1. Système panindien des <i>varna</i> contre système territorialisé des <i>jati</i>	53
2. La place du territoire dans les monographies de caste.....	56
a. Castes intouchables : modèle d'unité contre modèle de séparation.....	59
b. Brahmanes et autres castes lettrées : mobilité du capital symbolique.....	62
c. Castes marchandes : organisation en réseaux.....	63
d. Castes agraires dominantes : appropriation du territoire.....	71

Chapitre 2. Territorialité de la caste dominante : les apports de la géographie sociale 76

I. <u>La caste dominante se définit par rapport au territoire</u>	77
1. Une filiation africaine.....	77
2. Un concept progressivement enrichi par Srinivas.....	79
3. Les critiques du concept.....	84
4. Reformulation et réhabilitation du concept.....	90
II. <u>Mobilité socio-spatiale des élites : des formes spécifiques</u>	94
1. Etude des élites contre <i>subaltern studies</i>	94
2. Prévalence du thème de la pauvreté dans les études migratoires.....	98
3. Quand migration et prospérité vont de pair : mobilité socioprofessionnelle des élites rurales.....	104
III. <u>Les concepts géographiques de territoire et de territorialité appliqués à une société de castes</u>	110
1. Géographie sociale et territoire : quelle pertinence dans le contexte indien ?.....	110
2. La territorialité des dominants comme stratégie de contrôle : pour une géographie du pouvoir.....	115
3. Hégémonie de caste : vers une déterritorialisation de la dominance ?.....	120
CONCLUSION.....	124

DEUXIÈME PARTIE

EMERGENCE DES KAMMA COMME CASTE DOMINANTE ET CONTRÔLE TERRITORIAL..... 126

Chapitre 3. Une caste mobile de paysans-soldats à l'époque médiévale..... 128

I. <u>Le territoire traditionnel des Kamma : des deltas de la Krishna-Godavari à la Penner</u> ...	129
1. Une caste qui tire son nom d'un territoire : Kamma rashtra et Kammanadu.....	129
2. Un territoire de plaines humides et de deltas fertiles.....	136
II. <u>Migrations militaires sous l'empire de Vijayanagar : à la conquête du pays tamoul</u>	141
1. La guerre de conquête comme facteur de migration.....	141
2. Activités agricoles sur les terres conquises.....	145
III. <u>Mouvements de colonisation agricole vers le plateau du Deccan : acquisitions foncières dans le Telangana durant la période musulmane</u>	150
1. Le Deccan : un plateau semi-aride longtemps sous contrôle musulman.....	150
2. Migrations agricoles des Kamma vers le Telangana.....	152

Chapitre 4. Une caste agraire bénéficiaire du développement de l'Andhra côtier durant la période coloniale..... 157

<u>I. Mise en valeur agraire et développement régional en Andhra.....</u>	159
1. Politique fiscale et introduction de l'irrigation par canal.....	159
2. Développement des infrastructures de transport et commercialisation de l'agriculture.....	166
3. Croissance urbaine et industrialisation.....	172
<u>II. Ascension sociale des Kamma, entre différences de classe et unité de caste.....</u>	175
1. Différenciation interne à la caste liée à l'émergence d'une classe de « koulaks »..	175
2. Naissance des associations de caste kamma, efforts d'unification et de mobilité collective.....	179
3. Organisation politique des Kamma et évolution de leurs positions vis-à-vis du pouvoir colonial.....	189

Chapitre 5. Expansion territoriale et montée en puissance des Kamma depuis

l'Indépendance..... 200

<u>I. Recompositions territoriales et migrations kamma.....</u>	201
1. Participation des Kamma à la rébellion du Telangana (1946-51).....	201
2. Régionalisme télougou et formation d'une province d'Andhra séparée.....	208
3. Création de l'Andhra Pradesh et intensification des migrations de la côte vers l'intérieur.....	214
<u>II. Diversification économique et prise du pouvoir politique par les Kamma.....</u>	222
1. Une caste bénéficiaire des réformes agraires et de la Révolution verte.....	222
2. La formation du <i>Telugu Desam Party</i> et l'arrivée au pouvoir de N.T. Rama Rao, premier <i>Chief Minister</i> kamma de l'Andhra Pradesh (1983-89).....	233
3. L'ascension sociale des Kamma accélérée par les réformes économiques sous le régime de Chandrababu Naidu (1995-2004).....	241

CONCLUSION.....	253

TROISIÈME PARTIE

**VARIATIONS RÉGIONALES DANS L'EXPRESION TERRITORIALE DE LA
DOMINANCE DE CASTE..... 255**

Chapitre 6. Territorialités kamma : degrés de dominance rurale et urbaine dans trois

Etats de l'Inde du Sud..... 261

**I. Kamma des villes, Kamma des champs : étude comparée en Andhra Pradesh d'un quartier
de Hyderabad et d'un village du delta de la Krishna..... 262**

1. Présentation des volets urbain et rural de l'enquête quantitative par questionnaire. 262
2. Profils migratoires, éducatifs et structures familiales..... 272
 - a. Importance des circulations villes/campagnes et, dans une moindre mesure,
internationales..... 272
 - b. Un niveau d'études plus élevé chez les néo-citadins, mais une mobilité et des investissements
éducatifs plus importants chez les villageois..... 274
 - c. Aires de mariage restreintes, importance de la dot, recul de la famille indivise et de la
fécondité..... 278
3. Une ascension sociale plus rapide parmi les néo-citadins de Hyderabad, mais une
dominance plus décisive à l'échelle villageoise..... 281
 - a. Mobilité professionnelle..... 281
 - b. Position économique..... 284
 - c. Participation sociale et politique..... 286

**II. La dominance des Kamma en milieu urbain : étude comparée de deux métropoles
régionales, Vijayawada (Andhra Pradesh) et Coimbatore (Tamil Nadu)..... 292**

1. Présentation de l'enquête qualitative par entretiens..... 292
2. Deux métropoles régionales dominées par une même caste de migrants..... 296
 - a. Appropriation de l'espace urbain par une caste dominante d'origine rurale..... 296
 - b. Empreinte actuelle de la caste dans l'espace des deux métropoles..... 304
3. Différences de nature de la dominance kamma à Vijayawada et à Coimbatore..... 308
 - a. Dominance socio-économique..... 308
 - b. Dominance culturelle..... 311
 - c. Dominance politique..... 314

**III. La dominance des Kamma en zone de colonisation agricole : étude comparée de deux
périmètres irrigués du plateau du Deccan, dans le Karnataka (barrage de la Tungabhadra) et
le Telangana (Sriram Sagar, Nizamabad)..... 319**

1. Présentation de l'enquête : la littérature au service du terrain
2. Les migrants du « développement » dans la ceinture irriguée de la Tungabhadra :
« enseigner la riziculture aux locaux »..... 323
3. La « colonisation intérieure » du Telangana : « faire reverdir le désert »..... 330

<u>Chapitre 7. Mobilisation des basses castes et mouvement régionaliste télanganais : vers le déclin de la dominance des Kamma ?</u>	335
<u>I. Le mouvement dalit en Andhra côtier, né en réaction à l’oppression kamma</u>	339
1. Difficultés méthodologiques des « <i>perpetrator-oriented studies</i> ».....	339
2. Le massacre de Karamchedu et la mobilisation dalit.....	343
a. <i>Un village prospère dominé par des Kamma riches et puissants</i>	343
b. <i>L’expédition punitive contre les Madiga</i>	346
c. <i>La mobilisation dalit</i>	348
3. Essai d’interprétation.....	351
<u>II. Les Kamma, cibles privilégiées du naxalisme et du régionalisme au Telangana ?</u>	355
1. Le naxalisme en Andhra Pradesh et sa répression.....	355
a. <i>Un mouvement révolutionnaire solidement implanté dans le Telangana</i>	355
b. <i>Généralisation de la répression d’Etat au nom de la lutte contre les Maoïstes</i>	362
2. La lutte pour un Telangana séparé : un mouvement contre les castes dominantes ?.	366
a. <i>Le sentiment anti-migrants au cœur des frustrations régionalistes</i>	366
b. <i>Un combat porté par les subalternes pour plus de justice sociale</i>	374
CONCLUSION GÉNÉRALE	380
ANNEXES	387
Annexe 1. Liste des 75 personnalités kamma interviewées, classées par secteur d’activité.	388
Annexe 2. Questionnaire utilisé auprès de 200 ménages kamma ruraux et urbains.....	393
BIBLIOGRAPHIE	399
TABLE DES ILLUSTRATIONS	453
Table des cartes.....	453
Table des photographies.....	454
Table des tableaux.....	455
Table des schémas.....	457
TABLE DES MATIÈRES	458